

Réseaux Stay Behind, Gladio et
Terrorisme en Europe de l'Ouest

Les Armées secrètes de l'OTAN

DANIELE GANSER

Collection
RÉSISTANCES

LES ARMÉES SECRÈTES DE L'OTAN

DANIELE GANSER

RÉSEAUX STAY BEHIND, GLADIO ET TERRORISME EN EUROPE DE L'OUEST

« Cette étude méticuleuse et soignée, incisive, révèle pour la première fois l'ampleur, la noirceur et les implications menaçantes des armées secrètes créées par l'OTAN. La lecture de ce livre important de Ganser s'avère une urgence, particulièrement dans la période que nous traversons. »

Noam Chomsky, professeur de linguistique au MIT.

Historien spécialisé dans l'histoire contemporaine et les relations internationales depuis 1945, Daniele Ganser enseigne à l'université de Bâle. Invité à maintes reprises par le Parlement et la télévision nationale suisses pour partager son expertise en matière de politiques étrangère et de sécurité, Ganser voit ses livres, articles scientifiques, articles de journaux et interviews publiés dans différents pays.



HISTORIQUE

Ce livre raconte comment, après la seconde guerre mondiale, la CIA et le MI6 britannique mirent en place des armées secrètes anti-communistes dans tous les pays d'Europe de l'Ouest, et par quels processus ces réseaux *Stay-Behind* de l'OTAN s'allièrent dans certains pays à des groupes terroristes d'extrême droite, avec des conséquences particulièrement tragiques.

L'existence de "Gladio", l'armée secrète italienne, fut révélée par le Premier ministre Giulio Andreotti en 1990 ; à la suite de quoi la presse parla du « secret politico-militaire le mieux gardé, ... depuis la fin de la deuxième guerre mondiale » et nota que : « L'histoire semble tout droit sortie des pages d'un thriller politique ». Depuis, ces armées secrètes de l'OTAN, ont également été découvertes en France, en Belgique, au Luxembourg, en Suisse, en Espagne, au Portugal, en Allemagne, aux Pays-Bas, au Danemark, en Norvège, en Suède, en Finlande, en Autriche, en Grèce et en Turquie. Au niveau international, leurs actions étaient coordonnées par le Pentagone et l'OTAN, et leur dernière réunion connue se déroula à Bruxelles en octobre 1990.

À l'heure de la menace de "l'hyperterrorisme", ce livre de référence revient sur les attentats de la gare de Bologne, de la Piazza Fontana, les attaques des tueurs fous du Brabant, l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro et demande, s'il s'agit d'actes de terrorisme sous fausse bannière, fabriqués pour accroître la stratégie de la tension...

Traduit de l'anglais par Thomas Jamet

Les Armées Secrètes
de l'OTAN

Texte: Daniele Ganser

Prix: 22 €

ISBN 978-2-917112-00-7

Demi Lune
www.editionsdemilune.com

soutient



www.reopen911.info



Daniele Ganser

Les Armées Secrètes de l'OTAN

Réseaux Stay Behind, Opération Gladio et Terrorisme en Europe de l'Ouest

Traduit de l'anglais par Thomas Jamet

Éditions Demi-Lune
Collection Résistances

Ouvrage publié sous la direction d'Arno Mansouri

Éditions Demi-Lune – Maintenant en Bretagne :

26 Menez Kerveyen, 29710 Plogastel Saint-Germain - France

Tél. : 02 98 555 203 – www.editionsdemilune.com

Thierry Palau, pour la conception graphique de la couverture
et sa réalisation

Photo et image de couverture :

Après les explosions à l'hôtel Amman, en Jordanie

© Ghaith Abdul-Ahad/GETTY IMAGES

Texte : © Daniele Ganser, 2005

Tous droits réservés

Préface : © John Prados, 2005

Tous droits réservés

Première édition anglaise parue chez Franck Cass en 2005 sous le titre original :

NATO's Secret Armies: Operation Gladio and Terrorism in Western Europe

et l'ISBN: 978-0-7146-5607 (hbk) et 978-0-7146-8500-7 (pbk)

Franck Cass est une filiale de Taylor & Francis Group

© Éditions Demi-Lune, 2007

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés

ISBN : 978-2-917112-00-7

Dépôt légal : août 2011

10 9 8 7 6 5 4 3 2

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur, de l'auteur ou de leurs ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L-335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Ce livre retrace l'histoire des armées clandestines anticomunistes de l'OTAN qui furent mises sur pied par la CIA et le MI6 dans tous les pays de l'Europe occidentale au lendemain de la seconde guerre mondiale et qui, pour certaines d'entre elles, se retrouvèrent impliquées dans de sombres actes de terrorisme d'extrême droite.

Daniele Ganser est chercheur au Centre d'Études de l'Institut Fédéral de Technologie de Zurich, en Suisse.

DU MÊME AUTEUR

*Reckless Gamble,
The Sabotage of the United Nations in the Cuban Conflict
and the Missile Crisis of 1962*
(University Press of the South, New Orleans, 2000)

Cavalier seul, la Suisse 10 ans après le Non à l'EEE
en collaboration avec Uwe Wagschal et Hans Reutsch
(Laborr et Fides, Genève, 2003)

À Béa

*J'admirerai toujours la manière dont tu sais mener ta vie
en accord avec les principes que tu estimes vrais, sages et éclairés.*

*Qu'importe-t-il aux morts, aux orphelins et aux mendiants
que les ravages et la dévastation aient été semés par le totalitarisme
ou au nom des valeurs sacrées de liberté et de démocratie ?*

Le Mahatma **Gandhi** (1869-1948)

*La multiplication des abus commis par nos services de renseignement
révèle un échec plus général de nos institutions fondamentales.*

Le sénateur américain **Frank Church** (1976)

*La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre contre les États-Unis.
Une guerre permanente, économique, une guerre sans morts.
Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces,
ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde.
Une guerre inconnue, une guerre permanente,
sans morts apparemment, et pourtant une guerre à mort.*

François Mitterrand (1916-1996)

Commentaire lors d'un entretien privé,
et cité dans le *Courrier International* du 13 avril 2000

SOMMAIRE

Préface.....	13
Remerciements	16
Acronymes	20
Introduction	23
Chapitre 1 : Un attentat terroriste en Italie.....	25
Chapitre 2 : Un scandale secoue l'Europe de l'Ouest.....	41
Chapitre 3 : Le silence de l'OTAN, de la CIA et du MI6.....	53
Chapitre 4 : La guerre secrète en Grande-Bretagne.....	71
Chapitre 5 : La guerre secrète aux États-Unis.....	87
Chapitre 6 : La guerre secrète en Italie	101
Chapitre 7 : La guerre secrète en France.....	127
Chapitre 8 : La guerre secrète en Espagne.....	151
Chapitre 9 : La guerre secrète au Portugal.....	165
Chapitre 10 : La guerre secrète en Belgique	179
Chapitre 11 : La guerre secrète aux Pays-Bas	209
Chapitre 12 : La guerre secrète au Luxembourg	229
Chapitre 13 : La guerre secrète au Danemark	233
Chapitre 14 : La guerre secrète en Norvège	243
Chapitre 15 : La guerre secrète en Allemagne	261
Chapitre 16 : La guerre secrète en Grèce	291
Chapitre 17 : La guerre secrète en Turquie	307
Conclusion	333
Chronologie	339
Notes	345
Bibliographie sélective	389
Index	391

PRÉFACE

Au plus fort de la guerre froide, une ligne de front divisait véritablement l'Europe. Winston Churchill la décrivit comme un Rideau de Fer s'étendant de Szczecin sur la mer Baltique à Trieste sur l'Adriatique. Des deux côtés, des forces armées furent massées le long de cette ligne en prévision d'un affrontement majeur. Dans le but précis de livrer cette guerre, les puissances de l'Europe occidentale créèrent l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) mais les forces qu'elles parvinrent à rassembler demeuraient limitées. L'Union soviétique et ce que l'on appela à partir de la seconde moitié des années 1950 le bloc soviétique disposaient systématiquement de bien plus de troupes, de chars, d'avions et d'équipements. Le propos de l'auteur n'est pas d'analyser l'équilibre des forces armées, ni d'opposer nombres et qualités ou tactiques rigides et réactives. Son but est plutôt d'expliquer cette conception qui prévalut pendant de nombreuses années et selon laquelle les plus nombreux finiraient par l'emporter et les Soviétiques seraient un jour en mesure d'occuper l'Europe entière.

Étant donné la menace représentée par Moscou, la prévision d'un embrasement de la guerre froide amena nécessairement à réfléchir aux stratégies de résistance à mettre en œuvre dans l'éventualité d'une occupation de l'Europe de l'Ouest par l'Armée rouge. Le parallèle était évident avec la seconde guerre mondiale, au cours de laquelle des mouvements de résistance de nombreux pays d'Europe s'étaient livrés à un harcèlement continu de l'occupant nazi. En 39-45, la Résistance antinazie avait dû être improvisée. Aux yeux des stratèges, si une telle entreprise pouvait être planifiée et appuyée à l'avance, ses chances de succès s'en trouveraient considérablement renforcées.

Les acteurs qui participèrent directement à la mise en place des réseaux de combattants *stay-behind* sont la CIA, l'Agence centrale de renseignement des États-Unis, et le Secret Intelligence Service (SIS ou MI6), les services secrets britanniques. Ils travaillèrent en collaboration avec les services de sécurité de nombreux autres pays européens. À chaque fois, les techniques utilisées étaient les mêmes. Les services de renseignement œuvraient à constituer des réseaux distincts chargés de missions d'espionnage de l'occupant, de sabotage ou de subversion. Pour bâtir ces organisations, la CIA et d'autres organismes recrutaient des individus volontaires pour ce type d'opérations dangereuses et, le plus souvent, chargeaient ensuite ceux-ci d'enrôler à leur tour d'autres agents. Les services de renseignement entraînaient ces troupes, dissimulaient des réserves d'armes, de munitions, des équipements radio et tout le matériel néces-

saire, et restaient en contact régulier avec ces groupes. La coopération était parfois si étroite qu'à plusieurs occasions, ces réseaux prirent même part à des manœuvres aux côtés de l'armée ou des forces paramilitaires. En fonction du pays, les effectifs ainsi recrutés se chiffraient de quelques dizaines à plusieurs centaines, voire quelques milliers d'hommes.

Tous avaient à l'esprit l'exemple de la Résistance. Ceux qui eurent accès aux secrets de la guerre froide soupçonnaient l'existence de ces réseaux, il est donc logique qu'on y trouve quelques références dans les mémoires et les écrits d'anciens espions. Mais, en général, le sujet n'était évoqué que par allusion et à demi-mot. Cela dura presque jusqu'à la fin de la guerre froide. À l'été 1990, après la chute des régimes prosoviétiques d'Europe de l'Est, mais avant l'effondrement total de l'URSS, le gouvernement italien rendit publique l'existence d'un tel réseau sur son territoire. Au cours des années qui suivirent, les révélations sur la présence d'organisations similaires se succédèrent dans de nombreux pays européens, donnant parfois lieu à des enquêtes officielles.

Pour la première fois, Daniele Ganser est parvenu à retracer toute l'histoire de ces réseaux auxquels les Italiens donnèrent le nom de « Gladio ». C'est une histoire aussi capitale que dérangement. Dans l'idée des services secrets, il s'agissait au départ de créer des forces destinées à demeurer en sommeil jusqu'à ce que la guerre vienne les activer. Mais au lieu de cela, à mesure que l'enquête se poursuit, on observe que les mêmes groupes de personnes ou cellules initialement voués à servir dans le cas d'une guerre commencent à user de leurs forces pour interférer en temps de paix dans les processus démocratiques nationaux. Cet usage de la force se traduit par une violence allant parfois jusqu'au terrorisme, et rendue possible par le matériel fourni à ces organisations au temps de la guerre froide. Pire encore, dans certains cas, les forces de police et les services de sécurité ont préféré protéger les coupables de crimes afin de préserver leurs capacités de combat. Grâce à ces agissements, le réseau Gladio a ainsi pu bénéficier du secret le plus total, et ce bien après que ses activités ne soient plus seulement contre-productives mais véritablement dangereuses.

S'appuyant sur les preuves apportées par des enquêtes parlementaires, des rapports de police, des documents écrits, des comptes-rendus d'audiences et le fruit de ses entretiens, Ganser est parvenu à suivre la trace des réseaux Gladio dans de nombreux pays et à dresser une liste des exactions dont ils se sont rendus coupables. Ces actes s'avèrent souvent antidémocratiques et portent atteinte au tissu social que ces organisations avaient vocation à protéger. En outre, en comparant les cas de différents pays, l'enquête de Ganser met en évidence le déroulement d'un processus

identique. L'intervention de ces réseaux supposés dormants dans la vie politique n'est donc pas une exception mais bel et bien la règle.

Aussi approfondie que soit son enquête, il reste un pan de l'histoire du Gladio sur lequel le professeur Ganser ne peut faire la lumière. Il concerne les agissements motivés de la CIA, du MI6 et d'autres services de renseignement. À cause du secret-défense qui interdit l'accès aux archives du gouvernement américain, il est impossible de connaître en détail les ordres transmis par la CIA à ses réseaux, ce qui permettrait de mettre en évidence, le cas échéant, l'intention délibérée de l'Agence d'interférer dans le processus démocratique des États où Gladio était actif. Si la volonté des agents de ces organisations ne fait aucun doute, les ordres reçus de leurs supérieurs nous demeurent inconnus, nous ne pouvons donc pour l'heure nous faire une idée précise du rôle global joué par les États-Unis dans cette affaire durant la guerre froide. Il en va de même pour le MI6 de la Grande-Bretagne et pour tous les autres services secrets. L'auteur ne peut que constater que les capacités développées à des fins avouées dans le contexte de la guerre froide ont été mises en œuvre pour remplir des objectifs nettement moins avouables. La liberté d'information aux États-Unis est censée offrir un libre accès aux documents officiels, mais elle est freinée par une bureaucratie excessivement lente et est sujette à de nombreuses restrictions, dont l'une vise précisément à défendre l'accès aux archives relatives à ce genre d'activités. La loi britannique, quant à elle, prévoit la publication des documents après un certain nombre d'années, mais ce délai est prolongé pour les affaires de ce type et, à expiration de celui-ci, une certaine liberté de rétention est encore accordée au gouvernement. Quand il s'agit de faire la lumière sur le réseau Gladio, l'autoroute de l'information se transforme soudain en véritable parcours du combattant.

À notre époque où le terrorisme est une préoccupation mondiale, il est particulièrement dérangement de découvrir que l'Europe de l'Ouest et les États-Unis se sont alliés pour créer des organisations qui se sont par la suite converties au terrorisme. En Amérique, de tels pays sont qualifiés de « sponsors du terrorisme » et sont la cible d'hostilité et de sanctions. Est-il possible que les USA eux-mêmes, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et d'autres méritent tous de figurer sur la liste des États finançant le terrorisme ? Avant d'en décider, il convient de connaître l'histoire de Gladio dans son intégralité. Avec cette enquête critique, Daniele Ganser a ouvert la voie. Il est important de lire ce livre pour découvrir les grandes lignes du réseau Gladio et entrevoir l'importance des interrogations qui restent sans réponse.

John PRADOS
Analyste aux archives de la Sécurité nationale à Washington
Washington, DC

REMERCIEMENTS

En quête d'un sujet de recherche pour ma thèse de doctorat au début de l'année 1998, je fus pris d'un vif intérêt pour le phénomène Gladio dont je n'avais jusqu'alors jamais entendu parler. Après quelques recherches, je m'aperçus qu'en dépit de son importance majeure dans l'histoire politique, sociale et militaire récente de l'Occident, le sujet des armées secrètes de l'OTAN n'avait fait l'objet que de très peu de travaux et qu'aucune étude n'était disponible en anglais. À mesure que je me passionnais pour sa structure complexe et pour les mystères entourant le réseau, bon nombre d'amis bien intentionnés me déconseillèrent vivement d'en faire le sujet de ma thèse. Ils avaient compris d'instinct que ni les services secrets ni l'OTAN et son Bureau de Sécurité ne m'autoriseraient à consulter leurs archives. En outre, ils me prédisaient qu'une telle étude menée dans un si grand nombre de pays, pas moins de 14 au bout du compte, et dans un temps aussi bref, 50 jours, non seulement s'avèrerait harassante mais ne me fournirait que des résultats fragmentés et incomplets. Ajoutez à cela la difficulté de travailler sur des documents rédigés en une dizaine de langues européennes dont je n'étais capable de lire que 5 dans le texte et la conclusion s'imposait comme une évidence : Gladio ne constituait pas un bon sujet de thèse.

Mais, poussé par une fascination croissante pour le sujet, par un certain entêtement de la jeunesse et surtout par le soutien de mes proches, je résolus néanmoins de me lancer dans cette enquête et d'y consacrer les 4 prochaines années de ma vie. À ce stade, ma détermination à mener à bien ce projet et l'argumentaire que j'employai pour convaincre mes professeurs reposaient sur un seul document original du SIFAR, les services secrets de l'armée italienne, daté du 1^{er} juin 1959 et intitulé « *Les Forces spéciales du SIFAR et l'Opération Gladio* ». Ce document apportait la preuve qu'une armée secrète du nom de code Gladio, proche de la CIA et de l'OTAN, avait existé en Italie pendant la guerre froide, cependant il était très difficile de mettre la main sur d'autres originaux. Rétrospectivement, je dois reconnaître que mes amis bien intentionnés avaient vu juste. Parmi les innombrables obstacles qui vinrent se dresser sur ma route, bon nombre m'avaient été signalés à l'avance.

Tout d'abord, le champ d'investigation se révéla très vaste quant au nombre de pays et à la période à couvrir. Je commençai par m'intéresser tout particulièrement à l'Italie, où l'Opération Gladio avait été divulguée en 1990. Mais des sources italiennes que j'interrogeai, j'appris bien vite que ces « armées *stay-behind* » avaient existé dans chacun des 16 pays de l'OTAN pendant la guerre froide. Après des recherches plus approfondies,

je conclus que, de ces 16 pays, l'Islande, qui ne dispose pas d'armée, et le Canada, au vu de la distance qui le sépare de la frontière soviétique, pouvaient être écartés de la liste. Cependant, alors que j'étais quelque peu soulagé de constater que cela réduisait le champ des investigations aux armées secrètes de 14 pays, je découvris non sans surprise que de tels réseaux liés indirectement à l'OTAN avaient également vu le jour, pendant la guerre froide, dans les 4 pays neutres : la Suède, la Finlande, l'Autriche et ma Suisse natale. Je ne rapporte dans ce livre que les données concernant les pays membres de l'OTAN. Un ouvrage paraîtra sous peu qui traitera spécifiquement de la question non moins importante des armées secrètes liées à l'OTAN dans les pays neutres.

Parallèlement aux difficultés posées par le nombre des cas à traiter, la collecte d'informations dans chacun de ces pays ne fut pas non plus une mince affaire. Il était assez exaspérant de voir les gouvernements, l'OTAN et les services secrets refuser l'accès aux documents demandés en dépit d'une requête déposée auprès de la CIA et invoquant le FOIA*, de nombreux courriers écrits à l'OTAN, et des demandes officielles adressées aux gouvernements européens. Compte tenu de la rareté des documents d'origine, je dus recourir à des sources secondaires : rapports parlementaires, témoignages de personnes impliquées recueillis par la presse, articles, livres et documentaires ; inutile de le préciser, ces sources secondaires ne peuvent se substituer intégralement aux documents primaires et c'est vers ceux-ci que devaient tendre toutes mes futures recherches. Quoi qu'il en soit, si les informations rapportées ci-après peuvent permettre, d'une part, au lecteur d'acquérir une vue d'ensemble d'un phénomène qui sans cela aurait été totalement ignoré, et, d'autre part, de faciliter à l'avenir l'accès du public aux documents primaires, alors ce livre aura rempli sa fonction.

Si, malgré les nombreux obstacles évoqués plus haut, ces années de recherche intensive ont pu mener à une analyse que j'espère précieuse du phénomène international des armées secrètes de l'OTAN et de la guerre clandestine en Europe de l'Ouest, c'est en grande partie grâce au concours et à l'aide de nombreux spécialistes internationaux dont j'ai eu la chance de profiter. En premier lieu, je souhaite remercier mes deux conseillers pour leur aide précieuse : le professeur Georg Kreis de l'université de Bâle et le professeur Jussi Hanhimäki de l'Institut Supérieur des Études Internationales de Genève et anciennement enseignant à la London School of Economics où nous nous sommes rencontrés dans un environnement

* FOIA, acronyme de Freedom of Information Act, la loi garantissant la liberté d'information aux États-Unis.

particulièrement stimulant. Les corrections qu'ils apportèrent à mes nombreux brouillons m'ont permis d'affiner des questions parfois trop vagues. Leurs critiques honnêtes m'ont incité à rester concentré sur les armées secrètes lorsque j'avais tendance à m'en éloigner. Enfin, leur expérience en matière de recherches universitaires m'a amené à tempérer mon jugement et a créé les bases d'une compréhension mutuelle. Lorsque j'ai présenté mon travail sur le Gladio et soutenu ma thèse en septembre 2001, l'opportunité de cette enquête nous est apparue à tous car le terrorisme international était alors devenu une préoccupation de premier plan. Dans les années qui ont suivi, nous nous sommes étrangement habitués à vivre dans un monde déchiré par la guerre et le terrorisme, je souhaite donc adresser mes remerciements les plus chaleureux au professeur Andreas Wenger, directeur du Centre d'Études sur la Sécurité de Zurich, pour le soutien qu'il apportera aux futures recherches sur Gladio et sur le terrorisme, au sein de l'Institut.

Je veux témoigner toute ma reconnaissance à William Blum de Washington, l'historien de la CIA qui a attiré mon attention sur le réseau Gladio et m'a beaucoup appris sur les opérations spéciales et sur la guerre secrète. Mes remerciements vont également au professeur Noam Chomsky, de Boston, qui m'a non seulement encouragé dans mes recherches mais m'a également fourni des contacts essentiels au cours de nos entretiens aux États-Unis et en Suisse. J'exprime également ma gratitude au professeur Christopher Andrew, de Cambridge, qui a soutenu mon travail ainsi qu'au professeur Christopher Simpson, de Washington, qui m'a permis de rencontrer des interlocuteurs très intéressants aux États-Unis. En Autriche, le professeur Siegfried Beer m'a fourni des informations capitales et m'a chaleureusement apporté son soutien. Enfin, j'ai pu trouver à Londres de nombreux documents essentiels à l'Institut Statewatch, où Trevor Hemmings a su démontrer que l'on pouvait faire de l'excellent travail malgré des moyens limités.

Il convient ici de préciser que l'auteur assume seul la responsabilité de la validité de toutes les citations traduites depuis des langues étrangères. Il va sans dire que toutes ces investigations dans de si nombreux pays n'auraient pu être menées sans l'appui de mon réseau international qui m'a aidé à localiser et à me procurer les différents documents ainsi qu'à les traduire. En Allemagne, je souhaite remercier le journaliste et historien du Gladio Leo Müller ainsi qu'Erich Schmidt Eenboom de l'Institut de recherche sur la paix et la politique. Aux Pays-Bas, le docteur Paul Koedjik et le docteur Cees Wiebes, ainsi que Frans Kluiters, tous trois membres de l'Association Néerlandaise de Recherche sur le Renseignement ont bien voulu partager avec moi les documents dont ils dispo-

saient sur Gladio au cours d'enrichissantes journées passées à Amsterdam, tandis que l'universitaire Micha de Roo m'offrait son aide pour les traductions du néerlandais. Au Danemark, je veux remercier le professeur Paul Villaume, de l'université de Copenhague, qui m'a fait profiter d'informations très intéressantes, mais également Eva Ellenberger, de l'université de Bâle, qui m'a aidé dans la compréhension des textes danois. En Norvège, j'aimerais remercier mon ami Pal Johansen pour notre excellente collaboration à la London School of Economics and Political Science et pour son expertise à des moments cruciaux lors de la traduction de textes norvégiens. En Autriche, le journaliste Markus Kemmerling du magazine politique *Zoom* a apporté son soutien à mes recherches. À Bâle, Ali Burhan Kirmizitas me fut d'une aide précieuse lors de la traduction de textes turcs et me fournit des documents importants sur le réseau Gladio en Turquie. L'universitaire Ivo Cunha m'a communiqué des informations sur Gladio au Portugal et en Espagne, tandis que mes amis de l'université, Baptiste Blanch et Francisco Bouzas, m'ont épaulé pour la traduction du portugais et de l'espagnol. Enfin, mon ami et confrère Martin Kamber a trouvé assez de courage pour se lancer à corps perdu dans le millier de pages manuscrites d'un premier jet de thèse et assez de sagesse pour me convaincre que quelques coupes s'imposaient. Grâce à Ruth Eymann, j'ai pu profiter de la beauté et du calme d'un chalet perdu dans les Alpes suisses pour mener à bien ce travail.

Après que la faculté d'Histoire de l'université de Bâle, en Suisse, eut validé cette thèse de doctorat avec la mention *insigni cum laude*, Frank Cass et Andrew Humphrys de chez Taylor and Francis, au Royaume-Uni, et Kalpalathika Rajan de chez Integra Software Services, en Inde, m'ont considérablement aidé à distribuer mon ouvrage dans le monde entier. Enfin, le plus important, la totale indépendance de mon travail a été garantie par le généreux soutien financier de la Fondation Nationale Suisse pour la Science, de la Fondation Janggen-Pöhn de St Gallen, de la Fondation Max Geldner et de la Frewillige Akademische Gesellschaft de Bâle. Un remerciement tout particulier à ma mère, mon père et ma sœur, à Sherpa Hänggi, Marcel Schwendener, Tobi Poitmann, Däne Aebischer, René Ab Egg, Laurenz Bolliger, Philipp Schweighauser, Niko Bally, Yves Pierre Wirz et Andi Langlotz pour les nombreuses discussions animées et inspirées, jusqu'à des heures avancées, sur la politique internationale, les tendances et les problèmes du monde et sur notre quête personnelle du bonheur et du sens de la vie.

Daniele GANSER
Sils Maria, Suisse

ACRONYMES

ACC	Allied Clandestine Committee	OTAN
AN	Avanguardia Nazionale	Italie
AP	Aginter-Press	Portugal
BCRA	Bureau Central de Renseignement et d'Action	France
BDJ	Bund Deutscher Jugend	RFA
BfV	Bundesamt für Verfassungsschutz	RFA
BI	Bureau Inlichtingen	Pays-Bas
BND	Bundesnachrichtendienst	RFA
BUPO	Bundespolizei	RFA
BVD	Binnenlandse Veiligheidsdienst	Pays-Bas
CAG	Centro Addestramento Guastatori	Italie
CCC	Cellules Communistes Combattantes	Belgique
CCUO	Comité Clandestin Union Occidentale	OTAN
CERP	Centre d'Entraînement des Réserves	
	Parachutistes	France
CESID	Centro Superior de Informacion de la Defensa	Espagne
CGT	Confédération Générale du Travail	France
CIA	Central Intelligence Agency	USA
CIC	Counter Intelligence Corps	USA
CIG	Central Intelligence Group	USA
COI	Coordinator of Strategic Information	USA
COS	CIA Chief of Station	USA
CPC	Clandestine Planning Committee	OTAN
DCI	Democrazia Cristiana Italiana	Italie
DCI	Director of Central Intelligence	Pays-Bas
DDO	CIA Deputy Director of Operations	USA
DDP	CIA Deputy Director of Plans	USA
DGER	Direction Générale des Études et Recherches	France
DGS	Dirección General De Seguridad	Espagne
DGSE	Direction Générale de la Sécurité Extérieure	France
DIA	Defence Intelligence Agency	USA
DO	CIA Directorate of Operations	USA
DP	CIA Directorate of Plans	USA
DST	Direction de la Surveillance du Territoire	France
ETA	Euskadi Ta Askatasuna	Espagne
FBI	Federal Bureau of Investigation	USA
FDP	Fronte Democratico Popolare	Italie
FHO	Fremde Heere Ost	Allemagne
FE	Forsvarets Efterretningstjeneste	Danemark

FJ	Front de la Jeunesse	Belgique
FM	Field Manual	USA
GESTAPO	Geheime Staatspolizei	Allemagne
IDB	Inlichtingendienst Buitenland	Pays-Bas
ISI	Inter-Services Intelligence	Pakistan
I&O	Intelligence en Operations	Pays-Bas
JCS	Joint Chiefs of Staff	USA
KGB	Comité de Sécurité de l'État	URSS
KKE	Parti Communiste Grec	Grèce
KPD	Kommunistische Partei Deutschland	RFA
LOK	Lochos Oreion Katadromon	Grèce
MfS	Ministerium für Staatssicherheit,	
	abrége en Stasi	RDA
MHP	Milliyetçi Hareket Partisi	Turquie
MI5	Security Service	Royaume-Uni
MI6	Secret Intelligence Service (SIS)	Royaume-Uni
MIT	Milli İstihbarat Teskilati	Turquie
MRP	Mouvement Républicain Populaire	France
NIS	Norwegian Intelligence Service	Norvège
NOS	NATO Office of Security	OTAN
NSA	National Security Agency	USA
NSC	National Security Council	USA
NSDAP	Nationalsozialistische Deutsche	
	Arbeiterpartei, abrége en Parti Nazi	Allemagne
OACI	Organisation Armée contre le Communisme	
	International	International
OAS	Organisation de l'Armée Secrète	France
OeWSGV	Oesterreichischer Wander- Sport- und	
	Geselligkeitsverein	Autriche
OG	Organisation Gehlen	RFA
OHP	Ozel Harp Dairesi	Turquie
OKK	Ozel Kuvvetler Komutanligi	Turquie
OMPAM	Organizzazione Mondiale del Pensiero	
	e dell'Assistenza Massonica	Italie
ON	Ordine Nuovo	Italie
ONU	Organisation des Nations Unies	International
OPC	CIA Office of Policy Coordination	USA
OSP	Office of Special Projects	USA
OSS	Office of Strategic Services	USA
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	International
P-26	Projekt 26	Suisse

P-27	Projekt 27	Suisse
P2	Propaganda Due	Italie
PCF	Parti Communiste Français	France
PCI	Partito Comunista Italiano	Italie
PIDE	Polícia Internacional e de Defesa do Estado	Portugal
PKK	Parlamentarische Kontrollkommission	RFA
PSI	Partito Socialista Italiano	Italie
RAF	Rote Armee Fraktion	RFA
ROC	Rocambole	Norvège
RPF	Rassemblement du Peuple Français	France
S/B	Stay-Behind	International
SAC	Service d'Action Civique	France
SACEUR	Supreme Allied Commander Europe	OTAN
SAD	Sezione Addestramento Guastatori	Italie
SAS	Special Air Service	Royaume-Uni
SAZ	Sectie Algemene Zaken	Pays-Bas
SDECE	Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage	France
SDRA	Service De Renseignements et d'Action	Belgique
SECED	Servicio Central de Documentacion de la Defensa	Espagne
SEIN	Servicio Informacion Naval	Espagne
SGR	Service Général de Renseignement	Belgique
SHAPE	Supreme Headquarters Allied Powers Europe	OTAN
SID	Servizio Informazioni Difesa	Italie
SIFAR	Servizio di Informazioni delle Forze Armate	Italie
SIS	Secret Intelligence Service (MI6)	Royaume-Uni
SISDE	Servizio per le Informazioni e la Sicurezza Democratica	Italie
SISMI	Servizio per le Informazioni e la Sicurezza Militare	Italie
SOE	Special Operations Executive	Royaume-Uni
SPD	Sozialdemokratische Partei Deutschland	RFA
SPG	Special Procedures Group	USA
SS	Schutzstaffel	Allemagne
TD	Technischer Dienst	RFA
TMBB	Tripartite Meeting Belgium/Brussels	Belgique
UNA	Untergruppe Nachrichtendienst und Abwehr	Suisse
VALPO	Valtion Poliisi	Finlande
WACL	World Anticommunist League	International
WNP	Westland New Post	Belgique

INTRODUCTION

À la fin de la guerre froide, une série d'enquêtes judiciaires menées sur de mystérieux actes de terrorisme commis en Italie contraignit le Premier ministre italien Giulio Andreotti à confirmer l'existence d'une armée secrète en Italie ainsi que dans d'autres pays d'Europe occidentale membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Coordonnée par la section des opérations militaires clandestines de l'OTAN, cette armée secrète avait été mise sur pied par l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA) et par les services secrets britanniques (MI6 ou SIS) au lendemain de la seconde guerre mondiale afin de lutter contre le communisme en Europe de l'Ouest. Suite aux révélations du Premier ministre italien, de nombreuses enquêtes à l'initiative de juges, de parlementaires, de chercheurs et de journalistes d'investigation visèrent le réseau clandestin qui portait, en Italie, le nom de code « Gladio » (le glaive), mais qui était également actif dans d'autres pays sous différents noms tels que « Absalon » au Danemark, « ROC » en Norvège et « SDRAS » en Belgique. Dans chaque État, les services secrets entretenaient une armée anticommuniste en étroite collaboration avec la CIA ou le MI6, à l'insu du Parlement et de la population. À chaque fois, des hauts dirigeants de l'exécutif, comprenant des Premiers ministres, des Présidents, des ministres de l'Intérieur et de la Défense, étaient impliqués dans l'opération tandis que le « Allied Clandestine Committee » (ACC) – parfois baptisé le « Allied Coordination Committee » – et le « Clandestine Planning Committee » (CPC) – plus sobrement appelé le « Coordination and Planning Committee » –, coordonnaient l'action des réseaux au niveau international, depuis le quartier général de l'OTAN, le Supreme Headquarters Allied Powers Europe ou SHAPE. La dernière réunion secrète de l'ACC réunissant des représentants des différents services secrets européens s'est tenue le 24 octobre 1990, à Bruxelles.

En prenant connaissance des détails de l'opération, la presse remarqua que cette « histoire semblait tout droit tirée d'un thriller politique ». ¹ La CIA et le MI6 fournissaient aux armées secrètes armes automatiques, explosifs, munitions et moyens de communication high-tech qu'ils dissimulaient dans des caches d'armes en forêt, dans la campagne et dans des abris souterrains dispersés à travers toute l'Europe de l'Ouest. Les officiers d'élite de l'organisation clandestine partageaient l'entraînement des Bérêts Verts aux États-Unis et des commandos SAS en Angleterre.

Recrutés parmi les franges les plus radicalement anticommunistes de la société, les soldats clandestins de Gladio comptaient dans leurs rangs des conservateurs modérés ainsi que des extrémistes de droite comme les célèbres terroristes Stefano Delle Chiaie et Yves Guérain-Sérac. L'armée secrète était pensée sur le modèle du Special Operations Executive (SOE) britannique, dont les combattants avaient été parachutés derrière les lignes ennemies et avaient mené une guerre secrète à l'intérieur des frontières du Reich, pendant la seconde guerre mondiale.

Dans le cas d'une invasion de l'Europe occidentale par l'Armée rouge, les soldats de Gladio devaient former, sous le commandement de l'OTAN, un réseau dit «*stay-behind*» opérant derrière les lignes ennemies, capable de lever et de renforcer des mouvements de résistance locaux, d'évacuer des pilotes descendus et de saboter les chaînes d'approvisionnement et les sites de production de l'occupant au moyen d'explosifs. Mais l'invasion soviétique n'eut jamais lieu. Aux yeux des stratèges militaires de Washington et de Londres, les partis communistes, qui comptaient à l'époque un grand nombre d'adhérents dans les démocraties d'Europe de l'Ouest, constituaient le véritable danger. C'est pourquoi, en l'absence d'envahisseur soviétique, l'organisation a pris les armes dans de nombreux pays pour mener une guerre secrète contre les forces politiques de gauche. Si l'on en croit les sources secondaires aujourd'hui disponibles, les armées secrètes se sont retrouvées impliquées dans toute une série d'actions terroristes et de violations des droits de l'Homme pour lesquelles elles ont accusé les partis de gauche afin de les discréditer aux yeux des électeurs. Ces opérations, qui visaient à répandre un climat de peur parmi les populations, incluaient des attentats à la bombe dans des trains ou sur des marchés (en Italie), l'usage systématique de la torture sur les opposants au régime (en Turquie), le soutien aux tentatives de coups d'État de l'extrême droite (en Grèce et en Turquie) et le passage à tabac de groupes d'opposants (au Portugal et en Espagne). Quand l'existence des armées secrètes fut révélée, l'OTAN et les gouvernements de Londres et Washington refusèrent de s'expliquer sur ce que la presse qualifia alors de «secret politico-militaire le mieux gardé et le plus néfaste depuis la seconde guerre mondiale».²

1.

Un attentat terroriste en Italie

Le 31 mai 1972, une voiture piégée explosa dans un bois des abords du village de Peteano, en Italie, faisant un blessé grave et un mort parmi les carabinieri, les policiers italiens. Ceux-ci s'étaient rendus sur les lieux à la suite d'un coup de téléphone anonyme. En inspectant une Fiat 500 abandonnée, un carabinier avait ouvert le capot, déclenchant ainsi l'explosion. Deux jours plus tard, un nouveau coup de téléphone anonyme revendiqua l'attentat au nom des Brigades Rouges, un groupuscule terroriste qui tentait à l'époque de renverser l'équilibre du pouvoir en Italie en se livrant à des prises d'otages et à des assassinats planifiés de hauts personnages de l'État. La police se tourna immédiatement vers la gauche italienne et rafla près de 200 communistes. Pendant plus de 10 ans, la population italienne demeura convaincue que l'acte terroriste de Peteano était bien l'œuvre des Brigades Rouges.

Puis, en 1984, Felice Casson, un jeune juge italien, décida de réouvrir le dossier, intrigué par toute une série d'irrégularités et de falsifications entourant le drame de Peteano. Il découvrit que la police n'avait effectué aucune enquête sur les lieux. Il s'aperçut également que le rapport qui avait conclu à l'époque que les explosifs employés étaient ceux traditionnellement utilisés par les Brigades Rouges était en réalité un faux. Marco Morin, un expert en explosifs de la police italienne, avait délibérément fourni de fausses conclusions. L'homme était membre de l'organisation d'extrême droite italienne «Ordine Nuovo», et avait, dans le contexte de la guerre froide, contribué à son échelle à ce qu'il considérait comme une lutte légitime contre l'influence des communistes italiens. Le juge Casson parvint à établir que, contrairement aux conclusions de Morin, l'explosif utilisé à Peteano était du C4, le plus puissant de l'époque et qui figurait également dans l'arsenal des forces de l'OTAN. «J'ai simplement voulu jeter un éclairage nouveau sur des années de mensonges et de secrets, c'est tout», déclara plus tard le juge Casson aux journalistes qui l'interrogeaient dans son minuscule bureau du palais de justice, sur les bords de la lagune de Venise. «Je voulais que les Italiens connaissent pour une fois la vérité.»¹

Le 24 février 1972, près de Trieste, un groupe de carabinieri tombèrent par hasard sur une cache renfermant des armes, des munitions et des quantités d'explosif C4, identique à celui utilisé à Peteano. Les policiers étaient convaincus d'avoir découvert l'arsenal d'un réseau criminel. Des années plus tard, l'enquête du juge Casson permit d'établir qu'il s'agissait en fait de l'une des caches souterraines parmi des centaines d'autres aménagées par l'armée secrète *stay-behind* sous les ordres de l'OTAN et qui portait en Italie le nom de code Gladio, le glaive. Casson remarqua que les services secrets de l'armée italienne et le gouvernement de l'époque s'étaient donné beaucoup de mal pour garder le secret autour de la découverte de Trieste et de son contexte stratégique.

En poursuivant son investigation sur les affaires troubles de Peteano et Trieste, le magistrat découvrit avec étonnement la main, non pas de la gauche italienne, mais des groupuscules d'extrême droite et des services secrets de l'armée derrière l'attentat de 1972. L'enquête du juge révéla une collaboration étroite entre l'organisation d'extrême droite Ordine Nuovo et le SID (Servizio Informazioni Difesa), autrement dit les services secrets de l'armée italienne. Ensemble, ils avaient préparé l'attentat de Peteano, puis accusé les militants d'extrême gauche italiens, les Brigades Rouges. Casson parvint à identifier l'homme qui avait posé la bombe : Vincenzo Vinciguerra, un membre d'Ordine Nuovo. Étant le dernier maillon d'une longue chaîne de commandement, Vinciguerra ne fut finalement arrêté que des années après les faits. Il passa aux aveux et témoigna avoir bénéficié de la protection de tout un réseau de sympathisants en Italie et à l'étranger qui avait couvert sa fuite après l'attentat. «C'est tout un mécanisme qui s'est mis en branle, raconta Vinciguerra, ça signifie que des carabinieri au ministre de l'Intérieur en passant par les douanes et les services de renseignement civils et militaires, tous avaient accepté le raisonnement idéologique qui soutendait l'attentat.»²

Vinciguerra soulignait à juste titre le contexte historique agité dans lequel s'était produit l'attentat de Peteano. Vers la fin des années soixante, avec le début de la révolution pacifiste et les mouvements de protestations étudiants contre la violence en général et la guerre du Vietnam en particulier, l'affrontement idéologique entre la droite et la gauche s'était intensifié en Europe de l'Ouest et aux États-Unis. L'immense majorité des citoyens engagés dans les mouvements sociaux de gauche recouraient à des formes non violentes de contestation : manifestations, actes de désobéissance civique et, surtout, débats animés. Au sein du Parlement italien, le puissant parti communiste (Partito Comunista Italiano, PCI) et, dans une moindre mesure, le parti socialiste (Partito Socialista Italiano, PSI) étaient des sympathisants de ce mouvement. Ils contestaient la

politique des États-Unis, la guerre du Vietnam et surtout la répartition du pouvoir en Italie car, en dépit de l'importante majorité dont il disposait au Parlement, le PCI n'avait reçu aucun ministère et demeurait, de ce fait, exclu du gouvernement. La droite italienne avait parfaitement conscience qu'il s'agissait d'une injustice flagrante et d'une violation des principes de base de la démocratie.

C'est dans ce contexte de guerre froide et de lutte pour le pouvoir que les extrêmes eurent recours au terrorisme en Europe de l'Ouest. À l'extrême gauche, les groupes terroristes les plus notoires furent les communistes italiens des Brigades Rouges et la Rote Armee Fraktion allemande ou RAF (Fraction Armée Rouge). Fondées par des étudiants de l'université de Trente ignorant tout ou presque des techniques de combat, les Brigades Rouges comptaient dans leurs rangs Margherita Cagol, Alberto Franceschini et Alberto Curcio. À l'instar de la RAF, ils étaient convaincus de la nécessité d'employer la violence pour changer la structure du pouvoir en place qu'ils jugeaient injuste et corrompu. Comme celles de la RAF, les actions menées par les Brigades Rouges ne visaient pas les populations civiles, mais des individus ciblés, accusés d'incarner «l'appareil d'État», tels que des banquiers, des généraux et des ministres qu'elles enlevaient et assassinaient souvent. Opérant principalement dans l'Italie des années soixante-dix, les Brigades Rouges comptèrent 75 morts à leur actif. Puis, à cause de leurs faibles capacités stratégiques et militaires et de leur inexpérience, leurs membres furent arrêtés au cours de rafles, jugés et emprisonnés.

À l'autre extrémité de l'échiquier politique de la guerre froide, l'extrême droite eut elle aussi recours à la violence. En Italie, son réseau incluait les soldats clandestins du Gladio, les services secrets militaires et des organisations fascistes telles qu'Ordine Nuovo. Contrairement au terrorisme pratiqué par la gauche, celui adopté par la droite visait à répandre la terreur dans toutes les couches de la société par des attentats frappant aveuglément des foules entières, et destinés à faire un maximum de morts, pour pouvoir ensuite en accuser les communistes. Le drame de Peteano, comme l'apprit le juge Casson, s'inscrivait dans ce schéma et entraînait dans le cadre d'une série de crimes débutée en 1969. Cette année-là, 4 bombes avaient explosé peu avant Noël dans des lieux publics à Rome et à Milan. Le bilan avait été de 16 morts et 80 blessés, pour la plupart des paysans venus déposer les recettes de leur marché du jour à la Banque Agricole, sur la Piazza Fontana de Milan. Suivant une stratégie machiavélique, la responsabilité de ce massacre avait été imputée aux communistes et à l'extrême gauche, les indices avaient été effacés et une vague d'arrestations s'en était immédiatement suivie. La population dans

son ensemble n'avait que très peu de chance de découvrir la vérité étant donné les efforts déployés par les services secrets militaires pour maquiller le crime. À Milan, l'un des engins n'avait pas explosé à cause d'un dysfonctionnement de la minuterie, mais, lors des premières manœuvres de dissimulation, les services secrets la firent exploser sur place, pendant que des composants d'engins explosifs étaient placés dans la villa de Giangiacomo Feltrinelli, célèbre éditeur connu pour ses opinions de gauche.³

«D'après les statistiques officielles, entre le 1^{er} janvier 1969 et le 31 décembre 1987, on a recensé 14 591 actes de violence aux motifs politiques», affirme le sénateur Giovanni Pellegrino, président de la Commission d'enquête parlementaire sur Gladio et le terrorisme, évoquant la violence du contexte politique de cette période récente de l'histoire italienne. «Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que ces "actions" ont tué 491 personnes et blessé ou mutilé 1 181 autres. Des pertes dignes d'une guerre, sans aucun équivalent en Europe.»⁴ À la suite des attentats de la Piazza Fontana en 1969 et de Peteano en 1972, d'autres actes ensanglantèrent le pays : le 28 mai 1974 à Brescia, une bombe fit 8 morts et 102 blessés parmi les participants à une manifestation antifasciste. Le 4 août 1974, un attentat à bord du train «Italicus Express», qui relie Rome à Munich, tua 12 personnes et en blessa 48. Le point culminant de cette violence fut atteint par un après-midi ensoleillé, le 2 août 1980, jour de la fête nationale italienne, quand une explosion massive détruisit le hall d'attente de la seconde classe de la gare de Bologne, tuant 85 personnes et blessant ou mutilant 200 autres. Le massacre de Bologne est l'une des plus importantes attaques terroristes que l'Europe a eue à subir au cours du XX^e siècle.

Contrairement aux membres des Brigades Rouges qui finirent tous par être emprisonnés, les terroristes d'extrême droite parvinrent à prendre la fuite après chaque attentat, parce que, comme le fait justement remarquer Vinciguerra, ils purent tous bénéficier de la protection de l'appareil sécuritaire et des services secrets de l'armée italienne. Quand, après plusieurs années, le lien fut enfin établi entre l'attentat de la Piazza Fontana et la droite italienne, on demanda à Franco Freda, un membre d'Ordine Nuovo, si, avec le recul, il pensait ou non avoir été manipulé par des personnages haut placés, généraux ou ministres. Freda, un admirateur déclaré d'Hitler qui avait publié *Mein Kampf* en italien au sein de sa petite structure d'édition personnelle, répondit que selon ses conceptions, tout le monde était forcément plus ou moins manipulé : «Nous sommes tous manipulés par des plus puissants que nous», déclara le terroriste. «En ce qui me concerne, j'admets avoir été une marionnette animée par des idées

mais en aucun cas par les hommes des services secrets, que ce soit ici [en Italie] ou à l'étranger. En d'autres termes, j'ai moi-même choisi mon combat et je l'ai mené conformément à mes idées. C'est tout.»⁵

En mars 2001, le général Giandelio Maletti, ancien patron du contre-espionnage italien, laissa entendre qu'outre celle du réseau clandestin Gladio, des services secrets militaires italiens et d'un groupuscule de terroristes d'extrême droite, les tueries qui discréditèrent les communistes italiens avaient également reçu l'approbation de la Maison Blanche et de la CIA. Au cours du procès de terroristes d'extrême droite accusés d'être impliqués dans les attentats de la Piazza Fontana, Maletti témoigna : «La CIA, sur les directives de son gouvernement, souhaitait créer un nationalisme italien capable d'enrayer ce qu'elle considérait comme un glissement vers la gauche et, dans ce but, elle a pu utiliser le terrorisme d'extrême droite.» (...) «On avait l'impression que les Américains étaient prêts à tout pour empêcher l'Italie de basculer à gauche» expliqua le général, avant d'ajouter : «N'oubliez pas que c'est Nixon qui était aux affaires et Nixon n'était pas un type ordinaire, un très fin politicien mais un homme aux méthodes peu orthodoxes.» Rétrospectivement, le général de 79 ans exprima des critiques et des regrets : «L'Italie a été traitée comme une sorte de protectorat. J'ai honte à l'idée que nous soyons toujours soumis à un contrôle spécial.»⁶

Dans les décennies 1970 et 1980, le Parlement italien, au sein duquel les partis communiste et socialiste détenaient une part importante du pouvoir, avait manifesté une inquiétude grandissante devant cette vague visiblement sans fin de crimes qui ensanglantaient le pays sans que l'on puisse en identifier ni les auteurs ni les commanditaires. Même si, à l'époque, des rumeurs circulaient déjà parmi la gauche italienne selon lesquelles ces mystérieux actes de violence seraient une forme de guerre secrète menée par les États-Unis contre les communistes italiens, il n'existait aucune preuve permettant d'étayer cette théorie tirée par les cheveux. Mais, en 1988, le Sénat italien mandata une commission d'enquête parlementaire spéciale présidée par le sénateur Libero Gualtieri et qui porta le nom éloquent de : «Commission parlementaire du Sénat italien chargée d'enquêter sur le terrorisme en Italie et les raisons expliquant que les individus responsables des tueries n'ont pu être identifiés : Le terrorisme, les attentats et le contexte politico-historique.»⁷ Le travail de la commission s'avéra extrêmement difficile. Les témoins refusaient de s'exprimer. Des documents furent détruits. Et la commission elle-même, composée de représentants des partis de gauche et de droite, fut divisée sur la question de la vérité historique en Italie et sur les conclusions qui devaient ou non être révélées au grand jour.

Dans le même temps, le juge Casson, sur la base du témoignage de Vincenzo Vinciguerra, le terroriste de Peteano, et des documents qu'il avait découverts, commença à entrevoir la nature de la stratégie militaire complexe qui avait été employée. Il comprit petit à petit qu'il ne s'agissait pas simplement de terrorisme mais bien de terrorisme d'État, financé par l'argent des contribuables. Obéissant à une « stratégie de la tension », les attentats visaient à instaurer un climat de peur parmi la population. L'extrême droite et ses partisans au sein de l'OTAN craignaient de voir les communistes italiens acquérir trop de pouvoir et c'est pourquoi, dans une tentative de « déstabiliser pour stabiliser », les soldats clandestins membres des armées de Gladio perpétrèrent ces attentats dont ils accusaient la gauche. « Pour les services secrets, l'attentat de Peteano s'inscrivait dans ce qui fut appelée "la stratégie de la tension" », expliqua le juge Casson au grand public lors d'un reportage de la BBC consacré à Gladio. « C'est-à-dire créer un climat oppressant pour encourager dans le pays les tendances socio-politiques conservatrices et réactionnaires. À mesure que cette stratégie était appliquée sur le terrain, il devenait nécessaire d'en protéger les instigateurs car les preuves de leur implication commençaient à apparaître. Les témoins taisaient certaines informations pour couvrir les extrémistes de droite. »⁸ Vinciguerra, un terroriste qui, comme d'autres ayant été en contact avec la branche Gladio des services secrets militaires italiens, fut tué pour ses convictions politiques, déclara : « Il fallait s'en prendre aux civils, aux gens du peuple, aux femmes, aux enfants, aux innocents, aux anonymes sans lien avec un quelconque jeu politique. La raison en était assez simple. Ils étaient censés forcer ces gens, le peuple italien, à s'en remettre à l'État pour demander plus de sécurité. C'est à cette logique politique qu'obéissaient tous ces meurtres et tous ces attentats qui restent impunis car l'État ne peut s'inculper lui-même ou avouer sa responsabilité dans ce qui s'est passé. »⁹

Mais l'horreur de ce plan diabolique n'apparut que progressivement et, aujourd'hui encore, il reste de nombreux liens secrets à établir. En outre, tous les documents originaux demeurent introuvables. « Après l'attentat de Peteano et tous ceux qui ont suivi », déclara Vinciguerra lors de son procès en 1984, « plus personne ne devrait douter de l'existence d'une structure active et clandestine, capable d'élaborer dans l'ombre une telle stratégie de tueries ». Une structure qui, selon lui, « est imbriquée dans les organes mêmes du pouvoir. Il existe en Italie une organisation parallèle aux forces armées, composée de civils et de militaires, et à vocation antisoviétique, c'est-à-dire destinée à organiser la résistance contre une éventuelle occupation du sol italien par l'Armée rouge. » Sans citer son nom, ce témoignage confirma l'existence de Gladio, l'armée secrète et

stay-behind créée sur ordre de l'OTAN. Vinciguerra la décrit comme « une organisation secrète, une super-organisation disposant de son propre réseau de communications, d'armes, d'explosifs et d'hommes formés pour s'en servir ». Le terroriste révéla que cette « super-organisation, en l'absence d'invasion soviétique, reçut de l'OTAN l'ordre de lutter contre un glissement à gauche du pouvoir dans le pays. Et c'est ce qu'ils ont fait, avec le soutien des services secrets de l'État, du pouvoir politique et de l'armée. »¹⁰

Plus de 20 ans se sont écoulés depuis ce témoignage édifiant du terroriste repent qui établit, pour la première fois dans l'histoire italienne, un lien entre le réseau *stay-behind* Gladio, l'OTAN et les attentats à la bombe qui avaient endeuillé le pays. Et c'est seulement aujourd'hui, au bout de toutes ces années, après la confirmation de l'existence de cette armée secrète et la découverte de caches d'armes et d'explosifs que chercheurs et historiens réalisent enfin le sens des propos de Vinciguerra.

Mais peut-on accorder du crédit aux dires de cet homme ? Les événements qui suivirent le procès semblent indiquer que oui. L'armée secrète fut découverte en 1990, et, comme pour confirmer indirectement que Vinciguerra avait dit la vérité, le soutien dont il avait joui jusqu'alors en haut lieu lui fut soudain retiré. Contrairement à d'autres terroristes d'extrême droite qui, après avoir collaboré avec les services secrets italiens, étaient ressortis libres, Vinciguerra fut, lui, condamné à la réclusion à perpétuité.

Mais Vinciguerra ne fut pas le premier à révéler le lien entre Gladio, l'OTAN et les attentats, il ne fut d'ailleurs pas non plus le premier à évoquer la conspiration Gladio en Italie. En 1974, dans le cadre d'une enquête sur le terrorisme d'extrême droite, le juge d'instruction Giovanni Tamburino avait créé un précédent en inculquant le général Vito Miceli, le chef du SID, les services secrets militaires italiens, pour avoir « promu, mis en place et organisé, avec l'aide de complices, une association secrète regroupant civils et militaires et destinée à provoquer une insurrection armée visant à modifier illégalement la Constitution et la composition du gouvernement ». ¹¹

Au cours de son procès, le 17 novembre 1974, Miceli, ancien responsable du Bureau de Sécurité de l'OTAN, révéla, furieux, l'existence de l'armée Gladio qu'il décrit comme une branche spéciale du SID : « Si je disposais d'un super-SID sous mes ordres ? Bien sûr ! Mais je ne l'ai pas monté moi-même dans le but de tenter un coup d'État. Je n'ai fait qu'obéir aux ordres des États-Unis et de l'OTAN ! » ¹² Grâce à ses solides contacts transatlantiques, Miceli s'en tira à bon compte. Il fut libéré sous caution et passa 6 mois dans un hôpital militaire. Il fallut attendre encore 16 ans pour

que, contraint par les découvertes du juge Casson, le Premier ministre Andreotti révèle devant le Parlement italien l'existence du réseau Gladio. En l'apprenant, Miceli entra dans une rage folle. Peu avant sa mort en octobre 1990, il s'emporta : « J'ai été emprisonné parce que je refusais de révéler l'existence de cette super-organisation secrète et voilà qu'Andreotti s'amène devant le Parlement et raconte tout ! »¹³

En prison, Vinciguerra, le poseur de bombe de Peateano, expliqua au juge Casson que, dans leur entreprise d'affaiblissement de la gauche italienne, les services secrets militaires et le réseau Gladio avaient reçu l'aide, non seulement d'Ordine Nuovo, mais également d'autres organisations d'extrême droite bien connues, comme Avanguardia Nazionale : « Derrière les terroristes, de nombreuses personnes agissaient dans l'ombre, des gens appartenant ou collaborant à l'appareil sécuritaire. J'affirme que tous les attentats perpétrés après 1969 s'inscrivaient dans une même stratégie. » Le membre d'Ordine Nuovo Vinciguerra raconta comment lui et ses camarades d'extrême droite avaient été recrutés pour exécuter avec l'armée secrète Gladio les actions les plus sanglantes : « Avanguardia Nazionale, tout comme Ordine Nuovo, étaient mobilisés dans le cadre d'une stratégie anticomuniste émanant, non pas de groupuscules gravitant dans les sphères du pouvoir mais bel et bien du pouvoir lui-même, et s'inscrivant notamment dans le cadre des relations de l'Italie avec l'Alliance Atlantique. »¹⁴

Le juge Casson fut alarmé par ces révélations. Dans le but d'éradiquer cette gangrène qui rongait l'État, il suivit la piste de la mystérieuse armée clandestine Gladio qui avait manipulé la classe politique italienne pendant la guerre froide et, en janvier 1990, il demanda aux plus hautes autorités du pays la permission d'étendre ses investigations aux archives des services secrets militaires, le Servizio Informazioni Sicurezza Militare (SISMI), nouveau nom que portait le SID depuis 1978. En juillet de la même année, le Premier ministre Giulio Andreotti l'autorisa à accéder aux archives du Palazzo Braschi, le siège du SISMI à Rome. Le magistrat y découvrit pour la première fois des documents attestant de l'existence en Italie d'une armée secrète au nom de code Gladio, placée sous les ordres des services secrets militaires et destinée à mener des opérations de guerre clandestine. Casson trouva également des documents établissant l'implication de la plus grande alliance militaire du monde, l'OTAN, et de la dernière superpuissance subsistant, les États-Unis, dans des actes de subversion ainsi que leurs liens avec le réseau Gladio et des groupuscules terroristes d'extrême droite en Italie et dans toute l'Europe occidentale. Pour le juge Casson, disposer de ces informations représentait un danger certain, ce dont il avait conscience car, par le passé, d'autres magistrats

italiens qui en savaient trop avaient en effet été abattus en pleine rue : « De juillet à octobre 1990, j'étais le seul à savoir quelque chose [au sujet de l'Opération Gladio], cela aurait pu me porter malheur ». ¹⁵

Mais le malheur tant redouté ne survint pas et Casson fut à même de résoudre le mystère. Se basant sur des documents qu'il avait mis au jour, il prit contact avec la commission parlementaire présidée par le sénateur Libero Gualtieri et chargée d'enquêter sur les attentats terroristes. Gualtieri et ses confrères furent inquiets des découvertes dont le magistrat leur fit part et reconnurent qu'elles devaient être jointes au travail de la commission car elles expliquaient l'origine des attentats et les raisons pour lesquelles ils étaient restés impunis depuis tant d'années. Le 2 août 1990, les sénateurs ordonnèrent au chef de l'exécutif italien, le Premier ministre Giulio Andreotti, « d'informer sous 60 jours le Parlement de l'existence, de la nature et du but d'une structure clandestine et parallèle soupçonnée d'avoir opéré au sein des services secrets militaires afin d'influencer la vie politique du pays ». ¹⁶

Le lendemain 3 août, le Premier ministre Andreotti se présenta devant la commission parlementaire et, pour la première fois depuis 1945, confirma, en tant que membre en fonction du gouvernement italien, qu'une organisation de sécurité agissant sur ordre de l'OTAN avait existé en Italie. Andreotti s'engagea auprès des sénateurs à leur remettre un rapport écrit sur cette organisation dans un délai de soixante jours : « Je présenterai à cette commission un rapport très détaillé que j'ai commandé au ministère de la Défense. Il concerne les opérations préparées à l'initiative de l'OTAN dans l'hypothèse d'une offensive contre l'Italie et de l'occupation de tout ou partie de son territoire. D'après ce qui m'a été indiqué par les services secrets, ces opérations se sont poursuivies jusqu'en 1972. Il a alors été décidé qu'elles n'étaient plus indispensables. Je fournirai à la commission toute la documentation nécessaire, que ce soit sur le sujet en général ou sur les découvertes du juge Casson dans le cadre de ses investigations sur l'attentat de Peteano. » ¹⁷

Âgé de 71 ans à l'époque de son audition, Giulio Andreotti n'avait rien d'un témoin ordinaire. Son passage devant la commission fut l'occasion pour lui de se replonger dans sa très longue carrière politique qui ne connut probablement aucun équivalent en Europe de l'Ouest. À la tête du parti chrétien-démocrate (Democrazia Cristiana Italiana ou DCI) qui, durant toute la guerre froide, fit office de rempart contre le PCI, Andreotti bénéficiait du soutien des USA. Il connut personnellement chacun des Présidents américains et pour de nombreux observateurs, italiens et étrangers, il fut le politicien le plus influent de la Première République Italienne (1945-1993).

Malgré la faible espérance de vie qui caractérisa les gouvernements de la fragile Première République, Andreotti parvint habilement à se maintenir au pouvoir à la faveur de nombreuses coalitions et à devenir une figure incontournable du Palazzo Chigi, le siège du gouvernement italien. Né à Rome en 1919, Andreotti devint ministre de l'Intérieur à 35 ans avant d'établir un véritable record en occupant 7 fois le siège de Premier ministre et en se voyant confier successivement pas moins de 21 portefeuilles ministériels, dont, à 7 reprises, celui des Affaires étrangères. Ses partisans le comparaient à Jules César et l'appelaient le « Divin Giulio » ; ses détracteurs quant à eux voyaient en lui l'archétype du magouilleur et le surnommaient « l'Oncle ». On raconte que son film de gangster préféré était *Les Affranchis* à cause de la réplique de Robert De Niro : « Ne balance jamais tes potes et évite de trop parler ». La plupart des observateurs s'accordent à dire que ce sont les talents de stratège du Divin Giulio qui lui permirent de survivre aux nombreux forfaits et intrigues du pouvoir dans lesquels il fut très souvent directement impliqué.¹⁸

En révélant l'existence de l'Opération Gladio et des armées secrètes de l'OTAN, « l'Oncle » avait finalement décidé de rompre la loi du silence. Quand la Première République s'effondra à la fin de la guerre froide, le puissant Andreotti, qui n'était alors plus qu'un vieillard, fut traîné devant maints tribunaux l'accusant d'avoir manipulé les institutions politiques, d'avoir collaboré avec la mafia et d'avoir secrètement ordonné l'assassinat d'opposants politiques. « La justice italienne est devenue folle », s'écria en novembre 2002 le Premier ministre Silvio Berlusconi quand la Cour d'appel de Pérouse condamna Andreotti à 24 ans de prison. Tandis que les juges recevaient des menaces de mort et étaient placés sous protection policière, les chaînes de télévision interrompirent la diffusion du football pour annoncer qu'Andreotti avait été reconnu coupable d'avoir chargé le parrain de la mafia Gaetano Badalamenti d'assassiner, en 1979, le journaliste d'investigation Mino Pirelli dans le but de taire la vérité sur l'assassinat du Président de la République italienne, le chrétien-démocrate Aldo Moro. L'Église catholique tenta de sauver la réputation du Divin Giulio : accablé par ces informations, le cardinal Fiorenzo Angelini déclara : « Jésus-Christ aussi a été crucifié avant de ressusciter ». Cependant, malgré toute l'inquiétude suscitée, Andreotti ne finit pas ses jours derrière les barreaux : les verdicts furent cassés en octobre 2003 et « l'Oncle » fut à nouveau libre.

Au cours de ses premières révélations sur l'Opération Gladio devant les sénateurs italiens le 3 août 1990, Andreotti avait bien pris soin de préciser que « ces opérations [s'étaient] poursuivies jusqu'en 1972 » afin de se préserver d'éventuelles répercussions. En effet, en 1974, alors ministre de la Défense, il avait officiellement déclaré dans le cadre d'une

enquête sur des attentats commis par l'extrême droite : « J'affirme que le chef des services secrets a, à plusieurs reprises, explicitement exclu l'existence d'une organisation secrète de quelque nature ou dimension que ce soit ». ¹⁹ En 1978, il avait fourni un témoignage similaire devant des juges enquêtant sur l'attentat perpétré par l'extrême droite à Milan.

Lorsque la presse italienne révéla que l'armée secrète Gladio, loin d'avoir été dissoute en 1972, était toujours active, le mensonge d'Andreotti ne tint plus. Dans les semaines qui suivirent, en août et septembre 1990, contrairement à son habitude, le Premier ministre communiqua abondamment avec l'étranger, chercha à contacter de nombreux ambassadeurs et s'entretint avec eux. ²⁰ Comme le soutien international tardait à venir, Andreotti, qui craignait pour sa place, passa à l'offensive et tenta de souligner l'importance du rôle de la Maison Blanche et de nombreux autres gouvernements d'Europe de l'Ouest qui, non seulement avaient conspiré dans cette guerre secrète contre les communistes, mais y avaient pris une part active. Cherchant à attirer l'attention sur l'implication de pays étrangers, il eut recours à une stratégie efficace quoique plutôt risquée. Le 18 octobre 1990, il dépêcha de toute urgence un messenger du Palazzo Chigi à la Piazza San Macuto où siégeait la commission parlementaire. Le coursier transmet le rapport intitulé « Un SID parallèle – Le cas Gladio » au secrétaire de la réception du Palazzo Chigi. Un membre de la commission parlementaire, le sénateur Roberto Ciciomessere, apprit par hasard que le rapport d'Andreotti avait été livré et confié au secrétaire du Palazzo Chigi. En parcourant le texte, le sénateur fut grandement surpris de constater qu'Andreotti ne se contentait pas de fournir une description de l'Opération Gladio mais que, contrairement à sa déclaration du 3 août, il reconnaissait que l'organisation était toujours active.

Le sénateur Ciciomessere en demanda une photocopie, mais on la lui refusa, sous prétexte que, selon la procédure en vigueur, c'était le président de la commission, le sénateur Gualtieri, qui devait en premier prendre connaissance du rapport. Cependant Gualtieri ne put jamais lire cette première version du rapport d'Andreotti sur le réseau Gladio. Au moment où, trois jours plus tard, celui-ci s'apprêtait à ranger le précieux document dans sa mallette afin de l'emporter chez lui pour le lire durant le week-end, il reçut un appel du Premier ministre l'informant qu'il avait immédiatement besoin du rapport « afin d'en retravailler quelques passages ». Gualtieri fut embarrassé, mais accepta finalement à contrecœur de renvoyer le document au Palazzo Chigi, après en avoir réalisé des photocopies. ²¹ Ces méthodes inhabituelles auxquelles recourut Andreotti provoquèrent un tollé dans toute l'Italie et ne firent qu'accroître la suspicion. Les journaux titrèrent « Opération Giulio », en référence à l'Opération

Gladio, et entre 50 000 et 400 000 citoyens indignés, inquiets et furieux participèrent à une marche organisée par le PCI dans le centre de Rome, l'une des plus importantes manifestations de cette période, scandant et brandissant des banderoles portant le slogan : « Nous voulons la vérité ». Certains défilaient déguisés en gladiateurs. Sur la Piazza del Popolo, le leader du PCI Achille Occhetto annonça à la foule que cette marche obligerait le gouvernement à révéler les sombres vérités tues depuis tant d'années : « Nous sommes ici pour obtenir la vérité et la transparence ». ²²

Le 24 octobre, le sénateur Gualtieri eut à nouveau entre les mains le rapport d'Andreotti sur le « SID parallèle ». Amputée de 2 pages, cette version finale n'en comptait plus que 10. Le parlementaire la compara aux photocopies de la première version et remarqua immédiatement que des passages sensibles relatifs aux connexions internationales et à des organisations similaires à l'étranger avaient été supprimés. De surcroît, toutes les allusions à l'organisation secrète, auparavant formulées au présent, suggérant ainsi une survivance, l'étaient désormais au passé. La stratégie d'Andreotti consistant à envoyer un document puis à le récupérer pour le modifier avant de le renvoyer à nouveau ne pouvait évidemment pas faire illusion. Les observateurs s'accordèrent à dire que cette manœuvre attirerait inmanquablement l'attention sur les passages supprimés, en l'occurrence sur la dimension internationale de l'affaire, et auraient ainsi pour effet d'alléger la culpabilité du Premier ministre. Cependant, aucun renfort ne vint de l'étranger.

Dans la version finale de son rapport, Andreotti expliquait que Gladio avait été conçu dans les pays membres de l'OTAN comme un réseau de résistance clandestin destiné à lutter contre une éventuelle invasion soviétique. Au lendemain de la guerre, les services secrets de l'armée italienne, le Servizio di Informazioni delle Forze Armate (SIFAR), le prédécesseur du SID, et la CIA avaient signé « un accord portant sur l'« organisation et l'activité d'un réseau clandestin post-invasion », un accord désigné sous le nom *Stay Behind*, dans lequel étaient renouvelés tous les engagements antérieurs impliquant l'Italie et les États-Unis ». La coopération entre la CIA et les services secrets militaires italiens, comme le précisait Andreotti dans son rapport, était supervisée et coordonnée par les centres chargés des opérations de guerre clandestine de l'OTAN : « Une fois constituée cette organisation de résistance secrète, l'Italie était appelée à participer (...) aux tâches du CPC (Clandestine Planning Committee), fondé en 1959, opérant au sein du SHAPE [Supreme Headquarters Allied Powers Europe, le quartier général des puissances européennes de l'OTAN] (...) ; en 1964, les services secrets italiens intégrèrent également l'ACC (Allied Clandestine Committee). » ²³

L'armée secrète Gladio, comme le révéla Andreotti, disposait d'un armement considérable. L'équipement fourni par la CIA avait été enterré dans 139 caches réparties dans des forêts, des champs et même dans des églises et des cimetières. D'après les explications du Premier ministre, ces arsenaux contenaient « des armes portatives, des munitions, des explosifs, des grenades à main, des couteaux, des dagues, des mortiers de 60 mm, des fusils sans recul de calibre 57, des fusils à lunette, des transmetteurs radio, des jumelles et d'autres équipements divers ». ²⁴ Outre des protestations dans la presse et parmi la population contre les agissements de la CIA et la corruption du gouvernement, les révélations fracassantes d'Andreotti donnèrent également lieu à une véritable chasse aux caches d'armes. Le père Giuciano se souvient du jour où les journalistes ont investi son église à la recherche des secrets enfouis de Gladio, animés d'intentions ambiguës : « J'ai été prévenu dans l'après-midi quand deux journalistes d'*Il Gazzettino* sont venus me demander si je savais quelque chose à propos de dépôts de munitions ici, dans l'église. Ils ont commencé à creuser à cet endroit et ont tout de suite trouvé deux caisses. Mais le texte indiquait aussi de chercher à environ 30 centimètres de la fenêtre. Ils ont donc repris leurs fouilles par là-bas. Ils ont mis une des boîtes à l'écart car elle contenait une bombe au phosphore. Les carabinieri sont sortis pendant que deux experts ouvraient la boîte. Il y en avait encore une autre contenant deux mitraillettes. Toutes les armes étaient neuves, en parfait état. Elles n'avaient jamais servi. » ²⁵

Contrairement à ce qu'avait indiqué dans les années 1980 le terroriste Vinciguerra, Andreotti insistait sur le fait que les services secrets militaires italiens et les membres de Gladio n'étaient en rien impliqués dans la vague d'attentats qui avait frappé l'Italie. Selon lui, avant son recrutement, chaque Gladiateur subissait des tests intensifs et devait se « conformer rigoureusement » à la loi régissant le fonctionnement des services secrets afin de prouver sa « fidélité absolue aux valeurs de la Constitution républicaine antifasciste ». La procédure visait également à exclure tous ceux occupant une fonction administrative ou politique. En outre, toujours selon Andreotti, la loi stipulait que « les éléments présélectionnés n'aient pas de casier judiciaire, ne soient nullement engagés politiquement et ne participent à aucun mouvement extrémiste d'aucune sorte ». Dans le même temps, Andreotti signalait que les membres du réseau ne pouvaient être entendus par la justice et que leurs identités ainsi que d'autres détails concernant l'armée secrète étaient classés secret-défense. « L'Opération, en raison de ses modes concrets d'organisation et d'action – tels que prévus par les directives de l'OTAN et intégrés à sa structure spécifique – doit être mise au point et exécutée dans le secret le plus absolu. » ²⁷

Les révélations d'Andreotti sur le «SID parallèle» bouleversèrent l'Italie. Beaucoup acceptaient difficilement l'idée d'une armée secrète dirigée par la CIA et l'OTAN en Italie et à l'étranger. Une telle structure pouvait-elle seulement être légale ? Le quotidien italien *La Stampa* fut particulièrement dur : «Aucune raison d'État ne peut justifier que l'on entretienne, couvre ou défende une structure militaire secrète composée d'éléments recrutés sur des critères idéologiques – dépendant ou, au minimum, sous l'influence d'une puissance étrangère – et servant d'instrument pour un combat politique. Il n'y a pas de mot pour qualifier cela si ce n'est haute trahison ou crime contre la Constitution.»²⁸ Au Sénat italien, des représentants du parti vert, du parti communiste et du parti des indépendants de gauche accusèrent le gouvernement d'avoir utilisé les unités de Gladio pour pratiquer une surveillance du territoire et perpétrer des attentats terroristes afin de conditionner le climat politique. Mais le PCI était surtout convaincu que, depuis le début de la guerre froide, la véritable cible du réseau Gladio avait été, non pas une armée étrangère, mais les communistes italiens eux-mêmes. Les observateurs soulignaient qu'«avec ce mystérieux SID parallèle, fomenté pour faire obstacle à un impossible coup d'État de la gauche, nous avons surtout risqué de nous exposer à un coup d'État de la droite (...) Nous ne pouvons croire à cela (...), que ce super-SID ait été accepté comme un outil militaire destiné à opérer “dans le cas d'une occupation ennemie”. Le seul véritable ennemi est et a toujours été le parti communiste Italien, c'est-à-dire un ennemi de l'intérieur.»²⁹

Bien décidé à ne pas assumer seul une telle responsabilité, le Premier ministre Andreotti, le jour même où il présenta son rapport final sur Gladio, se présenta devant le Parlement italien et déclara : «Chaque chef de gouvernement était informé de l'existence de Gladio.»³⁰ Cette déclaration provoqua un profond embarras et compromit, entre autres, les anciens Premiers ministres comme le socialiste Bettino Craxi (1983-1987), Giovanni Spadolini du parti républicain (1981-1982), alors président du Sénat, Arnaldo Forlani (1980-1981), qui était en 1990 secrétaire de la DCI alors aux affaires et Francesco Cossiga (1978-1979) devenu Président de la République. Plongés brusquement au cœur de la tourmente par les révélations d'Andreotti, ces hauts dignitaires réagirent de manière confuse. Craxi prétendit n'en avoir jamais été informé jusqu'à ce qu'on lui montre un document relatif au Gladio signé de sa main à l'époque où il était Premier ministre. Spadolini et Forlani furent frappés de la même amnésie, mais durent eux aussi revenir sur leurs déclarations. Spadolini provoqua l'amusement du public en précisant qu'il fallait distinguer entre ce qu'il savait en tant que ministre de la Défense et ce dont il avait été informé en tant que Premier ministre.

Seul Francesco Cossiga, Président de la République depuis 1985, assumait pleinement son rôle dans la conspiration. Pendant une visite officielle en Écosse, il annonça qu'il était même «heureux et fier» d'avoir contribué à créer l'armée secrète en sa qualité de chargé des questions de Défense au sein de la DCI dans les années 1950.³¹ Il déclara que tous les Gladiateurs étaient de bons patriotes et témoigna en ces termes : «Je considère cela comme un grand privilège et une marque de confiance (...) d'avoir été choisi pour cette tâche délicate (...) Je dois dire que je suis fier que nous ayons pu garder ce secret pendant 45 ans.»³² En embrassant ainsi la cause de l'organisation impliquée dans des actes de terrorisme, le Président s'exposa, à son retour en Italie, à une tempête politique et à des demandes de démission et de destitution pour haute trahison émanant de tous les partis. Le juge Casson eut l'audace de l'appeler à témoigner devant la commission d'enquête sénatoriale. Cependant le Président, qui n'était visiblement plus aussi «heureux», refusa avec colère et menaça de clore toute l'enquête parlementaire sur Gladio : «Je vais renvoyer devant le Parlement l'acte étendant ses pouvoirs et, s'il l'approuve une nouvelle fois, je ré-examinerai le texte afin de découvrir si les conditions sont réunies pour y opposer un refus [présidentiel] définitif de le promulguer.»³³ Cette menace ne s'appuyant sur aucune disposition constitutionnelle, les critiques commencèrent à s'interroger sur la santé mentale du Président. Cossiga démissionna de la présidence en avril 1992, trois mois avant le terme de son mandat.³⁴

Dans une allocution publique prononcée devant le Sénat italien le 9 novembre 1990, Andreotti souligna une nouvelle fois que l'OTAN, les États-Unis et de nombreux pays d'Europe de l'Ouest, parmi lesquels l'Allemagne, la Grèce, le Danemark et la Belgique, étaient impliqués dans la conspiration *stay-behind*. Pour prouver ces allégations, des données confidentielles furent divulguées à la presse, le magazine politique italien *Panorama* diffusa l'intégralité du document «Le SID parallèle – Le cas Gladio», qu'Andreotti avait remis à la commission parlementaire. Quand les autorités françaises tentèrent de nier leur implication dans le réseau international Gladio, Andreotti rétorqua implacablement que la France avait elle aussi participé secrètement à la dernière réunion du comité directeur de Gladio, l'ACC, qui s'était tenue à Bruxelles à peine quelques semaines plus tôt, les 23 et 24 octobre 1990. Sur quoi, quelque peu embarrassée, la France dut reconnaître sa participation à l'opération. Dès lors, la dimension internationale de cette guerre secrète ne pouvait plus être démentie et le scandale ne tarda pas à gagner toute l'Europe de l'Ouest. Puis, suivant le tracé des zones d'appartenance à l'OTAN, il se propagea bientôt aux USA. La commission du Parlement italien chargée d'enquêter

sur Gladio et sur les attentats perpétrés dans le pays conclut : « Ces tueries, ces bombes, ces opérations militaires ont été organisées, encouragées ou soutenues par des personnes travaillant pour les institutions italiennes et, comme il a été découvert plus récemment, par des individus liés aux structures du renseignement américain ». ³⁵

2.

Un scandale secoue l'Europe de l'Ouest

Les journalistes étrangers réunis au club de la presse de Rome à l'été 1990 se plaignaient de la frilosité de leurs rédactions vis-à-vis de la délicate affaire Gladio et de sa dimension internationale. En effet, il faut rappeler le contexte délicat dans lequel survinrent les révélations du Premier ministre italien Giulio Andreotti devant le Sénat le 3 août sur l'existence d'une armée secrète *stay-behind* créée par l'OTAN dans toute l'Europe de l'Ouest. L'édifiante allocution eut lieu le lendemain du 2 août 1990, jour de l'invasion du Koweït par le dictateur irakien Saddam Hussein. À Paris, Londres et Washington, rédacteurs en chef et conseillers militaires craignaient que ce scandale n'entache sérieusement l'image de nombreuses démocraties occidentales et surtout perturbe les préparatifs de la guerre du Golfe. Le 2 août à New York, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, « effrayés par l'invasion du Koweït », avaient, avec l'assentiment de la Chine et de la Russie, fait adopter par le Conseil de Sécurité des Nations Unies la résolution 660, ordonnant « le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces irakiennes des positions occupées au 1^{er} août 1990 ».

En Occident et dans le monde entier, les médias étaient alors focalisés sur « la crise du Golfe » et relataient comment les USA, sous la présidence de George Bush senior, avaient engagé la plus grande opération militaire depuis la seconde guerre mondiale à la tête d'une coalition de pays rassemblant notamment l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et les Pays-Bas pour libérer le Koweït de l'occupation irakienne, au cours d'une opération baptisée « Tempête du Désert », en janvier et février 1991. ¹ Ainsi, les grands *networks* eurent simultanément deux étranges histoires à livrer au public : une guerre propre dans le golfe Persique et le scandale Gladio en Europe, qu'ils choisirent finalement d'étouffer. ²

Suite aux révélations du Premier ministre italien Giulio Andreotti, le scandale franchit les frontières de l'Italie quand, le 30 octobre, l'ancien Premier ministre socialiste de la Grèce Andreas Papandreou confirma dans le quotidien grec *Ta Nea* qu'il avait découvert, en 1984, une structure secrète de l'OTAN très similaire au Gladio italien dont il avait alors

aussitôt ordonné le démantèlement. Des voix s'élevèrent pour réclamer une enquête parlementaire sur l'armée secrète et son rôle supposé dans le putsch des colonels de 1967 mais le gouvernement conservateur de l'époque ne donna pas suite. Le ministre de la Défense Varvitsiotis expliqua qu'un ancien attaché militaire grec à Washington qui avait travaillé pour l'OTAN examinerait les accusations mais annonça d'office : «Le gouvernement n'a rien à craindre».³

De Grèce, le scandale gagna ensuite l'Allemagne où, le 5 novembre, un parlementaire vert, Manfred Such, ayant pris connaissance de l'affaire dans le quotidien allemand *TAZ*, somma solennellement le gouvernement d'Helmut Kohl de s'exprimer sur l'existence soupçonnée de structures de type Gladio en Allemagne. Tandis qu'au ministère de la Défense allemand, on réfléchissait à la manière dont il convenait de traiter cette requête, la chaîne de télévision privée RTL provoqua l'indignation publique en révélant, au cours d'un reportage spécial consacré à Gladio, que d'anciens membres de la Waffen SS d'Hitler avaient fait partie de la branche allemande du réseau et que, dans de nombreux autres pays, des partisans de l'extrême droite avaient été enrôlés dans l'armée secrète anticomuniste.

La tension monta encore d'un cran lorsque le porte-parole du gouvernement allemand Hans Klein tenta d'expliquer, de manière confuse, que «le Gladio allemand n'était pas, comme on a pu le prétendre, un commando secret ou une unité de guérilla», et ajouta qu'il ne pouvait évoquer les détails à cause du secret-défense.⁴ Les déclarations de Klein provoquèrent un tollé parmi les socio-démocrates et les verts de l'opposition qui y virent un tremplin à l'approche des élections fédérales. Le parlementaire Hermann Scheer, le spécialiste des questions de Défense du SPD, le parti social-démocrate allemand, compara ce mystérieux réseau à une sorte de «Ku Klux Klan», davantage voué à mener des opérations clandestines contre la population et l'opposition qu'à lutter contre une improbable invasion soviétique. Scheer insistait sur l'urgence de diligenter une enquête sur Gladio «avant qu'on puisse faire disparaître les preuves».⁵ «Cette affaire est du ressort du procureur général (Generalbundesanwalt)», expliqua Scheer, «car l'existence d'une organisation militaire secrète en dehors de tout contrôle gouvernemental ou parlementaire est totalement contraire à la loi fondamentale et relève, à ce titre, de la justice pénale».⁶

Le parlementaire social-démocrate Wilfried Penner, membre de la Commission parlementaire de contrôle (PKK) des services secrets allemands, précisa bien qu'il n'avait jamais entendu parler du réseau secret de l'OTAN ni «de ses ramifications mafieuses», et que «cette affaire devait être traitée publiquement, aux yeux de tous».⁷ Burkhard Hirsch,

responsable des services secrets au sein du gouvernement et membre de la PKK, se déclara lui aussi «extrêmement inquiet» car «si quelque chose peut rester secret aussi longtemps, croyez-en ma longue expérience, ça cache forcément quelque chose de pourri».⁸ Cependant les voix s'élevant parmi les rangs du SPD pour réclamer une enquête officielle se turent rapidement quand le gouvernement chrétien-démocrate révéla que les ministres socio-démocrates eux aussi, durant leurs années au pouvoir, avaient couvert le secret. C'est pour cette raison qu'en dépit des protestations émises par le parti des verts, l'affaire fut réglée à huis clos.

En Belgique, le soir du 7 novembre, le ministre de la Défense socialiste Guy Coëme confirma à une population effrayée qu'une armée secrète liée à l'OTAN avait aussi existé en Belgique. En faisant implicitement allusion aux tueries du Brabant – dans les années 1980, de mystérieux hommes vêtus de noir avaient ouvert le feu sur les clients de supermarchés, faisant de nombreux morts – le ministre ajouta : «Je veux maintenant découvrir s'il existe un lien entre les activités de ce réseau secret et la vague de crimes qui a ensanglanté notre pays durant ces dernières années».⁹ Affrontant les flashes de la presse, le Premier ministre belge Wilfried Martens, visiblement très préoccupé, déclara : «Je suis Premier ministre depuis maintenant 11 ans mais j'ai toujours ignoré l'existence d'un tel réseau dans notre pays». Les journalistes relevèrent que le Premier ministre, «d'ordinaire si à l'aise en toutes circonstances», semblait cette fois «tout sauf détendu».¹⁰ Sur quoi, le Parlement belge décida de former une commission spéciale chargée d'enquêter sur le réseau *stay-behind* de Belgique. Après avoir obtenu le démantèlement du réseau un an plus tard, celle-ci présenta un précieux rapport public de pas moins de 250 pages.¹¹

Les parlementaires belges parvinrent à découvrir que l'armée clandestine de l'OTAN était toujours active. Ils apprirent que l'ACC, composé des généraux commandant les armées *stay-behind* de nombreux pays d'Europe occidentale, s'était réuni dans le plus grand secret à son quartier général bruxellois, les 23 et 24 octobre 1990. Ce conseil s'était tenu sous la présidence du général Raymond Van Calster, chef du Service général de Renseignement (SGR), les services secrets militaires belges. Van Calster entra dans une colère noire lorsque des journalistes parvinrent à remonter jusqu'à lui et le harcelèrent au téléphone. Il mentit une première fois à la presse en niant catégoriquement, le 9 novembre, avoir présidé la réunion internationale de l'ACC et en prétendant que Gladio était une affaire strictement italienne. Plus tard, il admit qu'un réseau secret avait effectivement été bâti en Belgique après la seconde guerre mondiale «afin de récolter des renseignements dans l'hypothèse d'une invasion soviétique».¹² Tout en démentant énergiquement tout «lien direct avec

l'OTAN», il refusa d'entrer dans les détails, mais affirma solennellement : « Nous n'avons rien à cacher ». ¹³

En France, le gouvernement du Président socialiste François Mitterrand tenta de minimiser l'affaire en faisant annoncer par un représentant quasi-inconnu que l'armée secrète « était dissoute de longue date [dans notre pays] ». ¹⁴ En outre, le général Constantin Melnik, chef des services secrets français entre 1959 et 1962, répandit dans le plus grand quotidien du pays la rumeur selon laquelle le Gladio français avait « probablement été démantelé sitôt après la mort de Staline en 1953 et ne devait plus exister sous la présidence de de Gaulle [c'est-à-dire après 1958] ». ¹⁵ La presse française se rangea derrière le gouvernement, alors en pleins préparatifs pour la guerre du Golfe, et se garda de poser des questions trop délicates, c'est ainsi qu'une « affaire qui faisait la une de tous les quotidiens d'Europe n'eut droit qu'à un entrefilet dans les journaux parisiens ». ¹⁶

Le Premier ministre italien Andreotti démonta implacablement le mensonge français en déclarant avec amusement le 10 novembre 1990 que la France avait également participé à la toute dernière réunion du commandement de Gladio, l'ACC, en Belgique le 23 octobre 1990. Suite à cela, le ministre de la Défense Jean-Pierre Chevènement, quelque peu embarrassé, tenta de limiter les dégâts en arguant que l'armée secrète française était demeurée totalement passive : « D'après les informations dont je dispose, elle n'a jamais eu d'autre fonction que de rester en sommeil et d'assurer un rôle de liaison ». Répondant à un journaliste de radio qui lui demandait si la France connaîtrait la même tourmente politique que l'Italie ou la Belgique, le ministre se livra à quelques spéculations sur les activités terroristes ou autres de l'armée secrète avant de répondre calmement : « Je ne pense pas ». ¹⁷ La presse remarqua que le gouvernement faisait tout son possible pour éviter que la population voie en Gladio une « abomination nationale ». ¹⁸

En Grande-Bretagne, plusieurs porte-parole du ministère de la Défense se relayaient jour après jour pour répondre invariablement à la presse véhémement : « Je regrette, mais nous n'évoquons jamais les questions de sécurité » ou « Il s'agit d'une question relevant de la sécurité. Nous ne l'aborderons donc pas » ou encore « Nous ne nous laisserons pas entraîner sur le terrain de la Sécurité nationale ». ¹⁹ Tandis que les journaux continuaient jour après jour de titrer sur l'affaire Gladio, le ministre de la Défense britannique Tom King se hasarda à traiter l'affaire, pourtant si inquiétante, avec désinvolture : « Je ne sais trop après quelle chimère vous courez. Ça a l'air terriblement passionnant, mais j'ai peur d'être totalement ignorant en la matière. J'en sais beaucoup plus sur le Golfe. » ²⁰ Dans le

contexte des préparatifs de l'Opération Tempête du Désert et de la guerre contre l'Irak, le Parlement britannique ne vit pas d'urgence à la création d'une commission ou à l'ouverture d'un débat parlementaire et préféra se ranger derrière le gouvernement du Premier ministre John Major. À l'été 1992, aucune version officielle n'avait encore été fournie au sujet de Gladio, au grand dam de journalistes comme Hugh O'Shaughnessy : « Le silence de Whitehall [l'avenue de Londres où se situent les sièges des principaux ministères] et l'absence quasi-totale de curiosité dont ont fait preuve les parlementaires sur une affaire dans laquelle la Grande-Bretagne est si profondément impliquée sont extraordinaires ». ²¹

Aux Pays-Bas, le Premier ministre Ruud Lubbers, en fonction depuis 1982, décida de réagir à ce délicat problème en adressant une lettre au Parlement le 13 novembre, dans laquelle il confirmait l'existence dans le pays d'une armée secrète similaire en soulignant que « cette organisation n'avait jamais été sous le contrôle de l'OTAN ». ²² Puis, Lubbers et le ministre de la Défense des Pays-Bas Relus Ter Beek informèrent à huis clos le Comité responsable du renseignement et de la sécurité au Parlement des détails sensibles relatifs au Gladio néerlandais. « Les chefs de gouvernements et ministres de la Défense successifs ont toujours jugé préférable ne pas mettre dans la confidence les autres membres de leur cabinet ou le Parlement », déclara Lubbers devant la représentation nationale, en ajoutant qu'il était fier qu'une trentaine de ministres aient su garder le secret. Tandis que des parlementaires dénonçaient le danger inhérent à l'existence d'une armée secrète inconnue du Parlement et de l'immense majorité des citoyens, il fut décidé que le réseau secret ne ferait l'objet ni d'une enquête parlementaire ni d'un rapport public. « Le problème n'est pas tant qu'une telle chose ait pu ou puisse exister encore aujourd'hui », déclara Hans Dijkstal de l'opposition libérale, « mais plutôt que le Parlement n'en ait rien su avant hier soir. » ²³

Au Luxembourg voisin, le Premier ministre Jacques Santer se présenta devant le Parlement le 14 novembre 1990 et confirma qu'une armée secrète créée à l'initiative de l'OTAN avait également existé dans ce pays. « Les activités de ces personnes se limitaient, et il en fut ainsi dès l'origine, à s'entraîner en vue de leurs missions, c'est-à-dire à apprendre à réagir individuellement dans un environnement hostile ou à coordonner les efforts avec les pays alliés », insista Santer. ²⁴ La requête de Jean Huss, un représentant du parti vert alternatif qui demandait en premier lieu l'ouverture d'un débat au Parlement sur cette question, avant la convocation d'une commission d'enquête parlementaire, fut rejetée à la majorité des voix.

Quand la presse internationale relata qu'« au Portugal, une radio de Lisbonne a rapporté que des cellules du réseau associé à l'Opération

Gladio avaient servi pendant les années cinquante à défendre la dictature de droite de Salazar», le gouvernement en place répondit par un démenti formel.²⁵ Le ministre de la Défense portugais Fernando Nogueira déclara le 16 novembre 1990 n'avoir jamais eu connaissance de la présence d'un réseau Gladio de quelque nature que ce soit au Portugal et prétendit que l'on ne disposait au ministère de la Défense et au Commandement des Forces armées «d'aucune information concernant l'existence ou les activités d'une "structure Gladio" au Portugal». ²⁶ Un général à la retraite démentit la version du gouvernement et confirma dans la presse, sous couvert de l'anonymat, qu'une armée secrète parallèle existait aussi au Portugal «dépendant du ministère de la Défense, du ministère de l'Intérieur et du ministère des Affaires coloniales». ²⁷ Dans l'Espagne voisine, qui, comme le Portugal, avait vécu pendant la majeure partie de la guerre froide sous le joug d'une dictature de droite qui réprimait l'opposition politique par la terreur et la torture, Alberto Oliart, ministre de la Défense au début des années 1980, qualifia de «puéril» le fait de se demander si l'Espagne franquiste avait elle aussi abrité une armée secrète d'extrême droite étant donné qu'«ici, Gladio était le gouvernement même». ²⁸

Au Danemark, le ministre de la Défense Knud Engaard, contraint par la pression publique, s'adressa au Parlement, le Folketing, le 21 novembre, pour démentir qu'une organisation «de quelque nature que ce soit» ait été créée par l'OTAN dans le pays et soutenue par la CIA. «Les informations relatives à une opération montée par les services secrets dans l'hypothèse d'une occupation du pays étant confidentielles, même hautement confidentielles», souligna le ministre, «il m'est impossible d'en faire part au Parlement danois». Pelle Voigt, qui avait soulevé l'affaire Gladio à l'Assemblée, remarqua que «la réponse du ministre de la Défense était contradictoire et confirmait indirectement que le Danemark disposait lui aussi de son réseau clandestin». ²⁹ S'en suivit une discussion à huis clos au sein de la commission du Parlement Danois chargée de contrôler l'action des services secrets.

Quand la presse norvégienne commença à questionner le gouvernement au sujet de Gladio, elle reçut la réponse la plus brève jamais apportée à ce sujet. «Les propos d'Hansen demeurent exacts», déclara Erik Senstad, le porte-parole du ministère de la Défense, en faisant référence à une intervention du ministre de la Défense Rolf Hansen devant le Parlement en 1978, au cours de laquelle il n'avait pu que reconnaître, après sa découverte, l'existence d'une armée secrète en Norvège. Le contre-amiral Jan Ingebristen, qui avait démissionné de son poste de chef du renseignement militaire norvégien en 1985, provoqua l'indignation de la population en justifiant le secret entourant ces armées : «Il n'y a là rien

de suspect. Mais ces unités sont vouées à agir clandestinement en territoire occupé, elles doivent donc impérativement demeurer top secret.» ³⁰

En Turquie, l'élite au pouvoir réagit à l'affaire Gladio le 3 décembre, par l'intermédiaire du général Dogan Beyazit, président du Département des Opérations de l'armée turque, et du général Kemal Yilmaz, commandant des Forces Spéciales, qui confirmèrent dans la presse l'existence d'une armée secrète créée par l'OTAN et dirigée par le «Département des Opérations Spéciales» avec pour mission d'«organiser la résistance dans l'éventualité d'une occupation communiste». ³¹ Tandis que les généraux tentaient de convaincre l'opinion que les membres du Gladio turc étaient tous de bons «patriotes», les journalistes et l'ancien Premier ministre Bulent Ecevit révélèrent que l'armée secrète baptisée contre-guérilla était impliquée dans des actes de torture, des attentats et des assassinats ainsi que dans les coups d'État successifs qui avaient marqué l'histoire récente du pays et qu'elle était pour l'heure employée à opprimer la minorité kurde de Turquie. L'armée refusa de répondre aux questions du Parlement et des ministres civils et le ministre de la Défense turc avertit Ecevit qu'il «aurait mieux fait de fermer sa gueule!» ³²

Alors que la contre-guérilla poursuivait des opérations, le département d'État américain lui-même fit remarquer dans son rapport sur les droits de l'Homme de 1995 que «des sources fiables au sein d'organisations humanitaires, des représentants de la communauté kurde et des Kurdes présents sur place prétendent que le gouvernement autorise, voire organise, le meurtre de civils». Ce rapport précisait que «les associations de défense des droits de l'Homme évoquent une thèse répandue et crédible selon laquelle un groupe de contre-guérilla associé aux forces de sécurité aurait perpétré des "tueries secrètes"». Quand la journaliste Lucy Komisar tenta de mener l'enquête aux États-Unis, elle découvrit bien vite que, s'agissant de secrets militaires, son gouvernement ne valait pas mieux que les généraux turcs. «Le Pentagone a refusé de me dire si Washington fournissait toujours des fonds ou une aide quelconque au Département des Opérations Spéciales; en fait, ils ont éludé toutes mes questions à ce sujet.» Komisar fut régulièrement éconduite : «Les représentants que j'ai rencontrés m'ont répondu soit qu'ils n'en savaient rien, soit que les faits étaient trop anciens pour qu'il en reste des traces dans les archives, soit que je décrivais une opération de la CIA sur laquelle ils ne pouvaient me renseigner». Un historien du Pentagone lui répondit : «Ah, vous voulez parler de l'organisation "*stay-behind*" ? C'est confidentiel.» ³³

Cependant, le problème de la contre-guérilla ne tarda pas à ressurgir. Le 3 novembre 1996, une Mercedes noire percuta un tracteur sur une autoroute, aux abords du village reculé de Susurluk, à un peu plus de 150

kilomètres au sud d'Istanbul. Un dirigeant de la contre-guérilla turque, un haut responsable de la police et un membre du Parlement furent tués dans l'accident. Beaucoup y virent la preuve formelle de l'implication profonde du gouvernement dans la guerre sale menée par la contre-guérilla et des milliers de personnes descendirent dans la rue pour manifester contre l'«État de Susurluk» et exiger que l'on libère le pays «de l'emprise des gangs». En janvier 1998, le Premier ministre Mesut Yılmaz dut informer des millions de téléspectateurs des conclusions des 7 mois d'enquête parlementaire sur le scandale de Susurluk. «Ceci est l'anatomie d'un chaos scandaleux», commença-t-il avant de reconnaître qu'un «escadron de la mort avait été entretenu au sein de l'État» tandis que «tous les organes du pouvoir avaient connaissance de la situation». ³⁴

Suite à la multiplication des révélations accablantes dans toute l'Europe de l'Ouest, l'affaire Gladio fut débattue au Parlement européen le 22 novembre 1990. La Communauté Européenne comptait alors 12 membres, tous affectés par le scandale. ³⁵ Les 12 avaient établi entre eux une coopération renforcée et s'apprêtaient à instaurer le Marché Commun, garantissant la libre circulation des personnes, des biens et services et des capitaux; en revanche, les questions de sécurité et de Défense restaient l'affaire des États membres, toujours souverains en la matière. «M. le Président, Mesdames et Messieurs, une exigence morale et politique s'impose à la nouvelle Europe que nous construisons petit à petit», c'est par ces paroles sages que l'eurodéputé Falqui ouvrit le débat ce jour-là. «Cette Europe ne pourra survivre qu'à la condition de reposer sur la vérité et sur la parfaite transparence de ses institutions vis-à-vis des sombres intrigues tramées contre la démocratie qui ont marqué l'histoire, y compris récente, des nombreux pays européens.» Falqui souligna qu'il n'y aurait «aucun avenir, Mesdames et Messieurs, si nous ne dissipons pas ce sentiment d'avoir vécu dans ce que l'on pourrait appeler un État double, l'un ouvert et démocratique, l'autre clandestin et réactionnaire. C'est pourquoi nous devons connaître la nature et le nombre de ces réseaux "Gladio" qu'ont abrités ces dernières années les États membres de la Communauté Européenne». ³⁶

L'eurodéputé belge Dury (socialiste) partageait ces préoccupations, il déclara à ses confrères parlementaires : «Ce qui nous inquiète dans l'affaire Gladio, c'est que de tels réseaux aient pu exister à l'insu et hors de tout contrôle des institutions politiques démocratiques. C'est, à mon sens, le principal problème qui subsiste.» Dury conclut que l'histoire des armées secrètes devait faire l'objet d'une enquête : «Nous sommes, pour notre part, convaincus de la nécessité de faire la lumière sur toute cette affaire afin d'en définir toutes les implications et de mettre un terme aux abus qui

pourraient perdurer et toucher d'autres organisations ou de prévenir les éventuelles tentations qui pourraient être suscitées». Selon le Belge, l'enquête devait également porter sur le rôle de l'OTAN «bien qu'en ce qui concerne sa responsabilité et celle du SHAPE, je ne pense pas que l'on puisse parler d'une conspiration», indiqua-t-il. «Il me semble tout de même que nous devons demeurer particulièrement vigilants et attentifs si nous voulons faire éclater toute la vérité. Nous savons très bien que certains membres de Gladio siègent également aux comités de l'OTAN», puis il conclut : «Faire la lumière sur ce type de zones d'ombre relève justement des obligations que nous confère notre mandat démocratique». ³⁷

«M. le Président, le système Gladio a opéré pendant 40 ans sous divers noms», déclara le parlementaire grec Ephremidis devant ses confrères. «Il a opéré dans la clandestinité et nous pouvons raisonnablement lui attribuer une responsabilité dans tous les actes de déstabilisation, de provocation et de terrorisme commis dans nos pays pendant ces 4 décennies, et dans lesquels il se trouve certainement, directement ou indirectement, impliqué». Ephremidis dénonça vigoureusement le réseau *stay-behind* dans son ensemble et notamment : «le fait qu'il ait été mis sur pied par la CIA et l'OTAN qui, sous prétexte de défendre la démocratie, l'ont en fait bafouée et utilisée à leurs funestes desseins». En faisant implicitement allusion au rôle joué par le Gladio grec dans le coup d'État de 1967, il s'indigna du fait que «la démocratie dont nous sommes supposés jouir n'a été et n'est en réalité qu'une façade» et encouragea le Parlement européen à diligenter une enquête. «Il faut découvrir chacune des subtilités de l'affaire et, pour cela, nous devons former une sous-commission d'enquête chargée d'entendre les témoins et de faire éclater l'entière vérité afin que soient prises toutes les mesures nécessaires pour enfin débarrasser nos pays de ces organisations clandestines.» ³⁸

Le parlementaire belge de Donnea (réformateur libéral) offrit, quant à lui, une vision très différente : «M. le Président, il était parfaitement justifié, au lendemain de la seconde guerre mondiale, pour la majorité de nos États de créer des services ayant pour mission de préparer des réseaux de résistance susceptibles d'être activés dans le cas d'une occupation de notre territoire par les armées du Pacte de Varsovie». L'eurodéputé belge souligna : «Nous sommes donc redevables à tous ceux qui, alors que la guerre froide s'éternisait, ont œuvré dans ces réseaux». Pour de Donnea, il semblait clair que les armées secrètes devaient le rester : «Pour conserver leur efficacité, ces réseaux devaient nécessairement rester dans l'ombre», tandis que dans le même temps, il souhaitait tout de même que la lumière soit faite sur les liens supposés avec des activités terroristes : «Ceci étant dit, s'il existe des indications ou de fortes présomptions laissant supposer

que ces réseaux ont pu agir de manière illégale et anormale dans certains pays, il est dans l'intérêt de tous d'établir la vérité sur cette affaire et de punir les coupables». ³⁹

Le député flamand Vandemeulebroucke résuma assez justement le sentiment partagé par de nombreux Européens : « Cette affaire laisse un arrière-goût amer parce qu'elle remonte à la création de la Communauté Européenne et que nous prétendons justement instaurer une nouvelle forme de démocratie ». Vandemeulebroucke précisa que c'était surtout le secret entourant l'opération qui le gênait, en tant que parlementaire, car « les budgets de ces organisations clandestines ont également été tenus secrets. Ils n'ont jamais été discutés dans aucun Parlement et nous voulons manifester notre inquiétude quant au fait que (...) il apparaît clairement qu'il existe des organes capables de prendre des décisions et de les faire appliquer sans être soumis à aucun contrôle démocratique d'aucune sorte ». Le député néerlandais conclut : « Je souhaite m'insurger plus vivement encore contre le fait que l'armée américaine, que ce soit par le biais du SHAPE, de l'OTAN ou de la CIA, s'arroge le droit d'interférer dans notre démocratie ». Tout en reconnaissant l'incapacité du Parlement européen à traiter cette affaire : « J'ai parfaitement conscience que nous sommes incompétents en matière de sécurité et de maintien de la paix », expliqua-t-il, « c'est pourquoi la résolution votée demande la création d'une commission d'enquête parlementaire dans chacun des 12 États membres afin que toute la lumière soit faite ». ⁴⁰

Suite à ces débats, le Parlement européen décida d'adopter une résolution sur l'affaire Gladio contenant une vive dénonciation du phénomène et, dans son préambule, une tentative de description de l'opération en 7 points :

1. « Attendu que plusieurs gouvernements européens ont révélé l'existence depuis 40 ans et dans plusieurs États membres de la Communauté d'une organisation menant des opérations armées et de renseignement parallèle » ;

2. « Attendu que pendant ces 40 ans, cette organisation a échappé à tout contrôle démocratique et été commandée par les services secrets des États concernés en collaboration avec l'OTAN » ;

3. « Craignant que de tels réseaux clandestins n'aient interféré illégalement dans les affaires politiques internes des États membres ou soient toujours en mesure de le faire » ;

4. « Attendu que dans certains États membres, les services secrets militaires (ou des éléments incontrôlables au sein de ces services) ont été impliqués dans de graves actes de terrorisme et criminels comme l'ont prouvé diverses enquêtes judiciaires » ;

5. « Attendu que ces organisations ont agi et continuent d'agir hors de tout cadre légal, ne sont soumises à aucun contrôle parlementaire et, le plus souvent, sans qu'en soient informés les plus hauts responsables du gouvernement et les garants de la Constitution » ;

6. « Attendu que les différentes organisations "GLADIO" disposent de leurs propres arsenaux et équipements militaires qui leur procurent une force de frappe inconnue, constituant ainsi une menace pour les structures démocratiques des pays dans lesquels ils opèrent et ont opéré » ;

7. « Vivement inquiété par l'existence d'organes de décision et d'exécution en dehors de tout contrôle démocratique et de nature totalement clandestine, à l'heure où un renforcement de la coopération communautaire en matière de sécurité est au centre de tous les débats ».

À la suite de ce préambule, la résolution condamnait, dans un premier temps, « la création clandestine de réseaux d'action et de manipulation et [appelait] à ouvrir une enquête approfondie sur la nature, la structure, les buts et tout autre aspect de ces organisations secrètes ou de tout groupe dissident, sur leur utilisation à des fins d'ingérence dans les affaires politiques internes des pays concernés, sur le problème du terrorisme en Europe et sur la possible complicité des services secrets des États membres ou de pays tiers ». En second lieu, l'Union Européenne protestait « énergiquement contre le droit que se sont arrogé certains responsables de l'armée américaine travaillant pour le SHAPE et pour l'OTAN d'encourager la création en Europe d'un réseau de renseignement et d'action clandestin ». Dans un troisième point, la résolution appelait « les gouvernements des États membres à démanteler tous les réseaux militaires et paramilitaires clandestins ». Quatrième point, l'Union Européenne enjoignait « les juridictions des pays dans lesquels la présence de telles organisations militaires [était] avérée à déterminer avec exactitude leur composition et leur mode opératoire et à établir la liste de toutes les actions qu'elles auraient entreprises dans le but de déstabiliser les structures démocratiques des États membres ». En outre, l'UE réclamait que « tous les États membres prennent les mesures nécessaires, au besoin en nommant des commissions d'enquêtes parlementaires, afin de dresser la liste exhaustive des organisations actives dans ce contexte et, dans le même temps, de contrôler leurs liens avec leurs services de renseignement respectifs et, le cas échéant, avec des groupes terroristes et/ou d'autres pratiques illégales ». Le sixième point de la résolution s'adressait au Conseil des ministres de l'Union Européenne, et tout particulièrement aux ministres de la Défense, et appelait celui-ci « à fournir toute information sur les activités de ces services de renseignement et d'action clandestins ». Septièmement, le Parlement demandait « à sa commission compétente

d'entendre des témoins afin de clarifier le rôle et l'impact de l'organisation "GLADIO" et d'autres réseaux similaires». Dernier point et non des moindres, s'adressant explicitement à l'OTAN et aux États-Unis, le Parlement européen «[ordonnait] à son président de transmettre la présente résolution à la Commission, au Conseil Européen, au secrétaire général de l'OTAN, aux gouvernements des États membres et au gouvernement des États-Unis». ⁴¹

Beaucoup de bruit pour rien : sur les 8 mesures exigées par le Parlement, pas une ne fut exécutée convenablement. Seules la Belgique, l'Italie et la Suisse nommèrent une commission d'enquête parlementaire et fournirent un rapport public substantiel et détaillé. Et bien que la résolution ait été portée à la connaissance des services concernés respectifs de l'UE, de l'OTAN et de l'administration américaine, ni le secrétaire général de l'OTAN Manfred Wörner ni le Président des États-Unis George Bush senior, n'appuyèrent l'ouverture d'une enquête approfondie ou n'offrirent d'explication publique.

3.

Le silence de l'OTAN, de la CIA et du MI6

Au moment des découvertes sur le réseau Gladio en 1990, l'OTAN, la plus grande alliance militaire du monde, regroupait 16 nations : l'Allemagne, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Turquie et les États-Unis, ces derniers assumant un rôle de commandement. L'Alliance réagit confusément aux révélations du Premier ministre italien Andreotti et craignit pour son image lorsque les armées *stay-behind* furent associées à des attentats, des actes de torture, des coups d'États et d'autres opérations terroristes perpétrés dans plusieurs pays d'Europe de l'Ouest.

Le lundi 5 novembre 1990, après un long silence de près d'un mois, l'OTAN nia catégoriquement les allégations d'Andreotti concernant son implication dans l'Opération Gladio et ses liens avec les armées secrètes. Le principal porte-parole de l'Organisation, Jean Marcotta, affirma depuis le quartier général du SHAPE, à Mons, en Belgique, que : «L'OTAN n'a jamais envisagé de recourir à la guérilla ou à des opérations clandestines ; elle s'est toujours occupée de questions exclusivement militaires et de la défense des frontières des pays Alliés.»¹ Puis, le mardi 6 novembre, un autre porte-parole expliqua que le démenti de la veille était faux. Il ne fournit aux journalistes qu'un bref communiqué précisant que l'OTAN ne commentait jamais les questions couvertes par le secret militaire et que Marcotta aurait dû observer le silence.² La presse internationale critiqua amèrement ces cafouillages dans la stratégie de relations publiques de l'alliance militaire : «Pendant que de véritables séismes frappent le continent entier, un porte-parole de l'OTAN apporte un démenti : on ignore tout de Gladio et des réseaux *stay-behind*. Et voici qu'un communiqué laconique vient ensuite démentir le démenti "incorrect" et rien de plus.»³

Tandis que la crédibilité de l'OTAN se dégradait, les journaux titraient «Une unité clandestine de l'OTAN "soupçonnée de liens avec le terrorisme"».⁴ «Un réseau secret de l'OTAN accusé de subversion : La Commission a découvert que Gladio, le bras armé clandestin de l'OTAN

en Italie, était devenu un repaire de fascistes combattant le communisme au moyen d'attentats terroristes visant à justifier un durcissement des lois.»⁵ «La bombe qui a explosé à Bologne provenait d'une unité de l'OTAN.»⁶ Un diplomate de l'OTAN, qui insista pour conserver l'anonymat, justifia devant des journalistes : «Puisqu'il s'agit d'une organisation secrète, je ne m'attends pas à ce que les réponses abondent, même si la guerre froide est terminée. S'il y a eu des liens avec des organisations terroristes, ce genre d'informations doit être enterré très profondément. Si ce n'est pas le cas, qu'y a-t-il de mal à préparer le terrain pour la résistance pour le cas où les Soviétiques attaqueraient ?»⁷

Selon la presse espagnole, immédiatement après le fiasco de l'opération de communication des 5 et 6 novembre, le secrétaire général de l'OTAN Manfred Wörner convoqua les ambassadeurs de l'Alliance Atlantique pour une réunion d'information à huis clos sur Gladio, le 7 novembre. Le «Supreme Headquarters Allied Powers Europe ou SHAPE, l'organe de commandement de l'appareil militaire de l'OTAN, coordonnait les actions de Gladio, c'est ce qu'a révélé le secrétaire général Manfred Wörner pendant un entretien avec les ambassadeurs des 16 nations alliées de l'OTAN», put-on lire dans la presse espagnole. «Wörner aurait demandé du temps pour mener une enquête afin de découvrir les raisons du démenti formel» rendu public la veille par l'OTAN. «C'est ce qu'il aurait annoncé aux ambassadeurs du Conseil Atlantique réunis le 7 novembre, si l'on en croit certaines sources.» L'officier le plus haut placé de l'OTAN en Europe, le général américain John Galvin, avait confirmé que les allégations de la presse étaient en grande partie fondées, mais que le secret devait être gardé. «Au cours de cette réunion à huis clos, le secrétaire général de l'OTAN a précisé que les gradés interrogés, (il faisait référence au général John Galvin, commandant en chef des forces alliées en Europe), avaient indiqué que le SHAPE coordonnait les opérations menées par Gladio. Dorénavant, la politique de l'OTAN sera de refuser tout commentaire sur les secrets officiels.»⁸

Selon des sources qui ont souhaité conserver l'anonymat, le Bureau de Sécurité de l'OTAN aurait été directement impliqué dans l'Opération Gladio.⁹ Hébergé au quartier général de l'OTAN à Bruxelles, le mystérieux Bureau de Sécurité fait partie intégrante de l'OTAN depuis la création de l'Alliance en 1949. Sa mission consiste à coordonner, superviser et appliquer les politiques de sécurité de l'OTAN. Le directeur de la Sécurité est le principal conseiller du secrétaire général pour les questions de sécurité ; il dirige le Service de Sécurité du quartier général et est responsable de la coordination générale de la sécurité au sein de l'OTAN. Mais surtout, il est le président du Comité de Sécurité de l'Alliance qui

réunit régulièrement les chefs des Services de Sécurité des pays membres pour discuter des questions d'espionnage, de terrorisme, de subversion et d'autres menaces, parmi lesquelles le communisme en Europe de l'Ouest, qui pourraient représenter un danger pour l'OTAN.

En Allemagne, le chercheur Erich Schmidt Eenboom rapporta que les patrons des services secrets de plusieurs pays d'Europe occidentale, et notamment de l'Espagne, de la France, de la Belgique, de l'Italie, de la Norvège, du Luxembourg et du Royaume-Uni, s'étaient réunis plusieurs fois à la fin de l'année 1990, et ce, afin d'élaborer une stratégie de désinformation pour contrer les nombreuses révélations sur Gladio.¹⁰ Ces réunions se déroulèrent vraisemblablement au très secret Bureau de Sécurité. «Le fait que les structures clandestines de Gladio aient été coordonnées par un comité de sécurité international composé uniquement de représentants des services secrets», remarque le quotidien portugais *Expresso*, «pose un autre problème : celui de la souveraineté nationale de chacun des États». Durant la guerre froide, certains services de renseignement agissaient hors de tout cadre démocratique. «Il semble que plusieurs gouvernements européens aient perdu le contrôle de leurs services secrets» tandis que l'OTAN entretenait, elle, des liens très étroits avec les services secrets militaires de chacun des États membres. «Il paraît évident que l'OTAN applique un principe de confiance restreinte. Selon cette doctrine, certains gouvernements ne luttant pas assez activement contre le communisme, il est donc inutile de les informer des activités de l'armée secrète de l'OTAN.»¹¹

Sous le titre «Manfred Wörner raconte le Gladio», la presse portugaise publia des détails supplémentaires sur la réunion du 7 novembre. «Le secrétaire général de l'OTAN, l'Allemand Manfred Wörner a expliqué aux ambassadeurs des 16 pays alliés de l'OTAN la fonction du réseau secret – qui fut créé dans les années cinquante afin d'organiser la résistance dans l'éventualité d'une invasion soviétique.» Derrière des portes closes, «Wörner a confirmé que le commandement militaire des forces alliées, le Supreme Headquarters Allied Powers Europe (SHAPE), coordonne les activités du «Réseau Gladio», mis sur pied par les services secrets des différents pays de l'OTAN, par l'intermédiaire d'un comité créé en 1952 et actuellement présidé par le général Raymond Van Calster, chef des services secrets militaires belges», on apprit plus tard qu'il s'agissait de l'ACC. D'après le journal, «la structure a été bâtie en Italie avant 1947, puis des réseaux similaires ont été créés en France, en Belgique, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, au Luxembourg, au Danemark, en Norvège et en Grèce». «Le secrétaire général a également reconnu que le SHAPE avait fourni de «fausses informations» en niant l'existence d'un tel réseau

secret, mais il a refusé de s'expliquer sur les nombreuses contradictions dans lesquelles les différents gouvernements s'étaient enlucés en confirmant ou niant la réalité des réseaux Gladio dans leurs pays respectifs.¹²

Au milieu de la tourmente, la presse tenta à plusieurs reprises d'obtenir une explication ou, ne serait-ce qu'un commentaire, de la plus haute autorité civile de l'OTAN, son secrétaire général Manfred Wörner. Mais, conformément à la politique de l'Alliance qui consistait à ne pas se prononcer sur les secrets militaires, Wörner rejeta toutes les demandes d'interviews.¹³ Le terme « secrets militaires » focalisa l'attention des journalistes qui se mirent en quête d'anciens responsables de l'OTAN à la retraite susceptibles de s'exprimer plus librement sur toute l'affaire. Joseph Luns, un ancien diplomate de 79 ans, qui avait occupé les fonctions de secrétaire général de celui-ci de 1971 à 1984 accorda un entretien téléphonique à des reporters depuis son appartement de Bruxelles. Il prétendit n'avoir jamais été informé de l'existence du réseau secret jusqu'à ce qu'il l'ait récemment lue dans la presse : « Je n'en ai jamais entendu parler et pourtant j'ai exercé quelques responsabilités au sein de l'OTAN ». Luns admit toutefois avoir été briefé « ponctuellement » à l'occasion d'opérations spéciales et estima « peu probable mais pas impossible » que Gladio ait pu exister à son insu.¹⁴

« Le seul organisme international qui ait jamais fonctionné, c'est l'OTAN, tout simplement parce qu'il s'agit d'une alliance militaire et que nous étions aux commandes », répondit un jour le Président américain Richard Nixon.¹⁵ Il faisait remarquer à juste titre que, bien que l'OTAN ait son siège européen en Belgique, son véritable quartier général se trouve au Pentagone, à Washington. Depuis la création de l'Alliance Atlantique, le commandant en chef de la zone Europe, le SACEUR (Supreme Allied Commander Europe), exerçant ses fonctions depuis son quartier général, le SHAPE, établi à Casteau, en Belgique, avait toujours été un général américain. Les Européens pouvaient, quant à eux, nommer le plus haut responsable civil, le secrétaire général. Mais depuis la nomination du général américain Dwight Eisenhower comme premier SACEUR, la plus haute fonction militaire en Europe fut systématiquement occupée par des officiers américains.¹⁶

Officier de la CIA à la retraite, Thomas Polgar confirma, après la découverte des armées secrètes d'Europe de l'Ouest, que celles-ci étaient coordonnées par « une sorte de groupe de planification de guerre non conventionnelle » lié à l'OTAN.¹⁷ Ses propos furent confirmés par la presse allemande qui souligna que, durant toute la période de la guerre froide, ce département secret de l'OTAN était demeuré sous domination américaine. « Les missions des armées secrètes sont coordonnées par la

« Section des Forces Spéciales », située dans une aile du quartier général de l'OTAN à Casteau placée sous haute surveillance », relata un journal allemand. « Une porte grise en acier qui s'ouvre comme un coffre-fort de banque et protégée par une combinaison chiffrée, défend l'accès à toute personne non autorisée. Les officiers des autres départements, qui sont invités à y pénétrer, doivent dès l'entrée se présenter à un guichet sombre où ils sont contrôlés. La Section des Forces Spéciales est dirigée par des officiers britanniques ou américains exclusivement et la plupart des documents qui y circulent portent l'inscription « American eyes only » (À l'intention du personnel américain uniquement). »¹⁸

Pour contrer l'influence des partis communistes dans certains pays d'Europe de l'Ouest, l'OTAN s'était livrée, dès sa création au lendemain de la seconde guerre mondiale, à une guerre secrète non conventionnelle. D'après les découvertes de l'enquête parlementaire belge sur Gladio, cette lutte aurait même été engagée avant la fondation de l'Alliance, et coordonnée dès 1948 par le « Clandestine Committee of the Western Union » (CCWU), le Comité Clandestin de l'Union Occidentale. Selon la presse, toutes les « nations [participant à Gladio] étaient membres du CCWU et assistaient régulièrement à des réunions par l'intermédiaire d'un représentant de leurs services secrets. Ceux-ci étaient généralement en contact direct avec les structures *stay-behind* ». ¹⁹

Quand, en 1949, fut signé le Traité de l'Atlantique Nord, le CCWU fut secrètement intégré au nouvel appareil militaire international et opéra à partir de 1951 sous la nouvelle appellation CPC. À cette époque, le quartier général européen de l'OTAN était situé en France et le CPC avait son siège à Paris. Comme le CCWU avant lui, le Comité assurait la planification, la préparation et la direction des opérations de guerre non conventionnelle menées par les armées *stay-behind* et les Forces Spéciales. Seuls les officiers disposant des autorisations de niveau supérieur étaient autorisés à pénétrer au siège du CPC où, sous la surveillance des experts de la CIA et du MI6, les chefs des services secrets des États d'Europe occidentale se réunissaient plusieurs fois dans l'année afin de coordonner les opérations de guerre clandestine menées dans tout l'ouest du continent.

Lorsqu'en 1966 le Président de la République Française Charles de Gaulle chassa l'OTAN de France, le quartier général européen de l'Alliance militaire dut, à la colère du Président des États-Unis Lyndon Johnson, déménager de Paris à Bruxelles. Dans le plus grand secret, le CPC s'installa lui aussi en Belgique, comme le révéla l'enquête sur le Gladio belge.²⁰ L'expulsion historique de l'OTAN du territoire français offrit alors un premier véritable aperçu des noirs secrets de l'Alliance militaire. Pour le

spécialiste des opérations secrètes Philip Willan : «L'existence de protocoles secrets de l'OTAN impliquant les services secrets des pays signataires et visant à éviter l'accession au pouvoir par les communistes fut divulguée pour la première fois en 1966, quand le Président de Gaulle décida de se retirer du commandement conjoint de l'OTAN et dénonça ces protocoles comme une atteinte à la souveraineté nationale.»²¹

Si les documents originaux des protocoles anticommunistes secrets de l'OTAN demeurent confidentiels, les spéculations sur leur contenu ne cessèrent de se multiplier suite à la découverte des armées secrètes *stay-behind*. Dans un article consacré à Gladio, le journaliste américain Arthur Rowse écrivit qu'une «clause secrète du traité initial de l'OTAN de 1949 stipulait que tout pays candidat à l'adhésion devait avoir établi au préalable une autorité de Sécurité nationale chargée d'encadrer la lutte contre le communisme par des groupes clandestins de citoyens».²² Un spécialiste italien des services secrets et des opérations clandestines, Giuseppe de Lutiis, découvrit qu'au moment d'intégrer l'OTAN en 1949, l'Italie signa, outre le Pacte Atlantique, une série de protocoles secrets prévoyant la création d'une organisation non officielle «chargée de garantir l'alignement de la politique intérieure italienne sur celle du bloc de l'Ouest par tous les moyens nécessaires, même si la population devait manifester une inclination divergente».²³ L'historien italien spécialiste du Gladio Mario Coglitore a également confirmé l'existence de ces protocoles secrets de l'OTAN.²⁴ Suite aux révélations de 1990, un ancien officier du renseignement de l'OTAN, qui veilla à conserver l'anonymat, alla jusqu'à affirmer que ces documents protégeaient explicitement les membres de l'extrême droite jugés utiles dans la lutte contre les communistes. Le Président américain Truman et le Chancelier allemand Adenauer auraient «signé un protocole secret lors de l'adhésion de la RFA à l'OTAN en 1955, dans lequel il était convenu que les autorités de l'Allemagne de l'Ouest s'abstiendraient d'entamer des poursuites à l'encontre des extrémistes de droite reconnus».²⁵

Le général italien Paolo Inzerilli, qui commanda le Gladio dans son pays de 1974 à 1986, souligna que les «Américains omniprésents» contrôlaient le CPC secret qui était en charge de la coordination de la guerre clandestine. Selon lui, le Comité avait été fondé «sur ordre du commandant en chef de l'OTAN en Europe. Il constituait l'intermédiaire entre le SHAPE, le quartier général des puissances alliées d'Europe, et les services secrets des États membres pour les questions de guerre non conventionnelle.»²⁶ Les États-Unis contrôlaient le CPC avec leurs vassaux britanniques et français et constituaient avec eux une «Commission Exécutive» au sein du Comité. «Les réunions se succédaient au rythme d'une ou deux par an au quartier général du CPC, à Bruxelles, et les

questions à l'ordre du jour étaient débattues entre la "Commission Exécutive" et les responsables militaires», témoigna Inzerilli.²⁷

«La coordination des actions de notre réseau *stay-behind* avec celles des structures clandestines analogues en Europe était assurée par le CPC, le Coordination and Planning Committee [Comité de Planification et de Coordination] du SHAPE, le quartier général des puissances alliées d'Europe», décrit le général italien Gerardo Serravalle. Prédécesseur du général Inzerilli, il avait commandé le Gladio en Italie entre 1971 et 1974; il raconta que «pendant les années soixante-dix, les membres du CPC étaient les officiers responsables des structures secrètes de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne, de la Belgique, du Luxembourg, des Pays-Bas et de l'Italie. Ces représentants des réseaux clandestins se réunissaient chaque année dans l'une des capitales européennes».²⁸ Des hauts responsables de la CIA assistaient à chacune de ces réunions. «Des représentants de la CIA étaient toujours présents aux réunions des armées *stay-behind*», se souvient Serravalle. «Ils appartenaient à l'antenne de l'Agence de la capitale où se déroulait la réunion et ne participaient pas aux votes.»²⁹ «La "Directive SHAPE" faisait office de référence officielle, si ce n'est de doctrine pour les réseaux *stay-behind* alliés», explique Serravalle dans son livre consacré à Gladio. Il précise également que les enregistrements du CPC, qu'il a pu consulter mais qui demeurent confidentiels, «portent [surtout] sur l'entraînement des Gladiateurs en Europe, sur comment les réveiller depuis le quartier général secret en cas d'occupation de l'ensemble du territoire national et sur d'autres questions techniques telles que, pour citer la plus importante, l'unification des différents systèmes de communication entre les bases *stay-behind*».³⁰

Parallèlement au CPC, un second poste de commandement secret fonctionnant comme un quartier général *stay-behind* fut créé par l'OTAN au début des années cinquante sous le nom d'ACC. Comme le CPC, l'ACC était en lien direct avec le SACEUR, lui-même sous contrôle américain. D'après les conclusions de l'enquête belge sur Gladio, l'ACC aurait été créé en 1957 et chargé de «la coordination des réseaux "*stay-behind*" en Belgique, au Danemark, en France, en Allemagne, en Italie, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Norvège, au Royaume-Uni et aux USA». Selon le rapport d'enquête belge, en temps de paix, les fonctions de l'ACC «comprenaient l'élaboration de directives à l'intention du réseau, le développement de ses capacités secrètes et l'établissement de bases au Royaume-Uni et aux USA. Dans le cas d'une guerre, il était censé préparer des actions *stay-behind* conjointement avec le SHAPE; de là, les organisateurs devaient alors activer les bases clandestines et préparer les opérations.»³¹

Le commandant du Gladio italien Inzirelli affirme que «les relations au sein de l'ACC étaient totalement différentes» de celles existant au CPC. «L'atmosphère [y] était clairement plus décontractée et amicale qu'au CPC.» L'ACC, fondé sur «un ordre express du SACEUR au CPC» serait «devenue une ramification» de celui-ci.³² Il semble que cet organisme ait surtout servi de forum où l'on se partageait le savoir-faire Gladio entre patrons de services secrets : «L'ACC était un comité essentiellement technique, un forum où l'on pouvait à loisir échanger des informations et des expériences, évoquer les moyens disponibles ou à l'étude, partager ses connaissances sur les réseaux, etc...» Le général Inzerilli se souvient : «C'était un échange de bons procédés. Chacun savait que s'il lui manquait un expert en explosifs, en télécommunication ou en répression pour une opération, il pouvait sans problème s'adresser à un confrère étranger puisque les agents avaient reçu le même entraînement et utilisaient le même type de matériel.»³³

Les transmetteurs radio baptisés *Harpoon* figuraient notamment dans l'équipement de tous les membres de l'ACC. Ils avaient été conçus et fabriqués sur ordre du comité de direction de Gladio, au milieu des années 1980, par la firme allemande AEG Telefunken pour un montant total de 130 millions de marks, en remplacement d'un ancien système de communication devenu obsolète. Le système *Harpoon* était capable d'émettre et de recevoir des messages radio cryptés sur une distance de 6 000 km et permettaient donc les communications entre les réseaux *stay-behind* situés de part et d'autre de l'Atlantique. «Le seul équipement qu'ont en commun tous les membres de l'ACC est le fameux transmetteur radio *Harpoon*», révéla Van Ussel, un membre du Gladio belge qui s'en était lui-même servi au cours des années 1980, alors qu'il était un membre actif de l'organisation. Selon lui, «ce système était régulièrement utilisé pour transmettre des messages entre les bases et les agents (en particulier lors des exercices de communication radio), mais il était avant tout destiné à communiquer des renseignements en cas d'occupation».³⁴ L'ACC disposait de bases dans tous les pays européens dont une au Royaume-Uni, à partir desquelles les unités présentes dans les territoires occupés pourraient être activées et commandées. Apparemment, l'ACC éditait à l'intention des Gladiateurs des manuels indiquant les procédures communes à suivre relatives aux actions clandestines, aux communications radio basées sur le cryptage et le saut de fréquence mais aussi aux largages aériens et aux atterrissages.

L'ACC fonctionnait avec une présidence tournante d'une période de deux ans, en 1990 celle-ci était assumée par la Belgique. La réunion de l'ACC des 23 et 24 novembre se déroula sous la présidence du général de

division Raymond Van Calster, patron du SGR, les services secrets militaires belges. Le général Inzerilli se souvint que «contrairement au CPC, l'ACC n'avait pas de direction établie et permanente. La présidence du Comité était assumée pour deux ans et tournait entre tous les membres, en suivant l'ordre alphabétique», pour cette raison, l'ACC n'était pas soumis à «la même domination des grandes puissances». Inzirelli affirma avoir préféré travailler à l'ACC plutôt qu'au CPC contrôlé par les Américains : «Je dois reconnaître, pour l'avoir moi-même présidé pendant deux ans, que l'ACC était un comité véritablement démocratique».³⁵

Dans le cadre de toute recherche approfondie sur l'Opération Gladio et les réseaux *stay-behind* de l'OTAN, les transcriptions et enregistrements des réunions du CPC et de l'ACC s'imposent comme des sources essentielles. Hélas, alors que des années se sont écoulées depuis la découverte du réseau top secret, les autorités de l'OTAN se bornent, comme en 1990, à opposer silence ou refus constants aux sollicitations du public. Quand dans le cadre de nos propres recherches, nous contactâmes, à l'été 2000, le service des archives de l'OTAN pour demander l'accès à des informations supplémentaires sur Gladio et notamment sur le CPC et l'ACC, nous reçûmes la réponse suivante : «Après vérification de nos archives, il n'existe aucune trace des comités que vous évoquez». Lorsque nous insistâmes, le service des archives nous répondit : «Je vous confirme une nouvelle fois que les comités dont vous parlez n'ont jamais existé au sein de l'OTAN. En outre, l'organisation que vous appelez "Gladio" n'a jamais fait partie de la structure militaire de l'OTAN.»³⁶ Sur quoi, nous appelâmes le Bureau de Sécurité de l'OTAN, mais ne pûmes ni parler au directeur ni même connaître son identité classée «confidentielle». Mme Isabelle Jacobs nous informa qu'il était hautement improbable que nous obtenions jamais des réponses à nos questions sur un sujet sensible comme Gladio et nous conseilla de transmettre notre requête par écrit via l'ambassade de notre pays d'origine.

C'est ainsi qu'après que la Mission Suisse d'Observation à Bruxelles eut transmis à l'OTAN nos questions relatives à l'affaire Gladio, l'ambassadeur de Suisse Anton Thalmann nous répondit qu'à son grand regret : «L'existence des comités secrets de l'OTAN que vous mentionnez dans votre lettre n'est connue ni de moi, ni de mon personnel».³⁷ «Quel est le lien entre l'OTAN et le Clandestine Planning Committee (CPC) et le Allied Clandestine Committee (ACC)? Quel est le rôle du CPC et de l'ACC? Quel est le lien entre le CPC, l'ACC et le Bureau de Sécurité de l'OTAN?», telles étaient nos questions : le 2 mai 2001, nous reçûmes une réponse de Lee McClenny, directeur du service de presse et de communication de l'OTAN. Dans sa lettre, McClenny prétendait que «Ni le Allied

Clandestine Committee, ni le Clandestine Planning Committee n'apparaissent dans toute la documentation de l'OTAN, confidentielle ou non, que j'ai consultée. » Il ajoutait : « En outre, je n'ai pu rencontrer personne travaillant ici qui ait entendu parler de l'un ou l'autre de ces deux comités. J'ignore si de tels comités ont un jour existé à l'OTAN, ce qui est sûr c'est que ce n'est pas le cas aujourd'hui. »³⁸ Nous insistâmes une fois encore et demandâmes : « Pourquoi le porte-parole de l'OTAN Jean Marcotta a-t-il, le 5 novembre 1990, catégoriquement nié tout lien entre l'OTAN et Gladio pour voir ses propos démentis deux jours plus tard par un second communiqué ? », ce à quoi Lee McClenny rétorqua : « Je ne suis pas au courant de l'existence de liens entre l'OTAN et l'Opération Gladio. De plus, je ne trouve personne du nom de Jean Marcotta parmi la liste des porte-parole de l'OTAN ». ³⁹ Le mystère restait entier.

La CIA, l'Agence de renseignement la plus puissante du monde, ne fut pas plus coopérative que la plus grande alliance militaire du monde quand il s'agit d'aborder la délicate question de Gladio et des armées *stay-behind*. Fondée en 1947, deux ans avant la création de l'OTAN, la CIA eut pour principale tâche pendant la guerre froide de combattre le communisme sur toute la planète en menant des opérations secrètes qui visaient à étendre l'influence des États-Unis. « Par actions clandestines », le Président Nixon indiqua un jour qu'il entendait « ces activités qui, bien qu'elles soient destinées à favoriser les programmes et politiques des États-Unis à l'étranger, sont planifiées et exécutées de telle sorte que le public n'y voit pas la main du gouvernement américain ». ⁴⁰ Historiens et analystes politiques ont depuis décrit en détail comment la CIA et les Forces Spéciales américaines ont, au moyen de guerres secrètes et non déclarées, influencé l'évolution politique et militaire de nombreux pays d'Amérique latine ; parmi les faits les plus marquants, on peut citer le renversement du Président guatémaltèque Jakobo Arbenz en 1954, le débarquement raté de la baie des Cochons en 1961, qui devait amener à la destitution de Fidel Castro, l'assassinat d'Ernesto Che Guevara en Bolivie en 1967, le coup d'État contre le Président chilien Salvador Allende et l'installation au pouvoir du dictateur Augusto Pinochet en 1973, ou encore le financement des Contras au Nicaragua, suite à la révolution sandiniste de 1979. ⁴¹

Outre ses agissements sur le continent sud-américain, la CIA est également intervenue à de nombreuses reprises en Asie et en Afrique, notamment pour renverser le gouvernement de Mossadegh en Iran en 1953, pour soutenir la politique d'Apartheid en Afrique du Sud, ce qui conduisit à l'emprisonnement de Nelson Mandela, pour assister ben Laden et al-Qaida en Afghanistan, suite à l'invasion soviétique de 1979 et pour appuyer le leader Khmer Rouge Pol Pot depuis des bases conservées au

Cambodge, après la défaite américaine au Vietnam en 1975. D'un point de vue purement technique, le département des opérations secrètes de la CIA correspond à la définition d'une organisation terroriste donnée par le FBI. Le « terrorisme » est, selon le FBI, « l'usage illégal de la force ou de la violence contre des personnes ou des biens dans le but d'intimider ou de contraindre un gouvernement, une population civile, ou un segment de celle-ci, à poursuivre certains objectifs politiques ou sociaux ». ⁴²

Quand, au milieu des années 1970, le Congrès des États-Unis découvrit que la CIA et le Pentagone avaient étendu leurs pouvoirs presque au-delà de tout contrôle et l'avaient court-circuité en de nombreuses occasions, le sénateur américain Frank Church fit avec assez de clairvoyance ce commentaire : « La multiplication des abus commis par nos services de renseignement révèle un échec plus général de nos institutions fondamentales ». Il présidait alors l'une des trois commissions du Congrès qui furent chargées d'enquêter sur les agissements des services secrets américains, et dont les rapports, présentés dans la seconde moitié des années 1970, font aujourd'hui encore autorité sur la question des guerres secrètes menées par Washington. ⁴³ Cependant, les investigations du Congrès n'eurent qu'un impact limité et les services secrets continuèrent, avec l'appui de la Maison Blanche, à abuser de leur pouvoir, comme le démontra le scandale de l'Irangate en 1986. Cela amena l'historienne Kathryn Olmsted à se poser cette « question cruciale » : « Pourquoi, après avoir débuté leur enquête, la plupart des journalistes et des membres du Congrès ont-ils renoncé à défier le gouvernement secret ? » ⁴⁴

Alors qu'aux États-Unis se poursuit le débat sur l'existence ou non d'un « gouvernement de l'ombre », le phénomène Gladio prouve que la CIA et le Pentagone ont opéré à plusieurs reprises hors de tout contrôle démocratique pendant la guerre froide mais également après l'effondrement du communisme et ce, sans jamais rendre compte de leurs agissements. Lors d'une interview accordée à la télévision italienne en décembre 1990, l'amiral Stansfield Turner, directeur de la CIA de 1977 à 1981, refusa catégoriquement d'évoquer l'affaire Gladio. Quand les journalistes, qui avaient à l'esprit le grand nombre de victimes des nombreux attentats perpétrés en Italie, se permirent d'insister, l'ex-patron de la CIA arracha furieusement son micro et hurla : « J'ai dit : pas de questions sur Gladio ! », mettant ainsi un terme à l'entretien. ⁴⁵

D'anciens officiers de la CIA moins gradés acceptèrent plus volontiers d'évoquer les secrets de la guerre froide et les opérations illégales de l'Agence. Parmi eux, Thomas Polgar, qui prit sa retraite en 1981 après 30 ans de bons et loyaux services. En 1991, il avait témoigné contre la nomination de Robert Gates à la tête de la CIA, reprochant à celui-ci

d'avoir couvert le scandale de l'Irangate. Interrogé sur les armées secrètes d'Europe, Polgar expliqua, en se référant implicitement au CPC et à l'ACC, que les programmes *stay-behind* étaient coordonnés par «une sorte de groupe de planification de guerre non conventionnelle lié à l'OTAN». Dans leurs quartiers généraux secrets, les chefs des armées secrètes nationales «se rencontraient tous les deux ou trois mois, à chaque fois dans une capitale différente». Polgar souligne que «chaque service national le faisait avec plus ou moins de zèle» tout en admettant que «dans les années 1970 en Italie, certains sont allés même plus loin que l'exigeait la charte de l'OTAN». ⁴⁶ Le journaliste Arthur Rowse, ancien collaborateur du *Washington Post*, tira «Les leçons de Gladio», dans un essai consacré au sujet : «Aussi longtemps que le peuple américain ignorera tout de ce sombre chapitre des relations étrangères des USA, cela n'incitera pas véritablement les agences responsables de cette situation à changer de comportement. La fin de la guerre froide n'a changé que très peu de choses à Washington. Les États-Unis (...) attendent toujours avec impatience un vrai débat national sur les moyens, les buts, et les coûts de nos politiques fédérales de sécurité.» ⁴⁷

Spécialisés dans l'étude des opérations clandestines de la CIA et des secrets de la guerre froide, les chercheurs de l'institut de recherches privé et indépendant National Security Archive de l'université George Washington à Washington ont déposé une requête basée sur le Freedom of Information Act (FOIA) auprès de la CIA, le 15 avril 1991. D'après les termes de cette loi sur la liberté d'information, tous les services du gouvernement doivent justifier devant le peuple de la légalité de leurs actions. Malcolm Byrne, vice-directeur de recherche au National Security Archive, demandait à la CIA l'accès à «toutes les archives concernant (...) les décisions du gouvernement américain, probablement prises entre 1951 et 1955, concernant le financement, le soutien ou la collaboration avec toute armée secrète, tout réseau ou toute autre unité, créé dans le but de résister à une possible invasion de l'Europe de l'Ouest par des puissances sous domination communiste ou de mener des opérations de guérilla dans des pays d'Europe occidentale dans l'hypothèse où ceux-ci seraient sous l'emprise de partis ou de régimes communistes, de gauche ou soutenus par l'Union soviétique». Byrne ajoutait : «Je vous prie d'inclure à vos recherches tout document se rapportant à des activités connues sous le nom d'"Opération Gladio", en particulier en France, en Allemagne et en Italie». ⁴⁸

Byrne précisait à juste titre que «tous les documents obtenus suite à cette requête contribueront à faire connaître au public la politique étrangère des États-Unis au cours de la période qui suivit la seconde guerre

mondiale, ainsi que l'impact de la connaissance, de l'analyse et de l'acquisition du renseignement dans la politique américaine de l'époque». Mais la CIA refusa de coopérer et, le 18 juin 1991, elle fournit la réponse suivante : «La CIA ne peut ni confirmer ni infirmer l'existence ou l'inexistence d'archives répondant aux critères de votre requête». Quand Byrne tenta de contester le refus de l'Agence de lui fournir des informations sur Gladio, il fut débouté. La Centrale «fonda son refus de coopérer sur deux exceptions "fourre-tout" à la loi sur la liberté d'information qui excluent les documents soit parce qu'ils sont classés "confidentiel" conformément à une décision de l'Exécutif dans l'intérêt de la Défense nationale ou de la politique étrangère» (Exemption B1), soit au nom des «obligations statutaires du directeur de protéger la confidentialité des sources et méthodes de renseignement, telles que l'organisation, les fonctions, noms, titres officiels, revenus et nombre des employés de l'Agence, conformément aux National Security Act de 1947 et CIA Act de 1949» (Exemption B3).

Quand les responsables européens tentèrent de se confronter au gouvernement secret, ils n'eurent guère plus de chance. En mars 1995, une commission du Sénat italien présidée par Giovanni Pellegrino qui avait mené une enquête sur Gladio et sur les attentats commis en Italie adressa une requête FOIA à la CIA. Les sénateurs italiens demandaient l'accès à toutes les archives relatives aux Brigades Rouges et à l'affaire Moro afin de découvrir si la CIA avait, dans le cadre du programme d'immixtion dans les affaires politiques internes du pays, infiltré le groupe terroriste d'extrême gauche avant qu'il n'assassine l'ancien Premier ministre et leader de la DCI Aldo Moro en 1978. Refusant de coopérer, l'Agence s'abrita derrière les clauses B1 et B3 et refusa, en mai 1995, tous les accès demandés en ajoutant que ça ne «confirmait ni n'infirmerait l'existence ou l'inexistence dans les archives de la CIA des documents recherchés». La presse italienne souligna le caractère embarrassant de ce refus et titra : «La CIA rejette la demande d'assistance de la Commission parlementaire. L'enlèvement de Moro, un secret d'État aux USA.» ⁴⁹

La seconde demande de renseignements relatifs à Gladio émanant d'un gouvernement européen fut adressée à la CIA par le gouvernement autrichien en janvier 2006, après que des caches d'armes "top secrètes" aménagées par l'Agence à l'intention de Gladio aient été découvertes dans les alpages et les forêts du pays pourtant neutre. Des représentants du gouvernement américain répondirent que les États-Unis couvriraient les frais occasionnés par l'exhumation et la récupération de l'équipement des réseaux. ⁵⁰ L'enquête autrichienne fut menée par les services du ministre de l'Intérieur Mickael Sika qui livra son rapport final sur les dépôts de

munitions de la CIA le 28 novembre 1997 en déclarant : « On ne peut établir aucune certitude quant aux caches d'armes et à l'usage auxquelles elles étaient destinées ». En conséquence de quoi : « Afin de faire toute la lumière sur cette affaire, il serait nécessaire de disposer des documents s'y rapportant, et notamment ceux abrités aux États-Unis ». ⁵¹ Un membre de la Commission, Oliver Rathkolb de l'université de Vienne, déposa donc une requête en FOIA dans le but d'obtenir l'accès aux archives de la CIA. Mais en 1997, le comité de divulgation de l'Agence opposa un nouveau refus motivé par les mêmes exemptions B1 et B3 qui laissa aux Autrichiens l'amère impression que l'agence américaine n'était tenue de rendre des comptes à personne.

Étant donné que c'est là l'unique moyen d'accéder aux archives relatives à Gladio, nous déposâmes le 14 décembre 2000 une requête en FOIA auprès de la CIA. Deux semaines plus tard, nous reçûmes une réponse évasive à notre demande « se rapportant à l'« Opération Gladio » » : « La CIA ne peut ni confirmer ni infirmer l'existence ou l'inexistence de documents correspondant à votre requête ». En invoquant les clauses restrictives B1 et B3, la coordinatrice chargée de l'information et des questions de respect de la vie privée Kathryn I. Dyer nous refusa l'accès aux informations sur l'Opération Gladio. ⁵² Nous fîmes appel de cette décision en rétorquant que : « Les documents retenus doivent être publiés en vertu de la loi FOIA sur la liberté d'expression car les clauses B1 et B3 ne peuvent s'appliquer qu'à des opérations de la CIA encore tenues secrètes ». En produisant les données recueillies au cours de nos recherches, nous prouvâmes que ce n'était plus le cas et conclûmes : « Si vous, Mme Dyer, invoquez les clauses restrictives B1 et B3 dans ce contexte, vous privez la CIA de la possibilité de s'exprimer sur des informations relatives à l'affaire Gladio, qui seront de toute façon révélées, que la CIA décide d'intervenir ou non ». ⁵³

En février 2001, l'Agence nous répondit : « Votre appel a été accepté et des dispositions seront prises pour qu'il soit examiné par les membres du comité de divulgation de l'Agence. Vous serez informé de la décision rendue. » Dans le même temps, la CIA précisa que cette commission traitait les demandes en fonctions de leur date de dépôt et que « en ce moment, nous avons à examiner environ 315 appels ». ⁵⁴ Notre requête portant sur le réseau Gladio fut ainsi mise en attente et rangée en bas de la pile. Au moment de la rédaction* de cet ouvrage, 4 ans plus tard, la commission n'avait toujours pas rendu son avis.

* Au moment de la mise sous presse de l'édition française, soit 10 ans après la demande, l'auteur attend toujours... (Note de l'éditeur)

Après l'OTAN et la CIA, la troisième principale organisation impliquée dans l'opération *stay-behind* était le MI6. Celui-ci ne prit pas position sur l'affaire Gladio en 1990 en raison d'une légendaire obsession du secret, l'existence de cette Agence elle-même ne fut officiellement admise qu'en 1994, avec la publication de l'Intelligence Services Act qui établit que l'organisation avait pour missions d'obtenir du renseignement et d'exécuter des opérations secrètes à l'étranger.

Tandis que l'exécutif britannique et le MI6 se refusaient à tout commentaire, Rupert Allason, membre du parti conservateur, rédacteur de l'*Intelligence Quarterly Magazine* sous le pseudonyme de Nigel West et auteur de plusieurs ouvrages sur les services de sécurité britanniques, confirma, en novembre 1990, au plus fort du scandale Gladio, lors d'un entretien téléphonique accordé à Associated Press : « Nous étions, et sommes toujours, fortement impliqués (...) dans ces réseaux ». West expliqua que la Grande-Bretagne « a bien entendu participé, aux côtés des Américains, au financement et au commandement » de plusieurs réseaux et qu'elle était également engagée dans le cadre de la collaboration entre le MI6 et la CIA : « Ce sont les agences de renseignement britanniques et américaines qui sont à l'origine du projet ». West affirma qu'à partir de 1949, l'action des armées *stay-behind* avait été coordonnée par la Structure de Commandement et de Contrôle des Forces Spéciales de l'OTAN au sein desquelles le Special Air Service (SAS) jouait un rôle stratégique. ⁵⁵

« La responsabilité de la Grande-Bretagne dans la mise en place des réseaux *stay-behind* dans toute l'Europe est absolument fondamentale », rapporta la BBC avec un certain retard dans son édition du soir du 4 avril 1991. Le présentateur des informations John Simpson accusa le MI6 et le ministère de la Défense britannique de ne pas divulguer tous les éléments dont ils disposaient sur le sujet « alors que les révélations sur Gladio ont entraîné la découverte d'armées *stay-behind* dans d'autres pays européens – en Belgique, en France, aux Pays-Bas, en Espagne, en Grèce et en Turquie. Même dans des pays neutres comme la Suède et la Suisse, cela a donné lieu à un débat public. Dans certains cas, des enquêtes officielles ont été diligentées. En revanche, en Grande-Bretagne, toujours rien. Rien que les habituels communiqués du ministère de la Défense qui ne souhaite pas commenter les questions de Sécurité nationale. » ⁵⁶ Simpson déclara qu'après la chute du Mur de Berlin les Britanniques avaient pris connaissance des complots et des opérations de terrorisme ourdis par la Stasi, la Securitate et d'autres services secrets d'Europe de l'Est avec une horreur mêlée de fascination. « Se peut-il alors que notre camp se soit livré à des actions comparables ? Jamais ! » commenta-t-il avec ironie avant d'attirer

l'attention sur les services de sécurité d'Europe occidentale : « Mais des informations commencent à présent à filtrer concernant des abus qui auraient été commis par la plupart des services secrets des membres de l'OTAN. En Italie, une commission parlementaire a été chargée d'enquêter sur les agissements d'une armée secrète créée par l'État dans le but de résister à une éventuelle invasion soviétique. L'enquête a permis de découvrir l'existence de forces armées clandestines similaires dans toute l'Europe. Mais le groupe italien, connu sous le nom de Gladio, est, lui, soupçonné d'avoir participé à une série d'attentats terroristes. »⁵⁷

La BBC ne put obtenir aucune réaction des responsables du gouvernement sur le scandale Gladio, la confirmation officielle de l'implication du MI6 ne vint que des années plus tard et dans un cadre plutôt inhabituel : un musée. En juillet 1995, une nouvelle exposition permanente baptisée « Les guerres secrètes » fut inaugurée à l'Imperial War Museum de Londres. « Tout ce que vous pouvez voir dans cette exposition fait partie des secrets les mieux gardés du pays », assurait-on aux visiteurs à l'entrée. « C'est la première fois qu'ils sont dévoilés au public. Et le plus important : tout est véridique... la réalité est bien plus incroyable et passionnante que la fiction. » Sur l'une des vitrines consacrées au MI6, un commentaire discret confirmait que : « Les préparatifs en vue d'une troisième guerre mondiale incluaient la création de commandos *stay-behind* parés à opérer derrière les lignes ennemies dans le cas d'une invasion soviétique de l'Europe de l'Ouest ». Dans la même vitrine, une grosse caisse pleine d'explosifs était accompagnée de la légende suivante : « Explosifs conçus spécialement par le MI6 pour être cachés dans des territoires susceptibles de passer à l'ennemi. Ils pouvaient rester enterrés pendant des années sans subir la moindre altération. » À côté d'un manuel consacré aux techniques de sabotage pour commandos *stay-behind*, on pouvait lire : « Dans la zone d'occupation britannique en Autriche, des officiers de la Marine Royale furent spécialement détachés pour aménager des caches d'armes en montagne et collaborer avec des agents recrutés sur place ». ⁵⁸

D'anciens officiers du MI6 interprétèrent à juste titre cette exposition comme un signe qu'ils étaient à présent libres de s'exprimer sur l'Opération Gladio. Quelques mois après l'inauguration, les anciens officiers de la Marine Royale Giles et Preston, les seuls agents du MI6 dont les noms étaient cités dans l'exposition à côté d'une photographie prise « dans les Alpes autrichiennes, 1953-1954 », confirmèrent à l'écrivain Michael Smith qu'à la fin des années quarante et au début des années cinquante, Américains et Britanniques avaient recruté des unités *stay-behind* en Europe de l'Ouest en prévision d'une invasion soviétique. Giles et Preston furent envoyés à Fort Monckton, non loin de Portsmouth en

Angleterre, où les Gladiateurs partageaient l'entraînement des SAS sous l'égide du MI6. Ils étaient formés au cryptage, au maniement des armes à feu et aux opérations secrètes. « On nous faisait faire des exercices, sortir au beau milieu de la nuit et faire semblant de faire exploser des trains sans que le chef de gare ou les porteurs ne nous repèrent », se souvint Preston. « On approchait en rampant et on faisait semblant de fixer des charges explosives sur le côté droit de la locomotive ». ⁵⁹

Giles se remémora avoir pris part à des opérations de sabotage sur des trains britanniques en service comme, par exemple, l'exercice qui eut lieu à la gare de triage d'Eastleigh : « Nous déposons des briques dans les locomotives pour simuler des pains de plastic. Je me rappelle les files et les files de wagons, entièrement recouverts d'une épaisse couche de neige, arrêtés là au milieu des nuages de vapeur. Des soldats patrouillaient avec des chiens. À un moment donné, les gardes se sont approchés, j'ai alors dû me cacher entre les cylindres des locomotives et attendre qu'ils passent. Nous ôtions aussi le bouchon des réservoirs d'huile des essieux pour y verser du sable, ce qui avait pour conséquence, au bout de quelques dizaines de kilomètres, de les faire tous surchauffer. » ⁶⁰ Le fait qu'il s'agisse de trains publics en service ne semblait pas gêner les deux agents : « Ce n'était pas mon problème », expliqua Giles, « nous ne faisons que jouer ». « J'ai dû arpenter Greenwich pendant 10 jours pour apprendre à filer des gens et à semer ceux qui me filaient, la réalité concrète du boulot d'espion », raconta Preston. Puis, ils furent envoyés en Autriche avec pour mission de recruter et de former des agents et superviser le réseau de « bunkers souterrains remplis d'armes de vêtements et de matériel » mis en place par « le MI6 et la CIA » à destination du Gladio autrichien. ⁶¹ En visitant le quartier général du MI6 sur les bords de la Tamise à Londres en 1999, il ne fut pas surpris outre mesure d'apprendre que le MI6 a pour règle de ne jamais évoquer les secrets militaires.

4.

La guerre secrète en Grande-Bretagne

La vérité définitive sur la guerre froide ne sera jamais écrite, l'Histoire évoluant sans cesse au rythme des sociétés qui la font et l'étudient. Mais les historiens de nombreux pays s'accordent à dire que le fait majeur de la guerre froide fut, du point de vue des Occidentaux, la lutte contre le communisme à l'échelle de la planète. Dans ce combat qui aura marqué l'histoire du ^{xx}e siècle comme peu d'autres, l'ancienne superpuissance coloniale britannique dut renoncer à son hégémonie au profit des États-Unis. Ces derniers instrumentalisèrent la lutte contre le communisme pour accroître leur influence, décennie après décennie. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique qui mit un terme à la guerre froide en 1991, l'Empire américain s'est assuré une domination jamais vue dans toute l'histoire.

En Grande-Bretagne, l'establishment conservateur s'émua vivement en 1917, quand, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un régime communiste fut mis en place dans un lointain mais vaste pays agricole. Après la Révolution russe, les communistes prirent le contrôle des usines et annoncèrent que les moyens de production étaient dorénavant la propriété du peuple. Dans la plupart des cas, les investisseurs perdirent tout. Dans ses *Origines de la guerre froide*, l'historien Denna Frank Fleming observa que nombre des bouleversements sociaux apportés par la Révolution, notamment l'abolition des cultes et de la noblesse paysanne, «auraient pu être acceptés par les conservateurs, à l'étranger, avec le temps mais la nationalisation de l'industrie, du commerce et de la terre, jamais». L'exemple de la Révolution russe ne fut suivi nulle part. «J.B. Priestly a dit un jour que l'esprit des conservateurs anglais s'était fermé lors de la Révolution russe et ne s'est plus jamais rouvert depuis.»¹

Largement ignorée à l'Ouest, la guerre secrète contre le terrorisme débuta donc immédiatement après la Révolution russe, quand la Grande-Bretagne et les États-Unis levèrent des armées secrètes contre les nouveaux pays satellites de l'Union soviétique. Entre 1918 et 1920, Londres et Washington s'allièrent à la droite russe et financèrent une dizaine d'interventions militaires sur le sol soviétique, dont toutes ont

échoué à renverser les nouveaux dirigeants tout en faisant naître chez les élites communistes et chez le dictateur Staline de très forts soupçons quant aux intentions de l'Occident capitaliste.² Dans les années qui suivirent, l'Union soviétique renforça son appareil sécuritaire jusqu'à devenir un État totalitaire n'hésitant pas à arrêter les étrangers présents sur son sol, suspectés d'être des agents de l'Ouest. Comme il devint évident qu'il ne serait pas aisé de renverser le régime communiste en Russie, la Grande-Bretagne et ses alliés consacrèrent leurs efforts à empêcher le communisme de s'étendre à d'autres pays.

En juillet 1936, le dictateur fasciste Franco tenta un coup d'État contre le gouvernement de la gauche espagnole et, au cours de la guerre civile qui s'ensuivit, élimina l'opposition et les communistes espagnols, bénéficiant pour cela du soutien silencieux des gouvernements de Londres, Washington et Paris. Si l'ascension d'Adolf Hitler ne fut pas combattue, c'est en grande partie parce qu'il désignait le bon ennemi : le communisme soviétique. Pendant la guerre civile espagnole, les armées d'Hitler et Mussolini purent librement bombarder l'opposition républicaine. Après avoir déclenché la seconde guerre mondiale, Hitler lança trois grandes offensives contre la Russie, en 1941, 1942 et 1943, qui faillirent porter un coup fatal au bolchevisme. De tous les belligérants, c'est l'Union soviétique qui paya le plus lourd tribut : 15 millions de morts parmi les civils, 7 millions parmi les soldats et 14 millions de blessés.³ Les historiens russes ont depuis prétendu que, malgré les demandes urgentes de Moscou, les États-Unis, qui perdirent 300 000 hommes pour libérer l'Europe et l'Asie, s'étaient entendus avec la Grande-Bretagne pour ne pas ouvrir de deuxième front à l'Ouest, ce qui aurait naturellement mobilisé des troupes allemandes et, par conséquent, diminué leur nombre sur le front russe. C'est seulement après Stalingrad que le rapport de force s'inversa : l'Armée rouge eut enfin le dessus sur les Allemands et marcha vers l'Ouest ; c'est ce qui explique, toujours selon les historiens russes, que les Alliés, craignant de perdre du terrain, ont rapidement ouvert un second front et, après le débarquement de Normandie, rejoint les Soviétiques à Berlin.⁴

Les historiens britanniques attestent de toute une succession d'intrigues qui ont façonné les autres pays et le leur. «L'Angleterre moderne a toujours été un haut lieu de subversion – aux yeux des autres mais pas aux siens», observa Mackenzie après la seconde guerre mondiale. «D'où ce miroir à deux faces : d'un côté la perception à l'étranger d'une Angleterre intrigante, subtile et totalement secrète, et de l'autre une image d'honnêteté, de simplicité et de bienveillance partagée par une majorité de sujets.»⁵ Pour Mackenzie, la légendaire guerre secrète pratiquée par les Britanniques trouve son origine «dans l'histoire des

«petites guerres» qui façonnèrent l'histoire de l'Empire britannique». ⁶ À la veille de la seconde guerre mondiale, les stratèges du ministère de la Défense britannique conclurent que leurs opérations secrètes devaient «s'inspirer de l'expérience acquise en Inde, en Irak, en Irlande et en Russie, c'est-à-dire développer une guérilla assortie de techniques de combat empruntées à l'IRA». ⁷

En mars 1938, peu après l'annexion de l'Autriche par Hitler, un nouveau département fut créé au MI6, sous le nom de Section D, chargé de développer des opérations de subversion en Europe. La Section D commença à former des commandos de sabotage *stay-behind* dans les pays menacés par une agression allemande. ⁸ Quand, en 1940, l'invasion du sud de l'Angleterre sembla imminente, la «Section D entreprit de disséminer des réserves d'armes et des agents recruteurs dans toute la Grande-Bretagne, sans en informer personne. Le MI5, qui opère à l'intérieur des frontières du pays, s'inquiéta quand il reçut les premiers rapports sur les activités de la Section D et plusieurs de ses agents furent arrêtés comme espions avant que la vérité ne soit découverte.» ⁹ Le recrutement et la direction des agents *stay-behind* par les membres de la Section D semblaient se faire dans le plus grand secret : «L'apparence de ces inconnus [les agents de la Section D] dans leurs costumes de ville et leurs berlines noires et la mystérieuse impression qui s'en dégageait ne tarda pas à inquiéter la population», se souvient Peter Wilkinson, un ancien agent du SOE. Les agents secrets rendaient également furieux «les responsables militaires en refusant systématiquement d'expliquer les raisons de leur présence ou d'évoquer le contenu de leurs missions, se contentant d'indiquer que tout cela était top secret». ¹⁰ Un demi-siècle plus tard, l'exposition de l'Imperial War Museum de Londres consacrée aux «guerres secrètes» révéla au public comment «la section D du MI6, conformément à la doctrine *stay-behind*, avait également mis en place en Angleterre des armées de résistants baptisées "Unités Auxiliaires" et équipées en armes et explosifs». Ces premières unités Gladio de Grande-Bretagne «reçurent un entraînement spécial et apprirent à opérer derrière les lignes ennemies dans l'hypothèse où l'île serait envahie par les Allemands. S'appuyant sur un réseau de cachettes secrètes et de caches d'armes, elles devaient pratiquer des actes de sabotage et de guérilla contre l'occupant allemand.» ¹¹ L'envahisseur n'étant jamais venu, on ignore si ce plan aurait pu fonctionner. Mais, en août 1940, «une armée assez hétéroclite» fut tout de même déployée le long des littoraux anglais et écossais de la mer du Nord, aux endroits les plus vulnérables à une invasion. ¹²

La zone d'action de la Section D du MI6 était initialement limitée à la Grande-Bretagne. Il en fut ainsi jusqu'en juillet 1940, lorsque le Premier

ministre britannique Winston Churchill ordonna la création d'une armée secrète baptisée SOE destinée à «mettre le feu à l'Europe en épaulant les mouvements de résistance et en menant des opérations de subversion en territoire ennemi». ¹³ Un mémorandum du ministère de la Guerre daté du 19 juillet 1940 indique que : «Le Premier ministre a également décidé, après consultation des ministres concernés, qu'une nouvelle organisation devait être créée immédiatement avec pour mission de coordonner toutes les actions de subversion et de sabotage dirigées contre l'ennemi hors du territoire national». Le SOE fut placé sous le commandement de Hugh Dalton, ministre de l'Économie de guerre. Après que les Allemands eurent envahi la France et semblaient installés pour longtemps, le ministre Dalton fit valoir la nécessité d'engager une guerre secrète contre les forces allemandes dans les territoires occupés : «Nous devons organiser, à l'intérieur des territoires occupés, des mouvements comparables au Sinn Féin en Irlande, à la guérilla chinoise qui lutte en ce moment contre le Japon, aux irréguliers espagnols qui jouèrent un rôle non négligeable dans la campagne de Wellington ou, autant le reconnaître, des mouvements comparables aux organisations développées si remarquablement par les nazis eux-mêmes dans presque tous les pays du monde». Il semblait évident que les Britanniques ne pouvaient se permettre de négliger le recours à la guerre clandestine, Dalton ajouta : «Cette "internationale démocratique" doit employer différentes méthodes, y compris le sabotage des installations industrielles et militaires, l'agitation syndicale et la grève, la propagande continuelle, les attentats terroristes contre les traîtres et les dirigeants allemands, le boycott et les émeutes.» Il fallait donc bâtir, dans le plus grand secret, un réseau de résistance, en faisant appel aux têtes brûlées de l'armée et du renseignement britanniques : «Ce qu'il nous faut c'est une nouvelle organisation qui coordonne, inspire, supervise et assiste les réseaux des pays occupés qui devront en être les acteurs directs. Nous devons pour cela pouvoir compter sur la plus absolue discrétion, sur une bonne dose d'enthousiasme fanatique, sur la volonté de coopérer avec des personnes de nationalités différentes et sur le soutien inconditionnel du pouvoir politique.» ¹⁴

Sous l'égide du ministre Dalton, le commandement opérationnel du SOE fut confié au général de division Sir Colin Gubbins, un petit homme sec et maigre, originaire des Highlands et portant une moustache, qui allait par la suite jouer un rôle déterminant dans la création du Gladio britannique. ¹⁵ «Le problème et sa solution consistaient à encourager et à permettre aux peuples des pays occupés de nuire autant que possible à l'effort de guerre allemand par le sabotage, la subversion, le débrayage, des raids éclairs, etc...», décrit Gubbins, «et, dans le même temps,

préparer en territoire ennemi des forces secrètes organisées, armées et entraînées qui n'interviendraient que lors de l'assaut final.» Le SOE était en réalité le précurseur de l'Opération Gladio, initié au milieu de la seconde guerre mondiale. Gubbins résume ce projet ambitieux en ces termes : «Au bout du compte, ce plan consistait à faire parvenir dans les zones occupées un grand nombre d'hommes et d'importantes quantités d'armes et d'explosifs». ¹⁶

Le Special Operations Executive employait une grande partie des effectifs de la Section D et il finit par devenir à lui seul une organisation majeure, comptant plus de 13 000 hommes et femmes dans ses rangs et opérant dans le monde entier en étroite collaboration avec le MI6. S'il arriva au SOE d'effectuer des missions en Extrême-Orient, depuis des bases arrières situées en Inde et en Australie, l'Europe de l'Ouest restait son principal théâtre d'opérations où il se consacrait presque exclusivement à la création des armées secrètes nationales. Le SOE encourageait le sabotage et la subversion dans les territoires occupés et établissait des noyaux d'hommes entraînés capables d'assister les groupes de résistants dans la reconquête de leurs pays respectifs. «Le SOE fut pendant 5 ans le principal instrument d'intervention de la Grande-Bretagne dans les affaires politiques internes de l'Europe», précise le rapport du British Cabinet Office, «un instrument extrêmement puissant», puisque capable d'exécuter une multitude de tâches, «Tant que le SOE était en action, aucun homme politique européen ne pouvait croire au renoncement ou à la défaite des Britanniques». ¹⁷

Officiellement, le SOE fut dissous et son commandant démissionna au lendemain de la guerre, en janvier 1946. Cependant Sir Steward Menzies, qui dirigea le MI6 de 1939 à 1952, n'allait certainement pas renoncer à un outil aussi précieux que l'armée secrète, d'autant que le directeur du Département des Opérations Spéciales du MI6 assurait que les actions clandestines de la Grande-Bretagne se poursuivraient pendant la guerre froide. Le rapport du gouvernement sur le SOE, document qui fut tenu secret pendant un temps, conclut que : «Il est quasiment certain que, sous une forme ou sous une autre, le SOE devra être restauré dans une guerre future». ¹⁸ Les objectifs à long terme du SOE et de son successeur, le Special Operations Branch du MI6, approuvés provisoirement par le Conseil de l'État-major britannique le 4 octobre 1945, prévoyaient d'abord la création du squelette d'un réseau capable de s'étendre rapidement en cas de guerre et, dans un second temps, la réévaluation des besoins du gouvernement britannique pour ses opérations clandestines à l'étranger. «Il a été décidé de préparer ces actions en priorité dans les pays susceptibles d'être envahis au cours des premières phases d'un conflit avec l'Union soviétique,

mais non encore soumis à la domination de Moscou.» ¹⁹ Après la seconde guerre mondiale, l'Europe de l'Ouest demeura donc le principal théâtre des opérations de la guerre secrète britannique.

Après le démantèlement du SOE le 30 juin 1946, une nouvelle section dite «Special Operations» (SO) fut créée au sein du MI6 et placée sous le commandement du général de division Colin Gubbins. D'après le spécialiste néerlandais des services secrets Frans Kluiters, le MI6 promouvait la formation d'armées anticommunistes secrètes «tandis que les Special Operations commençait à bâtir des réseaux en Allemagne de l'Ouest, en Italie et en Autriche. Ces réseaux (des organisations *stay-behind*) pouvaient être activés en cas d'une éventuelle invasion soviétique, afin de récolter des informations et d'effectuer des actes de sabotage offensif». ²⁰ Gubbins veilla à ce qu'après 1945 les effectifs soient maintenus en Allemagne, en Autriche, en Italie, en Grèce et en Turquie ; en effet, le SOE et ses successeurs «avaient d'autres préoccupations politiques que la seule défaite de l'Allemagne». La directive de 1945, particulièrement explicite, «établissait clairement que les principaux ennemis du SOE étaient le communisme et l'Union soviétique» car l'on considérait que les intérêts britanniques étaient «menacés par l'Union soviétique et le communisme européen». ²¹ Quelques années plus tard, dans l'espoir de gagner le soutien de la représentation nationale à la poursuite des opérations clandestines, le ministre des Affaires étrangères britannique Ernest Bevin s'adressa au Parlement le 22 janvier 1948 pour demander instamment la création d'unités armées spécialisées destinées à lutter contre la subversion et les «cinquièmes colonnes» soviétiques. À l'époque, seuls quelques rares parlementaires savaient que cette proposition était en réalité déjà en application.

Washington partageant la même hostilité que Londres à l'égard des Soviétiques, les deux puissances travaillaient en étroite collaboration sur les questions militaires et de renseignement. La Maison Blanche chargea Frank Wisner, directeur de l'Office of Policy Coordination (OPC), le bureau de coordination politique des opérations spéciales de la CIA, d'établir des armées secrètes *stay-behind* dans toute l'Europe de l'Ouest, avec l'aide de la Special Operations Branch du MI6, dirigée par le colonel Gubbins. Comme l'expliquent Roger Faligot et Rémi Kauffer, deux historiens français spécialistes des services secrets, la CIA et le MI6 se chargèrent dans un premier temps de «neutraliser les dernières unités clandestines des puissances de l'Axe en Allemagne, en Autriche et dans le nord de l'Italie» puis d'enrôler certains membres des factions fascistes vaincues dans leurs nouvelles armées secrètes anticommunistes. «Et c'est ainsi que, par l'intermédiaire de l'OPC de la CIA et de la SOB du SIS, les services secrets des grandes démocraties qui venaient de gagner la guerre

tentèrent ensuite de “retourner” certains de leurs commandos contre leur ancien allié soviétique.»²²

Parallèlement au MI6 et à la CIA et à leurs départements des opérations spéciales respectifs, le SOB et l’OPC, une coopération fut également établie entre les Forces Spéciales des armées britanniques et américaines. Les SAS et les Bérêts Verts américains, spécialement entraînés pour effectuer des missions secrètes en territoire ennemi, menèrent conjointement de nombreuses opérations durant la guerre froide, au nombre desquelles figure la formation des armées secrètes *stay-behind*. Les anciens officiers de la Marine Royale Giles et Preston qui avaient mis en place le Gladio autrichien relatèrent que les recrues étaient envoyées au Fort Monckton, un bâtiment datant des guerres napoléoniennes situé sur le front de mer près de Portsmouth, en Angleterre, où ils s’entraînaient aux côtés des SAS, sous la direction du MI6. Ils avaient personnellement pris part à ces exercices Gladio et avaient été initiés à l’utilisation des codes secrets, au maniement des armes et aux opérations clandestines.²³ Decimo Garau fut l’une de ces recrues formées par le SAS britannique avant de devenir instructeur au Centro Addestramento Guastatori (CAG), une base du Gladio italien située à Capo Marragiu, en Sardaigne. «Je fus invité à passer une semaine à Poole, en Angleterre, pour m’entraîner avec les Forces Spéciales», confirma l’instructeur Garau après les révélations sur l’existence de Gladio, en 1990. «J’ai effectué un saut en parachute au-dessus de la Manche. J’ai participé à leur entraînement, ça s’est très bien passé entre nous. Ensuite, on m’a envoyé à Hereford pour préparer et effectuer des exercices avec les SAS.»²⁴

À cette époque, les Britanniques étaient les plus expérimentés en matière d’opérations secrètes et de guerre non conventionnelle. Leurs Forces Spéciales, les SAS, avaient été créées en Afrique du Nord en 1942 avec pour mission de frapper loin derrière les lignes ennemies. Les plus dangereux adversaires des SAS britanniques étaient sans nul doute la SS allemande fondée dès avant la seconde guerre mondiale et commandée par Heinrich Himmler. Comme toutes les Forces Spéciales, la SS était une unité combattante d’élite avec ses insignes – un uniforme noir bien sanglé, orné d’une tête de mort et d’une dague couleur argent – et convaincue de sa supériorité sur tous les corps de l’armée régulière, ses éléments se taillèrent d’ailleurs très vite une réputation de «tueurs fanatiques». Suite à la défaite de l’Allemagne nazie, les Forces Spéciales de la SS furent considérées comme une organisation criminelle et dissoute par le Tribunal de Nuremberg en 1946.

Après la victoire, le SAS fut lui aussi démantelé en octobre 1945. Cependant, la nécessité de mener des coups tordus et des missions

périlleuses croissant à mesure que l’influence de la Grande-Bretagne dans le monde s’étioilait, le SAS fut restauré et envoyé pour se battre derrière les lignes ennemies, notamment en Malaisie en 1947. Depuis leur quartier général d’Hereford surnommé «la Nursery», les SAS préparèrent de nombreuses missions dans la plus grande discrétion comme, par exemple, celle effectuée en 1958 à la demande du sultan d’Oman, dans le cadre de laquelle ils contribuèrent à réprimer une guérilla marxiste en rébellion contre la dictature du régime. L’opération devait garantir le financement du service à l’avenir puisque, comme le comprit un officier du SAS, ils prouvèrent qu’ils «pouvaient être aéroportés vers une zone de trouble rapidement et discrètement et opérer dans un endroit reculé en toute confidentialité, un atout très apprécié du gouvernement conservateur de l’époque».²⁵ Si leur fait d’armes le plus célèbre reste l’assaut de l’ambassade d’Iran à Londres, en 1980, ils furent également actifs pendant la guerre des Malouines en 1982. Le déploiement de forces le plus massif des SAS depuis la seconde guerre mondiale eut lieu pendant la guerre du Golfe en 1991. En 1999, ils collaborèrent une fois de plus avec les Bérêts Verts pour entraîner et équiper l’Armée de Libération du Kosovo avant et pendant les bombardements de l’OTAN sur la province alors contrôlée par les Serbes.

Le député conservateur Nigel West souligna à juste titre que, à l’instar des Bérêts Verts : «Le SAS britannique aurait joué un rôle stratégique dans l’Opération Gladio si les Soviétiques avaient envahi l’Europe de l’Ouest», sous-entendant ainsi l’implication du service auprès des armées *stay-behind* d’Europe.²⁶ Les deux unités d’élite collaboraient étroitement. Preuve de cette entente, les membres des Forces Spéciales américaines portèrent à partir de 1953 le fameux béret vert emprunté à l’uniforme de leurs modèles britanniques. Le port de ce couvre-chef «étranger» contraria de nombreux hauts gradés de l’armée américaine. C’est seulement quand le Président Kennedy, lui-même grand partisan des opérations secrètes et des Forces Spéciales, l’approuva lors d’une visite à Fort Bragg, le quartier général des commandos américains, en octobre 1961, que le béret fut officiellement adopté aux États-Unis pour devenir rapidement l’emblème du plus prestigieux des commandos du pays. L’admiration des Américains pour l’illustre et glorieux SAS perdura de nombreuses années, ils avaient même coutume d’appeler le quartier général d’Hereford la «Maison Mère» et les officiers formés en Grande-Bretagne jouissaient d’un certain prestige à leur retour aux États-Unis. De leur côté, les Britanniques veillaient également à entretenir cette alliance, en 1962, ils nommèrent d’ailleurs le commandant des Bérêts Verts, le général de division William Yarborough, membre honoraire du SAS.

Deux ans avant qu'éclate l'affaire Gladio, en 1988, la BBC dévoila l'existence d'une coopération entre les Forces Spéciales américaines et britanniques. Dans un documentaire intitulé *The Unleashing of Evil*, elle révéla au public comment le SAS et les Bérêts Verts n'avaient pas hésité à torturer leurs prisonniers au cours de chacune de leurs campagnes menées depuis 30 ans au Kenya, en Irlande du Nord, à Oman, au Vietnam, au Yémen, à Chypre et dans d'autres pays. Luke Thomson, un ancien officier membre des Bérêts Verts, expliquait devant la caméra que les troupes d'élites américaines et britanniques suivaient à Fort Bragg un programme d'entraînement commun. Sur quoi, Richard Norton Taylor, qui réalisait le documentaire et se distingua deux ans plus tard par ses investigations sur l'affaire Gladio, conclut que la cruauté «est finalement plus répandue et plus ancrée dans notre nature que nous aimons à le croire». ²⁷ Lors d'une autre opération top secret, les Bérêts Verts entraînèrent également les escadrons Khmers Rouges qui participèrent au génocide cambodgien, après que le contact eut été établi par Ray Cline, haut responsable de la CIA et conseiller spécial du Président Ronald Reagan. Quand éclata l'affaire de l'Iranganate en 1983, le Président Reagan, qui voulait à tout prix éviter un nouveau scandale, demanda au Premier ministre britannique Margaret Thatcher de prendre le relais, elle envoya donc les SAS au Cambodge pour entraîner les troupes de Pol Pot. «Nous nous sommes d'abord rendus en Thaïlande en 1984», témoignèrent par la suite des officiers du SAS, «on travaillait avec les Yankees, on était très proches, comme des frères. Ils n'aimaient pas ça plus que nous. On a appris un tas de trucs techniques aux Khmers Rouges, se souvient l'officier. Au début, ils voulaient simplement entrer dans les villages et découper les gens à la machette. On leur a dit de se calmer.» Les SAS n'étaient visiblement pas très à l'aise dans cette mission : «On aurait été nombreux à changer de camp à la première occasion. On était tellement dégoûtés. On détestait tellement être associés à Pol Pot. Je vous assure : on est des soldats, pas des tueurs d'enfants.» ²⁸

«Mon expérience des opérations secrètes m'a appris qu'elles ne le restaient jamais longtemps», dit avec un sourire le maréchal Lord Carver, chef de l'état-major et futur commandant en chef de la Défense britannique, une remarque qui pourrait fort bien s'appliquer à Gladio. «Une fois que vous avez mis un doigt dans l'engrenage, il y a un risque que les Forces Spéciales commencent à agir selon leurs propres règles, comme le firent les Français en Algérie et peut-être plus récemment dans l'affaire du *Rainbow Warrior* en Nouvelle-Zélande», au cours de laquelle le Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage (SDECE) avait, le 10 août 1985, coulé le navire de Greenpeace qui tentait alors de s'opposer

aux essais nucléaires français dans le Pacifique. ²⁹ L'engrenage désignait bien sûr aussi les agissements des SAS en Irlande du Nord où ils étaient considérés par les républicains irlandais ni plus ni moins comme des terroristes. «Il y a de bonnes raisons de penser», accusaient leurs opposants, «que, même du point de vue britannique, le SAS posa en réalité plus de problèmes en Irlande du Nord qu'il ne permit d'en résoudre.» ³⁰

Quand éclata le scandale Gladio en 1990, la presse britannique observa qu'il était «à présent établi que le Special Air Service (SAS) était mêlé jusqu'au cou dans le projet de l'OTAN et qu'il avait servi, avec le MI6, à former des guérilleros et des saboteurs». Les journaux du pays parlèrent notamment d'une «unité *stay-behind* italienne formée en Grande-Bretagne. Tout semble indiquer que cela a duré jusqu'au milieu des années quatre-vingt (...) il a été prouvé que les SAS ont aménagé dans la zone allemande sous occupation britannique des caches où étaient entreposées des armes.» ³¹ Les informations les plus précieuses sur le rôle joué par le Royaume-Uni ont été fournies par l'enquête parlementaire suisse sur l'armée secrète *stay-behind* helvétique P26. «Les services secrets britanniques ont collaboré étroitement avec une organisation clandestine armée, P26, dans le cadre d'une série d'accords secrets liant un réseau européen de groupes de "résistants"», révéla un quotidien à une population suisse abasourdie et convaincue de la neutralité de son pays. Le juge Cornu qui fut chargé d'enquêter sur l'affaire décrivit dans son rapport «la collaboration entre le groupe [P26] et les services secrets britanniques comme "intense", ces derniers ayant apporté leur précieux savoir-faire. Selon le rapport, les cadres du P26 ont participé à des exercices réguliers au Royaume-Uni. Les conseillers britanniques, peut-être du SAS, ont visité des camps d'entraînement secrets en Suisse.» Ironie du sort, les Britanniques en savaient plus sur l'armée secrète suisse que les Suisses eux-mêmes, parce que «les activités du P26, ses codes, et le nom du chef du groupe, Efreim Cattelan, étaient connus des services anglais tandis que le gouvernement helvétique était maintenu dans l'ignorance, précise le rapport. Il affirme que les documents relatifs aux accords secrets conclus entre les Britanniques et le P26 n'ont jamais été retrouvés.» ³²

Pendant les années soixante, soixante-dix et quatre-vingt, les Gladiateurs suisses furent formés au Royaume-Uni par les instructeurs des Forces Spéciales britanniques. D'après Aloïs Hürlimann, instructeur militaire et vraisemblablement ancien membre du Gladio suisse, cet entraînement incluait des opérations non simulées contre des activistes de l'IRA, probablement en Irlande du Nord. Hürlimann laissa échapper ces révélations au cours d'une conversation dans le cadre d'un cours d'anglais. Dans une langue approximative, il expliqua comment, en mai 1984, il avait pris

part à des exercices secrets en Angleterre, qui comportaient la prise d'assaut réelle d'un dépôt de munitions de l'IRA. Hürlimann ajouta avoir personnellement participé à cette mission, en tenue de camouflage, et avoir constaté la mort d'au moins un des membres de l'IRA.³³

Chose intéressante, l'enquête du juge Cornu permit de découvrir, en 1991, la présence, quelque part en Angleterre du centre de commandement et de communications de Gladio, équipé du système *Harpoon* si caractéristique. En 1984, un « Accord de Coopération », complété trois ans plus tard par un « Mémoire sur l'Assistance Technique », faisait explicitement état de « centres d'entraînement en Grande-Bretagne, [de] l'installation d'un centre de transmission suisse en Angleterre et, [de] la coopération des deux services sur les questions techniques ». Malheureusement, comme le déplore le juge Cornu, « nous ne sommes parvenus à retrouver ni l'« Accord de Coopération » ni le « Mémoire sur l'Assistance Technique » ». La personne responsable à l'UNA, les services secrets militaires suisses, déclara qu'il avait dû « les transmettre aux services secrets britanniques en décembre 1989 pour des raisons inconnues, sans en conserver la copie ». ³⁴ « Les cadres de l'organisation suisse considéraient les Britanniques comme les meilleurs spécialistes en la matière », précise le rapport du gouvernement de Berne. ³⁵

Après la découverte des armées secrètes fin 1990, un ancien responsable du renseignement de l'OTAN qui resta anonyme prétendit qu'« il y avait une division du travail entre le Royaume-Uni et les USA, les premiers se chargeant des opérations en France, en Belgique, aux Pays-Bas, au Portugal et en Norvège tandis que les Américains s'occupaient de la Suède, de la Finlande et du reste de l'Europe ». ³⁶ Cette séparation des tâches n'alla pas sans mal dans tous les pays, comme le montre l'exemple italien. Le 8 novembre 1951, le général Umberto Broccoli, l'un des premiers directeurs du SIFAR, les services secrets militaires italiens, écrivit au ministre de la Défense Efisio Marras afin d'évoquer les questions relatives au réseau *stay-behind* et à l'entraînement des Gladiateurs. Broccoli expliquait que les Britanniques avaient déjà créé des structures semblables aux Pays-Bas, en Belgique et « vraisemblablement aussi au Danemark et en Norvège ». Le général était heureux de confirmer que la Grande-Bretagne « se propose de nous faire profiter de sa grande expérience » tandis que les Américains ont « offert de contribuer activement à notre organisation en fournissant des hommes, du matériel (gratuit ou presque) et peut-être même des fonds ». Broccoli soulignait combien il serait judicieux d'envoyer 7 officiers italiens triés sur le volet suivre un entraînement spécial en Angleterre entre novembre 1951 et février 1952 car ces officiers pourraient ensuite transmettre leur expérience aux Gladiateurs italiens. Le

chef des services secrets militaires Broccoli demandait au ministre de la Défense Marras « de donner son approbation à ce programme parce que, même si les Britanniques l'ignorent, je me suis entendu avec les services secrets américains pour que l'Italie s'y engage ». ³⁷

La formation Gladio fournie par les Britanniques n'était pas gratuite, il s'agissait en fait d'un commerce lucratif ; Broccoli reconnaissait que l'« on peut s'attendre à un coût total d'environ 500 millions de livres qui ne peuvent être pris sur le budget du SIFAR et qui devraient être compris dans celui des Forces armées ». ³⁸ Comme l'indiquait le général italien, le MI6 avait offert d'entraîner les officiers du Gladio italien à condition que l'Italie commande de l'armement à la Grande-Bretagne. Dans le même temps, cependant, la CIA, dans ce qui ressemble fort à une tentative pour étendre sa sphère d'influence, proposait de fournir gratuitement le Gladio en armes. Au bout du compte, les Italiens choisirent de ne pas choisir : ils envoyèrent leurs officiers recevoir la prestigieuse instruction des centres d'entraînement britanniques et conclurent simultanément avec les États-Unis un accord secret qui leur garantissait un approvisionnement gratuit en armes. Cela ne plut pas aux Britanniques. Lorsque le général Ettore Musco, qui succéda à Broccoli à la tête du SIFAR se rendit en Angleterre pour visiter le Fort Monckton, l'accueil fut particulièrement froid : « En 1953, les Britanniques, furieux de s'être fait rouler, reprochèrent au général Musco que « son service se soit livré corps et âme aux Américains » ». ³⁹

L'Italie ne fut pas le seul théâtre de cette lutte entre la CIA et le MI6 pour accroître leurs sphères d'influence respectives. Fin 1990, ayant appris l'existence du réseau secret, le ministre de la Défense belge Guy Coëme expliqua que « les relations entre les services du renseignement britannique et belge remontaient aux contacts établis par M. Spaak et le chef des services de renseignement du Royaume-Uni [Menzies] et à un arrangement conclu entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Belgique ». ⁴⁰ Ce ménage à trois avait aussi ses inconvénients, le MI6 et la CIA voulant tous deux s'assurer que la Belgique ne privilégierait pas l'un au détriment de l'autre. Le patron du MI6 Steward Menzies écrivit alors au Premier ministre belge de l'époque Paul Henri Spaak une lettre datée du 27 janvier 1949 : « J'ai eu le plaisir de pouvoir m'entretenir personnellement avec vous de certains sujets concernant nos pays respectifs que je considère comme primordiaux et qui m'ont particulièrement préoccupé ces derniers temps ». À la suite de quoi, Menzies insistait sur la nécessité d'intensifier la collaboration « sur la question du Kominform et de possibles activités hostiles » et de commencer « à concevoir des organisations de renseignement et d'action utiles en cas de guerre ». Plus précisément, « certains officiers devraient se rendre au Royaume-Uni dans les mois qui viennent afin d'étudier, en colla-

boration avec mes services, les aspects concrets de ces questions». Très inquiet à l'idée que Spaak préfère traiter avec la CIA plutôt qu'avec le MI6, Menzies souligna qu'il avait «toujours considéré la participation des Américains à la défense de l'Europe de l'Ouest comme capitale» mais qu'il restait convaincu que «les efforts de tous, y compris ceux des Américains, doivent s'inscrire dans un ensemble cohérent. Par conséquent, si les États-Unis devaient poursuivre, conjointement avec [les services belges], des préparatifs en vue de faire face à une guerre, [il jugeait] essentiel que ces activités soient coordonnées avec les [siennes]» et savait qu'il pouvait compter sur la compréhension du Premier ministre belge.

À la suite de quoi, Menzies évoquait le CCWU, le Comité Clandestin de l'Union Occidentale, créé en 1948 et qui dirigea les opérations de guerre non conventionnelle, jusqu'à ce que soit signé, en 1949, le Traité de l'Atlantique Nord et que l'OTAN prenne alors en charge la coordination du réseau Gladio. «Une telle coopération», insistait le Britannique dans sa lettre à Spaak, «permettra avant tout d'éviter des complications avec les chefs de l'État-major de l'Union occidentale. J'ai d'ores et déjà indiqué au chef des services américains que je suis prêt à élaborer des plans pour établir le cadre d'une coopération approfondie avec lui sur cette base, c'est pourquoi je suggère que tous les projets formulés par eux soient soumis à Washington avant d'être discutés à Londres par les services américains et britanniques.» Menzies faisait également remarquer que le Gladio belge devait s'équiper et précisait à ce sujet : «Les demandes en formation et en matériel devront bientôt être formulées. J'ai déjà ordonné la construction de certaines installations destinées à l'entraînement des officiers et de personnes recommandées par la direction de vos services secrets et je serai en mesure de vous procurer les équipements actuellement en cours de production (comme les talkies-walkies) qui seront nécessaires aux opérations clandestines dans un futur proche.» Selon le patron du MI6, une partie de ce matériel devrait être fournie gracieusement au Gladio belge tandis qu'une autre devait être achetée : «Ces équipements spécialisés pourront être cédés ou loués mais, en ce qui concerne le matériel plus traditionnel (comme des armes légères ou d'autres fournitures militaires), je suggère que les tarifs fassent l'objet de négociations à l'amiable entre les services belges et britanniques». Il va sans dire que la mise en place du Gladio belge devait se faire dans le plus grand secret, cependant, Menzies précisait tout de même à la fin de sa lettre : «Je sais qu'il est inutile de vous rappeler que ce courrier doit rester hautement confidentiel et ne saurait être divulgué à un tiers sans nos consentements respectifs préalables». ⁴¹

Deux semaines plus tard environ, Spaak répondit à Menzies par une autre lettre dans laquelle il se réjouissait de recevoir l'aide des

Britanniques tout en indiquant que les Américains avaient également approché les autorités belges à ce sujet et qu'il jugeait donc préférable que Washington et Londres règlent d'abord le problème entre elles. «Je conviens tout à fait», écrivait le Premier ministre belge, «qu'une collaboration des trois services (britanniques, américains et belges) serait extrêmement profitable.» Conscient de la concurrence opposant la CIA et le MI6, Spaak ajoutait : «Si des deux services, américain et belge, l'un venait à rejeter cette collaboration, les services belges se trouveraient dans une situation extrêmement délicate et difficile. C'est pourquoi il me semble que des négociations s'imposent au plus haut niveau entre Londres et Washington afin de régler cette question.» ⁴²

En Norvège, le patron des services secrets Vilhelm Evang fut l'artisan à la fois de la fondation du réseau *stay-behind* et de la création de la première agence de renseignement du pays, le Norwegian Intelligence Service ou NIS. Ce diplômé de sciences originaire d'Oslo avait rejoint le petit noyau chargé du renseignement au sein du gouvernement norvégien exilé à Londres en 1942. De retour dans son pays, Evang qui avait établi d'excellentes relations avec les Britanniques fonda en 1946 le NIS qu'il dirigera pendant 20 ans. Les écrits du Norvégien nous apprennent qu'il rencontra en février 1947 un officier du MI6 britannique dont nous ignorons le nom mais «bien introduit dans les hautes sphères de l'armée et de la Défense. Les inquiétudes des Anglais les ont amenés à s'intéresser de près aux stratégies de défense dans les pays sous occupation ennemie. Il semble que les Pays-Bas, la France et la Belgique soient engagés dans des processus d'installation de structures nécessaires à une armée clandestine.» ⁴³

Dans la Suède voisine et supposée neutre, les Britanniques, avec l'aide de la CIA américaine, jouèrent un rôle prépondérant dans la formation des dirigeants du Gladio local. C'est ce que révéla Reinhold Geijer, un ancien militaire de carrière suédois qui avait été recruté en 1957 par le réseau Gladio local et qui en commanda une division régionale pendant plusieurs décennies. En 1996, Geijer, qui allait alors sur ses 80 ans, raconta devant les caméras de la chaîne suédoise TV 4 comment les Britanniques l'avaient initié aux opérations clandestines en Angleterre. «En 1959, après une escale à Londres, je me rendis dans une ferme dans la campagne près d'Eaton. Mon voyage s'effectuait dans la plus absolue confidentialité, j'utilisais par exemple un faux passeport. Je n'étais même pas autorisé à téléphoner à ma femme», témoignait Geijer. «Le but de cet entraînement était d'apprendre à utiliser des techniques boîtes aux lettres mortes pour recevoir et envoyer des messages secrets, et d'autres exercices à la James Bond. Les Britanniques étaient particulièrement exigeants. J'avais parfois l'impression qu'on en faisait trop.» ⁴⁴

Tandis que les armées secrètes étaient découvertes dans toute l'Europe de l'Ouest fin 1990 et que les projecteurs étaient braqués l'Angleterre et sur le rôle qu'elle avait joué en sous-main, le gouvernement de John Major refusait obstinément de s'exprimer. « Nous ne parlons pas des questions relatives à la Sécurité nationale », répondaient inlassablement les porte-parole aux questions virulentes des journalistes britanniques.⁴⁵ Le Parlement britannique ne vit pas la nécessité d'ouvrir un débat public ou une enquête officielle sur le sujet, inspirant, à l'été 1992, cette critique du journaliste Hugh O'Shaughnessy : « Le silence de Whitehall et l'absence quasi-totale de curiosité dont ont fait preuve les parlementaires sur une affaire dans laquelle la Grande-Bretagne est si profondément impliquée sont extraordinaires ». ⁴⁶ La BBC se chargea donc de conclure que : « Le rôle joué par la Grande-Bretagne dans la création d'armées *stay-behind* à travers l'Europe [avait été] fondamental ». Dans son édition du soir du 4 avril 1991, la chaîne insista sur la dimension criminelle des armées secrètes et déclara : « Le masque est tombé, il cachait bien des horreurs ».

La BBC découvrit que parallèlement à leur fonction *stay-behind*, les armées secrètes s'étaient également livrées à une entreprise de manipulation politique : « À l'image du glaive antique, l'histoire du Gladio moderne est à double tranchant ». Le documentaire posait toute une série de questions : « Le Gladio était-il, avec ses réserves secrètes d'armes et d'explosifs utilisés par ses inspireurs, [un instrument] de subversion interne contre la gauche ? Les agents de l'État se sont-ils rendus coupables d'attentats terroristes ? » Et quel fut le rôle exact de la Grande-Bretagne ? Le parlementaire italien Sergio de Julio déclarait face aux caméras : « Nous avons des preuves attestant que, dès la création de Gladio, des officiers furent envoyés en Angleterre pour suivre un entraînement. Ils étaient chargés de constituer les premiers noyaux de l'organisation Gladio. C'est donc bien la preuve, disons, d'une coopération entre le Royaume-Uni et l'Italie. » ⁴⁷

Le journaliste de la BBC Peter Marshall interrogeait ensuite le général italien Gerardo Serravalle, qui avait dirigé le Gladio italien entre 1971 et 1974, sur le rôle joué par les Britanniques. Serravalle confirma l'existence d'une collaboration étroite : « J'ai invité [les Britanniques] car nous avons été conviés à visiter leurs bases en Angleterre – les infrastructures *stay-behind* – je leur ai donc rendu la politesse ». Marshall lui demanda alors : « Où se trouve le centre du réseau britannique ? », ce à quoi le général italien répondit : « Je suis désolé mais je ne vous le révélerai pas, car cela relève du secret-défense de votre pays ». Puis, le journaliste posa une question à laquelle il pouvait raisonnablement espérer une réponse : « Mais étiez-vous impressionné par les Britanniques ? », ce à quoi Serravalle

répondit par l'affirmative : « Oui, nous l'étions car c'est [sic] très efficace, extrêmement bien organisé et qu'il y avait d'excellents éléments ». ⁴⁸

Un an plus tard, la BBC s'intéressa à nouveau à l'affaire Gladio en diffusant une excellente série de trois documentaires d'Allan Francovich consacrés au sujet. Le réalisateur n'en était pas à son coup d'essai puisque c'est lui qui, en 1980, avait remporté le prix de la critique internationale du Festival de Berlin pour son film *On Company Business*, qui révélait le côté obscur de la CIA. Après son enquête sur Gladio, il réalisa *The Maltese Double Cross* où il démontrait les connections entre le crash du vol 103 de la PanAm près de Lockerbie en 1988 et la destruction par erreur la même année d'un appareil d'Iran Air par le vaisseau américain *USS Vincennes*. « Très rares sont ceux qui luttent inlassablement pour la vérité, quitte à se mettre personnellement en danger, comme le fit Francovich », rappela Tam Dalyell après la mort de son ami, décédé d'une crise cardiaque dans des circonstances troubles, dans la zone d'attente de l'aéroport de Houston, le 17 avril 1997. ⁴⁹

Reposant principalement sur des entretiens, les documentaires réalisés par Francovich pour la BBC se consacraient presque exclusivement aux réseaux Gladio belge et italien. Ils comportaient les témoignages d'acteurs aussi importants que Licio Gelli, chef du P2, l'activiste d'extrême droite Vincenzo Vinciguerra, le juge vénitien et « découvreur » du Gladio Felice Casson, le général Gerardo Serravalle, commandant du Gladio italien, le sénateur Roger Lallemand, qui présida la commission d'enquête parlementaire belge, Decimo Garau, ancien instructeur de la base de Gladio en Sardaigne, l'ex-directeur de la CIA William Colby et Martial Lekeu, un ancien membre de la Gendarmerie belge, pour ne citer qu'eux. ⁵⁰

« Toute l'entreprise *stay-behind* ne visait, selon moi, qu'à garantir que si le pire se produisait, si un parti communiste accédait au pouvoir, il se trouverait des agents pour nous en avertir, pour suivre de près les événements et nous les rapporter », expliquait Ray Cline, directeur adjoint de la CIA de 1962 à 1966, devant la caméra de Francovich. « Il est probable que des groupuscules d'extrême droite furent recrutés et intégrés au réseau *stay-behind* afin de pouvoir nous prévenir si une guerre se préparait. Dans cette optique, l'utilisation d'extrémistes de droite, à des fins de renseignement et non politiques, me semble ne poser aucun problème », poursuivait Cline. ⁵¹ Le lendemain, on pouvait lire dans la presse anglaise : « C'était l'un de ces scandales dont on pense qu'il peut faire tomber un gouvernement, mais, l'amnésie des téléspectateurs étant ce qu'elle est, il n'en reste qu'un entrefilet dans les journaux du lendemain ». ⁵²

5.

La guerre secrète aux États-Unis

Après la défaite de l'Allemagne et de l'Italie, le Président américain Harry Truman ordonna le largage de deux bombes atomiques par l'US Air Force sur les villes d'Hiroshima et de Nagasaki, ce qui entraîna la capitulation du Japon et la fin de la seconde guerre mondiale en 1945. Tandis que l'Europe de l'Ouest était en ruines, l'économie des États-Unis était en plein essor. Mais, en dépit de cette puissance économique et militaire, la Maison Blanche redoutait l'expansion du communisme qu'elle percevait comme irrésistible dans le monde. Après les tentatives vainement répétées d'invasion de l'URSS par les Britanniques et les Américains entre 1918 et 1920, l'alliance militaire avec l'Armée rouge ne fut conclue que dans le but de vaincre Hitler et Mussolini et de libérer l'Europe. Immédiatement après l'armistice, les hostilités reprirent de plus belle et les anciens compagnons d'armes se muèrent en adversaires farouches, ce qui marqua le début de la guerre froide. Pendant que les États-Unis sécurisaient l'Ouest de l'Europe et combattaient la gauche en Grèce, à l'Est, l'URSS de Staline s'assurait la maîtrise des frontières à partir desquelles elle avait été envahie au cours des deux guerres mondiales. Truman voyait d'un mauvais œil l'instauration de régimes communistes inféodés à Moscou en Pologne, en Allemagne de l'Est, en Hongrie, en Roumanie et en Tchécoslovaquie ; suivant une doctrine de souveraineté limitée, Staline plaçait les États d'Europe de l'Est sous le contrôle des oligarques locaux, de la brutale Armée rouge et du KGB, les services secrets soviétiques. Suivant le même raisonnement, Truman était convaincu de la nécessité de combattre secrètement le communisme afin de l'affaiblir y compris dans les démocraties souveraines d'Europe occidentale.

La CIA tenta également de mettre sur pied une armée secrète en Chine afin d'enrayer l'avancée du communisme, mais elle échoua quand, en 1949, Mao Zedong prit le pouvoir à la tête du parti communiste Chinois. L'ancien directeur de la CIA William Colby se souvient : « Je me suis toujours demandé si le réseau *stay-behind* que nous avons bâti aurait pu fonctionner sous un régime soviétique. Nous savons que les tentatives de

mettre en place de telles organisations dans l'urgence ont échoué en Chine en 1950 et au Nord Vietnam en 1954. » Après qu'eut éclaté la guerre de Corée en 1950, le long de la fragile frontière qui sépare le Sud sous contrôle américain du Nord communiste, l'armée américaine tenta de réduire l'influence du communisme en Corée du Nord, mais en vain. La CIA essaya également de prendre le contrôle de plusieurs pays d'Europe de l'Est au moyen d'opérations clandestines et d'armées secrètes, sans plus de succès. Colby rappelle les efforts de la CIA pour lever des armées anticommunistes : « Nous savons que les tentatives pour les commander depuis l'étranger furent percées à jour et mises en échec par la police secrète en Pologne et en Albanie dans les années cinquante ». ¹

Dans les pays que l'on nomme le Tiers Monde, en Afrique, en Amérique Latine et dans certaines régions d'Asie, les populations adoptèrent des variantes du communisme et du socialisme qu'elles croyaient capables de leur apporter une meilleure répartition des richesses et l'indépendance vis-à-vis de l'Occident capitaliste et industrialisé. En Iran, Mossadegh adopta un programme socialiste et tenta de distribuer une partie des revenus du pétrole à la population. Après l'Inde qui se libéra de l'emprise britannique, l'Afrique s'engagea elle aussi dans une lutte anticoloniale de gauche qui culmina en 1960 lorsque le Cameroun, le Togo, Madagascar, la Somalie, le Niger, le Nigeria, le Tchad, le Congo, le Gabon, le Sénégal, le Mali, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie et la République Centrafricaine déclarèrent leur indépendance. En Asie du Sud-Est, suite au retrait des forces d'occupation japonaises, les Philippines et le Vietnam virent l'émergence de puissants mouvements anticoloniaux communistes et de gauche qui provoquèrent au Vietnam la guerre d'Indochine puis la seconde guerre contre les Américains, qui ne prit fin qu'en 1975, avec la victoire des communistes.

Dans l'esprit des stratèges de la Maison Blanche, la guerre ne s'acheva pas en 1945, elle évolua plutôt vers une forme silencieuse et secrète de conflit où les services secrets devinrent les instruments privilégiés dans l'exercice du pouvoir. Fin 1944, le Président américain Roosevelt suivit la suggestion de William Donovan, qui pendant la guerre avait dirigé l'Office of Strategic Services (OSS), et tenta de créer un nouveau service chargé de mener en temps de paix des opérations spéciales à l'étranger, dirigées contre les communistes et d'autres ennemis désignés des USA. Mais ce plan ne plut pas à J. Edgar Hoover, directeur du FBI, qui craignait que ses services ne perdent de leur influence. Hoover transmit donc des copies du memorandum de Donovan et de l'ordre de Roosevelt à un journaliste du *Chicago Tribune* qui titra le 9 février 1945 : « Nouvelle donne dans l'espionnage – des barbouzes nous surveilleront – les citoyens espionnés –

une super-Gestapo est à l'étude». Le *Tribune* rapporta que : « Dans les hautes sphères où circulent le memorandum et le projet d'ordre, cette unité, dont on envisage la création, est surnommée "la Gestapo de Frankfurter" », en référence au juge de la Cour suprême Frankfurter et à la terrible police secrète allemande. L'article révélait en outre que le nouveau service secret était destiné à mener une guerre clandestine et « devrait effectuer (...) des opérations de subversion à l'étranger (...) et disposerait de tous les personnels de l'aéronavale et de l'armée de Terre nécessaires à sa mission ».²

Comme le souvenir de la Gestapo était toujours très frais dans les mémoires, les citoyens américains s'indignèrent et le tollé provoqué eut raison de la proposition de Donovan, à la grande satisfaction du directeur du FBI Hoover. Cependant, dans les cercles du pouvoir, les discussions autour de la fondation d'un nouveau service se poursuivirent mais, cette fois, dans le plus grand secret. Après la mort de Roosevelt, Harry Truman émit une directive qui ordonnait la création d'un nouveau service secret actif en temps de paix, le Central Intelligence Group (CIG). Au cours d'une soirée plutôt excentrique organisée pour l'occasion à la Maison Blanche, il remit à chacun des invités un imperméable noir un chapeau noir, une fausse moustache noire et une dague en bois et annonça que le premier directeur du CIG, l'amiral Sidney Souers, allait devenir « directeur de l'espionnage centralisé ».³

Le CIG n'était qu'une agence provisoire fantôme et Truman comprit rapidement qu'il fallait renforcer les moyens d'action officiels de la Maison Blanche. C'est pourquoi, en juillet 1947, fut promulgué le « National Security Act » qui entérinait la création de la « Central Intelligence Agency » (CIA) et du « National Security Council » (NSC). Cette fois, la presse ne dit pas un mot de la « Gestapo américaine ». Composée du Président lui-même, du Vice-président, du secrétaire d'État, du ministre de la Défense, du directeur de la CIA, du Conseiller pour la Sécurité Nationale, du Président du Conseil de l'État-major interarmes, d'autres personnalités de premier plan et de conseillers spéciaux, le « "National Security Council" » est devenu véritablement le groupe le plus influent de Washington.⁴ Comme souvent au cours de l'histoire, cette concentration du pouvoir entre les mains de la Maison Blanche et du NSC conduisit à des abus. Encore aujourd'hui, au XXI^e siècle, le NSC demeure « une institution particulière, connue pour avoir, par le passé, souvent agi à la limite de la légalité ».⁵

La principale vocation du National Security Act était de fournir un cadre « légal » aux opérations secrètes des États-Unis et aux guerres secrètes qu'ils menaient contre d'autres pays en confiant à la CIA la charge d'« assumer les fonctions et les missions de renseignement relatives à la

Sécurité nationale que le NSC peut être amené à lui commander ponctuellement ».⁶ Sans ironie délibérée, cette phrase est quasiment la copie mot pour mot de ce qu'avait révélé Hoover en 1945. En même temps qu'elle garantissait aux opérations secrètes menées par les Américains une base légale solide, cette formulation très vague permettait d'éviter de contrevenir ouvertement à un grand nombre de lois, dont la Constitution de 1787, ainsi qu'à de nombreux traités internationaux. Le directeur adjoint de la CIA Ray Cline qualifia à juste titre cette disposition de « clause fourre-tout élastique ».⁷ Clark Clifford déclara plus tard : « Nous ne les avons pas mentionnées [les opérations spéciales] explicitement parce que nous sentions que ça pouvait porter atteinte à l'intérêt national d'avouer publiquement que nous pourrions nous livrer à de tels agissements ».⁸

Le premier pays contre lequel la Maison Blanche dirigea ce nouvel instrument fut l'Italie. Dans le premier document immatriculé émanant du NSC, le NSC 1/1 daté du 14 novembre 1947, on peut lire l'analyse suivante : « Le gouvernement italien, idéologiquement attaché à la démocratie occidentale, est faible et sujet aux attaques continuelles d'un puissant parti communiste ».⁹ C'est pourquoi, au cours de l'une de ses premières réunions, le jeune NSC adopta le 19 décembre 1947 la directive NSC 4-A qui ordonnait au directeur de la CIA Hillenkoetter d'entreprendre une large série d'actions clandestines destinées à écarter le risque d'une victoire des communistes lors des élections italiennes imminentes. La directive NSC 4-A était classée top secret du fait du caractère particulièrement sensible des interventions clandestines des Américains en Europe de l'Ouest. Il n'existait que trois copies du document, dont l'une était « jalousement gardée [par Hillenkoetter] dans le bureau du directeur, où les membres qui "n'avaient pas besoin de savoir" ne pourraient le trouver ». George F. Kennan du département d'État en possédait un second exemplaire.¹⁰ La « raison de tout ce secret était évidente », d'après les archives officielles de la CIA, car « certains citoyens de ce pays auraient été horrifiés d'apprendre le contenu de la NSC 4-A ».¹¹

Les opérations visant à affaiblir les communistes italiens furent un succès. Le Président Truman devint un grand partisan du recours aux missions secrètes et demanda que le champ d'action de la CIA s'étende à d'autres pays que l'Italie. Ainsi, le NSC vota le 18 juin 1948 la célèbre directive NSC 10/2 autorisant la CIA à effectuer des missions clandestines dans tous les pays du monde et instaurant au sein de l'Agence un service des opérations secrètes baptisé « Office of Special Projects », nom qui fut rapidement remplacé par l'appellation moins évocatrice de « Office of Policy Coordination » ou OPC, le Bureau de Coordination Politique. La directive NSC 10/2 chargeait l'OPC de « la planification et l'exécution

des opérations spéciales». Par «opérations spéciales», le texte désignait toutes les activités «menées et financées par ce gouvernement contre des États ou groupes étrangers hostiles ou en soutien à des États ou des groupes étrangers amis, mais qui sont conçues et exécutées de telle manière que l'implication du gouvernement américain n'apparaisse pas aux personnes non autorisées et que celui-ci puisse démentir toute responsabilité le cas échéant». La directive NSC 10/2 prévoyait que les opérations secrètes «incluent toute activité liée à la propagande, à la guerre économique, à l'action préventive directe (mesures de sabotage, d'antisabotage, de démolition et d'évacuation), à la subversion à l'encontre de régimes hostiles (par le soutien aux mouvements de résistance clandestins, à la guérilla et aux groupes de libération de réfugiés) et l'assistance aux éléments anticommunistes dans les pays menacés du monde libre». Les dispositions du texte NSC 10/2 comportaient la mise en place des armées anticommunistes secrètes du réseau Gladio en Europe de l'Ouest, mais excluaient tous les actes de guerre conventionnelle et les missions de renseignement : «Elles ne concernent pas les conflits armés opposant des forces militaires régulières, l'espionnage, le contre-espionnage et l'utilisation de la clandestinité ou de la dissimulation dans le cadre d'opérations militaires». ¹² Somme toute, cette directive NSC 10/2 contredisait toutes les valeurs et les principes prônés par le Président des États-Unis lorsqu'il exposa en mars 1947 sa fameuse «Doctrine Truman».

Suite à la seconde guerre mondiale, cinq années avaient suffi aux États-Unis pour établir un puissant complexe de renseignement opérant à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières du pays et en dehors de tout contrôle démocratique. «Au moment où j'ai créé la CIA, je n'ai pas pensé un seul instant qu'elle se spécialiserait un jour dans les coups tordus en temps de paix», déclara un Truman affaibli, après avoir quitté ses fonctions. ¹³ En 1964, huit ans avant sa mort, l'ancien Président se défendit une nouvelle fois d'avoir voulu faire de la CIA «une agence internationale impliquée dans des actions troubles». Mais le complexe du renseignement américain avait alors totalement échappé à son contrôle. L'historien britannique Christopher Andrew résume ainsi les sentiments de l'ex-Président : «Durant les 20 ans qui suivirent son départ de la Maison Blanche, Truman sembla parfois surpris, voire horrifié, du poids et de l'influence acquis par le milieu du renseignement qu'il avait lui-même créé». ¹⁴

Un autre fanatique des opérations secrètes et adversaire farouche du communisme, George Kennan, membre du département d'État sous l'administration Truman, fut lui aussi un ardent partisan de la directive NSC 10/2 et de l'intervention de la CIA en Italie et ailleurs. Cependant, à l'instar de Truman, il avait conscience des risques auxquels s'exposaient

les États-Unis. «Après tout, le pire qui puisse nous arriver dans cette lutte contre le communisme c'est de devenir comme ceux que nous combattons», fit remarquer Kennan dans un télégramme devenu célèbre, faisant ainsi référence au gouvernement secret, aux structures totalitaires et à la manipulation des gouvernements étrangers, pratiques caractéristiques de l'Union soviétique. ¹⁵ Trente ans plus tard, Kennan, alors sur la fin de sa vie reconnu : «Tout ne s'est pas passé exactement comme je l'avais imaginé». ¹⁶

Afin de garantir la possibilité d'un démenti crédible, la majorité des décisions, des déclarations et des transcriptions des réunions du NSC demeura confidentielle. Cependant, suite au scandale du Watergate, des membres du Congrès américain furent mandatés pour enquêter sur la CIA et le NSC et découvrirent que «les élections nationales de 1948 en Europe avaient été la principale raison de la création de l'OPC». C'est donc la menace communiste planant sur l'Europe de l'Ouest qui décida du début des opérations spéciales de la CIA, après la seconde guerre mondiale. «En finançant les partis du centre et en développant des stratégies médiatiques, l'OPC tenta d'influer sur le résultat des élections, avec un succès considérable», indique le rapport final que présentèrent les sénateurs en 1976. «Ces activités constituaient la base de l'ingérence clandestine dans la politique intérieure qui fut pratiquée pendant 20 ans. En 1952, pas moins de 40 projets d'action en cours ont été recensés dans un seul pays d'Europe centrale.» Sur ordre exprès du Pentagone, les missions de l'OPC incluaient aussi la constitution du réseau d'armées secrètes Gladio en Europe de l'Ouest : «Jusqu'en 1950, les activités paramilitaires de l'OPC (également appelées "actions préventives") se limitaient à la conception et à la préparation des réseaux *stay-behind* en vue d'une guerre future. À la demande du Joint Chiefs of Staff, le Conseil de l'État-major interarmes, ces opérations préparées par l'OPC se concentraient, une fois encore, sur l'Europe de l'Ouest et visaient à appuyer les forces de l'OTAN contre une offensive des Soviétiques.» ¹⁷

Pour diriger l'OPC, George Kennan choisit Frank Wisner, un avocat d'affaires originaire du Mississippi qui avait commandé des détachements de l'OSS à Istanbul et à Bucarest pendant la seconde guerre mondiale. À l'image de Wisner, la majorité des officiers de l'OPC étaient «des blancs issus des vieilles familles riches de la bonne société anglo-saxonne (...) ayant hérité de l'attitude de l'establishment britannique à l'égard des gens de couleur». ¹⁹ Wisner veillait scrupuleusement à la confidentialité de la directive NSC 10/2. «Chaque fois qu'un membre de l'OPC voulait consulter le document, il devait signer un registre spécial. Puis on lui remettait l'un des trois exemplaires que Wisner gardait dans un coffre-fort

dans son bureau.»²⁰ Les membres du nouveau service des opérations spéciales OPC travaillaient dans un esprit d'agressivité, d'enthousiasme, de secret et une certaine absence de moralité. Au cours de l'une de ses premières réunions en présence d'Hillenkoetter et Kennan, le 6 août 1948, Wisner insista pour pouvoir exploiter au maximum les possibilités offertes par la directive NSC 10/2 et demanda «carte blanche» pour choisir lui-même ses «méthodes d'action». Il souhaitait mener des opérations secrètes comme il l'entendait, sans être contraint par aucun code ou aucune «méthode existante», il reçut l'aval d'Hillenkoetter et Kennan.²¹

En sa qualité de directeur de l'OPC, Wisner devint l'architecte en chef du réseau d'armées secrètes d'Europe de l'Ouest. «Frank Wisner de l'OPC avait chargé son adjoint Frank Lindsay de coordonner le réseau *stay-behind* en Europe», révéla la presse belge après la découverte des armées Gladio. Comme son patron, Lindsay avait été formé au sein de l'OSS pendant la seconde guerre mondiale en Yougoslavie où il avait pu observer de près les tactiques communistes. Toujours selon les journalistes belges, Lindsay «envoya William Colby (qui dirigea la CIA entre 1973 et 1976) en Scandinavie et Thomas Karamessines en Grèce où celui-ci pouvait compter sur le soutien du KYP, les services secrets grecs».²²

À mesure que les États-Unis intensifiaient leurs opérations spéciales, l'OPC se développa; un an après la nomination de Wisner à sa tête, il comptait 300 employés et 7 antennes à l'étranger engagées dans de nombreuses missions clandestines diverses. Trois ans plus tard, en 1951, ses effectifs regroupaient 2 812 employés travaillant sur le territoire américain et 3 142 agents rattachés à l'une des 47 antennes réparties dans le monde entier et son budget annuel était passé de 4,7 à 82 millions de dollars.²³ Bedell Smith, qui succéda à Hillenkoetter à la tête de la CIA, dut reconnaître en mai 1951 que «le champ des opérations secrètes de la CIA dépassait déjà largement le cadre prévu par la directive NSC 10/2».²⁴ Leur expansion fut telle que même un faucon tel que «Smith se montra préoccupé de l'importance et de la croissance exponentielle du budget de l'OPC».²⁵

Allen Dulles, qui prit la direction de la CIA après le départ de Smith en 1953, était convaincu que les opérations secrètes étaient une arme formidable pour lutter contre le communisme et défendre les intérêts américains à l'étranger. Il supervisait le travail du directeur de l'OPC Frank Wisner et de son adjoint Frank Lindsay, qui, sur le dossier des armées secrètes, collaborait lui-même étroitement avec Gerry Miller, le chef du bureau de la CIA en Europe de l'Ouest. Miller et d'autres hauts responsables de l'Agence recrutaient des agents qu'ils envoyaient ensuite en Europe pour bâtir les réseaux *stay-behind*. Parmi ces recrues figurait William Colby,

qui fut plus tard directeur de la CIA. Comme de nombreux soldats clandestins, Colby avait travaillé pour l'OSS pendant la guerre et avait été parachuté dans la France occupée afin d'assister la Résistance. Il avait ensuite été exfiltré avant d'être à nouveau parachuté en Norvège peu avant la fin du conflit avec pour mission de faire exploser des convois. En avril 1951, Colby fut reçu par Miller dans son bureau. Les deux hommes se connaissaient bien, Miller ayant dirigé les opérations de l'OSS en Norvège. Tous deux considéraient que la guerre ne s'était jamais vraiment terminée. Miller affecta Colby à l'unité de Lou Scherer, au sein de la division scandinave du bureau européen de la CIA : «OK Bill, continue comme ça». Miller dit ensuite : «Ce que nous voulons c'est un bon réseau de renseignement et de résistance fiable, sur lequel on puisse compter si les Ruskoffs se mettent à envahir la région. On a un plan d'action ici, mais il faut encore l'éprouver et l'appliquer sur le terrain. Tu travailleras avec Lou Scherer jusqu'à ce qu'on décide des nouvelles opérations à mener.»²⁶

Colby fut ensuite formé par la CIA en vue de sa mission, bâtir un réseau Gladio en Scandinavie – «En pratique, l'une des principales tâches de l'OPC consistait à tout préparer en prévision d'une possible invasion soviétique de l'Europe de l'Ouest. Et, dans l'hypothèse où les Russes auraient réussi à contrôler une partie voire l'ensemble du continent», expliqua Miller, «l'OPC souhaitait disposer des réseaux de partisans armés et organisés à opposer à l'occupant», raconte Colby dans ses mémoires. «Cette fois, disait Miller, le but était de créer cette capacité de résistance avant que survienne l'occupation, et avant même le début de l'invasion; nous étions déterminés à l'organiser et à l'équiper sans attendre, pendant que nous avions encore le temps de le faire correctement et avec un minimum de risques», écrivit Colby qui jugeait alors l'opération pleinement justifiée. «Dans tous les pays susceptibles de subir une invasion soviétique, l'OPC avait donc entrepris un vaste programme de construction de ce que l'on appelle dans le milieu du renseignement des «réseaux *stay-behind*», c'est-à-dire des structures clandestines composées d'hommes entraînés et équipés pour se livrer à des actes de sabotage et d'espionnage le moment venu.» Pour ce faire, Miller envoya des agents de la CIA dans chacun des pays d'Europe de l'Ouest et «confia [à Colby] la mission d'organiser et de monter ce type de réseau en Scandinavie».²⁷ L'intervention des États-Unis en Europe de l'Ouest fut conduite «dans le plus grand secret», précise-t-il. «J'ai donc reçu la consigne de ne parler de mon travail qu'à un cercle restreint de personnes de confiance que ce soit à Washington, au sein de l'OTAN ou en Scandinavie».²⁸

Au sein de l'OTAN, le centre de commandement situé au Pentagone, à Washington, était informé en détail du développement des armées secrètes

Gladio tandis qu'en Europe, le SACEUR, toujours un officier américain, supervisait étroitement le réseau ainsi que les autres organes de décision : le CPC et l'ACC. Un document interne du Pentagone datant de 1957 et tenu secret jusqu'en 1978, révèle l'existence d'une «Charte du CPC» définissant les fonctions du Comité vis-à-vis de l'OTAN, du SHAPE et des services secrets européens ; malheureusement, le contenu même de la charte n'a pas été dévoilé. Le document en question est un mémorandum adressé au Conseil de l'État-major interarmes le 3 janvier 1957 par le général Leon Johnson, représentant des États-Unis au comité militaire de l'OTAN. Johnson réagit à des plaintes du SACEUR de l'époque, le général Lauris Norstad, au sujet du manque d'information qu'il reçut pendant la crise de Suez en 1956 : «Le SACEUR a émis l'opinion que le renseignement transmis au SHAPE par les autorités nationales pendant la récente période de tension était insuffisant. Il souhaite que toute redéfinition des règles de communication du renseignement au SHAPE tende vers une meilleure transmission des informations confidentielles.»

C'est dans ce contexte que le SACEUR Norstad tenta de remédier à la situation par le biais du CPC : «En outre, le SACEUR remarque en note a) que la note b), la charte du CPC, ne contient aucune disposition interdisant d'envisager des opérations clandestines en temps de paix. Il préconise spécifiquement que le CPC du SHAPE soit autorisé : 1) à étudier les besoins immédiats en renseignement du SHAPE ; 2) à envisager par quelles manières les services secrets nationaux peuvent contribuer à améliorer la transmission d'informations au SHAPE.» Contrairement au SACEUR Norstad, le général Johnson pensait que la charte du CPC interdisait à celui-ci d'être utilisé à cette fin. Dans son mémorandum, Johnson écrivait : «S'il n'existe dans la note b) [la charte du CPC] aucune disposition interdisant clairement à celui-ci d'envisager des activités de renseignement, je pense tout de même qu'il s'agirait d'une extension injustifiée de ses attributions. C'est ainsi que je comprends la note b) : le CPC a été créé à seule fin d'organiser en temps de paix les moyens par lesquels le SACEUR pourrait remplir sa mission dans le cas d'une guerre. Il me semble que revoir les modalités de transmission du renseignement, quelle qu'en soit la source, au SHAPE devrait être l'affaire des agences de renseignement régulières.» Le général concluait donc : «Je vous recommande de ne pas approuver une extension du champ d'activités du CPC (...) Leon Johnson».²⁹

Parallèlement au Pentagone, les Forces Spéciales américaines étaient elles aussi directement engagées dans cette guerre secrète contre les communistes d'Europe de l'Ouest puisqu'elles entraînaient, aux côtés des SAS, les membres des réseaux *stay-behind*. Suite au démantèlement de

l'OSS après la fin de la seconde guerre mondiale, les Forces Spéciales avaient été recréées aux États-Unis en 1952 et leur quartier général installé à Fort Bragg, en Virginie. Le général McClure y établit un Centre de la guerre psychologique et, à l'été 1952, les unités, au nom trompeur de 10^e Groupe des Forces Spéciales, commencèrent leur entraînement sous le commandement du colonel Aaron Bank. Le groupe avait adopté l'organisation de son prédécesseur, l'OSS, dont il avait hérité la charge de mener des missions de sabotage, de recrutement, d'équipement et d'entraînement de guérilleros dans le but de créer un potentiel de résistance en Europe de l'Est et de l'Ouest.³⁰

Comme le précisa le colonel Bank, l'entraînement des Forces Spéciales incluait «l'organisation de mouvements de résistance et la coordination des réseaux qui les composent» ainsi que «les opérations de guérilla avec leurs différents aspects organisationnels, tactiques et logistiques mais aussi la démolition spécialisée, l'utilisation de communications radio cryptées, la survie, la technique Fairbairn de combat au corps à corps et le tir instinctif».³¹ La brochure de recrutement spécifiait aux jeunes hommes volontaires pour intégrer les Forces Spéciales américaines que les candidats devaient idéalement parler une ou plusieurs langues européennes. Les conditions imposaient : «d'être âgé d'au moins 21 ans, d'avoir au minimum le grade de sergent, d'avoir suivi ou d'être volontaire pour suivre une formation de parachutiste, de maîtriser les langues [européennes] et/ou d'avoir voyagé en Europe ; d'avoir d'excellents états de service, etc. Tous les postulants devaient être prêts à être parachutés et à opérer derrière les lignes ennemies en tenue civile ou militaire.»³²

C'est au cœur de l'Allemagne vaincue que les Forces Spéciales américaines nouvellement créées furent déployées en premier. En novembre 1953, le 10^e Groupe installa sa première base à l'étranger dans un ancien bâtiment de la Waffen SS construit sous le III^e Reich en 1937 : la Flint Kaserne à Bad Tölz, en Bavière. Par la suite, un quartier général servant de base aux opérations des Forces Spéciales fut établi au Panama et un autre à Okinawa, pour les interventions en Asie du Sud-Est. Quand le scandale du Gladio éclata en 1990, on découvrit que certains Gladiateurs avaient été formés à Bad Tölz et que les combattants clandestins de nombreux pays européens avaient subi un entraînement spécial fourni par les Bérêts Verts américains, vraisemblablement à Fort Bragg, aux USA.³³

Le commandant du Gladio en Italie, le général Serravalle relata qu'en 1972, les Gladiateurs italiens s'étaient rendus à Bad Tölz, à l'invitation des Bérêts Verts.³⁴ «J'ai rendu visite au 10^e Groupe des Forces Spéciales à Bad Tölz, dans les anciens baraquements des SS à au moins deux occasions. Ils étaient sous le commandement du colonel Ludwig

Fastenhammer, un véritable Rambo avant l'heure», se souvint le général. «Durant les briefings précédant les missions que j'ai mentionnées précédemment (contre-insurrection, assistance aux groupes de résistants locaux, etc.) j'ai demandé à plusieurs reprises s'il existait un plan d'action combiné entre leur groupe et les différentes unités *stay-behind*, et notamment le Gladio.» Serravalle dit avec un sourire : «Pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que si une unité X est chargée d'appuyer, en temps de guerre, dans un territoire Y, un mouvement de résistance dirigé par une unité secrète Z, il doit bien exister entre X et Z, déjà en temps de paix, une certaine coopération, ne serait-ce qu'à l'état embryonnaire», on pouvait donc s'attendre à un plan d'action concerté entre les Bérêts Verts, les SAS britanniques et le Gladio. «Alors qu'en fait non», prétendit Serravalle. «En réalité, en cas de guerre, les Forces Spéciales basées à Bad Tölz devaient infiltrer nos pays et s'engager dans des opérations de résistance et d'insurrection. Comment nos Gladiateurs les auraient-ils accueillis ? À coups de fusil, ça, j'en suis sûr, en les prenant à tort pour des Spetzsnaz, les unités d'élite de l'Armée rouge. L'une des règles de la guerre de partisans veut qu'en cas de doute, vous tiriez d'abord et qu'ensuite vous alliez voir qui vous avez abattu.»³⁵

Les Forces Spéciales américaines étaient constamment en rapport avec le département des opérations spéciales de la CIA avec lequel elles collaboraient. Quand elles s'installèrent à Fort Bragg en 1952, l'OPC fut rebaptisé «Directorate of Plans» (DP), et Wisner fut nommé à sa tête. Avec le directeur de la CIA Allen Dulles, il multiplia les opérations clandestines américaines dans le monde entier. Dulles autorisa les tentatives d'assassinats de la CIA sur Castro et Lumumba ainsi que les expérimentations à base de LSD à l'insu de sujets dont certains finirent par se suicider en se jetant du haut de gratte-ciel. Wisner et Dulles planifièrent le coup d'État de 1953 contre le Président iranien Mossadegh et celui qui renversa le socialiste Arbenz au Guatemala en 1954. Deux ans plus tard, en parlant du Président indonésien Sukarno accusé de dériver un peu trop à gauche, Wisner transmit cet ordre au chef de la division Asie du Sud-Est de son service Alfred Ulmer : «Il est temps de donner une bonne leçon à ce Sukarno».³⁶ Wisner et Dulles ne voyaient aucune limite à ce que leur permettaient leurs guerres secrètes et leurs actions terroristes. Mais lorsque les opérations clandestines menées contre Fidel Castro et le régime cubain échouèrent, notamment lors du fiasco de la baie des Cochons en 1961, le Président Kennedy, furieux, renvoya Dulles et nomma John McCone à son poste.

Pendant tout le temps qu'il passa à la tête de la CIA, Allen Dulles fut le cerveau de la guerre secrète contre les communistes. Quand fut découverte

l'existence des armées Gladio d'Europe de l'Ouest en 1990, un ancien officier du renseignement de l'OTAN, qui préféra conserver l'anonymat, expliqua que «bien que l'opération *stay-behind* n'ait débuté officiellement qu'en 1952, l'idée existait en réalité depuis longtemps, depuis qu'elle avait germé dans la tête d'Allen Dulles».³⁷ Pendant la seconde guerre mondiale, le patron de la CIA avait été en poste à Bern, dans la Suisse neutre, d'où il avait coordonné les opérations secrètes menées contre l'Allemagne nazie, entretenant des contacts avec l'OSS américain et avec les services secrets britanniques. Diriger des armées clandestines en Europe de l'Ouest n'était pas seulement son travail, c'était devenu sa grande passion. Des rapports publiés en Belgique au moment de la découverte de Gladio précisaient : «Allen Dulles voit dans le projet [Gladio] (...) outre l'instrument de la résistance contre une invasion soviétique, une arme contre l'accession au pouvoir des communistes dans les pays concernés !»³⁸

Alors que la CIA continuait de livrer ses guerres secrètes, Wisner commença à éprouver des remords et sa mauvaise conscience ne lui laissa bientôt plus aucun répit. Allen Dulles «avait une théorie selon laquelle les tourments auxquels était en proie Wisner provenaient de la nature de son travail».³⁹ Devenu progressivement incapable d'effectuer «les sales besognes» de la CIA en Europe, en Afrique, en Amérique latine et en Asie, Wisner fut remplacé en 1958 par Richard Bissell qui occupa le poste pendant 4 ans jusqu'à ce que Richard Helms soit nommé directeur adjoint chargé des Opérations en 1962. À cette époque, l'état psychologique de l'architecte du Gladio Frank Wisner ne cessa de se détériorer jusqu'à ce que, en 1965, il finisse par se tirer une balle dans la tête.⁴⁰ La même année, Richard Helms fut promu directeur de la CIA et, lors des funérailles de Wisner, il lui rendit hommage pour son travail en faveur des opérations spéciales, le rangeant au nombre «des pionniers qui ont eu cette responsabilité parfois si lourde à porter (...) de servir leur pays dans l'ombre».⁴¹ Helms lui-même eut d'ailleurs à faire face à ses responsabilités lorsqu'il dut témoigner dans les années soixante-dix du rôle joué par la CIA dans le coup d'État qui renversa Salvador Allende. Alors directeur de la CIA, Helms mentit effrontément aux sénateurs en niant que la CIA ait jamais tenté d'empêcher Salvador Allende d'être élu Président du Chili : «Il fallait que je donne mon accord pour tous les projets – je l'aurais forcément su». Quand le mensonge fut découvert, en février 1973, Helms fut contraint de démissionner de son poste de directeur de la CIA et dut s'acquitter d'une amende de 2 000 USD pour s'être parjuré devant le Sénat américain.⁴²

En raison de l'abondance de détails qu'il fournit dans ses mémoires, William Colby demeure le plus célèbre agent de la CIA impliqué dans l'Opération Gladio. Cependant, il connut, lui aussi, une fin tragique. Après

avoir soutenu la création des réseaux secrets en Scandinavie, ce soldat de la guerre froide fut transféré au bureau romain de la CIA en 1953 afin d'y combattre le communisme italien et de collaborer à l'installation du Gladio local. Combattant sur tous les champs de bataille de la guerre froide, Colby quitta l'Italie en 1959 pour Saigon où il dirigea les opérations clandestines de la CIA menées au Vietnam et au Laos. Parmi ces missions, l'Opération Phoenix visait à détruire l'organisation clandestine du Vietcong et à liquider physiquement ses membres. Interrogé par le Congrès américain en 1971, Colby reconnut que l'intervention qu'il avait dirigée avait entraîné la mort de plus de 20 000 Vietcongs mais refusa de préciser si la torture avait joué un rôle quelconque dans ces morts, il déclara simplement : « Je ne prétendrai pas que personne n'a été tué ou exécuté au cours de l'opération. Je pense en effet que c'est arrivé, malheureusement ». ⁴³ En 1973, le département des opérations spéciales fut à nouveau rebaptisé, il prit le nom de « Directorate of Operations » (DO) et Colby remplaça Thomas Karamessines comme directeur adjoint chargé des Opérations. Quand Helms fut contraint de démissionner la même année, le Président Nixon nomma Colby à la tête de la CIA, poste qu'il occupa avant de démissionner lui aussi en 1976, à cause du scandale du Watergate. William Colby se noya dans une rivière du Maryland en 1996, il avait 76 ans.

Il fut remplacé à la direction de la CIA par George Bush senior, nommé sous l'administration Ford, qui dirigea depuis Washington les opérations secrètes des réseaux d'Europe de l'Ouest. Puis Bush fut appelé par Reagan à la vice-Présidence, mais il ne cessa pas pour autant de financer les guerres secrètes, au nombre desquelles la fameuse affaire des Contras au Nicaragua. En 1990, quand le Premier ministre italien révéla l'existence des armées secrètes mises en place par la CIA, George Bush, alors Président des États-Unis, se consacrait aux préparatifs de la guerre du Golfe. Pour convaincre une population plutôt réticente à l'idée d'entrer en guerre, il fallut recourir à une manipulation susceptible d'aiguiser l'appétit de vengeance des Américains. Le 10 octobre, une jeune fille de 15 ans, présentée sous le seul nom de « Nayirah », témoigna, en larmes, devant la Commission des droits de l'Homme du Congrès qu'alors qu'elle travaillait comme bénévole dans un hôpital au Koweït après l'invasion du pays, elle avait vu des soldats irakiens entrer dans le bâtiment et retirer brutalement les nouveaux-nés des couveuses dans lesquels ils se trouvaient et les avaient « abandonnés à même le sol froid, les condamnant ainsi à une mort certaine ». ⁴⁴ L'histoire des couveuses provoqua un vif émoi parmi la population américaine, que le Président s'empessa d'alimenter en martelant les faits, discours après discours, et ajoutant même que 312 bébés avaient ainsi trouvé la mort. Bush fut si convaincant que l'information fut

reprise par Amnesty International. Une fois la guerre terminée, on découvrit que la jeune fille en question n'avait jamais travaillé au Koweït et qu'elle se trouvait être la propre fille de l'ambassadeur koweïtien à Washington, comme le savaient pertinemment ceux qui avaient organisé l'audience du 10 octobre. Amnesty International dut, à regret, revenir sur ses propos ; en février 1992, Middle East Watch déclara qu'il s'agissait « purement et simplement de propagande de guerre ». ⁴⁵ Plus de 10 ans après, George Bush Junior tenta à nouveau de manipuler les sentiments du peuple américain en annonçant que l'Irak cherchait à développer des armes chimiques, biologiques et atomiques et que le Président Saddam Hussein était impliqué dans les attentats du 11 septembre 2001.

En décembre 1990, Bush père essuya les vives critiques du Parlement européen. Dans une résolution qui fut transmise à la Maison Blanche et à l'administration américaine, l'Union Européenne condamnait fermement les manœuvres secrètes des États-Unis. Elle déclarait officiellement « condamner la création clandestine de réseaux de manipulation et d'action et appeler à l'ouverture d'une enquête approfondie sur la nature, la structure, les buts et tout autre aspect de ces organisations secrètes et autres groupes dissidents, sur leur utilisation dans le but d'interférer dans les affaires politiques internes des pays concernés, sur la question du terrorisme en Europe et sur la possible complicité des services secrets des États membres ou de pays tiers ». Mais surtout, l'Union Européenne protestait « vigoureusement contre le droit que s'arrogent certains responsables militaires américains au sein du SHAPE et de l'OTAN d'encourager l'établissement en Europe d'un réseau clandestin de renseignement et d'action ». ⁴⁶

Compte tenu de sa grande expérience des opérations secrètes, le Président George Bush Sr ne pouvait ignorer les opérations terroristes et illégales auxquelles s'étaient livrées les armées secrètes, il refusa donc de s'exprimer sur le sujet. Inconscient de l'ampleur du scandale, le Congrès américain préféra s'abstenir de poser des questions trop délicates. Les médias eux non plus ne ressentirent pas le besoin de mener une enquête. Dans un article du *Washington Post*, l'un des rares publiés aux USA sur le sujet, sous le titre « La CIA lève des armées secrètes en Europe de l'Ouest : une force paramilitaire créée pour résister à une occupation soviétique », on put lire qu'un « représentant [anonyme] du gouvernement des États-Unis familier de l'Opération Gladio » aurait déclaré que Gladio était « un problème strictement italien sur lequel nous n'avons aucun contrôle d'aucune sorte » et ajouté « prétendre, comme le font certains, que la CIA a été impliquée dans des actes terroristes en Italie est une absurdité totale ». ⁴⁷ Comme le prouvèrent les enquêtes qui suivirent, cette déclaration de la CIA était une absurdité totale. ⁴⁸

6.

La guerre secrète en Italie

L'anticommunisme américain fut à l'origine des nombreuses tragédies qui marquèrent l'histoire de la Première République italienne (1945-1993). Les preuves découvertes au cours des dix dernières années attestent que l'armée Gladio dirigée par les services secrets italiens prit, avec la complicité des terroristes d'extrême droite, une part active à cette guerre non déclarée. En l'absence d'envahisseur soviétique, les unités paramilitaires anticommunistes formées par la CIA se rabattirent sur des opérations internes visant à conditionner la vie politique nationale. Une enquête parlementaire chargée par le Sénat italien de faire la lumière sur Gladio et sur une série d'attentats mystérieux conclut à la fin de la guerre froide que, dans le pays, «la CIA avait pu bénéficier d'une liberté maximale» due au fait que l'Italie avait, sous la Première République, vécu «dans une situation de division difficile voire tragique». Cette division opposait les deux idéologies dominantes de la guerre froide : à gauche, on trouvait le très populaire et très influent PCI, le parti communiste italien, financé en sous-main par l'URSS ainsi que le puissant parti socialiste¹ tandis que de l'autre côté de l'échiquier s'activaient la CIA, les services secrets militaires italiens et leur armée Gladio mais aussi des mouvements terroristes d'extrême droite, recevant tous le soutien politique de la DCI conservatrice.²

Pendant la seconde guerre mondiale, l'Italie du dictateur fasciste Benito Mussolini s'était alliée à Hitler. Après la défaite des puissances de l'Axe, le Président Franklin Roosevelt, le Premier ministre britannique Winston Churchill et le dirigeant de l'URSS Joseph Staline se rencontrèrent à Yalta, en Crimée, en février 1945, pour discuter du sort de l'Europe et prirent la décision, cruciale pour l'Italie, de placer la péninsule dans la sphère d'influence américaine. Afin de limiter le pouvoir des communistes, la CIA n'hésita pas à s'allier à la Mafia et aux terroristes d'extrême droite. Victor Marchetti, un agent de la CIA, expliqua un jour : «La CIA s'est appuyée sur l'anticommunisme viscéral de la Mafia pour contrôler l'Italie».³ Avant même la fin de la guerre, Earl Brennan, le chef de l'OSS

en Italie, était intervenu auprès du ministre de la Justice américain afin que celui-ci réduise la peine de 50 ans prononcée contre Charles «Lucky» Luciano dans le but de conclure un marché secret : en échange de sa libération, Luciano fournissait à l'armée américaine une liste des mafiosi siciliens les plus influents qui devaient appuyer le débarquement américain de 1943 en Sicile.⁴ Après la guerre, la CIA «eut à cœur d'entretenir cette amitié secrète avec la Mafia sicilienne» et c'est ainsi qu'«au nom de la lutte contre le Communisme en Italie et en Sicile, les Américains abandonnèrent l'île à la pègre qui la contrôle encore aujourd'hui».⁵

Les troupes américaines qui libérèrent le pays et instaurèrent en lieu et place de la dictature une démocratie fragile furent accueillies par les Italiens avec des drapeaux, du pain et du vin. Malgré cela, les Alliés «étaient inquiets de la situation politique de l'Italie et notamment de la menace du parti communiste dont l'influence ne cessait de croître, une situation déjà observée par le passé en Grèce et en Yougoslavie». C'est pourquoi Londres et Washington décidèrent de changer de politique en cessant d'assister les partisans italiens, en majorité communistes, qui jouissaient d'un certain prestige auprès de la population en raison de leur résistance héroïque au fascisme. «Ce changement de politique fut vivement déploré» par les officiers de liaison britanniques et américains qui avaient combattu derrière les lignes ennemies aux côtés des communistes et «par les Italiens eux-mêmes».⁶ Et le mécontentement grandit encore lorsque les communistes italiens virent leurs anciens alliés recruter secrètement des fascistes vaincus et des membres de l'extrême droite au sein de l'appareil d'État, «l'anticommunisme virulent, sur lequel s'étaient appuyés les fascistes pour accéder au pouvoir, était à présent une qualité très recherchée».⁷

«Il est probable que des groupuscules d'extrême droite furent recrutés et intégrés au réseau *stay-behind* afin de pouvoir nous prévenir si une guerre se préparait», confirma plus tard Ray Cline, directeur adjoint de la CIA de 1962 à 1966, dans un reportage sur Gladio. «Dans cette optique, l'utilisation d'extrémistes de droite, à des fins de renseignement et non politiques, me semble ne poser aucun problème.»⁸ Mais, loin de se cantonner à la collecte de renseignement, ceux-ci reçurent véritablement les clefs du pouvoir. Les États-Unis érigèrent la DCI, la Démocratie Chrétienne Italienne, comme un rempart face au communisme, «un ramassis de collaborationnistes, de monarchistes et de fascistes irréductibles».⁹ Alcide De Gasperi, de la DCI, fut nommé Premier ministre et dirigea 8 gouvernements successifs entre 1945 et 1953. «En l'absence d'une véritable purge, la vieille bureaucratie fasciste parvint à se maintenir.»¹⁰ Le Premier ministre De Gasperi et le ministre de l'Intérieur

Mario Scelba supervisèrent personnellement «la réintégration de fonctionnaires profondément compromis avec le régime fasciste». ¹¹

Le Prince Valerio Borghèse, surnommé «le Prince Noir», fut l'un de ces fascistes notoires recrutés par les États-Unis. À la tête de la Decima MAS (XMAS), un corps d'élite de 4 000 hommes créé en 1941 et placé sous commandement nazi, il avait dirigé une campagne d'extermination des résistants sous la République de Salò et s'était spécialisé dans la traque et l'exécution des communistes italiens. Capturé par des résistants à la fin de la guerre, il fut sur le point d'être pendu lorsque, le 25 avril 1945, l'amiral Ellery Stone, proconsul américain de l'Italie occupée et ami proche de la famille Borghèse, ordonna à James Angleton, un employé de l'OSS qui allait devenir le plus célèbre des agents de la CIA, de lui venir en aide. Angleton fournit au Prince Noir un uniforme d'officier américain et l'escorta jusqu'à Rome où il devait répondre de ses crimes de guerre. Grâce à la protection des États-Unis, Borghèse fut finalement déclaré «non coupable». ¹² L'agent de la CIA Angleton fut décoré de la Legion of Merit de l'armée américaine pour ses actes «exceptionnellement méritoires» et poursuivit sa carrière à la direction du contre-espionnage de la CIA, «devenant l'incarnation même du contrôle exercé par les USA sur les mouvements politiques et les groupes paramilitaires néo-fascistes et d'extrême droite de l'Italie d'après-guerre». ¹³ À l'instar de nombreux soldats de la guerre froide, «l'ennemi avait simplement changé de forme aux yeux d'Angleton» après la défaite de l'Axe, comme l'écrivirent ses biographes, «le marteau et la faucille avaient remplacé la croix gammée». ¹⁴

En 1947 furent créés à Washington le NSC et la CIA. L'Italie, en raison des «attaques continuelles de son puissant parti communiste» dont elle était la cible, eut le triste privilège d'être le premier pays à faire l'objet d'une guerre secrète et non déclarée de la CIA. La mission que s'était fixée l'Agence était claire : empêcher la gauche italienne de remporter les premières élections nationales de l'après-guerre, qui devaient se dérouler le 16 avril 1948. Le Président Harry Truman était très contrarié car le PCI, le plus grand parti communiste d'Europe de l'Ouest, et le PSI venaient de s'allier pour former le Fronte Democratico Popolare (FDP). Les observateurs prédisaient une victoire du FDP au Parlement, en se basant sur les bons scores obtenus par la coalition de gauche lors des dernières élections municipales où la DCI soutenue par les Américains avaient souvent été battue. L'OPC, le département des opérations spéciales de la CIA, qui, sous la direction de Frank Wisner, mit sur pied le réseau Gladio, injecta donc 10 millions de dollars dans le parti démocrate chrétien. Dans le même temps, communistes et socialistes furent la cible de campagnes de diffamation. Entre autres coups tordus, la CIA publia des pamphlets

calomnieux et anonymes sur la vie sexuelle et privée des candidats du PCI et leur prêtant des contacts avec les fascistes et/ou des mouvements anticléricaux. Cette stratégie consistant à viser spécifiquement les sièges susceptibles d'apporter une majorité à la DCI plutôt que de miser sur une large victoire porta ses fruits dans chacune des plus de 200 circonscriptions retenues à l'exception de deux. Lors du vote, la DCI rassembla finalement 48 % des suffrages et obtint ainsi 307 sièges au Parlement tandis que le FDP dut se contenter de 31 % des voix et de 200 sièges. ¹⁵ La répression brutale qui répondit aux protestations de la population et de la gauche en particulier firent un «nombre considérable de victimes pendant les manifestations et les occupations de locaux». ¹⁶

Le Président Truman fut très satisfait des résultats obtenus et devint un adepte des opérations clandestines. Dans sa fameuse «Doctrine Truman» de mars 1947, il avait spécifié : «Nous ne devons reconnaître aucun gouvernement imposé à une nation par une force ou une puissance étrangère», fondant ainsi la politique étrangère des États-Unis sur «le Droit et la Justice» et refusant toute «compromission avec le mal». ¹⁷ Cependant si les élections italiennes s'étaient soldées par autre chose qu'une victoire de la DCI soutenue par les USA, l'Italie aurait alors pu sombrer, comme la Grèce, dans la guerre civile. Pendant et après les élections, des bâtiments de guerre américains patrouillèrent au large de la péninsule et des forces terrestres restèrent en alerte. George Kennan, le chef du bureau de planification politique du département d'État chargé de développer les programmes à long terme nécessaires à l'atteinte des objectifs de politique étrangère, préconisait purement et simplement une intervention militaire des USA dans le cas d'une victoire des communistes aux élections. ¹⁸ Suite aux révélations sur Gladio, le Président italien Francesco Cossiga confirma qu'une faction paramilitaire de la DCI se tenait prête à intervenir si cela avait dû se produire. Équipé d'un fusil automatique Stern, de chargeurs et de plusieurs «grenades à main», Cossiga faisait lui-même partie du commando. «J'étais armé jusqu'aux dents et je n'étais pas le seul.» L'armement des paramilitaires de la DCI avait été «acheté grâce à de l'argent mis à leur disposition par le parti». ¹⁹

Après que le PCI eut été écarté du gouvernement, l'Italie gouvernée par la DCI pro-américaine fut invitée, le 4 avril 1949, à rejoindre l'OTAN nouvellement créée, en qualité de membre fondateur. Quelques jours seulement auparavant, le 30 mars 1949, l'Italie s'était dotée de son premier service de renseignement militaire depuis 1945, né de la collaboration avec la CIA. Intégrée au ministère de la Défense, l'unité secrète fut baptisée SIFAR et placée sous la direction du général Giovanni Carlo. Sous la Première République, le SIFAR s'immisça à de nombreuses reprises dans

les affaires politiques de l'Italie et sa division «Office R» se chargea du commandement de l'armée *stay-behind* anticommuniste Gladio.²⁰ «La coïncidence entre l'adhésion de l'Italie à l'OTAN et le rétablissement de sa capacité de renseignement est loin d'être fortuite», observa à juste titre l'expert en services secrets Philipp Willan, «elle nous renseigne sur les buts fondamentaux des services secrets de l'Italie d'après-guerre et sur les intentions de ceux qui ont permis leur rétablissement».²¹

Le SIFAR fut dès sa création «régulé par un protocole top secret imposé par les États-Unis qui constitue un renoncement total à la souveraineté nationale». Selon ce protocole, établi en coordination avec le programme de l'OTAN, les obligations du SIFAR à l'égard de la direction de la CIA aux USA auraient compris le partage du renseignement collecté et le respect d'un droit de regard sur le recrutement du personnel, lequel devait impérativement recevoir l'approbation de la CIA.²² En effet, le SIFAR n'était pas indépendant mais sous la coupe de la CIA. Ou plutôt, comme le décrit Paulo Taviani, ministre de la Défense italien entre 1955 et 1958 : les services secrets italiens étaient dirigés et financés par «les types de Via Veneto», autrement dit, la CIA et l'ambassade américaine à Rome.²³ Les sénateurs italiens remarquèrent également cette hégémonie de la CIA : «Gladio a été créé suite à un accord entre deux services secrets, l'un très important, l'américain, l'autre bien moins, l'italien».²⁴

En 1951, le général Umberto Broccoli fut nommé directeur du SIFAR et, en sa qualité de membre d'un «Comité Secret», rencontra régulièrement des représentants de la CIA, le responsable du commandement de l'OTAN pour l'Europe du sud ainsi que des responsables de l'armée, de la Marine et de l'armée de l'Air italienne.²⁵ L'OTAN craignant l'influence du PCI, le SIFAR avait vocation à garantir la stabilité de l'Italie. Dans cette optique, l'armée secrète Gladio était sa pièce maîtresse. Le 8 octobre 1951, Broccoli écrivit au ministre de la Défense Eufisio Marras au sujet de l'entraînement des Gladiateurs au Royaume-Uni et de la fourniture d'armes et d'explosifs par la CIA. Dans sa lettre, le général expliquait que le SIS avait offert d'entraîner les cadres du Gladio italien en échange de l'achat d'armement britannique par l'Italie. Dans le même temps, la CIA proposait, elle, de fournir les armes gratuitement, mais elle n'était pas en mesure de dispenser une formation du niveau de celle qu'offraient les Anglais. Les Italiens choisirent de ne pas choisir : ils envoyèrent leurs officiers recevoir la prestigieuse instruction des centres d'entraînement britanniques et conclurent simultanément avec les États-Unis un accord secret qui leur garantissait un approvisionnement gratuit en armes. Cela ne plut pas aux Britanniques. Lorsque le général Ettore Musco, qui succéda à Broccoli à la tête du SIFAR se rendit en Angleterre pour visiter

le Fort Monckton, l'accueil fut particulièrement froid : «En 1953, les Britanniques, furieux de s'être fait rouler, reprochèrent au général Musco que "son service se soit livré corps et âme aux Américains"».²⁶

Œuvrant pour la politique anticommuniste secrète de l'OTAN, les représentants du SIFAR participaient régulièrement aux réunions Gladio des organes de commandement de l'OTAN, l'ACC et le CPC. Peu de temps avant de quitter ses fonctions, le Président Cossiga prétendit lors d'un entretien télévisé que l'armée secrète Gladio était née en Italie en 1951 de l'inquiétude «de ce qui pourrait arriver si l'Europe était envahie». «Il fut convenu que trois pays, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, seraient des membres permanents et que les autres seraient des membres associés, ce qui concernait le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, la Grèce et la Turquie», expliqua Cossiga en faisant référence au CPC, le comité de direction du réseau Gladio. «L'Italie fut invitée à participer en qualité de membre associé. Elle déclina l'offre et demanda à devenir un membre permanent mais ne reçut alors pas de réponse. En 1956, l'Allemagne rejoignit le groupe.» Le Président insistait sur le secret entourant ces opérations. «La ligne de conduite de l'OTAN consistait à nier l'existence de tout ce qu'il avait été convenu de garder secret.»²⁷

Dans un document top secret du NSC, le Conseil National de Sécurité américain, signé de la main de Truman le 21 avril 1950, le Président soulignait que «l'Italie est la clef de la sécurité américaine», les USA doivent donc «être prêts à utiliser tout leur pouvoir politique, économique et, au besoin, militaire» pour combattre le PCI. «Dans le cas où les communistes parviendraient à entrer au gouvernement de manière démocratique ou si ce gouvernement devait cesser de s'opposer fermement au communisme à l'intérieur et à l'extérieur du pays, les États-Unis doivent se préparer à prendre les mesures nécessaires», Truman mentionnait même explicitement la possibilité d'une invasion si «une partie du territoire italien tombait sous domination communiste des suites d'une insurrection armée». À l'approche des élections, le plan conçu par les USA prévoyait : en phase 1 : le renforcement de «la présence militaire américaine en Méditerranée»; phase 2 : «la phase d'alerte», les troupes américaines devaient envahir l'Italie à «la demande du gouvernement italien et après consultation de la Grande-Bretagne et des autres pays de l'OTAN». Elles devaient se déployer «dans les zones de la péninsule contrôlées par le gouvernement pour une démonstration de force». Enfin, la «phase 3, alerte rouge : les forces armées [américaines] en effectifs suffisants» devaient «débarquer en Sicile et/ou en Sardaigne» afin «d'occuper et de défendre le territoire contre la résistance communiste locale».²⁸

Les craintes de Washington grandirent encore lors des élections de juin 1953 où, malgré les opérations spéciales de la CIA, la DCI, avec 40 % des voix, obtint seulement 261 sièges au Parlement, soit 46 de moins qu'en 1948. La coalition de gauche remporta, quant à elle, 218 sièges avec 35 % des suffrages. La CIA intensifia sa guerre secrète car «il y avait de bonnes raisons de redouter que si cette tendance observée entre 1948 et 1953 se poursuivait (...) la coalition formée par les communistes et les socialistes finirait par devenir la principale force politique du pays», selon l'analyse faite par William Colby, qui fut plus tard choisi pour diriger la CIA sous la présidence de Nixon.²⁹ En premier lieu, on décida qu'il fallait nommer un chef du SIFAR plus agressif. En 1955, Carmel Offie, haut responsable de la CIA et proche collaborateur du directeur d'alors Allen Dulles, se rendit en Italie où, avec le directeur de l'antenne locale, le COS Gerry Miller, il confia à Claire Boothe Luce, la ravissante ambassadrice des États-Unis à Rome, la mission de convaincre le ministre de la Défense italien Emilio Taviani de nommer le général Giovanni De Lorenzo à la tête du SIFAR. L'année suivante, De Lorenzo, un adversaire farouche du communisme acquis aux idées de Washington, prit donc le commandement du SIFAR et de ses armées secrètes.³⁰

Avec sa moustache, ses lunettes et son allure militaire, De Lorenzo incarnait le figure du général à l'ancienne. Dans un document top secret daté du 26 novembre 1956 et signé de sa main, le patron du SIFAR évoque des «accords antérieurs» passés entre la CIA et ses services et précise que l'opération Gladio est en bonne voie.³¹ Le document, contenant des données hautement sensibles, ne fut pas dévoilé aux sénateurs chargés de l'enquête parlementaire. «L'accord conclu entre le SIFAR et la CIA en 1956 concernant l'organisation *stay-behind* ne peut à présent pas être rendu public puisqu'il s'agit d'un engagement bilatéral classé top secret», expliqua l'amiral Fulvio Martini, directeur du SIFAR, à des sénateurs médusés qui avaient cru, à tort, que le SIFAR devait rendre des comptes au Parlement italien et pas à la CIA. «La déclassification du document, que j'ai déjà demandée le 13 décembre 1990», précisa-t-il, «nécessite impérativement l'accord de l'autre partie impliquée».³²

Sur la liste des projets prioritaires du SIFAR, De Lorenzo plaça la construction d'un nouveau quartier général pour l'armée secrète, pour lequel la CIA n'hésita pas à déboursier 300 millions de liras. Américains et Italiens étaient convenus que pour des raisons de discrétion et de fonctionnalité le nouveau centre du Gladio ne devait pas être bâti sur le continent mais sur l'une des grandes îles de la côte Ouest de l'Italie. La Sardaigne fut retenue et le terrain acheté. Le colonel Renzo Rocca, chef du Bureau R qui dirigeait le Gladio local, fut chargé de superviser la construction de la

nouvelle base où des soldats anticommunistes seraient équipés et entraînés par des instructeurs des Forces Spéciales américaines et britanniques.³³ Le «Centre d'Entraînement au Sabotage» (en italien CAG) était situé au Cap Marragiu, près du village d'Alghero. Derrière les murs et les clôtures électrifiées, on construisit un petit port et des bunkers souterrains, on mit en place de puissants transmetteurs radio longue distance ainsi que des installations sous-marines destinées à l'entraînement des nageurs de combat; enfin, deux courtes pistes d'atterrissage et un hélicoptère furent aménagés. D'autres bâtiments furent également ajoutés pour l'entraînement au maniement d'armes et d'explosifs ainsi que pour la formation idéologique.³⁴

«Je me suis rendu pour la première fois à Capo Marragiu en 1959», témoigna le Gladiateur Ennio Colle suite à la découverte des armées secrètes. Le 27 novembre 1990, Colle avait reçu une lettre du directeur du SISMI l'informant que «l'armée secrète avait été dissoute». L'ancien combattant affirma que les membres de l'unité spéciale étaient maintenus dans l'ignorance au sujet de la dimension internationale du réseau et qu'ils ignoraient où ils avaient reçu leur entraînement : «Je ne savais pas où j'étais car ils nous transportaient dans des avions aux hublots obstrués». Decimo Garau, un instructeur du CAG, lui-même formé en Grande-Bretagne, confirma à des journalistes que les Gladiateurs italiens étaient littéralement maintenus dans l'obscurité : «Ils arrivaient à bord d'un appareil maquillé et étaient ensuite conduits dans des navettes aux vitres masquées qui les déposaient devant leurs quartiers. L'entraînement pouvait alors commencer.»³⁵

«En résumé, mon travail consistait à empêcher que les communistes ne s'emparent de l'Italie aux prochaines élections de 1958», écrivit l'agent de la CIA William Colby dans ses mémoires. En automne 1953, il fut envoyé à Rome et placé sous les ordres du COS Gerry Miller. Les armées secrètes Gladio devaient permettre à la CIA «d'éviter que les défenses militaires de l'OTAN ne soient court-circuitées politiquement par une cinquième colonne subversive, le Partito Comunista Italiano (ou PCI)» dans le cadre de ce que Colby décrit comme «le plus vaste programme d'action politique clandestine jamais entrepris par la CIA». Tout comme les communistes, les socialistes italiens subissaient eux aussi les attaques de la CIA qui orchestrait des campagnes de diffamation à leur endroit tout en finançant la DCI. «Nous n'allions tout de même pas abandonner la DCI que nous contrôlions au profit de socialistes imprévisibles.» Les manœuvres de Colby portèrent leurs fruits et, en 1958, la DCI consolida son pouvoir avec 42 % des voix et 273 sièges tandis que les communistes, avec leurs 23 %, devaient se contenter de 140 sièges et les socialistes de 84.³⁶

Colby partageait l'enthousiasme du Président Dwight Eisenhower pour les opérations secrètes suite au succès des coups d'État menés conjointement avec le MI6 qui renversèrent les gouvernements de Mossadegh en Iran en 1953 et d'Arbenz au Guatemala l'année suivante. En Italie, la manipulation des élections et le financement secret de la DCI «étaient si efficaces que ceux-là même qui bénéficiaient de notre aide en ignoraient parfois la provenance», raconta Colby, non sans une certaine fierté. «Les opérations politiques que mena la CIA en Italie et dans d'autres pays dans les années qui suivirent, au Chili par exemple, font aujourd'hui l'objet de critiques véhémentes», observe rétrospectivement Colby. «On ne peut plus nier à présent l'illégalité d'une telle "ingérence". Les lois en vigueur dans la plupart des pays du monde, y compris aux États-Unis, interdisent à tout gouvernement étranger de s'immiscer dans le processus politique interne du pays en question.» Toutefois, le vétéran de la guerre froide soutient qu'«aider les mouvements démocratiques italiens à riposter à une campagne de subversion prosoviétique se justifie moralement».³⁷

Par le biais d'une directive top secrète, le Pentagone, qui partageait visiblement cette conception, ordonna à la CIA de lancer l'«Opération *Demagnetize*». Il s'agissait d'entamer, en collaboration avec les services secrets militaires français et italiens, des «opérations politiques, paramilitaires et psychologiques» visant à affaiblir les communistes dans ces deux pays. La directive du Joint Chiefs of Staff datée du 14 mai 1952 soulignait : «Limiter l'influence des communistes en Italie et en France est un objectif prioritaire. Il doit être atteint par tous les moyens» y compris par le recours à une guerre secrète et à des opérations terroristes. «Il n'est pas indispensable que les gouvernements italiens et français soient informés du plan "*Demagnetize*" car celui-ci pourrait être perçu comme une violation de leur souveraineté nationale.»³⁸

Après l'affectation de Colby au Vietnam, le directeur du SIFAR De Lorenzo poursuivit sa lutte contre le PCI et le PSI. Un document top secret intitulé «Les Forces Spéciales du SIFAR et l'Opération Gladio» et daté du 1^{er} juin 1959 décrivait comment le programme de guerre non conventionnelle de l'OTAN et les opérations secrètes anticommunistes étaient coordonnées par le CPC, lui-même étroitement lié au SHAPE. Il indiquait que, outre une invasion soviétique, l'OTAN redoutait également «une subversion intérieure» et, particulièrement en Italie, une progression du parti communiste. «Au niveau national, la possibilité d'une situation d'urgence telle que décrite plus haut a été et demeure la justification des activités spéciales du SIFAR. Celles-ci sont menées par la section SAD du Bureau R», spécifiait le document, faisant ainsi référence à l'armée secrète Gladio. «Parallèlement à cette résolution, le directeur du SIFAR a

décidé, avec l'approbation du ministre de la Défense, de confirmer les accords antérieurs conclus à ce sujet entre les services secrets italiens et américains, conformément au principe de collaboration mutuelle convenu dans le cadre des activités S/B (*stay-behind*), en vue de mener une opération conjointe.» Le général De Lorenzo précisait en conclusion que les accords passés entre la CIA et le SIFAR et datés du 26 novembre 1956 constituaient «le document de référence de l'Opération "Gladio" (nom donné aux opérations développées par les deux services secrets)».³⁹

Quand John F. Kennedy fut élu Président en janvier 1961, la politique des USA vis-à-vis de l'Italie s'en trouva modifiée car, contrairement à ses prédécesseurs Truman et Eisenhower, Kennedy n'éprouvait aucune hostilité à l'égard du PSI. Il partageait une analyse de la CIA selon laquelle «la progression des socialistes, même sans intervention extérieure, est la preuve que la sensibilité de gauche tend, en Italie, vers une forme démocratique de socialisme».⁴⁰ Cependant les ambitions de réforme de Kennedy se heurtèrent à la résistance tenace du département d'État et de la CIA. Le secrétaire d'État Dean Rusk rapporta avec horreur au Président que Riccardo Lombardi du PSI avait publiquement réclamé la reconnaissance de la République Populaire de Chine et le retrait des bases militaires américaines d'Italie, y compris celle de l'OTAN située près de Naples, et avait déclaré que le capitalisme et l'impérialisme étaient des ennemis à combattre. «Est-ce avec ce parti-là que les États-Unis doivent traiter?»⁴¹

À Rome, l'ambassadeur Frederick Reinhardt et le COS Thomas Karamessines discutaient d'un moyen de stopper Kennedy. Ils s'adressèrent à Vernon Walters de la CIA, un partisan avéré de la lutte anticommuniste, «ayant participé directement ou indirectement à plus de coups d'État que quiconque dans l'administration américaine».⁴² Il déclara que si Kennedy permettait au PSI de remporter les élections, les USA devraient envahir le pays. Plus subtilement, Karamessines suggérait de renforcer les mouvements d'opposition à la gauche présents en Italie.⁴³ «Cela aboutit à une situation absurde dans laquelle le Président Kennedy se trouvait opposé à son secrétaire d'État et au directeur de la CIA.»⁴⁴

Le jour des élections en avril 1963, le cauchemar de la CIA se réalisa : les communistes gagnèrent du terrain tandis que tous les autres partis perdaient des sièges. La DCI soutenue par les USA tomba à 38 %, son plus mauvais score depuis sa création au lendemain de la guerre. Le PCI rassemblant 25 % des suffrages et le PSI réalisant un bon 14 % s'allièrent pour former la première majorité de gauche au Parlement italien. Les électeurs de la gauche italienne fêtèrent dans la rue la nomination pour la première fois de socialistes au sein du gouvernement du Premier ministre Aldo Moro de l'aile gauche de la DCI. Le Président Kennedy fut immen-

sément satisfait de ces résultats et décida en juillet 1963 d'effectuer une visite officielle à Rome à la grande joie de nombreux Italiens. L'aéroport était bondé et une fois de plus, les Américains furent accueillis par des drapeaux et des acclamations. «C'est un homme formidable. Il ne fait pas du tout son âge. Il m'a invité à lui rendre visite aux États-Unis», déclara avec enthousiasme Pietro Nenni, le chef du PSI.⁴⁵

Kennedy venait de permettre à l'Italie de basculer à gauche. Les socialistes s'étant vu attribuer des portefeuilles ministériels, les communistes italiens, invoquant leurs bons résultats aux élections, réclamèrent eux aussi à entrer au gouvernement. En mai 1963, le syndicat des ouvriers du bâtiment manifesta à Rome dans ce but. La CIA s'en inquiéta et chargea des membres de l'armée secrète Gladio habillés en policiers et en civils de réprimer ces mouvements ; plus de 200 manifestants furent blessés.⁴⁶ Mais pour l'Italie, le pire restait à venir. En novembre 1963, le Président Kennedy fut assassiné à Dallas, au Texas, dans des circonstances troubles. Cinq mois plus tard, la CIA, le SIFAR, l'armée secrète Gladio et les carabinieri déclenchèrent un coup d'État qui força les socialistes à renoncer à leurs ministères.

Ce putsch au nom de code «Piano Solo» était dirigé par le général Giovanni De Lorenzo, l'ancien chef du SIFAR, qui, sur ordre du ministre de la Défense Giulio Andreotti, un démocrate-chrétien, avait été nommé à la tête des carabinieri. Collaborant étroitement avec l'expert en guerre secrète de la CIA Vernon Walters, le chef de l'antenne romaine de la CIA William Harvey et le commandant des unités Gladio au sein du SID Renzo Rocca, De Lorenzo intensifia la guerre clandestine. Rocca employa pour la première fois son armée secrète à faire exploser les bureaux de la DCI et le siège de plusieurs journaux avant d'en accuser la gauche afin de discréditer les communistes et les socialistes.⁴⁷ Le 25 mars 1964, comme le gouvernement ne vacillait toujours pas, De Lorenzo ordonna à ses soldats de l'ombre «d'occuper à son signal les agences gouvernementales, les principaux centres de communication, les sièges des partis de gauche, les locaux des quotidiens les plus marqués à gauche ainsi que les bâtiments de la radio et de la télévision. Les agences de presse devaient être investies uniquement le temps nécessaire pour détruire les rotatives et rendre impossible la publication des journaux.»⁴⁸ De Lorenzo insista pour que l'opération soit menée «avec autant de détermination et de vigueur que possible et ne laisser aucune place à l'hésitation ou au doute» et, selon les termes du rapport d'enquête sur Gladio, il parvint à rendre ses soldats «enragés et exaltés».⁴⁹

Les Gladiateurs, qui s'étaient vu remettre une liste de proscription de plusieurs centaines de noms, avaient ordre de traquer les socialistes et les communistes y figurant, de les arrêter et de les déporter en Sardaigne où

ils devaient être incarcérés au CAG. Le document intitulé «Les Forces Spéciales du SIFAR et l'Opération Gladio» spécifiait que : «Comme le quartier général des Opérations, le Centre d'entraînement au sabotage CAG est protégé par un système de sécurité particulièrement efficace et équipé d'installations et de matériel spécialement conçus pour les cas d'urgence».⁵⁰ Dans une atmosphère de grande tension, l'armée secrète s'appêtait à passer à l'action. Le 14 juin 1964, De Lorenzo donna le feu vert et entra dans Rome avec blindés, transports de troupes, jeeps et lance-grenades pendant que les forces de l'OTAN se livraient à de grandes manœuvres militaires dans la région, afin d'intimider le gouvernement italien. Le général prétexta habilement que cette démonstration de force avait lieu à la veille du 150^e anniversaire de la création du corps des carabinieri, et, en compagnie du Président italien Antonio Segni, issu de l'aile droite de la DCI et anticommuniste fanatique, ils assistèrent, radieux, au défilé des troupes. Les socialistes italiens remarquèrent que, contrairement à l'usage, les chars et les lance-grenades ne furent pas retirés après le défilé mais restèrent déployés dans Rome pendant tout le mois de mai et une partie de juin 1964.⁵¹

Très inquiet de la situation, le Premier ministre Aldo Moro rencontra secrètement le général De Lorenzo à Rome. Ce fut naturellement un «entretien très inhabituel entre un Premier ministre au cœur d'une tempête politique et un général rêvant de le remplacer pour instaurer un régime plus autoritaire».⁵² Après cette entrevue, les socialistes abandonnèrent leurs ministères sans protester et proposèrent leurs représentants les plus modérés pour la composition du second gouvernement Moro. «Ces partis politiques comprirent soudain qu'ils pouvaient être chassés du pouvoir. En cas de vacance du pouvoir résultant d'un échec de la gauche, la seule alternative aurait été un gouvernement de crise», rappela le socialiste Pietro Nenni des années plus tard, «ce qui dans le contexte politique du pays aurait signifié un gouvernement de droite».⁵³ Après ce coup, les traces de Gladio furent maquillées. Quelques années plus tard, en juillet 1968, des enquêteurs voulurent interroger le commandant Renzo Rocca. Le Gladiateur se disait prêt à coopérer, mais la veille du jour convenu pour l'audition, il fut retrouvé mort, une balle dans la tête, dans son appartement privé de Rome. Un juge qui tentait d'élucider l'assassinat fut dessaisi du dossier par sa hiérarchie.⁵⁴ «Il ne fait aucun doute que cette opération servait les intérêts poursuivis par certains services de l'administration américaine», ne purent que constater les enquêteurs, tandis que l'historien Bernard Cook observa à juste titre que Piano Solo «portait la signature de Gladio».⁵⁵ Suite à la découverte des armées secrètes, Ferraresi, un spécialiste du sujet, conclut que «la nature véritablement

criminelle de ce plan est enfin reconnue aujourd'hui» et dénonça les conséquences dramatiques de Piano Solo qui a «tenu en échec et ruiné les efforts de la première coalition de gauche – peut-être la seule véritable tentative de projet réformateur dans l'Italie d'après-guerre». ⁵⁶

Outre le coup d'État fomenté, le général De Lorenzo espionnait également, sur ordre du COS Thomas Karamessines l'ensemble de la classe dirigeante italienne. Il était surtout intéressé par les «comportements anormaux», c'est-à-dire les relations extraconjugales, homosexuelles et la fréquentation de prostitués, hommes ou femmes. Dans le langage fleuri de Langley, cela permettait à la CIA et au SIFAR de tenir les élites italiennes «par les couilles». En menaçant de révéler certaines informations compromettantes en leur possession, ils purent ainsi faire pression pendant des années sur des politiciens, des ecclésiastiques, des hommes d'affaires, des responsables syndicaux, des journalistes ou des magistrats. De Lorenzo alla jusqu'à faire poser des micros au Vatican et au Palais du Premier ministre ce qui permit à la CIA d'écouter et d'enregistrer les conversations jusque dans les plus hautes sphères du pouvoir italien. La découverte des armées secrètes provoqua un choc considérable parmi la population et une enquête parlementaire sur les agissements du SIFAR révéla l'existence de dossiers très documentés sur les vies de plus de 157 000 citoyens italiens. Certains de ces dossiers étaient énormes, celui concernant le professeur Amintore Fanfani, un sénateur de la DCI qui avait assumé de très hautes fonctions dont celles de Premier ministre, était composé de 4 volumes, chacun épais comme un dictionnaire.

«Les gens étaient épiés par des caméras capables de réaliser des gros plans depuis une longue distance, leur correspondance était contrôlée, leurs conversations téléphoniques enregistrées, et des photographies relatives à leurs relations extraconjugales ou à leurs habitudes sexuelles étaient emmagasinées». La Commission parlementaire présidée par le général Aldo Boelchini confirma également qu'«étaient conservées en priorité les données susceptibles de fournir un moyen de pression». ⁵⁷ Entendu par les enquêteurs, De Lorenzo fut forcé de reconnaître avoir constitué ces dossiers sur ordre des États-Unis et de l'OTAN. ⁵⁸ Cet aveu suscita l'indignation des parlementaires de la commission. «Le plus grave dans cette affaire», insistèrent ses membres, «c'est que la collecte de renseignements pour le compte des pays de l'OTAN et du Vatican est devenue l'une des activités principales du SIFAR». Les sénateurs étaient véritablement outrés. «Cette situation bafoue la Constitution. C'est une violation avérée de la souveraineté nationale, une violation des principes de liberté et d'égalité des citoyens et une menace constante pour l'équilibre démocratique de notre pays.» ⁵⁹

La guerre secrète de la CIA, en revanche, se situait en dehors du champ d'investigation des parlementaires italiens. Suite au scandale, le SIFAR fut rebaptisé SID et confié à la direction du général Giovanni Allavena. Le Parlement ordonna à De Lorenzo de détruire l'intégralité des dossiers secrets. Et c'est ce qu'il fit, non sans avoir pris la précaution d'en remettre une copie au représentant local de la CIA Thomas Karamessines et au général Giovanni Allavena, le nouveau patron des services secrets. C'était un cadeau d'une valeur inestimable qui permettait de contrôler l'Italie de l'intérieur. En 1966, Allavena fut remplacé dans ses fonctions par le général, Eugenio Henke, mais il ne renonça pas au combat anticommuniste pour autant. En 1967, il fut admis dans une loge maçonnique anticommuniste secrète baptisée «Propaganda Due», ou P2 en abrégé, et fit à son directeur Licio Gelli le don d'une copie des 157 000 dossiers secrets.

Des années plus tard, on découvrit à quel point le directeur de Propaganda Due Licio Gelli et la CIA avaient manipulé la vie politique italienne afin d'empêcher les communistes d'accéder au pouvoir. Né en 1919, Gelli n'avait reçu qu'une éducation partielle, ayant été exclu de l'école à 13 ans pour avoir frappé le directeur. À l'âge de 17 ans, il s'enrôla dans les Chemises Noires et partit combattre en Espagne aux côtés des franquistes. Pendant la seconde guerre mondiale, il servit comme sergent-major dans la Waffen SS d'Hermann Goering et, à la fin du conflit, échappa de justesse aux partisans de la gauche italienne en rejoignant l'armée américaine. Frank Gigliotti de la loge maçonnique américaine recruta personnellement Gelli et lui confia la mission d'établir un gouvernement parallèle anticommuniste en Italie avec l'aide de l'antenne romaine de la CIA. Selon un rapport interne de l'antiterrorisme italien, «C'est Ted Shackley, l'homme qui dirigea toutes les opérations secrètes de la CIA en Italie dans les années soixante-dix, qui présenta le chef de la loge maçonnique à Alexander Haig». Le général Haig, conseiller militaire de Nixon, qui commanda des troupes au Vietnam avant d'occuper les fonctions de SACEUR de l'OTAN entre 1974 et 1979, et le conseiller pour la Sécurité nationale Henry Kissinger «autorisèrent Gelli, à l'automne 1969, à recruter au sein de sa loge 400 officiers supérieurs de l'armée italienne et de l'OTAN». ⁶⁰ Pendant toute la durée de la guerre froide, celui-ci entretenait d'excellentes relations avec les États-Unis. En signe de confiance et de respect, Gelli fut invité à assister, en 1974, à la cérémonie d'investiture du Président Gerald Ford ainsi qu'à celle de Carter trois ans plus tard. Lorsque Ronald Reagan fut élu à la Maison Blanche en 1981, c'est avec fierté que Gelli reçut l'invitation de s'asseoir au premier rang. C'était l'homme de Washington en Italie et, à ses yeux, il protégeait le pays de la gauche et prétendait à ce titre «mériter une médaille». ⁶¹

En avril 1981, dans le cadre d'une enquête criminelle, des magistrats milanais perquisitionnèrent la villa de Licio Gelli à Arezzo et y découvrirent les dossiers de P2 dont on ignorait alors l'existence. Une enquête parlementaire dirigée par Tina Anselmi révéla ensuite, à la grande surprise du peuple italien, que la liste des membres de la loge anticommuniste secrète P2 saisie à Arezzo comportait au moins 962 noms et estimait les effectifs de l'organisation à environ 2 500. Ce véritable « Who's Who de l'Italie » rassemblait non seulement les individus les plus conservateurs mais également les plus influents du pays : 52 officiers supérieurs du corps des carabinieri, 50 hauts gradés de l'armée italienne, 37 responsables de la brigade financière, 29 officiers supérieurs de la Marine italienne, 11 préfets de police, 70 industriels fortunés et puissants, 10 directeurs de banques, 3 ministres en exercice, 2 anciens ministres, 1 président de parti politique, 38 membres du Parlement et 14 hauts magistrats. La liste comportait aussi des individus plus bas dans la hiérarchie sociale tels que des maires, des directeurs d'hôpitaux, des avocats, des notaires et des journalistes. Le nom le plus célèbre qui y figurait est celui de Silvio Berlusconi, qui fut élu Président du Conseil en mai 2001, coïncidence : presque 20 ans jour pour jour après la découverte de l'existence de Propaganda Due.⁶²

« Nous avons abouti à la conclusion définitive que la souveraineté italienne est limitée par l'ingérence des services secrets américains et de la Franc-Maçonnerie internationale », regretta Antonio Bellochio, un communiste membre de la commission Anselmi, qui déplora également que, sous la présidence de Reagan, les parlementaires italiens aient négligé d'enquêter sur les liens unissant Propaganda Due et les USA. « Si la majorité des membres de la commission avaient approuvé notre analyse, ils auraient été forcés d'admettre qu'ils ne sont en fait que des pantins entre les mains des Américains et je doute qu'ils acceptent jamais de se rendre à cette évidence. »⁶³ Le rapport d'enquête faisait également remarquer que si la Franc-Maçonnerie est présente en Allemagne, en Espagne, en France, en Argentine, en Australie, en Uruguay, en Irlande, en Grèce, en Indonésie et dans la plupart des pays du monde, sa véritable maison mère se trouvait aux États-Unis où elle comptait pas moins de 5 millions de membres.⁶⁴ « Si la démocratie est un système de règles et de procédures qui définissent le cadre de l'action politique, qu'arrive-t-il quand un autre système vient se greffer, avec ses règles mystérieuses, ses procédures occultes, son pouvoir immense et sa capacité à se protéger des institutions légales par le mur du secret ? » s'interrogeaient les parlementaires tout en dénonçant la « dangerosité d'une telle activité extraparlamentaire ». ⁶⁵

Le gouvernement parallèle anticommuniste P2 et l'armée parallèle anticommuniste Gladio, tous deux financés par les États-Unis, travaillèrent

en étroite collaboration durant la Première République italienne. Licio Gelli, qui, après la découverte de la loge P2, avait échappé à l'arrestation en se réfugiant en Afrique du Sud, fut fier de confirmer, après la fin de la guerre froide, que l'armée secrète était composée d'anticommunistes farouches. « Bon nombre d'entre eux avaient combattu comme mercenaires lors de la guerre civile espagnole ou avaient servi sous la république fasciste de Salò. Ils ne recrutaient que des anticommunistes avérés. Je sais que c'était une organisation très structurée. Si l'influence des communistes s'étaient étendue en Italie, nous aurions, avec l'aide des Américains, livré une nouvelle guerre avec les armes qui nous auraient été larguées en quantité. »⁶⁶ Les Gladiateurs étaient bien payés, expliqua Gelli, car les USA investissaient en abondance dans le réseau : « Les Américains leur offraient beaucoup d'argent, l'équivalent d'un très bon salaire. En plus, ils garantissaient un soutien financier aux familles des Gladiateurs tués au combat. »⁶⁷

Gelli explique ainsi la double fonction de l'armée secrète : « Le but de Gladio et des organisations similaires qui existaient dans tous les pays d'Europe de l'Ouest était de contrer une invasion de l'Armée rouge ou un éventuel coup d'État d'un parti communiste. Le fait que, pendant toutes ces années, le PCI ne soit jamais parvenu au pouvoir malgré ses tentatives répétées, c'est à l'organisation Gladio qu'on le doit. »⁶⁸ En faisant implicitement référence aux nombreux attentats perpétrés en Italie, le documentariste Francovich demanda à Gelli : « Jusqu'où étiez-vous prêts à aller pour combattre le communisme ? », lequel répondit vaguement : « Ah, le communisme était l'ennemi numéro un. [Silence] Nous étions une association de croyants. Nous ne tolérions pas les non croyants. Nous voulions stopper le communisme dans son élan, éradiquer le communisme, combattre le communisme. »⁶⁹

Comme après la mort de Kennedy, durant la présidence de Lyndon Johnson, les communistes et les socialistes italiens continuaient de jouir d'une grande popularité et d'obtenir de bons résultats aux élections, la droite italienne et la CIA poursuivirent leur guerre secrète. En 1965, suite au succès de l'Opération Piano Solo, le commandant du Gladio Renzo Rocca organisa, sur ordre de la CIA et du SIFAR, un congrès de l'extrême droite à Rome sur le thème de « la contre-révolution armée » et « la défense de l'Italie contre le communisme par tous les moyens nécessaires ». L'Institut Alberto Pollio, un groupe de réflexion de droite, servit de couverture au SIFAR et à la CIA pour la tenue de ce congrès au luxueux hôtel Parco dei Principi de Rome, du 3 au 5 mai 1965. Les militants d'extrême droite présents convinrent que « la troisième guerre mondiale a déjà commencé, même si elle se livre à un faible niveau d'intensité militaire ». Parmi les orateurs, Egidio Beltrametti soulignait que : « C'est une lutte à

mort et nous sommes résolus à éradiquer le communisme par tous les moyens. Nous préférons nous contenter de méthodes non violentes, mais nous ne devons pas exclure d'envisager d'autres formes de combat.»⁷⁰ L'enquête parlementaire italienne permit de découvrir que les participants de la tristement célèbre conférence du Parco dei Principi avaient régulièrement fait référence à une mystérieuse organisation militaire parallèle, dont on n'apprit que plus tard qu'il s'agissait de Gladio.⁷¹

Richard Nixon, qui devint Président des États-Unis en janvier 1969, et Richard Helms, directeur de la CIA de juin 1966 à février 1973 qui organisa le coup d'État par lequel le dictateur Pinochet prit le pouvoir au Chili, partageaient l'analyse de l'extrême droite italienne. En effet, les agents de la CIA à Rome vécurent un nouveau cauchemar lors des élections de 1968, quand la DCI fut une fois encore battue par l'alliance des socialistes et des communistes tandis que, dans les rues, se multipliaient les manifestations non violentes des opposants à la guerre du Vietnam. La riposte survint le soir du 7 décembre 1970, quand Junio Valerio Borghèse, le célèbre fasciste italien sauvé en 1945 par James Angleton, déclencha le second coup d'État du Gladio, avec l'appui de la CIA. L'opération secrète était baptisée «Tora Tora», d'après le nom de code de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor qui décida de l'entrée en guerre des USA le 7 décembre 1941. Le plan prévoyait, dans sa phase finale, l'intervention des bâtiments de guerre de l'OTAN et des États-Unis en alerte en Méditerranée.

À l'instar de Piano Solo, l'opération comportait l'arrestation des leaders syndicaux et des partis de gauche, de journalistes en vue et d'activistes politiques qui devaient ensuite être évacués par la mer et emprisonnés au centre Gladio, en Sardaigne. Plusieurs centaines d'hommes en armes commandés par Borghèse se déployèrent dans le pays pendant que des unités d'élite se rassemblaient dans Rome. À la faveur de l'obscurité, un détachement de paramilitaires emmené par le célèbre leader d'extrême droite Stefano Delle Chiaie parvint à investir le ministère de l'Intérieur, avec la complicité des gardes. Les conspirateurs s'emparèrent d'un lot de 180 mitraillettes et utilisèrent un camion pour les sortir du bâtiment et les faire parvenir à leurs complices. Une deuxième unité, comme le révéla l'enquête parlementaire sur Gladio, commandée par le parachutiste et partisan d'extrême droite Sandro Saccucci était chargée d'arrêter les fonctionnaires politiques. Un troisième groupe armé, comportant notamment des carabinieri ayant participé à Piano Solo, attendait dans un gymnase de la Via Eleniana, à Rome, prêt à intervenir. Dans la capitale, une unité clandestine, placée sous le commandement du général Casero devait occuper le ministère de la Défense. Sous les ordres du général

Berti, un escadron d'hommes armés jusqu'aux dents et équipés de menottes se tenait à quelques centaines de mètres des bâtiments de la télévision et de la radio. Un autre groupe de putschistes, commandé par le général Amos Spiazzi, s'apprêtait à marcher sur Sesto San Giovanni, une banlieue ouvrière de Milan, fief de l'électorat communiste où la CIA prévoyait une forte résistance.⁷²

L'Italie était au bord du coup d'État. Mais rien ne se passa. Au cours de la nuit du 7 au 8 décembre, peu avant 1 h 00, Borghèse, le leader du putsch, reçut un mystérieux coup de téléphone et l'opération fut annulée. Les conspirateurs abandonnèrent leurs postes stratégiques et regagnèrent leurs quartiers. Au Chili et en Grèce, l'extrême droite avait pris le pouvoir par un coup d'État suite à une forte progression des partis de gauche. Pourquoi le putsch a-t-il avorté en Italie ? Des membres de la Mafia, recruté par la CIA pour appuyer les conspirateurs, témoignèrent plus tard que les services de renseignement de l'URSS avaient eu connaissance du projet et que, suite à cela, les forces américaines et de l'OTAN avaient remarqué la présence d'un grand nombre de navires de guerre soviétiques en Méditerranée. «Si le coup d'État avorta et si rien ne fut finalement fait, c'est en partie parce qu'il y avait alors un grand nombre de bâtiments de guerre soviétiques en Méditerranée», déclara Tommaso Buscetta, un pontefice de la Mafia, au juge Giovanni Falcone en 1984.⁷³ Un autre mafioso, Luciano Liggio, se lamente sur son sort : «Ils m'ont dit que les services secrets et les Américains étaient pour. Je leur ai dit d'aller se faire voir et, du coup, j'ai écopé de la prison à vie.»⁷⁴

D'après le plan conçu par la CIA et Borghèse, le monde et l'Italie auraient découvert, au matin du 8 décembre 1970, qu'un nouveau régime autoritaire de droite gouvernait la péninsule. «Les principes qui régissent notre politique depuis 25 ans et nous ont amené au bord de la faillite économique et morale sont révolus», devait déclarer Borghèse à la population lors d'une allocution à la télévision ce matin-là. «Les forces armées, les forces de l'ordre, les hommes les plus compétents et légitimes de cette nation sont avec nous et, vous pouvez en être sûrs, nos pires ennemis, ceux qui ont voulu inféoder notre patrie aux puissances étrangères, ont été mis hors d'état de nuire.» Suite à cela, Borghèse et ses conjurés avaient imaginé de mettre en œuvre leur programme politique qui prévoyait «que soient maintenus les engagements militaires et financiers vis-à-vis de l'OTAN et que soit conçu un plan en vue d'un renforcement de la contribution de l'Italie à l'Alliance Atlantique» sans oublier la nomination d'une délégation spéciale qui devait se rendre aux États-Unis afin de discuter d'une contribution militaire de l'Italie à la guerre du Vietnam!⁷⁵

Qui passa ce mystérieux coup de téléphone qui arrêta la marche de l'armée Gladio peu après minuit ? Le directeur de la CIA William Colby suggéra à demi-mot que ce fut le Président Nixon en personne. Dans ses mémoires, il écrivit : « Bien sûr, elle [la CIA] a tenté un coup d'État militaire en 1970, sur ordre direct du Président Nixon ». ⁷⁶ Pour le Président républicain, le monde se résumait à un champ de bataille où les communistes menaçaient de prendre le dessus, c'est pourquoi, à l'époque de Tora Tora, et tout en livrant la guerre du Vietnam, il bombardait également, avec peu de scrupules, le Cambodge voisin, tuant des milliers d'habitants de ce pays supposé neutre. ⁷⁷ Remo Orlandini, un riche homme d'affaires italien proche de la droite prétendit que le Président américain était également impliqué dans l'Opération Tora Tora. En 1973, au quartier général du SID, il eut une discussion en tête à tête à ce sujet avec le capitaine Antonio Labruna. Quand celui-ci l'interrogea sur « le soutien de l'étranger », Orlandini lui fit une réponse brève mais éloquente : « L'OTAN. Et l'Allemagne [de l'Ouest]. Pour ce qui est des militaires parce qu'on ne fait aucune confiance aux civils. » Labruna insista : « Il me faut les noms, et tout le reste parce que je connais assez bien la scène internationale... », ce à quoi Orlandini répondit : « Écoutez, en Amérique, on avait le soutien de Nixon, et de son entourage. » Pour Orlandini, l'ordre qui mit un terme au putsch du Gladio pouvait très bien émaner d'un haut représentant de l'OTAN, « C'est pour ça que je vous dis que vous n'avez pas la moindre idée de l'ampleur et de l'importance de la chose », répéta-t-il à Labruna. ⁷⁸

Giovanni Tamburino, un magistrat du parquet de Padoue mena une enquête approfondie sur l'Opération Tora Tora et découvrit, à sa grande surprise et bien avant les révélations sur Gladio, qu'elle impliquait une mystérieuse armée secrète. Il fit procéder à l'arrestation de Vito Miceli, alors à la tête du SID et qui avait dirigé le Bureau de Sécurité de l'OTAN à Bruxelles. Tamburino inculpa Miceli pour avoir « promu, mis en place et organisé, avec l'aide de complices, une association secrète regroupant civils et militaires et destinée à provoquer une insurrection armée visant à modifier illégalement la Constitution et la composition du gouvernement ». ⁷⁹ Les informations obtenues par le juge suggéraient l'existence au sein du SID d'une mystérieuse organisation armée, le nom de code Gladio n'ayant pas encore été révélé, cette structure fut appelée « Super-SID » lors des auditions. Au cours de son procès, le 17 novembre 1974, Miceli s'emporta : « Si je disposais d'un super-SID sous mes ordres ? Bien sûr ! Mais je ne l'ai pas monté moi-même dans le but de tenter un coup d'État. Je n'ai fait qu'obéir aux ordres des États-Unis et de l'OTAN ! » ⁸⁰ En 1977, alors que le procès traînait en longueur, Miceli fut contraint de s'expliquer : « Il y a toujours eu une certaine organisation top secrète, connue des

plus hauts personnages de l'État, agissant dans le domaine des services secrets et impliquée dans des activités qui n'avaient rien à voir avec le renseignement (...) Si vous voulez des détails, ne comptez pas sur moi. » ⁸¹ En 1990, quand le Premier ministre Andreotti divulgua l'existence de Gladio, Miceli fut très contrarié et, jusqu'au jour de sa mort, il n'eut de cesse de pester contre ces révélations. ⁸²

Le colonel Amos Spiazzi fut lui aussi condamné à la prison car, lors du coup d'État de Borghèse, il avait rassemblé ses Gladiateurs à Milan pour mater les syndicats communistes. « Le jour du putsch de Borghèse, le 8 décembre 1970, je reçus l'ordre d'effectuer un exercice de maintien de l'ordre public, en faisant appel à des hommes de confiance », racontait-il dans un documentaire de la BBC consacré à Gladio. « Nous étions censés occuper à l'avance certains sites, qui seraient particulièrement sensibles en cas de soulèvement populaire », expliquait-il, interviewé chez lui, devant une photo de lui en uniforme effectuant le salut nazi. « À cette époque-là, je savais simplement qu'il existait une structure composée d'anticommunistes fervents, mais qui ne devait être activée que dans l'hypothèse d'une invasion du pays », précisait le militant d'extrême droite. « Quand j'ai été arrêté en 1974, je me suis trouvé dans une situation délicate. Le juge m'interrogeait sans relâche, au bout d'un moment, j'ai compris qu'il pensait découvrir quelque chose de révolutionnaire ou d'anticonstitutionnel. Pour moi c'était une organisation de Sécurité nationale. » Le témoignage de Spiazzi était confus. « Le juge appartenait au même système que mes supérieurs. Pouvais-je lui dire certaines choses ? Non, à cause du secret militaire. » Spiazzi demanda donc au juge de pouvoir parler au directeur du SID Vito Miceli qui lui indiqua maladroitement de garder le silence sur Gladio. « Il m'a fait signe de ne rien dire [Spiazzi imita alors le geste de la main fait par Miceli au tribunal]. Mais le juge a remarqué ce signe. Son "non" [sur l'existence de Gladio] équivalait en fait à un "oui". » ⁸⁴ Au total, 145 conspirateurs ayant pris part à Tora Tora furent inculpés, parmi lesquels seuls 78 furent réellement jugés. 46 furent reconnus coupables par le Tribunal de Rome, mais tous furent acquittés en appel. Ainsi, tous les Gladiateurs ressortirent libres de cette parodie de procès.

Au grand désarroi de la CIA et de l'administration Nixon, Tora Tora, ce coup d'État avorté, ne parvint pas à arrêter la gauche italienne. Lors des élections de 1972, la DCI pro-américaine n'obtint, avec 39 % des suffrages, qu'une courte victoire sur les communistes du PCI et les socialistes du PSI qui comptabilisèrent 37 %. ⁸⁵ Et ce, malgré le fait que, sur ordre de Nixon, Graham Martin, l'ambassadeur des États-Unis à Rome, ait investi 10 millions de dollars dans des opérations secrètes et de corruption en faveur de la DCI, comme le révéla une enquête parlementaire américaine

sur la CIA conduite par Ottis Pike. Tandis que Moscou soutenait financièrement le PCI, Washington arrosait la DCI, comme l'apprit Pike : « La CIA évalue le montant du financement de campagnes électorales par les USA au cours des 20 dernières années à environ 65 millions de dollars ». ⁸⁶

Comme les communistes et les socialistes italiens continuaient d'obtenir de très bons résultats aux élections et disposaient de nombreux sièges au Parlement, ils auraient naturellement dû être associés au gouvernement. Toutefois, le Président Nixon était fermement opposé à une telle ouverture à gauche car il craignait de voir divulguer les secrets de l'OTAN. Suite au scandale du Watergate, ce grand partisan des opérations spéciales fut contraint de démissionner le 8 août 1974 ; le lendemain, en prenant ses fonctions à la Maison Blanche, son Vice-président Gerald Ford déclara : « Ce long cauchemar national est enfin terminé ». ⁸⁷ Ces paroles trouvèrent un écho en Italie où beaucoup espéraient un tournant dans la politique américaine, le ministre des Affaires étrangères italien par intérim Aldo Moro de la DCI et le Président Giovanni Leone se rendirent à Washington en septembre 1974 pour discuter de l'entrée de la gauche italienne au gouvernement. Leurs espoirs furent vite balayés. Ford pardonna tous les crimes commis durant la présidence Nixon et conserva les personnages clés de son administration. Au cours d'une confrontation musclée, Henry Kissinger, qui, après avoir été le conseiller à la Sécurité nationale de Nixon, occupait à présent le poste de secrétaire d'État, déclara aux représentants italiens que la gauche ne devait en aucun cas entrer au gouvernement. L'Italie devait rester fortement impliquée dans l'OTAN. Cette visite officielle accabla Aldo Moro qui, après les opérations Piano Solo et Tora Tora, ne se faisait plus d'illusions sur l'indépendance de la Première République Italienne vis-à-vis des États-Unis.

À son retour en Italie, Moro fut souffrant pendant des jours et envisagea de se retirer complètement de la vie politique. « C'est l'une des rares fois où mon mari me fit part de ce qu'on lui avait dit, sans toutefois me dire de qui cela provenait », témoigna plus tard Eleonora Moro. « Je vais tenter de me souvenir de ses mots : "Vous devez renoncer à votre politique consistant à collaborer directement avec chacune des forces politiques de votre pays. Faites-le maintenant ou vous le paierez très cher." » ⁸⁸ Lors des élections législatives de juin 1976, le PCI réalisa le meilleur score de son histoire, 34,4 %, infligeant une cinglante défaite à la DCI. En conséquence, Aldo Moro, président par intérim de la DCI, se décida à passer outre l'interdiction formulée par les Américains. Le 16 mars 1978, emportant dans son attaché-case les documents du « compromis historique » (*compromesso storico*), il ordonna à son chauffeur de le conduire, en compagnie de ses gardes du corps, au Palais du

Parlement italien, à Rome, où il était résolu à présenter son programme intégrant les communistes à l'exécutif italien. La voiture de Moro approchait du carrefour de la Via Mario Fani et de la Via Stresa, dans le quartier résidentiel où il habitait, quand une Fiat blanche fit soudain marche arrière et vint se mettre en travers de la route. Le chauffeur du président dut freiner si brutalement que la voiture d'escorte vint percuter l'arrière du véhicule. Les 2 occupants de la voiture blanche et 4 autres individus qui attendaient dans la rue ouvrirent le feu sur les 5 gardes du corps de Moro. Le président, qui paraissait inquiet depuis son retour de Washington, avait demandé une voiture blindée, mais sa requête avait été rejetée. Les balles transpercèrent donc sans mal la carrosserie tuant sur le coup les gardes du corps. L'un d'eux parvint toutefois à faire feu deux fois sur les assaillants, mais il fut achevé à bout portant en même temps que ses deux collègues survivants. Moro fut capturé et retenu en otage dans le centre de Rome pendant 55 jours. Puis, on découvrit son corps criblé de balles dans le coffre d'une voiture abandonnée dans le centre de Rome, et garée symboliquement à mi-chemin du siège de la DCI et de celui du PCI.

L'Italie était sous le choc. Les services secrets militaires et le Premier ministre d'alors, Giulio Andreotti, accusèrent l'organisation terroriste d'extrême gauche les Brigades Rouges et prirent des mesures énergiques contre la gauche. 72 000 barrages furent dressés et 37 000 maisons fouillées. En moins de deux mois, plus de 6 millions de personnes furent entendues. Durant la captivité de Moro, sa famille proche vécut 5 semaines d'angoisse, son épouse Eleonora demanda même de l'aide au Pape Paul VI, un vieil ami de son mari. « Il m'a dit qu'il ferait tout son possible et je sais qu'il a essayé, mais il a rencontré trop de résistance ». ⁸⁹ L'otage Moro lui-même comprit qu'il était victime d'un crime politique dans lequel les Brigades Rouges étaient instrumentalisées par la droite dure et les États-Unis. Dans sa dernière lettre, il demanda qu'aucun représentant de la DCI corrompue ne soit présent à son enterrement. « Embrasse tout le monde pour moi », écrivit-il à sa femme et à ses enfants, pleinement conscient qu'il allait bientôt mourir. « Transmets-leur toute ma tendresse. Sois forte, ma douce, dans cette épreuve si absurde et incompréhensible. Telle est la volonté du Seigneur. Entretiens mon souvenir dans le cœur de tous nos amis, je vous embrasse chaudement en signe de mon éternel amour. J'aimerais savoir, avec mes yeux de simple mortel, sous quelle forme nous nous retrouverons dans l'autre monde. » ⁹⁰

La commission sénatoriale chargée d'enquêter sur Gladio et le terrorisme soupçonna la CIA et les services secrets militaires italiens, et notamment leurs escadrons Gladio, d'avoir organisé l'assassinat de Moro. Elle rouvrit donc le dossier, mais découvrit avec stupeur que presque tous

les documents relatifs à l'enlèvement et au meurtre de Moro avaient mystérieusement disparu des archives du ministère de l'Intérieur. Les dossiers contenaient toutes les transcriptions des communications téléphoniques officielles, les lettres échangées entre Moro et le gouvernement, les contacts pris avec les forces de sécurité et les minutes des réunions organisées durant les 55 jours que dura la captivité du Premier ministre. Le Sénat s'insurgea contre «la disparition des documents de la cellule de crise du ministère de l'Intérieur» et souligna que «l'affaire Moro doit être envisagée dans un contexte plus large» puisqu'il est nécessaire de «replacer les faits dans la réalité politique de l'époque». Il conclut que l'assassinat d'Aldo Moro était «un projet criminel dans lequel les Brigades Rouges furent vraisemblablement les instruments d'un jeu politique plus vaste». ⁹¹ Les sénateurs remarquèrent également qu'en 1978 «l'administration des États-Unis refusa tout d'abord de coopérer dans le cadre de l'enquête sur l'enlèvement et qu'elle envoya plus tard un seul expert en prise d'otage qui travailla sous la direction du ministère de l'Intérieur». ⁹²

La tragédie de l'histoire italienne atteignit son paroxysme pendant les années de présidence de Richard Nixon, quand la droite répandit le sang et la terreur dans le pays et le conduisit au bord de la guerre civile. Les terroristes posaient des bombes dans les lieux publics et désignaient les communistes comme responsables afin d'affaiblir l'influence du PCI et du PSI. «Son implication supposée dans les attentats de Bologne est potentiellement l'accusation la plus sérieuse portée contre Gladio», titra la presse quand, en 1991, la Commission parlementaire chargée d'enquêter sur Gladio et le terrorisme reçut un mémorandum anonyme suggérant que les explosifs utilisés à Bologne provenaient d'un arsenal de Gladio. ⁹³ Le général Gerardo Serravalle, qui avait commandé les unités Gladio au sein du SID entre 1971 et 1974, confirma par la suite qu'à son grand regret, certains Gladiateurs «ont pu passer d'une logique défensive post-invasion à une logique offensive de guerre civile». ⁹⁴ Lorsqu'un journaliste de la BBC lui demanda pourquoi, compte tenu du danger manifeste, il n'avait pas décidé de démanteler le réseau, Serravalle répondit : «Et bien, le démanteler relevait d'une décision politique, qui était hors de ma sphère de compétences». ⁹⁵

C'est la CIA qui contrôlait l'armée secrète italienne et, quand Serravalle fit part de ses inquiétudes concernant les opérations intérieures du réseau clandestin, il se heurta au COS Howard Stone, le chef de l'antenne romaine de l'Agence, qui suspendit les aides fournies par la CIA. «En prenant mes fonctions, j'ai remarqué que le financement américain, prévu par des accords bilatéraux, et en particulier l'approvisionne-

ment en armes et en matériel, avait été interrompu.» Furieux, Serravalle convoqua Stone au quartier général du Gladio, en Sardaigne. Quand le COS s'y rendit, en compagnie de l'officier de la CIA Mike Sednaoui, Serravalle leur dit : «Voici notre centre d'entraînement, etc... Vous pourriez nous aider à atteindre notre potentiel maximal. Alors pourquoi nous couper vos aides ? Si c'est une décision de votre gouvernement, nous l'acceptons. Mais vous nous devez une explication.» Il comprit peu après que «la CIA, que représentaient ces deux agents, n'était pas tant intéressée par le niveau de notre entraînement que par les possibilités de contrôle interne. En d'autres termes notre capacité à réprimer des soulèvements populaires, à saboter des grèves nationales et, par-dessus tout, à contrer la progression du parti communiste. M. Stone expliqua clairement que le soutien financier de la CIA dépendait uniquement de notre disposition à programmer et à mettre en application – appelons-les ainsi – des mesures internes.» ⁹⁶

«Il apparaît sans l'ombre d'un doute que des éléments de la CIA ont entrepris, dans la deuxième moitié des années soixante, une vaste opération visant à contrer, par tous les moyens nécessaires, le développement de groupes et de mouvements de gauche dans toute l'Europe», conclut en 1995, le rapport final de 370 pages de l'enquête du Sénat italien sur Gladio et le terrorisme. «Il se dégage de cette analyse l'image d'un pays qui, pendant plus de 40 ans, a vécu dans un climat délétère de division. Les tensions qui ont caractérisé ces 4 décennies trouvent probablement leur origine dans la réalité sociale interne du pays. Cependant, ces tensions n'auraient pu perdurer, elles n'auraient pu atteindre cette dimension tragique, et la recherche de la vérité n'aurait été entravée à de si nombreuses reprises, si la situation politique intérieure n'avait été conditionnée et contrôlée par le système international dans lequel s'inscrivait l'Italie.» ⁹⁷

Au regard de la violence qui avait caractérisé l'histoire de la Première République Italienne – les statistiques officielles indiquent 491 civils tués et 1 181 autres blessés et mutilés entre 1969 et 1987 – cette formulation parut trop frileuse aux membres de la commission issus de la gauche. Ils poursuivirent toutefois leurs investigations, sous la présidence du sénateur Pellegrini, et continuèrent à entendre des témoins et à examiner des documents. En juin 2000, ils présentèrent leur rapport final de 326 pages concluant que : «Ces massacres, ces attentats et ces opérations militaires ont été organisés, encouragés ou soutenus par des hommes au sein même des institutions italiennes et, comme il a été découvert plus récemment, par des hommes liés aux structures du renseignement américain.» ⁹⁸

Pour étayer cette conclusion lourde d'implications, le rapport de 2000 sur Gladio incluait plusieurs témoignages de Gladiateurs. Le soldat de

l'ombre Giuseppe Tarullo, qui était entré au SIFAR en 1961, avait déclaré sous serment aux sénateurs que, parallèlement à la préparation d'une invasion, leur tâche avait également consisté à contrôler les communistes italiens : « Même entre nous, nous parlions de mission interne. On racontait que la structure, avec ses connections à l'étranger, aurait également été activée pour contrer une subversion interne, avec l'appui des Forces Spéciales. Par subversion interne, nous entendions un changement de gouvernement contraire à la volonté du pouvoir en place. »⁹⁹ Le Gladiateur Giuseppe Andreotti l'exposa comme suit aux sénateurs : « La structure Gladio répondait à une logique interne, en ce sens que, comme je l'ai déjà expliqué, elle devait s'opposer à la prise du pouvoir par un régime réprouvé par la population, c'est-à-dire une dictature de droite ou de gauche ». ¹⁰⁰

Le Gladiateur Manlio Capriata, qui, avec le rang de général, avait dirigé le Bureau R au sein du SIFAR entre février et juin 1962, témoigna devant les sénateurs : « Je confirme que la section V, et par conséquent l'organisation S/B [*stay-behind*] et le CAG [le Centro Addestramento Guastatori, en Sardaigne] avaient une fonction antissubversive dans le cas où les forces politiques de gauche seraient parvenues au pouvoir ». ¹⁰¹ Compte tenu des preuves amassées, le sénateur Valter Bielli conclut : « Je suis convaincu que l'intervention des Américains en Italie est à présent un fait historique avéré ». À Washington, l'administration Clinton, plutôt embarrassée, préféra s'abstenir de tout commentaire tandis qu'une source anonyme de l'ambassade américaine à Rome déclara : « Ce sont les mêmes accusations que l'on entend depuis 20 ans, elles ne sont absolument pas fondées ». ¹⁰²

Mais le sénateur Bielli refusait d'en démordre, il affirma : « Ils se sont ingérés pour empêcher une victoire démocratique du parti communiste. La menace rouge n'existe plus et il serait souhaitable que les Américains eux-mêmes nous aident à clarifier ce qui s'est passé. » Alors que l'ex-Union soviétique ouvrait ses archives, les États-Unis ne laissaient rien filtrer. « Pendant la guerre froide, l'Est était sous domination communiste, mais l'Ouest lui aussi est d'une certaine manière devenu une colonie américaine », se plaignit Bielli. Aldo Giannuli, un historien travaillant comme consultant auprès de la commission parlementaire insista avec raison sur la nécessité d'étendre à présent l'enquête au niveau international et d'examiner les documents de l'Alliance Atlantique : « Le vrai problème aujourd'hui, c'est d'obtenir l'accès aux archives de l'OTAN ». ¹⁰³

7.

La guerre secrète en France

L'invasion et l'occupation de son territoire par l'armée allemande pendant la seconde guerre mondiale demeure le plus grand traumatisme de l'histoire moderne de la France. Le 14 juin 1940, Paris tombait entre les mains des nazis. Tandis que les sympathisants de l'extrême droite au sein de l'armée et des élites politiques, partisans du maréchal Philippe Pétain, pactisaient avec l'occupant et installaient un gouvernement de collaboration à Vichy, le général Charles de Gaulle se réfugia à Londres et déclara aux Français qu'il représentait l'unique gouvernement légitime de la France. De Gaulle insista pour que continue la guerre contre l'occupant. Afin de collecter des renseignements, d'assurer la liaison avec les mouvements de résistance locaux et d'organiser des opérations de sabotage en territoire ennemi, il fonda à Londres le Bureau Central de Renseignement et d'Action. Les agents du BCRA étaient parachutés au-dessus de la France pour effectuer leurs missions clandestines au prix de nombreuses vies. Dans ses missions, son entraînement et son équipement, le BCRA, qui fut dissous avant la fin de la guerre, préfigurait l'armée secrète française à laquelle il donna de nombreux combattants. Après le débarquement allié de Normandie le 6 juin 1944 et la libération de la France par les Américains, le général de Gaulle fit une entrée triomphale dans Paris et prit la tête de l'État. Le maréchal Pétain qui avait collaboré avec Hitler fut condamné à mort avant d'être gracié et emprisonné à vie.

Avec la fin de la seconde guerre mondiale naquit la IV^e République Française (1946-1958), caractérisée par une instabilité politique et militaire et par les luttes d'influence entre les différents partis. ¹ À gauche, le parti communiste français (PCF) jouissait d'une grande popularité, due notamment à son rôle dans la Résistance sous le régime de Vichy : « Le PCF avait acquis un prestige immense et une sorte d'autorité morale pour avoir été le fer de lance de la Résistance (...) son patriotisme était incontesté ». ² À droite, les collaborateurs de Vichy au sein de l'armée et des milieux industriels et d'affaires ne supportaient pas l'idée de voir la France tomber sous la coupe du communisme, que ce soit par un coup

d'État ou par une victoire du PCF lors d'élections démocratiques. Mais surtout, les États-Unis et la Grande-Bretagne étaient fermement opposés au PCF qu'ils considéraient comme inféodé à Moscou. C'est pourquoi, à l'instar de ce qui arriva en Italie, une guerre secrète fut aussi menée en France après 1945, opposant les membres du PCF et des syndicats de gauche d'une part et la CIA et des éléments des appareils politique, militaire et policier français d'autre part.

« Tout d'abord, ils [la CIA] cherchent à empêcher la gauche d'accéder au pouvoir et surtout à éviter que les communistes entrent au gouvernement. Pour la CIA c'est évidemment la priorité des priorités, et cela vaut pour tous les pays de l'Alliance Atlantique », expliqua un jour l'ancien agent de la CIA Philip Agee.³ En effet, dans aucun pays d'Europe, à l'exception de l'Italie, les communistes n'étaient aussi influents que dans la France d'après-guerre. Washington redoutait que Moscou n'ordonne au PCF de s'emparer du pouvoir par un coup d'État. Toutefois, Staline n'encourageait pas les communistes français dans cette voie et, bien que parmi les plus jeunes d'entre eux, certains rêvaient d'un destin plus épique, l'ancienne et institutionnelle direction du PCF n'envisageait pas de prendre le pouvoir par la force. Ses membres devinaient à raison qu'ils perdraient ainsi leur légitimité, s'ils n'étaient pas tout simplement balayés par l'armée américaine, qui était encore stationnée en France au lendemain de la libération. Le PCF avait plus à gagner à se conformer aux procédures démocratiques.

De Gaulle avait nommé deux ministres communistes dans son nouveau gouvernement et était parvenu dans le même temps, en novembre 1944, à convaincre les mouvements de résistance communistes de rendre les armes en échange de la promesse d'élections démocratiques et équitables. Les municipales du printemps 1945 se soldèrent par une victoire du PCF qui s'assura 30 % des voix. Les deux autres partis en course, le nouvellement fondé Mouvement Républicain Populaire et les socialistes français arrivèrent deuxième et troisième, recueillant respectivement 15 et 11 % des suffrages. Cette tendance se confirma lors des premières élections nationales du 21 octobre 1945 où, avec 26 %, le PCF obtint 160 sièges à l'Assemblée Constituante, contre 142 pour les socialistes (24 %), le MRP arrivant dernier avec 23,6 %. Ensemble, les deux partis de gauche détenaient une courte majorité.

Malgré la victoire sans appel du PCF et les promesses qu'il avait faites, de Gaulle refusa de confier les ministères-clés de son gouvernement aux communistes. Ceux-ci protestèrent vigoureusement en ne se voyant attribuer que 4 portefeuilles : l'Économie, l'Armement, l'Industrie et le Travail, le secrétaire général du PCF Maurice Thorez étant nommé ministre d'État.

Les communistes usèrent de leur tribune au Parlement pour dénoncer la guerre que menait alors la France pour reconquérir l'ancienne colonie d'Indochine. Lors d'un débat à l'Assemblée nationale, la parlementaire Jeannette Vermeersch affirma que, dans les villages embrasés du Vietnam, les soldats français « se rendaient coupables des mêmes atrocités » que les nazis quelques années seulement auparavant. Cette remarque provoqua un tollé dans l'hémicycle et le Président lui répondit en ces mots : « Madame, je vous le dis poliment (...) c'est une injure intolérable que vous faites à cette Assemblée et à la Nation ! » Comme Vermeersch insistait, il lui déclara : « Madame, je n'aurais jamais cru qu'une femme fût capable d'une telle haine ». Ce à quoi Vermeersch répliqua : « Oui, je ressens de la haine quand je pense aux millions de travailleurs que vous exploitez. Oui, je hais la majorité de cette Assemblée ! »⁴

Les membres conservateurs de la société française furent très inquiets du radicalisme du PCF et outrés lorsque les communistes, en réaction à leur faible représentation au sein du gouvernement, firent deux propositions de lois, l'une visant à limiter les pouvoirs de l'exécutif, l'autre à réduire le budget de la Défense de 20 %. L'adoption de ces deux lois par le Parlement à majorité communiste conduisit de Gaulle à présenter solennellement sa démission, le 20 janvier 1946. Mais la lutte pour le pouvoir se poursuivit, le PCF proposant un partage des ministères entre communistes et socialistes, ce qui n'aurait été qu'une juste conséquence de l'opinion exprimée démocratiquement par les Français dans les urnes. Cependant les socialistes s'y refusèrent. Ils comprenaient clairement que la France, à l'instar de l'Italie, ne jouissait à l'époque que d'une souveraineté limitée, et que les USA n'auraient pas accordé à un régime gauchiste le Plan Marshall de relance économique dont le pays avait tellement besoin.

La position de la Maison Blanche s'opposait de plus en plus avec la volonté exprimée démocratiquement par le peuple français qui plébiscita une fois de plus le PCF lors des élections nationales de 1946, lui offrant le meilleur score de son histoire, 29 %, tandis que le MRP et les socialistes accusaient, eux, un léger recul. La tentation et l'influence du communisme en France demeuraient une réalité. En termes d'importance, le PCF n'avait qu'un seul équivalent dans toute l'Europe de l'Ouest : le puissant PCI en Italie. En Suisse, le parti communiste avait été déclaré illégal, son homologue britannique n'était qu'une petite cellule placée sous la domination du parti travailliste tandis qu'en Belgique, si les communistes étaient comparativement plus influents ils n'occupaient que des postes mineurs au gouvernement. Le PCF, quant à lui, revendiquait près d'un million de membres. Son organe central, *L'Humanité*, était, avec son édition *Ce Soir*, le journal le plus lu en France, et le parti contrôlait les principales organi-

sations de la jeunesse (y compris l'«Union des Jeunesses Républicaines») ainsi que les plus grands syndicats de travailleurs (notamment la Confédération Générale du Travail, CGT).

L'ambassadeur américain à Paris, Jefferson Caffery, un anticommuniste fervent, envoyait, semaine après semaine, des rapports toujours plus alarmant au Président Truman. Washington et les services secrets étaient convaincus de la nécessité de livrer une guerre secrète afin de défaire le PCF. Le 26 novembre 1946, le général Hoyt Vandenberg, directeur du CIG (future CIA), adressa à Truman un mémorandum l'avertissant que sa puissance permettrait au PCF de prendre le pouvoir dès qu'il le déciderait : «En excluant la possibilité qu'un gouvernement puisse être formé sans la participation des communistes, l'ambassadeur Caffery soutient (...) que les communistes ont acquis assez de poids pour s'emparer du pouvoir quand ils jugeront opportun de le faire». Vandenberg soulignait que, d'après les services de renseignement américains, le PCF n'avait toutefois pas l'intention d'accéder au pouvoir par un coup d'État. «Leur renoncement à s'emparer du pouvoir par ce moyen s'explique par le fait (1) qu'ils préfèrent y parvenir par des moyens légaux et (2) que ce serait contraire à la politique actuelle du Kremlin.»⁵

À l'initiative des Forces Spéciales américaines et des SAS britanniques, une armée secrète fut bâtie en France sous le nom de code «Plan Bleu», avec pour mission d'empêcher clandestinement le PCF d'accéder au pouvoir. En d'autres termes, le Plan Bleu devait contrer la Menace Rouge. Victor Vergnes, un vétéran de cette armée secrète, se souvient que l'impulsion était venue des Britanniques au lendemain de la guerre. «Je vivais alors à Sète, dans la maison du commandant Benet, un officier du DGER qui avait effectué des missions en Inde. De nombreuses réunions se tenaient dans cette maison à l'époque.» Les SAS, spécialistes des guerres secrètes, prirent contact avec le jeune service de renseignement français, la Direction Générale des Études et Recherches (DGER), et convinrent avec lui de l'installation d'une armée secrète dans le nord-ouest de la France, en Bretagne. «Un jour», se souvient Vergnes, «après avoir reçu la visite du lieutenant Earl Jellicoe des SAS, il me dit : "On est en train de bâtir une armée secrète, surtout dans la région de Bretagne"».⁶

Les cellules de cette armée secrète essaimèrent bientôt à l'ensemble du territoire. Elle comptait dans ses rangs de nombreux agents et officiers de la DGER. Il faut signaler que la DGER employa, sous la direction d'André Devawrin, des anciens membres de la Résistance communiste. Aux yeux des agents les plus conservateurs et surtout des Américains, leur présence constituait un risque évident pour la sécurité, surtout lorsqu'il s'agissait de missions top secrètes visant les communistes français,

comme l'Opération Plan Bleu. La DGER fut donc démantelée en 1946 et remplacée par un nouveau service secret militaire, farouchement anticommuniste celui-là, le SDECE, dirigé par Henri Alexis Ribière. Avec le remplacement de la DGER par le SDECE, une bataille importante de la guerre secrète fut perdue par les communistes qui héritèrent d'un adversaire bien plus dangereux. Des anticommunistes formés en Grèce lors de la guerre civile furent recrutés par le SDECE qui marqua ainsi un net virage à droite. «Les Anglo-Américains étaient en contact étroit avec les conspirateurs, surtout avec Earl Jellicoe, qui venait de rentrer d'une campagne anticommuniste en Grèce.»⁷

Pendant que la France était paralysée par des grèves massives à l'initiative des communistes, les agents du Plan Bleu récoltaient secrètement des fonds auprès des riches industriels afin de financer leur guerre secrète. «J'ai rencontré les frères Peugeot dans leurs bureaux», raconte Vergnes sur ses contacts avec l'industrie automobile. «Nous discussions de ce qu'il conviendrait de faire en cas de grèves et d'occupations généralisées des usines. Nous avons travaillé pendant deux mois à l'élaboration d'un plan d'action détaillé. Nous étions divisés en sections et dispositions de voitures, de garages et d'hôtels.»⁸ Quand eut lieu une grève importante soutenue par le PCF et la CGT aux usines Renault, la tension redoubla dans le pays. Le Premier ministre socialiste Paul Ramadier ordonna un gel des salaires en totale contradiction avec les revendications des travailleurs qui réclamaient de meilleures rémunérations. La situation tournait au bras de fer. Les communistes votèrent contre le gel des salaires proposé par Ramadier tandis que les socialistes tentaient de le dissuader de démissionner, sur quoi, le 4 mai 1947, dans une manœuvre surprenante, il renvoya, en sa qualité de Premier ministre, tous les communistes de son gouvernement. Stupéfaits, ceux-ci prirent la nouvelle sans broncher et acceptèrent ce départ, convaincus qu'il ne pouvait être que temporaire. Cependant, les communistes ne devaient pas réintégrer le Conseil des ministres avant plus de 30 ans. C'est bien plus tard que l'on découvrit que Washington était impliqué dans cette manœuvre. «Le général Revers, chef d'état-major, révéla que le gouvernement américain avait fait pression sur Ramadier pour que celui-ci renvoie les ministres du PCF.» En outre, «les socialistes discutaient de la question au préalable avec l'ambassadeur Caffery» qui fit clairement comprendre aux socialistes français que l'aide économique des États-Unis ne serait pas fournie tant que les communistes resteraient au gouvernement.⁹

Un mois après avoir démis les ministres du PCF de leurs fonctions, les socialistes français s'en prirent à la droite et à la CIA et exposèrent au grand jour l'existence de l'armée secrète Plan Bleu. Le 30 juin 1947, le

ministre de l'Intérieur socialiste Édouard Depreux leva le secret et annonça à la stupeur générale qu'une armée clandestine de paramilitaires de droite avait été bâtie en France à l'insu de la classe politique et avec pour mission de déstabiliser le gouvernement français. « Vers la fin de l'année 1946, nous avons appris l'existence d'un réseau de résistance brune, composé de combattants d'extrême droite, de collaborateurs de Vichy et de monarchistes », expliqua Depreux. « Ils avaient un plan d'action secret baptisé "Plan Bleu", qui devait être appliqué vers la fin du mois de juillet ou le 6 août [1947]. »¹⁰

Selon les déclarations lourdes d'implications du ministre de l'Intérieur, la CIA et le MI6 avaient projeté, en collaboration avec des paramilitaires français, un coup d'État pour l'été 1947. Ces révélations entraînèrent une série d'arrestations et d'investigations. Parmi les conspirateurs interpellés figurait le comte Edmé de Vulpian. Sa propriété de « La Forêt », près de Lamballe, en Bretagne, avait servi de quartier général pour les derniers préparatifs du putsch. Le commissaire chargé de l'enquête, Ange Antonini, y découvrit « des armes lourdes, des ordres de bataille et des plans d'opérations ». Ces documents permirent d'établir que, dans le cadre du Plan Bleu, les conspirateurs, qui cherchaient à détériorer le climat politique déjà tendu en France, avaient planifié des actes de terrorisme dont ils prévoyaient d'accuser la gauche afin de créer les conditions favorables à leur coup d'État, une « stratégie de la tension » déjà pratiquée en Grèce, en Italie et en Turquie. « Ils avaient même prévu d'assassiner de Gaulle afin d'exacerber le mécontentement public », ajoute Roger Faligot, un spécialiste français des services secrets.¹¹

Si elles admettent qu'une guerre secrète avait bel et bien été financée en France au lendemain de la guerre, d'autres sources nient formellement la thèse du coup d'État de 1947. « En révélant l'existence du Plan Bleu, Depreux cherchait à atteindre la droite, après avoir déjà porté un coup à la gauche », déclara Luc Robet, qui fut lui-même personnellement impliqué dans la conspiration, en faisant référence au renvoi des ministres communistes du gouvernement le mois précédent. « En outre, c'était une tentative pour affaiblir l'armée française, qui avait tendance à agir de son propre chef. »¹² Étonnamment, l'enquête sur l'implication du SDECE fut confiée au directeur du SDECE lui-même, Henri Ribière. Il conclut que la culpabilité incombait à la CIA et au MI6 qui avaient promu le Plan Bleu, bien qu'ils n'aient apparemment jamais projeté de renverser le régime en place. « Les armes découvertes dans tout le pays avaient été payées par Londres et Washington. Cependant elles avaient été fournies dans le but de résister aux communistes, et non de fomenter un coup d'État », conclurent les enquêteurs.¹³

Sur une suggestion de l'ambassadeur Jefferson Caffery, qui supervisait étroitement la guerre secrète contre le communisme en France, la CIA, suite aux manœuvres qui avaient conduit au départ des communistes du gouvernement fin 1947, visa ensuite la CGT, la colonne vertébrale du communisme français. Dans son mémorandum adressé au Président Truman, le général américain Vandenberg soulignait à juste titre que les « moyens d'action [des communistes] par la force ou la pression économique à travers la CGT, comme l'indique l'ambassadeur Caffery, les garantissent principalement contre une exclusion du gouvernement ». ¹⁴ La CIA parvint à créer un schisme au sein de la CGT dominée par les communistes, en écartant les modérés de Force Ouvrière, qu'elle finançait, au début des années cinquante, à hauteur de plus d'un million de dollars par an. ¹⁵ Cette opération affaiblit considérablement le PCF.

Dernière cible dans cette guerre secrète et non des moindres, la police française subit elle aussi les attaques de la CIA. Après que les ministres communistes eurent quitté le gouvernement, l'ensemble de l'administration fut purgée de ses éléments d'extrême gauche, tandis que des anticommunistes fervents étaient promus au sein des forces de police. Parmi eux, le commissaire Jean Dides, qui avait collaboré avec l'OSS pendant la seconde guerre mondiale, fut nommé à la tête d'une police secrète anticommuniste formée de paramilitaires et dépendant du ministre de l'Intérieur Jules Moch. L'ambassade des États-Unis se réjouit des progrès réalisés et, début 1949, câbla au département d'État qu'afin de « combattre la menace communiste, la France a organisé des cellules de policiers peu nombreux mais efficaces (...) L'Italie est également en train de mettre en place des escadrons de police anticommuniste sous le contrôle du ministre de l'Intérieur Mario Scelba, en faisant appel aux cadres de l'ancienne police fasciste. »¹⁶

Avec d'autres dirigeants des forces de police anticommunistes engagées dans la guerre secrète en Europe de l'Ouest, Dides participa régulièrement aux réunions de « Paix et Liberté », une structure contrôlée en sous-main par la CIA et conduite par l'anticommuniste français Jean-Paul David. ¹⁷ L'historien américain Christopher Simpson estime que les unités d'action clandestines telles que « Paix et Liberté » furent fondées et financées par la CIA pendant la guerre froide à raison de « facilement plus d'un milliard de dollars chaque année ». ¹⁸ Avec des ramifications dans plusieurs pays européens, « Paix et Liberté » se chargeait de mener les opérations de guerre psychologique en Europe de l'Ouest conçues par la CIA et de répandre les idées anticommunistes en imprimant des affiches, en finançant une émission de radio, en diffusant des tracts et en organisant des manifestations ponctuelles. La branche italienne baptisée « Pace e Liberta » était dirigée Edgardo Sogno et avait son quartier général à Milan. En 1995, l'enquête sur

le réseau Gladio permit de découvrir que Paix et Liberté avait agi sous les ordres directs de l'OTAN. Le ministre des Affaires étrangères français Georges Bidault aurait suggéré en 1953, lors d'une réunion du Conseil Atlantique de l'OTAN, que Paix et Liberté procède à une réorganisation des services de renseignement de l'OTAN et serve de base et de moteur à la coordination des actions internationales menées contre le Kominform.¹⁹ Dans son histoire de l'influence des USA sur la France d'après-guerre, Irwin Wall considéra que, aux côtés de Force Ouvrière, «Paix et Liberté représentait le principal exemple d'une organisation anticommuniste populaire promue par la CIA dans la France des années cinquante».²⁰

La révélation de l'existence du Plan Bleu et son interruption en 1947 ne mit pas un terme à la guerre secrète contre le communisme. Bien au contraire, le Premier ministre socialiste Paul Ramadier fit en sorte que ses loyaux dirigeants au sein des services secrets militaires ne soient pas éclaboussés par le scandale. Quand la tempête fut passée, fin 1947, il ordonna à Henri Ribière, le directeur du SDECE, et à Pierre Fourcaud, son adjoint, de mettre en place une nouvelle armée anticommuniste secrète sous le nom de code «Rose des Vents», en référence à l'étoile symbole de l'OTAN. Le nom était plutôt bien trouvé car, une fois l'OTAN établie à Paris en 1949, le SDECE mena sa guerre secrète en étroite collaboration avec l'Alliance Atlantique.²¹ Les combattants de l'ombre comprenaient tous que, dans le contexte maritime, la rose des vents est le repère que l'on place sous l'aiguille du compas qui indique le cap et en fonction duquel on effectue les corrections nécessaires si le navire menace de dévier de sa trajectoire.

La coopération secrète s'intensifiant avec les USA, le SDECE ouvrit, en 1951, une antenne à Washington.²² D'après le plan d'ensemble de lutte contre le communisme en Europe de l'Ouest adopté par la CIA et l'OTAN, l'armée dite Rose des Vents avait pour mission, au sein du SDECE, de localiser et de combattre les éléments communistes subversifs à l'intérieur de la IV^e République. De surcroît, elle devait planifier des mesures d'évacuation et fournir une base de repli convenable à l'étranger. Ses hommes étaient formés pour des opérations de sabotage, de guérilla et de collecte de renseignements sous occupation ennemie. Le territoire français était divisé en nombreuses zones géographiques *stay-behind* où étaient affectées des cellules clandestines, chaque zone étant placée sous le contrôle d'un officier du SDECE. Une base de repli pour un gouvernement français en exil fut installée au Maroc et le SDECE envoya une partie de ses archives microfilmées à Dakar, au Sénégal.²³

Le plus célèbre des combattants de la Rose des Vents est peut-être François de Grossouvre, qui devint le conseiller pour les opérations

spéciales du Président socialiste François Mitterrand en 1981. Pendant la seconde guerre mondiale, de Grossouvre s'était engagé dans la milice de Vichy qu'il prétendit par la suite avoir infiltrée pour le compte de la Résistance. Après 1945, les services secrets l'enrôlèrent dans les rangs de la Rose des Vents. L'agent du SDECE Louis Mouchon, qui recruta lui-même bon nombre de soldats de l'ombre, raconta un jour comment de Grossouvre avait été contacté : «Notre homme à Lyon, Gilbert Union, qui pendant la guerre avait effectué des missions pour le BCRA et qui était un passionné d'automobiles, venait de se tuer dans un accident de la route. Pour le remplacer le SDECE recruta François de Grossouvre en 1950.» Mouchon précisa que l'homme n'avait pas été recruté uniquement pour son expérience de la guerre mais également pour ses contacts : «Son entreprise, les sucres Berger & Cie, nous offrait une très bonne couverture. Il avait vraiment d'excellents contacts.»²⁴

En tant que conseiller spécial du Président Mitterrand, de Grossouvre joua un rôle considérable dans la guerre clandestine en France au début des années 1980, mais, en 1985, il fut dessaisi de ses principales fonctions après que son goût du secret ait fini par exaspérer les collaborateurs plus vertueux de Mitterrand. Il semble que les deux hommes aient cependant continué à entretenir de bonnes relations puisque, quand, suite aux révélations sur la dimension européenne de Gladio, Mitterrand se trouva au cœur du scandale et dut démanteler le réseau français, «il consulta d'abord son "éminence grise" François de Grossouvre».²⁵ Au moment de sa mort, la participation de de Grossouvre à la guerre secrète ne faisait plus l'ombre d'un doute. «Il a été recruté par les services d'espionnage français et a contribué à bâtir le Gladio, un plan soutenu par les Américains visant à créer un mouvement de résistance armée à une invasion de l'Europe de l'Ouest par les Soviétiques», put-on lire dans la rubrique nécrologique du *British Economist* après que de Grossouvre, alors âgé de 76 ans se soit suicidé au Palais de l'Élysée, le 7 avril 1994.²⁶

L'ancien agent de la CIA Edward Barnes servit comme officier de liaison avec le réseau *stay-behind* Rose des Vents jusqu'en 1956. Après les révélations de 1990 sur les armées secrètes, il rappela comment non seulement Washington mais également les Français redoutaient une prise de pouvoir par les communistes. «De très nombreux Français souhaitaient être prêts à intervenir si quelque chose se produisait.» D'après Barnes, la résistance à une invasion soviétique était la motivation première du Gladio français alors que promouvoir des activités politiques anticommunistes en France «aurait pu être un objectif secondaire».²⁷ Toujours selon l'ex-agent de la CIA, le programme *stay-behind* français consistait en «quelques dizaines» d'hommes recrutés individuellement par la CIA afin

que chacun crée à son tour son propre petit réseau. Si, selon ce qu'on a pu observer dans d'autres pays, chaque Gladiateur recrutait et entraînait 10 autres hommes, on peut déduire des assertions de Barnes que le Gladio français comptait environ 500 soldats.

Il est très difficile de déterminer le nombre exact des participants à cette guerre secrète contre le communisme. *L'Intelligence Newsletter* basée à Paris a indiqué suite à la découverte des armées secrètes de la CIA qu'«un directeur de service de renseignement français de l'époque avait offert de mettre à la disposition de la CIA quelques 10 000 "patriotes" entraînés et armés sélectionnés parmi les effectifs des forces armées françaises» et formés pour intervenir «dans l'hypothèse où un gouvernement communiste arriverait au pouvoir». Barnes prétendit que la CIA «n'avait aucune idée du nombre d'hommes qui surgiraient d'un peu partout. Il n'y avait aucun moyen de le calculer. Parmi ceux que j'ai rencontrés se trouvaient aussi bien des paysans, des citadins ou des commerçants.» La plupart n'avaient pas besoin de beaucoup d'entraînement puisqu'ils s'étaient déjà battus pendant la seconde guerre mondiale et avaient effectué des opérations spéciales derrière les lignes ennemies pour le compte du BCRA.²⁸

Afin de garantir l'indépendance matérielle des soldats de l'ombre, la CIA et le SDECE avaient disséminé des caches d'armes secrètes à travers tout le pays. «Des tas de trucs en tout genre étaient planqués dans des endroits reculés, pratiquement tout ce dont on peut avoir besoin», y compris des armes, des explosifs, des pièces d'or ou des bicyclettes; les transmetteurs radio et les codes constituaient la première des priorités. Afin de préserver la clandestinité du réseau, la règle était de ne divulguer les informations qu'aux personnes strictement concernées. Barnes précisa que lui-même n'était autorisé à rencontrer qu'une dizaine de recrues de la CIA «de peur que je les grille ou qu'ils me grillent. Vous ne pouviez pas simplement demander à un type "Déterre-moi ça, Untel". Il y a sûrement eu pas mal de cafouillages. Certains de ces gars enterraient le matériel quelque part et ils vous indiquaient un autre endroit.»²⁹

Le ministre de la Défense italien savait que le SDECE et la CIA étaient en train de lever une armée secrète pour combattre les communistes. En octobre 1951, dans une lettre adressée au ministre de la Défense Marras, le général Umberto Broccoli indiquait que des armées de ce type existaient aux Pays-Bas, en Belgique, en Norvège, au Danemark et que «la France avait déjà monté de telles opérations en Allemagne et en Autriche ainsi que sur son propre territoire, jusqu'aux Pyrénées».³⁰ Jusqu'où s'étendait ce réseau français dans l'Autriche et l'Allemagne occupées après la défaite, nous l'ignorons mais il semblerait qu'il ait existé des zones contrôlées par

les troupes françaises jusqu'à ce que les Alliés se retirent des deux pays. Dans son rapport intitulé «Un SID parallèle – Le cas Gladio», le Premier ministre italien Giulio Andreotti confirmait que les armées secrètes anticomunistes étaient en liaison permanente avec l'OTAN et que «des réseaux de résistance avaient été mis en place par la Grande-Bretagne en France, aux Pays-Bas, en Belgique et vraisemblablement aussi au Danemark et en Norvège. Les Français se sont chargés des secteurs de l'Allemagne et de l'Autriche placés sous leur contrôle ainsi que de leur propre territoire, jusqu'aux Pyrénées.»³¹

Un mémorandum top secret du Joint Chiefs of Staff, le Conseil de l'État-major interarmes américain, daté du 14 mai 1952 et intitulé «Opération *Demagnetize*» expliquait dans le détail comment «des opérations politiques, paramilitaires et psychologiques» devaient être mises en œuvre afin de «réduire l'influence du parti communiste en Italie et (...) en France».³² «L'objectif final de ce plan est de réduire le pouvoir des partis communistes, leurs ressources matérielles, leur influence au sein des gouvernements italien et français et particulièrement sur les syndicats», précisait la note confidentielle du Pentagone, «ce, dans le but de limiter autant que possible les risques que le communisme gagne de l'ampleur et menace les intérêts des États-Unis dans les deux pays». Les armées secrètes levées par la CIA et commandées par le SDECE étaient formées et entraînées dans ce contexte stratégique: comme le spécifiait le document, «limiter l'influence des communistes en Italie et en France est un objectif prioritaire. Il doit être atteint par tous les moyens». La guerre devait être menée dans le plus grand secret et il n'était pas «indispensable que les gouvernements italiens et français soient informés du plan "*Demagnetize*" car celui-ci [aurait pu] être perçu comme une violation de leur souveraineté nationale».³³

L'entraînement des soldats secrets de la Rose des Vents se déroulait sur plusieurs sites en France et à l'étranger, en étroite collaboration avec les Forces Spéciales françaises, et notamment la 11^e Demi-Brigade Parachutiste de Choc, ou 11^e Choc, des commandos spécialistes des opérations spéciales. Les deux corps entretenaient des relations étroites et, à plusieurs reprises, des officiers du 11^e Choc intégrèrent la Rose des Vents. De même que les SAS effectuaient les opérations secrètes et les coups tordus pour le compte du MI6, le 11^e Choc servit de bras armé au SDECE après la seconde guerre mondiale. Selon le spécialiste du Gladio français Brozzu-Gentile, «les instructeurs du réseau *stay-behind* français étaient tous membres ou proches du SDECE».³⁴ En 1990, la presse française révéla que les Gladiateurs français avaient été formés au maniement des armes, à l'utilisation des explosifs et de transmetteurs radio au

Centre d'Entraînement des Réserves Parachutistes (CERP) du 11^e Choc à Cercottes, près d'Orléans ainsi que sur deux autres sites d'entraînement du 11^e, l'un dans les Pyrénées, près de la frontière espagnole, l'autre à Calvi, en Corse, non loin du quartier général sarde du Gladio italien.³⁵

En tant qu'unité d'élite spécialisée dans la guerre secrète et les coups tordus, le 11^e Choc opérait surtout en Indochine et en Afrique où la France d'après-guerre tentait désespérément de garder ses colonies du Vietnam et d'Algérie. «L'unité chargée des sales besognes, le fer de lance des opérations clandestines pendant la guerre d'Algérie de 1954 à 1962 était clairement le 11^e Bataillon de Parachutistes de Choc», indiqua le spécialiste des services secrets Roger Faligot.³⁶ En 1954, 300 hommes de cette force spéciale furent déployés en Algérie. La plupart d'entre eux avaient une bonne expérience des missions clandestines et de la contre-guérilla puisqu'ils venaient directement du Vietnam où la France avait dû renoncer à ses colonies la même année après la défaite de Dien Bien Phu. L'un des plus fameux membres du 11^e fut Yves Guérain-Sérac, un célèbre soldat de l'ombre qui avait servi en Corée et au Vietnam et qui fut plus tard directement impliqué dans les opérations de l'armée anticommuniste secrète portugaise. Depuis sa cellule, le soldat du Gladio italien et terroriste d'extrême droite Vincenzo Vinciguerra avoua son admiration pour la personnalité fascinante et les compétences inégalées de stratège de la terreur de Guérain-Sérac.³⁷

À mesure que s'intensifiaient la guerre secrète contre les communistes en France et celle contre le Front de Libération Nationale en Algérie, cette stratégie révéla ses limites lorsque les politiciens à Paris perdirent le contrôle des combattants de l'ombre, ce qui provoqua dans le pays une grave crise qui précipita la fin de la IV^e République. En mai 1958 débuta véritablement la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Le gouvernement affaibli de la IV^e République ne savait trop comment réagir tandis que les services secrets et les militaires français étaient fermement décidés à tout faire pour que l'Algérie demeure une colonie française. Dans les rangs du SDECE et de l'armée, nombreux étaient ceux qui jugeaient les responsables politiques de la IV^e comme «faibles, corrompus ou corruptibles, une catégorie d'hommes pusillanimes et prêts à abandonner et à fuir l'Algérie». ³⁸ Lorsque les premiers prisonniers français furent exécutés par le FLN, les stratèges de la guerre secrète au sein des services secrets français et de l'armée entreprirent de fomenter un coup d'État pour remplacer le gouvernement de Paris par un autre régime.

Le 11^e Choc joua alors un rôle majeur des deux côtés de la ligne de front. Le 24 mai 1958, des soldats basés à Calvi, sur la côte nord de la Corse, déclenchèrent la première phase de l'opération en déployant des

commandos de parachutistes sur toute l'île. Le bruit courut bientôt que les soldats de l'ombre comptaient renverser le gouvernement légitime et remettre au pouvoir le général de Gaulle. D'autres membres du 11^e qui désapprouvaient cette guerre antidémocratique contre Paris, quittèrent leur base de Cercottes le même jour et se rassemblèrent afin de défendre les cibles visées par les comploteurs gaullistes et les unités paramilitaires qui les soutenaient.³⁹ L'une de ces cibles était le chef du SDECE en personne, le général Paul Grossing. Quand ce dernier eut connaissance du plan, il fit immédiatement protéger le siège du SDECE, boulevard Mortier, par des éléments du 11^e qui lui étaient restés fidèles.

En ce mois de mai 1958, la France bascula dans le chaos. Le patron de la DST (Direction de la Surveillance du Territoire) Roger Wybot était sur le point d'activer un plan secret anticommuniste baptisé «Opération Résurrection». Ce plan, qui incluait notamment le parachutage de troupes du 11^e Choc, visait à contrôler en très peu de temps les centres vitaux de Paris : le ministère de l'Intérieur, le siège de la police, les immeubles de la télévision et de la radio, les centrales électriques et d'autres endroits stratégiques de la capitale. «Le plan prévoyait également l'arrestation d'un certain nombre de personnalités politiques parmi lesquelles : François Mitterrand, Pierre Mendès France, Edgar Faure, Jules Moch ainsi que l'ensemble des cadres du parti communiste.»⁴⁰

Mais le 27 mai, «quelques heures à peine avant le déclenchement de l'Opération Résurrection sur la capitale française», de Gaulle annonça qu'il avait «entamé la procédure régulière nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain». ⁴¹ Se succédèrent ensuite une foule d'actions rapides et capitales qui scellèrent le sort de la IV^e République. Le 28 mai, le Premier ministre Pierre Pflimlin donna sa démission. Le lendemain matin, le Président de la République René Coty déclara qu'il avait appelé de Gaulle à former un gouvernement. À peine 24 heures plus tard, le général se présenta devant l'Assemblée nationale et sollicita les pleins pouvoirs pour gouverner par décrets pendant les 6 mois à venir, imposa 4 mois de «vacances» aux députés et demanda la possibilité de soumettre lui-même un projet de nouvelle Constitution. Ses propositions furent votées à 329 voix contre 224. «La IV^e République préféra se suicider plutôt que de se faire assassiner par (...) l'armée et ses services de sécurité.»⁴²

Parmi les militaires et les membres des services secrets qui avaient soutenu le coup de force de de Gaulle, bon nombre espéraient que le général ferait le choix ferme de l'«Algérie française», c'est-à-dire qu'il ferait tout pour qu'elle reste sous la tutelle coloniale de la France. À leur grand étonnement, de Gaulle, avec le soutien de nombreux hommes politiques de la IV^e République, proclama le droit des Algériens à l'auto-

détermination, ce qui conduisit à l'indépendance du pays en 1962. Les soldats de l'ombre étaient furieux. « Suivant l'exemple du général de Gaulle, les Présidents de la V^e République se détournèrent progressivement de leurs services secrets jusqu'à les considérer non plus comme un atout mais comme une charge. »⁴³ Les combattants des armées secrètes étaient divisés : fallait-il suivre les ordres de de Gaulle et se retirer d'Algérie ou lutter contre le gouvernement français ? L'ultime trahison du 11^e Choc eut lieu en 1961, quand la plupart de ses membres choisirent l'Algérie française et, afin de promouvoir leur politique, fondèrent avec des officiers de l'armée Française l'Organisation de l'Armée Secrète. Les deux buts déclarés de l'OAS étaient : garder le contrôle de l'Algérie coloniale, ce qui impliquait de continuer le combat contre le FLN par tous les moyens, quels que soient les ordres de Paris ; ensuite, renverser la V^e République du Président de Gaulle et la remplacer par un État autoritaire et résolument anticomuniste.

L'OAS passa à l'action le 22 avril 1961, quand 4 généraux de l'armée française emmenés par le général Challe s'emparèrent du pouvoir en Algérie dans l'espoir de la maintenir sous le contrôle français. Il semble que des soldats de l'armée *stay-behind* de l'OTAN soutenue par la CIA et qui avaient rejoint les rangs de l'OAS aient été impliqués dans ce coup d'État. Les combattants de l'ombre « rallièrent un groupe de généraux qui résistaient, parfois par la violence, aux tentatives de de Gaulle de négocier l'indépendance de l'Algérie et la fin de la guerre », écrit l'auteur américain Jonathan Kwitny dans son article sur les armées secrètes d'Europe de l'Ouest.⁴⁴ Il serait nécessaire d'enquêter plus à fond sur cette implication du réseau *stay-behind* français dans le coup d'État de 1961 qui constitue l'un des pans les plus délicats de l'histoire de la guerre clandestine en France. Les preuves dont nous disposons aujourd'hui indiquent que les armées *stay-behind* jouèrent un rôle dans les putschs de 1967 en Grèce, de 1980 en Turquie et dans celui qui échoua à renverser le gouvernement français en 1961.

Tout porte à croire que ce coup d'État fomenté contre de Gaulle avait reçu l'approbation de la CIA et de son directeur Allen Dulles ainsi que des partisans de la guerre secrète au sein de l'OTAN et du Pentagone à Washington. Immédiatement après la tentative de putsch, « des porte-parole de l'Élysée » avaient laissé « entendre que le complot ourdi par les généraux avait bénéficié du soutien des responsables les plus farouchement anticomunistes de l'armée et du gouvernement américains », put-on lire dans le *Washington Star*. « À Paris comme à Washington, les faits sont maintenant avérés, même s'ils ne seront jamais reconnus publiquement », écrit Claude Krief, dès mai 1961, dans les colonnes de l'hebdo-

madaire *L'Express*. « Les plus hauts personnages de l'État français l'admettent volontiers en privé : la CIA a joué un rôle direct dans le coup d'État d'Alger, et elle est certainement pour beaucoup dans la décision du général Challe de déclencher ce putsch. » Peu avant les faits, Challe avait occupé les fonctions de commandant en chef des Forces Alliées en Europe Centrale, ce qui impliquait des liens étroits, non seulement avec le Pentagone et des représentants des États-Unis mais aussi avec le réseau *stay-behind* de l'OTAN, ainsi que des contacts quotidiens avec des officiers de l'armée américaine. Challe avait donc, concluait Krief, agi sous les ordres directs de la CIA : « Tous ceux qui le connaissent bien sont profondément convaincus que la CIA l'a encouragé à poursuivre dans cette voie. »⁴⁵

Au moment où Krief publia son article sur le coup d'État fomenté contre le général de Gaulle avec l'appui de la CIA, l'existence des armées secrètes *stay-behind* n'avait pas encore été révélée. Mais en se penchant sur la guerre clandestine internationale, Krief indiquait que 10 jours avant le coup, le 12 avril 1961, une réunion secrète s'était tenue à Madrid, en présence de « nombreux agents représentant différents pays, parmi lesquels plusieurs des conspirateurs d'Alger qui firent part de leurs plans aux agents de la CIA également présents ». Au cours de cette réunion, les Américains auraient déclaré avec colère que la politique menée par de Gaulle « paralysait l'OTAN et rendait impossible la défense de l'Europe », et auraient assuré aux généraux putschistes, dont Challe, que si eux ou leurs successeurs réussissaient, Washington reconnaîtrait le nouveau gouvernement algérien dans les 48 heures.⁴⁶ De Gaulle, qui tentait par diverses manœuvres et tactiques de rendre la France et l'Europe moins dépendantes des USA et de l'OTAN, fut furieux de la fourberie de la CIA. On ignore si le Président Kennedy, qui préparait alors le débarquement de la baie des Cochons du 15 avril devant permettre de renverser Fidel Castro, avait été informé du putsch d'Alger. On sait simplement qu'il fut furieux de l'échec de la CIA à Cuba et que Washington ne s'empressa pas de reconnaître le régime instauré à Alger par les généraux. Celui-ci tint 4 jours avant de s'effondrer. Le premier quotidien français, *Le Monde*, résuma ainsi l'affaire : « Le comportement des États-Unis pendant la récente crise ne fut pas particulièrement adroit. Il semble établi que des agents américains ont plus ou moins encouragé Challe » tandis que « bien entendu, Kennedy ignorait tout de la situation ». ⁴⁷

Après l'échec du coup d'État, les soldats de l'ombre devinrent totalement incontrôlables. L'OAS se livra rapidement à des assassinats de représentants du gouvernement algérien, à des massacres arbitraires de civils musulmans et à des braquages de banques.⁴⁸ En novembre 1961, les

combattants de l'OAS opéraient sans retenue dans les rues d'Alger, perpétrant d'innombrables crimes dans l'espoir de saboter le début de processus de paix qui devait conduire à l'indépendance de l'Algérie. Les militaires et policiers français eurent beaucoup de mal à lutter contre l'OAS car nombre d'entre eux le faisaient à contrecœur et échouaient même délibérément tant ils approuvaient les buts politiques poursuivis par l'Organisation. Alors que la violence redoublait, l'OAS porta le combat sur le sol français et assassina le maire d'Évian où se tenaient les pourparlers entre les représentants du gouvernement et ceux du FLN. Elle s'en prit même au gouvernement de Paris et de Gaulle échappa de peu, le 8 septembre, à une tentative d'assassinat à Pont sur Seine. Les services français rendirent coup pour coup : en novembre 1961, six cafés d'Alger connus pour être fréquentés par des sympathisants de l'OAS furent éventrés par des explosions.

En dehors de la France, les soldats de l'armée secrète menaient aussi des opérations dans d'autres pays d'Europe tels que l'Espagne, la Suisse et l'Allemagne où des escadrons spéciaux du 11^e Choc organisèrent l'assassinat de leaders du FLN, de leurs soutiens financiers et de leurs fournisseurs d'armes.⁴⁹ En Allemagne, les soldats de l'ombre auraient coopéré avec les membres du réseau *stay-behind* local et les services secrets allemands, le BND. Les Allemands mirent à la disposition du 11^e Choc leur centre d'entraînement pour parachutistes d'Altenstadt, en Bavière, qui servit de base arrière pour leurs missions dirigées contre le FLN. «Des membres de Gladio et de nombreux agents du BND y furent également recrutés en vue d'autres opérations spéciales», souligne le spécialiste des services secrets allemands Erich Schmidt Eenboom. Les Français qui se livrèrent à ces assassinats d'activistes du FLN en Allemagne ne furent jamais pris. «La police semblait incapable d'attraper les auteurs de ces attaques éclair», écrit Eenboom.⁵⁰

La guerre secrète fit sombrer la France dans un cauchemar de violence, les deux camps faisant preuve d'une brutalité croissante. Au plus fort des tensions, Maurice Papon, alors préfet de police de Paris, imposa le couvre-feu suite à la mort de 11 de ses agents. Le FLN, qui avait perpétré ces attaques, y répondit en organisant, dans la capitale, une marche de protestation à laquelle participèrent près de 40 000 Algériens, le 17 octobre 1961. Papon, reconnu coupable depuis d'avoir été impliqué dans la déportation de plus de 1 500 Juifs sous l'occupation allemande, donna l'ordre à ses services de réprimer brutalement la manifestation; s'ensuivit un véritable massacre.⁵¹ D'après le témoignage de Constantin Melnik daté de 1988, au moins 200 personnes – et vraisemblablement plus près de 300 – furent abattues par des policiers désirant se venger après la mort de leurs

collègues.⁵² Melnik fut le conseiller à la sécurité du gouvernement du général de Gaulle et le grand patron des services secrets entre 1959 et 1962. Lorsqu'on l'interrogea sur le réseau *stay-behind*, il insista sur la menace que représente toute armée secrète : «N'importe quel groupe d'hommes avec le matériel radio et l'entraînement nécessaires constituerait un réel danger pour la sécurité de la France».⁵³

«J'ai vu des gens s'écrouler dans des mares de sang. Certains étaient battus à mort. Les corps étaient entassés dans des bennes avant d'être jetés à la Seine depuis le pont de la Concorde», témoigna Saad Ouazene, un ouvrier métallurgiste de 29 ans sympathisant du FLN. «Si je n'avais pas eu ma force pour moi, je n'en serais jamais sorti vivant», ajouta l'homme qui s'en était tiré avec une fracture du crâne. «Dès que les Algériens sortaient des bus à la porte de Versailles, ils recevaient des coups à la tête», se souvint le policier français Joseph Gommenginger, en service cette nuit-là. «Ceux qui menaient ces ratonnades m'ont même menacé. Ils avaient enlevé le matricule de leur uniforme. J'étais révolté. Je n'aurais jamais cru la police capable de ça.» Dans les jours qui suivirent le massacre, on repêcha des dizaines de corps dans la Seine, y compris jusqu'à Rouen.⁵⁴ Aucune enquête officielle n'ayant été ouverte, le magazine *Les Temps Modernes* de Jean-Paul Sartre qualifia cet épisode de véritable pogrom.⁵⁵

La guerre secrète conduite par l'OAS avec le renfort de combattants des réseaux *stay-behind* de l'OTAN ne parvint ni à renverser de Gaulle, ni à empêcher l'Algérie de devenir indépendante. Les accords mettant un terme aux hostilités et proclamant l'indépendance du pays furent finalement signés entre le FLN et le gouvernement français à Évian en mars 1962, entraînant l'effondrement de l'OAS qui déclara la trêve le 17 juin 1962, environ un an après sa création. Seule une fraction d'irréductibles de l'Organisation, avec à leur tête le colonel Jean-Marie Bastien-Thiry, refusèrent de déposer les armes et fomentèrent un autre attentat contre le général de Gaulle, au Petit Clamart, le 22 août 1962. De Gaulle, faisant, comme à son habitude, peu de cas de sa propre sécurité, fut scandalisé qu'on ait pu ainsi l'attaquer alors qu'il se trouvait en compagnie de sa femme et en fit une affaire personnelle. En septembre, les hommes de l'OAS impliqués dans la tentative d'attentat furent arrêtés à Paris. Ils furent tous condamnés à mort mais seul Bastien-Thiry fut finalement exécuté.⁵⁶ La majorité des soldats du 11^e Choc, dont beaucoup avaient rejoint les rangs de l'OAS, virent leur carrière interrompue. Les autres furent placés sous étroite surveillance par les autorités gaullistes.

L'armée secrète formée par la CIA et destinée par l'OTAN à combattre le communisme avait donc, dans le contexte de chaos et de violence de la

crise algérienne, été impliquée dans des activités internes que ne venait justifier aucune invasion soviétique. Le danger de la guerre secrète résidait, dans ce cas, dans l'absence totale de contrôle exercé par les institutions et, parfois même, par le gouvernement sur les combattants clandestins. En 1990, l'amiral Pierre Lacoste, directeur des services secrets militaires français de 1982 à 1985, confirma que « des actions terroristes » contre le général de Gaulle et le processus de paix algérien avaient été menées par des groupes « d'un petit nombre d'hommes » du réseau *stay-behind* français. Cependant, l'amiral souligna que ces opérations antigaulistes furent les seuls actes commis par le Gladio français à l'intérieur des frontières nationales et précisa que, durant le temps qu'il avait passé à la tête des services secrets, il avait lui aussi partagé la conviction que les plans de réserve d'invasion conçus par les Soviétiques justifiaient pleinement le programme *stay-behind*.⁵⁷

Charles de Gaulle eut plus que quiconque le temps de connaître les rouages de la guerre secrète qui se livra en France, avant de laisser sa place à Georges Pompidou en avril 1969 et de mourir un an plus tard, à l'âge de 80 ans, en regardant, paraît-il, une série télévisée sentimentale*. Le général avait commandé la Résistance contre l'occupant allemand, il avait eu recours à des manœuvres clandestines pour accéder au pouvoir à la fin de la IV^e République et, sous la V^e, il avait été la cible de coups d'État et de tentatives d'assassinat. Bien avant que ne soit révélée publiquement l'existence des armées secrètes de l'OTAN, de Gaulle avait envié les États-Unis en considérant sa position isolée en Europe de l'Ouest et avait dans le même temps cultivé une certaine méfiance à l'égard de la CIA qu'il soupçonnait de recourir à la manipulation et à des opérations de guerre clandestine. En accédant au pouvoir, le général avait affirmé son intention de faire appliquer sa politique étrangère uniquement par ses diplomates et non par des « services secrets irresponsables », qui avaient d'ailleurs reçu l'ordre de couper les ponts avec la CIA de laquelle dépendait une bonne partie de leurs activités de renseignement.⁵⁸ Pour lui, « l'État français était assailli par des forces occultes. Qui en était responsable ? Sûrement la CIA, pensait-il ». ⁵⁹

Quand l'OTAN fut créée en 1949, son quartier général, abritant notamment les bureaux du SHAPE, fut construit en France. Celle-ci se trouvait donc particulièrement exposée aux opérations secrètes de l'OTAN et de la CIA, ce que déplorait de Gaulle, car le CPC, le comité directeur du réseau secret Gladio, était lui aussi situé à Paris, comme le révéla un document

* Note de l'éditeur : en France, la version officielle veut qu'il mourut alors qu'il faisait une réussite, en délassement à la rédaction de ses mémoires

italien daté de juin 1959 et intitulé : « Les Forces Spéciales du SIFAR et l'Opération Gladio (...) En ce qui concerne l'OTAN, il faut signaler les activités suivantes : 1. L'activité du CPC (Clandestine Planning Committee) de Paris rattaché au SHAPE ». ⁶⁰ En outre, l'autre organe de commandement de Gladio, l'ACC se réunissait lui aussi régulièrement à Paris. Ce fut donc un véritable choc à Washington lorsqu'en février 1966, et pour des raisons stratégiques et personnelles qui font toujours débat parmi les historiens, de Gaulle décida de défier la suprématie de Washington et ordonna à l'OTAN et aux USA soit de placer leurs bases militaires présentes sur le territoire français sous le contrôle de Paris, soit de les démanteler. Les États-Unis et l'Alliance Atlantique ne répondirent pas à cet ultimatum, sur quoi le général prit la décision historique de faire sortir la France de l'organisation militaire de l'OTAN le 7 mars 1966 et d'expulser l'ensemble de ses structures et de ses agents du territoire français. À la grande colère de Washington et du Pentagone, le quartier général européen de l'OTAN dut donc être transféré en Belgique. À Bruxelles, Mons et Casteau furent construits les nouveaux bâtiments qui abritent encore aujourd'hui le siège de l'OTAN en Europe. C'est ce que confirma par la suite l'enquête parlementaire belge sur Gladio et les opérations de guerre clandestine : « En 1968, le siège du CPC déménagea à Bruxelles ». ⁶¹ Les recherches effectuées en Belgique révélèrent également que la dernière réunion internationale de l'ACC, le centre de commandement des opérations de guerre clandestine, à Bruxelles eut lieu les 23 et 24 octobre 1990. ⁶²

L'auteur belge spécialiste du Gladio Jan Willems souligna que, quand de Gaulle retira l'armée française du commandement militaire intégré de l'OTAN, cela entraîna l'annulation de certains accords secrets passés entre la France et les États-Unis. « C'est à cette occasion que fut révélée l'existence de protocoles secrets portant sur la lutte contre la subversion communiste, signés bilatéralement par les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN. » ⁶³ De Gaulle dénonça ces protocoles comme une violation de la souveraineté nationale. On découvrit des clauses secrètes similaires dans d'autres pays membres de l'Alliance. Giuseppe de Lutiis découvrit qu'au moment d'intégrer l'OTAN en 1949, l'Italie avait signé, outre le Pacte Atlantique, toute une série de protocoles secrets prévoyant la création d'une organisation non officielle « chargée de garantir l'alignement de la politique intérieure italienne sur celle du bloc de l'Ouest par tous les moyens nécessaires, même si la population devait manifester une inclination divergente ». ⁶⁴ Dans un article consacré à Gladio, le journaliste américain Arthur Rowse écrivit qu'une « clause secrète du traité initial de l'OTAN de 1949 stipulait que tout pays candidat à l'adhésion devait avoir

établi au préalable une autorité de Sécurité nationale de lutte contre le communisme basée sur des groupes clandestins de citoyens». ⁶⁵

Cela a de quoi surprendre, mais même après les épisodes douloureux de la crise algérienne, les unités secrètes *stay-behind* ne furent pas définitivement dissoutes en France, elles firent l'objet d'une simple restructuration. En 1998, le spécialiste des services secrets Jacques Baud observa à juste titre que «bien que les preuves manquent, certains experts ont laissé entendre que les activités du réseau *stay-behind* français ont été menées sous couvert du Service d'Action Civique». ⁶⁶ Après la dissolution de l'OAS, de Gaulle aurait fait en sorte d'affaiblir le réseau Rose des Vents tout en renforçant son «Service d'Action Civique», ou SAC. Le SAC était une sorte de garde prétorienne gaulliste, un sanctuaire de gaullisme à l'état pur reflétant la méfiance du général à l'égard de tous les partis politiques, fut-ce le sien. La mission dont s'étaient eux-mêmes investis ces hommes était de soutenir l'action du général de Gaulle. ⁶⁷ Fondé au lendemain de la guerre, le SAC était le bras armé du RPF, le Rassemblement du Peuple Français, qui tentait en vain de constituer une opposition aux communistes et aux socialistes français. Fondé officiellement comme un service d'ordre, le SAC était en réalité la section anticommuniste du RPF chargée des sales besognes. Ses unités menaient des opérations clandestines contre les ouvriers grévistes ou contre les militants communistes qui s'étaient fait une spécialité de perturber par leurs cris les discours lors des meetings gaullistes. Les hommes du SAC étaient également chargés de la protection des politiciens et des groupes de colleurs d'affiches du RPF. ⁶⁸

Mais, malgré les agissements de son bras armé le SAC, le RPF ne parvint pas à remporter d'élections sous la IV^e République; il fut donc dissous en 1954. Cependant ses éléments les plus loyaux restèrent apparemment en contact puisqu'ils prirent part au coup de 1958 qui mit fin à la IV^e République et remit de Gaulle au pouvoir. Jacques Foccart, le directeur et idéologue du SAC, en bon guerrier de l'ombre et partisan du général, prit en charge la coordination des opérations, grâce à ses relations au sein des services secrets, de l'armée et parmi les anciens résistants, pour organiser, le 24 mai 1958, l'occupation de la Corse par les soldats du 11^e Choc basés à Calvi. ⁶⁹ C'est ce qui amena l'expert en services secrets Porch à conclure que le SAC et Foccart ont véritablement «accouché du retour de de Gaulle au pouvoir en 1958». ⁷⁰

Le rôle joué par Foccart dans la guerre secrète qui se livra en France reste flou. «L'étendue des pouvoirs dont dispose Foccart est aussi mystérieuse que la manière dont il les a acquis à l'origine.» ⁷¹ Natif de Guadeloupe, l'homme fut mobilisé au début de la seconde guerre mondiale en 1939 mais parvint à s'échapper lors de la capitulation de la

France. Il collabora ensuite avec l'armée allemande, mais vers la fin de la guerre, changea une nouvelle fois de camp et rejoignit la Résistance en Normandie. Il reçut même la médaille de la Liberté de l'armée américaine. ⁷² Après l'armistice, Foccart entra dans l'entourage proche du général de Gaulle et créa le SAC. Le centre d'entraînement pour les opérations spéciales qu'il fonda à Cercottes, près d'Orléans, «devint un lieu de pèlerinage pour les membres du SAC dans les années cinquante». ⁷³ Dans les années d'après-guerre, le service comptait près de 8 000 «réservistes», parmi lesquels des membres actifs du Service Action du SDECE et de son unité d'élite, le 11^e Choc. Tous s'entraînaient à Cercottes et, après les révélations de 1990, le centre fut considéré comme l'un des principaux sites de formation des Gladiateurs français. ⁷⁴

En l'absence d'enquête officielle sur l'histoire de l'armée secrète française, il est pour l'heure difficile pour les chercheurs de distinguer les différences entre le réseau *stay-behind* Rose des Vents et le SAC, cela mériterait de faire l'objet d'études approfondies. Il semble cependant que le SAC se soit lui aussi livré à des opérations anticommunistes secrètes. Il aura fallu attendre l'arrivée au pouvoir des socialistes en 1981 pour que soit ouverte une enquête parlementaire. Quand en juillet 1981, à Marseille, un ancien chef du SAC, l'inspecteur de police Jacques Massié, fut retrouvé mort avec toute sa famille, les députés communistes exigèrent une enquête sur le Service d'Action Civique. En décembre de la même année, après six mois d'auditions, la commission parlementaire rendit un rapport volumineux dans lequel elle concluait que les activités des agents du SDECE, du SAC et de l'OAS en Afrique étaient «intimement liées». Les députés découvrirent que le financement du SAC avait des origines troubles et provenait notamment des fonds du SDECE et du trafic de stupéfiants. ⁷⁵

«Les émeutes étudiantes de mai 1968 constituaient le champ d'action typique d'un réseau "Gladio"», commenta l'*Intelligence Newsletter* après les révélations de 1990. ⁷⁶ La commission parlementaire réunie pour enquêter sur le SAC avait en effet découvert que le Service avait enregistré des effectifs records durant les troubles de mai 68, avec pas moins de 30 000 membres. Il est donc envisageable qu'il soit intervenu pendant les émeutes. En 1981, le SAC comptait toujours 10 000 adhérents. «On estime que 10 à 15 % d'entre eux étaient des policiers. Mais il comptait également dans ses rangs des opportunistes, des gangsters et des partisans de l'extrême droite.» ⁷⁷ La commission dénonça le SAC comme une dangereuse armée secrète, qui avait servi de police parallèle, avait infiltré des organisations publiques afin d'influer sur leurs décisions et avait commis des actes de violence. En conclusion de ce qui constituait alors

l'enquête parlementaire la plus approfondie jamais menée sur un réseau secret en France, les députés jugèrent l'existence du SAC « incompatible avec les lois de la République », sur quoi le gouvernement de François Mitterrand ordonna son démantèlement en juillet 1982.⁷⁸

Le gouvernement Mitterrand, de plus en plus préoccupé par le rôle joué par les services secrets dans les démocraties modernes, s'en prit aux services secrets militaires français qui se trouvaient depuis des années au cœur des opérations clandestines menées en France. Une enquête parlementaire diligentée en 1982 sur les agissements des services de renseignement et conduite par le député socialiste Jean-Michel Bellergey conclut que des agents du renseignement agissant sous l'emprise de la paranoïa typique de la guerre froide et obsédés par « l'ennemi interne » avaient enfreint la loi à plusieurs reprises tandis que les services secrets accumulaient « échecs, scandales et opérations douteuses ». ⁷⁹ À la lecture de cette conclusion édifiante, Mitterrand appuya la requête des communistes, qui, avec le soutien d'un groupe de socialistes, demandaient depuis longtemps la dissolution pure et simple du SDECE.

Mais cette décision lourde de conséquences ne fut finalement pas prise et le SDECE ne fut pas démantelé mais tout juste réformé. Son nom fut changé en Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE) à la tête de laquelle fut nommé l'amiral Pierre Lacoste. En collaboration avec l'OTAN, celui-ci continua à diriger l'armée secrète placée sous sa responsabilité et, en 1990, suite aux révélations sur Gladio, il défendit sa conviction selon laquelle les plans de réserve d'invasion conçus par les Soviétiques justifiaient pleinement le programme *stay-behind*.⁸⁰ L'« Opération Satanique » au cours de laquelle le 10 juillet 1985 des agents de la DGSE firent exploser le *Rainbow Warrior*, le navire de Greenpeace qui protestait pacifiquement contre les essais nucléaires français en Polynésie, mit un terme à la carrière de l'amiral Lacoste. En effet, quand fut découverte son implication dans l'affaire ainsi que celle du ministre de la Défense Charles Hernu et du Président Mitterrand lui-même, Lacoste n'eut d'autre choix que de démissionner.

En mars 1986, la droite remporta les élections législatives, instaurant un régime de cohabitation entre le Président socialiste Mitterrand et son Premier ministre gaulliste Jacques Chirac. En 1990, quand se multiplièrent les révélations sur les armées secrètes en Europe, Chirac ne fut pas véritablement enthousiaste à l'idée de voir révélée au grand jour toute l'histoire de l'armée secrète française. Une telle investigation aurait pu ruiner la si brillante carrière politique de celui qui deviendrait un jour Président de la République, d'autant plus qu'en 1975, Chirac avait lui-même présidé le Service d'Action Civique.

La France eut ainsi beaucoup de mal à assumer l'histoire de son combat secret contre le communisme. Il n'y eut aucune enquête officielle. Les représentants du gouvernement tentèrent de minimiser les dégâts par des mensonges et demi-vérités. Le 12 novembre 1990, le ministre de la Défense Jean-Pierre Chevènement reconnut à regret devant la presse qu'« il [était] exact qu'une structure [avait] existé, bâtie au début des années cinquante et destinée à assurer la liaison avec un gouvernement forcé de se réfugier à l'étranger dans l'hypothèse d'une occupation », suite à quoi le ministre mentit en affirmant : « Cette structure a été dissoute sur ordre du Président de la République. Pour autant que je sache, elle n'a eu qu'un rôle de réseau dormant et de liaison ». ⁸¹ Le lendemain, le Président Mitterrand dut affronter les questions de la presse. « Quand je suis arrivé au pouvoir », prétendit-il, « il n'y avait plus grand chose à dissoudre. Il ne restait plus que quelques rares éléments dont j'ai été surpris d'apprendre l'existence puisque tout le monde les avait oubliés. » ⁸² Le Premier ministre Chirac refusa de s'exprimer sur le sujet. Mais son homologue italien Giulio Andreotti n'apprécia pas de voir le gouvernement français minimiser ainsi sa responsabilité dans l'affaire Gladio et remettre en cause ses propres affirmations selon lesquelles Gladio avait existé dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest. Andreotti déclara donc à la presse que, loin d'être dissoute depuis longtemps, l'armée secrète française avait même envoyé ses représentants à la réunion de l'ACC qui s'était tenue les 23 et 24 octobre 1990 à Bruxelles, provoquant ainsi un embarras considérable en France.

8.

La guerre secrète en Espagne

En Espagne, le combat mené par la droite contre les communistes et la gauche ne prit pas l'apparence d'une lutte secrète, mais d'une guerre ouverte et brutale qui dura 3 ans et fit 600 000 victimes au total, soit autant que la guerre de Sécession aux États-Unis. L'historien Victor Kiernan observa assez finement qu'une « armée, censée assurer la sécurité de la nation, peut parfois se comporter comme un chien de garde qui mord ceux placés sous sa protection ». On pourrait penser que cette analyse concernait les armées secrètes *stay-behind*. Pourtant, Kiernan décrivait par ces mots le commencement de la guerre civile espagnole qui débuta le 17 juillet 1936, quand un groupe de militaires conjurés tentèrent de s'emparer du pouvoir, il est vrai que « les généraux espagnols ont, comme leurs cousins d'Amérique du Sud, la fâcheuse habitude de se mêler de politique ».¹

Le coup d'État militaire du général Franco et de ses complices survint après que la gauche réformatrice de Manuel Azana eut remporté les élections du 16 février 1936 et mis en œuvre de nombreux programmes en faveur des franges les plus défavorisées de la société. Cependant, aux yeux de la caste militaire puissante et mal contrôlée, l'Espagne menaçait de tomber entre les mains des socialistes, communistes, anarchistes et autres gauchistes anticléricaux. Dans les rangs de l'armée, beaucoup étaient convaincus de devoir sauver le pays de la menace rouge du communisme qui, dans l'URSS de Staline, entraînait des purges et des assassinats de masse. Certains historiens, dont Kiernan, analysent avec moins d'indulgence les causes de la guerre d'Espagne. Pour eux, « les coupables n'auraient pas pu être plus clairement désignés (...) Le cas de l'Espagne est d'une grande simplicité. Un gouvernement élu démocratiquement fut renversé par l'armée. Pas difficile de choisir son camp. D'un côté les pauvres, de l'autre les fascistes, les puissants, les grands propriétaires terriens et l'Église. »²

Alors qu'en 1967, en Grèce, le putsch avait permis aux militaires d'accéder au pouvoir en moins de 24 heures, en 1936, l'opposition de la

population civile espagnole fut si massive que la République lutta pendant 3 ans avant que s'installe la dictature militaire de Franco. La bataille fut longue et intense, non seulement parce que de nombreux citoyens prirent les armes contre l'armée mais également parce que 12 Brigades Internationales se formèrent spontanément pour renforcer la résistance républicaine opposée à Franco. Fait unique dans l'histoire de la guerre, de jeunes idéalistes, hommes et femmes, venant de plus de 50 pays, furent volontaires pour rejoindre les Brigades Internationales qui rassemblèrent finalement entre 30 000 et 40 000 membres. La plupart d'entre eux étaient des ouvriers, mais l'on vit aussi des professeurs, des infirmières, des étudiants et des poètes venir se battre en Espagne. « C'était très important d'être là », commenta 60 ans après les faits Thora Craig, une infirmière britannique née en 1910, « dans ce moment historique, et d'aider. Ce furent les plus importantes années de ma vie. » Robert James Peters, né en 1914 et plâtrier de son état, déclara : « Si j'ai jamais fait quelque chose d'utile dans ma vie, alors c'est certainement cela. »³

Malgré le soutien des Brigades Internationales, les socialistes et communistes espagnols ne parvinrent pas à empêcher le coup d'État de Franco car celui-ci bénéficia de l'appui de Mussolini et Hitler et de la décision de ne pas intervenir des gouvernements britanniques, français et américains. Estimant avoir plus à craindre du communisme espagnol que d'un dictateur fasciste, ils assistèrent en silence à la mort de la République espagnole. Si, dans le contexte des prémices de la seconde guerre mondiale, on a beaucoup écrit sur l'échec des Premiers ministres britannique et français Chamberlain et Daladier à stopper Hitler et Mussolini à Munich en septembre 1938, le soutien silencieux de Londres et Paris à l'anticommunisme italien et allemand en Espagne et ailleurs a, lui, suscité moins de commentaires. Pendant que l'Union soviétique armait les Républicains espagnols, Hitler et Mussolini envoyèrent en Espagne plus de 90 000 soldats armés et entraînés. L'aviation allemande fut elle aussi responsable de véritables massacres, comme le bombardement du village de Guernica immortalisé par Picasso. Suite à quoi, le 27 février 1939, le gouvernement britannique enterra définitivement la République espagnole en reconnaissant officiellement le régime de Franco. Hitler et Mussolini venaient de sécuriser leur flanc ouest en s'assurant la neutralité de l'Espagne dans la guerre à venir. La lutte contre le communisme se poursuivant à l'échelle de l'Europe avec les tentatives répétées d'invasion de l'URSS par Hitler, qui échouèrent toutes mais au prix d'un nombre considérable de victimes, le dictateur Franco retourna la politesse aux puissances de l'Axe en envoyant sa Division Bleue combattre aux côtés de la Wehrmacht sur le front russe.

Après la seconde guerre mondiale, les ennemis communistes internes en Europe de l'Ouest étaient communément appelés «cinquièmes colonnes». Ce terme désignait à l'origine les armées secrètes fascistes de la guerre civile espagnole et fut utilisé pour la première fois par le général franquiste Emilio Mola. Comme en octobre 1936, trois mois après le coup d'État, Madrid était toujours tenue par les Républicains et les Brigades Internationales, Franco ordonna à Mola de prendre la capitale en combinant ruse et force brute. Quelques heures avant l'assaut, Mola, dans une opération de manipulation devenue légendaire, annonça à la presse qu'il disposait de 4 colonnes en attente à l'extérieur de la ville mais qu'une «cinquième colonne» de partisans de Franco était déjà postée dans l'enceinte de la ville. Ne portant ni uniforme ni insigne et évoluant parmi les ennemis comme un poisson dans l'eau, les membres de cette «cinquième colonne» infiltrée étaient, selon Mola, les plus redoutables de tous.

La stratégie porta ses fruits en répandant la peur et la confusion parmi les communistes et les socialistes défendant la capitale. «La police a entrepris hier soir une fouille systématique de tous les immeubles de Madrid, à la recherche de rebelles [franquistes]», rapporta le *New York Times* le lendemain de la déclaration de Mola. Les ordres ont «apparemment été donnés suite à une récente annonce du général Emilio Mola sur la station de radio des rebelles. Il a affirmé qu'il comptait sur 4 colonnes de troupes postées hors de la ville et sur une cinquième attendant leur entrée, cachée dans l'enceinte de la capitale.»⁴ Bien que l'assaut commandé par Mola fut un échec, la crainte de la fameuse cinquième colonne de combattants d'extrême droite subsista pendant toute la durée de la guerre. Mike Economides, un commandant chypriote des Brigades Internationales, avait l'habitude d'informer chaque nouvelle recrue que la guerre en Espagne se menait sur deux fronts : «l'ennemi devant et la cinquième colonne derrière».⁵

Le terme «cinquième colonne» survécut à la guerre civile espagnole et servit dès lors à désigner des armées secrètes ou des groupes de subversion armés qui opèrent clandestinement à l'intérieur de la zone d'influence de l'ennemi. Pendant la seconde guerre mondiale, Hitler mit en place des cinquièmes colonnes nazies chargées de préparer le terrain, en Norvège et ailleurs, pour faciliter l'invasion du pays par l'armée régulière allemande. Après la défaite de l'Allemagne, le bloc de l'Ouest et l'OTAN s'approprièrent l'expression qu'ils adaptèrent au contexte de la guerre froide et le terme «cinquième colonne» fut employé pour désigner les armées secrètes communistes. Rapidement, les spécialistes des opérations de guerre clandestine dénoncèrent «la promptitude du "monde libre" à laisser pulluler sur son territoire les cinquièmes colonnes communistes».⁶ On

comprit en 1990 seulement, que le plus grand réseau de cinquièmes colonnes de l'histoire était probablement le réseau *stay-behind* de l'OTAN.

Franco dirigea l'Espagne d'une main de fer. De 1936 à sa mort en 1975, aucune élection libre ne fut organisée dans le pays. Entre les arrestations arbitraires, les simulacres de procès, la torture et les assassinats, le danger de voir les communistes ou les socialistes gagner de l'influence restait minime. C'est pourquoi quand Calvo Sotelo, qui avait été Premier ministre entre février 1981 et décembre 1982, fut interrogé sur l'existence de Gladio en Espagne, il répondit avec une ironie mêlée d'amertume que, sous la dictature de Franco «le Gladio, c'était le gouvernement». Alberto Oliart, ministre de la Défense du gouvernement Sotelo, fit une remarque similaire en qualifiant de «puéril» le fait de se demander si l'Espagne franquiste avait elle aussi abrité une armée secrète d'extrême droite étant donné qu'«ici, Gladio était le gouvernement».⁷

Dans le contexte de la guerre froide, Washington ne se rallia pas immédiatement au criminel Franco. Bien au contraire, après la mort d'Hitler et de Mussolini, certains au sein de l'OSS considéraient que renverser le Caudillo était logiquement la prochaine étape du combat antifasciste. Ainsi, en 1947, alors que la CIA venait d'être créée, l'OSS lança l'«Opération *Banana*». Dans le but de renverser le régime franquiste, des anarchistes catalans reçurent des armes et débarquèrent sur les côtes de la péninsule. Il semble cependant qu'il n'y ait pas eu de véritable consensus parmi les Anglo-Saxons autour de la nécessité politique de se débarrasser de Franco que certains à Londres et à Washington considéraient comme un atout majeur. Au final, le MI6 britannique informa les services secrets espagnols de l'Opération *Banana*. Les rebelles furent arrêtés et le «contre-coup d'État» échoua.⁸

En 1953, Franco consolida sa position sur la scène internationale en scellant avec Washington un pacte permettant aux États-Unis de stationner des missiles, des troupes, des avions et des antennes SIGINT (Signals Intelligence) sur le territoire espagnol. En contrepartie, les Américains veillèrent à ce que l'Espagne franquiste surmonte son isolation internationale en devenant, contre l'avis de nombreux pays, à commencer par l'URSS, membre de l'Organisation des Nations Unies en 1955. En signe de soutien au «rempart contre le communisme», que constituait l'Espagne, le secrétaire d'État américain John Foster Dulles, le propre frère du directeur de la CIA Allen Dulles, rencontra Franco en décembre 1957 et l'homme de confiance du Caudillo, l'officier de Marine Carrero Blanco, prit soin de cultiver les liens entre la dictature espagnole et la CIA. À la fin des années cinquante, «les relations s'étaient renforcées, faisant de l'appareil du renseignement de Franco l'un des meilleurs alliés de la CIA en Europe».⁹

À l'instar d'autres dictateurs d'Amérique Latine, Franco était devenu l'allié de Washington. Derrière les portes verrouillées d'un bureau de liaison politique situé dans les étages supérieurs de l'ambassade américaine à Madrid, le chef de l'antenne locale de la CIA et son équipe d'action clandestine suivaient de près et façonnaient l'évolution de la vie politique en Espagne. Adoptant le comportement typique des oligarques, Franco s'enrichit et s'assura la maîtrise du pouvoir en bâtissant une hiérarchie basée sur les privilèges et la corruption. Il autorisait ses plus proches collaborateurs à tirer d'énormes bénéfices d'affaires douteuses, lesquels en faisaient profiter leurs officiers subordonnés, et ainsi de suite... Toute la structure du pouvoir militaire était cooptée par le Caudillo et dépendait de lui pour sa survie.¹⁰

Dans ce contexte, l'armée et les services secrets prospérèrent hors de tout contrôle et se livrèrent aux trafics d'armes et de stupéfiants, à la torture, au terrorisme autant qu'au contre-terrorisme. Curiosité constitutionnelle : sous la dictature de Franco, l'Espagne n'était pas dotée d'un mais de trois ministères de la Défense, pour l'armée de Terre, l'armée de l'Air et la Marine. Chacun de ces trois ministères disposait de son propre service de renseignement : Segunda Seccion pour l'armée de Terre, Segunda Seccion Bis pour l'armée de l'Air et Servicio Informacion Naval (SEIN) pour la Marine. De surcroît, l'État-major espagnol (Alto Estado Mayor, AEM), commandé directement par Franco lui-même, avait également son service secret, le SAIEM (Servicio de Informacion del Alto Estado Mayor). Pour couronner le tout, le ministère de l'Intérieur dirigeait lui aussi deux services : la Direccion General de Seguridad (DGS) et la Guardia Civil.¹¹

En 1990, on découvrit que des agents des services secrets espagnols avaient co-dirigé avec la CIA une cellule du Gladio espagnol à Las Palmas aux Canaries. La base aurait été construite dès 1948 et opérationnelle pendant les années 1960 et 1970. Des agents du service de renseignement de l'armée de Terre, auraient été très fortement impliqués dans le réseau secret *stay-behind*. André Moyen, qui fut membre du SDRA, le renseignement militaire belge, de 1938 à 1952, affirma que le Segundo Bis était toujours «très bien informé au sujet de Gladio». ¹² L'historien français Roger Faligot confirma ses dires et souligna que, dans les années cinquante, l'armée secrète espagnole avait été dirigée par le consul des Pays-Bas Herman Laatsman, lui-même «très proche, tout comme sa femme, d'André Moyen». ¹³ Une seconde confirmation vint d'Italie où le colonel Alberto Vollo témoigna en 1990 que, «dans les années soixante et soixante-dix, il y avait bien à Las Palmas, aux Canaries, un centre d'entraînement Gladio commandé par des instruc-

teurs américains. Sur le même site, il y avait également des installations SIGINT américaines.» ¹⁴

André Moyen accepta de répondre aux questions du journal communiste belge *Drapeau Rouge*. La guerre froide touchant à sa fin, Moyen confirma à ses anciens ennemis que, durant des années de service actif, il avait directement participé à l'Opération Gladio et à des missions secrètes contre les partis communistes de nombreux pays. L'ancien agent raconta combien il avait été surpris que les services secrets espagnols n'aient pas fait l'objet d'une enquête plus approfondie car il savait de source sûre qu'ils avaient joué «un rôle crucial dans le recrutement des agents du Gladio.» ¹⁵ D'après son témoignage, le ministre de l'Intérieur belge Vleeschauwer l'avait envoyé, en septembre 1945, rencontrer son homologue italien, le ministre de l'Intérieur Mario Scelba, avec pour mission d'élaborer des stratégies pour empêcher les communistes d'accéder au pouvoir. Par la suite, la France avait manifesté le même intérêt, son ministre de l'Intérieur Jules Moch avait mis Moyen en relation avec le directeur du SDECE, Henri Ribière. L'ancien agent du SDRA prétendit avoir également rencontré, au cours des années cinquante, dans la plus grande discrétion, des officiers militaires hauts gradés de la Suisse neutre. ¹⁶

Moyen déclara que ses premiers contacts avec la branche espagnole du réseau Gladio remontaient à octobre 1948 à l'époque où «une cellule du réseau opérait à Las Palmas», aux Canaries. Officiellement, il avait été envoyé dans l'archipel afin d'enquêter sur une fraude impliquant du carburant transporté par bateau depuis la Belgique jusqu'au Congo via les Canaries. «La fraude», témoigna Moyen, «profitait aux représentants des plus hautes autorités espagnoles, et nous avons également mis au jour un important trafic de drogues». Quand l'existence de ce trafic fut révélée par la Belgique, le dictateur Franco envoya «deux agents du Buro Segundo Bis» de l'État-major qui devaient apporter leur concours à l'enquête. «Ces hommes étaient très bien informés, ils me furent d'un grand secours», se souvient Moyen, «on parlait d'un tas de choses et j'eus l'occasion de constater combien ils étaient très au fait du réseau Gladio». ¹⁷

En 1968, Franco dut lui aussi faire face au mouvement international de révolte des étudiants. Redoutant des manifestations en masse, le ministre de l'Éducation espagnol demanda au chef du SIAEM, le général Martos, de monter des opérations secrètes contre les universités. L'amiral Carrero Blanco, très proche de la CIA, créa en 1968 une nouvelle unité spéciale pour la guerre secrète au sein du SIAEM baptisée OCN dont la cible était les étudiants, leurs professeurs et l'ensemble du mouvement révolutionnaire social. Après les succès de plusieurs opérations, Carrero Blanco décida en mars 1972 de transformer la subdivision OCN du SIAEM en un

nouveau service secret, le SECED (Servicio Central de Documentacion de la Presidencia del Gobierno), qu'il plaça sous le commandement de Jose Ignacio San Martin Lopez, qui dirigeait déjà l'OCN depuis 1968.¹⁸ Selon l'auteur spécialiste du Gladio Pietro Cedomi, le SECED entretenait des liens très étroits avec l'armée *stay-behind* espagnole, de nombreux agents étant membres des deux organisations à la fois, et l'armée secrète participa à la violente répression qui s'abattit sur les étudiants et les enseignants contestataires.¹⁹

Durant la guerre froide, la dictature de Franco offrit un refuge à de nombreux terroristes d'extrême droite qui avaient pris part à la guerre secrète contre le communisme en Europe de l'Ouest. En janvier 1984, l'extrémiste italien Marco Pozzan, membre de l'organisation Ordine Nuovo, révéla au juge Felice Casson, le magistrat qui découvrit l'existence des armées secrètes, qu'une véritable colonie de fascistes italiens s'était établie en Espagne durant les dernières années du régime franquiste. Plus de 100 conspirateurs avaient fui l'Italie suite à l'échec en décembre 1970 du coup d'État néo-fasciste du Prince Valerio Borghèse. Les partisans de l'extrême droite, y compris Borghèse lui-même mais aussi Carlo Cicuttini et Mario Ricci, s'étaient regroupés en Espagne sous la houlette du terroriste de renommée internationale Stefano Delle Chiaie dont les hommes avaient occupé le ministère de l'Intérieur lors du putsch avorté.

En Espagne, Delle Chiaie s'était lié avec des fascistes d'autres pays européens, parmi lesquels Otto Skorzeny, un ancien nazi et Yves Guérain-Sérac, un ancien officier de l'OAS proche du Gladio et directeur d'Aginter Press, une agence de presse fictive servant de couverture à la CIA basée au Portugal. Skorzeny était employé par les services secrets de Franco en tant que « consultant en sécurité » et engagea Delle Chiaie afin qu'il traque les opposants de Franco en Espagne et à l'étranger. Celui-ci monta un bon millier d'opérations sanglantes, dont environ 50 assassinats. La guerre secrète en Espagne consista surtout en des meurtres et des actes de terrorisme. Les membres de l'armée secrète de Delle Chiaie, notamment Aldo Tisei, avouèrent plus tard à des magistrats italiens avoir pendant leur exil espagnol pourchassé et tué des militants antifascistes pour le compte des services secrets espagnols.²⁰

Marco Pozzan, qui avait lui-même fui l'Espagne au début des années soixante-dix, révéla que « Caccola » – c'est ainsi qu'était surnommé Delle Chiaie – était très bien payé pour les services qu'il rendait en Espagne. « Il effectuait des voyages très coûteux. Toujours en avion, y compris des vols transatlantiques. Caccola recevait presque toujours l'argent des services secrets et de la police espagnole. » Parmi les cibles du fasciste figuraient les terroristes de l'ETA (Euskadi Ta Askatasuna) qui luttèrent pour l'indépen-

dance du pays basque. Sur ordre de Caccola, les cellules de l'organisation et leurs groupes de sympathisants furent infiltrés par des agents subversifs. « Nous savons que Caccola et ses hommes ont agi contre les autonomistes basques sur ordre de la police espagnole », rappela Pozzan. « Je me souviens que lors d'une manifestation à Montejurra, Caccola et son groupe ont organisé une bataille entre deux mouvements politiques opposés. Afin que la police espagnole ne puisse être accusée d'interventions d'une violence injustifiée, Caccola et son unité devaient provoquer et instaurer le désordre. Ce jour-là, il y eut même plusieurs morts. C'était en 1976. »²¹

Après la mort de Franco en 1975, Delle Chiaie comprit que l'Espagne n'était plus un endroit sûr et gagna le Chili. Là-bas, il fut recruté par Pinochet, le dictateur installé par la CIA, qui le chargea, dans le cadre de l'« Opération Condor », de pourchasser et de tuer les opposants chiliens sur l'ensemble du continent américain. Caccola se rendit ensuite en Bolivie où il forma des escadrons de la mort et se livra une nouvelle fois à une « violence sans limites ». Né en 1936, Stefano Delle Chiaie demeure le plus connu des terroristes membres des armées secrètes qui combattirent le communisme en Europe et dans le monde pendant la guerre froide. Le fasciste fut le cauchemar des mouvements de gauche du monde entier, mais après avoir fui l'Espagne, il ne revint quasiment plus sur le Vieux Continent, excepté en 1980, où la police italienne le soupçonne d'avoir regagné son pays natal pour y perpétrer les attentats de la gare de Bologne. Le 27 mars 1987, cet intouchable mercenaire fut finalement arrêté à Caracas par les services secrets vénézuéliens, à l'âge de 51 ans. En quelques heures seulement, des agents des services italiens et de la CIA arrivèrent sur les lieux. Caccola n'exprima aucun regret, mais en quelques mots, il précisa qu'il avait bénéficié dans sa guerre contre la gauche de la protection d'un grand nombre de gouvernements en échange de l'exécution de certaines missions : « Il y a eu des attentats. C'est un fait. Les services secrets ont maquillé les indices. Voilà un autre fait. »²²

En juin 1973, sentant sa fin proche, Franco nomma son officier de liaison avec la CIA et grand architecte des services secrets Carrero Blanco au poste de Premier ministre. Cependant, en raison de ses méthodes brutales, Blanco était haï d'une grande majorité de la population et il mourut en décembre de la même année quand sa voiture roula sur une mine de l'ETA. Jusqu'alors considérée comme « folklorique », l'organisation terroriste franco-espagnole ETA devint, suite à l'assassinat du Premier ministre, un dangereux ennemi de l'État.

Suite à la mort de Franco le 20 novembre 1975, la transformation de l'appareil sécuritaire espagnol tant redouté s'avéra difficile. Le SECED (Servicio Central de Documentacion de la Defensa), le plus connu des

services secrets du pays, fut rebaptisé CESID (Centro Superior de Informacion de la Defensa). Son premier directeur, le général Jose Maria Burgon Lopez-Doriga, veilla toutefois à ce qu'il soit surtout composé d'anciens agents du SECED. La guerre secrète menée avec la complicité des extrémistes italiens pouvait donc continuer, comme le souligna la presse au moment de la découverte des armées secrètes en 1990 : « Il y a une semaine, le quotidien espagnol *El Pais* a découvert le dernier lien connu entre l'Espagne et le réseau secret. Carlo Cicuttini, un proche du Gladio, participa activement à l'attentat de la gare d'Atocha, à Madrid, en janvier 1977. Puis ce fut l'attaque par un commando d'extrême droite du cabinet d'un avocat proche du parti communiste qui fit cinq morts. L'événement provoqua la panique, (...) car on craignait que ce soit le début d'une nouvelle série d'attentats visant à enrayer le processus de transition démocratique de l'Espagne. »²³

Le guerrier de l'ombre et terroriste d'extrême droite Cicuttini avait fui vers l'Espagne à bord d'un avion militaire après l'attentat à la bombe de Peteano en 1972. C'est précisément en enquêtant sur cet attentat des années plus tard que le juge Felice Casson parvint à remonter jusqu'au terroriste d'extrême droite Vincenzo Vinciguerra et à l'armée secrète, ce qui entraîna la découverte du réseau européen Gladio. En Espagne, Cicuttini s'était mis au service de la guerre secrète de Franco qui, en contrepartie, le protégeait de la justice italienne. En 1987, celle-ci le condamna à la prison à perpétuité pour son rôle dans l'attentat de Peteano. Mais, signe de l'influence persistante exercée en sous-main par son appareil militaire, l'Espagne, qui était alors redevenue une démocratie, refusa de le livrer aux autorités italiennes sous le prétexte que Cicuttini avait acquis la nationalité espagnole en épousant la fille d'un général. Ce n'est qu'en avril 1998, à l'âge de 50 ans, que le terroriste fut finalement arrêté en France et extradé vers l'Italie.²⁴

Comme toutes les armées secrètes d'Europe de l'Ouest, le réseau anticommuniste espagnol se trouvait régulièrement en contact étroit avec l'OTAN. En 1990, quand éclata le scandale, le général italien Gerardo Serravalle, qui commanda le Gladio dans son pays de 1971 à 1974, écrivit un livre sur la branche italienne de l'armée secrète de l'OTAN.²⁵ Il y racontait qu'en 1973 les responsables des armées secrètes de l'Alliance s'étaient rencontrés au CPC à Bruxelles pour une réunion extraordinaire afin de discuter de l'admission de l'Espagne franquiste au sein du Comité. Les services secrets militaires français et la très influente CIA auraient défendu l'admission du réseau espagnol tandis que l'Italie représentée par Serravalle s'y serait opposée, le fait étant connu que le réseau espagnol protégeait alors des terroristes italiens. « Nos autorités politiques se

seraient trouvées dans une situation particulièrement délicate devant le Parlement », écrit le général dans son livre, si on avait appris que, non seulement l'Italie entretenait une armée secrète, mais qu'en plus elle collaborait étroitement avec le réseau clandestin espagnol qui lui-même hébergeait et protégeait des terroristes italiens. L'Espagne ne fut donc pas officiellement admise au CPC.²⁶

Lors d'une seconde réunion du CPC, qui se tint cette fois à Paris, les représentants des services secrets de Franco furent à nouveau présents. Ils soutinrent que l'Espagne méritait d'intégrer le centre de commandement du Gladio étant donné qu'elle autorisait depuis longtemps les États-Unis à stationner leurs missiles nucléaires sur son sol et leurs vaisseaux de guerre et sous-marins à mouiller dans ses ports sans avoir jamais reçu la moindre contrepartie de la part de l'OTAN. Compte tenu de la barrière naturelle que constituent les Pyrénées et de la distance qui séparait l'Espagne des frontières de l'URSS, il est probable que le développement de capacités de résistance en cas d'occupation n'ait pas été le principal objectif des agents des services secrets espagnols présents ce jour-là. Leur but était plus vraisemblablement de disposer d'un réseau secret opérationnel qui permette de lutter contre les socialistes et les communistes espagnols. « Dans chaque réunion, il y a une "heure de vérité", il suffit de l'attendre », explique Serravalle. « C'est le moment où les délégués des services secrets, détendus autour d'un verre ou d'un café, sont mieux disposés à parler franchement. À Paris, ce moment est arrivé pendant la pause café. Je me suis approché de l'un des représentants espagnols et j'ai commencé par lui dire que son gouvernement avait peut-être surestimé l'ampleur de la menace venant de l'Est. Je voulais le provoquer. Il a eu l'air très étonné et a reconnu que l'Espagne avait un problème avec les communistes (*los rojos*). Nous tenions enfin la vérité. »²⁷

L'Espagne devint officiellement membre de l'OTAN en 1982 mais le général italien Serravalle a révélé que des contacts officieux avaient été pris bien avant cette date. Selon lui, l'Espagne « n'est pas passée par la porte mais par la fenêtre ». À l'invitation des États-Unis, l'armée secrète espagnole avait par exemple participé à un exercice *stay-behind* sous le commandement des forces américaines en Bavière en mars 1973.²⁸ En outre, il semble que le Gladio espagnol ait également fait partie, sous le nom de code « *Red Quantum* », du second organe de commandement au sein de l'OTAN, l'ACC. « Quand l'Espagne a adhéré à l'OTAN en 1982, sa structure *stay-behind* proche du CESID (Centro Superior de Informacion de la Defensa), le successeur du SECED, a rejoint l'ACC », relate Pietro Cedoni, l'auteur spécialiste du Gladio. « Cela a entraîné des conflits au sein du Comité, les Italiens du SISMI [les services secrets militaires] accusaient

notamment les Espagnols de soutenir indirectement les néo-fascistes italiens par le biais de leur réseau *stay-behind* «*Red Quantum*».²⁹

On ne peut affirmer avec certitude que les socialistes espagnols du Premier ministre Felipe Gonzalez, qui accéda au pouvoir en 1982, avaient connaissance de ce programme de collaboration avec l'OTAN. En effet, le nouveau gouvernement démocratique se montrait particulièrement méfiant à l'égard du CESID dirigé par le colonel Emilio Alonso Manglano sur lequel il n'exerçait pratiquement aucun contrôle. En août 1983, on apprit que des agents du CESID écoutaient secrètement les conversations des ministres socialistes depuis les sous-sols du siège du gouvernement. Malgré tout le scandale qui s'ensuivit, Manglano parvint à se maintenir à son poste. Quand en 1986, à l'issue d'une remarquable transition démocratique, l'Espagne fut accueillie dans la Communauté Européenne, beaucoup partageaient l'espoir que l'ancien appareil des services secrets était enfin vaincu et passé sous le strict contrôle du gouvernement. Mais ces espoirs, communs à de nombreux pays d'Europe de l'Ouest, furent balayés par la découverte du réseau d'armées *stay-behind* Gladio.

Alors que la presse commençait à s'intéresser de près aux armées secrètes fin 1990, Carlos Carnero, un communiste siégeant au Parlement Espagnol, soupçonna à juste titre l'Espagne d'avoir été l'une des principales bases du Gladio, abritant des néo-fascistes de nombreux pays bénéficiant de la protection de l'appareil d'État franquiste. Son intuition fut confirmée par Amadeo Martinez, un ancien colonel qui avait été contraint de quitter l'armée espagnole à cause de sa liberté de ton, et qui déclara à la presse en 1990 que l'Espagne avait bien entendu abrité une structure de type Gladio sous le régime de Franco qui s'était notamment livrée, entre autres opérations répréhensibles, à l'espionnage des opposants politiques.³⁰ La télévision d'État diffusa ensuite un reportage sur Gladio confirmant que des agents du réseau étaient venus s'entraîner en Espagne sous la dictature de Franco. Un officier italien familier des armées secrètes témoignait que des soldats du réseau *stay-behind* de l'OTAN avaient été formés en Espagne de 1966, si ce n'est plus tôt, jusqu'au milieu des années soixante-dix. L'ancien agent affirmait avoir été lui-même entraîné, ainsi que 50 de ses compagnons d'armes, à la base militaire de Las Palmas, aux Canaries. D'après lui, les instructeurs de Gladio étaient en majorité des Américains.³¹

Mais tous n'étaient visiblement pas aussi bien informés. Javier Ruperez, premier ambassadeur espagnol à l'OTAN de juin 1982 à février 1983, affirma à la presse qu'il ignorait tout de Gladio. Alors membre du Partido Popular conservateur et directeur de la Commission de Défense, il déclara : « Je n'ai jamais rien su à ce sujet. Je n'avais pas la

moindre idée de ce que j'apprends aujourd'hui en lisant les journaux. » Fernando Moran, qui fut ministre des Affaires étrangères du parti socialiste jusqu'en juillet 1985, témoigna devant les caméras ne rien savoir de Gladio : « Durant mes années au ministère ou à tout autre moment, je n'ai jamais eu vent de la moindre information, indication ou rumeur de l'existence de Gladio ou de quelque chose de ce genre ». ³²

Le parlementaire Antonio Romero, membre du parti d'opposition de la gauche unie (IU), s'intéressa de près à cette mystérieuse affaire et prit contact avec d'anciens agents impliqués. Il acquit la conviction que ce réseau secret avait également opéré en Espagne et avait « agi contre des militants communistes et anarchistes, notamment parmi les mineurs des Asturies et les nationalistes catalans et basques ». ³³ Le 15 novembre 1990, Romero demanda donc au gouvernement espagnol du Premier ministre socialiste Felipe Gonzalez et au ministre de la Défense Narcis Serra d'expliquer précisément quel rôle avait joué le pays dans le cadre de l'Opération Gladio et des armées *stay-behind* de l'OTAN. Le lendemain, Felipe Gonzalez déclara à la presse qu'il n'avait « même pas été envisagé » de confier à l'Espagne un quelconque rôle dans l'Opération Gladio. ³⁴ Mais Romero ne se satisfait pas de cette réponse, il formula donc trois questions précises dont la première était : « En sa qualité de membre de l'Alliance, le gouvernement espagnol a-t-il l'intention de demander à l'OTAN des explications sur les activités et l'existence d'un réseau Gladio ? » La seconde interrogation visait elle aussi l'Alliance Atlantique, Romero souhaitait savoir si l'exécutif espagnol ouvrirait « un débat et une enquête sur les activités de Gladio au niveau des ministres de la Défense, des ministres des Affaires étrangères et des Premiers ministres des pays membres de l'OTAN ». Enfin, le parlementaire demandait si le gouvernement espagnol envisageait la possibilité d'une trahison de l'OTAN dans la mesure où « certains pays alliés ont opéré par l'intermédiaire de Gladio sans que l'Espagne en fût informée au moment de son adhésion au Traité [en 1982] ». ³⁵

Le lendemain, les journaux espagnols titraient : « Les services secrets espagnols entretiennent des liens étroits avec l'OTAN. [Le ministre de la Défense] Serra ordonne une enquête sur le réseau Gladio en Espagne. » Dans la fragile démocratie espagnole, le sujet était bien sûr hautement explosif ; en citant des sources anonymes, la presse révéla que des « activistes [de Gladio] avaient été recrutés dans les rangs de l'armée et de l'extrême droite ». Serra se montra très embarrassé et dans sa première réponse aux journalistes il s'empessa de préciser : « Quand nous sommes arrivés au pouvoir en 1982, nous n'avons rien découvert de la sorte », ajoutant « probablement parce que nous n'avons rejoint l'OTAN que très

tard, alors que la guerre froide baissait en intensité». De surcroît, Serra assura la presse qu'en réponse aux questions formulées par le parlementaire Romero, il avait ordonné qu'une enquête soit ouverte au sein de son propre ministère afin de mettre en lumière de possibles connexions entre l'Espagne et Gladio. Cependant, des sources proches du gouvernement révélèrent aux journalistes que l'enquête interne était plus destinée à masquer les faits qu'à les dévoiler étant donné que son objectif annoncé était de «confirmer que cette organisation spécifique n'avait pas opéré en Espagne». ³⁶ Détail éloquent, Serra, qui souhaitait avant tout étouffer l'affaire, avait confié l'enquête au CESID, le suspect enquêtait donc sur son propre crime.

Cela ne surprit donc personne quand, le 23 novembre 1990, répondant à la requête de Romero, Narcis Serra annonça au Parlement que, d'après les résultats de l'enquête menée par le CESID, l'Espagne n'avait jamais fait partie du réseau secret Gladio, «que ce soit avant ou depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir». Sur quoi, le ministre ajouta prudemment : «Il a pu être question de contacts au cours des années soixante-dix, mais il sera très difficile aux services actuels de déterminer la nature exacte de ces contacts». Serra, qui adoptait un discours de plus en plus vague, et appela les parlementaires à se fier à leur «bon sens» plutôt qu'aux documents, aux témoignages, aux faits et aux chiffres disponibles : «Puisque l'Espagne n'était alors pas membre de l'OTAN, le bon sens nous suggère qu'il ne peut s'agir de liens très étroits». La presse espagnole ne s'en amusa guère et répliqua que soit le ministre de la Défense faisait de la propagande soit il ne connaissait ni ne contrôlait son propre ministère. ³⁷

Romero ne jugea pas satisfaisantes les réponses fournies par Serra et insista pour que le directeur du CESID d'alors soit interrogé. «Si le CESID ne sait rien du tout à ce sujet, il faut à tout prix virer le général Manglano», conclut-il devant les journalistes. En effet, Manglano n'était pas seulement le patron du CESID mais également le délégué espagnol auprès de l'OTAN pour les questions de sécurité. Le scandale atteignit son paroxysme lorsque celui-ci refusa purement et simplement de s'exprimer malgré les demandes du Parlement. Furieux, Romero en déduisit donc que visiblement, en Espagne, «les plus hautes autorités militaires sont impliquées dans l'affaire Gladio». ³⁸

Constatant l'échec du gouvernement d'alors à faire éclater la vérité, la presse espagnole se tourna vers le plus haut dignitaire retraité de la jeune démocratie et lui demanda s'il en savait plus sur cette mystérieuse affaire. Calvo Sotelo, Premier ministre de février 1981 à décembre 1982, avait nommé Manglano à la tête du CESID, il répondit que Gladio n'existait pas en Espagne : «Je n'ai pas connaissance que quelque chose de ce type ait

existé ici et je peux vous assurer que je l'aurais su si ça avait été le cas». Quand les journalistes insistèrent, rappelant que les armées *stay-behind* avaient existé dans le plus grand secret dans toute l'Europe de l'Ouest, Sotelo s'emporta, qualifiant le réseau Gladio de «ridicule et criminel» et déclara : «Si on m'avait informé d'un truc aussi dingue, j'aurais immédiatement réagi». ³⁹

L'ex-Premier ministre confirma que quand l'Espagne avait fait ses premiers pas dans la démocratie suite à la mort de Franco, on avait redouté la réaction du parti communiste Espagnol. Mais «les faibles résultats obtenus par le PCE au cours des premières élections et ceux encore plus dérisoires qu'il obtint lors des scrutins suivants avaient apaisé nos craintes». Sotelo avait été l'un des principaux partisans de l'adhésion à l'OTAN. Mais à la presse il affirma qu'au moment de rejoindre l'Alliance, l'Espagne n'avait pas été informée par écrit de l'existence d'un réseau Gladio clandestin : «Il n'y a eu aucune correspondance écrite sur ce sujet», avant d'ajouter de manière assez absconse : «Et de ce fait il n'y avait pas non plus lieu d'en parler, si tant est que ce fût le genre de sujet dont on pût parler». Sotelo expliqua qu'il n'avait assisté, avant la signature du Traité par l'Espagne en mai 1982, qu'à quelques rencontres avec les représentants de l'OTAN, et rappela qu'à la fin de la même année, le PSOE était arrivé au pouvoir et qu'il avait dû céder son fauteuil de Premier ministre à Felipe Gonzalez. Les autorités espagnoles n'ordonnèrent finalement ni enquête parlementaire ni rapport public sur l'affaire Gladio.

9.

La guerre secrète au Portugal

En mai 1926, le général Gomes da Costa prit le pouvoir au Portugal par un coup d'État, abolit la Constitution et le Parlement et instaura la dictature. Quelques années plus tard, le dictateur Salazar prit les rênes du pays. Pendant la guerre civile espagnole, il soutint le général Franco à qui il fournit des troupes et du matériel. Les deux hommes s'allièrent pour garantir à Hitler et à Mussolini la neutralité de toute la péninsule Ibérique, facilitant ainsi considérablement leur tâche sur le front ouest. Les 4 dictateurs s'accordaient sur la nécessité de combattre et d'anéantir le communisme en Union soviétique et dans leurs pays respectifs.

Mais l'URSS étant sortie victorieuse de la seconde guerre mondiale et Hitler et Mussolini ayant été défaits, Salazar et Franco se trouvèrent dans une position délicate en 1945. Cependant, les États-Unis du Président Truman étant engagés dans une guerre mondiale contre le communisme, les deux dictateurs de la péninsule purent bénéficier de l'appui silencieux de Washington et de Londres. Malgré le soutien de Salazar au putsch de Franco et son alliance avec les puissances de l'Axe, le Portugal fut autorisé à figurer, à la surprise de beaucoup, au nombre des membres fondateurs de l'OTAN en 1949. S'en suivit un règne quasiment sans partage de près de 40 ans jusqu'à ce que la mort de Salazar en 1970 permette enfin au Portugal d'amorcer une transition démocratique et d'intégrer l'Union Européenne.

À l'image de ce que l'on a pu observer dans les dictatures d'extrême droite d'Amérique Latine et sous le régime autoritaire de Franco, le peuple portugais était lui aussi surveillé en permanence par un appareil sécuritaire opérant dans l'ombre et en dehors de tout cadre légal défini par le Parlement. Les coups tordus visant l'opposition politique et les communistes se multiplièrent sous le régime de Salazar. Ces opérations étaient menées par des services et organes divers dont la tristement célèbre *Polícia Internacional e de Defesa do Estado* ou PIDE, les services secrets militaire portugais.

Aucune enquête approfondie n'ayant été menée sur les organisations d'extrême droite et les opérations spéciales qui eurent cours sous la dictature de Salazar, les liens avec le réseau *stay-behind* anticommuniste de l'OTAN demeurent incertains. L'existence au Portugal d'armées secrètes proches de la CIA et de l'OTAN fut révélée pour la première fois en 1990, suite à la découverte du Gladio italien. « Au Portugal, une radio lisbonaise a rapporté que des cellules d'un réseau associé à l'Opération Gladio avaient été employées durant les années cinquante pour soutenir la dictature d'extrême droite du Dr Salazar », put-on lire dans la presse internationale.¹ Cinq ans plus tard, l'auteur américain Michael Parenti écrivit, sans toutefois nommer ses sources, que des agents de Gladio avaient « aidé à consolider le régime fasciste du Portugal ».²

Plus précisément, la presse locale révéla en 1990 que l'armée secrète du Portugal existait sous le nom de code « Aginter Press ». Sous le titre « "Gladio" opérait au Portugal », le quotidien portugais *O Jornal* annonça à une population abasourdie que : « Le réseau secret, conçu au sein même de l'OTAN et financé par la CIA, dont l'existence vient d'être révélée par Giulio Andreotti, disposait d'une branche au Portugal, active dans les années soixante et soixante-dix. Elle portait le nom d'« Aginter Press » et fut vraisemblablement impliquée dans des assassinats sur le territoire national ainsi que dans les colonies portugaises en Afrique. »³

Aginter Press n'avait strictement rien à voir avec la presse. Cette agence n'imprimait ni livres ni brochures de propagande anticommuniste, mais entraînait des terroristes d'extrême droite et donnait dans les coups tordus et les opérations clandestines à l'intérieur et à l'extérieur des frontières du Portugal. Cette organisation, aussi mystérieuse que violente, était soutenue par la CIA et commandée par des cadres de l'extrême droite européenne qui, avec l'aide de la PIDE, enrôlaient des militants fascistes. L'enquête menée par le Sénat italien sur Gladio et le terrorisme permit d'établir que certains extrémistes italiens avaient été formés par Aginter Press. Alors que l'on apprenait au Portugal qu'une sous-division d'Aginter Press baptisée « Organisation Armée contre le Communisme International » avait également opéré en Italie, les sénateurs italiens découvrirent que l'organisation Aginter Press avait reçu l'appui de la CIA et qu'elle était dirigée par le capitaine Yves Guillon, plus connu sous le pseudonyme d'Yves Guérain-Sérac, un spécialiste des opérations de guerre clandestine à qui les États-Unis avaient décerné plusieurs médailles militaires dont l'American Bronze Star pour s'être distingué lors de la guerre de Corée. « D'après ce qu'indiquent les résultats de l'enquête criminelle », concluait le rapport d'enquête italien, « Aginter Press était une centrale de renseignement proche de la CIA et des services secrets portugais et spécialisée dans les opérations de provocation. »⁴

Tandis que le gouvernement portugais répugnait à ouvrir une enquête sur l'histoire sombre d'Aginter Press et de la guerre secrète, la Commission sénatoriale italienne poursuivait, elle, ses recherches et, en 1997, elle entendit le juge Guido Salvini. Véritable expert en matière de terrorisme d'extrême droite, le magistrat avait examiné en détail les documents disponibles sur Aginter Press. Le sénateur Manca l'interrogea : «La CIA américaine est-elle, selon vous, directement responsable des opérations menées par Aginter Press?», ce à quoi le juge répondit : «Sénateur Manca, vous posez là une question très importante», et demanda, compte tenu de la nature délicate de sa réponse, à pouvoir y répondre en privé. On le lui accorda et tous les documents furent dès lors classés confidentiels.⁵

En public, le juge Salvini expliqua qu'il est «difficile de donner une définition exacte de ce qu'est Aginter Press», mais se livra tout de même à une tentative de description : «C'est une organisation qui, dans de nombreux pays, en Italie notamment, inspire et soutient les plans de groupes soigneusement choisis qui agissent selon des protocoles définis contre une situation qu'ils ont décidé de combattre.» L'armée anticommuniste secrète de la CIA Aginter Press opère, poursuivit-il, «en fonction de ses buts et de ses valeurs, qui sont essentiellement la défense de l'Occident contre une probable et imminente invasion de l'Europe par les troupes de l'URSS et des pays communistes».⁶ Toujours selon le juge italien, l'armée secrète portugaise assurait, comme la plupart des autres réseaux d'Europe de l'Ouest, une double fonction. Le réseau *stay-behind* s'entraînait secrètement pour une éventuelle invasion soviétique et, dans l'attente de cette invasion, s'en prenait aux mouvements politiques de gauche, suivant des stratégies de guerre clandestine pratiquées dans plusieurs pays d'Europe occidentale.

Si bon nombre de ses membres avaient déjà servi dans différents groupuscules anticommunistes au cours des années précédentes, Aginter Press ne fut officiellement fondée à Lisbonne qu'en septembre 1966. Il semble que ses fondateurs et la CIA aient été guidés moins par la crainte d'une invasion soviétique que par les possibilités d'action interne. En effet, cette période était marquée par les manifestations de la gauche dénonçant la guerre au Vietnam et le soutien apporté par les États-Unis aux dictatures d'extrême droite en Amérique Latine et en Europe, au Portugal notamment. Le dictateur Salazar et sa police, la PIDE, redoutaient particulièrement les conséquences d'un tel mouvement social susceptible de déstabiliser le régime, ils firent donc appel à Aginter Press afin de l'enrayer.

La plupart des soldats de l'ombre qui furent recrutés par la CIA pour aller grossir les rangs de cette armée secrète avaient déjà combattu en Afrique et en Asie du Sud-Est où ils avaient en vain tenté d'empêcher

l'accession à l'indépendance des anciennes colonies européennes. Le directeur d'Aginter Press, le capitaine Yves Guérain-Sérac lui-même, catholique fervent et ardent anticommuniste recruté par la CIA, était un ancien officier de l'armée française qui avait assisté à la défaite de la France face au Reich au cours de la seconde guerre mondiale. Il avait également combattu pendant la guerre d'Indochine (1946-1954), la guerre de Corée (1950-1953) et la Guerre d'Algérie (1954-1962). Il avait servi dans la fameuse 11^e Demi-Brigade Parachutiste de Choc, l'unité chargée des coups tordus placée sous les ordres du SDECE, le service de renseignement extérieur français, lui-même proche du réseau *stay-behind* Rose des Vents. En 1961, Guérain-Sérac avait fondé, avec d'autres officiers aguerris du 11^e Choc, l'Organisation de l'Armée Secrète, ou OAS, qui lutta pour l'Algérie française et tenta de renverser le gouvernement du général de Gaulle pour instaurer un régime autoritaire anticommuniste.

Après que l'Algérie eut accédé à l'indépendance en 1962 et que de Gaulle eut dissous l'OAS, les anciens officiers de l'armée secrète, dont Guérain-Sérac, couraient toujours un grand danger. Ils fuirent l'Algérie et offrirent aux dictateurs d'Amérique Latine et d'Europe leur grande expérience de la guerre secrète, des opérations clandestines, du terrorisme et du contre-terrorisme en échange du droit d'asile.⁷ Cette diaspora de l'OAS vint renforcer les organisations d'activistes d'extrême droite de nombreux pays. En juin 1962, Franco fit appel aux talents d'Yves Guérain-Sérac afin qu'il rejoigne le combat de l'armée secrète espagnole contre l'opposition. D'Espagne, Guérain-Sérac gagna ensuite le Portugal, qui était à ses yeux le dernier empire colonial et surtout le dernier rempart contre le communisme et l'athéisme. En parfait soldat de la guerre froide, il offrit ses services à Salazar : «Les autres ont déposé les armes, moi non. Après l'OAS, j'ai fui au Portugal pour continuer le combat et le mener à sa véritable échelle – c'est-à-dire à l'échelle planétaire».⁸

Au Portugal, Guérain-Sérac s'associa à des extrémistes français et à des renégats de l'OAS. L'ancien pétainiste Jacques Ploncard d'Assac le présenta aux milieux fascistes et aux membres de la PIDE. En raison de sa grande expérience, Guérain-Sérac fut recruté comme instructeur au sein de la Legiao Portuguesa et des unités de contre-guérilla de l'armée portugaise. C'est dans ce contexte qu'il créa, avec l'aide de la PIDE et de la CIA, Aginter Press, une armée anticommuniste ultra-secrète. L'organisation mit en place ses propres camps d'entraînement dans lesquels mercenaires et terroristes suivaient un programme de trois semaines de formation aux opérations secrètes comprenant notamment les techniques d'attentat à la bombe, d'assassinat silencieux, les méthodes de subversion, de communication clandestine, d'infiltration et de guerre coloniale.

Aux côtés de Guérain-Sérac, le terroriste d'extrême droite Stefano Delle Chiaie participa lui aussi à la fondation d'Aginter Press. « Nous agissions contre les communistes, contre la bourgeoisie établie et contre la démocratie qui nous avait privé de notre liberté. Nous étions donc forcés de recourir à la violence », expliqua plus tard Delle Chiaie. « On nous considérait comme des criminels mais en réalité nous étions les victimes d'un mouvement libéral antifasciste. Nous voulions répandre nos idées, nous voulions être entendus dans le monde entier. » Vers le milieu des années soixante, Delle Chiaie, alors âgé de 30 ans, fonda avec Guérain-Sérac, et avec le soutien de la CIA, l'armée secrète Aginter. « Avec un de mes amis français [Guérain-Sérac], j'ai alors décidé [en 1965] de fonder l'agence de presse Aginter Press afin de nous donner les moyens de défendre nos opinions politiques. »⁹ Au cours des années qui suivirent, Delle Chiaie devint peut-être le combattant le plus sanguinaire de la guerre secrète. En Italie, il prit part à des coups d'État et à des attentats, dont celui de la Piazza Fontana en 1969, et, avec le nazi Klaus Barbie, dit le « Boucher de Lyon », il contribua à consolider le pouvoir de dictateurs sud-américains.¹⁰

« Nos effectifs se composent de deux types d'hommes : (1) des officiers qui nous ont rejoints après avoir combattu en Indochine et en Algérie et même certains qui se sont engagés après la bataille de Corée », expliqua le directeur d'Aginter Guérain-Sérac en personne, « (2) des intellectuels qui pendant cette même période se sont intéressés à l'étude des techniques de subversion marxiste ». Ces intellectuels, comme il le fit observer, avaient formé des groupes d'étude et partageaient leurs expériences « pour tenter de disséquer les techniques de subversion marxiste et de jeter les bases d'une contre-technique ». La bataille, cela ne faisait aucun doute pour lui, devait être menée dans de nombreux pays : « Au cours de cette période, nous avons établi des contacts systématiques avec des groupes aux idées proches des nôtres qui ont émergé en Italie, en Belgique, en Allemagne, en Espagne et au Portugal, dans l'optique de constituer le noyau d'une véritable Ligue Occidentale de Lutte contre le Marxisme ». ¹¹

Débarquant directement de théâtres d'opérations, de nombreux combattants de l'ombre, et surtout leurs instructeurs, dont Guérain-Sérac, n'avaient que peu de connaissance des méthodes de résolution pacifique de conflits, qu'ils estimaient par ailleurs fort peu. Le directeur d'Aginter lui-même était convaincu, comme beaucoup d'autres, que la lutte contre le communisme en Europe de l'Ouest impliquait nécessairement le recours au terrorisme : « Dans la première phase de notre activité politique, nous devons instaurer le chaos dans toutes les structures du régime », déclara-t-il sans préciser à quel pays il faisait allusion. « Deux formes de terrorisme permettent d'obtenir un tel résultat : le terrorisme aveugle (par des attentats visant un grand nombre

de civils) et le terrorisme sélectif (par l'élimination de personnalités ciblées). » Dans un cas comme dans l'autre, l'attentat secrètement perpétré par l'extrême droite devait être imputé à la gauche, comme le souligna le champion et idéologue du terrorisme anticommuniste : « Ces attaques contre l'État doivent autant que possible passer pour des "activités communistes" ». Les attentats terroristes des armées secrètes étaient conçus comme un moyen de discréditer le régime en place et de le contraindre à basculer à droite : « Ensuite, nous devons intervenir au cœur de l'appareil militaire, du pouvoir judiciaire et de l'Église, afin d'influencer l'opinion publique, de proposer une solution et de démontrer clairement la faiblesse de l'arsenal juridique actuel (...) L'opinion publique doit être polarisée de telle manière que nous apparaissions comme le seul instrument capable de sauver la nation. Il semble évident que nous aurons besoin de moyens financiers considérables pour mener à bien de telles opérations. » ¹²

La CIA et la PIDE, les services secrets militaires de Salazar, se chargèrent de fournir les fonds nécessaires à l'entreprise terroriste du capitaine Guérain-Sérac. C'est dans un document interne d'Aginter intitulé « Notre Activité Politique » et daté de novembre 1969 et qui fut découvert fin 1974 que celui-ci décrit comment un pays peut être la cible d'une guerre secrète : « Notre conviction est que la première phase de l'activité politique doit consister à créer les conditions favorables à l'instauration du chaos dans toutes les structures du régime ». Élément essentiel de cette stratégie, les violences perpétrées devaient être mises à l'actif des communistes et chaque indice devait, bien entendu, mener à cette conclusion. « Nous pensons qu'il faut, dans un premier temps, détruire la structure même de l'État démocratique sous couvert d'activités communistes ou pro-chinoises. » Le document insistait ensuite sur la nécessité d'infiltrer les groupes de militants de gauche afin de mieux les manipuler : « En outre, nous disposons d'hommes infiltrés dans ces groupes et qui nous permettront d'agir sur l'idéologie même du milieu – par des actions de propagande et autres, menées de telle manière qu'elles sembleront être l'œuvre de nos adversaires communistes ». De telles opérations menées sous fausse bannière, concluait ce plan d'action, « créeront un sentiment d'hostilité à l'égard de ceux qui menacent la paix de chacune de nos nations », comprenez les communistes. ¹³

Au cours de la première phase de leur plan, les officiers, mercenaires et terroristes d'Aginter Press s'employèrent à affaiblir et à anéantir les factions de guérilleros luttant pour l'indépendance des colonies portugaises. Vers le milieu des années soixante, le premier théâtre d'opérations de l'organisation ne fut donc pas l'Europe mais l'Afrique où l'armée portugaise était aux prises avec des mouvements indépendantistes. Aginter déploya ses responsables d'opérations dans les pays limitrophes de

l'Afrique portugaise. «Leurs objectifs comportaient l'élimination des leaders des mouvements de libération, l'infiltration, l'établissement de réseaux d'informateurs et d'agents provocateurs et l'utilisation de faux mouvements de libération.»¹⁴ Ces guerres secrètes étaient menées en coordination avec la PIDE et d'autres services du gouvernement portugais. «Aginter correspondait par écrit avec la PIDE dans le cadre de ses opérations spéciales et de ses missions d'espionnage.»¹⁵

Parmi les plus importantes personnalités qui furent victimes des assassinats orchestrés par Aginter au Portugal et dans les colonies figurent vraisemblablement Humberto Delgado, leader de l'opposition portugaise, Amílcar Cabral, l'une des figures emblématiques de la révolution africaine, et Eduardo Mondlane, leader et président du parti de libération du Mozambique, le FRELIMO (Frente de Liberação de Moçambique), qui fut tué en février 1969.¹⁶ Malgré la violence des méthodes employées, le Portugal ne parvint pas à empêcher ses colonies de s'affranchir de sa tutelle. Goa fut rattachée à l'Inde en 1961. La Guinée-Bissau devint indépendante en 1974, l'Angola et le Mozambique en 1975 tandis que, la même année, le Timor Oriental était envahi par l'Indonésie.

Parallèlement à ces guerres coloniales, Aginter Press joua également un rôle majeur dans les guerres secrètes menées contre les communistes d'Europe occidentale. Les documents disponibles sur les armées *stay-behind* de l'OTAN et la guerre clandestine semblent indiquer que l'organisation lisbonnais fut responsable de plus de violences et de meurtres qu'aucune autre armée secrète du vieux continent. Ses soldats de l'ombre agissaient avec une mentalité à part. Contrairement à leurs homologues du P26 suisse ou du ROC norvégien, ils prenaient part à de véritables guerres ouvertes dans les colonies et tuaient à la chaîne, sous le commandement d'un capitaine qui, fort d'une expérience acquise en Indochine, en Corée et en Algérie, ne concevait aucun autre moyen d'action que la violence.

L'exaction commise par les combattants de l'ombre au nom de la lutte contre le communisme sur laquelle nous sommes le mieux renseignés est probablement l'attentat de la Piazza Fontana qui frappa les capitales politiques et industrielles de l'Italie, Rome et Milan, peu avant Noël, le 12 décembre 1969. Ce jour-là, 4 bombes explosèrent dans les deux villes, tuant aveuglément 16 civils, pour la plupart des paysans qui se rendaient à la Banca Nazionale Dell'Agricoltura de Milan pour y déposer les modestes revenus d'une journée de marché. Quatre-vingts autres personnes furent blessées et mutilées. L'une des bombes posées sur la Piazza Fontana n'explosa pas à cause d'un dysfonctionnement de la minuterie, mais quand les agents du SID et la police arrivèrent sur les lieux, ils s'empressèrent de détruire les indices compromettants en faisant

exploser la bombe. L'exécution de cet attentat obéissait strictement aux stratégies de guerre secrète définies par Guérain-Sérac. Les services secrets militaires italiens attribuèrent cet acte à l'extrême gauche, allant pour ce faire jusqu'à placer les composants d'un engin explosif dans la villa de l'éditeur Giangiacomo Feltrinelli, connu pour ses idées de gauche, et raflèrent dans la foulée de nombreux communistes.¹⁷

Un rapport interne du SID classé confidentiel et daté du 16 décembre 1969 soupçonnait déjà que les attentats de Rome et Milan aient pu être le fait de l'extrême droite avec l'appui de la CIA.¹⁸ Toutefois l'opinion publique italienne fut confortée dans l'idée que les communistes italiens, alors très influents, avaient décidé de recourir à la violence pour conquérir le pouvoir. En réalité, la paternité de ces actes revenait vraisemblablement aux organisations fascistes Ordine Nuovo et Avanguardia Nazionale qui agissaient en étroite collaboration avec les armées *stay-behind*. Le militant d'extrême droite Guido Giannettini, qui fut directement impliqué dans les attentats, était un proche collaborateur de l'organisation portugaise Aginter Press. «L'enquête a confirmé que des liens ont bien existé entre Aginter Press, Ordine Nuovo et Avanguardia Nazionale», annonça le juge Salvini aux membres de la commission d'enquête sénatoriale. «Il ressort clairement que Guido Giannettini était en contact avec Guérain-Sérac au Portugal depuis 1964. Il est établi que des instructeurs d'Aginter Press (...) se sont rendus à Rome entre 1967 et 1968 et y ont entraîné les membres d'Avanguardia Nazionale au maniement des explosifs.» Le juge Salvini conclut, sur la base des documents disponibles et des témoignages recueillis, qu'Aginter Press, une façade de la CIA, avait joué un rôle décisif dans les opérations de guerre clandestine menées en Europe de l'Ouest et avait entrepris une série d'attentats très meurtriers en vue de discréditer les communistes italiens.¹⁹

Ces faits furent confirmés en mars 2001 par le général Giandelio Maletti, ancien patron du contre-espionnage italien, qui témoigna dans le cadre du procès de militants d'extrême droite accusés d'avoir provoqué la mort de 16 personnes lors des attentats de la Piazza Fontana. Devant le tribunal de Milan, Maletti déclara que : «La CIA, suivant les directives de son gouvernement, voulait faire naître un nationalisme italien capable d'enrayer le basculement à gauche du pays et, dans cette optique, il n'est pas impossible qu'elle ait fait appel à des terroristes d'extrême droite». Ce témoignage capital assimilait la CIA à une organisation terroriste. «N'oubliez pas que c'est Nixon qui était alors aux affaires», rappela le général, «et Nixon n'était pas un type ordinaire, un très fin politicien mais un homme aux méthodes peu orthodoxes».²⁰ Le juge italien Guido Salvini confirma que toutes les pistes conduisaient à «un service de renseigne-

ment étranger». « Par “service de renseignement étranger”, vous entendez la CIA ? », insistèrent les journalistes italiens à qui Salvini fit cette réponse prudente : « Nous sommes en mesure d'affirmer que nous savons pertinemment qui a participé à la préparation des attentats et qui était assis à la table lorsque les ordres ont été donnés. C'est incontestable. »²¹

Non content de lutter contre le communisme en Italie, le capitaine Guérain-Sérac était fermement résolu à mener le combat à l'échelle mondiale. Dans ce but, des agents d'Aginter, dont l'Américain Jay Sablonsky, participèrent aux côtés de la CIA et des Bérets Verts à la tristement célèbre contre-guérilla au Guatemala qui fit, entre 1968 et 1971, environ 50 000 morts, des civils pour la plupart. Les hommes d'Aginter étaient également présents au Chili en 1973 où ils participèrent au coup d'État par lequel la CIA remplaça le Président socialiste démocratiquement élu Salvador Allende par le dictateur Augusto Pinochet.²² Depuis le refuge que constituait la dictature d'extrême droite de Salazar, Aginter Press pouvait ainsi envoyer ses soldats de l'ombre combattre dans de nombreux pays du monde entier.

Cette situation perdura jusqu'à la « Révolution des Œillets » de mai 1974 qui mit un terme à la dictature et ouvrit la voie au rétablissement de la démocratie au Portugal. Les combattants de l'ombre savaient que la survie de leur organisation était étroitement liée à celle du régime totalitaire. En apprenant que des officiers de gauche de l'armée portugaise préparaient un putsch qui devait initier la Révolution des Œillets, les agents d'Aginter complotèrent avec le général Spínola en vue d'éliminer les centristes portugais. Ils prévoyaient d'envahir l'archipel des Açores afin d'en faire un territoire indépendant et de l'utiliser comme une base arrière pour lancer leurs opérations sur le continent.

Le projet ayant échoué, Aginter fut balayée en même temps que la dictature quand le 1^{er} mai 1974 les officiers gauchisants prirent le pouvoir mettant ainsi un terme à près de 50 ans de totalitarisme. Trois semaines plus tard, le 22 mai, sur ordre des nouveaux dirigeants du pays, des unités spéciales de la police portugaise investirent le quartier général d'Aginter Press de la Rua das Pracas à Lisbonne afin de fermer la sinistre agence et de saisir tout le matériel. Mais quand elles arrivèrent sur place, les locaux avaient déjà été vidés. Grâce à leurs contacts au sein des services de renseignement, les agents de l'organisation avaient pu être prévenus à temps et disparaître dans la nature, aucun d'entre eux ne fut arrêté. Dans leur précipitation, ils oublièrent cependant quelques documents. Les forces de police parvinrent à recueillir un grand nombre de preuves établissant la responsabilité de la filiale de la CIA Aginter Press dans de nombreux actes de terrorisme.

Comme la jeune démocratie tentait d'en finir avec l'ancien appareil sécuritaire hérité de la dictature, la PIDE, les services secrets militaires et la Legiao Portuguesa furent dissous. La « Commission pour le démantèlement de la PIDE et de la Légion Portugaise » (Comissao de Extincao da PIDE e da Legiao) découvrit bientôt que la PIDE avait, avec le concours de la CIA, dirigé une armée secrète baptisée Aginter Press ; elle demanda à consulter les dossiers réunis sur l'Agence suite à la perquisition de ses locaux et qui renfermaient toutes les preuves nécessaires. Pour la première fois, l'histoire de l'armée secrète portugaise allait faire l'objet d'une enquête. Mais soudain tous les dossiers se volatilèrent. « Le dossier “Aginter Press” fut dérobé à la Commission pour le démantèlement de la PIDE et de la Légion Portugaise et disparut définitivement », déplora le quotidien portugais *O Jornal* quelques années plus tard dans un article consacré au réseau Gladio.²³

Comment cela a-t-il pu se produire ? Pourquoi la commission s'est-elle montrée aussi négligente face à des informations aussi essentielles ? L'Italien Barbachetto qui travaille pour le magazine politique milanais *L'Europeo* écrivit par la suite : « Trois de mes collègues étaient présents lors de la saisie des archives d'Aginter. Ils n'ont pu photographier que quelques fragments de la quantité considérable de données recueillies ce jour-là. » Sous les titres « Mafia » ou « Contributeurs financiers allemands », les documents saisis révélaient les noms de codes des partenaires d'Aginter. « Les documents ont été détruits par l'armée portugaise », indiquait Barbachetto, « elle cherchait visiblement à éviter des incidents diplomatiques avec les gouvernements italien, français et allemand, incidents qui n'auraient pas manqué de survenir si les activités d'Aginter dans ces pays avaient été dévoilées ». ²⁴

La PIDE fut remplacée par un nouveau service de renseignement portugais, le SDCI, qui enquêta sur Aginter et conclut que la sinistre organisation avait eu 4 missions. Tout d'abord, elle avait servi de « bureau d'espionnage dirigé par la police portugaise et, à travers elle, par la CIA, le BND ouest-allemand ou “Organisation Gehlen”, la Direccion General de Seguridad espagnole, le BOSS sud-africain et, plus tard, le KYP grec ». Parallèlement à cette fonction de collecte de renseignement, Aginter Press avait également fait office de « centre de recrutement et d'entraînement de mercenaires et de terroristes spécialisés dans le sabotage et l'assassinat ». Selon le rapport du SDCI, l'Agence avait aussi été un « centre stratégique pour des opérations d'endoctrinement d'extrême droite et néo-fasciste en Afrique sub-saharienne, en Amérique du Sud et en Europe menées en collaboration avec des régimes fascistes ou assimilés, des figures bien connues de l'extrême droite et des groupes néo-fascistes actifs au niveau

international». Enfin, Aginter était la couverture d'une armée secrète anticomuniste, une «organisation fasciste internationale baptisée "Ordre et Tradition" avec son aile paramilitaire, l'OACI, "Organisation Armée contre le Communisme International"». ²⁵

Après la chute de la dictature, Guérain-Sérac et ses activistes anticomunistes fuirent le Portugal pour l'Espagne voisine où, sous la protection de Franco, ils établirent leur nouveau quartier général à Madrid. En échange de l'asile politique, les combattants d'Aginter, fidèles à leur engagement, se mirent à la disposition des services secrets espagnols pour traquer et éliminer les dirigeants du mouvement séparatiste basque ETA. Ils poursuivirent leurs opérations clandestines à l'étranger et œuvrèrent notamment à discréditer le Front de Libération National algérien. «Je peux vous citer un autre exemple particulièrement intéressant», déclara le juge Salvini aux sénateurs italiens et il leur révéla comment en 1975, depuis leur base espagnole, les hommes de Guérain-Sérac assistés de l'Américain Salby et d'extrémistes français, italiens et espagnols, avaient organisé une série d'attentats qu'ils signaient SOA afin de compromettre les Soldats de l'Opposition Algérienne.

«Les bombes furent placées dans les ambassades algériennes en France, en Allemagne, en Italie et en Grande-Bretagne» et détériorèrent l'image de l'opposition algérienne alors qu'en réalité «les attentats étaient l'œuvre du groupe de Guérain-Sérac, ce qui donne une idée de ses capacités de dissimulation et d'infiltration». La bombe posée devant l'ambassade algérienne à Francfort n'explosa pas et fut soigneusement examinée par la police allemande. «Pour comprendre les liens unissant Guérain-Sérac et Aginter Press, il suffit d'observer la complexité de l'engin explosif», souligna le juge Salvini. «Il contenait du C4, un explosif utilisé exclusivement par l'armée américaine, dont on ne retrouve la trace dans aucun attentat commis par des anarchistes. Je le répète, c'était une bombe très sophistiquée. Or Aginter disposait de C4, on peut donc aisément en déduire les appuis dont elle a pu bénéficier.». ²⁶

Quand le régime dictatorial s'effondra à la mort de Franco le 20 novembre 1975, Guérain-Sérac et son armée secrète furent une fois de plus contraints de prendre la fuite. La police espagnole prit tout son temps pour enquêter sur les traces qu'Aginter laissa derrière elle et ce n'est qu'en février 1977 qu'elle perquisitionna au 39 de la rue Pelayo, le quartier général de l'organisation, et découvrit un véritable arsenal composé de fusils et d'explosifs. Mais Delle Chiaie, Guérain-Sérac et leurs soldats avaient depuis longtemps fui l'Espagne pour l'Amérique latine où beaucoup d'entre eux choisirent le Chili comme nouvelle base pour leurs opérations. Guérain-Sérac fut aperçu pour la dernière fois en Espagne en 1997. ²⁷

L'armée secrète anticomuniste portugaise fit une nouvelle fois parler d'elle en 1990, quand le Premier ministre Giulio Andreotti révéla que des armées *stay-behind* bâties par l'OTAN existaient en Italie et dans d'autres pays. Le 17 novembre 1990, la vague atteignit Lisbonne où le quotidien *Expresso* rapporta sous le titre «Gladio. Les Soldats de la guerre froide» que «le scandale a franchi les frontières de l'Italie puisque l'existence de réseaux secrets Gladio a été confirmée officiellement en Belgique, en France, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Allemagne et semi-officiellement en Suède, en Norvège, au Danemark, en Autriche, en Suisse, en Grèce, en Turquie, en Espagne, au Royaume-Uni et au Portugal». ²⁸

Très préoccupé, le ministre de la Défense portugais Fernando Nogueira déclara publiquement le 16 novembre 1990 qu'il n'avait pas connaissance de l'existence d'une branche du réseau *stay-behind* au Portugal et prétendit que ni son ministère ni l'État-major des armées portugaises ne disposaient «d'informations quelles qu'elles soient concernant l'existence ou l'activité d'une "structure Gladio" au Portugal». ²⁹ Le journal portugais *Diário De Noticias* regretta que : «Les déclarations laconiques de Fernando Nogueira sont corroborées, d'une manière ou d'une autre, par d'anciens ministres de la Défense, tels que Eurico de Melo et Rui Machete, ainsi que par [l'ancien ministre des Affaires étrangères] Franco Nogueira et le maréchal Costa Gomes, qui nous ont confirmé qu'ils ne savaient absolument rien de cette affaire. La même position a été adoptée par des parlementaires de l'opposition membres de la Commission parlementaire de la Défense.». ³⁰

Costa Gomes, qui avait été officier de liaison auprès de l'OTAN, soutint qu'il n'avait jamais eu connaissance d'un réseau clandestin bien qu'il eût «assisté entre 1953 et 1959 à toutes les réunions de l'Alliance». Dans le même temps, il reconnut qu'il n'était pas impossible qu'un Gladio portugais ait existé avec le soutien de la PIDE et de certaines personnes étrangères au gouvernement. «De telles connexions», expliqua Costa Gomes, «si elles ont vraiment existé, n'auraient pu fonctionner que parallèlement aux structures officielles» et lui auraient donc été totalement inconnues. Sur le même mode, Franco Nogueira, qui avait été ministre des Affaires étrangères sous Salazar, déclara : «Je n'ai jamais soupçonné l'existence de cette organisation. Ni lorsque j'étais aux Affaires étrangères et que je côtoyais des responsables de l'OTAN ni plus tard.» Il précisa que si Gladio avait opéré au Portugal, «cette activité aurait certainement été connue du Dr Salazar». Comme le sous-entendait Nogueira, Salazar aurait certainement communiqué cette information au chef de sa diplomatie : «J'ai beaucoup de mal à imaginer que ce réseau ait entretenu des liens avec la PIDE ou la Legiao Portuguesa. C'est pourquoi je suis convaincu

que ce Gladio n'a jamais existé dans notre pays même si, bien sûr, dans la vie, rien n'est impossible.»³¹

Tandis que les représentants du gouvernement se refusaient à divulguer toute information sur la guerre secrète, la presse portugaise ne pouvait que constater l'évidence et déplorer que «visiblement, plusieurs gouvernements européens [avaient] perdu le contrôle de leurs services secrets» tout en dénonçant la «doctrine de confiance limitée» adoptée par l'OTAN. «Une telle doctrine implique que certains gouvernements n'en auraient pas suffisamment fait pour combattre le communisme et qu'il n'était donc pas nécessaire de les tenir informés des activités de l'armée secrète de l'OTAN.»³² Seul un haut gradé de l'armée portugaise consentit à révéler certains pans du secret sous couvert de l'anonymat. Un général, qui avait commandé l'État-major portugais, confirma à un journaliste d'*O Jornal* qu'un «service d'information parallèle avait bel et bien existé au Portugal et dans les colonies, dont le financement et le contrôle n'étaient pas du ressort des forces armées mais dépendaient du ministère de la Défense, du ministère de l'Intérieur et du ministère des Affaires coloniales. En outre, ce service parallèle était directement lié à la PIDE et à la Legiao Portuguesa.»³³ Il n'y eut aucune enquête officielle sur le sujet, à peine un simple rapport parlementaire. Le mystère soulevé par ces vagues confirmations demeure par conséquent entier.

10.

La guerre secrète en Belgique

Dès le début de la seconde guerre mondiale, la Belgique fut vaincue et occupée par les troupes allemandes. Le gouvernement belge fut contraint de se réfugier à Londres où il resta en exil jusqu'à ce que les Alliés libèrent l'Europe. Durant cette période difficile, les hauts responsables du gouvernement et de l'armée collaborèrent étroitement avec les Britanniques à la création de mouvements clandestins de résistance qui devaient opérer dans la Belgique occupée. À partir de l'été 1942, le SOE britannique entreprit d'aménager des dépôts de munitions et d'entraîner une armée secrète. Les Anglais mettaient à disposition des équipements radio et des appareils pour transporter hommes et matériel et supervisaient depuis Londres les questions logistiques ainsi que la formation et le débriefing des agents qui étaient envoyés clandestinement derrière les lignes ennemies. Outre les opérations de sabotage dirigées contre l'occupant allemand, l'armée secrète belge collectait également des informations que des agents transmettaient à Londres par radio, courriers ou microfilms. Si l'impact de ce réseau de résistance fut finalement marginal, la stratégie employée fut un véritable modèle du genre : «Visant à précipiter la fin du conflit, les activités de ce premier réseau *stay-behind* étaient parfaitement organisées et suscitaient l'admiration des services secrets américains et britanniques».¹

Comme l'ennemi nazi était remplacé par le communisme soviétique, les armées secrètes furent reconstituées après la guerre. L'enquête officielle démontra que le réseau *stay-behind* actif en Belgique pendant la guerre froide était composé de deux branches : le SDRA 8 et la STC/Mob. Le SDRA 8 était la branche militaire placée sous le contrôle du SGR, le Service Général du Renseignement de l'armée, lui-même dépendant du ministère de la Défense. Son nom, parfois orthographié SDRA VIII, signifie «Service de Documentation, de Renseignement et d'Action VIII». Il était composé de militaires formés au combat, au sabotage, au parachutisme et aux opérations maritimes. Outre ses fonctions de renseignement, le SDRA 8 devait aussi pouvoir concevoir des itinéraires d'évacuation si la

Belgique se trouvait envahie. Dans le cas d'une occupation de l'ensemble du territoire, des agents de ce service étaient censés escorter le gouvernement au cours de son exil et garder le contact avec les agents secrets restés pour combattre l'ennemi dans le pays.²

La branche civile du réseau *stay-behind* belge, la STC/Mob, dépendait des services secrets civils, la Sûreté de l'État, ou Sûreté, elle-même rattachée au ministère de la Justice. STC/Mob signifie «Section Training, Communication and Mobilisation». Ses membres étaient des techniciens formés à l'utilisation d'équipements radio. Ils étaient surtout recrutés au sein de groupes «aux fortes convictions religieuses censées garantir leur anticommunisme» il s'agissait, d'après le rapport de l'enquête officielle sur le Gladio belge, de «pères tranquilles, parfois même un peu naïfs». ³ La STC/Mob «avait pour mission de collecter des renseignements susceptibles d'être utiles au gouvernement dans le contexte d'une occupation ennemie. La section avait aussi la tâche d'organiser des itinéraires sécurisés pour l'évacuation des membres du gouvernement et d'autres personnalités occupant des fonctions officielles.»⁴ Un comité «Inter-Services» fut également créé en 1971 pour coordonner l'action des deux réseaux *stay-behind* belges. Il se réunissait tous les six mois et le SDRA et la Sûreté en assuraient tour à tour la présidence. Ces réunions visaient établir la position commune à défendre lors des séances de l'Allied Clandestine Committee, le centre de décision de l'OTAN pour les opérations de guerre secrète.⁵

Cette structure double assez inhabituelle adoptée par l'armée secrète belge trouve son explication dans la seconde guerre mondiale. Les unités qui assuraient la collecte de renseignements qu'elles communiquaient ensuite à Londres par radio, courriers ou microfilms étaient alors placées sous le contrôle de M. Lepage, directeur de la Sûreté, elle-même rattachée au ministère de la Justice. Cette branche donna naissance au STC/Mob. Les agents belges envoyés par Londres pour sauter sur les territoires occupés et s'engager dans des opérations clandestines de sabotage dépendaient, quant à eux, de l'armée belge. Ce sont eux qui constituèrent par la suite le SDRA 8. «Il ressort de ces explications», concluait le rapport d'enquête parlementaire, «que, contrairement à d'autres pays, la Belgique a disposé depuis l'origine d'une organisation *stay-behind* à la fois civile et militaire».⁶

Les membres de l'armée secrète belge étaient «pour la plupart des monarchistes convaincus», précise un rapport du SOE anciennement confidentiel, «c'est pour cela qu'il n'y avait pas de résistants communistes dans ses rangs».⁷ Après le débarquement et la libération de la Belgique, Américains et Britanniques s'inquiétèrent de l'influence des

communistes belges. Tout comme en Italie et en France, ceux-ci étaient profondément respectés par la population belge en raison de leur courage et du rôle crucial qu'ils avaient joué dans la lutte contre l'occupant nazi. C'est pourquoi, fin 1944, les autorités britanniques et belges s'empressèrent de désarmer la Résistance et de réarmer la police.⁸ «Au lendemain de la guerre, un puissant parti communiste s'est imposé avec, je crois, 21 sièges au Parlement, une première dans l'histoire de la Belgique», raconta l'historien Étienne Verhoyen dans un documentaire de la BBC consacré à Gladio. «Ça ne s'était jamais produit auparavant et, compte tenu de l'expansion internationale du communisme, les gens de droite s'alarmèrent de cette "menace communiste" planant sur la Belgique.»⁹

Julian Lahaut était le chef charismatique du parti communiste belge. Arrêté par les Allemands, il avait passé les années de guerre en prison et, à sa libération en 1945, il avait été nommé président honoraire des communistes belges. Lahaut s'opposait ouvertement au retour du roi des Belges Baudouin, qu'il considérait, comme une partie de la gauche, comme une marionnette à la solde du centre droit et des États-Unis. «La gauche était fermement opposée au retour du Roi, les sympathisants de la droite y étaient bien sûr favorables, certains d'entre eux établirent les premiers contacts avec l'ambassade américaine en 1948», expliquait l'historien Verhoyen dans le même documentaire. La droite belge contacta un officier américain du nom de Parker, qui travaillait probablement pour la CIA. D'après Verhoyen, Parker «tenait non seulement à la campagne de restauration léopoldiste mais également à ce que soient créés des groupes *stay-behind* destinés à assurer la résistance anticommuniste».¹⁰

Quand le Roi Baudouin fut de retour en Belgique et prêta serment en août 1950, Lahaut protesta au Parlement belge au cri de «Vive la République!» Pour la droite belge, un tel acte était impardonnable et le signe que les communistes constituaient une menace grave pour les institutions. Un climat de tension s'installa dans le pays. Deux semaines plus tard, le 18 août 1950, Lahaut fut abattu par deux hommes devant son domicile. La population belge fut profondément choquée par cet assassinat. L'extrême droite et son réseau clandestin venaient de se débarrasser du plus populaire des communistes belges.¹¹

La responsabilité de l'armée secrète anticommuniste belge dans ce meurtre reste à établir. Il est cependant quasiment certain qu'elle était déjà opérationnelle au moment des faits. Dans une lettre adressée au Premier ministre Paul-Henri Spaak en date du 27 janvier 1949, le patron du MI6 Stewart Menzies insistait sur la nécessité de poursuivre la coopération anglo-belge initiée pendant la seconde guerre mondiale. «Il a été convenu que cette collaboration entre nos services secrets respectifs devait continuer

sur la base des traditions remontant à la première guerre mondiale et réaffirmées par M. H. Pierlot [Premier ministre belge de 1939 à 1945], M. A. Van Acker [Premier ministre belge en 1945-1946 et prédécesseur de Spaak] et moi-même. » Menzies soulignait notamment que « la mise en place d'organisations de renseignement et d'actions utiles en cas de guerre », comprenez le fonctionnement de Gladio, devait se poursuivre. « Les demandes en formation et en matériel devront bientôt être formulées », expliquait Menzies qui offrait également son assistance : « J'ai déjà ordonné la construction de certaines installations destinées à l'entraînement des officiers et de personnes recommandées par la direction de vos services secrets et je serai bientôt en mesure de vous procurer les nouveaux équipements actuellement en cours de production ». Le patron du MI6 demandait à Spaak de ne pas divulguer le contenu de la lettre mais il insistait surtout pour que celui-ci ne choisisse pas de collaborer exclusivement avec la CIA et suggérait : « que certains officiers se rendent au Royaume-Uni dans les mois qui viennent afin d'étudier, en collaboration avec [ses] services, les aspects concrets de ces questions ». ¹²

Le Premier ministre belge répondit au chef du MI6 qu'il se réjouissait de recevoir l'aide des Britanniques tout en indiquant que les Américains avaient également approché les autorités belges à ce sujet et qu'il jugeait donc préférable que Washington et Londres règlent d'abord la question entre elles afin que la Belgique ne se retrouve pas dans la situation délicate de devoir choisir entre les deux alliés. « Je conviens tout à fait qu'une collaboration des trois services (britanniques, américains et belges) serait extrêmement profitable. » Spaak ajoutait : « Si des deux services, américain et belge, l'un venait à rejeter cette collaboration, les services belges se trouveraient dans une situation extrêmement délicate et difficile. C'est pourquoi il me semble que des négociations s'imposent au plus haut niveau entre Londres et Washington afin de régler cette question. » ¹³

À l'issue de ces « négociations au plus haut niveau », les services secrets américains, britanniques et belges créèrent un organe baptisé « Tripartite Meeting Brussels » (TMB), parfois appelé aussi « Tripartite Meeting Belgian », chargé de superviser la création du réseau *stay-behind* belge. En récompense de sa loyauté, Spaak fut nommé secrétaire général de l'OTAN en 1957, la plus haute fonction pour un civil au sein de l'alliance militaire, poste qu'il occupa jusqu'en 1961. Étant décédé 11 ans plus tard, il ne put être entendu dans le cadre de l'enquête officielle sur le Gladio belge. « Plusieurs documents attestent que les responsables politiques de l'époque avaient conscience de la gravité de la situation et approuvaient l'idée de négociations en vue d'établir une collaboration étroite avec les services secrets américains et britanniques », résuma le rapport des sénateurs belges.

« Cette coopération fut même consolidée avec la création du Tripartite Meeting Belgian/Brussels à la fin des années 1940. » ¹⁴

Si on ignore encore aujourd'hui la plupart des détails concernant les organes de commandement de la guerre secrète, on sait cependant que, parallèlement au TMB, d'autres centres furent créés sous les acronymes de CCUO, CPC, ACC et SDRA 11. Les preuves dont nous disposons aujourd'hui sur Gladio suggèrent que les structures trilatérales furent privilégiées dans l'immédiat après-guerre puisque le Royaume-Uni et les USA avaient dans le même temps formalisé leur coopération secrète avec le Gladio néerlandais en créant un Tripartite Committee Holland (TCH) au sein duquel siégeaient les représentants des trois pays impliqués. ¹⁵ Il semble qu'un accord du même type ait également été conclu entre la Grande-Bretagne et la France qui signèrent le 4 mai 1947 un pacte de collaboration secrète *stay-behind*. ¹⁶ Le 17 mars 1948 fut fondé le Western Union Clandestine Committee (WUCC), en français le Comité Clandestin de l'Union Occidentale ou CCUO. Avec pour mission d'anticiper en temps de paix une éventuelle invasion soviétique, il s'agissait d'un centre de coordination du réseau clandestin Gladio où siégeaient cinq pays : le Royaume-Uni, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et la France. ¹⁷ « D'autres pays avaient adopté la même stratégie ; ils constituaient une unité indépendante du TMB et tentaient de développer une politique commune pour encadrer les préparatifs d'une possible guerre future », observèrent les sénateurs belges qui indiquèrent également que les USA n'auraient rejoint le CCUO qu'en 1958. ¹⁸

L'auteur Jan Willems a enquêté sur le Gladio belge. Selon lui, la création du CCUO au printemps 1948 était la conséquence directe d'un discours prononcé à Londres par le ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne Ernest Bevin le 22 janvier 1948. Ce jour-là, il exposa devant le Parlement britannique son plan pour une « Union Occidentale », une organisation internationale destinée à contrer ce qu'il appelait la menace soviétique en Europe, que représentaient selon lui l'Armée rouge d'une part mais aussi, et surtout, la subversion communiste en Europe Occidentale. Bevin était convenu avec Washington, comme le révèle un mémorandum américain daté du 8 mars 1948, qu'« à l'heure actuelle, le problème n'est pas tant de nous préparer à une agression extérieure mais d'être prêts à lutter à l'intérieur de nos frontières contre une cinquième colonne soutenue par une puissance étrangère ». ¹⁹ Le CCUO, parfois également appelé WUCC ou CCWU, était chargé de deux missions de sécurité : garantir que des discussions politiques et militaires puissent se tenir en toute confidentialité et développer des formes de coopération pour lutter contre la subversion et les tentatives d'infiltration. « La finalité était

de développer des mécanismes permettant d'éliminer les candidats communistes des institutions du pouvoir; d'après certains documents américains, cet objectif fut atteint. »²⁰

Après la création de l'OTAN à Paris en 1949, le CCUO fut, comme l'enquête du Sénat belge permit de le découvrir, intégré à l'alliance militaire et rebaptisé « Clandestine Planning Committee » (CPC). « En conclusion, le combat contre l'ennemi interne a toujours fait partie intégrante du pacte de l'OTAN depuis sa signature en 1949 », souligne Willems.²¹ Comme les opérations de guerre secrète menées par l'OTAN s'intensifiaient, un second centre de commandement fut créé au sein de l'Alliance, l'Allied Clandestine Committee (ACC) qui se réunit pour la première fois en France les 29 et 30 avril 1958, sous la présidence de la France. Après que le général de Gaulle eut contraint l'OTAN de quitter le pays, l'ACC déménagea en Belgique en 1968 et, sous le nom officiel de SDRA 11, il installa son quartier général dans les locaux des services secrets militaires SGR à Evere, juste à côté des bâtiments de l'OTAN. Le SDRA 11, la couverture de l'ACC, était « financé par l'OTAN », nous apprend le rapport d'enquête, tandis que le SDRA 8, la branche du Gladio belge chargée des opérations spéciales, était à la charge du ministère de la Défense belge.²² La dernière réunion connue de l'ACC eut lieu à Bruxelles les 23 et 24 octobre 1990, sous la présidence du directeur du SGR, le général Raymond Van Calster, celui-là même qui sortit de ses gonds quand des journalistes l'interrogèrent au sujet du centre secret.²³

Michel Van Ussel, qui avait fait partie du Gladio belge sous le nom de Georges 923 dans les années 1980, expliqua dans un ouvrage paru en 1991 que l'ACC jouait avant tout un rôle de coordination. « Les activités qui nécessitaient une certaine coordination étaient discutées au sein de l'ACC. Il s'agissait notamment de l'utilisation des systèmes radio, des zones de parachutage des agents sur le terrain, des codes par lesquels ils devaient entrer en contact les uns avec les autres, du franchissement des frontières, etc... » Van Ussel détaillait également comment les services secrets militaires profitaient de l'ACC pour échanger des idées et débattre des opérations clandestines : « Pour ce qui est de la collecte de renseignements, des missions d'évasion et d'exfiltration et des opérations aériennes et maritimes, chaque pays membre de l'ACC suivait les mêmes procédures qui avaient été préalablement discutées et convenues par l'ensemble des participants. Cependant, chaque pays demeurait libre de mener d'autres "activités" qui n'étaient pas évoquées lors des réunions ou alors uniquement en petit comité entre les instructeurs. »²⁴

Le Sénat belge eut beaucoup de mal à établir la vérité concernant les centres secrets de l'OTAN. Lors de son audition, le général Raymond Van

Calster induisit délibérément les sénateurs en erreur en ne mentionnant pas l'existence au sein de l'appareil de renseignement militaire belge du SDRA 11, la vitrine officielle de l'ACC.²⁵ En outre, certains officiers de l'armée refusèrent purement et simplement de témoigner devant les parlementaires en prétextant avoir prêté le serment suivant : « Je jure solennellement de ne jamais divulguer ces informations en dehors de tout milieu protégé ou en présence de toute personne non autorisée et ce, même après avoir quitté mes fonctions au service de mon pays, à moins d'avoir été libéré de cette obligation par un ordre officiel, spécifique, exprès et catégorique ». Les sénateurs en prirent ombrage et inscrivirent dans leur rapport que leur enquête sur la guerre secrète menée par l'OTAN avait été « gravement entravée par l'obstruction des personnels militaires impliqués qui se sont réfugiés derrière leurs obligations de secret vis-à-vis de l'OTAN, lesquelles s'appliquaient également aux activités effectuées par eux dans le cadre du CPC ». ²⁶

La sénatrice Cécile Harnie du parti vert belge déplora par la suite que la commission d'enquête belge sur Gladio, dont elle était l'une des membres, ait été incapable de découvrir la vérité sur les tueries du Brabant et surtout d'établir clairement les implications de l'OTAN. Elle souligna à juste titre que les témoins invoquaient invariablement le secret de l'OTAN pour refuser de répondre aux questions relatives aux connexions existant entre les deux secrétariats internationaux des réseaux Gladio, l'ACC et le CPC, et le quartier général de l'Alliance en Europe, le SHAPE. Après la dissolution de la commission sénatoriale en octobre 1991, Cécile Harnie appela donc à ouvrir une enquête plus approfondie sur le rôle précis joué par l'OTAN. Les principaux organes de commandement de l'Alliance étant situés à Bruxelles, Mons et Casteau, la Belgique semblait le terrain le plus propice à une enquête approfondie sur les armées secrètes. Mais malgré cette position privilégiée, la requête de la sénatrice fut rejetée.²⁷

Au cours de leur enquête, les parlementaires belges découvrirent avec étonnement à quel point l'armée secrète, le SDRA 8, était soigneusement dissimulée au sein même des services secrets de l'armée (le SGR). Quand fut découverte l'existence du réseau clandestin, l'appareil du renseignement militaire belge se divisait en 5 départements dont le SDRA 8 qui employait près de la moitié des 300 personnes travaillant pour le SGR. Le SDRA avait été créé au début des années 1950 par le colonel Charlier, un ancien du SAS, les forces spéciales britanniques, et qui avait, au moment du scandale, le grade de lieutenant-colonel et occupait la fonction de chef d'État-major de l'armée belge. Le SDRA était lui-même composé de huit unités parmi lesquelles on retrouvait, aux côtés du réseau *stay-behind* top secret SDRA 8, la gendarmerie belge, sous le nom de code SDRA 6. Les sénateurs appri-

rent bien plus tard, que dans la plupart des pays, l'organisation paramilitaire clandestine était camouflée à l'intérieur même des services secrets militaires, à la manière des «poupées gigognes», dont chacune en renferme une autre plus petite, rendant ainsi impossible au Parlement l'exercice de son rôle constitutionnel consistant à superviser, contrôler et, au besoin, à mener l'enquête sur les agissements des services secrets.²⁸

Comme tous les autres réseaux *stay-behind* en Europe, le SDRA 8 était composé d'instructeurs et d'agents formés par ceux-ci. Il semble que le réseau ait compté jusqu'à dix instructeurs tandis que «le nombre total des agents s'élevait à 40. En règle générale, les instructeurs contactaient leurs agents deux fois par mois.»²⁹ Les conseillers auprès de la commission sénatoriale estimèrent qu'un effectif total de 50 membres était vraisemblablement bien en deçà de la vérité, mais, un grand nombre de documents essentiels ayant été détruits, il fut impossible de clarifier cette question. À l'instar des autres réseaux *stay-behind*, le SDRA 8 et la STC/Mob civile étaient organisés en cellules. En cas d'occupation, les instructeurs devaient quitter le pays alors que leurs agents étaient censés rester en territoire ennemi pour bâtir leurs propres réseaux : «Les agents étaient formés de telle manière qu'ils puissent à leur tour en recruter d'autres dans l'hypothèse d'une occupation du pays, afin de constituer un réseau dont ils prendraient la tête. La stratégie d'enrôlement obéissait à une structure pyramidale. De cette façon, le réseau pouvait se développer cinq fois.»³⁰

Au sein de la STC/Mob, chaque instructeur connaissait l'identité de ses propres agents, mais il ignorait celle de ceux placés sous les ordres des autres instructeurs ; quant aux agents, ils ne se connaissaient pas entre eux. Afin de garantir le plus haut niveau de confidentialité, les informations n'étaient divulguées qu'aux personnes strictement concernées et seul le directeur de la Sûreté, qui dépend du ministère de la Justice, connaissait les noms des instructeurs et des agents de la STC/Mob. M. Raes, qui occupa ce poste de 1977 à 1990, prétendit devant la commission sénatoriale avoir «oublié» le nom des agents tout en affirmant avoir étudié leur dossier pour des raisons de sécurité.³¹ Le ministre de la Justice Wathélet déclara que la STC/Mob comptait sept instructeurs en novembre 1990. «Chaque instructeur recrutait, formait et entraînait un maximum de 10 agents volontaires», précise le rapport de la commission qui confirme que la section comptait 45 agents à la fin de l'année 1990.³² Si ces affirmations sont exactes, cela porterait les effectifs de la branche STC/Mob du Gladio belge en novembre 1990 à seulement 7 instructeurs et 45 agents, soit un total de 52 membres.

Nous connaissons les missions du SDRA 8 et de la STC/Mob grâce à une lettre adressée aux Gladiateurs le 28 septembre 1991 et portant la

signature du Premier ministre Van Houtte, du ministre de la Justice Moyersoen et du ministre de la Défense De Greef. Le Premier ministre écrivait : «Je dois vous préciser la nature et l'esprit de la mission que vous a assignée le gouvernement. Celle-ci consiste principalement à coordonner les activités de résistance à l'ennemi sur le territoire national occupé.» Puis, quelques lignes plus bas : «En temps de paix, votre mission consiste à 1) étudier les conditions dans lesquelles pourrait se développer une résistance à l'ennemi ; 2) superviser la coordination des plans généraux conçus dans ce but ; 3) sélectionner les personnes (...) destinées à rester en Belgique afin de poursuivre votre travail sous votre autorité dans le cas d'une occupation ennemie (...) ; 4) vous tenir informés (...) de toutes les suggestions, dispositions et décisions prises aux niveaux national et international et relatives aux stratégies de défense en territoire occupé». Certains sénateurs s'inquiétèrent du fait que la mission du réseau, *stay-behind* inclut de réagir en fonction des décisions internationales car cela impliquait que l'OTAN et des puissances étrangères, parmi lesquelles les USA et le Royaume-Uni, ait pu exercer une certaine influence sur l'organisation belge. «Les chefs des deux services [SDRA 8 et STC/Mob] ont l'obligation», était-il spécifié dans la lettre, «pour tout ce qui concerne la préparation des résistances civile et militaire en territoire occupé, de vous tenir informés des plans qu'ils élaborent, des activités qu'ils entreprennent, des consignes qu'ils transmettent à leurs subordonnés ou de toutes les directives qu'ils reçoivent des autorités nationales et internationales».³³

S'en suivaient des indications sur les missions à mener en temps de guerre. Le SDRA 8 devait se charger de : «a) la collecte de renseignements pour l'armée ; b) le contre-espionnage ; c) les actions suivantes : sabotage d'objectifs militaires, collaboration avec des éléments des forces alliées [les forces spéciales], opérations paramilitaires, clandestines et de guérilla ; d) l'organisation des réseaux de liaison et d'évacuation». Quant à la STC/Mob, elle avait pour missions : «a) la récolte d'informations sur des sujets politiques, économiques et sociaux ; b) la liaison entre le gouvernement en exil et les réseaux de résistance civile dans le pays ; c) la guerre psychologique et notamment les activités de presse et de radio clandestines ; d) la désinformation visant à protéger les activités précédemment citées ; e) l'organisation des voies de liaison et d'évacuation nécessaires au succès des missions citées plus haut».³⁴

Afin d'être capable d'opérer indépendamment des forces régulières, l'armée secrète belge, comme tous les réseaux *stay-behind* du continent, disposait de caches d'armes secrètes réparties à travers tout le pays et renfermant des fusils, des munitions, des pièces d'or et des explosifs. En outre, comme ce fut le cas dans tous les pays de l'OTAN, elle fut équipée

vers le milieu des années 1980 de pas moins de 79 stations «*Harpoon*», achetées par le gouvernement pour un total de 155 millions de francs belges. En comparaisant devant les sénateurs, le ministre de la Justice belge M. Wathelet témoigna que l'OTAN avait elle-même suggéré que chacun des pays membres achète un tel matériel. «Compte tenu des risques de dysfonctionnement ou de repérage posés par les anciens systèmes, il fut décidé au sein de l'ACC de développer un nouveau modèle de transmetteur radio», expliqua Wathelet. «Le projet «*Harpoon*», dont il était souvent question à la Sûreté de l'État, fut alors confié à la firme allemande AEG Telefunken», suite à une décision de l'ACC, le centre de commandement de Gladio.³⁵

Les puissants transmetteurs *Harpoon* émettant en ondes courtes et à haute fréquence permettaient de communiquer à 6 000 km de distance sans avoir recours aux satellites, par rebond des ondes sur la ionosphère. Grâce à des systèmes d'encodage très sophistiqués, ils émettaient des messages quasi impossibles à décrypter.³⁶ Michel Van Ussel, qui fut un agent de la STC/Mob dans les années 1980, se souvint que «ces petites merveilles de technologie» constituaient «une véritable prouesse technique : sans exagérer, *Harpoon* est le système militaire de liaison radio de l'an 2000, il n'avait, lors de sa mise en service, aucun équivalent dans le monde». Les transmetteurs portatifs *Harpoon* ne pesaient que 8 kg, batteries comprises et se présentaient «dans une élégante mallette protégée par une combinaison chiffrée». Ils étaient capables de recevoir et de décoder aussi bien que d'encoder et d'envoyer des messages à grande vitesse et ce, sans la moindre intervention humaine. Pour la première fois depuis des décennies, les agents n'étaient plus obligés de recourir au morse ni même d'être présents sur les lieux pour transmettre leurs informations.³⁷

La commission d'enquête établit que les agents de la STC/Mob étaient entraînés en Belgique et qu'ils suivaient parfois «des formations à l'étranger». Le réseau *stay-behind* reposait en grande partie sur les contacts internationaux et ses agents étaient contraints de mener une double vie. «En ce qui me concerne, nous [mon instructeur radio et moi-même] nous rencontrions environ une fois par mois. La formation avait lieu chez moi, généralement le vendredi soir, une fois que les enfants étaient couchés», raconta Michel Van Ussel qui précisa que «certains agents n'osaient pas recevoir leur instructeur à leur domicile car leurs femmes ignoraient tout de leur double vie». Dans le cadre de manœuvres *stay-behind* internationales, les agents de la STC/Mob devaient, par exemple, établir un contact radio sécurisé avec le Gladio français.⁴⁰

Van Ussel relata dans son livre le jour où il fut recruté : «Un jour, un homme est venu chez moi pour me demander si j'accepterais une mission

confidentielle. Il m'a dit que c'était dans le cadre de l'OTAN. Comme j'étais toujours en mesure de refuser son offre, il n'est pas entré dans les détails. Il valait mieux ne pas trop en dire parce qu'il s'agissait de l'une des organisations les plus secrètes ayant jamais existé.» Van Ussel accepta finalement de devenir un soldat de l'ombre. «Nous avions une radio à notre disposition. Notre base était située près de Londres et il y en avait une deuxième dans les environs de Boston, aux États-Unis.»⁴¹ «En fait, c'est surtout par curiosité que j'ai accepté», analyse le Gladiateur, «entrer dans ce monde étrange, que l'on imagine peuplé de silhouettes en imperméable et fausse barbe». Selon lui, la plupart des Gladiateurs étaient avant tout curieux et aventuriers. «On était très loin», écrit-il dans son livre, «des grands idéaux d'honneur, de sens du devoir ou de patriotisme (...) que l'on a parfois prêtés aux membres et qui leur étaient en réalité totalement étrangers». Van Ussel a considéré que le meilleur moyen pour les combattants belges de tordre le cou aux théories de complots est de sortir de l'ombre et de donner leur propre version de l'histoire car «plus rien ne les empêche à présent de témoigner». ⁴²

L'ancien agent de la STC/Mob précise que l'identité des soldats de l'ombre était tenue secrète par la CIA et le MI6. «Comme dans les meilleurs romans d'espionnage, chaque agent du Gladio recevait un nom de code et un matricule. Ils étaient systématiquement utilisés, notamment à l'occasion des exercices.» Van Ussel avait lui-même reçu le nom de «Georges 923», tandis que d'autres se faisaient appeler «Charles», «Isabelle», «Pollux» ou encore «King-Kong». La véritable identité des agents n'était connue «que de deux ou trois personnes», explique Van Ussel alias Georges 923, parmi lesquels l'officier qui avait personnellement recruté le Gladiateur ainsi que celui qui le rencontrait à intervalles réguliers pour lui transmettre ses instructions.⁴³ Dans leurs quartiers généraux respectifs, la CIA et le MI6 conservaient un dossier sur chaque membre du réseau, «une sorte de curriculum vitae» où figuraient le véritable nom du Gladiateur, sa profession, son adresse, sa situation familiale et d'autres données personnelles «dont le jeu complet de ses empreintes digitales!». Le fichier comportait également les codes de cryptage utilisés spécifiquement par l'agent en question, les mots clés d'activation ainsi que la localisation exacte des caches d'armes qui lui étaient assignées. «Le fichier était lui-même crypté et une copie en était conservée dans chacun des pays où se trouvaient les bases radio», autrement dit au Royaume-Uni et aux USA. «Le patron du SDRA 8 s'y rendait régulièrement pour actualiser les dossiers.»⁴⁴ Van Ussel précise en outre que «Les Britanniques et les Américains étaient des correspondants privilégiés pour les communications radio car les bases étaient (et sont encore aujourd'hui) installées sur leurs territoires». ⁴⁵

La plupart des membres du SDRA 8 étaient recrutés parmi les parachutistes de l'armée belge. L'entraînement se déroulait au camp militaire de Meerdaal, la formation au maniement des explosifs au Polygone, à Brasschaat. Les agents enrôlés portaient l'uniforme durant leurs entraînements et les instructeurs belges étaient eux-mêmes formés en Grande-Bretagne ou en Belgique, par des instructeurs britanniques affectés sur place.⁴⁶ Afin de camoufler la véritable nature de leurs missions au sein du SGR, les services secrets militaires belges, les membres du SDRA 8 prétendaient s'exercer à différentes techniques de guerre conventionnelle. Il s'agissait principalement d'opérations sous-marines et de parachutisme.⁴⁷ Le SDRA 8 travaillait en étroite collaboration avec le SDRA 6, la gendarmerie belge. Le commandant en chef de la gendarmerie témoigna que jusqu'en 1990, l'hélicoptère Puma utilisé par ses services avait été régulièrement utilisé par le SDRA 8 pour l'entraînement aux opérations de parachutage dans l'obscurité totale.⁴⁸

Les agents *stay-behind* belges étaient eux-mêmes très peu informés de la dimension internationale de Gladio. Ils savaient seulement qu'ils faisaient partie d'une organisation européenne dont les bases étaient situées à Washington et Londres. Ils ignoraient tout de la structure globale de l'organisation.⁴⁹ À l'image de leurs homologues de toute l'Europe, les combattants clandestins belges étaient «viscéralement anticommunistes», comme le révéla l'enquête parlementaire.⁵⁰ Ils effectuaient des exercices en commun avec des officiers américains et britanniques et avec des Gladiateurs d'autres pays. Au fil des années, les agents du SDRA 8 prirent part à plusieurs manœuvres nationales et internationales, en Belgique et à l'étranger. Nous ignorons à combien d'exercices au total ces hommes participèrent puisque la commission d'enquête ne se vit remettre qu'une «liste incomplète» des informations demandées, ce qui l'amena à supposer que «les documents étaient souvent détruits une fois les manœuvres terminées». Les sénateurs purent toutefois confirmer que celles-ci étaient organisées «à raison de plusieurs par an».⁵¹

Étant donné que ces exercices devaient être effectués dans le plus grand secret, on fournissait aux agents des papiers d'identité spéciaux à présenter en cas d'interpellation. «Chaque participant recevait une carte d'exercice qu'il devait montrer en cas d'accident, afin de prouver qu'il prenait part à un entraînement officiel. Sur ces cartes figurait le numéro de téléphone du SDRA à contacter, lequel devait ensuite prévenir le chef du SDRA 8.»⁵² Ces missions d'entraînement consistaient en des simulations de collecte de renseignements, de franchissement de frontières et d'opérations d'évacuation. Dans le cadre de l'un de ces exercices, les agents du SDRA 8 devaient simuler l'observation de navires soviétiques

entrant et sortant des ports belges et transmettre les informations à leur quartier général. Des manœuvres internationales de ce type furent organisées durant toute la durée de la guerre froide. Elles comportaient également des opérations sous-marines en Corse que le SDRA 8 effectuait conjointement avec le réseau *stay-behind* français. De tels exercices eurent lieu jusqu'en 1990. En avril de cette année, le général Charlier, chef de l'État-major, informa le ministre de la Défense Guy Coëme qu'il venait d'ordonner de mettre un terme à une série de missions effectuées par le SDRA 8, «principalement les opérations sous-marines et les exercices effectués en Corse».⁵³ Mais les opérations du SDRA 8 à l'étranger ne se limitaient pas à la Méditerranée, comme les sénateurs furent étonnés de l'apprendre. À l'instar de leurs collègues portugais, les membres de l'armée secrète belge furent également actifs dans les colonies belges d'Afrique. «Il a été confirmé par un dirigeant du SDRA 8 que les instructeurs paramilitaires ont pris part à des opérations de l'armée belge au Zaïre dans les années 1970 (à Kisangani et Kitona) et au Rwanda», précise le rapport des parlementaires. «Ces interventions constituent une infraction flagrante aux règles établies, selon lesquelles, pour des raisons de confidentialité, les instructeurs et les agents ne devaient prendre part à aucune activité militaire ou sociale en temps de paix.»⁵⁴

Au cours de leurs missions internationales d'évasion et d'évacuation en Europe, les agents du SDRA 8 et leurs collègues du réseau Gladio faisaient passer des individus d'abri en abri selon des itinéraires secrets et parvenaient ainsi à leur faire franchir des frontières. «Souvent, ces exercices étaient organisés à l'échelle internationale et simulaient la récupération et l'exfiltration en un endroit précis d'un pilote abattu ou d'agents étrangers entrés dans le pays avec une mission spécifique (renseignement, sabotage).» Le système européen Gladio fonctionnait à merveille, comme le découvrirent avec étonnement les sénateurs belges : «Il convient d'apporter deux précisions au sujet de ces exercices. Premièrement, nous avons ici affaire à un réseau international capable de faire passer un individu de Norvège en Italie en toute clandestinité. Cela implique une très étroite collaboration et une stricte coordination au niveau international entre plusieurs services secrets», soulignèrent les sénateurs dans leur rapport. «Le deuxième fait marquant est la parfaite infrastructure technique dont disposait le réseau *stay-behind* : les personnes et les équipements étaient convoyés ou récupérés par voie terrestre, maritime ou parachutés. Leurs destinations étaient désignées à l'avance et contrôlées. Les personnes étaient abritées dans des bâtiments sécurisés.»⁵⁵

L'agent de la STC/Mob Van Ussel, alias Georges 923, se souvient que le terrain privilégié pour les opérations sous-marines était la Méditerranée,

sauté en parachute au-dessus de leur cible, ils gagnèrent leur destination où les attendait un agent du SDRA 8 qui devait leur servir de guide dans la région. Dissimulant leur présence à la population locale, les commandos américains et les soldats de l'ombre belge passèrent les 15 jours qui suivirent à se préparer en vue de leur mission : l'attaque de nuit de la caserne de Vielsalm, une ville du sud de la Belgique. Les Marines approchèrent furtivement de leur objectif et ouvrirent le feu. Un officier de police belge trouva la mort et un soldat américain perdit un œil dans l'opération.⁵⁹

Les sénateurs découvrirent que cette attaque avait été perpétrée dans le cadre d'un exercice baptisé Oesling. Des unités de l'armée belge menaient ce type d'opérations en collaboration avec des membres des forces spéciales américaines environ une fois par an. «La Commission a à plusieurs reprises cherché à savoir si le SDRA 8 ou ses instructeurs ont ou non pris part à ces exercices Oesling.» «Rappelons que c'est lors d'une de ces manœuvres, en 1984, que des armes ont été volées au commissariat de Vielsalm», précise le rapport d'enquête. Les membres du Gladio belge prétendirent tout d'abord n'avoir pas participé à ces fameux exercices. «Le dernier commandant du SDRA 8 a démenti toute implication de son service dans des exercices de ce type, cela n'entraînait pas dans le cadre de sa mission et le risque pour ses hommes aurait été trop important», indique le rapport. «Mais cette déclaration fut contredite par un ancien commandant du SDRA 11 et ancien patron des services secrets belges qui a confirmé que le réseau a pu prendre part aux exercices Oesling. Un autre responsable a témoigné que le réseau a participé à deux exercices de type Oesling.»⁶⁰

« Pendant des mois, les autorités civiles nous ont expliqué que l'attaque était l'œuvre de simples criminels ou de terroristes », se souvient le journaliste René Haquin. «C'était quelques mois avant que je reçoive un certain coup de téléphone. C'est ainsi que je me suis rendu en France où j'ai rencontré Lucien Dislaire qui m'a longuement expliqué sa version des faits. Il m'a dit qu'il avait participé à des manœuvres secrètes censées reproduire des opérations de résistance et d'appui à la résistance telles qu'elles s'étaient déroulées à la fin de la guerre.»⁶¹ Quand tout le réseau *stay-behind* européen fut mis au jour en 1990, le soldat Dislaire témoigna face caméra dans un documentaire consacré à Gladio qu'outre Vielsalm, d'autres exercices avaient également été effectués conjointement avec les forces spéciales américaines. «Je suis originaire du nord du Luxembourg», expliquait Dislaire. «En ce temps-là, j'étais directeur d'une banque en même temps qu'ex-parachutiste. Un jour, des gens sont venus chez moi et m'ont demandé de l'aide dans le cadre de manœuvres spéciales en coordination avec les forces spéciales américaines. Les commandos belges avaient reçu l'ordre de retrouver des parachutistes américains. Ils devaient

ensuite gagner leurs points de ralliement et prendre d'assaut des bâtiments de la gendarmerie. Je reçus le matériel et les armes nécessaires ainsi qu'un transmetteur radio pour coordonner le tout.»⁶²

René Haquin rappelait que l'opération de Vielsalm n'était qu'une parmi d'autres au cours desquelles les forces spéciales américaines avaient opéré clandestinement sur le sol belge. «Nous avons lu quelque chose sur l'attaque d'un camp militaire des Chasseurs Ardennais, ici en Belgique. J'y suis donc allé avec d'autres journalistes», racontait Haquin devant la caméra. «Ils avaient coupé les clôtures, pris d'assaut l'armurerie, blessé le garde et emporté avec eux une certaine quantité d'armes. Je suis parvenu à pénétrer sur les lieux grâce à quelqu'un que je connaissais là-bas. À l'intérieur, j'ai vu des militaires étrangers, des Américains notamment.»⁶³ Le Gladiateur belge Dislaire confirma au journaliste René Haquin que les forces spéciales américaines avaient été impliquées à plusieurs occasions dans des opérations clandestines en Belgique. «Il y avait eu du grabuge quelques jours avant» l'attaque de Vielsalm lui raconta-t-il. «Les Américains étaient allés trop loin. C'était des types d'une quarantaine d'années, des officiers, des durs à cuire. Ils ont vraiment dépassé les bornes. Ils avaient attaqué des baraquements auparavant. Ils avaient même lancé une grenade en direction des bureaux du ministère public.» Dislaire confia au journaliste que les méthodes violentes des commandos américains énervaient considérablement ceux en Belgique qui avaient connaissance de ces opérations clandestines : «Les autorités civiles ont réagi en déclarant que c'en était trop. C'est à ce moment-là qu'a été annulé le projet d'attaque de la caserne de Vielsalm. Nous avons appris le jour prévu pour l'assaut que l'opération était annulée.» Mais il était trop tard pour arrêter les forces spéciales. Dislaire raconta : «les Américains m'ont demandé de les conduire au camp où ils voulaient se tenir prêts à intervenir. Le lendemain matin, je suis allé à Namur avec ma femme. J'ai entendu à la radio que la caserne avait été attaquée à minuit. Je ne peux pas dire ce qui s'est réellement passé car j'étais reparti dès 20 h ce soir-là. Je n'étais pas censé rester.» Dislaire apprit ce qui s'était passé le matin suivant. «Le lendemain, le commandant de la caserne de Vielsalm m'a appelé et m'a informé de l'opération. Il m'a dit de prévenir les commandos belges que le garde n'était pas mort, qu'il était à l'hôpital, grièvement blessé.»⁶⁴ Il mourut peu après.

Après chacune de ces opérations menées au cours des années 1980, les autorités belges détruisaient soigneusement tous les indices pour éviter que naissent des soupçons. L'armée *stay-behind* belge demeura secrète et seules quelques attaques furent officiellement confirmées. «Les autorités américaines et belges interrogées finirent par admettre au bout de

plusieurs mois que des manœuvres avaient bel et bien été organisées et qu'il y avait bien eu quelques attaques», expliquait René Haquin. «Je me souviens, par exemple, de l'attaque d'un dépôt de carburant de l'armée à Bastogne. Ou encore de l'assaut d'un commissariat à Neufchâteau. Les militaires admettaient peu à peu la réalité de ces attaques.» Mais les détails sur l'opération de Vielsalm ne furent pas divulgués. «Leur dernière version de l'incident de Vielsalm était qu'un assaut avait été planifié mais qu'il avait été annulé au dernier moment», rappelait le journaliste qui soulignait également que les armes dérobées avaient été placées entre les mains d'un obscur groupe d'activistes de gauche dans le but de faire croire à la culpabilité des communistes : «Certaines des armes volées à Vielsalm furent retrouvées dans un appartement appartenant aux CCC, les Cellules Communistes Combattantes». ⁶⁵

Pourquoi de telles opérations ont-elles été montées ? Et comment les armes volées par les forces spéciales américaines à Vielsalm ont-elles atterri dans un squat bruxellois servant de repaire à un groupe communiste belge ? «L'objectif de cet exercice était double : mettre la Police belge en alerte et donner l'impression à la population que le calme et prospère Royaume de Belgique était sous la menace d'une révolution rouge», écrivit le journaliste britannique Hugh O'Shaughnessy dans un article consacré à Gladio. ⁶⁶ Les communistes belges, tout comme leurs camarades italiens, furent discrédités par ces opérations sous fausse bannière menées conjointement par les forces spéciales américaines et le réseau *stay-behind* belge. Cette thèse fut confirmée lorsque l'on découvrit que le groupuscule terroriste soi-disant communiste incriminé, les CCC, n'était en réalité qu'une création de l'extrême droite. D'octobre 1984 à l'automne 1985, les CCC furent responsables de pas moins de 27 attentats. Le groupe, dirigé par Pierre Carette, visait par des attaques minutieusement préparées les symboles du capitalisme dont des installations américaines liées à l'OTAN, des banques et des bâtiments militaires. Le 17 décembre 1985, les leaders furent arrêtés et le groupe démantelé au cours du plus important déploiement de forces policières et militaires que connut la Belgique depuis l'arrestation des nazis à la fin de la seconde guerre mondiale. Les communistes tombèrent en discrédit jusqu'à ce que des journalistes découvrent que le réseau terroriste bâti par Pierre Carette au début des années 1980 était en fait composé d'agents proches de l'extrême droite. Le bras droit de Carette, Marc de Laever, rejoignit d'ailleurs par la suite un mouvement néo-nazi allemand. ⁶⁷

«Il y a eu en Belgique toute une série d'événements non élucidés : vers le milieu des années 1980, un groupe armé a commis de nombreux meurtres dont nous ne savons toujours rien», rappela le ministre de la

Défense Guy Coëme fin 1990 pour tenter d'établir un lien entre l'armée secrète *stay-behind* belge et les actes terroristes dont avait été victime la Belgique. ⁶⁸ «J'ai demandé au chef des armées, le général José Charlier, s'il existait ou non une organisation de type Gladio en Belgique», expliqua Coëme lors de sa première allocution à la télévision belge le 7 novembre 1990 devant des téléspectateurs médusés par les révélations sur le réseau *stay-behind* européen. Il maintint qu'en dépit de sa position de ministre de la Défense, il n'avait jamais eu connaissance de l'existence de l'armée secrète. «En outre, je souhaite savoir s'il existe un lien entre les activités de ce réseau secret et la vague de crimes et de terrorisme qu'a enduré notre pays aux cours des années passées.» ⁶⁹

Le ministre de la Défense faisait référence aux tristement célèbres tueries du Brabant, une série d'attentats terroristes aussi inexplicables que sanglants qui firent 28 morts et de nombreux blessés dans la région de Bruxelles entre 1983 et 1985. Ces tueries avaient provoqué un vif émoi parmi la population et demeurent l'épisode le plus tragique de l'histoire récente du pays. Elles figurent d'ailleurs parmi les actes terroristes les plus violents qu'ait connus l'Europe occidentale dans la deuxième moitié du XX^e siècle. Ces «tueries du Brabant» désignent en réalité une série de 16 attaques à main armée commises dans les environs de la province belge. La première eut lieu le 14 août 1982 dans une épicerie de Maubeuge, dans le nord de la France. La dernière fut perpétrée le 9 novembre 1985 dans un supermarché Delhaize, à Aalst, une ville de Flandre orientale. Les 14 autres attentats, tous commis dans le Brabant, prirent deux fois pour cible un restaurant, une fois un chauffeur de taxi, une bijouterie, une usine textile, une épicerie et à cinq reprises un supermarché de l'enseigne Delhaize, chaque fois dans une ville différente. La police avait observé qu'à chaque occasion, les coupables n'avaient emporté qu'un butin dérisoire, rarement plus de 8 000 euros, et avaient en revanche fait preuve d'une violence extrême et d'un grand professionnalisme. ⁷⁰

Les tueries du Brabant visaient à instaurer un climat de terreur parmi la population belge. Elles y parvinrent, comme le prouva l'attaque du supermarché Delhaize, à Alost le 9 novembre 1985. Date importante dans le calendrier chrétien, le 9 novembre est le jour de la Saint Martin, le Père Noël local, à la veille duquel les enfants déposent devant la maison des carottes destinées aux chevaux du Saint avant d'aller se coucher en rêvant à leurs cadeaux. Le lendemain est traditionnellement un jour d'affluence. Ce samedi-là les gens se ruèrent chez Delhaize pour effectuer leurs achats de dernière minute. Les faits qui se produisirent ont pu être reconstitués grâce aux témoignages des personnes présentes. Trois hommes armés et portant des cagoules sortirent d'une Volkswagen GTI garée devant le magasin. Le

plus grand des trois, qui était équipé d'un fusil à pompe, tua à bout portant et de sang-froid deux clients du supermarché. Une fois parvenu au niveau des caisses, il commença à tirer au hasard sur toutes les personnes présentes. «J'ai vu trois hommes masqués surgir de derrière. Un homme a dit à son fils "Couche-toi! Les voilà!"», raconta un témoin anonyme au cours d'un documentaire sur Gladio diffusé sur la BBC. «Un automobiliste témoin de la scène qui tentait de s'enfuir fut pris pour cible, sa voiture reçut 7 ou 8 projectiles et une balle l'effleura juste derrière l'oreille.» La panique régnait. «Une femme dont le visage était couvert de sang hurlait quelque chose à son enfant. Je ne sais pas exactement quoi.»⁷¹ Les allées du supermarché n'offraient aux clients terrifiés que peu de possibilités pour se cacher ou se mettre à l'abri des tireurs. Dans la fusillade qui s'en suivit, 8 personnes trouvèrent la mort, dont plusieurs membres d'une même famille, et 7 autres furent blessés. Un couple ainsi que leur fille âgée de 14 ans furent achevés de sang-froid devant les caisses. Un autre père de famille et sa fille de neuf ans furent abattus alors qu'ils tentaient de prendre la fuite en voiture. Le butin de l'opération s'élevait à quelques milliers d'euros qui furent retrouvés plus tard dans un sac ouvert dont les malfaiteurs s'étaient débarrassés dans un canal. Les tueurs s'évanouirent dans la nature et n'ont, à ce jour, toujours pas été jugés, ni arrêtés, ni même identifiés. On ignore encore aujourd'hui qui se cache derrière ces attentats que l'on a aujourd'hui coutume d'appeler «tueries du Brabant».⁷²

Suite à ces meurtres, le ministre de la Justice Jean Gol s'exprima à la télévision pour promettre plus de sécurité à une population terrifiée. Ces actes de terrorisme répétés provoquèrent la panique dans toute la Belgique. Les policiers en faction à proximité des supermarchés reçurent le renfort de parachutistes et de Jeeps équipées de pièces d'artillerie légère. Témoins et experts s'accordaient à reconnaître que ces tueries n'étaient pas l'œuvre de simples criminels mais bien des opérations sanglantes menées par des professionnels aguerris. Seul cela pouvait expliquer le calme et la détermination avec lesquels ils avaient contrôlé la situation et fait usage de leurs armes ainsi que l'assurance avec laquelle ils s'enfuirent dans leur Volkswagen, au nez et à la barbe des policiers belges. Agissant toujours avec un nombre réduit de complices, le plus grand des suspects, qui fut impliqué dans la tuerie d'Alost, et que les témoins et la presse baptisèrent «le géant» reparut lors de plusieurs attaques à main armée, donnant des ordres à ses hommes et faisant usage de son fusil SPAS 12 de fabrication italienne. La violence extrême était la marque de fabrique de ces hommes. Lors d'une fusillade qui eut lieu le 30 septembre 1982, un policier blessé gisait sur le trottoir détrempé. Il fut mis à mort de sang-froid, à bout portant. Au cours de l'attaque d'une épicerie à Nivelles,

le 3 mars 1983, les tireurs, au lieu de fuir après avoir assassiné un couple et déclenché l'alarme, décidèrent d'attendre l'arrivée des forces de police, lesquelles se jetèrent dans le piège tendu.

«Existe-t-il des liens entre ce réseau, les actes de terrorisme et de grand banditisme observés en Belgique au cours de ces dix dernières années?», telle est la question à laquelle fut chargée de répondre la commission d'enquête sur Gladio nommée par le Parlement belge. Malgré leur remarquable travail, les sénateurs ne furent pas en mesure de répondre à cette question cruciale. Ce regrettable échec s'explique en grande partie par le manque de coopération du SDRA 8 et de la STC/Mob qui refusèrent de divulguer l'identité de leurs agents. «La Commission n'a découvert aucun élément permettant de conclure à l'existence de liens quels qu'ils soient entre le réseau et les actes de terrorisme et de grand banditisme», conclut le rapport des parlementaires. «Le refus des responsables du SDRA 8 et de la STC/Mob de révéler aux juges en charge du dossier l'identité de tous leurs agents civils a rendu impossible le fait de procéder aux vérifications qui auraient probablement permis d'éliminer les doutes subsistant.»⁷³ De même, le groupe de magistrats chargés de conseiller la commission sénatoriale ne parvint pas à prouver l'existence de liens entre le réseau *stay-behind* belge et les tueries du Brabant. «Les juges ne disposent pour l'heure [en 1991] d'aucun élément permettant d'envisager que des membres du SDRA 8 et de la STC/Mob aient pu jouer un rôle dans les actes criminels qui ont tant ému l'opinion publique.» À l'instar des sénateurs, les magistrats ne purent obtenir de résultats concluants : «Les juges regrettent de ne pas être en mesure de répondre à cette question avec plus de certitude : le silence qui a été maintenu sur l'identité des agents ne permet pas aux juges de procéder aux vérifications nécessaires pour établir toute la vérité».⁷⁴

Si l'armée secrète n'a rien à cacher, elle doit donc accepter de révéler l'identité de ses membres, raisonnait la presse belge tandis que les sénateurs faisaient face à des obstructions constantes. Cependant les deux chefs du Gladio au sein de l'exécutif belge, M. Raes, le tout-puissant directeur de la Sûreté de l'État de 1977 à 1990 et du fait même responsable de la STC/Mob, et le lieutenant-colonel Bernard Legrand, le patron des services secrets militaires et donc du SDRA 8, refusèrent purement et simplement et à plusieurs reprises de fournir la liste de leurs agents. Le refus catégorique de l'exécutif de répondre aux questions du législateur et de la Justice souleva une vague de protestation dans la démocratie belge. Raes et Legrand n'avaient aucun droit légal de refuser de coopérer puisque leurs supérieurs hiérarchiques respectifs, le ministre de la Justice Wathélet et le ministre de la Défense Coëme avaient explicitement ordonné à leurs

subordonnés de collaborer à l'enquête sur le réseau *stay-behind* et de fournir la liste de leurs effectifs. Mais ils ne furent pas obéis.

L'affaire des tueries du Brabant étant l'un des épisodes les plus sensibles de l'histoire de la guerre secrète en Belgique, la commission sénatoriale était convenue avec les ministres de la Défense et de la Justice que les noms des individus ayant fait ou faisant partie du réseau *stay-behind* ne seraient communiqués qu'aux trois magistrats en charge du dossier, qui à leur tour en garantiraient la confidentialité. Les trois juges s'engageaient à ne divulguer que l'identité des personnes éventuellement impliquées dans les exactions commises au cours des années 1980.⁷⁵ Ainsi, la discrétion était assurée à moins que ne soit établie l'implication de soldats *stay-behind* dans les tueries du Brabant. La proposition semblait honnête. Toutefois, Raes et Legrand persistèrent, ils ne donneraient jamais aucun nom. On tenta ensuite de trouver un compromis : à défaut des noms, que les juges puissent au moins disposer des dates de naissance des membres du réseau afin qu'ils puissent les comparer avec celles des individus suspectés dans l'affaire des tueries du Brabant. Mais ils essayèrent un nouveau refus.

«Quoi qu'en dise le ministre, il subsiste de très bons motifs de ne pas révéler l'identité des soldats clandestins. Pour différentes raisons, sociales et familiales notamment, les clandestins comptent sur la promesse qui leur a été faite», expliqua le commandant Legrand. «Je resterai inflexible. Je ne donnerai pas le nom des combattants clandestins, à moins que l'on puisse fournir des preuves», insista-t-il en sachant pertinemment que, sans les noms aucune preuve ne pourrait être établie. «C'est une organisation honorable. Je ne comprends pas pourquoi on fait si grand cas de cette affaire», se plaignit-il. «Quand je lis les journaux, j'ai du mal à croire que l'on puisse prêter autant d'intérêt à des questions de ce genre alors qu'il y a tant de problèmes plus importants.»⁷⁶ Les sénateurs et les magistrats s'obstinèrent encore pendant trois mois. La situation tournait au bras de fer. Mais au bout du compte, c'est Raes et Legrand qui remportèrent la partie. Les noms ne furent pas révélés et le 28 mars 1991 *Le Soir*, le principal quotidien belge fit paraître de manière codée le message suivant : «“Donnez-nous les noms!” “Jamais!” répondent les “Gladiateurs”. L'heure du choc a sonné. Ici Bruxelles. Chers amis de l'Opération *Stay-Behind*, la Section 8 vous assure de sa très haute estime et vous remercie de votre dévouement à votre pays. Ils garantissent qu'il s'agit de pressions et de menaces en l'air et que les engagements seront honorés. Adolphe va bien!»⁷⁷

La commission d'enquête sur Gladio était humiliée. Les sénateurs purent seulement établir que l'article paru dans *Le Soir* avait été imprimé sur ordre de Legrand et que cela pouvait être «considéré comme une

forme de résistance collective aux tentatives de la Commission d'obtenir les noms».⁷⁸ La phrase «Adolphe va bien!» servait à indiquer que le message émanait réellement des plus hautes autorités du réseau *stay-behind*. L'affaire contraignit Raes et Legrand à la démission et mit définitivement un terme à leur carrière dans l'administration belge. Le 23 novembre 1990, le gouvernement décida de démanteler son armée secrète et de mettre un point final à toute collaboration avec des organisations analogues à l'étranger. Le plus dur à admettre pour les sénateurs belges, c'est que la CIA et le MI6 qui, en leur qualité de commandants des réseaux *stay-behind* européens, étaient également en possession des registres contenant l'identité des Gladiateurs belges, refusèrent aussi de collaborer et ce, en dépit des lourds soupçons qui pesaient dans l'affaire des tueries du Brabant. La commission établit que «les noms des agents étaient contenus dans des enveloppes scellées, conservées dans des casiers à Washington et Londres par leurs services secrets respectifs».⁷⁹

Alors que la presse belge concluait que les services de renseignement britanniques et américains étaient responsables du mystère qui continuait d'entourer les tueries du Brabant, le ministère de la Justice demanda en 1996 aux professeurs Fijnaut et Verstraeten de l'université de Louvain d'enquêter sur les raisons expliquant que le secret n'ait pu être levé en Belgique. Cependant, les universitaires renoncèrent après seulement deux mois d'enquête, invoquant un sérieux manque de coopération de la part des institutions gouvernementales qui les auraient empêchés de poursuivre leur travail.⁸⁰ Sur quoi fut nommée une nouvelle commission parlementaire chargée de découvrir pourquoi la démocratie belge était incapable d'établir la vérité sur les tueries du Brabant. En octobre 1997, celle-ci remit un rapport accablant de 90 pages. Égrenant une suite d'exemples d'incompétence avérée observés au cours des investigations menées immédiatement après les attentats dans les années 1980, le rapport accusait la police belge d'avoir conduit une enquête désorganisée et inefficace au cours de laquelle certains documents avaient été perdus ou détruits, certaines pistes négligées et certaines informations non communiquées aux autres services collaborant à l'enquête.⁸¹

Le chercheur Allan Francovich apporta un éclairage nouveau sur les tueries du Brabant en suivant la thèse d'une collaboration entre certaines cellules de l'armée secrète belge et l'organisation d'extrême droite Westland New Post (WNP). Déjà en 1988, le journaliste d'investigation John Palmer avait souligné que certains indices dans l'affaire des tueries du Brabant désignaient «clairement l'extrême droite, et notamment un groupuscule néo-nazi baptisé Westland New Post».⁸² En 1974 avait été fondé en Belgique le très à droite Front de la Jeunesse (FJ). Cinq ans plus

tard, le FJ s'était doté d'un bras armé : le WNP. «Né en 1974, le Front de la Jeunesse a existé jusque dans les années 1980. Il se situait tantôt dans le militantisme politique tantôt dans l'activisme», expliquait son chef Francis Dossogne dans le documentaire de Francovich. L'homme confirmait qu'il s'agissait bien d'un groupe «d'extrême droite» tout en ajoutant que c'était «essentiellement un mouvement de jeunes et de militants». ⁸³ Dossogne admettait également que le FJ avait régulièrement eu recours à la violence : «Le Front de la Jeunesse menait des actions de subversion. Il remettait beaucoup de choses en question, tout ce qui était bien établi. Le Front était tellement subversif qu'ils ont voulu le dissoudre.» Effectuant leurs entraînements paramilitaires de plus en plus ouvertement, les membres du FJ firent rapidement l'objet de critiques. «Le Front a été condamné à cause de ses camps. En fait, on ne faisait rien de plus que les scouts. Certaines compagnies vont beaucoup plus loin dans leurs entraînements intensifs.» ⁸⁴

Dossogne fit une révélation particulièrement intéressante au cours de cet entretien : il avoua que les membres du FJ avaient fondé une branche d'activistes composée presque exclusivement de membres de la gendarmerie belge. Sous le nom de SDRA 6, la gendarmerie était elle aussi affiliée aux services secrets militaires SGR, lequel dirigeait également le réseau *stay-behind*, ou SDRA 8. Cette nouvelle branche du Front fut tout d'abord baptisée «G» pour gendarmerie avant de devenir le WNP. «Le Groupe G était une section du Front de la Jeunesse au sein de la gendarmerie. En tant que gendarmes, ils ne voulaient pas se mélanger aux autres et risquer d'être impliqués lors de manifestations, etc...», expliqua Dossogne. Le Gendarme Martial Lekeu joua un rôle déterminant au sein du Groupe G puis plus tard au WNP. «Lekeu faisait partie du Groupe G, il en a été l'un des premiers membres», rappela Dossogne face à la caméra. «Il était si impliqué dans le groupe qu'il a par la suite informé le commandant en chef de la gendarmerie de son existence.» ⁸⁵

Lekeu servit dans la gendarmerie Belge entre 1972 et 1984, après quoi il quitta le pays pour la Floride. Dans le documentaire consacré au Gladio, il faisait état dans un anglais approximatif de l'implication de certains éléments des services secrets militaires et de l'appareil sécuritaire belges dans les tueries du Brabant : «Mon nom est Martial Lekeu, je faisais partie de la gendarmerie belge. J'ai quitté la Belgique en août 1984 après que mes enfants aient reçu des menaces de morts sérieuses. Au début du mois de décembre 1983, je me suis rendu personnellement à la BSR [Brigade Spéciale des Recherches, une branche de la gendarmerie] de Wavre qui enquêtait sur les tueries [du Brabant].» Lekeu avait découvert que les attaques impliquaient certains groupes au sein même de l'appareil

sécuritaire. «Je m'étonnais qu'il n'y ait pas eu d'arrestation et je sais que j'ai moi-même signalé ce qui se passait – on ne traitait pas à la légère des tueries de ce genre – commettre des meurtres au hasard ou aller dans un supermarché pour y tuer des gens, et même des enfants. Je crois qu'ils ont tué une trentaine de personnes. J'ai donc dit à un homme [de la BSR] que j'ai rencontré : “Est-ce que vous réalisez que des membres de la gendarmerie et de l'armée sont mêlés à tout ça?” Sa réponse a été : “Taisez-vous ! Vous êtes au courant, on est au courant. Occupez-vous de vos affaires. Et maintenant allez vous-en !” Ils disaient que la démocratie foutait le camp, que la gauche était au pouvoir, les socialistes et tout ça et qu'ils voulaient encore plus de pouvoir.» ⁸⁶

Un rapport d'enquête parlementaire belge sur les tueries du Brabant publié en 1990, quelques mois seulement avant que ne soit révélée l'existence de l'armée secrète belge vint confirmer cette version. «Selon ce rapport, les meurtriers étaient ou avaient été membres des forces de sécurité – des militants d'extrême droite adeptes des politiques sécuritaires qui préparaient un coup d'État.» «On pense à présent», put-on lire dans la presse britannique suite à la publication du rapport, «que les tueries du Brabant faisaient partie d'une vaste conspiration visant à déstabiliser le régime démocratique belge, peut-être pour préparer le terrain en vue d'un coup d'État de l'extrême droite.» ⁸⁷ «La politique terroriste a été suivie par des paramilitaires et des gens appartenant à l'appareil sécuritaire ou liés à l'appareil d'État par une collaboration ou une certaine proximité», observa le terroriste Vincenzo Vinciguerra, résumant ainsi l'aspect le plus délicat de l'histoire des armées *stay-behind*. Dans toute l'Europe occidentale, des organisations d'extrême droite «étaient mobilisées pour le combat dans le cadre d'une stratégie anticommuniste émanant, non pas de groupuscules gravitant dans les sphères du pouvoir mais bel et bien du pouvoir lui-même, et s'inscrivant notamment dans le cadre des relations de l'État avec l'Alliance Atlantique.» ⁸⁸ Suivant cette piste, député Hugo Van Dienderen du parti Agalev tenta d'en savoir plus sur les opérations clandestines menées en Belgique en contactant l'OTAN. Deux ans avant que n'éclate l'affaire Gladio, il demanda par écrit à l'Alliance si celle-ci disposait d'une «Commission de Sécurité» secrète. L'OTAN lui demanda d'abord pourquoi il posait une telle question puis refusa de lui transmettre des informations spécifiques sur ce sujet. ⁸⁹

Les soupçons quant à une protection spéciale de l'OTAN dont aurait bénéficié le WNP grandirent lorsque, en octobre 1990, sept membres de l'organisation d'extrême droite accusés d'avoir volé des centaines de documents appartenant à l'OTAN et à l'armée belge au début des années 1980 furent mystérieusement relaxés par la plus haute cour martiale de

Belgique et ce, en dépit du fait que les documents en question aient été retrouvés dans les bureaux du WNP et que les membres de l'organisation aient confirmé que ceux-ci leur appartenaient bien. Dans le même temps, les accusés nièrent catégoriquement avoir volé les documents. « On a seulement obéi aux autorités ! », se défendit l'activiste du WNP Michel Libert, qui souligna qu'en s'emparant des dossiers, il avait agi par patriotisme et avec l'autorisation de ses supérieurs de l'OTAN. Son collègue Frédéric Saucez protesta : « Si j'ai volé des télex de l'OTAN, c'était sur ordre de la Sûreté de l'État ». L'État, comme l'avait annoncé à juste titre Vinciguerra, s'avéra incapable de sanctionner ses propres fautes. Dans un premier temps, le procès traîna en longueur, les accusés multipliant les pourvois en appel auprès des juridictions supérieures jusqu'à ce que, en octobre 1990, la plus haute instance juridique militaire, le Conseil de Guerre, décide que les faits s'étaient produits depuis trop longtemps pour qu'une sentence puisse être prononcée contre les 7 prévenus. La Cour ajouta que la gravité du crime était atténuée par le fait qu'il avait été perpétré aux temps où la guerre froide était « plus qu'une simple expression ». Les 7 membres du WNP furent sommés de rendre les documents volés au ministère de la Justice et quittèrent le tribunal, libres.⁹⁰

L'un des prévenus, le militant d'extrême droite Michel Libert, membre du WNP de 1978 jusqu'aux années 1980, confirma par la suite dans un documentaire consacré au Gladio, qu'il avait bénéficié de la protection de hauts gradés lors de ces opérations. « Les membres les plus aptes », expliquait-il fièrement devant la caméra, « peuvent constituer une branche d'action ». Le chef du WNP Paul Latinus avait donné des instructions pour des opérations clandestines. « Chaque fois qu'une opération devait être exécutée, c'est à Latinus qu'on confiait le boulot. Pour nous permettre de les mener à bien, il lui fallait un soutien en cas de problème. » Il était indispensable d'être protégé en haut lieu. « Vous ne pouviez pas envoyer des jeunes recrues sur le terrain. Ils se seraient retrouvés en moins de deux avec une balle entre les deux yeux. Il y avait toujours des risques. Ils pouvaient être arrêtés par la police locale au premier contrôle d'identité. La police débarque toujours comme un cheveu sur la soupe. On ne peut pas dire : "On est là pour telle ou telle mission." "Et vous faites quoi ?" "On ne peut rien dire." Et alors clic, les menottes et tout est fini. »⁹¹

Libert entendait-il confirmer que le WNP et les forces de l'ordre belges avaient été impliqués dans les tueries du Brabant ? Celles-ci constituaient-elles l'une de leurs « missions » ? interrogea Allan Francovich, le réalisateur du documentaire. « On recevait des ordres. On peut remonter à, disons, 1982. De 1982 à 1985 », répondit Libert en faisant référence à la période où se déroulèrent les attaques. « Il y avait des projets. » Des projets

particulièrement secrets, reconnut-il. D'après son propre témoignage, il s'était entendu dire : « Vous, M. Libert, ne savez rien des raisons qui nous poussent à faire cela. Rien du tout. Tout ce que nous demandons c'est que votre groupe, avec le soutien de la gendarmerie et de la Sûreté, effectue un travail. La cible : les supermarchés. Où sont-ils situés ? De quel genre de systèmes de sécurité sont-ils équipés ? Quel type de protection est susceptible d'interférer dans nos opérations ? Est-ce le gérant lui-même qui ferme à clef les accès ? Ou bien font-ils appel à une entreprise de gardiennage ? » L'opération était top secrète et Libert suivit les instructions à la lettre : « Nous avons exécuté les ordres et envoyé nos rapports : Horaires d'ouverture et de fermeture. Toutes les informations que vous pouvez demander sur un supermarché. Dans quel but ? Ce n'était qu'une mission parmi des centaines d'autres. Quelque chose qui devait être fait. Mais l'utilisation qui en serait faite, c'est là la grande question. »⁹²

« Si le but était de semer la terreur », observa Davison, un journaliste, « les tueurs ont choisi les cibles parfaites : des femmes, des enfants et des personnes âgées abattues d'une balle alors qu'ils promènent leur chariot dans les allées du supermarché du coin ». ⁹³ Dans la chaîne de commandement, l'extrémiste Michel Libert était le dernier maillon. Il recevait ses ordres du commandant du WNP Paul Latinus. « Il est clair que Latinus est l'une des pièces les plus intéressantes de ce puzzle si l'on cherche à percer les mystères politico-juridiques des années 1980 », écrivit un journaliste du magazine belge *Avancées* qui avait compilé une véritable somme sur les années de terreur en Belgique. Il était, concluait ce journaliste, le lien « entre l'extrême droite, la droite classique et les services secrets belges et étrangers ». ⁹⁴

Paul Latinus comptait parmi les terroristes d'extrême droite les plus notoires d'Europe. D'après son propre témoignage, il était, entre autres, payé par les services secrets du Pentagone, la DIA (Defence Intelligence Agency). Cet homme qui fut ingénieur en sciences nucléaires et informateur de la Sûreté Belge, avait été recruté par la DIA en 1967, à l'âge de 17 ans. Il avait ensuite été formé par l'OTAN. Le journaliste belge René Haquin, qui lui a consacré un ouvrage, rappelle que « lors d'une enquête judiciaire dans laquelle il était impliqué, Latinus mentionna le nom d'une agence étrangère : la DIA, l'équivalent militaire de la CIA ». ⁹⁵ Dans les années 1970, il devint membre du BROCC, le club des officiers de réserve du Brabant, une organisation militaire conservatrice fondée en 1975 et obsédée par le « péril rouge ». En 1978, Latinus rejoignit le Front de la Jeunesse au sein duquel il créa un département des opérations spéciales, le WNP. Jouissant d'un excellent réseau de contacts, il poursuivit dans le même temps une carrière au gouvernement où il fut l'assistant du

conseiller du ministre du Travail et siégea dans plusieurs commissions. Lorsqu'en janvier 1991, le magazine de gauche *Pour* révéla le parcours de militant d'extrême droite de Latinus, celui-ci dut se démettre de ses fonctions officielles et rejoignit le Chili de Pinochet. Mais au bout de deux mois d'exil à peine, il fit jouer ses relations et revint en Belgique au moment précis où débutaient les tueries du Brabant. Il reprit le commandement du WNP et, entre autres activités, collabora avec la Sûreté de l'État dans la lutte anticomuniste en fournissant au ministère de la Justice des informations sur des personnalités de la gauche belge.⁹⁶

«Latinus avait rejoint le Front de la Jeunesse avec une mission précise», rappelle Jean-Claude Garot, rédacteur en chef du magazine *Pour* : «enseigner aux membres de l'organisation à mener des attaques violentes, des attaques contre des cafés tenus par des immigrants arabes, à organiser des camps d'entraînement militaires et à effectuer des missions de surveillance».⁹⁷ En enquêtant sur l'extrême droite belge, Garot avait suivi la trace de Latinus jusqu'aux camps d'entraînement aux opérations spéciales du WNP. «Parmi les membres des groupes paramilitaires qu'ils formaient et entraînaient pour leurs interventions figuraient des éléments de l'extrême droite, d'anciens commandos parachutistes, d'anciens militaires (gendarmes), et des militants de droite», c'est ce que découvrit le journaliste bien avant que ne soit révélée l'existence des armées secrètes en 1990. «Ce genre d'exercices incluait l'utilisation d'armes à feu et de grenades. Cela fait du bruit et attire l'attention. Nous savions qu'un tel camp existait. Nous avions des informations à ce sujet et nous avons donc embarqué le matériel nécessaire afin de photographier une partie de ces activités.»⁹⁸ Le camp était situé dans les Ardennes et les instructeurs de différents services secrets étaient présents lors des séances d'entraînement. «Ces hommes formaient au recrutement, à la surveillance et au maniement des armes. "Robert" enseignait l'utilisation des explosifs, des armes, le tir et comment tuer un homme sans laisser de traces.»⁹⁹

Quand Garot publia ses découvertes, certains services s'alarmèrent et tentèrent d'étouffer l'affaire. «Avec quelques amis de la radio et de la télévision, nous avons interrogé le général Beaurir. Il était alors à la tête de la gendarmerie», se souvient Garot. «Au cours de l'entretien, il a dit : "Tout cela ne s'est jamais produit." Le même jour, le juge d'instruction est intervenu. Mais où ? Ici même [dans le bureau du journaliste]. Ils ont perquisitionné les locaux et ont déclaré : "Jean-Claude Garot a menti. Il a falsifié les uniformes, les photos et les armes, tout cela n'est qu'une mascarade"».¹⁰⁰ Par la suite, il fut avéré que Garot avait découvert la branche d'extrême droite du réseau *stay-behind* belge, le SDRA 8 qui comptait dans ses rangs des activistes du WNP. Paul Latinus assurait le

commandement du groupe d'intervention terroriste. Au cours d'une interview qu'il accorda à Haquin, il confirma avoir fait partie d'un réseau anticomuniste clandestin. «Latinus avait été chargé de constituer un groupe, une armée sur le modèle de la SS», expliqua le journaliste. «Ils disposaient d'un service secret, un service de sécurité au sein du groupe. Chaque membre avait un deuxième nom, un nom de code, généralement en allemand. Les membres ne se connaissaient pas entre eux.» «J'ai recontacté Paul Latinus. Nous nous sommes rencontrés dans un restaurant à la campagne et avons discuté pendant toute la nuit. Certaines autorités, il n'a d'abord pas voulu préciser lesquelles, lui avaient confié la tâche de créer en Belgique un groupe de résistance secret. C'était dans le but de combattre une percée soviétique et d'empêcher certaines autorités belges de collaborer avec les Soviets.»¹⁰¹

Depuis son exil en Floride, l'ex-membre du WNP et ancien gendarme Martial Lekeu confirma à Francovich que l'armée secrète belge avait participé aux tueries du Brabant dans le but de discréditer la gauche. «L'origine des armes qu'ils utilisaient était lointaine et c'est exactement ce que nous avions prévu : organisez des bandes et groupes de ce genre et laissez-les agir par eux-mêmes tout en assurant leur survie et leur approvisionnement et vous aurez de quoi créer un climat de terreur dans le pays», expliquait Lekeu. «Ils avaient deux plans. Le premier était de constituer des bandes qui montent des hold-ups avec prises d'otages, vous savez : les tueries ; le deuxième consistait à organiser un faux "mouvement de gauche" qui se livrerait à des exactions uniquement pour faire croire à la population, que ces actes terroristes étaient l'œuvre de la gauche.»¹⁰²

Ce terrorisme était-il soutenu et encouragé par l'administration du Président américain Ronald Reagan qui au même moment réprimait dans la violence les Sandinistes au Nicaragua, demanda Francovich au membre du WNP. Michel Libert, qui avait été chargé de rassembler des informations sur le fonctionnement des supermarchés sur les ordres du chef du WNP Paul Latinus confirma à regrets que son supérieur avait collaboré très étroitement avec les États-Unis : «Il [Latinus] rencontrait des gens de l'Ambassade [américaine] mais je ne les ai jamais vus comme je vous vois», c'est-à-dire face à face. «Ce n'était pas dans mon domaine de compétences. Le sien c'était, disons, la diplomatie, c'est-à-dire les relations avec les autorités étrangères. Nous, nous ne nous occupons que d'actions», rappela le terroriste Libert. «Nous nous savions protégés, et par toutes les autorités imaginables, cela dépendait du type de mission. [Latinus] était-il payé par les Américains ? Je ne saurais dire, en revanche il était en contact avec eux.»¹⁰³ Le sénateur Roger Lallemand, qui dirigeait l'enquête sur le Gladio belge, avait donc vu juste en analysant les tueries

du Brabant comme « l'œuvre de gouvernements étrangers ou de services de renseignement travaillant pour des puissances étrangères, une forme de terrorisme visant à déstabiliser notre société démocratique ». ¹⁰⁴

Le sénateur Lallemand restait prudent dans sa formulation et se gardait bien d'accuser directement les USA même s'il insistait sur le fait que ce terrorisme devait être considéré dans le contexte politique anticommuniste de la guerre froide : « Ces meurtres gratuits ont pu avoir un mobile politique, on se souvient de ce qui s'est passé en Italie. À la gare de Bologne, 80 personnes innocentes ont trouvé la mort. Nous pensons qu'une organisation politique était derrière les tueries du Brabant et de Wallonie. » ¹⁰⁵ C'est le journaliste René Haquin qui apporta les pièces manquant au puzzle dans son entretien avec le terroriste du WNP soutenu par les USA Paul Latinus : « Lors de nos échanges au cours des jours et des semaines qui suivirent, je demandai à Latinus qui lui avait demandé de constituer son groupe. Il a fait allusion à la Sûreté de l'État. Il évoquait aussi des autorités militaires étrangères. J'ai insisté et il a fini par parler des services secrets militaires américains. » ¹⁰⁶ Suite aux tueries du Brabant, Paul Latinus fut arrêté. Mais avant d'avoir pu révéler quoi que ce soit, le 24 avril 1985, le commandant d'extrême droite fut retrouvé pendu avec un cordon de téléphone alors que ses deux pieds touchaient le sol de sa cellule. « Parmi les relations de Paul Latinus, toutes ou presque sont convaincues que le patron du WNP ne s'est pas suicidé mais qu'on l'a liquidé. » « À chaque fois que l'on a procédé à une reconstitution, le cordon du téléphone s'est rompu. » Haquin s'interroge : « Si les États-Unis n'ont rien à voir avec ces tueries, pourquoi choisissent-ils de ne pas communiquer, de rester silencieux et de laisser grandir les soupçons ? » ¹⁰⁷

11.

La guerre secrète aux Pays-Bas

Comme dans la Belgique voisine, l'armée secrète *stay-behind* des Pays-Bas trouve son origine dans l'occupation subie par le pays pendant la seconde guerre mondiale. Les Pays-Bas, comme eurent plus tard à le déplorer les stratèges néerlandais, n'avaient pas bâti de réseau *stay-behind* avant la guerre par manque de financements, de clairvoyance et d'intérêt étant donné la relative neutralité du pays. Mais en mai 1940, le pays fut envahi par l'armée allemande, ce qui contraignit le gouvernement et la famille royale néerlandaise ainsi que des personnalités privilégiées des sphères politique, militaire et économique à une fuite précipitée et désordonnée vers la Grande-Bretagne. Le GS III, la section renseignement de l'état-major néerlandais, avait trop tardé à donner l'alerte au moment de l'invasion allemande, échouant ainsi pitoyablement dans ce qui était pourtant sa principale mission. La débâcle tardive provoqua de nombreux dysfonctionnements logistiques et les ministres qui arrivèrent à Londres en mai 1940 purent à peine se mettre à l'œuvre, ne disposant pas de nombreux documents capitaux. Pour beaucoup au sein de l'armée et des services secrets, il était clair qu'il fallait tout faire pour qu'une déroute aussi chaotique ne se reproduise à l'avenir et qu'il serait nécessaire d'entamer dès la fin de la guerre des préparatifs en vue d'une éventuelle future invasion.

Après le départ précipité du gouvernement pour Londres en mai 1940, le territoire national fut occupé par les Allemands pendant près de cinq ans, un véritable traumatisme dans l'histoire du pays. Le gouvernement réfugié en Grande-Bretagne, qui ne disposait quasiment d'aucune source de renseignement fiable sur la situation dans le pays, envoya des agents aux Pays-Bas avec pour mission de collecter des informations, d'organiser la résistance et d'engager des opérations clandestines de faible ampleur. Comme en Belgique, ces missions étaient menées en étroite collaboration avec les Britanniques, et notamment avec le Special Operations Executive (SOE) récemment créé. Toutefois, les Allemands parvinrent rapidement à infiltrer ces unités mal préparées et à y provoquer des pertes désastreuses.

Dans ce qui restera comme l'un des plus grands échecs du SOE, le fameux *Englandspiel*, la section néerlandaise du service fut infiltrée par des agents allemands qui eurent dès lors accès aux transmetteurs radio et donc aux communications. Des dizaines d'agents furent ainsi capturés et éliminés.

Pendant la guerre, Néerlandais et Britanniques établirent des liens étroits et Londres porta assistance à son allié pour la réorganisation de son appareil de renseignement détruit. Sur les conseils des Britanniques, deux nouveaux services furent créés au début des années 1940. Le Bureau Inlichtingen (BI) fut établi en novembre 1942 avec la mission de collecter des renseignements. Le Bureau Bijzondere Opdrachten (BBO) devait, lui, se charger mener des opérations spéciales. Aux côtés des unités spéciales du SOE britannique, les agents du BBO étaient parachutés en territoire occupé. Quand l'armistice fut signé, les deux services furent démantelés. Mais, au cours des années qui suivirent, la plupart de leurs effectifs se retrouvèrent directement impliqués dans le réseau *stay-behind* néerlandais.

Durant l'occupation, C. L. W. Fock, un membre du BI, avait insisté sur le fait que les Pays-Bas devraient à l'avenir être mieux préparés et qu'il faudrait impérativement bâtir un réseau *stay-behind* dans le pays sans attendre qu'éclate un nouveau conflit. Son supérieur, J. M. Somer, directeur du BI à Londres, était lui aussi convaincu de la nécessité de constituer une telle organisation dès la fin de l'occupation allemande. «Je me souviens que Somer, Charles van Houten (officier de liaison entre le BI et la Reine Wilhelmine) et moi-même convenions déjà en 1944 qu'une telle chose ne devrait plus jamais se reproduire», se souvint Fock dans un entretien qu'il accorda depuis son appartement de La Haye à l'âge de 87 ans. Se replongeant dans cette histoire près de 50 ans après, Fock témoignait : «Au fil de cette conversation, il devint évident qu'il serait préférable que les Pays-Bas soient préparés en vue d'une nouvelle guerre. Il était nécessaire d'entreprendre dès que possible des actions dans ce sens.»¹

Au moment de la libération des Pays-Bas en 1945, le chef du BI Somer figurait parmi les hommes les plus expérimentés en matière d'opérations secrètes. Avant la guerre, il avait travaillé pour le service de renseignement GS III. Il s'était ensuite engagé dans des opérations de résistance sur le sol néerlandais et, en mars 1942, il avait échappé de peu au Sicherheitsdienst* allemand et avait fini par atteindre Londres au terme d'un long périple. Là, il avait été le premier à diriger le nouveau service secret néerlandais BI. Après la guerre, Somer, promu au rang de colonel, coucha ses réflexions sur les techniques *stay-behind* sur papier et les présenta au général J. Kruls, qui commandait l'État-major néerlandais depuis novembre 1945. La note

de service qu'adressa Somer à Kruls était intitulée : «Les leçons à tirer de la période 1940-1945 dans le domaine du Renseignement et des Services de Sécurité». Un vétéran se souvient que «ce fut l'un des premiers dossiers que Kruls eut à traiter dans ses nouvelles fonctions de chef d'État-major». Le général fut tout de suite séduit par l'idée. Dans son livre *Vrede of Oorlog* [La Paix ou la Guerre], qu'il publia quelques années plus tard pendant la guerre de Corée, le grand partisan des opérations spéciales Kruls soulignait l'importance d'accorder «la plus grande attention possible aux préparatifs d'actions clandestines». Selon sa conception, l'Europe de l'Ouest devait voir «la dure réalité en face», en d'autres termes, si une guerre devait éclater dans un futur proche, «les opérations secrètes pourraient y jouer un rôle décisif».²

En septembre 1945, Somer présenta, avec le soutien de Kruls, son plan *stay-behind* au ministre de la Défense des Pays-Bas J. Meynen. Il n'y insistait pas sur le potentiel d'une armée secrète en matière d'opérations spéciales et d'actes de sabotage, mais suggérait la création d'une unité de collecte de renseignements «qui devrait être en mesure de réunir des informations militaires, politiques et économiques et de les transmettre par courrier ou par des réseaux de télécommunication» au commandement militaire basé hors des frontières du pays occupé. Somer expliquait qu'il faudrait recruter des hommes et les former aux techniques de communication radio et de cryptage et soulignait qu'ils ne devraient pas faire partie des forces armées régulières car ce n'est qu'à cette condition qu'ils pourraient prendre part à des opérations clandestines en cas d'invasion.³ Le ministre approuva ce plan et Somer fut nommé à la tête du premier réseau *stay-behind* des Pays-Bas avec pour mission de lever une armée secrète. Dans le même temps, il fut aussi chargé de dissoudre le BI dont il avait été le directeur pendant la guerre. Ces attributions lui fournissaient la meilleure couverture possible pour ses préparatifs clandestins. Il rattacha le nouveau service *stay-behind* à l'ancien service secret militaire d'avant-guerre GS III et lui donna le nom de code «GIIC».

Au bout de quelques mois, Somer commença à remettre en cause la structure organisationnelle. Il regretta que son réseau *stay-behind* GIIC soit placé sous le commandement de l'État-major. Peu enclin à obéir ordres d'un chef de section, Somer fit valoir les risques que faisait peser une telle structure sur la confidentialité du projet. «Somer était d'avis que son unité top secrète était indispensable mais qu'elle ne pouvait avoir d'existence officielle», analysa l'historien néerlandais Koedijk.⁴ En janvier 1948, il fut donc décidé que le réseau *stay-behind* n'apparaîtrait plus dans l'organigramme du ministère de la Défense et serait dorénavant placé sous le commandement direct de Somer. Il insista également pour que le quartier

* Le service de Sécurité (NdT)

général de l'organisation quitte les locaux du commandement des armées néerlandaises, lesquels étaient abrités dans le complexe militaire de Prinses Juliana, à mi-chemin entre La Haye et le village de Wassenaar. Somer fut autorisé à rechercher un nouveau bâtiment adéquat dans les environs. Faisant fi des exigences de discrétion, il opta pour la villa Maarheeze à Wassenaar, une impressionnante bâtisse à l'architecture originale construite en 1916 par un homme d'affaires néerlandais qui avait fait fortune en Indonésie. Alors encore officiellement employé par le BI, Somer s'installa en mai 1945 à la villa Maarheeze située à seulement cinq minutes en voiture des bureaux du commandement militaire. L'année suivante, la demeure accueillit le siège du réseau GIIC, bientôt rebaptisé G7.

Somer insistait sur l'importance primordiale de la confidentialité qui devait entourer l'armée secrète. Tant qu'il commanda le réseau, il n'accepta aucun catholique romain parmi ses membres, jugeant incompatible le devoir de confession et l'appartenance à un service secret. Dans le même temps, Somer veillait à ce que l'exécutif néerlandais soit informé de ses projets d'actions clandestines. Assisté du chef d'État-major Kruls, il exposa la situation au Premier ministre Louis Beel lorsque celui-ci prit en juillet 1946 ses nouvelles fonctions qu'il occupa jusqu'en 1948. Beel ne fut pas difficile à convaincre de l'intérêt d'un réseau *stay-behind* et donna donc son accord pour les opérations spéciales quoiqu'il jugeât l'hypothèse d'une invasion soviétique assez peu probable.

Après le démantèlement du BI par Somer, la villa Maarheeze qui n'abritait plus que le siège du réseau *stay-behind* G7 offrait désormais assez d'espace pour d'autres branches de l'appareil du renseignement néerlandais. Les services secrets BI et BBO n'existaient alors plus. Deux nouveaux services furent créés pour les remplacer : le service secret intérieur BVD, Binnenlandse Veiligheidsdienst, et le service de renseignement étranger IDB, Inlichtingen Buitenland.⁵ Le Premier ministre confia à C.L.W. Fock le soin de constituer l'IDB, il faut rappeler que l'homme avait été le vice-directeur du BI à Londres, sous les ordres de Somer. Quand Fock fut nommé à la tête de l'IDB, Somer lui demanda s'il souhaitait établir le siège de son service à la villa Maarheeze. La proposition fut acceptée et l'IDB emménagea en prenant à sa charge 60 % du loyer. Au cours des décennies qui suivirent, la villa Maarheeze acquit une réputation de haut lieu des missions clandestines et fut montrée du doigt quand on découvrit que l'IDB avait mené des opérations illégales sur le territoire national et entretenu des liens avec les milieux d'extrême droite pendant la guerre froide. Quand il fut révélé en 1990 que l'armée secrète Gladio avait été hébergée dans la même maison que l'IDB, la villa Maarheeze devint un symbole d'intrigues et de manipulations. Le service de renseignement

extérieur néerlandais IDB fut dissout en 1994 par le Premier ministre Lubbers et la plupart de ses fonctions furent dès lors confiées au BVD.⁶

Le commandant *stay-behind* Somer quittait régulièrement son quartier général de la villa Maarheeze à l'occasion des nombreux voyages qu'il effectuait à travers tout le pays pour recruter les membres de son armée secrète. La plupart de ces Gladiateurs de la première génération avaient en commun une expérience de la seconde guerre mondiale. Nombre d'entre eux avaient fait partie des unités du BBO qui avaient été parachutées avec des agents du SOE britannique en territoire occupé pour y mener des missions clandestines. D'autres recrues étaient des anciens du réseau de résistance OD (Ordedienst) que Somer avait commandé dans la province du Brabant Septentrional avant d'être contraint de fuir pour Londres en 1942. «Somer parcourait le pays de long en large pour sa mission», se souvient un ancien agent. «Il a par exemple contacté un ancien commandant de l'OD ainsi qu'un membre de l'unité de renseignement clandestine Albrecht, ils se retrouvaient dans des chambres d'hôtels où ils discutaient des grandes lignes du projet.» À première vue, ce n'est pas le genre d'activités que l'on s'attend à voir effectuées par le chef d'une super-organisation secrète en personne. Mais comme le contact personnel était la base du fonctionnement de l'opération, Somer soutenait mordicus que sa manière de procéder était la plus productive, même si d'autres agents admettent qu'«avec le recul, on peut bien sûr contester les méthodes».⁷

Somer entretenait des contacts secrets permanents avec le MI6 et la CIA. Lorsqu'il demanda au ministre des Transports et de l'Énergie et au directeur général des Télécommunications une autorisation spéciale pour utiliser des récepteurs et des transmetteurs radio ainsi qu'une licence pour émettre sur certaines fréquences définies, il insista sur la nécessité de disposer d'une «connexion rapide, secrète et indépendante avec les représentants anglais et américains à l'étranger».⁸ Somer précisa clairement que «les avantages de tels moyens» de communication avaient été invoqués par le Royaume-Uni et les USA, sur quoi les équipements radio furent immédiatement installés à la villa Maarheeze.

Pendant que Somer constituait son réseau G7, une seconde organisation *stay-behind* indépendante de la première était également bâtie dans le plus grand secret aux Pays-Bas. Dans l'immédiat après-guerre, le renseignement néerlandais, sous l'impulsion du MI6 britannique, avait approché le Prince Bernhard pour lui suggérer la création d'un réseau *stay-behind* chargé des opérations de sabotage, d'assassinats et de résistance armée en cas d'invasion ennemie. Plutôt favorable à cette proposition, le Prince veilla à ce que Louis Einthoven, le premier directeur du BVD, soit chargé du projet. Avec l'accord du Premier ministre W. Schermerhorn, Einthoven

constitua donc une organisation *stay-behind* au nom de code «O», recruta et forma des agents et aménagea des caches d'armes secrètes.⁹

Né en 1896, Louis Einthoven avait servi comme officier supérieur dans la police de Rotterdam avant 1939 et avait lutté activement contre l'occupant allemand pendant la guerre. Jusqu'à sa mort en 1973, il demeura un farouche soldat de la guerre froide obsédé par la menace communiste. Il instaura des «contrôles de sécurité» destinés à vérifier la fiabilité idéologique des Gladiateurs et des agents de son BVD. Sa position à la tête du service lui fournissait non seulement une couverture idéale pour ses fonctions top secrètes de chef de l'armée clandestine mais aussi et surtout la possibilité, pendant 16 ans, d'utiliser ses Gladiateurs à l'intérieur du pays, sans même attendre une invasion. Einthoven gardait à l'esprit que son armée secrète pouvait être infiltrée par des agents de l'Union soviétique aussi accordait-il beaucoup d'importance au contre-espionnage. «La double fonction d'Einthoven de directeur du BVD et du réseau O était, bien entendu, particulièrement intéressante pour nous», se souvient un ancien Gladiateur néerlandais.¹⁰ En effet, comme la plupart des services secrets internes, le BVD était chargé de surveiller certains éléments de la société néerlandaise susceptibles de représenter une menace pour l'État et le gouvernement, de se renseigner et de surveiller les mouvements politiques notamment à l'extrême droite et à l'extrême gauche. Aujourd'hui encore, on ne dispose d'aucun document sur l'armée secrète d'Einthoven et ce qu'il a accompli demeure totalement obscur.

En 1948, les deux armées secrètes néerlandaises, celle intégrée au BVD et dirigée par Einthoven et celle commandée par Somer depuis la villa Maarheeze, conclurent un accord de coopération avec le MI6. Un pacte similaire fut élaboré en vue d'une collaboration *stay-behind* clandestine avec la CIA suite à la création de celle-ci, en 1949. Il resterait à déterminer si, à l'image de ce que l'on a pu observer dans les autres pays concernés, ces accords ordonnaient aux armées secrètes des Pays-Bas de combattre le communisme et les partis politiques de gauche sans attendre une invasion soviétique.¹¹ Cependant, lorsque fut révélée en 1990 l'existence du réseau *stay-behind*, ces ententes secrètes furent vivement dénoncées dans le pays où l'on se demanda si le MI6 et la CIA avaient contrôlé l'armée secrète locale, une hypothèse intolérable pour la plupart des hommes politiques néerlandais soucieux de leur souveraineté nationale. En 1992, un ancien membre du Gladio des Pays-Bas, qui préféra conserver l'anonymat, soutint qu'en dépit de contacts réguliers avec Londres et Washington, les armées secrètes néerlandaises étaient toujours restées souveraines : «Ni les services secrets britanniques ni leurs homologues américains n'étaient en mesure de localiser un agent de notre

réseau *stay-behind*. Et il devait en être ainsi. Si on avait permis aux Britanniques, par exemple, d'utiliser le réseau, plus personne n'aurait voulu en faire partie.»¹² Un autre ex-agent néerlandais prétendit en 1990 que «La CIA n'avait qu'une vague idée des capacités du réseau *stay-behind* dans notre pays».¹³ Mais malgré ces affirmations, une rumeur se répandit selon laquelle l'identité top secret des combattants de l'ombre de tous les pays d'Europe de l'Ouest, et donc des Néerlandais, était connue de la CIA et du MI6.

En 1948, des événements majeurs survenus à l'étranger contraignirent le commandant Somer à renoncer à ses activités *stay-behind* aux Pays-Bas. L'Indonésie, la plus riche et plus ancienne colonie néerlandaise, avait engagé une lutte sans merci pour l'indépendance, à l'image de nombreuses autres colonies européennes. Sur ordre du général Spoor, le spécialiste des opérations spéciales Somer partit donc pour l'Extrême-Orient et, vers la fin du printemps, il fut nommé directeur du très redouté NEFIS, les services secrets militaires néerlandais en Indonésie. Le NEFIS recourut à des opérations clandestines d'une rare violence, mais ne parvint pas à empêcher l'accession à l'indépendance de l'Indonésie qui survint en 1949. Somer revint aux Pays-Bas où il écrivit un livre sur «son» service, le BI ainsi que ses mémoires de guerre. Publié en 1950 sous le titre *Zij sprongen buij nacht* [Ils sautaient de nuit], le livre contenait le nom de nombreux agents et faisait le récit de plusieurs opérations clandestines. Le ministère de la Défense néerlandais reprocha par la suite à Somer ses indiscrétions.

«Le gouvernement n'en savait rien», prétendit un ancien Gladiateur insistant de la confidentialité des réseaux *stay-behind* néerlandais. Il ajouta que «seuls quelques rares secrétaires généraux au sein de l'exécutif étaient dans le secret étant donné que leurs supérieurs aux ministères étaient appelés à changer régulièrement».¹⁴ Les indices disponibles suggèrent que parmi les responsables informés de l'existence de l'armée secrète ont figuré les Premiers ministres, les ministres de la Défense et les secrétaires généraux jugés dignes de confiance par les commandants *stay-behind* ainsi que les chefs d'État-major et les directeurs des services de renseignement intérieur et extérieur. «Les politiciens font parfois des choix étranges dans leurs nominations», observa un autre agent *stay-behind* anonyme. «Mais il est parfaitement logique qu'un haut responsable prenant ses fonctions soit informé de tout. Toutefois, quand il s'agit de questions sensibles, les fonctionnaires font une exception et attendent de voir à qui ils ont affaire.»¹⁵ Le Parlement et ses commissions spéciales étaient maintenus dans l'ignorance. Ni la «Commission permanente pour les services secrets et de sécurité», pourtant tenue au secret, ni la «Commission ministérielle chargée des services secrets et de sécurité» du

Parlement néerlandais ne furent informées de l'existence des réseaux *stay-behind* avant les révélations de 1990.¹⁶

Après le départ de Somer, c'est le baron J. J. L. van Lynden, un instructeur de cavalerie néerlandaise de 35 ans, qui fut désigné comme nouveau commandant *stay-behind*. Trouver un successeur à Somer n'avait pas été une mince affaire. La plupart des anciens membres du BI avaient refusé car ils connaissaient trop les complications et les situations embarrassantes entraînées par le fait de devoir mener une double vie. Quand le baron van Lynden remplaça officiellement Somer en tant que chef du réseau G7 le 1^{er} juin 1948, l'événement créa la surprise dans le monde du renseignement. En effet, contrairement à son prédécesseur, van Lynden n'avait aucune expérience en la matière. Son nom avait été proposé par le directeur de l'IDB Fock, lequel commenta 40 ans plus tard : « Je ne suis pas peu fier de cette découverte », en louant le caractère du commandant *stay-behind*.¹⁷ Le prestige de van Lynden reposait sur son passé de résistant. En 1940, il avait fait partie de la cinquantaine d'officiers supérieurs néerlandais qui avaient refusé de s'engager auprès des Allemands à ne rien entreprendre contre l'occupant, ce qui lui avait valu d'être déporté vers un camp de prisonniers de guerre. À la prison de Stanislau en Pologne, il avait rencontré le héros de guerre britannique Airey Neave avec lequel il était resté en contact même après la fin du conflit. En effet, après 1945, Neave dirigea les SAS qui s'entraînèrent à de nombreuses occasions avec les armées secrètes d'Europe jusqu'à ce qu'il trouve la mort dans un attentat à la voiture piégée perpétré par l'IRA sur le parking du Parlement britannique en mars 1979. Au moment de sa nomination à la tête du réseau *stay-behind*, le baron van Lynden travaillait pour le Prince Bernhard, l'époux de la Reine Wilhelmine. Les relations qu'il continua d'entretenir avec la Reine et la cavalerie lui offrirent une couverture utile pour sa fonction clandestine de commandant de l'armée secrète des Pays-Bas. En 1951, il fut nommé aide de camp de la Reine à qui il rendait visite plusieurs fois par semaine au Palais de La Haye. Le baron était un cavalier émérite, une passion qu'il partageait avec le Prince Bernhard. À La Haye en 1951, il gagna même un titre de champion d'équitation des Pays-Bas et, quatre ans plus tard, il faisait partie de l'équipe néerlandaise qui remporta le concours international de saut d'obstacles à Rotterdam, un titre dont il fut particulièrement fier.

Bien que l'arrivée de ce nouveau venu ait suscité un certain scepticisme, van Lynden s'intégra rapidement dans le milieu du renseignement. « Il avait un talent naturel pour les questions de sécurité », rappela l'un de ses admirateurs. Ceux qui le connurent dans le cadre de son travail ou en dehors dressent le portrait d'une personnalité forte mais amicale alliant

« tempérament, connaissances et expertise ». Au cours de ses années de détention, van Lynden avait « étudié » avec une femme qui devint plus tard professeur de philosophie et avait ainsi développé des conceptions stoïciennes et flegmatiques assez peu répandues dans l'armée et le monde des services secrets.¹⁸ Quand on commença à s'interroger sur les activités menées par le mystérieux groupe G7 à la villa Maarheeze, près des bureaux de l'IDB de Fock, le baron décida le 1^{er} juillet 1949 de changer le nom de son service pour SAZ (Sectie Algemene Zaken), en français Section des affaires générales, une appellation qui lui semblait moins susceptible d'éveiller les soupçons. Van Lynden pensait également qu'au lendemain d'une invasion, il aurait été plus facile aux Soviétiques d'identifier les membres d'anciens réseaux de résistance et services secrets, il mit donc un point d'honneur à recruter de nouveaux visages aux noms jusqu'alors inconnus, remplaçant la plupart des anciens collaborateurs de Somer par de parfaits inconnus.

Durant les années où il occupa ses fonctions, van Lynden insista pour obtenir plus d'argent afin d'acquérir des équipements techniques pour son réseau *stay-behind*. Les systèmes de communication coûtaient particulièrement cher. Le chef d'État-major Kruls avait déjà réclamé de tels financements en 1946. L'argent fut finalement versé en 1948, après que van Lynden eut remplacé Somer à la tête du SAZ, et de nouvelles technologies purent être développées en collaboration avec le département de recherche de la firme Phillips. En échange de cette coopération, van Lynden veillait à ce que les techniciens de l'entreprise néerlandaise impliqués dans le projet ne soient pas envoyés sur les champs de bataille d'Indonésie.¹⁹ Étonnamment, le baron qui dirigeait le réseau *stay-behind* SAZ ignorait tout de la deuxième et plus secrète organisation que dirigeait son compatriote Einthoven, le directeur du BVD. Ce sont d'ailleurs les Britanniques qui informèrent van Lynden, au cours d'un voyage que celui-ci effectua à Londres, qu'il existait aux Pays-Bas un second réseau *stay-behind* parallèle placé sous les ordres d'Einthoven.²⁰ Très surpris, le baron appela immédiatement à une coordination des deux armées secrètes afin d'éviter d'éventuelles complications. Cette recommandation fut suivie : le SAZ de van Lynden et le réseau *stay-behind* d'Einthoven fusionnèrent pour former l'armée secrète I&O (Intelligence & Operations, en français Renseignement et Opérations), nom sous lequel fut révélée son existence en 1990. Les deux branches continuèrent toutefois de fonctionner séparément. Le réseau SAZ fut rapidement rebaptisé unité I tandis que celui d'Einthoven devenait l'unité O. D'après certaines sources internes, Einthoven qui suivait son propre plan secret supportait mal de devoir travailler avec le SAZ de van Lynden et aussi longtemps qu'il resta à la

tête de l'unité O, il n'y eut qu'une collaboration marginale entre la section Intelligence et la section Operations.²¹

Comme convenu secrètement avec les Britanniques, I&O devait principalement jouer le rôle de *stay-behind* en cas d'occupation des Pays-Bas. «Le sentiment général, c'était que nous traversions tous [Britanniques et Néerlandais] des temps difficiles et que les Britanniques régleraient le problème grâce à leur expérience en la matière», se souvient un ancien agent néerlandais.²² Au sein du réseau *stay-behind* des Pays-Bas, les tâches étaient partagées. L'unité I de van Lynden devait se charger de la collecte et de la transmission de renseignements en provenance des zones occupées, de la préparation et de la gestion des bases d'exil et des opérations d'évacuation de la famille royale, du gouvernement et des agents de l'appareil sécuritaire, y compris le personnel d'I&O. L'unité O d'Eindhoven devait quant à elle effectuer des missions de sabotage et de guérilla, renforcer les réseaux de partisans locaux et créer un nouveau mouvement de résistance. Mais elle avait aussi pour mission d'alerter la population en temps de paix sur la menace représentée par les communistes. L'unité O s'entraînait donc à mener des opérations spéciales, utilisant pour ce faire des armes et des explosifs et disposait à ce titre de ses propres caches d'armes.²³ La plupart des coûts engendrés par le réseau *stay-behind* néerlandais étaient couverts par un budget secret du ministère de la Défense et les dépenses contrôlées personnellement par le président de l'Algemene Rekenkamer (l'équivalent néerlandais de la Cour des comptes).

Durant le temps qu'il passa en fonction, van Lynden rechercha activement un lieu d'exil où, en cas d'invasion, son SAZ conduirait le gouvernement néerlandais ainsi que d'autres personnalités sélectionnées. L'Angleterre, qui avait été un lieu sûr pendant la seconde guerre mondiale, ne promettait pas d'offrir les mêmes garanties de sécurité dans une guerre future. Lynden poursuivit longtemps ses recherches. Il décida finalement qu'en Europe, seuls le Royaume-Uni et la Péninsule Ibérique présentaient des conditions acceptables. En Amérique, il retint la colonie de Curaçao dans les Antilles Néerlandaises ainsi que les États-Unis et le Canada. Au début des années 1950, il se rendit aux USA à plusieurs reprises. L'endroit ne pouvait se trouver à proximité d'un site stratégique, comme une zone industrielle ou une installation militaire, qui auraient été visées en priorité par les Soviétiques. Si l'on ignore où précisément, on sait toutefois que van Lynden trouva finalement le lieu où installer sa base et que des documents importants de l'exécutif néerlandais furent copiés et pour y être entreposés. Le quartier général du réseau *stay-behind* des Pays-Bas aux États-Unis avait été établi avec l'accord de la CIA. Un ancien responsable néerlandais rappelle les réticences de l'Agence à ce propos : «On en

parlera le moment venu», cite-t-il en se souvenant des premiers contacts. «Mais on a insisté pour en discuter tout de suite. Au bout de quelques mois, la CIA a finalement accepté de nous donner ce que nous demandions», sur quoi fut établi aux USA un centre de commandement du Gladio néerlandais.²⁴

Van Lynden établit également un refuge en Espagne où régnait alors le dictateur Franco. «S'il avait accepté, nous aurions construit notre base dans la propre maison de Franco», témoigne un ancien combattant de l'ombre.²⁵ Le commandant *stay-behind* van Lynden convainquit son homologue Einthoven de mener cette mission, lequel se rendit en Espagne en 1959, déguisé en touriste, et établit une base avec l'aide des contacts de l'ancien ambassadeur des Pays-Bas à Madrid W. Cnoop Koopmans. Les éléments disponibles à ce sujet sont très fragmentaires, mais il semble que des contacts similaires aient également été établis avec le Canada et la Grande-Bretagne. Les préparatifs en vue d'une évacuation dans le cas d'une invasion du pays étaient pris très au sérieux, des navires et des avions étaient spécialement mobilisés pour cette tâche. «Je me souviens que vers 1950, j'ai dû inspecter pas mal de yachts pour vérifier s'ils étaient en état de naviguer», témoigna un ancien de la Marine néerlandaise et ex-officier *stay-behind* après les révélations de 1990.²⁶

Symbole des relations étroites entretenues avec les Britanniques, parmi les insignes du SAZ figurait la Rose des Tudor à côté de la devise de Somer «Nous n'abandonnerons jamais». «Nous n'avons aucune intention de livrer la prochaine guerre sous les ordres des Britanniques», souligna cependant un ancien Gladiateur hollandais, fier de son indépendance. «Van Lynden était très fort. Ils n'auraient pas pu l'évincer. Pas plus que ne purent le faire plus tard les Américains quand ils commencèrent à jouer un rôle prépondérant vers la fin des années 1950. Toutefois, van Lynden comprenait qu'un certain consensus était nécessaire entre les parties, et pour lui, c'était le rôle des chefs de décider jusqu'à quel point ils étaient prêts à coopérer tout en défendant leur souveraineté.»²⁷ Au cours des réunions top secret de l'ACC et du CPC, les organes de coordination et de commandement *stay-behind* de l'OTAN, le Gladio néerlandais I&O tenta toujours d'apparaître comme une entité faite de deux branches parfaitement coordonnées. Les Néerlandais avaient l'habitude de travailler sous la domination du MI6 et de la CIA. En effet, au lendemain de la guerre, le Royaume-Uni et les USA avaient formalisé leur collaboration avec les Pays-Bas en créant un forum tripartite baptisé TCH, dans lequel chaque pays disposait d'un siège. Parallèlement à la création de ce comité de coordination secret, le CCUO avait été fondé le 17 mars 1948 avec pour fonction de préparer en temps de paix le Royaume-Uni, la

Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et la France à une éventuelle invasion soviétique. En avril 1951, les fonctions du CCUO furent transférées au CPC qui était profondément intégré à l'OTAN, et au sein duquel les services secrets néerlandais disposaient également d'un siège.²⁸

Durant le temps qu'il passa à la tête du Gladio néerlandais, van Lynden promut activement les contacts entre les services secrets européens et leurs armées secrètes et insista sur la nécessité d'une coopération dans le cadre de l'établissement de routes internationales d'exfiltration et d'évacuation. Dans cette optique, une fois nommé à la tête de l'armée secrète des Pays-Bas, le baron voyagea inlassablement à travers toute l'Europe pendant de nombreuses années. Sachant ses efforts appréciés des différents services de sécurité, il fut volontaire pour assumer le rôle de premier secrétaire du CPC. Cependant, les Britanniques qui se méfiaient de cet homme aux idées jugées trop libérales firent obstacle à sa nomination.²⁹ En 1957, la Grande-Bretagne, les USA, la France, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas représentés par van Lynden fondèrent le Six Powers Lines Committee, qui exerçait les mêmes fonctions de coordination que le CPC mais pour les voies de communication et d'évasion internationales. Le Six Powers Lines Committee devint ensuite l'ACC, fondé à Paris en 1958. Ce nouveau comité prit en charge la coordination des exercices Gladio internationaux menés dans la plus grande clandestinité avec les différents réseaux nationaux. Dans l'éventualité d'une invasion, l'ACC disposait d'une base aux États-Unis et d'une autre en Grande-Bretagne à partir desquelles les unités présentes dans les territoires occupés pouvaient être activées et commandées. Des manuels imprimés par l'ACC indiquaient aux soldats *stay-behind* les procédures communes pour les opérations spéciales, le cryptage, les techniques de saut de fréquences ainsi que les procédures de largage et de parachutage. La présidence de l'ACC était renouvelée tous les deux ans. Par l'intermédiaire du TCH, du CPC et de l'ACC, le réseau Gladio néerlandais I&O était donc en contact permanent avec la CIA et le MI6.³⁰

Au cours de années 1950, la CIA et le MI6 menèrent de nombreuses opérations clandestines conjointes dont celle qui provoqua en 1953 la chute du gouvernement iranien de Mossadegh qui avait entrepris de redistribuer à la population une partie des revenus du pétrole. Dans le même temps, les deux services redoutaient que les communistes européens et les services secrets soviétiques n'aient recours aux mêmes procédés en Europe de l'Ouest et accordaient donc une grande importance aux armées secrètes levées sur le Vieux Continent. En 1953, la CIA ordonna à van Lynden d'effectuer certains changements afin de rendre ses unités plus professionnelles. «C'est une série de recommandations imprimées sur

d'épais volumes bleus» qui furent remis au baron, se souvient un ex-agent. «Van Lynden a étudié les documents avec soin. Ils contenaient des informations sur les stratégies de prise du pouvoir mises en œuvre par les Soviétiques en Europe de l'Est. Les exemples montraient quel genre de personnes intéressait particulièrement les Soviétiques. Ces individus ne pouvaient évidemment pas être recrutés comme agents secrets. Sur cette base, van Lynden se sépara donc d'un certain nombre d'agents qui avaient été recrutés par Somer»³¹

Mais van Lynden n'eut pas seulement à faire face aux pressions de la CIA, d'autres émanèrent également des services de sécurité néerlandais. En février 1951, le général Kruls, qui en tant que supérieur de Somer et de van Lynden avait grandement contribué à la mise en place du Gladio des Pays-Bas, fut remercié suite à une série de différends l'ayant opposé au ministre de la Défense H. L. Jakob et portant sur l'action future et l'organisation de l'armée néerlandaise. À la surprise et au mécontentement de bon nombre de militaires, c'est le général BRPF Hasselman qui lui succéda au poste de chef de l'État-major de l'armée néerlandaise. Van Lynden en voulait personnellement à Hasselman. Avant même la seconde guerre mondiale, celui-ci était connu pour ses opinions pro-allemandes. Après 1945, des rumeurs s'étaient répandues selon lesquelles il aurait trahi son propre État-major avant l'invasion de 1940. Suite à la capitulation des Pays-Bas, Hasselman avait collaboré avec les nazis et enjoint d'autres officiers, dont van Lynden, d'en faire autant. Mais le baron avait toujours refusé. Dans le cadre d'une rude opération de consolidation de l'occupation allemande, un grand nombre d'officiers de l'armée néerlandaise furent déportés vers des camps de prisonniers. C'est au camp de Stanislaw que van Lynden rencontra Hasselman. Celui-ci accepta une nouvelle fois de coopérer avec les Allemands, ce qui lui valut d'occuper une position dominante parmi les prisonniers. Au lendemain de la guerre, Hasselman fut dégradé et exclu de l'armée pour collaboration avec l'ennemi. Cependant il fit appel de cette décision et parvint même, à la surprise générale, à progresser au sein de la hiérarchie militaire, ce qui eut pour effet de jeter un certain discrédit sur le ministère de la Défense néerlandais.

En apprenant la nomination d'Hasselman en 1951, la cavalerie néerlandaise, à laquelle appartenait van Lynden, décida qu'aucun de ses éléments n'accepterait de serrer la main du général compromis, bien que celui-ci fût de fait leur supérieur. En sa qualité de chef de section, van Lynden avait affaire à son nouveau commandant dans le cadre de réunions protocolaires. Il en était tellement embarrassé qu'il songea même à démissionner. Il résolut finalement de se rendre à ces réunions, mais Hasselman eut l'intelligence de ne pas lui tendre la main.³² Au cours des années qui

suivirent, celui-ci fit à plusieurs reprises obstacle à la promotion de van Lynden. Des conflits internes s'en suivirent et Fock dut intervenir en tant que secrétaire général au ministère des Affaires générales. «J'ai alors parlé à Hasselman sur un ton assez direct et abrupt», raconta-t-il des années plus tard, suite à cela les deux hommes prirent leurs distances.³³ En dépit des luttes intestines qui se livraient au ministère de la Défense, van Lynden demeurait concentré sur sa mission. «J'ai toujours en mémoire l'invasion de la Hongrie en 1956», témoigna un ex-agent de l'armée secrète des Pays-Bas à propos l'une des plus célèbres opérations menées par les forces soviétiques. «Ce jour-là, van Lynden est entré dans le bureau où régnait une atmosphère confuse et fébrile. Il a dit d'un ton calme : "Cela fait maintenant des années que nous nous efforçons de bâtir ça. Pourquoi donc êtes-vous tous si nerveux ?" En fait, je pense que nous aurions pu être opérationnels dès 1956.»³⁴

Mais van Lynden ne fit pas toujours preuve d'une telle maîtrise. Lorsque l'on apprit en 1961 que l'agent britannique George Blake travaillait en réalité pour le compte des Soviétiques depuis le début des années 1950, la nouvelle ne sema pas uniquement l'effroi à Londres, elle provoqua également la panique dans les rangs de l'armée secrète néerlandaise. «Van Lynden fut terrifié de l'apprendre», se souvient un ancien soldat *stay-behind*. En effet, peu après la fin de la seconde guerre mondiale, Blake avait passé plusieurs mois à La Haye à participer à des opérations spéciales, dans le cadre de la coopération renforcée établie entre services britanniques et néerlandais. Durant cette période, Blake avait eu ses entrées à la villa Maarheeze de Wassenaar, le quartier général des services secrets intérieurs et de la branche «I» du réseau *stay-behind* néerlandais. Van Borssum Buisman, qui fut plus tard nommé à la tête du Gladio des Pays-Bas, s'était entretenu avec l'espion. «Blake connaissait l'emplacement des installations et l'identité des membres» de l'armée secrète néerlandaise, témoigna un ex-agent sous couvert de l'anonymat. Depuis son exil moscovite, Blake démentit personnellement ces allégations au cours d'une conversation qu'il eut en 1992 avec d'anciens membres du SAZ : «Je n'ai jamais été informé de ces activités [*stay-behind*]. Et les Soviétiques ne m'ont jamais posé de questions à ce sujet. Aussi n'ont-ils [les Gladiateurs néerlandais] aucune raison de s'inquiéter. Le nom de van Borssum Buisman ne me dit absolument rien.»³⁵

Après avoir commandé le SAZ ou branche «I» de l'organisation I&O pendant 14 ans, van Lynden donna sa démission en mars 1962. À la demande de la Reine, il fut à nouveau affecté au Palais Royal. Le baron mourut en 1989 à l'âge de 76 ans. Au plus fort de la crise des missiles à Cuba en 1962, le commandement du réseau *stay-behind* néerlandais I&O

fut restructuré et chacune des branches reçut un nouveau directeur. Après 14 ans à la tête de la branche «O», Louis Einthoven, alors âgé de 66 ans, quitta le BVD et prit sa retraite. Il mourut 12 ans plus tard. Le général de division De Boer lui succéda en avril 1962. Ce dernier reçut spécifiquement du chef d'État-major van den Wall Bake la mission d'harmoniser les relations entre I et O qui s'étaient quelque peu détériorées sous la direction d'Einthoven. Deux ans plus tard, une commission nommée par le ministère de la Défense et présidée par le docteur Marius Ruppert fut chargée de découvrir si De Boer avait réussi sa mission. Aux côtés de Ruppert siégeaient Fock et l'amiral Propper.

Le parlementaire et conseiller de la couronne Ruppert présenta son rapport sur l'état de la collaboration entre les deux armées secrètes en 1965. Ses découvertes étaient édifiantes. Compte tenu de la piètre coopération existant entre les deux branches du réseau *stay-behind* néerlandais, Ruppert suggérait que soit créé un poste de «Coordinateur d'I&O» et proposait de tenir ce rôle. Il recommandait par ailleurs de remplacer De Boer à la tête de la section O et proposait une nouvelle fois d'assumer cette fonction. Sur ordre du Premier ministre J. Zijlstra, Ruppert fut donc nommé à la tête de la branche «O» du réseau *stay-behind* néerlandais, poste qu'il occupa jusqu'en 1975.³⁶ Lorsqu'il s'expliqua suite aux révélations de 1990, Fock reconnut avoir fait partie de cette commission secrète mais prétendit ne pas se souvenir des sujets abordés à l'époque. Il se rappelait uniquement de rencontres régulières à la villa de Ruppert dans le village de Zeist.

Les manœuvres de Ruppert provoquèrent un véritable séisme au sein du SAZ, la branche I du réseau *stay-behind*. Profitant de sa double fonction de commandant de la branche O et de coordinateur d'I&O, Ruppert favorisa ses propres services au détriment de la section I, ce qui fit naître un profond ressentiment entre les deux pôles de l'organisation. Ruppert veilla à ce que la branche «O» ait un rôle dominant au sein de l'ACC et du CPC, les deux comités de commandement *stay-behind* de l'OTAN. La collaboration entre les deux sections du Gladio néerlandais laissa donc à désirer pendant plusieurs années. Les tensions ne s'apaisèrent que lorsqu'un nouveau coordinateur fut nommé à la place de Ruppert. Dès lors cette position fut généralement occupée par d'anciens officiers de marine auxquels une retraite à 55 ans laissait du temps pour une deuxième carrière plus officieuse. En 1975, phénomène assez rare dans l'histoire des réseaux *stay-behind*, c'est le socialiste Th. J. A. M. van Lier qui succéda à Ruppert à la tête de la section O. Au lendemain de la guerre, van Lier siégea comme député travailliste avant de commander le service secret illégal Albrecht, fonction qui lui valut d'être arrêté par la suite. On

estime que sous la direction de van Lier, le budget annuel d'I&O s'élevait à environ 3 millions de florins. Mais les services se développèrent rapidement tandis que s'intensifiait la coopération entre les deux sections. On ignore qui assumait le commandement du Gladio néerlandais entre les années 1980 et 1990 ; en effet, le secret n'a toujours pas été levé sur l'identité des commandants étant donné que ces hommes sont probablement toujours en vie et exercent encore des responsabilités.

À l'instar de la section O, la section I subit elle aussi de profondes modifications en 1962. Succédant à Somer et van Lynden, van Borssum Buisman prit ses fonctions à la tête du service en mars 1962. Avec sa moustache et ses cheveux blonds, le grand officier de cavalerie incarnait pour beaucoup le Hollandais typique. Pendant la seconde guerre mondiale, il avait été officier de liaison entre les services secrets néerlandais BI (Bureau Inlichtigen) et l'organisation de résistance OD (Ordedienst) dirigée par P. J. Six. Au cours d'une mission en février 1944, il fut capturé par l'ennemi et incarcéré successivement dans plusieurs prisons allemandes. Il endura plusieurs fois la torture sans jamais révéler l'identité des membres de la résistance néerlandaise. Condamné à mort par les nazis, il parvint à sauter du train en marche qui le conduisait en Allemagne. Blessé, il regagna son pays et rétablit le contact avec Six, ce qui lui valut d'être considéré par certains Allemands comme le meilleur agent secret des Pays-Bas.

Après l'armistice, van Borssum Buisman ne renonça pas pour autant aux activités clandestines. Il fut affecté à Ceylan pendant quelques temps, où il attendit en vain avec son unité d'élite d'être déployé en Indonésie. De retour aux Pays-Bas, le premier commandant de la section I, Somer, le recruta au sein du réseau *stay-behind*. Sous la direction de van Lynden, Buisman occupa le poste de commandant en second du SAZ. Parmi ses principales fonctions figurait l'élaboration de routes d'évasion entre les Pays-Bas et l'Espagne franquiste via la Belgique et la France. Le long de ces itinéraires, il recrutait et formait des agents, souvent des Néerlandais vivant en France ou des Français ayant séjourné aux Pays-Bas. Il assumait le commandement de la section I jusqu'à ce qu'il prenne sa retraite en mai 1970. Il mourut en février 1990 à l'âge de 77 ans. Suite à la découverte l'existence des armées secrètes en 1990, il fut révélé que le successeur de Buisman avait été un certain J. W. A. Bruins qui dirigea le service de mai 1970 à décembre 1981. Les noms des derniers commandants d'I&O, qui sont vraisemblablement toujours en vie, ne furent pas divulgués.³⁷

Durant les exercices, les agents devaient s'appeler par leur nom de code. «L'entraînement devait se dérouler uniquement sur notre temps libre», expliqua un ex-membre de l'armée secrète. «Avec notre instruc-

teur, nous élaborions un programme spécifique. Il fallait se rendre sur différents sites de formation, ce n'était pas le genre de séances qu'on improvise comme ça dans le grenier. L'entraînement ne pouvait avoir lieu à intervalles réguliers, ça aurait risqué d'éveiller les soupçons.»⁴⁰ La motivation des troupes posait parfois quelques difficultés : «Le problème c'est qu'il fallait se préparer en vue de quelque chose qui arriverait au plus tôt dans une dizaine d'années», se souvint un ancien Gladiateur. «La motivation devait donc être préservée comme une sorte de foi. Surtout dans les périodes de détente et de coexistence pacifique, là c'était particulièrement difficile. L'autre camp [les communistes] menait lui aussi une guerre psychologique. Il fallait donc entretenir la vigilance des instructeurs par une information factuelle [sur les dangers du communisme], qu'ils transmettaient ensuite à leurs agents sur le terrain.»⁴¹

Des deux branches composant le réseau *stay-behind* I&O, la mystérieuse section O était la plus confidentielle et, aujourd'hui encore, on ne dispose que de peu d'informations sur elle. «La différence entre I et O c'est que O ne devait avoir aucune "existence", c'était une toute autre affaire», expliqua un ancien responsable suite aux révélations de 1990 sur le Gladio.⁴² Au cours des entraînements de l'armée secrète néerlandaise, les agents de la section O manifestaient un certain sentiment de supériorité vis-à-vis de leurs collègues de la section I avec qui ils se refusaient à fraterniser lors des soirées qui suivaient les séances de travail. «Ils se considéraient souvent comme la crème de la crème, ceux à qui l'on confierait le boulot sérieux en cas d'occupation.»⁴³ Afin de dissimuler autant que possible l'existence de la section O, tous les contacts avec des représentants de l'État néerlandais étaient pris par l'intermédiaire d'agents de la section I, ce qui ne réjouissait pas particulièrement ces derniers. La branche O était en partie financée par des fonds privés, notamment par des firmes multinationales et par la CIA. Cependant elle recevait aussi des fonds publics qui figuraient au budget de la cellule I. Les très rares officiels du ministère de la Défense qui avaient connaissance de la section I et de son budget estimaient à tort, et au grand dam de van Lynden, que cette armée secrète était plutôt onéreuse. «Ça [O] ressemblait un peu à un monastère du Moyen-Âge», commenta un ancien agent de la section I. «Ils n'étaient pas autorisés à se fréquenter et tout le monde restait sagement assis dans sa cellule.»⁴⁴

Si O avait besoin d'une presse, d'explosifs ou de tout autre équipement, c'était par l'intermédiaire de I qu'elle se les procurait. Dans ces cas-là, celle-ci était informée de l'endroit où avait été livré le matériel qui arrivait généralement en provenance d'Angleterre. Un camion militaire transportait alors le matériel jusqu'à un endroit convenu où les agents de la section O

en prenaient possession. En cas de problème, les services secrets officiels néerlandais devaient porter le chapeau étant donné que ni l'existence de I et ni celle de O ne pouvaient être publiquement reconnues. Au cours des années 1980, plusieurs des caches d'armes du réseau *stay-behind* furent découvertes accidentellement à travers les Pays-Bas. En 1983, le ministre de la Défense J. de Rujiter dut s'expliquer devant des caméras de télévision suite à la mise au jour d'un mystérieux dépôt à Rozendaal. Il demanda aux journalistes du temps afin de pouvoir mener une enquête interne et fut informé en détail par ses services. C'est le service de renseignement intérieur BVD qui assumait publiquement la responsabilité. Par conséquent, tout le monde au BVD chercha à savoir quels collègues disposaient de telles caches d'armes, la version réservée aux employés du service fut donc que les vrais responsables étaient une unité secrète baptisée I. Il s'agissait bien sûr d'un mensonge de plus car en réalité tout cet armement appartenait à l'unité d'action clandestine et de sabotage O.

«Alors que I était un service indépendant politiquement, O était connue pour être plus orientée idéologiquement», témoigna un ancien agent néerlandais, laissant entendre que la section O était un groupe anticommuniste armé à l'image du SDRA 8 de la Belgique voisine. Cela ne signifie pas pour autant que O était un groupe menant des actions anticommunistes illégales, tint à préciser l'un de ses anciens membres : «Nous fondions notre combat sur la défense des valeurs inscrites dans la Constitution». ⁴⁵ Le spécialiste néerlandais des opérations *stay-behind* Paul Koedijk découvrit que les unités O s'étaient spécialisées en temps de paix dans ce qu'ils appelaient des opérations d'"immunisation" de citoyens néerlandais. «Contre quoi les citoyens devaient être immunisés était tout à fait clair : le communisme sous toutes ses formes.» Dans le cadre de son combat idéologique la section O se livrait à de la propagande calomnieuse et inventait de toutes pièces des histoires destinées à discréditer les communistes, elle possédait donc son propre réseau d'imprimeries. «L'opinion partagée par les membres de la section O était qu'une occupation soviétique serait pire à bien des égards que celle imposée par les nazis», rappelle un ex-agent. «Et ce, pour la bonne raison que même les quelques rares valeurs que respectaient encore les Allemands, comme par exemple la famille et la religion, auraient été menacées sous une occupation soviétique. Nous nous attendions à des changements radicaux.» ⁴⁶

Quand à la fin de l'année 1990, le Premier ministre italien Giulio Andreotti révéla l'existence à travers toute l'Europe de l'Ouest d'armées secrètes anticommunistes, le scandale n'épargna pas les Pays-Bas. Un ancien membre du Gladio néerlandais plaisanta : «Nous aussi sommes

surpris d'avoir pu travailler aussi longtemps sans être dérangés». ⁴⁷ Dans une lettre adressée au Parlement le 13 novembre 1990, le Premier ministre démocrate-chrétien Ruud Lubbers en poste depuis 1982 confirmait que les Pays-Bas disposaient effectivement d'une armée secrète, un «groupe composé de civils et de militaires», et que cette armée était toujours active. Lubbers prétendait que «cette organisation n'avait jamais été placée sous le contrôle de l'OTAN» et en évoquant la fonction classique des réseaux *stay-behind*, il précisait que «les contacts avec d'autres pays membres de l'OTAN, dont certains avaient mis en place des structures semblables, se limitaient, en ce qui concerne les Néerlandais, à étudier comment les objectifs fixés pourraient être atteints». ⁴⁸ Des parlementaires de la majorité et de l'opposition convinrent que cette lettre ne constituait pas une explication valable. Certains d'entre eux se souvenaient de la découverte dans les années 1980 de mystérieuses caches d'armes contenant des grenades, des fusils semi-automatiques, des armes automatiques, des munitions et des explosifs et demandèrent un complément d'information sur d'éventuels liens avec l'armée secrète. D'autres parlementaires reprochèrent au gouvernement de n'avoir pas informé la Commission parlementaire sur le Renseignement et la Sécurité pourtant tenue au secret, de l'existence d'une telle organisation.

Peu de temps après, Lubbers et son ministre de la Défense Relus Ter Beek briefèrent donc pour la première fois la Commission sur le réseau *stay-behind* I&O et, quelques heures plus tard, le Premier ministre se présenta devant le Parlement. Il confirma que les arsenaux clandestins découverts dans les années 1980 appartenaient bien à l'armée secrète. Il souligna que l'organisation *stay-behind* néerlandaise était responsable devant le Premier ministre, par conséquent lui-même, et devant le ministre de la Défense, Ter Beek. «Les Premiers ministres et ministres de la Défense successifs ont toujours préféré ne pas mettre les autres ministres ou le Parlement dans la confidence.» ⁴⁹ Le Premier ministre s'enorgueillit du fait que près d'une trentaine de ministres avaient su protéger le secret, tandis que certains membres du Parlement y voyaient surtout une violation de la Constitution des Pays-Bas. De nombreux députés ne rejetaient pas le principe de préparatifs *stay-behind* en cas d'urgence, mais ils ne pouvaient accepter d'avoir été ainsi abusés. Le travailliste Maaseik van Draa déclara au nom de son groupe : «Il nous faut plus d'éclaircissements sur le type de structures dont il s'agit et dans quelle mesure elles ont collaboré ou collaborent toujours avec l'OTAN». Ton Frinking de la majorité démocrate-chrétienne demanda lui aussi plus d'informations sur les liens entretenus par le réseau Gladio avec l'OTAN. Il précisa avoir entendu récemment les Belges reconnaître publiquement qu'ils avaient présidé la

dernière conférence secrète *stay-behind*. «La question est : que signifie concrètement cette présidence belge ?», interrogea Frinking.

Lubbers dut admettre que l'armée secrète des Pays-Bas était toujours membre de ce comité clandestin de l'OTAN chargé de la coordination des réseaux *stay-behind* d'Europe occidentale. Hans Dijkstal de l'opposition libérale déclara : «Ce qui m'inquiète ce n'est pas tant qu'une telle chose ait existé ou existe encore aujourd'hui. Le vrai problème c'est que le Parlement n'en ait rien su avant hier soir.»⁵⁰ Quand certains parlementaires voulurent connaître la liste des membres de l'armée secrète, Lubbers leur répondit qu'il l'ignorait personnellement. Certains virent dans cette réponse une contradiction à ses précédentes déclarations dans lesquelles il venait de confirmer sa responsabilité et celle du ministre de la Défense dans la supervision des armées secrètes. Mais Lubbers souligna que la nécessité du secret était telle qu'il serait «extrêmement dangereux si le Premier ministre (...) devait enquêter sur chacun d'entre eux personnellement».⁵¹ Face aux questions insistantes des parlementaires, Lubbers fut forcé de reconnaître que des membres de l'armée secrète néerlandaise avaient récemment pris part à un entraînement en Sardaigne, au quartier général du Gladio italien.⁵²

Il n'y eut ni enquête parlementaire ni rapport public et ce n'est qu'en avril 1992 que l'armée secrète néerlandaise I&O fut finalement démantelée. Le ministre de la Défense Relus Ter Beek adressa un courrier aux soldats de l'ombre dans lequel il les remerciait des services rendus à leur pays.⁵³ Mais les fantômes du passé resurgirent en 1993 quand un tribunal de La Haye condamna un homme de 38 ans à 3 ans de prison. À ses côtés comparait un major de l'armée néerlandaise âgé de 44 ans qui fut lui aussi reconnu coupable d'avoir fait chanter Nutricia, un fabricant d'aliments pour bébés au printemps 1993 pour un montant de 5 millions de florins. Les avocats de la défense soulignèrent que les prévenus étaient membres de l'organisation *stay-behind* mise en place par les services secrets aux Pays-Bas et dans d'autres pays européens. Le major prétendit pour sa défense que, dans le passé, les agents *stay-behind* arrêtés par la police étaient protégés par un accord conclu entre les instances judiciaires et la Défense selon lequel ceux-ci étaient protégés de toute poursuite judiciaire. Il affirma que de nombreuses missions du Gladio avaient échoué par le passé sans qu'aucune charge ne soit finalement retenue contre les individus impliqués, signifiant ainsi que les Gladiateurs néerlandais avaient pu agir hors de tout contrôle et cadre légal. L'officier ne précisa toutefois pas de quel type de missions il s'agissait.⁵⁴

12.

La guerre secrète au Luxembourg

Des trois pays du Benelux, le Luxembourg est de loin le plus petit. Tout comme la Belgique et les Pays-Bas, il fut lui aussi envahi et occupé par l'armée allemande durant la seconde guerre mondiale. Cependant, contrairement à la Belgique qui nomma une commission d'enquête sénatoriale et aux Pays-Bas où des chercheurs se sont livrés à des études sur le sujet, on ne dispose à ce jour que de très peu d'informations sur le réseau *stay-behind* luxembourgeois.¹

Comme le souligna le Premier ministre Jacques Santer devant le Parlement le 14 novembre 1990 en réponse à une requête prioritaire déposée par le député Charles Goerens du parti démocrate, les petits pays ont aussi été intégrés au réseau continental d'armées *stay-behind*. Comme dans la Belgique et les Pays-Bas voisins, l'idée trouvait son origine dans les expériences vécues pendant la seconde guerre mondiale où des réseaux similaires avaient tenté, avec un succès très relatif, de lutter contre l'occupation du Duché par les troupes allemandes. Le Luxembourg rejoignit l'OTAN dès sa création en 1949, date à partir de laquelle les réseaux clandestins furent coordonnés par l'Alliance Atlantique.

«Le terme "Gladio" désigne la structure italienne. L'appellation utilisée au sein de l'OTAN est "*stay-behind*"», le Premier ministre expliquait la terminologie des armées secrètes à des parlementaires médusés. «Ce terme décrit le principe d'une organisation vouée à devenir active derrière les lignes de front dans un conflit armé, donc en cas d'une occupation du territoire par l'ennemi. Ce concept a été mis au point par l'OTAN. L'idée est née de l'expérience de la seconde guerre mondiale au cours de laquelle des réseaux similaires furent établis dans les périodes d'occupation, donc dans un environnement particulièrement difficile et sous la surveillance de l'ennemi.» Jamais plus un pays ne devait se trouver aussi mal préparé face à une guerre et à une occupation éventuelle, expliquait le Premier ministre pour justifier la logique du réseau secret : «Afin d'éviter à l'avenir un tel déficit de préparation, il fut décidé d'élaborer les fondations d'une telle organisation sans attendre que survienne la guerre».

Alors que certains parlementaires considéraient que l'armée secrète commandée en sous-main par l'OTAN avait agi en violation de la souveraineté nationale des états européens, le Premier ministre Santer, qui présida par la suite la Commission Européenne, prétendit qu'il n'en avait jamais été ainsi : « Tous les pays d'Europe centrale membres de l'OTAN ont participé à ces préparatifs et le Luxembourg n'aurait pu se soustraire à cette solidarité internationale. Chaque état membre était autorisé à définir ses propres structures. Ainsi, bien que l'OTAN ait initié et coordonné le réseau *stay-behind*, chaque pays conservait la direction de sa propre composante nationale. » Il en ressort que l'organisation *stay-behind* du Luxembourg était elle aussi coordonnée par l'Alliance Atlantique et qu'elle a donc pris part aux réunions secrètes des comités ACC et CPC, y compris la conférence de l'ACC qui se réunit les 23 et 24 octobre 1990 à Bruxelles, sous la présidence du général Van Calster.

Ni les noms ni les matricules des agents appartenant à l'armée secrète luxembourgeoise ne furent révélés, le Premier ministre se contenta de confirmer que l'organisation avait été dirigée par le Service de Renseignement du Grand Duché. « Les agents de ce réseau *stay-behind* étaient recrutés par les services secrets sur la base du volontariat et en fonction de critères relatifs à leur profession et leur lieu de résidence. » Le Premier ministre laissa entendre que le Gladio luxembourgeois avait lui aussi été équipé du système de communication dernier cri *Harpoon* au cours des années 1980 : « Ces personnes, qui recevaient leurs instructions par radio, avaient vocation à effectuer des missions clandestines à leurs risques et périls dans une zone contrôlée par l'ennemi ». Santer ne s'étendit pas sur le rôle joué par le MI6 ou la CIA au Luxembourg, mais confirma qu'en cas de guerre l'armée secrète aurait collaboré avec des unités des forces spéciales, dont vraisemblablement les SAS britanniques et les Bérêts Verts américains. « L'objectif de leur mission était d'informer l'OTAN de la situation politique et militaire de la région, d'organiser des routes d'évacuation hors des territoires occupés et d'appuyer les forces spéciales de l'armée. »

Alors que l'on apprenait que les armées secrètes n'avaient pas été une simple précaution mais bien un instrument de terreur, le Premier ministre insista sur le fait que la « mission devait être menée à bien dans le cas d'une invasion et d'une occupation du territoire par l'ennemi ». Jacques Santer savait que dans de nombreux autres pays, et notamment dans la Belgique voisine mais aussi en Italie, en Grèce, en Turquie, en France, en Espagne et au Portugal, des preuves s'accumulaient établissant la responsabilité des combattants *stay-behind* dans des attentats et d'autres actes de terrorisme visant à influencer sur le climat politique. Aussi précisa-t-il : « En

ce qui concerne le Luxembourg, il est clair que ces missions se cantonnaient uniquement aux formes d'assistance aux autorités de l'OTAN précitées. Les activités de ces personnes – et il en fut ainsi dès l'origine – se limitaient à se préparer en vue de leurs missions, et notamment s'entraîner à évoluer dans un environnement hostile et à coordonner leurs efforts avec ceux des pays alliés. »

En l'absence d'enquête indépendante, les propos du Premier ministre furent pris comme argent comptant, même si bon nombre de parlementaires luxembourgeois déplorèrent que la représentation nationale n'ait pas été tenue informée de ces préparatifs de guerre secrète. Santer se contenta d'effleurer la question du contrôle parlementaire d'une telle structure au sein même de l'État en excluant d'emblée l'idée qu'un tel contrôle eût été seulement possible. Le Premier ministre, qui avait lui-même siégé au Parlement entre 1974 et 1979, partageait cette conception répandue parmi les services secrets que les parlementaires ont tendance à trop parler et sont de fait incapables de garder un secret. Même avec la meilleure volonté du monde, ils auraient fini par vendre la mèche. « Il est inutile d'insister sur le secret qu'impose la nature même de ces opérations », déclara Santer à la représentation nationale sans préciser sous le contrôle de quelle autorité civile était placée l'armée secrète. En conclusion de sa brève allocution, le Premier ministre prétendit que ni lui ni probablement aucun de ses ministres n'avaient été informés de l'existence du réseau clandestin de l'OTAN dans le pays. « Je peux jurer n'avoir jamais eu connaissance de son existence. Et je ne pense pas qu'aucun membre du gouvernement ait pu la deviner. Je ne peux raisonnablement pas associer mes prédécesseurs à cette déclaration car je n'ai pas eu le temps de les consulter avant de vous répondre. »

Cette explication ne convainquit pas tous les parlementaires. En effet, cet aveu impliquait qu'une armée secrète avait opéré au Luxembourg à l'insu et hors de contrôle non seulement du Parlement mais aussi du gouvernement. Le Premier ministre fut incapable d'offrir une réponse satisfaisante à cette délicate question et reprocha indirectement à l'OTAN le fait qu'une armée secrète ait été mise en place dans le pays : « En conclusion, je vous répète que c'est uniquement dans le cadre d'accords inter-alliés que le Luxembourg a contribué par l'intermédiaire de son unique service de renseignement à bâtir le réseau en question sous l'égide du commandement de l'OTAN ». Santer voulut convaincre son Parlement qu'à aucun moment, le réseau n'avait fait usage de ses armes et explosifs ni ne s'était retrouvé impliqué dans des activités illégales en temps de paix étant donné que « le réseau du Luxembourg n'a jamais connu d'implication militaire et n'a jamais été utilisé à d'autres fins que celles pour

lesquels il avait été créé ! ». Le Premier ministre souligna que « le principe même d'une organisation secrète de résistance patriotique prévue dans l'hypothèse d'une occupation ennemie du territoire ne doit pas être remis en question » et informa le Parlement qu'il avait en toute logique « ordonné aux services secrets de dissoudre immédiatement le réseau *stay-behind*, dans l'attente que les pays de l'OTAN définissent une nouvelle stratégie adaptée à une Europe radicalement transformée ».

L'histoire du réseau Gladio luxembourgeois reste aujourd'hui encore mystérieuse et parcellaire. La quantité et la nature exactes des armes entreposées dans les caches ainsi que la localisation de celles-ci ne furent jamais révélées, pas plus que les dates ou les termes des accords de coopération passés entre le réseau *stay-behind* et l'OTAN, la CIA et le MI6. De nombreuses questions restant sans réponses suite aux déclarations de Santer, le parlementaire Jean Huss du parti vert alternatif et ses partenaires de coalition demandèrent dans un premier temps l'ouverture d'un débat public au sein du Parlement puis la formation d'une commission d'enquête parlementaire sur le sujet. Les deux requêtes furent rejetées à la majorité des voix.

13.

La guerre secrète au Danemark

L'armée secrète *stay-behind* danoise avait pour nom de code « Absalon ». *Nomen est omen*,* ce nom reflétait la mission anticomuniste confiée au réseau clandestin : Absalon était un évêque danois du Moyen-Âge qui vainquit les Russes à l'aide de son épée. L'imposante statue équestre en bronze représentant Absalon en armure, toujours visible à Copenhague, suscita un regain d'intérêt lorsqu'en novembre 1990 la presse danoise titra que « Le groupe "Absalon" constitué par la CIA et soutenu par l'OTAN se préparait en vue d'une prise de pouvoir par les communistes au Danemark ».¹

L'histoire d'Absalon conserve des zones d'ombre car en apprenant l'existence du réseau le Parlement Danois décida de débattre de cette affaire top secrète à huis clos sans publier de rapport officiel. Selon un ancien membre anonyme de l'organisation, l'armée secrète fut créée suite au traumatisme qu'engendra l'occupation allemande au cours de la seconde guerre mondiale et son noyau ne comptait pas plus de 360 hommes. Comme dans chacun des pays engagés dans l'opération *stay-behind*, le réseau avait vocation à s'étendre en cas d'occupation. « L'organisation fut naturellement conçue sur le modèle des mouvements de résistance. Elle se composait de 12 districts structurés en cellules mais pas aussi strictement coordonnés que pendant la guerre », révéla à la presse danoise l'ancien combattant de l'ombre danois. « Chaque district comptait jusqu'à une trentaine de membres dans son premier cercle. »

Si l'on en croit plusieurs sources anonymes, le réseau *stay-behind* fut pendant de nombreuses années dirigées par un certain E. J. Harder. « Harder était surnommé "Bispen" », qui signifie « évêque » en danois, en référence à Absalon, témoigna un ancien agent.³ En plus de diriger l'armée secrète danoise, Harder entretenait des contacts étroits avec l'OTAN. Il travailla au quartier général de l'Alliance de 1966 à 1970, année où l'OTAN fut contrainte de s'installer en Belgique après avoir été expulsée

* Locution latine signifiant : le nom est un présage.

du territoire français par le général de Gaulle. À Valenciennes puis au nouveau quartier général de Bruxelles, le directeur Harder était constamment tenu informé des détails de l'opération *stay-behind* de l'OTAN.

L'homme était connu pour ses opinions politiques très à droite et passait aux yeux de beaucoup pour un homme peu fréquentable. Répondant aux questions de la presse en 1990, Erik Ninn Hansen, un membre du parti conservateur qui fut ministre de la Défense du Danemark entre 1968 et 1971, tenta de prendre ses distances avec le commandant *stay-behind*. «Plusieurs groupes furent constitués au lendemain de la seconde guerre mondiale. Il est possible qu'Absalon ait été lié au mouvement de résistance», répondit-il prudemment aux journalistes. «Je me souviens aussi très bien des nombreuses conférences données par Harder. Mais n'allez pas croire que j'éprouvais la moindre sympathie pour ses idées, c'est totalement faux. Il était trop nationaliste à mon goût. Je n'ai jamais imaginé qu'Absalon soit si influent et je n'avais jamais envisagé qu'il puisse collaborer avec les services secrets». Quant à Harder, il refusa toutes les demandes d'interview suite à la découverte des armées secrètes en 1990.⁴

En 1978, soit quelques années après le scandale du Watergate et l'intervention de la CIA au Chili qui conduisit à la mort du Président socialiste Salvador Allende et à la prise du pouvoir par Pinochet, l'ancien directeur de la CIA William Colby publia un livre pour tenter de redorer le blason de la CIA, le service de renseignement extérieur américain. Colby y avait avoir lui-même participé dans sa jeunesse à la constitution de réseaux *stay-behind* en Scandinavie alors qu'il était affecté à l'antenne de Stockholm. «La situation était différente pour chaque pays scandinave. La Norvège et le Danemark étaient des alliés de l'OTAN, la Suède tenait à sa neutralité qui lui avait permis de traverser deux guerres mondiales et la Finlande était contrainte d'observer une certaine déférence vis-à-vis de l'Union soviétique, son voisin immédiat», racontait Colby. «Ainsi, dans certains de ces pays, les gouvernements constitueraient eux-mêmes leurs propres réseaux *stay-behind* en vue de les activer depuis leur exil afin de continuer le combat»; l'ex-directeur faisait donc référence à la Norvège et au Danemark. «Il fallait coordonner l'action de ces réseaux avec les plans de l'OTAN, diriger leurs antennes radio vers les futures destinations d'exil et dissimuler les équipements fournis par la CIA dans des caches sous la neige, en vue d'une utilisation future. En ce qui concerne les autres pays», comprenez la Suède neutre et la Finlande, «la CIA aurait à se débrouiller seule ou, dans le meilleur des cas, avec l'aide "officieuse" d'agents locaux puisque les responsables des gouvernements de ces pays interdisaient toute collaboration avec l'OTAN et que le moindre soupçon provoquerait un tollé parmi la presse communiste locale, les diplomates soviétiques et

les loyalistes scandinaves qui espéraient qu'une politique de neutralité ou de non-alignement leur permettrait de passer sans encombre au travers d'une troisième guerre mondiale».⁵

«Le Berlingske Tidende est en mesure de révéler qu'Absalon est la branche danoise du réseau international Gladio. Cela nous a été confirmé par un membre d'Absalon qui a préféré conserver l'anonymat», put-on lire dans un quotidien danois en 1990.⁶ La source, baptisée Q par le journal, confirmait les révélations faites par Colby dans son livre. «La version de Colby est rigoureusement exacte. Absalon a été créé au début des années 1950», déclarait le témoin Q. Toujours selon lui, le réseau était uniquement composé d'hommes aux idées très conservatrices et dont l'anticommunisme ne pouvait donc être mis en doute. «Colby était un membre laïc de l'organisation catholique mondiale Opus Dei, qui en termes plus modernes peut être qualifiée de droite ultra-conservatrice. L'Opus Dei joua un rôle crucial dans la mise en place du réseau Gladio dans toute l'Europe et notamment au Danemark», prétendait Q. «Le chef du Gladio était Harder qui n'était vraisemblablement pas catholique. Mais il n'y a pas beaucoup de catholiques au Danemark et le noyau dur du Gladio danois était surtout composé d'anciens résistants [de la seconde guerre mondiale], d'anciens prisonniers des camps de Tysk Vestre Faengsel, de Froslevlejren, de Neuengamme et de la Brigade Danoise.»⁷

Les journalistes danois contactèrent une nouvelle fois Colby fin 1990 et découvrirent que les secrets de Gladio étaient toujours gardés jalousement. Alors âgé de 70 ans et résidant à Washington, l'ex-directeur de la CIA leur répondit sur la défensive : «Je ne sais absolument rien de l'organisation danoise. Je n'ai jamais été en contact avec eux. Je ne crois pas. En tout cas, je n'en ai pas le souvenir.»⁸ Les journalistes insistèrent : «Vous écrivez pourtant dans votre livre que vous avez bâti des organisations pour le compte de la CIA dans quatre pays!» Ce à quoi Colby répondit : «Je ne sais plus si j'ai parlé de quatre ou trois pays ou d'un autre nombre. Tout ce que j'ai pu apprendre alors je l'ai certainement tenu de sources secondaires. Mais le livre est fidèle, fidèle à ce que je savais à l'époque.» Au journaliste danois qui insistait et était visiblement peu décidé à croire à son amnésie, Colby finit par répondre : «Les gens accordent bien trop d'importance à cette histoire. Le risque d'une invasion soviétique était réel pour beaucoup de gens à l'époque et la coopération avec les mouvements de résistance en Norvège ou en France était le moyen le plus naturel d'organiser la défense du pays.» Il refusa toutefois de commenter l'implication soupçonnée du réseau dans des opérations terroristes et de conditionnement du climat politique.⁹ Quand un second groupe de journaliste insista pour obtenir au moins le nom d'un contact de la CIA au Danemark,

Colby révéla que «son contact au Danemark» pour l'Opération Gladio était Ebbe Munck, figure centrale des services secrets danois et ancien résistant qui avait ensuite entamé une carrière diplomatique et était devenu l'un des conseillers de la Reine Margarethe du Danemark.¹⁰

Comme dans tous les pays concernés par l'Opération Gladio, l'armée secrète du Danemark était intégrée aux services secrets militaires FE (Forsvarets Efterretningstjeneste). D'après une source anonyme, l'encadrement de l'armée clandestine était composé d'officiers militaires : «95 % étaient des militaires. De nombreux membres des Unités Territoriales en faisaient également partie. En outre, la Fédération des Officiers de Réserves constituait également un réservoir très utile en cas de besoin.» Il semble que certains responsables politiques soigneusement sélectionnés aient été informés de l'existence de l'armée secrète car, comme le soulignait Q : «il existait des connections très étroites avec le parti populaire. Le fondement idéologique était fortement anticomuniste. Nous étions des Danois dotés d'un fort sentiment national basé sur l'idéologie chrétienne. Il était capital pour nous qu'un mouvement de résistance puisse s'organiser sans attendre deux ou trois ans, comme ça avait été le cas en 1940.» L'armée secrète, comme l'expliquait Q, avait une double fonction : agir en cas d'invasion ou d'une prise de pouvoir par les communistes danois sans le renfort de l'Armée rouge et collecter des informations sur les organisations de gauche : «On était en pleine guerre froide et une invasion russe ou un coup d'État des communistes danois étaient pour nous des menaces réelles et imminentes».¹¹ En dépit de ses orientations conservatrices, Absalon ne recrutait pas n'importe quel militant d'extrême droite, tint à préciser un ancien agent : «Tout le monde ne pouvait pas en devenir membre. Il y a par exemple eu le cas de l'activiste d'extrême droite Hans Hetler qui souhaitait en faire partie. Mais nous n'en voulions pas. C'était un ancien collaborateur et nous ne pensions pas qu'il disposait des qualités requises.»¹²

L'ancien directeur de la CIA William Colby avait raison d'indiquer que, comme toutes les armées secrètes, le *stay-behind* danois Absalon avait également ses propres réserves. «Un certain nombre de caches d'armes furent aussi disséminées à travers le Danemark. Je ne vous donnerai pas le nombre exact, mais je peux vous dire qu'il y en avait moins d'une dizaine», déclara l'ancien Gladiateur Q. «Deux d'entre elles avaient été aménagées dans de grandes forêts, à Bribskov et à Dronninglund Storskov. Je ne vous dirai pas comment les armes ont été cachées ni si elles s'y trouvent encore.»¹³ Contrairement à ce que l'on vit en Italie, à aucun moment, ces armes ne furent utilisées dans le cadre d'opérations terroristes sur le sol danois, comme le précisait Q : «De telles choses ne se sont

jamais produites au Danemark. Nous n'avons jamais fait usage de ces armes. En revanche, nous avons participé à des exercices militaires. L'un d'entre eux eut lieu à la frontière nord de l'OTAN, à Tromsø [en Norvège].»¹⁴ Lors de ces manœuvres internationales, les officiers du réseau Absalon s'entraînaient aux missions clandestines et aux opérations spéciales avec des agents des autres *stay-behind* européens, de l'OTAN, de la CIA et du MI6. En outre, comme le découvrit avec étonnement la presse danoise, l'armée secrète Absalon prit aussi part à des opérations particulièrement sensibles de l'autre côté du rideau de fer, dans les pays communistes d'«Europe de l'Est».¹⁵ C'est ce que confirma l'agent Q : «Absalon avait toutes sortes de fonctions. Avant tout, il devait se tenir prêt en vue d'une éventuelle invasion russe ou d'une prise de pouvoir par les communistes. Mais il était aussi chargé de récolter des informations sur les organisations de gauche et de collecter des renseignements en Europe de l'Est.»¹⁶

Quand l'armée secrète fut constituée au lendemain de la seconde guerre mondiale, les unités disposèrent facilement d'armes et d'explosifs. «Cette abondance était la conséquence d'une distribution inégale des armes après la libération du Danemark. À l'époque, quelques unités militaires avaient reçu une grande quantité d'armement en provenance de Suède tandis que rien n'avait été donné aux communistes», expliqua Q qui laissa aussi entendre que, par la suite, la CIA avait fait parvenir des équipements supplémentaires au *stay-behind* danois. «Je n'exclus pas la possibilité que du matériel supplémentaire ait été fourni par la suite. Il s'agissait probablement de matériel américain.»¹⁷ Cette allégation fut confirmée en 1991 dans la presse danoise qui titra : «La CIA a fait parvenir des armes au Danemark» en se basant sur un document relatif aux expéditions d'armes de la CIA retrouvé aux archives nationales américaines. La note de service écrite de la main du général G. C. Steward, qui, dans les années 1950, avait été responsable de l'aide militaire américaine à l'Europe, était datée du 10 février 1953 et adressée au chef du Military Assistance Advisor Group (MAAG) à Copenhague. En ce temps-là, le MAAG disposait de toute une flotte de navires destinés au transport de matériel militaire, grâce à laquelle il livrait des armes des États-Unis au Danemark. Le mémorandum de Steward était intitulé : «De l'aide de la CIA par approvisionnements spéciaux au Danemark par l'intermédiaire du MAAG». Le document ne précisait ni quel type d'équipements était envoyé ni à quel groupe au Danemark. «Le gouvernement danois a jusqu'à présent démenti toutes les allégations selon lesquelles la CIA aurait bâti, au début des années 1950, un réseau de caches d'armes et d'hommes destiné à combattre une invasion du Danemark par les Soviétiques», ne put que déplorer la presse du pays. En février 1991, le

ministre de la Défense Knud Enggaard persista en livrant ce démenti plutôt mal avisé : «Le gouvernement n'a pas connaissance de l'existence d'une telle organisation au Danemark». ¹⁸

Comme la plupart de leurs collègues européens, les membres de l'armée secrète danoise se rendaient secrètement aux États-Unis pour y suivre une préparation spéciale, vraisemblablement dans les centres d'entraînement aux opérations spéciales de la CIA ou au quartier général des forces spéciales, à Fort Bragg. «Plusieurs membres du Gladio danois auraient participé aux programmes d'entraînement de la CIA pour les missions de renseignement et de sabotage aux USA», révéla un journal danois sans toutefois donner le lieu exact de ces exercices secrets. ¹⁹ Outre la CIA, Absalon était aussi en lien étroit avec l'OTAN. En effet, les services secrets militaires danois FE, en plus de diriger Absalon, assuraient également la connexion entre le réseau *stay-behind* et l'OTAN, à l'image de ce qu'on a pu observer en Italie, en Belgique et en France où les services de renseignement de l'armée coordonnaient la coopération entre l'armée secrète et le commandement des forces spéciales de l'Alliance Atlantique. Il semble qu'Eric Fournais, directeur du FE de 1963 à 1973, ait joué un rôle prépondérant au sein d'Absalon. Quand il quitta la direction de son service en 1973, il fut nommé coordinateur des services de renseignement de l'OTAN à Bruxelles, une fonction qu'il occupa jusqu'en 1977. Un ancien membre anonyme d'Absalon précisa : «Fournais était lui aussi très présent au sein d'Absalon». Le commandant du Gladio Harder, qui avait travaillé au quartier général de l'OTAN de 1966 à 1970 et avait alors assuré personnellement le contact entre l'OTAN et Absalon, fut donc très probablement remplacé par Fournais au début des années 1970. «Quand Fournais a atteint les hautes sphères de l'OTAN, il a remplacé Harder en tant qu'agent de liaison entre Absalon et l'OTAN», témoigna Q.

Quand en 1990 la presse lui demanda de réagir aux déclarations de Q, Fournais démentit nerveusement avoir eu quelque contact que ce soit avec l'armée d'extrême droite tout en prétendant que l'OTAN n'était en rien impliquée dans des opérations secrètes *stay-behind* : «Les services secrets militaires et moi nous gardions nos distances avec Absalon. Absalon n'avait aucun contact l'OTAN et les services secrets militaires danois. Si j'ai entendu parler d'Absalon c'est parce que les responsables politiques ont insisté pour que nous autres [des services secrets danois] gardions un œil sur les groupuscules d'extrême droite. Mais nous n'avons jamais surveillé Absalon ou enquêté sur cet organisme. Ça aurait été ridicule.» ²⁰ En effet, il aurait été assez singulier de voir Fournais le patron des services secrets militaires enquêter sur Fournais le membre d'Absalon pour signaler ses activités illégales.

À l'intérieur du FE, l'armée *stay-behind* était placée sous la tutelle du département des opérations spéciales SO, dirigé par Gustav Thomsen. «Le FE disposait d'un service des opérations spéciales dont les tâches n'étaient même pas connues des autres membres du personnel», témoigna un ancien combattant de l'ombre danois. «S'il fallait poser des micros quelque part, le SO fournissait le matériel. Le chef du SO était Gustav Thomsen.» ²¹ L'ancien agent Q confirma également que le *stay-behind* danois était en relation avec les services secrets militaires à travers le SO : «Je n'ai pas l'intention de citer de noms. Mais c'est exact. C'était là [au SO] que nous prenions contact.» ²² L'ancien commandant du SO Gustav Thomsen fut plus que réticent à évoquer les secrets d'État. En 1990, il déclara : «J'ai pris ma retraite en 1975. Beaucoup de temps a passé depuis. Je ne me souviens plus de rien.» ²³

Le Parlement Danois n'ayant pas jugé nécessaire d'ouvrir une enquête sur le sujet, les entraînements spécifiques et les opérations menées par le SO et Absalon pendant la guerre froide nous demeurent très largement inconnus. Certains prétendent toutefois que leurs opérations secrètes auraient inclus la surveillance des communistes danois ainsi que des autres organisations de gauche et la constitution de dossiers personnels. Sur la foi de sources anonymes, la presse locale écrivit que «Absalon avait notamment pour mission de collecter des informations sur les organisations de gauche». ²⁴ Vers la fin des années 1950, l'agent du FE Arne Sejv fut au cœur d'un véritable scandale d'une ampleur nationale lorsque l'on découvrit qu'il écoutait et espionnait Alfred Jensens, l'un des principaux leaders communistes du Danemark. ²⁵ Cette opération parmi d'autres menées sur le sol national aurait visiblement été effectuée avec l'appui du SO et d'Absalon, bien que, déjà à l'époque, l'armée secrète «fit tout pour échapper à l'attention des médias». ²⁶ Après une phase de sommeil au début des années 1950, tout porte à croire que les opérations intérieures s'intensifièrent tout au long de la décennie suivante. Il semble que Harder, le commandant du réseau, ait eu quelques difficultés «à faire fonctionner correctement Absalon au cours des années 1950. Ce n'est qu'en 1960 et en 1961 que la machine se mit en marche», témoigna le Gladiateur danois Q. «Cela s'est produit après que 18 membres du Gladio danois se soient rendus à une réunion au quartier général de l'OTAN alors situé à Valenciennes [dans le nord de la France].» ²⁷

L'armée secrète agissant en toute clandestinité, toute trace de son passage était effacée. La population n'entendit qu'une seule fois parler des opérations intérieures d'Absalon, en 1974. Cette année-là, Absalon tenta en vain d'empêcher un groupe d'universitaires libéraux d'intégrer le conseil d'administration de l'université d'Odense qu'il jugeait déjà trop à

gauche. Quand la vérité éclata sur les agissements d'Absalon, la presse fit ses choux gras de cette « organisation mystique souterraine ». À l'époque, personne ne fut à même de mettre en lumière les liens existant entre l'OTAN, la CIA et le réseau international.²⁸ Suite au scandale de l'université d'Odense, il semble qu'Absalon ait renoncé aux opérations secrètes et se soit mis à créer des organisations de façade pour promouvoir son idéologie. « Cela [l'opération Odense] a conduit Absalon à renoncer à interférer dans la société. Au lieu de cela, un nouvel organisme baptisé Pindsvinet [hérisson] a été créé afin de diffuser légalement les idées d'Absalon dans le débat public », raconta l'agent Q qui précisa que le symbole du hérisson avait été retenu pour illustrer les liens idéologiques qu'entretenait l'organisation avec l'OTAN : « Pindsvinet est le nom d'une opération conçue par le général Eisenhower mais c'est également l'emblème de l'Alliance Atlantique. À partir de 1981, la Défense nationale du Danemark adopta elle aussi le hérisson comme emblème. »²⁹

Un autre scandale impliquant l'armée secrète danoise survint quatre ans plus tard. En 1978, quand fut découverte en Norvège une immense cache d'armes, le ministre de la Défense Rolf Hansen n'eut d'autre possibilité que de confirmer devant le Parlement qu'une armée secrète avait effectivement été constituée dans le pays, sous l'égide de l'OTAN. Au Danemark voisin, le réseau *stay-behind* Absalon se trouva dans une fâcheuse posture car les révélations faites en Norvège pouvaient aussi menacer sa couverture. Selon les dires de l'agent Q, les effectifs de l'armée secrète furent considérablement réduits au cours des années 1978 et 1979. Le chef du Gladio danois Harder et son assistant Flemming Norgaard se réfugièrent alors en Espagne, « nous nous faisions tous un peu vieux », commente l'agent Q.³⁰ Si l'on en croit ce témoin, Absalon aurait été remplacé en 1978 par une nouvelle organisation composée de nouveaux agents. Pour Nils Gleditzch de l'Institut de Recherche pour la Paix, un organisme international basé à Oslo, « Il est tout de même surprenant qu'aucun citoyen d'aucun état membre de l'OTAN n'ait saisi cette occasion pour s'interroger sur la situation dans son propre pays. »³¹

Comme le souligne Q, Flemming Norgaard, le bras droit d'Harder, jouait un rôle clé au sein du réseau Absalon, notamment par « ses activités importantes de collecte de fonds ». En 1990, des journalistes danois qui avaient retrouvé sa trace en France voulurent connaître sa réaction face aux déclarations de Q. Norgaard admit avoir fait partie d'Absalon mais nia fermement tout lien entre l'organisation et l'armée secrète italienne Gladio alors mise en cause. Il semble également qu'un certain Jorgen Svenne, récemment disparu, ait été une figure importante du noyau d'Absalon, disposant d'un excellent réseau de contacts internationaux et

d'appuis au sein du parti conservateur danois. « Svenne était l'éminence grise, il voyageait sans cesse », témoigna Q. « Personne ne savait ce qu'il faisait au juste. Mais les personnes les plus exposées sont rarement les plus influentes. »³²

Lorsque l'on apprit l'existence du Gladio italien en 1990, le réseau clandestin danois était toujours actif ; le ministre de la Défense Knud Enggaard n'eut donc d'autre choix que de se présenter devant un Folketing (le Parlement danois) à la fois étonné et curieux. Le 21 novembre 1990, il affirma dans la première allocution publique sur l'armée secrète danoise qu'aucune organisation « d'aucune sorte » n'avait jamais été constituée par la CIA dans le pays avec le soutien de l'OTAN. Puis, à la grande confusion des parlementaires, il dit : « Toute autre information relative à une opération des services secrets conçue dans l'hypothèse d'une occupation ennemie est classée confidentielle et même hautement confidentielle, il m'est donc impossible d'en communiquer davantage au Parlement danois. » Le député Pelle Voigt qui avait le premier soulevé la question jugea la réponse du ministre de la Défense « contradictoire et une confirmation indirecte que le Danemark entretenait lui aussi son propre réseau secret ». ³³

En interrogeant d'anciens ministres, les journalistes découvrirent que ceux-ci étaient très peu enclins à évoquer cette délicate affaire. Erling Brondum, ministre de la Défense de 1973 à 1975, déclara en 1990 : « Tant d'années ont passé. Le nom Absalon ne me dit rien du tout. »³⁴ Sur quoi la presse se fit une joie de rappeler qu'en 1974 Brondum avait mentionné devant le Parlement le nom d'« Absalon », nom dont il prétendait justement ne plus se souvenir tout en niant les prétendus liens entre le *stay-behind* danois et le ministère de la Défense. Le social-démocrate Poul Sogaard, ministre de la Défense de 1978 à 1982, semblait avoir meilleure mémoire, il déclara sans ambiguïté : « Je me souviens très bien d'Absalon. C'était un cercle d'officiers militaires. (...) Si l'armée venait à manquer de tel ou tel équipement, Absalon fournissait les fonds pour l'acheter. C'est ainsi que le général Andersen me l'a expliqué. » Toutefois, le général Andersen, qui selon Sogaard était impliqué dans la conspiration, démentit cette affirmation et déclara à la presse : « Poul Sogaard a dû être trahi par sa mémoire. Le nom d'Absalon ne m'évoque strictement rien. »³⁵

Le ministre de la Défense Enggaard obtint que la question du réseau *stay-behind* soit débattue en interne par la Commission parlementaire chargée de superviser l'action des services secrets et dont les archives sont, de ce fait, classées top secrètes et inaccessibles au public. Ainsi, seuls quelques députés furent informés du dossier tandis que la popula-

tion était, elle, tenue dans l'ignorance. «Tous les ministres avaient connaissance des activités d'Absalon. C'est sûr à 200 %. Nous avons un homme haut placé au ministère qui était lui-même en contact avec le Premier ministre», souligna l'ancien agent Q. «Nous avons raison de faire ce que nous faisons. Mais après tant d'années, il est à présent temps de révéler certains détails, au nom de l'Histoire.»³⁶

14.

La guerre secrète en Norvège

En avril 1940, les armées d'Hitler envahirent la Norvège qu'elles occupèrent pendant cinq ans jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. Comme dans de nombreux autres pays d'Europe occidentale, cette expérience traumatisante façonna la conception de la sécurité des Norvégiens et entraîna la création d'un réseau *stay-behind* au lendemain de la guerre. Les Norvégiens qui bâtirent cette organisation clandestine avaient pour la plupart vu leurs réseaux de résistance désorganisés se faire balayer par les troupes allemandes et craignaient que la guerre froide aboutisse à une invasion soviétique. «Il ne s'agissait pas de savoir si oui ou non il fallait édifier une organisation *stay-behind* en Norvège mais d'établir le calendrier des opérations», expliquent Ronald Bye et Finn Sjue, deux auteurs spécialistes du Gladio norvégien, pour décrire le sentiment de l'époque. L'OTAN elle-même avait fait de la création de ce réseau une priorité. «Si le coup d'envoi ne fut pas donné en 1947/1948, il le fut certainement en 1949, lors de l'adhésion à l'OTAN. En effet, avant de pouvoir rejoindre l'Alliance, chaque pays devait s'être doté d'instruments de "guerre non conventionnelle ou avoir pris des dispositions dans ce sens», expliquent Bye et Sjue en faisant référence à un document non daté intitulé «Directive OTAN/SACEUR sur la guerre non conventionnelle».¹

Vilhelm Evang, qui dirigeait les services secrets norvégiens au lendemain de la guerre, et Jens Christian Hauge, le Premier ministre de la Défense de l'après-guerre, furent les artisans à la fois de la construction du réseau *stay-behind* et de la création du Norwegian Intelligence Service (NIS). Evang, un scientifique originaire d'Oslo, avait rejoint le petit service de renseignement du gouvernement norvégien en exil à Londres en 1942, quant à Hauge, il avait commandé la résistance militaire pendant l'occupation. À son retour en Norvège, Evang créa en 1946, avec l'aide d'Hauge, le NIS qu'il dirigea pendant 20 ans. La communauté du renseignement américain était méfiante à l'égard d'Evang en raison de ses sympathies connues pour les partis de gauche et parce qu'il avait appartenu au mouvement «Mot Dag» au cours des années 1930. En 1966, il fut contraint de quitter

le service suite à l'affaire Lygren.² Afin de ménager sa sortie, le ministre de la Défense l'affecta au quartier général de l'OTAN en France, en qualité de Représentant Militaire National. Il servit tout d'abord à Paris, puis à Bruxelles jusqu'en 1969. Evang abandonna le service de l'État en prenant sa retraite et mourut en 1983, à l'âge de 74 ans.

Durant le temps qu'il avait passé à Londres, Evang s'était créé des contacts étroits parmi la communauté du renseignement britannique. Il partageait la conviction des officiers du MI6 que la Norvège ne devait plus jamais se retrouver victime d'une occupation ennemie sans y être préparée. Dans le cadre de la construction du réseau *stay-behind*, Evang rencontra en février 1947 un agent du MI6 disposant « de solides contacts au sein de la Défense et de l'armée » dont on peut supposer qu'il s'agit du directeur du MI6 en personne, Sir Steward Menzies, à qui il présenta le projet *stay-behind* norvégien. Evang et Menzies étaient tous deux convaincus des menaces réelles que constituaient l'Union soviétique et l'expansion du communisme. « Ces considérations ont conduit les Anglais à s'intéresser de près aux stratégies de défense dans les pays sous occupation ennemie », écrivit Evang dans son journal. « Il semble que les Pays-Bas, la France et la Belgique aient entrepris de concevoir l'organisation d'une armée clandestine selon un modèle plus ou moins défini. »³

Aux côtés du MI6 britannique, la CIA américaine prit également une part active au processus qui conduisit à la création de l'armée secrète norvégienne. Dès 1946, Evang envoya le major Kaj Martens à New York afin d'établir des contacts avec le renseignement américain. Puis en 1947, au lendemain de la création de la CIA, Evang se rendit lui-même aux États-Unis, probablement pour s'entretenir des questions de guerre clandestine avec Frank Wisner, le directeur du Bureau de Coordination Politique de la CIA (OPC) chargé de la constitution des réseaux *stay-behind* en Europe de l'Ouest. De même qu'en Italie, la CIA supplanta le MI6 à mesure que la puissance américaine croissait et que l'Empire Britannique déclinait. « La coopération avec les États-Unis », observe le chercheur norvégien Olav Riste, était « de loin l'aspect le plus développé des relations extérieures du NIS ». ⁴ Afin de coordonner leurs opérations secrètes, des représentants des services secrets norvégiens, britanniques et américains se rencontrèrent à Londres en 1948. Un memorandum des services de renseignement relate qu'il fut alors décidé « d'établir en Norvège un appareil chargé de transmettre des rapports de renseignement par radio ou par tout autre moyen de communication au quartier général allié situé à l'intérieur ou hors des frontières du territoire national, en cas d'occupation partielle ou totale de celui-ci ». Cette note de service souligne que le NIS était fier d'annoncer à la CIA et au MI6 que dans le

cadre d'une opération baptisée SATURN, une telle armée secrète avait d'ores et déjà été mise en place. « Le colonel Evang a pu informer nos alliés qu'un appareil capable d'assurer de telles fonctions était quasiment opérationnel et à sa disposition. »⁵

C'est un agent du renseignement norvégien, Alf Martens Meyer, qui était chargé d'assurer la liaison avec la CIA. Il était d'ailleurs payé par la CIA et, selon l'ancien agent des services secrets Christian Christensen, il aurait « dirigé la plupart des opérations du renseignement norvégien au cours des années 1950 et 1960 ». ⁶ « Il a également été établi que Martens Meyer et ses collaborateurs entretenaient des contacts réguliers avec des agents secrets de la CIA et du MI6 aux ambassades des États-Unis et de Grande-Bretagne à Oslo », écrivirent les journalistes Bye et Sjøe dans les années 1990. ⁷ Comme dans d'autres pays, l'achat de transmetteurs radio constituait le principal investissement de l'armée secrète. En mai 1948, Evang adressa une lettre confidentielle au ministre de la Défense Hauge dans laquelle il lui demandait des fonds pour acquérir 50 transmetteurs radio destinés au *stay-behind* norvégien. « Les transmetteurs seront entreposés en sécurité et ne seront utilisés que si certaines portions du territoire sont envahies par une puissance étrangère », spécifiait Evang qui soulignait en outre que l'armée secrète créée sous l'égide de l'OTAN pourrait aussi être utilisée dans le pays en l'absence d'invasion mais dans l'hypothèse d'un coup d'État des communistes norvégiens : « Dans le cas d'un coup d'État intérieur, les transmetteurs individuels pourront être activés sur autorisation spéciale de l'État-major ». Evang indiquait que « les préparatifs de la création du réseau sont bien avancés » et précisait en ce qui concerne les opérateurs des systèmes radio : « nous projetons de recruter des individus qui n'ont pas pris part à de telles activités clandestines au cours de la dernière guerre et qui ne sont pas identifiés comme opérateurs radio ». ⁸ Le ministre de la Défense Hauge fut ravi des derniers développements de l'opération top-secrète et appuya la demande de crédits. ⁹

S'attardant sur les fonctions intérieures de l'armée secrète, Evang expliquait à Hauge comment des groupes d'individus travaillant dans certaines industries avaient été sélectionnés avec l'assentiment d'industriels norvégiens et sous la supervision du NIS pour être entraînés et placés en guise de sentinelles et ainsi lutter contre « les activités subversives des cinquièmes colonnes (communistes) dans certains secteurs ». En octobre 1948, probablement conscient du danger que pouvaient représenter ces groupes armés privés et agissant hors de tout contrôle parlementaire, Evang présenta un rapport au ministre de la Défense dans lequel il précisait bien que les groupes étaient constitués de collaborateurs loyaux et disciplinés. Lorsque la Norvège ratifia le Traité

de l'Atlantique Nord en avril 1949, des affiches spéciales dénonçant les agissements des cinquièmes colonnes furent imprimées et placardées dans tous les bureaux de l'armée. Ces affiches demandaient aux officiers de coopérer avec la police et les services secrets dans le cadre de mesures préventives à l'encontre des agents des «cinquièmes colonnes», définis comme «des Norvégiens ou des étrangers qui se livrent pour le compte d'une puissance étrangère à des activités de renseignement illégales, des actes de sabotage, des assassinats, etc.. sur le territoire national». Après l'adhésion de la Norvège à l'OTAN, des listes de citoyens norvégiens et des ressortissants étrangers à arrêter et à incarcérer en cas de crise furent dressées et conservées par la Police de Sécurité.¹⁰

Hauge avait été nommé ministre de la Défense en 1945. Sa nomination en dépit de son jeune âge, il n'était alors âgé que de 30 ans, s'explique par le rôle important qu'il avait joué dans la Résistance. Hauge était un fervent partisan de l'armée *stay-behind*. En exposant son plan pour la reconstruction des forces armées norvégiennes devant le Parlement à l'automne 1946, il déclara : «nous savons grâce à notre expérience acquise pendant la guerre, que la détermination à continuer le combat même après la défaite et l'occupation est un élément essentiel de la stratégie de défense d'un petit pays comme le nôtre». ¹¹ Hauge décida que la principale station de radio utilisée par le NIS dans la région d'Oslo devait servir de principal canal de communication pour le réseau *stay-behind* norvégien et ordonna qu'une station de réserve soit installée à l'intérieur du pays.

Le 25 octobre 1948, le ministre de la Défense imposa une directive gouvernementale établissant officiellement l'existence du *stay-behind* norvégien. Le même mois, dans une lettre top-secrète adressée au chef d'État-major, le général de division Ole Berg, Hauge ordonna à celui-ci de passer au niveau de préparation «FO 4». Berg savait exactement de quoi il s'agissait : pendant la seconde guerre mondiale, «FO 4» était le nom de la section du Haut Commandement militaire norvégien en exil chargée de préparer et d'exécuter des opérations de sabotage et d'autres missions clandestines menées conjointement avec le SOE britannique en territoire occupé. «Les autorités norvégiennes libres doivent être en mesure d'organiser des actes de sabotage et de guérilla contre des objectifs militaires stratégiques dans les zones de la Norvège susceptibles d'être temporairement occupées par l'ennemi (infrastructures industrielles et de communication, entrepôts militaires, unités, etc...) », ordonna Hauge. «Ces mesures devront impérativement être intégrées à la lutte armée en Norvège. L'appareil doit donc être maintenu à un haut degré de préparation en temps de paix.»¹²

Se fondant sur sa propre expérience, Hauge opta pour de petites unités opérationnelles de deux à quatre hommes disposant de caches secrètes contenant des armes à feu, des explosifs, des transmetteurs radio et d'autres équipements. Les combattants de l'ombre devaient être recrutés parmi l'armée norvégienne et la Garde Nationale. Ils devaient à tout prix avoir une bonne connaissance de leur secteur d'opérations. Les vétérans de la résistance militaire norvégienne ne devaient intervenir qu'en qualité d'instructeurs car ils risquaient d'être facilement identifiés et éliminés par un envahisseur aidé d'informateurs locaux. Selon les vœux d'Hauge, un réseau radio indépendant et secret devait assurer la communication au sein du *stay-behind*. L'Opération SATURN progressa rapidement et le niveau de préparation FO 4 fut rapidement atteint, sur quoi le *stay-behind* norvégien fut rebaptisé «Rocamboles», abrégé en ROC. «La "philosophie" qui sous-tendait le réseau ROC était héritée des leçons tirées de l'occupation allemande quelques années auparavant», résuma l'historien Olav Riste.¹³

En septembre 1952, le ministre de la Défense norvégien fit une déclaration au sujet de l'armée secrète et confirma à cette occasion la définition et les fonctions du réseau *stay-behind* norvégien. «ROCAMBOLE est une organisation militaire rigoureusement top-secrète placée sous le commandement direct du commandant en chef de la Défense (de l'État-major), dont le rôle est d'effectuer des missions ponctuelles d'une importance militaire particulière sur le territoire norvégien en cas d'occupation de celui-ci», spécifiait la note de service. «Il est impératif que chacune des actions entreprises obéisse à un ordre direct du chef de l'État-major et qu'elle soit menée par un petit nombre d'éléments aguerris spécialement organisés, entraînés et équipés en vue de cette mission.» En cas de guerre, ROC devait, selon le document du ministère de la Défense, s'acquitter de trois tâches : «1. La destruction de cibles matérielles au moyen d'explosifs ou par d'autres moyens. 2. La protection temporaire des installations et des voies de communication dans le cadre de la libération d'une région donnée. 3. D'autres missions telles que l'organisation de groupes clandestins plus importants, la réception de personnels et de matériels aéroportés, la reconnaissance, certaines tâches de renseignement spécifiques, des actions de guérilla, des assassinats, etc...»¹⁴ Les opérations de surveillance intérieure «en cas de coup d'État», telles que les avait imaginées Evang, ou les missions «visant à contrer les activités de subversion des cinquièmes colonnes (communistes) », si elles n'étaient pas mentionnées, devaient très probablement faire partie des attributions de l'armée secrète.

En 1950, le ROC établit son quartier général dans une bâtisse de Smestad et des caches d'armes furent disséminées à travers tout le pays tandis qu'un bunker, propriété du gouvernement, situé sur Cort Adeler

Street, dans le centre d'Oslo, était retenu pour entreposer l'équipement de l'organisation. Jens Nordlie, qui avait combattu aux côtés du ministre Hauge dans la Résistance fut choisi pour être le premier chef du *stay-behind* norvégien. Dès 1949, Nordlie avait rencontré à Londres des responsables du MI6 avec lesquels il avait convenu d'accélérer la constitution de l'armée secrète ROC et confirmé l'objectif «de créer avant la fin de l'année 15 unités de 5 hommes». ¹⁵ Les Britanniques lui avaient fourni tout l'équipement nécessaire, qui comprenait notamment des transmetteurs radio et des explosifs. En cas de guerre et d'occupation de la Norvège, la Grande-Bretagne devait servir de base arrière au réseau *stay-behind*. Il semblerait que les Norvégiens aient eu sur le moment quelques réticences à transmettre ainsi aux Britanniques le nom de tous les agents du ROC, en effet, cela revenait à faire passer l'organisation sous contrôle étranger. Le ROC collaborait aussi très étroitement avec la CIA. Avec l'aval du ministre de la Défense, les cadres de l'armée secrète rencontraient régulièrement l'Américain Harold Stuart, un membre du Conseil National de Sécurité. Ils échangeaient des informations et de l'argent et on peut raisonnablement penser que la CIA disposait elle aussi de la liste des agents du ROC. ¹⁶

Un rapport commandé fin 1949 montre que 9 chefs d'unités et 7 opérateurs radio avaient alors déjà achevé leur formation. Les caches avaient été aménagées avec suffisamment d'armes et d'équipements pour garantir aux groupes clandestins une autonomie de 12 mois. En 1952, le réseau ROC disposait de 32 unités comprenant chacune 5 membres et les plans prévoyaient d'atteindre un minimum de 40 unités, soit un noyau de 200 hommes. Hauge remercia Nordlie pour les progrès accomplis, mais se demandait si trop d'unités ROC n'avaient pas été stationnées dans l'extrême nord du pays, et notamment dans la région du Finnmark, limitrophe de l'Union soviétique. «C'est probablement pour servir des intérêts étrangers, par exemple dans l'optique de raids aériens contre l'Union soviétique via le Finnmark, que nous sommes si fortement implantés dans cette région», écrivit-il à Nordlie en mars 1952. «Si l'on considère l'intérêt plus général du ROC, j'ai tendance à penser que nous pourrions obtenir de bien meilleurs résultats dans le sud de la Norvège. Suivant cette logique, nous devrions donc veiller à ne pas gaspiller nos ressources en allouant trop de troupes au Finnmark.» ¹⁷

Le ministre de la Défense avait pleinement conscience de l'intérêt stratégique que revêtait la Norvège septentrionale pour Londres et Washington. En effet, durant toute la période de la Guerre Froide, la Norvège veilla sur 192 kilomètres de frontière directe avec l'URSS, dans une région très faiblement peuplée et prise par les glaces la majeure partie

de l'année. Aux yeux de l'OTAN, le pays avait une importance stratégique comparable à celle de la Turquie au sud en cela qu'elle s'étendait vers l'Est par delà la Finlande neutre et se trouvait par conséquent plus proche de Moscou que tout autre pays de l'Alliance. Elle pouvait donc servir de poste d'écoute et de base de décollage pour les avions espions de la CIA et, du moins en théorie, pour les bombardiers de l'OTAN, comme l'indiquait Hauge dans sa lettre. Toutefois, les préparatifs en vue d'une résistance face à une occupation étrangère étaient pour le ministre de la Défense plus utiles dans le sud du pays, plus densément peuplé.

Hauge n'était pas totalement satisfait de la manière dont était financée l'armée secrète, il considérait que la Norvège assumait une part trop importante des coûts. Selon les termes d'un accord conclu entre les trois parties impliquées dans la création du réseau ROC, l'équipement radio devait être fourni gratuitement par les USA et la Grande-Bretagne tandis que la Norvège payait 50 % du reste des équipements et prenait à sa charge le coût de l'entraînement de ses combattants. Hauge en vint à la conclusion que «dans ces conditions, les opérations du ROC servaient les intérêts des Alliés plutôt que ceux de la Norvège». ¹⁸ Le ministre de la Défense calcula que son pays payait en réalité les deux tiers des frais engendrés par l'organisation *stay-behind* alors que la CIA et le MI6 finançaient le reste mais il s'aperçut surtout que les dépenses du ROC représentaient plus de la moitié du budget total du NIS, le service de renseignement norvégien. C'est pourquoi il suggéra dans une note datée de 1950 qu'outre l'équipement radio fourni gracieusement, les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui semblaient tant tenir à ce réseau *stay-behind* norvégien, devraient également assumer l'intégralité du coût du matériel. En contrepartie, la Norvège rétribuerait elle-même les agents du ROC et se chargerait de leur entraînement. Il semble que cette suggestion d'Hauge ait été acceptée par Washington et Londres, en effet, la facture fut dès lors réduite pour les Norvégiens. Pour l'année 1952, le coût total de fonctionnement du réseau Rocambole s'éleva à 1,5 million de couronnes, montant qui fut divisé en part égales entre les trois services concernés : le NIS, la CIA et le MI6. Les coûts annuels semblent s'être stabilisés par la suite puisque 13 ans plus tard, en 1965, le tiers dû par la Norvège s'élevait à 600 000 couronnes. ¹⁹

Comme dans tous les pays d'Europe de l'Ouest, les informations relatives à l'armée secrète anticomuniste n'étaient diffusées qu'aux personnes strictement concernées. Pendant la création du ROC, des réunions internes se tinrent à raison d'au moins une par semaine en présence du directeur Jens Nordlie et souvent d'Evang, le patron du NIS. À partir de la fin de l'automne 1950, les représentants locaux de la CIA et du MI6 prirent également part à ces conférences. Les contacts avec le

ministre de la Défense restaient très occasionnels et prenaient presque toujours la forme de discussions informelles entre celui-ci et Evang ou Nordlie. La Police norvégienne elle-même, comparable au FBI américain, ne fut pas informée de l'existence du réseau *stay-behind* et, comme dans tous les autres pays concernés, le Parlement, représentant le peuple norvégien, n'entendit jamais parler de cette armée secrète.²⁰

Au cours d'une réunion du ROC en octobre 1951, fut soulevée la question de la transmission des informations au ministre de la Défense ainsi qu'à Londres et Washington. Nordlie suggéra de ne soumettre à Hauge qu'un bref compte-rendu des activités du *stay-behind* norvégien à intervalles réguliers, «étant donné qu'il est certainement déjà si surchargé de travail qu'il n'a pas le temps de lire un rapport aussi conséquent». ²¹ Il fut convenu que la CIA et le MI6 recevraient régulièrement des rapports détaillés sur l'armée secrète, afin notamment que les services secrets anglo-saxons puissent se faire une idée «du sérieux et du professionnalisme mis en œuvre dans la distribution des quelque trente tonnes de matériel»; quant à Hauge, il aurait accès sur demande expresse à l'intégralité des comptes-rendus et devrait sinon se contenter d'une version résumée. En janvier 1952, celui-ci donna sa démission. On ignore de quelle manière et dans quelle mesure ceux qui lui succédèrent au ministère de la Défense furent briefés sur le réseau top-secret ROC.²²

En avril 1949, 12 pays dont la Norvège signèrent le Traité de l'Atlantique Nord, l'acte de naissance de l'OTAN. Par la suite, l'action de l'armée secrète norvégienne fut étroitement coordonnée par le département des opérations spéciales de l'Alliance Atlantique. Les archives du ministère de la Défense norvégien relatives au ROC confirment qu'en août 1951 le SACEUR, le commandant suprême de l'OTAN en Europe, créa le CPC, le comité chargé de planifier les opérations clandestines et de diriger le réseau *stay-behind* européen.²³ En avril 1952, le directeur du NIS Evang fut informé que le SACEUR avait donné l'ordre au CPC de convoquer les représentants des services secrets des pays membres. Comme tous les patrons de services de renseignement européens, Evang reçut donc une invitation à se rendre à Paris le 7 mai pour une réunion d'information sur la situation du réseau *stay-behind* et une discussion sur les relations entre le ROC et le CPC, vraisemblablement en présence du SACEUR d'alors, le général Matthew Ridgway de l'armée des États-Unis.

Avant de se rendre à cette réunion, Evang contacta son homologue danois afin de définir une position commune à adopter face aux questions auxquelles ils s'attendaient de la part de l'OTAN. Les deux hommes convinrent de signifier clairement au CPC que les armées secrètes ROC et Absalon ne devraient intervenir que «dans l'éventualité d'une occupation

totale ou partielle et durable». Il était hors de question d'utiliser l'organisation dans le cadre de ce qu'Evang appelait le «combat normal», une appellation vague par laquelle il entendait peut-être l'agitation politique intérieure ou d'éventuels projets de coup d'État.²⁴ Evang était particulièrement préoccupé par la menace que pouvait faire peser sur la souveraineté norvégienne un CPC sous domination américaine, comme le révèlent les notes qu'il prit au cours de cette réunion. «En outre, il fut convenu que le *stay-behind* était avant tout un instrument à la disposition des gouvernements nationaux, quel que soit l'endroit où ceux-ci puissent se trouver, et que sa fonction première était de constituer un noyau en vue de reconquérir des zones provisoirement abandonnées à l'ennemi.» Dans les écrits du Norvégien, on peut également lire : «c'est à nous de nous assurer qu'en dernier lieu, ce sont bien les gouvernements respectifs qui exercent le contrôle sur» les armées secrètes. «Il était évident que cela n'était réalisable qu'en contrôlant les communications et que si l'identité des opérateurs n'était connue de personne à l'exception d'un petit nombre de responsables dans le pays en question. Ce point de vue ne doit toutefois pas être exprimé lors des discussions internationales.»²⁵

En novembre 1952, le centre de commandement des opérations de guerre secrète de l'OTAN, le CPC, soumit un document à l'appréciation des chefs des services secrets nationaux. Celui-ci prévoyait toute une série d'activités de «guerre non conventionnelle» qui devraient être menées au niveau national par les services de renseignement et les armées *stay-behind*. Ceux-ci devraient en assurer la planification et la préparation. En temps de paix, spécifiait le document, le CPC devait assumer un rôle de coordinateur, en étroite collaboration avec le SACEUR. Pendant la «phase d'action», qui regroupait probablement plusieurs niveaux d'alerte depuis le coup d'État intérieur jusqu'à l'invasion du territoire par les Soviétiques, le SACEUR prendrait alors le commandement des sections des services secrets nationaux mises à la disposition de l'OTAN, dont les réseaux *stay-behind*. Les représentants norvégiens s'inquiétaient de voir leur armée secrète transformée en instrument de Washington et Londres, c'est pourquoi le NIS insista pour obtenir que le gouvernement d'Oslo conserve «le droit de gérer la situation politique en Norvège quelles que soient les circonstances» ainsi que «le droit souverain de superviser et de diriger l'effort de guerre clandestin qu'il jugerait nécessaire pour garder le contrôle politique en Norvège».²⁶

La plupart des agents des services secrets norvégiens ne pouvaient accepter l'idée de la présence dans leur pays d'une armée secrète de la CIA placée sous l'autorité d'un SACEUR américain. «Pendant la dernière guerre, le gouvernement norvégien s'est réfugié en dehors des frontières du

pays, mais il a toujours conservé ses pouvoirs constitutionnels et a ainsi pu exercer ses fonctions gouvernementales malgré l'occupation ennemie», résume une note de service du NIS datée de janvier 1953. «Fort de cette expérience, le gouvernement norvégien entend bien conserver la direction politique du pays, y compris dans les zones occupées.» On le constate : l'idée d'une prise de contrôle de l'armée secrète norvégienne par le SACEUR américain de l'OTAN en cas de crise était très largement impopulaire. «Le principe d'une subordination du mouvement de résistance à un général américain et à un groupe d'officiers internationaux provoquerait un scandale dans le pays s'il venait à être divulgué avant une éventuelle occupation; après une invasion, cela constituerait un argument de poids pour la propagande ennemie», faisait observer le mémorandum du NIS.²⁷

Malgré ces réserves émises par Oslo, la CIA et le MI6 développèrent au fil des années une influence considérable sur l'armée secrète norvégienne. En 1955, Harbitz Rasmussen, un haut responsable du ROC, adressa au directeur du NIS Evang une note l'informant que des copies des dossiers personnels des agents de Rocambole avaient été déposées à Londres et à Washington. De plus, la CIA et le MI6 s'étaient également procuré toutes les informations nécessaires afin d'établir les communications radio des réseaux *stay-behind* et de les contrôler. Rasmussen, qui déplorait la situation, soulignait que les données étaient renfermées dans des enveloppes scellées. Il suggérait à Evang d'engager une action afin de récupérer ces enveloppes et de les placer sous «contrôle strictement norvégien» à Londres et à Washington, dans les ambassades norvégiennes des deux capitales.²⁸

En l'absence de preuves, on ne peut conclure qu'Evang y soit parvenu ou non. On sait cependant avec certitude que sa confiance envers les États-Unis fut ébranlée en 1957, ce qui provoqua une grave crise entre le NIS norvégien, la CIA et l'OTAN sous domination américaine. Cette année-là, Evang apprit qu'un membre américain du quartier général des Forces d'Europe du Nord de l'OTAN (HQ AFNORTH) basé Kolsas, en Norvège, «témoignait un vif intérêt pour le renseignement militaire en général et avait également traduit au sein de son service des données sur des citoyens norvégiens, notamment des pacifistes et des opposants à l'OTAN». Les autorités norvégiennes arrêterent ce citoyen des États-Unis et découvrirent qu'il avait aussi espionné des hauts représentants de l'État et en rendait compte à un officier du SHAPE. Cette nouvelle provoqua la colère d'Evang qui exigea que le sujet soit traité en priorité lors de la prochaine réunion du CPC à Paris, le 19 novembre 1957.

C'est donc dans une ambiance particulièrement tendue que les directeurs des services secrets européens se rencontrèrent Avenue Deloison, à

Neuilly. Le colonel Blaer, l'officier britannique chargé de présider la séance, débuta la réunion en expliquant que le NIS «était extrêmement préoccupé par certains agissements des agents de Kolsas. Cela concerne SB [*stay-behind*], Psywar [la guerre psychologique] et le contre-espionnage.» Evang prit ensuite la parole et adressa un avertissement sévère à l'OTAN : «Tout se passait bien jusqu'à ce que nous apprenions l'année dernière que certains agents de l'AFNORTH travaillaient toujours sur les programmes Psywar et E & E (Evasion & Escape), et à ce titre, dressaient également des listes noires de personnalités influentes», expliqua-t-il. «Pour que des hauts personnages de la société norvégienne apparaissent sur de telles listes, c'est qu'il doit y voir un problème quelque part. Mon gouvernement prend lui aussi toute cette affaire très au sérieux et j'ai reçu l'ordre de ne prendre part à aucun programme international si de tels agissements devaient se poursuivre.» Evang était réellement inquiet et avertit que la Norvège quitterait le CPC si l'OTAN persistait à vouloir violer clandestinement la souveraineté de ses membres. «En ce qui concerne la Norvège, notre intérêt pour le programme du CPC en tant que tel décroît constamment depuis 1954 car nous ne nous y voyons aucun avenir. Notre conception est de développer un réseau *stay-behind* destiné à être utilisé sur notre territoire en vue de le libérer d'une occupation».²⁹

Le brigadier Simon, responsable du Département des Projets Spéciaux du SHAPE et du CPC tenta de rassurer les représentants norvégiens. Il livra un démenti classique et convaincant dans lequel il admettait que l'Américain en question avait travaillé pour une section des Projets Spéciaux mais niait que celui-ci eut agi ainsi sur ordre de sa hiérarchie. Evang soutint qu'il ne faisait pas erreur et laissa planer la menace d'un retrait de la Norvège du CPC tant que tout ne serait pas revenu dans l'ordre. L'OTAN et la Maison Blanche furent surprises de le voir mettre ses menaces à exécution. Plusieurs hauts responsables de l'Alliance lui écrivirent pour tenter de le convaincre de faire revenir le NIS à la table du CPC. Le 14 octobre 1958, Evang rencontra un général américain qui parvint à finalement à le persuader. Mais pour rejoindre le Comité, Evang exigeait une lettre d'excuse comportant les points suivants : «a) l'affaire devait avoir été réglée, b) le SHAPE promettait de mettre un terme à toute activité de ce type, c) le CPC devait appeler la Norvège à le rejoindre».³⁰ La Norvège ayant reçu le courrier exigé, son réseau ROC réintégra le comité directeur du réseau *stay-behind*, mettant ainsi un terme à la crise.

Cela constitue-t-il un risque majeur pour la sécurité d'un pays que celui-ci abrite une armée top-secrète dirigée en partie par ses services secrets militaires et en partie par des puissances étrangères avec leurs intérêts bien spécifiques liés aux enjeux de la guerre froide? Ou, au

contraire, une telle armée secrète assure-t-elle la sécurité de l'État contre les menaces qui peuvent peser sur lui ? Telles sont les questions qui taraudèrent les commandants du réseau *stay-behind* norvégien pendant la guerre froide et que se posèrent bon nombre d'observateurs en Europe suite à la révélation de l'existence de l'organisation clandestine en 1990. Le succès de l'opération reposait sur une confiance totale en l'intégrité et la loyauté des commanditaires, les USA et la Grande-Bretagne. « Nous devons faire confiance à nos Alliés ! », préconisait le commandant *stay-behind* norvégien Sven Ollestad, même après la crise du CPC. Cependant, les opérations de déstabilisation et de manipulation politiques menées par la CIA et le MI6 dans le contexte de la guerre froide et au-delà amenaient certains responsables norvégiens à plus de méfiance. « L'atmosphère était tendue » au quartier général du *stay-behind* norvégien à Oslo, à l'angle de Gronlandsleiret et de Platous Gate, racontent les historiens Bye et Sjøe, lorsque l'on en vint à débattre du contrôle total et indépendant que souhaitaient exercer les Alliés sur le réseau clandestin. Mais « le patron, le lieutenant-colonel Sven Ollestad, s'était déjà fait une opinion sur le sujet et avait donné l'ordre de transmettre au MI6 le code de sécurité nationale permettant d'activer l'ensemble du réseau *stay-behind* ». Ainsi donc, avec le contrôle de l'armée secrète norvégienne c'est toute une partie de la souveraineté nationale qui venait d'être abandonnée, ce qui provoqua un vague de « protestations énergiques de la part des plus proches collaborateurs [d'Ollestad] ». Toutes furent ignorées.³¹

Dans le contexte politique agité de la fin des années 1960, caractérisé par le *flower power*, les mouvements non violents, la contestation étudiante et les manifestations contre la guerre du Vietnam, les journalistes norvégiens avaient tendance à remettre en doute la parole des États-Unis. En décembre 1967, ils publièrent un document interne top-secret et non daté de l'OTAN. « En cas de troubles intérieurs susceptibles d'entraver la mission des troupes américaines, tels qu'une insurrection militaire ou un vaste soulèvement populaire contre le gouvernement du pays hôte, [l'armée américaine] doit tout mettre en œuvre pour enrayer ces troubles en utilisant ses propres ressources. » Le document faisait spécialement référence à l'Europe de l'Ouest et en particulier à la Norvège, la Grèce, la Turquie, l'Allemagne de l'Ouest, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Luxembourg et le Danemark. Les USA redoutaient que les grandes manifestations d'opposition à la Guerre du Vietnam conduisent les gouvernements et les peuples des pays d'Europe occidentale, dont la Norvège, à se retourner contre eux et à menacer le travail des forces américaines et de l'OTAN. Signé du général américain J. P. McConnell, vice-commandant des forces américaines en Europe, le document expli-

quait assez subtilement que, dans certaines circonstances particulières, les USA pouvaient être appelés à intervenir dans un pays européen de l'OTAN pour mettre un terme à des troubles intérieurs et ce, sans même le consentement du gouvernement concerné : « Si ces actions s'avèrent insuffisantes, si le gouvernement en question demande assistance ou si le commandant en chef des forces américaines en Europe en vient à la conclusion que le gouvernement est incapable d'enrayer ces troubles, alors, les troupes américaines pourront prendre les mesures jugées nécessaires par lui, de leur propre initiative ou en coopération avec le gouvernement concerné ». ³² Il reste à préciser si ces opérations prescrites impliquait l'intervention des armées *stay-behind* sous le commandement de l'OTAN.

Le mépris de la Maison Blanche et du Pentagone à l'égard de la souveraineté des nations étrangères ne fit que renforcer la défiance de certains agents du réseau *stay-behind* norvégien envers l'OTAN, la CIA et le MI6. Le climat de tension internationale qui régnait au CPC ne tarda donc pas à gagner l'ACC, l'autre centre de commandement *stay-behind*. Comme toutes les autres armées secrètes d'Europe, le ROC participait lui aussi aux réunions de l'ACC, qui apparaît dans plusieurs documents norvégiens sous le nom de « Allied Clandestine Co-operation Groups » (ACCG). L'historien norvégien Riste observe que les documents de l'ACC spécifient « à au moins six reprises : “le commandement et la direction demeureront en permanence entre les mains des services clandestins nationaux” », alors que les archives norvégiennes se montrent plus critiques : « des craintes ont été exprimées quant à la supériorité de l'ACCG SHAPE » sur la souveraineté norvégienne.³³

Comme la plupart des réseaux Gladio d'Europe, l'armée secrète norvégienne coopérait étroitement avec les SAS britanniques et les Bêrets Verts américains ; les Gladiateurs norvégiens suivaient d'ailleurs des entraînements aux États-Unis et en Angleterre. Le major Sven Blindheim, un haut responsable du ROC, servit lui-même de nombreuses années comme instructeur à la « Nursery », le centre de formation aux opérations spéciales de Fort Monckton, en Grande-Bretagne où les Gladiateurs italiens furent également envoyés. En 1952, le colonel Sven Ollestad et lui avaient d'ailleurs suivi les entraînements Gladio aux USA, très certainement aux côtés des Bêrets Verts au centre de Fort Bragg.³⁴

Pour Bye et Sjøe, à en juger par les notes prises par Blindheim, « l'enseignement dispensé par la CIA reposait sur “10 commandements clandestins” » qui confirment explicitement la vocation à la fois militaire et politique des armées secrètes. Après avoir insisté sur la nature clandestine de l'opération, la doctrine *stay-behind* établie par l'Agence spécifie que : « 1. Les opérations clandestines sont un instrument de combat

militaire et politique. 2. Le but d'une organisation *stay-behind* est de garantir en permanence une capacité opérationnelle de sabotage, d'espionnage, de guérilla, d'évacuation et d'exfiltration dans des régions et des pays susceptibles de passer sous contrôle soviétique et communiste. » Afin d'être en mesure de mener à bien ces missions, le réseau devait être parfaitement fiable : « 3. Le principe de confidentialité est sacré. Chaque maillon doit en savoir le moins possible sur l'ensemble de la structure et il doit être impossible à chaque individu d'apprendre quoi que ce soit sur le reste de l'organisation et les autres personnes impliquées. 4. Les unités d'un réseau *stay-behind* doivent fonctionner indépendamment les unes des autres et les "rencontres" ne doivent avoir lieu qu'au quartier général », y compris à l'ACC et au CPC, les deux comités *stay-behind* au sein du SHAPE de l'OTAN. « 5. Avant d'envisager le recrutement d'un candidat, utilisez toutes les sources d'information et de vérification disponibles : police, écoles, clubs, employeurs, amis, connaissances, voisinage, écoutes, fouilles du domicile. Il faut impérativement procéder à une surveillance continue et de longue durée du candidat avant tout recrutement. »³⁵

On ignore encore si des instructeurs et des membres des forces spéciales américaines et britanniques se sont rendues en Norvège pour y entraîner les soldats de l'armée secrète ROC comme ils le firent, par exemple, en Belgique et dans la Suisse neutre. Selon l'historien Riste, les services secrets norvégiens se montraient « méfiants vis-à-vis des propositions de nature à permettre aux Britanniques ou aux Américains d'interférer dans leur travail sur le territoire national. Cela concernait, entre autres choses, une offre d'assistance des forces spéciales américaines stationnées en Allemagne ou des unités du Special Air Service britannique (SAS), dont les missions comprenaient notamment le soutien aux mouvements de résistance dans les pays de l'OTAN. »³⁶ De même, on ne sait exactement dans quelle mesure le remplacement en 1966 du directeur du NIS Evang, plutôt mal considéré à Washington pour son passé de gauchiste et ses déclarations critiques à l'égard du CPC, par le colonel Johan Berg a influé sur la coopération avec la CIA, le MI6 et les comités CPC et ACC de l'OTAN. Il semble toutefois que des liens plus étroits se soient noués avec les services secrets norvégiens.

C'est en 1978 que la clandestinité du Gladio norvégien fut le plus gravement mise à mal quand un policier enquêtant sur une contrebande d'alcool frelaté découvrit par hasard une importante cache d'armes souterraine du ROC, contenant au moins une soixantaine d'armes dont de nombreux fusils automatiques, 12 000 cartouches, des explosifs et du matériel de communication sophistiqué. Ignorant tout du réseau *stay-behind*, le policier rendit compte de sa découverte dans son rapport et

l'information parvint aux oreilles des journalistes. « Si le policier avait été mis dans la confidence, toute l'affaire aurait été étouffée », analysa en 1990 Nils Gleditzch de l'Institut de Recherche pour la Paix d'Oslo.³⁷ Le propriétaire du terrain où furent découvertes la distillerie clandestine et la cache d'armes *stay-behind* fut identifié, il s'agissait d'un certain Hans Otto Meyer, un agent des services secrets norvégiens. L'homme fut arrêté mais, à la grande surprise des enquêteurs, sa théorie selon laquelle l'arsenal avait été déposé là par les services secrets pour servir à une cellule de résistance fut finalement confirmée.

Alors que le scandale prenait de l'ampleur, le Parlement norvégien décida de se mêler de l'affaire et fut stupéfait d'apprendre du ministre de la Défense Rolf Hansen qu'un réseau de résistance secret avait été constitué au lendemain de la seconde guerre mondiale. D'après ses explications, l'organisation était née de groupes privés qui avaient ensuite été placés sous le contrôle des services secrets. Conscient du caractère délicat de la situation, Hansen prétendit que « le réseau norvégien n'était subordonné ni à l'OTAN ni à aucune puissance étrangère, excluant toute connexion avec la CIA. Il refusa toutefois d'entrer dans les détails, déclarant que les activités de l'organisation devaient demeurer secrètes. »³⁸ Au mieux, ces propos tenus par Hansen en 1978 sont inexacts, au pire, ils constituent un mensonge. Mais dans le contexte de la guerre froide, une majorité de parlementaires préféra croire aux déclarations du ministre et ne vit aucun motif pour ouvrir une enquête ou exiger le démantèlement du réseau, sur quoi l'affaire fut rapidement enterrée.

Coïncidence, c'est précisément l'année où Hansen nia devant le Parlement toute implication de la CIA dans l'opération secrète qu'apparut la preuve la plus accablante contredisant les déclarations du ministre : les mémoires de l'ex-directeur de la CIA William Colby. Dans son livre, destiné à redorer le blason de l'Agence, Colby racontait fièrement comment il avait contribué à former une armée secrète en Europe du Nord, et donc en Norvège, entre 1951 et 1953, alors qu'il était un jeune agent rattaché à l'ambassade américaine à Stockholm. « La situation était différente pour chaque pays scandinave », expliquait l'ancien directeur. « La Norvège et le Danemark étaient des alliés de l'OTAN, la Suède tenait à sa neutralité qui lui avait permis de traverser deux guerres mondiales et la Finlande était contrainte d'observer une certaine déférence vis-à-vis de l'Union soviétique, son voisin immédiat. Ainsi, dans certains de ces pays, les gouvernements devaient constituer eux-mêmes leurs propres réseaux *stay-behind* en vue de les activer depuis leur exil afin de continuer le combat », précisait l'ex-directeur de la CIA en faisant référence à la Norvège et au Danemark.³⁹

« Il fallait coordonner l'action de ces réseaux avec les plans de l'OTAN, diriger leurs antennes radio vers les futures destinations d'exil et dissimuler les équipements fournis par la CIA dans des caches sous la neige, en vue d'une utilisation future », détaillait Colby qui abordait ensuite le cas de la Norvège et de la Finlande : « En ce qui concerne les autres pays, la CIA aurait à se débrouiller seule ou, dans le meilleur des cas, avec l'aide "officiuse" d'agents locaux puisque les responsables des gouvernements de ces pays interdisaient toute collaboration avec l'OTAN et que le moindre soupçon aurait provoqué un tollé parmi la presse communiste locale, les diplomates soviétiques et les loyalistes scandinaves qui espéraient qu'une politique de neutralité ou de non-alignement leur permettrait de passer sans encombre au travers d'une troisième guerre mondiale ». ⁴⁰ Suite à la découverte de la cache d'armes en 1978 et aux confessions de Colby parues la même année, le secret entourant l'armée secrète norvégienne avait donc volé en éclats, menaçant de ce fait l'ensemble du réseau européen. « Il est tout de même surprenant qu'aucun citoyen d'aucun état membre de l'OTAN n'ait saisi cette occasion pour s'interroger sur la situation dans son propre pays », commenta Nils Gleditzch en 1990. ⁴¹

Quand en novembre 1990, dans la foulée des révélations italiennes, l'armée secrète norvégienne ROC fut à nouveau au centre des débats, le porte-parole du ministère de la Défense Erik Senstad répondit aux questions de la presse par cette unique formule laconique : « Ce qu'a déclaré Hansen est toujours d'actualité ». ⁴² Tandis que la population norvégienne était partagée entre stupéfaction et réprobation, certains officiers de l'armée régulière justifiaient la clandestinité entretenue autour de l'armée *stay-behind* qui, selon eux, était parfaitement défendable, y compris d'un point de vue démocratique. En 1990, le contre-amiral Jan Ingebristen confirma à la presse que l'armée secrète existait toujours en 1985, date à laquelle il avait renoncé à ses fonctions de directeur du service de renseignement du Commandement de la Défense Norvégienne. Face aux critiques du public, il soutint qu'il était judicieux et logique que les unités *stay-behind* aient été tenues secrètes et que la population, les médias et le Parlement n'aient appris leur existence que par accident : « Il n'y a là rien de suspect. Il s'agit d'unités qui ont vocation à rester derrière les lignes ennemies en territoire occupé et il est donc nécessaire qu'elles demeurent top-secrètes. » ⁴³

Les journalistes norvégiens Ronald Bye et Finn Sjøe voulurent en savoir plus sur le Gladio norvégien. C'est pourquoi, en l'absence d'enquête parlementaire, ils décidèrent d'interroger un grand nombre d'anciens soldats de l'ombre et membres des services secrets. Le résultat de leur travail fut publié en 1995 sous le titre : « L'Armée Secrète Norvégienne. Histoire du

Stay-Behind ». ⁴⁴ La population norvégienne bien informée et de ce fait particulièrement critique ne put accepter l'idée qu'une armée secrète liée à la CIA ait pu exister dans son pays, de surcroît hors de tout contrôle parlementaire, et des voix s'élevèrent pour le dénoncer. Afin d'éviter de perdre totalement la confiance de la population, le ministère de la Défense prit la décision inédite et judicieuse de lancer un projet de recherche. Les historiens Olav Riste et Arnfinn Moland du prestigieux Institut de Recherche sur la Défense d'Oslo reçurent la mission particulièrement sensible d'enquêter sur l'histoire de l'armée secrète norvégienne depuis 1970 et furent, à ce titre, autorisés à consulter toutes « les archives et les sources orales pouvant être d'un quelconque intérêt pour leur travail », comme le précisaient les termes du projet. Avant d'être publié, le manuscrit fut soumis au ministère de la Défense afin que celui-ci contrôle les informations divulguées et lève le secret-défense le cas échéant. Le texte ne subit que quelques coupes mineures. ⁴⁵

15.

La guerre secrète en Allemagne

Le 27 février 1933, vers 21 h, un incendie commença à ravager le Reichstag, le Parlement allemand, à Berlin. Bien que les pompiers soient parvenus à sauver une partie du bâtiment, le Parlement et la démocratie allemande succombèrent à cet attentat pernicieux. Adolf Hitler du parti national-socialiste (Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei, NSDAP, communément abrégé en « nazi »), nommé au poste de Chancelier à peine un mois plus tôt, incrimina immédiatement le parti communiste allemand (Kommunistische Partei Deutschlands, KPD). Le lendemain matin, avec le ministre de l'Intérieur Wilhelm Frick et le ministre en charge des forces de police Hermann Göring, tous deux du NSDAP, le Chancelier Hitler ordonna sans attendre l'arrestation de quelque 4 000 opposants politiques et journalistes critiques à l'égard du régime, dont beaucoup étaient membres du KPD ou du SPD, le parti social-démocrate.

Un mois après le mystérieux incendie, la mise au ban des communistes et l'arrestation d'un grand nombre de socialistes, le Parlement allemand adopta à la majorité, et en dépit des protestations des quelques rares socialistes restants, une nouvelle loi cruciale (Gesetz zur Behebung der Not von Volk und Reich) qui abolissait de fait le Parlement et transférait l'intégralité des pouvoirs à l'exécutif dirigé par Hitler. Le même mois, les premiers camps de concentration furent aménagés en Allemagne et, dès avril 1933, ils reçurent plus de 25 000 opposants politiques arrêtés par les forces spéciales d'Hitler, les Schutzstaffel ou SS, et la police secrète du régime, la Gestapo. Marinus van der Lubbe, un communiste qui avait été arrêté sur place la nuit de l'incendie, fut jugé, condamné à mort et exécuté. Avant même que ne débute le procès de van der Lubbe, une enquête menée par les Britanniques avait conclu que les militants du NSDAP avaient eux-mêmes provoqué le mystérieux incendie afin de prendre le contrôle total de l'appareil d'État. Début 1933, Hitler et ses nombreux partisans transformèrent ainsi l'Allemagne en une dictature dirigée par le Führer et son parti nazi. Six ans plus tard, il déclarait la seconde guerre mondiale qui

provoqua une dévastation sans précédent et la mort de 60 millions de personnes ; ce furent les heures les plus sombres de l'histoire humaine. Quand l'Armée rouge prit finalement Berlin et hissa le drapeau de l'URSS sur le fronton du Reichstag, Hitler se suicida. C'était le 30 avril 1945, à Berlin.¹

« La mise en place des organisations *stay-behind* dans les pays de l'OTAN débuta dès le lendemain de la seconde guerre mondiale », confirma le rapport officiel du gouvernement allemand en 1990.² Après la défaite de l'Allemagne en 1945, le chaos de l'après-guerre réunissait, aux yeux des Américains, les conditions idéales pour la création d'un réseau *stay-behind*. En tant que force d'occupation, les troupes américaines partageaient le contrôle du territoire avec les armées française, britannique et russe. La priorité était de rassembler un grand nombre d'éléments viscéralement anticommunistes formés aux opérations de guérilla et au maniement des armes et des explosifs, c'est pourquoi, dans le plus grand secret, les Américains recrutèrent d'anciens nazis au sein du réseau *stay-behind* allemand. Au moment du scandale déclenché par Andreotti en 1990, la chaîne de télévision privée RTL choqua l'opinion publique allemande en révélant dans un reportage consacré à Gladio que d'anciens membres de la très redoutée Waffen-SS d'Hitler, qui avaient exterminé les communistes sous le III^e Reich, avaient fait partie de l'organisation *stay-behind* allemande.

Un document de l'État-major américain intitulé « Overall Strategic Concepts » (concepts stratégiques généraux) et daté du 28 mars 1949 soulignait que l'Allemagne « disposait d'un excellent potentiel d'hommes entraînés pour constituer les unités clandestines et les réserves de l'armée secrète [unités *stay-behind*]. Une résistance efficace peut et doit être organisée. »³ Sur ordre du Pentagone, le Counter Intelligence Corps (CIC) nouvellement créé fut donc chargé de débusquer les anciens nazis afin de les traduire en justice à Nuremberg alors que, dans le même temps, il recrutait des partisans de l'extrême droite dans les rangs de l'armée secrète anticommuniste. Cette pratique ne fut révélée qu'en 1986 quand le ministère de la Justice américain donna une conférence de presse, peut-être la plus importante depuis le scandale du Watergate, au cours de laquelle il admit que le CIC avait recruté un haut dignitaire nazi dans l'immédiat après-guerre. Une étude longue de 600 pages et compilée par Allan Ryan pour le compte du ministère de la Justice confirmait que l'officier SS et responsable de la Gestapo Klaus Barbie avait bien été recruté en 1947 par le CIC qui l'avait ensuite aidé à échapper aux poursuites pour crimes de guerre avant d'organiser sa fuite d'Europe vers l'Argentine en 1951, via un réseau clandestin.

Ce ne sont pas ses qualités morales qui valurent à Barbie d'être sauvé par les agents des services secrets américains mais plutôt ses compétences et son utilité potentielle dans la création du réseau *stay-behind* allemand. La presse britannique rapporta en 1990 que : « Parmi ceux qui furent recrutés et recrutèrent à leur tour au cours des premières années du programme figurait un ancien Obersturmführer de la SS, Hans Otto, ainsi que d'autres personnages de moindre envergure. Mais la plus belle prise de cette opération fut Klaus Barbie qui travailla au recrutement d'anciens nazis et de membres de l'organisation fasciste Bund Deutscher Jugend (BDJ). »⁴ En 1943 et 1944, l'homme avait ordonné l'exécution d'au moins 4 000 personnes, résistants et juifs, ainsi que la déportation de 15 000 autres vers les camps de concentration et d'extermination, ce qui lui avait valu le surnom de « Boucher de Lyon ». Peu après la fin de la guerre, Barbie fut reconnu coupable de crimes contre l'humanité et condamné à mort par contumace par un tribunal français à l'issue d'un procès au cours duquel des témoins le décrivirent comme un tortionnaire sadique qui terrifiait hommes, femmes et enfants avec sa cravache et son berger allemand.*

Lors de la conférence de presse de 1986, le ministère de la Justice américain ne fit pas état du rôle joué par Klaus Barbie dans la création du réseau *stay-behind* et prétendit que, outre celui-ci, « il n'existait aucune trace d'un cas similaire où un nazi suspecté de crimes de guerre aurait été exfiltré ou d'ailleurs toute autre personne recherchée par le gouvernement des États-Unis ou celui d'un de leurs alliés ». ⁵ Cette déclaration est en réalité mensongère : le plus important personnage recruté par le CIC n'était pas le Boucher de Lyon mais le général Reinhard Gehlen. Celui-ci avait débuté sa carrière dans les services secrets sous le III^e Reich en prenant en 1942 la tête du Fremde Heere Ost (FHO, les troupes étrangères de l'Est) avec pour mission de combattre les forces soviétiques. « Gehlen obtenait la plupart de ses renseignements en se livrant aux pires exactions de la guerre : la torture, l'interrogatoire et en faisant périr d'inanition quelque 4 millions de prisonniers soviétiques », découvrit l'historien américain Christopher Simpson en enquêtant sur le recrutement de nazis par les Américains. ⁶ Gehlen avait parfaitement conscience que ses crimes de guerre lui avaient valu de figurer sur la liste noire du NKVD, les services spéciaux de Moscou. Quand il comprit que l'Allemagne était en train de perdre la guerre, il préféra échapper aux représailles des Russes en se livrant au CIC américain le 20 mai 1945.

* Après avoir été extradé de Bolivie (en 1983), Barbie fut jugé à Lyon, en 1987, et condamné à la prison à vie pour crimes contre l'humanité. Il est mort en prison 4 ans plus tard des suites d'un cancer. (Note de l'éditeur)

Gehlen avait justement deviné que les informations arrachées sous la torture aux prisonniers communistes et soviétiques intéresseraient vivement les États-Unis. Avec l'aide de quelques hauts responsables nazis, il avait donc minutieusement transféré sur microfilms les registres du FHO relatifs à l'URSS et avait placé les films dans des cylindres en acier étanche qu'il avait ensuite enterrés dans les Alpes autrichiennes. Après quelques semaines de détention passées entre les mains du CIC, il contacta le général américain Edwin Luther Siber à qui il révéla son secret. Siber fut si impressionné qu'il prit en charge la carrière de Gehlen dans les années qui suivirent. Il le présenta aux plus hauts responsables du renseignement américain, dont le général Walter Bedell Smith, qui était alors à la tête des services secrets militaires américains en Europe et qui dirigea la CIA entre 1950 et 1953. Siber présenta également Gehlen au général William Donovan, le patron de l'Office of Strategic Services, le service secret compétent en cas de guerre, ainsi qu'à ses agents Allen Dulles, futur directeur de la CIA, et Frank Wisner, futur chef de l'OPC, le Bureau de Coordination Politique de l'Agence qui fut en charge de l'établissement du réseau *stay-behind* en Europe. ⁷

Avec l'aide de Gehlen, les Américains parvinrent à retrouver les microfilms enterrés en Autriche et, en août 1945, Siber envoya Gehlen et ses registres à Washington en vue d'un débriefing. Le Président Truman fut lui aussi très impressionné, à tel point qu'il nomma Gehlen et bon nombre des collaborateurs de celui-ci à la tête du premier service de renseignement allemand de l'après-guerre baptisé Organisation Gehlen (ORG). « Au bout du compte », conclut Simpson, « Gehlen et plusieurs centaines d'officiers supérieurs allemands parvinrent à s'entendre avec les Britanniques ou les Américains (...) Le général Gehlen s'imposa toutefois comme le plus important d'entre eux. » ⁸ Avec le soutien financier et matériel des États-Unis, le quartier général de l'ORG fut d'abord implanté à Oberursel, non loin de Francfort, avant de déménager à Pullach, près de Munich, dans un ancien centre d'entraînement de la Waffen-SS qui abrite encore aujourd'hui le Bundesnachrichtendienst (BND), l'actuel service de renseignement allemand. Dans le cadre d'accords de coopération secrets conclus entre la CIA et l'ORG, l'agent James Critchfield fut envoyé en Allemagne. Surnommé « Herr Marschall » par les Allemands, Critchfield supervisa le travail des services de Gehlen en veillant en permanence à ce que les noms des 150 principaux agents de l'organisation lui soient communiqués. Pour chacun d'entre eux, la CIA constituait un dossier, de manière à ce que le service de renseignement allemand demeure sous contrôle américain.

Erhard Dabringhaus, qui collabora avec le CIC américain en Allemagne en 1948 et 1949, témoigna dans un documentaire consacré à

Gladio avoir lui-même participé au recrutement d'anciens nazis, quoiqu'il désapprouvât fortement cette pratique. « En 1948, j'étais un agent spécial du CIC, notre service de contre-espionnage dans l'Allemagne occupée », expliquait Dabringhaus. « J'étais stationné à Augsburg et étant donné que je parlais couramment la langue, on m'a confié la direction d'un réseau d'informateurs allemands dont faisait partie Klaus Barbie et Klaus Barbie était, euh... j'ai découvert plus tard qu'il était recherché pour meurtre par les Français et j'en ai fait part à mes supérieurs qui m'ont répondu de ne pas faire de vagues : "il nous est toujours utile pour l'instant. Dès qu'on n'aura plus rien à en tirer, on le livrera aux Français." Je pensais que je mériterais une promotion pour leur avoir parlé de Barbie et ils m'ont simplement dit de la boucler ! »⁹

L'ancien agent du CIC Dabringhaus, qui vit aujourd'hui en Floride, expliquait ensuite comment d'anciens nazis avaient aménagé des caches d'armes *stay-behind* sur ordre des Américains. « Le colonel Gunther Bernau était un agent, un informateur qui travaillait pour le renseignement militaire à Stuttgart. Nous [le CIC] lui avons fourni un logement, une planque à Ludwigsburg où nous nous rencontrions trois fois par semaine pour qu'il me transmette des informations sur les communistes. Il nous apprenait tout ce que nous voulions savoir. » Le but des États-Unis était de combattre le communisme quel qu'en soit le prix, rappelle Dabringhaus, bien que lui-même ne fût pas véritablement impressionné par Bernau : « Il était certainement très influent du temps du nazisme. Un jour, je me suis assis dans son bureau et j'ai feuilleté un album de photos datant de la guerre. L'une d'elles était un magnifique portrait d'Adolf Hitler. Il recevait la visite de plusieurs anciens officiers supérieurs de la Waffen-SS dans sa maison de Ludwigsburg et il me disait que s'il avait un jour besoin d'aide, il pourrait d'un simple coup de téléphone contacter 200 anciens responsables SS d'Hambourg à Munich. »

Selon les dires de Dabringhaus, Bernau était très impliqué dans la création de l'armée secrète allemande : « Je me souviens qu'il m'a un jour emmené à un endroit précis où nous avons creusé et découvert des fusils, des armes de poing, des grenades, tous soigneusement emballés et il m'a dit : "on en a des milliers comme ça dans tout le pays." Cela m'a quelque peu inquiété, j'en ai donc rendu compte à mes supérieurs qui m'ont répondu : "Nous sommes au courant. Ils travaillent tous pour nous, pour le cas où les communistes traverseraient le Rideau de Fer." » Les hauts responsables américains, fidèles à leur principe de confidentialité maximum, n'informaient pas l'agent du CIC Dabringhaus des détails de l'armée *stay-behind*, mais celui-ci en avait appris assez pour comprendre qu'il s'agissait d'un projet top-secret impliquant un grand nombre de

nazis : « Un ancien général, un général SS, Paul Hauser, rendait régulièrement visite à Bernau. Les deux hommes travaillaient ensemble à certains projets dont nous ne savions absolument rien et l'on ne me demandait même pas de tenter d'en savoir plus. J'imagine que quelqu'un dans ma hiérarchie dirigeait déjà l'ensemble des opérations. »¹⁰

Quand éclata le scandale Gladio en 1990, un ancien responsable du renseignement à l'OTAN expliqua sous couvert de l'anonymat qu'en vue de bâtir l'armée secrète allemande, le département des opérations spéciales de la CIA dirigé par Frank Wisner avait littéralement « annexé le service d'espionnage d'Hitler commandé par Reinhard Gehlen. On le sait avec certitude car Gehlen a été le père spirituel du réseau *stay-behind* d'Allemagne, son rôle était parfaitement connu du Chancelier Konrad Adenauer et ce, dès l'origine. » Toujours selon la source anonyme de l'OTAN, le Président Truman et le Chancelier Adenauer avaient « signé un protocole secret au moment de l'adhésion de la RFA à l'Alliance Atlantique en mai 1955, protocole selon lequel les autorités ouest-allemandes s'abstiendraient de toutes poursuites judiciaires à l'encontre des partisans de l'extrême droite reconnus. Ce que l'on sait moins c'est que d'autres personnalités politiques allemandes de premier plan furent également informées de l'existence de ces plans de résistance. L'une d'entre elles n'était autre que le ministre des Affaires étrangères allemand de l'époque, l'ancien dignitaire nazi Hans Globke. »¹¹

En 1952, fut découvert en Allemagne l'un de ces réseaux bâtis par les Américains et constitués en grande partie de nazis, le « Bund Deutscher Jugend » (BDJ) et sa branche *stay-behind*, le « Technischer Dienst » (TD). Klaus Barbie avait activement contribué à la création du *stay-behind* BDJ-TD.¹² Mais le secret fut rapidement divulgué. Dans son édition du 10 octobre 1952, sous le titre ambigu « Des saboteurs allemands trahissent la confiance des Américains. Ouverture d'une vaste enquête suite aux confirmations de financement de l'entraînement de guérilleros », le *New York Times* rapporta que « des sources bien informées ont confirmé hier que les USA finançaient et soutenaient l'entraînement clandestin de jeunes allemands, dont bon nombre d'anciens soldats, afin de les former aux opérations de guérilla dans l'éventualité d'une guerre contre l'URSS. » Le quotidien américain poursuivait : « Les révélations faites hier au Parlement régional de Hesse et les gros titres qu'affichent les journaux allemands d'aujourd'hui ont provoqué un embarras considérable au Département d'État et au Pentagone », avant tout parce qu'« il a été découvert que les groupes censés mener ces opérations de guérilla se sont engagés dans des combats politiques. Leurs chefs (...) ont dressé des listes noires de citoyens à "liquider", ceux dont on pourrait douter de la fiabilité

dans une guerre contre les Russes.» «Plusieurs réunions ont été organisées entre représentants allemands et américains», parce que «des socialistes, dont certains membres du gouvernement, figuraient sur la liste aux côtés des communistes».

Cette découverte précoce d'un pan du *stay-behind* allemand provoqua un vaste scandale des deux côtés de l'Atlantique. Aux USA, *Newsweek* annonça le 20 octobre 1952 que la CIA avait organisé un groupe de «*stay-behind*» en Allemagne. Le 29, l'hebdomadaire d'information *Der Spiegel* précisa à juste titre que de tels réseaux *stay-behind* existaient également dans de nombreux autres pays d'Europe de l'Ouest : «L'affaire du BDJ a causé une grande inquiétude dans les différentes antennes des services secrets américains en Europe. En effet, le "Technischer Dienst" allemand n'est que l'une des branches d'un réseau de partisans soutenu par les États-Unis et qui s'étend sur toute l'Europe.» Le *Spiegel* précisait même : «Ce réseau est très implanté en France, en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Italie et dans la péninsule Ibérique. En France, l'organisation a été créée dès 1948 sous l'impulsion du [ministre de l'Intérieur] socialiste Jules Moch.»

Que se passa-t-il? Comment le secret fut-il percé à jour? Le 9 septembre 1952, l'ancien officier SS Hans Otto se rendit de son plein gré au siège de la police criminelle de Francfort, dans le Land de Hesse, où il déclara, d'après les archives du gouvernement allemand, «appartenir à un groupe de résistance politique dont la mission était de mener des actes de sabotage et de faire sauter des ponts en cas d'invasion soviétique». Selon Otto, que les activités terroristes ne réjouissaient guère, «une centaine de membres de l'organisation avaient reçu une formation idéologique, avaient appris à se servir d'armes de fabrication américaine, russe et allemande et avaient été formés aux tactiques militaires. La plupart de ces hommes étaient des anciens officiers de la Luftwaffe, de la Wehrmacht ou de la Waffen-SS.» On peut lire dans la retranscription de ces aveux : «Bien qu'officiellement il ne fût pas nécessaire d'afficher des opinions néo-fascistes, la plupart des membres s'inscrivaient dans cette tendance. Les moyens financiers de l'organisation avaient été fournis par un citoyen américain du nom de Sterling Garwood.» Otto révéla également que dans l'attente d'une invasion soviétique, l'armée secrète allemande se livrait à des actes de subversion sur le territoire national : «En matière de politique intérieure, la stratégie de l'organisation ciblait le KPD [le parti communiste allemand] et le SPD [le parti social-démocrate]». ¹³

L'«organisation» à laquelle Otto faisait référence était intégrée au réseau *stay-behind* allemand, mais elle ne représentait pas l'ensemble du

réseau, même à cette époque. La branche avait pris le nom trompeur de BDJ, les initiales de «Union de la Jeunesse Allemande», alors que la moyenne d'âge de ses membres avoisinait les 42 ans. Bien avant le témoignage d'Otto, le mouvement était déjà connu pour son anticommunisme radical. Mais ce que l'on ignorait jusqu'alors c'est que le BDJ avait servi de couverture au Technischer Dienst (TD, Service Technique), un réseau *stay-behind* paramilitaire top-secret constitué d'anciens nazis, financé par les États-Unis et équipé d'armes et d'explosifs. Selon les statistiques allemandes, le BDJ, qui s'étendait sur toute la RFA, aurait officiellement compté jusqu'à 17 000 membres, tandis que selon une enquête du gouvernement fédéral, les effectifs du TD n'auraient eux pas dépassé 2 000 individus. ¹⁴

Le témoignage d'Otto en 1952 donna lieu à une vaste enquête policière. Celle-ci permit de localiser le centre d'entraînement du réseau *stay-behind* aux abords de Waldmichelbach, un petit village pittoresque au cœur de la forêt d'Odenwald, elle-même située dans le Land de Hesse. Ce centre n'était opérationnel que depuis juin 1951. Avant cette date, l'entraînement des Gladiateurs allemands avait lieu sur la base militaire américaine de Grafenwöhr, en Allemagne. ¹⁵ Surnommé «Wamiba» par ses habitués, le camp consistait surtout en une bâtisse, un champ de tir souterrain et un bunker construit à proximité, le tout situé à flanc de montagne, à l'abri des regards et à 500 mètres de la route la plus proche. Les villageois se souviennent «que les Américains s'y livraient régulièrement à des exercices de tir ou à quelque chose du genre». ¹⁶

Otto révéla aux autorités allemandes que les contacts entre le BDJ-TD et la CIA se faisaient la plupart du temps par l'intermédiaire du mystérieux M. Garwood. Cet homme, probablement un agent de la CIA, entraînait régulièrement les membres du TD dans la forêt d'Odenwald et insistait très souvent sur la nature top-secret du réseau *stay-behind* et sur le fait qu'il ne fallait sous aucun prétexte en parler à quiconque. Il semble que ces instructions aient été prises très au sérieux. En effet, lorsqu'un membre du TD d'un autre Land, la Bavière, fut soupçonné «d'avoir rempli un formulaire d'adhésion à une autre organisation de résistance», son élimination fut envisagée très sérieusement au sein du Technischer Dienst, raconta Otto non sans une certaine répulsion. ¹⁷ «Je n'ai pas le sentiment que ces méthodes posaient un quelconque problème à M. Garwood.» «Il nous apprenait par exemple à tuer sans laisser de trace, simplement en endormant la victime au chloroforme, en l'asseyant dans sa voiture et en réintroduisant les gaz d'échappement dans l'habitacle au moyen d'un tuyau. Il nous apprenait aussi comment user de violence lors d'interrogatoires, sans laisser de trace», Otto évoquait son initiation aux méthodes de

torture : « Commencez par bander les yeux de la personne à interroger. Faites griller de la viande dans la pièce et appliquez un morceau de glace sur certaines parties du corps. Le contact de la glace, combiné à l'odeur de la viande lui donnera l'impression qu'elle est en train de se faire brûler au fer rouge. »¹⁸

Otto spécifia que Garwood fournissait les fonds et la plupart des équipements. Au total, ce sont près de 130 hommes, anciens nazis pour la plupart, qui passèrent par le centre de Wamiba pour y être formés aux méthodes d'interrogatoire, au maniement des armes et des explosifs, aux techniques d'embuscade et d'assassinat ainsi qu'aux procédés de communication radio. Otto aborda ensuite la question rarement débattue mais non moins essentielle de la capacité des combattants *stay-behind* à tenir leur poste en cas d'invasion soviétique. Du point de vue de la stratégie militaire, il est évident que les chances de survie à long terme d'un réseau *stay-behind* dans un contexte d'occupation, et a fortiori d'occupation soviétique, sont extrêmement minces. Les officiers nazis du TD qui avaient fait l'expérience de la guerre en avaient parfaitement conscience et Otto souligna que la plupart d'entre eux n'étaient pas enthousiastes à l'idée de rester derrière les lignes ennemies pour tenter de survivre à une occupation soviétique : « L'idée des Américains, c'était que tous les membres se laissent dépasser par les Soviétiques pour être utilisés ensuite comme des partisans. Mais Peters [le chef du TD] n'aurait jamais pu réaliser ce plan, parce qu'en cas d'invasion des Russes, tous les agents de l'organisation auraient cherché à tout prix à passer à l'Ouest. »¹⁹

Le 13 septembre 1952, soit deux jours après qu'Otto eût achevé son témoignage, la base *stay-behind* de Wamiba fut prise d'assaut et fermée par la police allemande. Les bureaux et domiciles des membres du TD furent également perquisitionnés et mis sous scellés pour les besoins de l'enquête. Les agents du *stay-behind* furent interpellés. Des armes, des explosifs et des munitions furent saisis en même temps que toute la documentation de l'organisation. L'un des dossiers s'avéra particulièrement intéressant. Les enquêteurs eurent la surprise d'y découvrir l'identité des personnes à assassiner le Jour-J : « La liste des proscriptions contient le nom des individus à éliminer. La liste est incomplète car elle est toujours en phase d'élaboration », le document précisait également l'identité de l'agent chargé de dresser cette liste pour le Land Hesse : Hans Breitkopf.²⁰ Otto Rietdorf, l'agent du TD qui avait suggéré l'expression « liste des proscriptions » expliqua : « J'ai trouvé le terme "proscriptions" dans la documentation russe dans laquelle il désigne des dispositions prises à l'encontre de l'Ouest. Dans l'acception russe, il s'agit de personnes dont il faut s'occuper. Ce que l'on entend par là en Russie ne

me semble faire aucun doute. » Rietdorf ajouta que la CIA était informée de cette opération : « M. Garwood était parfaitement au courant de tout cela ». Hans Otto confirma lui aussi que ces « rapports et dossiers individuels avaient été communiqués aux Américains par le BDJ et le TD ». Les hommes qui collectaient ces informations pour Washington étaient apparemment un certain « Dr Walter » et une fois de plus M. Garwood. L'enquête officielle allemande sur cette armée secrète première version, conclut avec solennité et extrême précision : « Selon ce témoignage, l'usage de la violence contre des cibles intérieures était prévu en cas de Jour-J ». ²¹ Il ne fut pas établi si « J » désignait uniquement le jour de l'invasion ou s'il s'appliquait à d'autres occasions telles que des soulèvements populaires ou une victoire massive de la gauche aux élections.

La liste de proscriptions des Gladiateurs contenait un grand nombre de communistes allemands reconnus ainsi que des socialistes modérés, dont de nombreux responsables politiques en vue de l'époque comme Heinrich Zinnkann, ministre de l'Intérieur socialiste du Land de Hesse, Hans Jahn, président du syndicat allemand du rail, Emil Carlebach, reporter au *Frankfurter Rundschau*, et de nombreux autres. Le journaliste Leo Müller, spécialiste de Gladio, relate que suite à la découverte des listes de proscriptions, « la surprise fut telle que les premières réactions furent teintées de scepticisme ». ²² « Les leaders du TD et du BDJ avaient fait de la liquidation des hommes politiques allemands considérés comme "gauchistes" l'une de leurs priorités en cas d'offensive soviétique », conclut l'historien américain Christopher Simpson. « Pour le Technischer Dienst, les communistes allemands figuraient bien sûr en tête de la liste des hommes à abattre. Venaient ensuite les représentants les plus en vue du SPD ouest-allemand. Le TD avait prévu d'assassiner plus de 40 hauts responsables du parti social-démocrate, parmi lesquels Erich Ollenhauer, à la tête du parti depuis 1952. » Simpson découvrit que les États-Unis n'accordaient aucune confiance à la gauche allemande et par conséquent, ils entraînèrent les agents secrets du BDJ et les chargèrent « d'infiltrer le SPD et d'espionner les leaders du parti afin de pouvoir les éliminer plus rapidement le moment venu ». ²³

On le comprend aisément, le Land de Hesse ne put admettre que la Maison Blanche ait ainsi entraîné et équipé dans le plus grand secret des néo-nazis allemands munis de listes d'hommes à abattre visant certains des citoyens les plus respectables du pays ; la capitale régionale Frankfort fut donc le théâtre de débats particulièrement houleux. Les relations diplomatiques entre les USA et la RFA, déjà très délicates au lendemain de la guerre, se détériorèrent considérablement et les entretiens qui suivirent entre responsables américains et allemands furent particulièrement tendus.

Le Chancelier Konrad Adenauer prétendit tout ignorer de l'affaire tandis que les Américains, de leur côté, tentaient de limiter les dégâts. Donnelly, l'ambassadeur des États-Unis à Bonn, expliqua que l'organisation avait été créée dans le contexte de la guerre de Corée, tout en ajoutant que le réseau devait de toute façon être dissous dans les mois à venir et ce, indépendamment du témoignage d'Otto. D'ailleurs, les versements avaient déjà été interrompus dès août 1952. Il s'agissait, bien entendu, d'une absurdité et les membres du TD s'empressèrent de témoigner qu'ils avaient bien reçu des financements jusqu'en septembre.

C'est un certain Paul Lüth, un haut responsable du BDJ-TD, intermédiaire entre celui-ci et la CIA, qui contrôlait les flux d'argent provenant des USA, comme l'a révélé l'enquête.²⁴ Lüth rencontrait régulièrement les Américains à qui il rendait des comptes et, quand il s'agissait de questions sensibles, il réalisait toujours quatre duplicata des rapports écrits qu'il remettait à la CIA.²⁵ Quand le *stay-behind* allemand fut découvert, Lüth fut caché par les Américains, il put ainsi échapper à la justice et disparut sans laisser de traces. Un ancien camarade d'école de Lüth, Erhard Peters, occupait lui aussi des fonctions de premier plan au sein de l'armée secrète. L'homme fut nommé à la tête du Technischer Dienst en raison de ses compétences en matière de communications radio et d'opérations de guérilla. Il appréciait qu'on appelle le réseau l'«Organisation Peters» et, afin d'asseoir son statut, il avait même acheté une Mercedes 170 V et un cabriolet BMW. Quand la couverture de son armée secrète fut percée, Peters ne put non plus être arrêté car il s'en était remis «à la protection des Américains», selon les termes du rapport d'enquête. Plus tard, Lüth reparut devant la police allemande après avoir «donné aux Américains sa parole d'honneur qu'il ne révélerait rien». D'après son propre témoignage, la Maison Blanche leur avait offert, à lui et à d'autres nazis compromis dans le scandale TD, la possibilité d'émigrer aux États-Unis, mais Lüth avait décliné la proposition.²⁶ Face aux policiers, Peters reconnut avoir brûlé de nombreux dossiers contenant des rapports sur les activités de TD destinés aux Américains.

Pour les Allemands, le scandale lié au BDJ-TD ne fut pas uniquement régional, il devint une véritable affaire d'État. Mais si Francfort avait espéré un soutien de la capitale Bonn, elle ne tarda pas à déchanter. Après de longues conversations avec les Américains, les principaux responsables de la CDU et du gouvernement conservateur d'Adenauer tentèrent d'étouffer l'affaire et de freiner les investigations. Le 30 septembre 1952, la Cour Suprême de Karlsruhe prononça la relaxe de tous les membres du réseau TD qui avaient été interpellés sans consulter ni même informer la police de Francfort, ce qui provoqua un véritable tollé parmi la popula-

tion. Les Gladiateurs furent donc libérés tandis que les deux procureurs qui avaient prononcé cette décision contestable, Schrübbers et Wagner, se voyaient offrir une promotion. Le Premier ministre du Land de Hesse August Zinn commenta avec colère : «La seule explication légale à cette libération est que l'on a peut-être jugé à Karlsruhe [à la Cour Suprême] qu'ils avaient agi sous la direction des Américains».²⁷

Zinn était si furieux qu'il décida de porter l'affaire devant le Parlement fédéral, en dépit des lourdes pressions exercées par les Américains pour l'en dissuader. C'est ainsi que le 8 octobre 1952 le grand public et la presse, en Allemagne et à l'étranger, apprirent pour la première fois l'existence d'armées *stay-behind* nazies financées par les USA. «M. le Président, Mesdames et Messieurs», déclara Zinn au Parlement, «après l'entretien que j'ai eu le 3 octobre dernier à Francfort avec le Chancelier Adenauer et suite à la discussion que je viens d'avoir ce matin même dans mon bureau avec M. Reeber représentant le Haut-commissariat américain, je dois informer la chambre des faits suivants : le 9 septembre 1952, », le visage du Président était particulièrement grave, «la police criminelle allemande a appris l'existence d'une organisation secrète créée en 1950-1951 par des chefs du BDJ et baptisée TD pour "Technischer Dienst"». Zinn poursuivit devant un auditoire perplexe : «L'organisation était conçue comme un mouvement de résistance armée à but politique, constitué avec l'assentiment et la coopération du président du BDJ Paul Lüth. Gerhard Peters était le chef de cette organisation.» Pour la première fois, des hommes politiques découvraient l'existence d'une armée secrète *stay-behind*. Zinn les informa que : «Cette section TD du BDJ avait pour mission de constituer une armée de partisans qui, selon les plans initiaux, devait rester derrière les lignes ennemies en cas d'invasion soviétique afin de mener des actes de sabotage en territoire occupé, tels que le dynamitage de ponts ou l'attaque de camps».

Après cette description sommaire des caractéristiques typiques d'un réseau *stay-behind*, Zinn évoqua le soutien apporté par les États-Unis et la dimension nationale de l'armée secrète : «D'après le témoignage d'une personne directement impliquée et le matériel qui a pu être saisi, l'organisation avait pour cibles, à l'intérieur de nos frontières, le KPD et surtout le SPD. La découverte de l'organisation a immédiatement donné lieu à des interpellations et à des saisies de documents le 18 septembre 1952», annonça le Premier ministre Zinn. «Mais, le 1^{er} octobre, la Cour Suprême a ordonné que les suspects soient relâchés sous le prétexte que l'armée secrète avait été bâtie sur ordre de plusieurs agences américaines». Les minutes de la session parlementaire font ensuite état d'un brouhaha dans la salle et de cris lancés par les députés : «Écoutez ! Écoutez ! » ou

« Incroyable ! ». Quand l'assistance fut calmée, Zinn poursuivit : « D'après le témoignage d'un haut responsable du TD, des assassinats avaient même été planifiés », sur quoi l'agitation reprit de plus belle, certains députés interpellant leurs collègues : « Écoutez ! Écoutez ! Et voilà que ça recommence ! » Zinn poursuivit : « Un centre d'entraînement a été implanté à Waldmichelbach, dans la forêt d'Odenwald (...) Les membres de l'organisation étaient pour la plupart d'anciens officiers de la Luftwaffe, de la Wehrmacht et de la SS ». L'agitation gagna une nouvelle fois les rangs du Parlement dont tous les membres avaient connu la seconde guerre mondiale. Ceux-ci criaient à présent : « Vous entendez ? Incroyable ! »

Zinn expliqua que les agents étaient âgés de 35 à 50 ans et que « l'organisation disposait d'un financement considérable, les documents saisis suggèrent que son budget mensuel avoisinait les 50 000 marks ». En entendant cela, un député s'écria : « D'où provenait l'argent ? » Zinn répondit que « l'argent parvenait apparemment au TD par des transferts frauduleux en provenance d'une agence américaine » et ajouta que « la même organisation était aussi chargée d'une mission intérieure (...) D'après le témoignage de l'un de ses dirigeants, elle devait procéder à l'élimination d'individus "suspects" quand arriverait le jour-J », ce qui provoqua de nouvelles réactions au sein de l'Assemblée où l'on entendit des voix s'exclamer « Des assassinats donc ! Incroyable ! » Parfaitement conscient du véritable choc que provoquaient ses révélations, Zinn poursuivit sur le même ton solennel : « À ce sujet, il faut signaler que 15 feuillets contenaient des noms de communistes alors qu'on a saisi pas moins de 80 pages concernant des personnalités de la social-démocratie (...) le ministre de l'Intérieur social-démocrate du Land de Hesse Heinrich Zinnkann était suspecté d'entretenir des liens avec les communistes », outre des critiques, cette dernière déclaration provoqua également des ricanements parmi les députés. « D'après certains témoignages, bon nombre de documents confidentiels ont été détruits, d'autres ont été saisis par un représentant des autorités américaines et sont donc à présent inaccessibles. L'argent et les armes étaient fournis par un Américain qui supervisait également l'entraînement », sur quoi une nouvelle vague de protestations s'empara de l'assemblée.

Mais Zinn n'était toujours pas au bout de ses déclarations : « Ce qu'il est important de réaliser c'est qu'à l'étranger, des organisations clandestines semblables ont servi de base à des activités illégales perpétrées sur le territoire national, c'est une expérience que nous avons déjà vécue, il y a 30 ans dans ce pays et il semble que cette organisation s'inscrive dans ce modèle ». Cette dénonciation sans réserve suscita l'approbation des parlementaires, lesquels s'écrièrent : « C'est juste ! Exact ! » Zinn poursuivit : « Ce matin même, M. Reeber, représentant les USA, est convenu avec moi

que ce type d'organisations constituent le ferment de l'instauration de la terreur dans le pays, (...) il a exprimé ses plus sincères regrets et a fermement condamné l'existence d'un tel réseau (...) Il m'a assuré de sa plus entière coopération afin de faire toute la lumière sur cette affaire et d'en identifier toutes les ramifications pour éviter qu'un tel phénomène puisse se reproduire à l'avenir. »²⁸

Bien entendu, le Gladio allemand ne fut pas démantelé pour autant, comme le prouvèrent les révélations de 1990. Les traces furent simplement maquillées dans la mesure du possible. En octobre 1952, l'ancien haut-commissaire américain McCloy précisa bien que les États-Unis n'étaient pas en train de réarmer les nazis : « Durant toutes les années que j'ai passées en Allemagne, nos objectifs et nos efforts ont toujours visé à la consolidation des forces démocratiques et à la lutte contre les communistes mais aussi contre les néo et pro-nazis ». McCloy souligna qu'« Il est par conséquent inconcevable qu'un responsable américain ait pu soutenir des agissements tels que ceux décrits par le Premier ministre Zinn. Ceci doit être exprimé clairement, au nom de la vérité et de l'amitié. »²⁹ En dépit de ces belles paroles, le Parlement hessois chargea le ministre de l'Intérieur du Land d'enquêter en profondeur sur le phénomène ; en 1953, celui-ci livra ses conclusions sous la forme d'un imposant rapport de trois volumes.³⁰

Quarante ans après les faits, l'ancien agent de la CIA Thomas Polgar, qui avait pris sa retraite en 1981 après 30 ans passés au service de l'Agence, se souvenait encore très bien de l'affaire du Gladio allemand. En effet, l'homme avait été stationné en Allemagne au début des années 1950 et, au début des années 1970, il y avait à nouveau été affecté afin de remplacer Ray Cline à la tête de l'antenne allemande de la CIA. « Le "Bund Deutscher Jugend" était une organisation politique de droite vaguement affiliée à l'un des partis du Land de Hesse, en Allemagne, et composée d'hommes motivés et fermement résolus à contribuer à la résistance clandestine en cas d'une occupation de tout ou partie du territoire de la RFA par l'Armée rouge », témoigna-t-il au cours des années 1990. « Quand l'affaire a éclaté, il y a eu un battage considérable et on a estimé que le général Truscott [de l'armée des États-Unis] devrait expliquer en personne aux éléments impliqués ce qui s'était passé, on a donc d'abord expliqué la situation au Chancelier allemand Konrad Adenauer. » Comme on l'a déjà constaté, cela ne suffit pas à désamorcer la situation. « Nous avons ensuite parlé au général Matthew Ridgeway, qui était alors le commandant en chef des forces de l'OTAN et, finalement, au Premier ministre hessois Georg Zinn qui figurait lui-même sur la liste. Truscott lui a expliqué qu'il s'agissait d'une activité illégale mais après tout seulement d'un exercice sur papier dont il ignorait tout et qui ne devait en aucun cas

être interprété comme le signe d'une remise en question de la confiance que nous accordions au Premier ministre Zinn.»³¹

Suite aux révélations de 1990, Dieter von Glahn apporta la confirmation que des cellules *stay-behind* n'existaient pas seulement en Hesse mais également dans d'autres Länder allemands. «Notre mission et notre organisation étaient identiques à ce que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de Gladio», expliqua-t-il.³² Personnage ambigu du milieu anticomuniste allemand, Glahn s'était évadé d'un camp de prisonniers soviétique pendant la seconde guerre mondiale. Après l'armistice, il avait rejoint l'armée secrète *stay-behind* en intégrant le BDJ-TD de Brême, dans le Nord de l'Allemagne. «À l'époque de la guerre de Corée», expliqua-t-il dans son autobiographie publiée en 1994, «les Américains étaient très inquiets à l'idée de voir la même situation se reproduire en Allemagne». C'est pourquoi «ils décidèrent de recruter et de constituer une unité allemande fiable en vue du jour-J, le jour de l'invasion de l'Allemagne par l'Armée rouge. L'unité devait être formée avec de l'armement américain, disposer de ses propres caches d'armes et entrer dans la clandestinité en cas d'offensive.» Glahn rappela que «le BDJ n'était que la couverture, une sorte de vitrine légale de l'organisation anticomuniste. La branche clandestine Technischer Dienst, ou "Organisation Peters", comme l'appelait parfois son directeur, constituait la véritable unité combattante» et était présente sur une grande partie du territoire national. «Le TD devint donc une composante essentielle de la défense anti-soviétique germano-américaine. Les Américains s'intéressaient avant tout aux anciens éléments de l'armée allemande», dont lui-même faisait justement partie. «Comme je ne faisais pas mystère de mes positions anticomunistes, je fus recruté. J'étais donc officiellement le responsable du BDJ pour la ville d'Oldenburg en Frise Orientale. Officieusement, je dirigeais le TD sur l'ensemble de la zone Oldenburg-Brême-Frise Orientale [au nord-ouest de l'Allemagne].»³³

C'est avec une certaine fierté que Glahn relate dans ses mémoires que le «FBI» allemand, le Bundesamt für Verfassungsschutz (BfV), connaissait et couvrait les activités des réseaux *stay-behind*. «Je collaborais très étroitement avec Neubert du BfV». Glahn évoque la lutte anticomuniste dans laquelle ils étaient tous deux engagés : «la nuit, nous sortions régulièrement pour coller des affiches, et recouvrir celles des communistes (...) nous dénoncions ainsi les liens qu'entretenaient certains hommes d'affaires avec les communistes. Cela donnait souvent lieu à des affrontements violents.» C'est à cette époque que «j'ai fondé de nombreuses sections du BDJ dans mon secteur», avec l'aide de la CIA qui entraînait les recrues au camp de Waldmichelbach et à la base américaine

de Grafenwöhr. «J'ai moi-même participé à plusieurs reprises à ces entraînements. Les hommes qui portaient un uniforme américain de couleur brunâtre et n'étaient autorisés à s'appeler que par leur prénom, venaient des quatre coins de l'Allemagne mais ne devaient en aucun cas révéler l'endroit d'où ils étaient originaires. Pendant quatre semaines, nous étions alors totalement coupés du monde extérieur.» Les Gladiateurs suivaient «un entraînement intensif en vue du jour-J. À cette époque, les Américains aménageaient des caches d'armes sur l'ensemble du territoire de la RFA. Dans mon secteur, seuls mon adjoint et moi-même connaissions la localisation exacte de la cache d'armes (...) Elle était enterrée en profondeur dans une petite forêt.»³⁴

Le réseau *stay-behind* allemand ne fut pas le seul à bénéficier de la protection de la puissante CIA : grâce à celle-ci, le service de renseignement ORG et son personnel parvinrent également à faire face aux découvertes de 1952 sans trop de frais. Le général Reinhard Gehlen resta en fonction et en 1956 l'«Organisation Gehlen» changea son nom pour celui de «Bundesnachrichtendienst» (BND). Lorsqu'on demanda au directeur de la CIA Allen Dulles s'il ne ressentait pas de honte à avoir ainsi collaboré avec le nazi Gehlen, il répondit : «J'ignore si c'est une crapule. Vous savez, il y a très peu de saints dans le monde de l'espionnage (...) D'ailleurs, on est pas là pour se faire des amis.»³⁵ Ce n'est d'ailleurs que lorsque le gouvernement fédéral du Chancelier conservateur Kurt Georg Kiesinger et du vice-Chancelier et ministre des Affaires étrangères social-démocrate Willy Brandt commença à douter de son service secret BND que celui-ci fit pour la première fois l'objet d'une véritable enquête approfondie.

Le «Rapport Mercker» qui fut alors rédigé constituait «un document si accablant pour le BND, à tel point qu'il demeure aujourd'hui encore confidentiel», c'est du moins ce que rapporta la presse allemande en 1995. «Sa conclusion édifiante sur le BND : "une organisation corrompue"».³⁶ Reinhard Gehlen, qui était directement visé par l'enquête gouvernementale, ne fut même pas autorisé à lire le rapport. À la lecture du document, les sociaux-démocrates, qui, pour la première fois depuis la guerre, venaient d'entrer au gouvernement en la personne de Willy Brandt, furent si embarrassés de la présence du nazi dans les hautes sphères de l'exécutif qu'ils renvoyèrent immédiatement Gehlen. Après plus de 20 ans passés à la tête du service de renseignement allemand, celui-ci fut renvoyé le jour de la fête du travail, le 1^{er} mai 1968. Afin de ne pas froisser la Maison Blanche, on lui choisit comme successeur Gerhard Wessel qui avait servi comme attaché militaire de la RFA à Washington après 1945 et qui entretenait d'excellentes relations avec la CIA et le commandement de la sécurité nationale américaine.

On ignore si le rapport Mercker classé confidentiel renfermait des informations sur les activités *stay-behind* de l'ORG et du BND ; c'est toutefois ce que semblent indiquer les preuves découvertes lors des investigations menées en 1990. D'après le rapport succinct produit par le gouvernement allemand sur le BND et son réseau *stay-behind* en décembre 1990, un cadre légal aurait été prévu pour les activités du réseau clandestin en décembre 1968, soit quelques mois seulement après la publication du rapport Mercker : « En décembre 1968, le chef de la Chancellerie fédérale avait explicitement mentionné dans l'article 16 des "Directives générales pour le BND", qu'il fallait entreprendre des préparatifs de défense ». Il semble que le gouvernement de l'époque ait décidé de poursuivre l'opération *stay-behind* mais sur des bases légales cette fois : « La directive indique : "Le BND procède aux préparatifs et planifications nécessaires pour la défense, les questions générales étant convenues avec le chef de la Chancellerie fédérale" ». ³⁷ Le journaliste spécialiste du Gladio Leo Müller se demanda en 1990 : « Quelle logique antidémocratique sous-tendait encore les nouveaux *stay-behind* des services secrets allemands qui furent découverts en 1990 ? » ³⁸

Le départ de Gehlen et l'adoption de la nouvelle loi ont-ils affaibli la domination de la CIA sur les réseaux *stay-behind* allemands ? Cela reste à établir. L'ex-Gladiateur Glahn précise bien dans son livre que l'Agence américaine a gardé le contrôle jusqu'aux tout derniers instants : « J'écris délibérément "services secrets" au pluriel parce que nous avons plus tard fusionné avec l'Organisation Gehlen sur ordre des Américains ». Selon Glahn, bien que Gehlen fût l'homme clé du réseau *stay-behind* allemand, le commandement restait entre les mains des États-Unis : « Cette organisation avait pris le nom de son fondateur, le général Gehlen (...) Il avait établi un excellent quartier général du renseignement à Pullach, dans les environs de Munich (...) Le Technischer Dienst, ou TD, était liaison permanente avec les gens de l'Organisation Gehlen. En ce qui concerne le jour-J, la décision en matière militaire revenait cependant toujours aux Américains. » ³⁹ Quand la couverture de l'armée secrète allemande vola en éclats en 1952, Gehlen et ses collègues se virent offrir l'asile aux États-Unis, afin qu'ils puissent échapper à la justice allemande. « On m'a proposé de m'enfuir aux USA, comme aux autres membres du TD qui étaient impliqués dans une enquête criminelle. J'en ai longuement discuté avec ma femme... mais j'ai finalement décidé que je ne voulais pas être un émigré. Ma place était ici en Allemagne. » ⁴⁰

En mai 1955, l'Allemagne adhéra à l'OTAN. Comme toutes les autres armées secrètes d'Europe, le réseau allemand fut intégré au programme de guerre non conventionnelle de l'Alliance Atlantique. Le rapport officiel

du gouvernement allemand sur le *stay-behind* écrit par Lutz Stavenhagen en 1990 confirma qu'« afin d'uniformiser leurs programmes avec le commandement militaire de l'OTAN, les services de renseignement qui prenaient part à l'opération établirent en 1952 le Coordinating and Planning Committee (Comité de Planification et de Coordination) ou CPC. Dans le but de coordonner leur coopération, ils créèrent en 1954 le Allied Coordination Committee (Comité de Coordination Alliée) ou ACC. » Le gouvernement allemand confirma en outre que le « BND est un membre régulier du CPC et de l'ACC depuis 1959 ». Dans une tentative maladroite de limiter les dégâts, le rapport officiel prétendit cependant à tort que « les deux comités de coordination n'ont jamais fait ni ne font actuellement partie de la structure de l'OTAN », tandis que dans le même temps, l'enquête parlementaire belge révélait que l'ACC et le CPC avaient été mis en place par le SACEUR de l'OTAN, poste systématiquement occupé par un général américain, et qu'ils étaient en liaison directe avec le SHAPE de l'OTAN. Le rapport officiel allemand tenta d'insister sur la souveraineté de l'armée secrète allemande et déclara : « que le BND ait fait partie de ces organes n'exclut en rien que le *stay-behind* n'ait jamais été intégré à l'OTAN et qu'il soit toujours demeuré l'instrument du BND. Il n'y a jamais eu et il n'existe aujourd'hui aucune relation de subordination des différents services de renseignement à l'ACC et au CPC. » ⁴¹

« Il existait entre les différents services une coopération bilatérale mais également multilatérale, dont la coordination était assurée par l'ACC », décrivait le rapport officiel du gouvernement allemand à propos de la dimension internationale de l'armée secrète *stay-behind*. « Parmi ces partenaires figurent aux côtés de l'Allemagne de l'Ouest : la Belgique, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège et les États-Unis d'Amérique. » D'après le rapport, cette coopération incluait « entre autres choses des exercices conjoints, l'acquisition d'un équipement radio standardisé [les transmetteurs *Harpoon*], le partage d'expériences relatives aux entraînements, l'établissement d'une terminologie standardisée du renseignement ». ⁴² En raison de la présence parmi eux d'un grand nombre de partisans d'extrême droite, Stavenhagen préféra ne pas donner de chiffres précis quant au nombre de Gladiateurs ayant opéré en Allemagne pendant la guerre froide : « À la fin des années 1950, l'organisation comptait environ 75 membres permanents », se contenta-t-il d'indiquer. « Le nombre des informateurs a parfois atteint 500. En 1983, le personnel *stay-behind* fut également formé à diriger des actes de sabotage contre l'envahisseur et à organiser et commander des groupes de résistants en territoire occupé. » ⁴³

D'après le rapport, le gouvernement allemand fut informé de l'existence de l'armée secrète «peu après 1974 (dans le cadre d'une présentation de stratégie d'ensemble des préparatifs de défense du BND). On peut toutefois supposer que des informations sur les fondements de l'opération *stay-behind* ont pu filtrer bien avant cette date.» En ce qui concerne le législatif, une commission du Parlement, tenue au respect de certains secrets, fut mise dans la confidence au cours des années 1980, lorsqu'il fallut accorder des crédits pour l'achat de nouveaux équipements de communication *Harpoon* : «À l'occasion de l'achat de nouveaux transmetteurs radio, la commission compétente (Vertrauensgremium) a été informée de leur utilisation par le *stay-behind*». ⁴⁴ Les transmetteurs radio *Harpoon* avaient été conçus et produits sur ordre de l'ACC, le centre de commandement *stay-behind* de l'OTAN, par la firme allemande AEG Telefunken, une filiale du groupe Daimler. Le service de renseignement BND avait servi d'intermédiaire et avait acheté les systèmes *Harpoon* au fabricant pour le compte de l'ACC qui ne devait pas apparaître dans la transaction. Le BND avait commandé un total de 854 transmetteurs pour un montant de 130 millions de marks. Il en conserva pour près de 20 millions et revendit le reste du stock aux autres armées *stay-behind* d'Europe de l'Ouest. Dernier cri de la technologie de l'époque, le système *Harpoon* pouvait envoyer et recevoir des messages radio cryptés jusqu'à une distance de 6 000 km, il pouvait donc assurer la liaison entre les différents *stay-behind* et entre les deux rives de l'Atlantique. ⁴⁵

Durant toute la guerre froide, l'Allemagne fut divisée en deux États ; une guerre secrète se livra donc entre le BND ouest-allemand, soutenu par la CIA américaine, et le MfS (Ministerium für Staatssicherheitsdienst), plus communément appelé Stasi, laquelle dépendait du KGB soviétique. Les deux services multipliaient les missions d'espionnage et les tentatives d'infiltration de part et d'autres du Mur de Berlin. Ces opérations étaient d'autant plus aisées que les agents de la Stasi et du BND étaient tous allemands et partageaient de ce fait la même langue et la même culture. Suite à leurs expériences respectives, la CIA et le MI6 avaient surnommé le BND le «service des fuites». ⁴⁶ On put même lire dans *Der Spiegel*, le premier magazine d'information du pays : «Le KGB et la Stasi de Berlin-Est auraient facilement pu placer des taupes aux postes clés à Pullach [au quartier général du BND] et ainsi accéder à la liste complète de leurs agents (...) Le BND n'était qu'une vaste plaisanterie aux yeux de ses rivaux.» ⁴⁷

On peut donc légitimement se demander dans quelle mesure la Stasi, et donc Moscou, étaient renseignés sur les secrets relatifs à l'opération *stay-behind*. Tout semble indiquer qu'ils en furent informés dès la fin des années 1970. Le plus célèbre cas avéré de fuite impliqua Heidrun Hofer,

une secrétaire travaillant au Département IV du BND de Munich, le service chargé de la direction du réseau *stay-behind*. Son poste lui donnait accès aux documents les plus confidentiels de l'OTAN, et notamment ceux classés «cosmic». Si on ignore toujours la nature exacte des données qu'elle transmet à la Stasi et au KGB, on sait toutefois qu'elle communiqua des informations relatives à un centre de commandement *stay-behind* top-secret situé sur la côte Atlantique et qui devait servir de base au gouvernement allemand en exil. Suite aux indiscretions d'Hofer, il fallut donc reconstruire ce centre dans un autre lieu, une opération dont le coût s'éleva à 100 millions de marks.

Hofer révéla ce secret à son insu. Fille d'un officier conservateur, elle avait été spécifiquement ciblée par le KGB qui avait envoyé un agent en Argentine, chargé d'entrer en contact avec le milieu des exilés nazis et de s'y tailler une bonne réputation. À son retour, il devait demander à Heidrun de l'épouser. Le père de la jeune fille, qui appréciait ce «Hans» pour ses idées d'extrême droite, y consentit. Après le mariage, «Hans» confia à Heidrun qu'il travaillait pour une organisation ultra-conservatrice et la surprit par son excellente connaissance du BND. Ravie à l'idée de participer à une conspiration, Heidrun accepta de tout révéler à Hans.

Il fallut du temps au service de contre-espionnage du BND pour découvrir l'existence de la taupe du KGB. En décembre 1976, des agents du BND tendirent une embuscade au domicile de la jeune femme qui travaillait alors pour le KGB depuis six ans sans même le savoir. Hans parvint à s'échapper par une porte dérobée, mais Heidrun fut arrêtée et accusée de haute trahison. C'est alors qu'elle apprit que son mari était un espion de Moscou. Le choc fut si violent pour cette femme aux tendances ultra-conservatrices qu'elle aurait tenté de se défenestrer, alors qu'elle était interrogée par le BND dans un bureau du sixième étage de leur siège à Munich. Elle s'en tira avec quelques séquelles et vécut dès lors d'une pension d'invalidité. L'enquête sur Hofer fut close en 1987, faute d'éléments nouveaux. ⁴⁸ La seconde affaire d'espionnage à laquelle dut faire face le service impliquait cette fois un haut responsable puisqu'il s'agissait de Joachim Krase, le directeur adjoint du BND qui mourut en 1988. Krase était en réalité un agent double à la solde de la Stasi et avait, comme l'écrivit un journaliste britannique «tout révélé sur le *stay-behind* et l'Opération Gladio, levant un secret que les Russes connaissaient depuis l'origine». ⁴⁹

Quand l'Allemagne fut réunifiée, après la chute du Mur de Berlin, la Stasi fut démantelée et le BND étendit ses activités. Certains documents, à présent déclassifiés, du service de renseignement est-allemand confirment que celui-ci était extrêmement bien renseigné sur l'opération *stay-behind*. Au cours de manœuvres effectuées par l'OTAN en 1979, des unités de la

Stasi interceptèrent des signaux inconnus et détectèrent la présence d'un réseau parallèle. Au bout de quelques années d'enquête, elles parvinrent à casser le code utilisé par les agents *stay-behind* du BND et à localiser plus de 50 sites répartis sur l'ensemble du territoire de l'Allemagne de l'Ouest, mais dont beaucoup étaient concentrés dans la zone frontalière de la RDA et de la Tchécoslovaquie.

En 1984, le général Horst Männchen, directeur du Département III de la Stasi et responsable des écoutes radiophoniques, communiqua aux ministres du gouvernement est-allemand de nombreux détails sur le réseau *stay-behind* du BND. « En analysant des signaux radio secrets du BND que nous avons pu décoder (...) nous sommes parvenus à rassembler des données fiables sur une catégorie spéciales d'agents du BND. » Le rapport de Männchen, daté du 3 août 1984, expliquait que ces agents spéciaux du BND, que la Stasi appelait des « agents retournés » (*Überrollagenten*), se préparaient en vue d'une invasion des armées du Pacte de Varsovie et avaient été entraînés à mener des opérations de subversion dans le dos de l'ennemi. Ces agents secrets, soulignait Männchen, « représentent un danger réel pour les opérations des forces du Pacte de Varsovie » et doivent donc être identifiés aussi vite que possible afin d'être immédiatement neutralisés « en cas de conflit militaire ». ⁵⁰

Dans un autre rapport daté du 6 novembre 1984, Männchen précisait à raison qu'au sein du BND, « ces agents spéciaux sont qualifiés de "*stay-behind*" », et que leur création semblait remonter au programme de défense développé par l'OTAN en prévision d'une première offensive des forces du Pacte de Varsovie. Le directeur du Département III expliquait que le réseau comptait aussi des femmes dans ses rangs et que la Stasi était parvenue à décrypter toute une série de signaux radio secrets émis depuis le quartier général du BND à destination des agents *stay-behind*. « Ces agents sont des hommes et des femmes, citoyens de la RFA qui vivent sur le territoire de l'Allemagne de l'Ouest, pour beaucoup le long de la frontière avec la RDA et la Tchécoslovaquie. Ils ont une bonne connaissance de leur zone d'opérations et agissent seuls ou en groupes de trois ou quatre pour effectuer les missions qui leur sont confiées dans un rayon de 40 kilomètres autour de leur lieu de résidence. D'après les informations dont nous disposons, entre 16 et 20 unités sont en liaison régulière avec le BND. Selon certaines sources au sein du BND, le nombre total des agents pourrait s'élever à 80. » Männchen indiquait en conclusion que ces agents spéciaux étaient « dangereux » et que la Stasi devrait tenter d'en identifier un maximum. ⁵¹

Dans un rapport ultérieur, la Stasi concluait que les données rassemblées « indiquaient clairement que le BND avait accordé une grande

importance à l'entraînement et à la préparation de ces agents spéciaux ». Les communications radio interceptées par le service révélaient également que le réseau *stay-behind* allemand bénéficiait d'une très bonne coordination et qu'il était en liaison avec les « services secrets de l'OTAN » en Sardaigne, à Huy (en Belgique) et à Lille et Grenoble. ⁵² En espionnant les communications radio *stay-behind* du BND, la Stasi fut informée de l'installation des nouveaux systèmes *Harpoon* en Allemagne de l'Ouest et, le 22 mai 1984, elle indiqua que les agents spéciaux utilisaient à présent un équipement de communication plus moderne et plus efficace. ⁵³ Dans un rapport très détaillé de 11 pages sur le réseau *stay-behind* remis en 1955, la Stasi déplorait que ce nouveau système capable d'envoyer des signaux radio en moins de trois secondes rendait la localisation des agents du BND plus difficile aux agents est-allemands. ⁵⁴

Quand fut révélée l'existence du réseau allemand en 1990, la presse s'intéressa particulièrement à l'équipement de l'organisation secrète et demanda au gouvernement de Bonn s'il existait des caches d'armes en Allemagne. « En soutien aux unités de résistance en territoire occupé, les services secrets alliés ont aménagé des caches d'armes dans les premiers temps de l'opération *stay-behind*. Elles renfermaient notamment des pièces de rechange pour l'équipement radio, des médicaments, de l'or et des bijoux destinés à d'éventuelles transactions au marché noir ainsi que quelques pistolets », le porte-parole du gouvernement allemand confirmait ainsi les caractéristiques observées dans d'autres pays, mais, de manière surprenante, il tenta d'induire le public en erreur en prétendant que « ces caches avaient été démantelées par les unités *stay-behind* du BND avant 1972. Les pistolets furent détruits. Actuellement, l'équipement et l'entraînement des agents du renseignement se limitent strictement aux missions de collecte d'informations et d'évacuation. Cet équipement inclut un transmetteur radio spécial mais en aucun cas des armes ou des explosifs. » ⁵⁵

Les journalistes allemands soupçonnèrent le porte-parole du gouvernement Lutz Stavenhagen de leur avoir menti en affirmant que toutes les caches d'armes avaient été détruites en 1972. En effet, de mystérieux arsenaux avaient été mis au jour en Allemagne au cours des années 1980. La plus célèbre de ces découvertes était survenue le 26 octobre 1981, quand des bûcherons étaient tombés totalement par hasard sur une importante cache creusée dans le sol et contenant des armes à feu et du matériel de combat, près du village de Ülzen, dans les landes de Lüneburg. Cette étonnante découverte entraîna l'arrestation du garde forestier et militant d'extrême droite Heinz Lembke. Celui-ci guida ensuite les enquêteurs vers un vaste réseau de pas moins de 33 caches d'armes. « Ces caches ont d'office été attribuées au militant d'extrême droite Heinz Lembke »,

commenta en 1991 une source anonyme au sein du ministère de la Défense autrichien. « Cette explication séduisante comportait cependant une faille. Les caches renfermaient, outre des armes automatiques, du matériel de guerre chimique [Arsen et Zyankali] et environ 14 000 cartouches ainsi que 50 armes anti-char, 156 kg d'explosifs, 230 détonateurs et 258 grenades à main. Il est incroyable qu'un État qui a pris d'importantes mesures anti-terroristes n'ait pas remarqué le vol ou le détournement d'une telle quantité de matériel de combat. »⁵⁶

Dans son article intitulé « Les Armées Secrètes de la CIA en Europe », le journaliste américain Jonathan Kwitny s'intéressait au document du ministère de la Défense autrichien avant de conclure que « le programme *stay-behind* allemand aurait pu être au cœur d'un deuxième scandale, similaire à celui de 1952, mais rien ne fut finalement communiqué au public. » Les caches d'armes découvertes en 1981 avaient en effet permis « de remonter jusqu'à un groupe de jeunes paramilitaires dirigé par le néo-nazi Heinz Lembke, qui fut arrêté. On le décrivit à l'époque comme un extrémiste déséquilibré qui entraînait clandestinement ses troupes au milieu des bois. » Kwitny remarquait cependant qu'il n'était pas le seul à faire le lien entre l'arsenal de Lembke et le réseau *stay-behind* du BND, la publication autrichienne ayant elle aussi démolie la thèse selon laquelle le garde forestier n'aurait été qu'un extrémiste dérangé et isolé. « Le responsable de la publication du ministère de la Défense autrichien, le général à la retraite Franz Freistätter, affirme avoir personnellement supervisé la rédaction de l'article suggérant que Lembke utilisait les caches d'armes *stay-behind* pour l'entraînement de ses troupes néo-nazies, il prétend également qu'il croit en cette thèse, bien que son auteur ait souhaité conserver l'anonymat. »⁵⁷

Et l'article de Kwitny et la publication autrichienne sur Gladio semblent indiquer à juste titre que les caches d'armes de Lembke appartenaient au réseau *stay-behind* allemand. Parmi les documents saisis en 1952, quand fut découverte l'organisation BDJ-TD, figurait une directive relative au jour-J, le jour de l'invasion. Elle indiquait qu'en cas d'invasion, les landes de Lüneburg constitueraient le point de ralliement du *stay-behind* du Nord de l'Allemagne : « Les responsables de secteurs ont reçu l'ordre de chercher où étaient stationnés des camions en grand nombre. Le jour-J, ces camions devront être réquisitionnés par la force si nécessaire, par les agents qui les conduiront ensuite jusqu'aux points de ralliement spécifiés par le BDJ dans les villes et les villages », ordonnait la directive. « De là, les camions transporteront les membres jusqu'au point de ralliement du Nord de l'Allemagne, situé dans les landes de Lüneburg. »⁵⁸

Comme on peut l'imaginer, la découverte des caches d'armes de Lembke en octobre 1981 provoqua un véritable scandale en Allemagne.

Mais l'affaire devint encore plus explosive quand certaines sources suggérèrent que les arsenaux n'étaient pas restés inutilisés dans l'attente d'une hypothétique invasion soviétique mais que Lembke s'était bel et bien servi du matériel pour équiper ses soldats d'extrême droite, lesquels avaient, un an avant la découverte des dépôts, utilisé les armes mortelles au cours d'un attentat à la bombe perpétré à Munich en 1980. Cette théorie lourde d'implications fut émise par le journaliste allemand Harbart pour qui Gladio était « un glaive entre les mains d'extrémistes ». Harbart expliqua que « l'enquête sur l'attentat de Munich a conduit au garde forestier de Basse-Saxe Heinz Lembke ». Harbart est persuadé que le recours aux bombes et à la stratégie de la tension ne s'est pas limité à l'Italie mais qu'il a gagné le cœur de l'Allemagne.⁵⁹

L'attentat à la bombe de Munich est le plus meurtrier de tous ceux qu'a connus l'Allemagne depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Le soir du 29 septembre 1980, à 22 h 20, une bombe explosa en plein cœur de la très populaire Fête de la Bière. Comme tous les ans, plusieurs milliers de personnes étaient rassemblées pour participer à ce qui est pour beaucoup le plus beau week-end de l'année. L'explosion tua 13 personnes et en blessa 213, dont de nombreuses grièvement. La ville de Munich et toute l'Allemagne étaient sous le choc. L'enquête policière établit la responsabilité d'activistes d'extrême droite. Elle permit de remonter jusqu'à des groupuscules néo-nazis dont le « Wehrsportgruppe Hoffmann ». D'après la police, c'est l'un de ses membres, un certain Gundolf Köhler âgé de 21 ans, qui avait posé la bombe. Les experts expliquèrent que le dispositif, une grenade à main modifiée placée dans un extincteur, avait été conçu avec une habileté remarquable et l'on en vint à douter que Köhler ait pu fabriquer une bombe aussi complexe lui-même. L'homme ne put être interrogé, il figurait en effet au nombre des victimes.

Ignaz Platzer, qui participait à la fête et perdit ses deux enfants dans l'explosion, accorda, en 1996, un entretien au quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* au cours duquel il affirma qu'aucune enquête n'avait été menée sur le réseau d'extrême droite impliqué dans l'attentat. « Cela fait maintenant des années que vous demandez une réouverture du dossier. Vous ne croyez donc pas que Gundolf Köhler soit le vrai coupable ? », lui demanda un journaliste. « Non, trop d'éléments tendent à prouver le contraire. Pourquoi quelqu'un qui commet un tel acte porterait-il un passeport permettant de l'identifier aussi facilement ? Du moins, il n'a certainement pas agi seul », répondit le père des deux victimes. « Je me bats depuis longtemps pour découvrir qui se cache derrière tout ça. J'ai cependant dû me faire à l'idée que je ne recevrai jamais de réponse honnête. » Le journaliste lui demanda ensuite : « Vous avez renoncé à demander des

explications?», ce à quoi Platzer répondit : «J'ai compris qu'insister ne m'apporterait que des ennuis». ⁶⁰

Ces ennuis proviennent peut-être du fait que l'enquête sur l'attentat de Munich avait remonté la piste des arsenaux de Lembke jusqu'à l'armée *stay-behind* allemande qui impliquait à son tour la plus grande alliance militaire du monde, l'OTAN, et l'une des deux super-puissances d'alors, les États-Unis. Même si les USA, l'OTAN et le BND n'avaient rien à voir avec le drame de Munich, la découverte d'une armée secrète liée aux mouvements d'extrême droite n'aurait pas manqué de soulever des questions particulièrement sensibles dont celle du contrôle exercé par les institutions démocratiques allemandes sur les combattants secrets et sur leurs caches d'armes.

Un jour seulement après l'attentat, la police criminelle allemande chargée de l'enquête avait découvert que Lembke avait fourni le matériel aux activistes d'extrême droite. «Monsieur Lembke nous a montré différents types d'explosifs, de détonateurs, de mèches lentes, de plastics et d'explosifs militaires», avoua Raymund Hörnle, un membre du Wehrsportgruppe Hoffmann, aux policiers qui l'interrogeaient. «Il a dit qu'il avait de nombreuses caches contenant ce genre de matériel enterrées dans les bois et qu'il pourrait nous en fournir beaucoup (...) Monsieur Lembke nous a dit qu'il formait des gens à l'utilisation des détonateurs et des explosifs.» ⁶¹ Ainsi, comme l'attestent les documents de la police, parallèlement à l'instruction des Gladiateurs allemands, Lembke soutenait aussi les terroristes d'extrême droite. «Helmuth Meyer m'a dit que l'on pouvait obtenir des explosifs par Monsieur Lembke», déclara l'activiste Sibylle Vorderbrügge après l'attentat. «Lembke nous a montré différents explosifs (...) il nous a dit qu'il avait plusieurs caches d'armes dans les bois.» ⁶²

Malgré ces témoignages, la police n'effectua aucune recherche pour tenter de mettre au jour les caches d'armes de Lembke si bien qu'il fallut attendre un an pour que des bûcherons découvrent par accident un de ces arsenaux et que leur existence ne puisse plus être niée. Mais cette fois encore, les enquêteurs n'établirent pas le lien entre l'attentat et les caches d'armes *stay-behind*. Le 25 novembre 1981, le Dr Däubler-Gmelin, du SPD, souleva la question devant le Parlement national, le Bundestag, en s'adressant ainsi au gouvernement : «Pouvez-vous nous révéler, suite à la découverte de ces caches d'armes et à l'arrestation de Monsieur Lembke, si une nouvelle piste est à présent envisagée en ce qui concerne l'attentat de Munich?» La question était pertinente mais la réponse le fut nettement moins. Le secrétaire d'État von Schoeler se contenta de répondre : «Il n'y a aucun lien.» ⁶³

Cette version officielle avait pour but de taire tout lien avec l'organisation Gladio, étant donné qu'il fallait que l'existence de l'armée *stay-behind* demeure confidentielle. Elle contredisait également les témoignages des militants d'extrême droite interrogés par la police. Immédiatement après la découverte des caches d'armes le 26 octobre 1981, la police allemande perquisitionna au domicile de Lembke et saisit un chargeur de pistolet G3 et un jeu de mèches lentes entrant dans la composition de bombes. Mais Lembke lui-même semblait intouchable, il ne fut pas arrêté. Né en 1937 à Stralsund dans l'Est de l'Allemagne, l'activiste avait d'abord fait l'expérience du socialisme en RDA avant de fuir à l'Ouest à l'âge de 22 ans et d'acquérir une certaine notoriété dans les milieux d'extrême droite. Il prit la tête du «Bund Vaterländischer Jugend» ou BVJ (l'Alliance des Jeunes Patriotes), où en tant qu'idéologue il composa des slogans tels que : «Un Allemand qui pense comme un Juif mérite d'être pendu». ⁶⁴ À l'instar du BDJ, qui fut déclaré illégal en 1952, le BVJ fut interdit en 1962. Mais Lembke ne renia pas pour autant ses convictions d'extrême droite. En 1968, il tenta de se faire élire au Parlement régional de Basse-Saxe, sous l'étiquette du NPD. Il renonça vite à sa carrière politique pour se consacrer à l'activisme et à la lutte contre les antifascistes allemands. Cela lui valut d'être traduit en justice avant qu'une juridiction supérieure le déclare mystérieusement «non coupable».

Ce n'est que plusieurs semaines après la découverte des caches d'armes que Lembke fut finalement arrêté et emprisonné. Mais ce fut pour une tout autre raison. Il fut inculpé pour avoir refusé de témoigner lors du procès où comparaissait son ami et collègue, le leader d'extrême droite Manfred Röder du mouvement terroriste «Deutsche Aktionsgruppen». En prison, Lembke revint subitement sur sa décision et se déclara prêt à témoigner au sujet de Röder, des caches d'armes et de tout ce qu'il savait. Lembke précisa qu'il ne souhaitait parler qu'au procureur qui l'avait interrogé sans succès dans le cadre de l'affaire Röder. Cette condition fut acceptée et le procureur rendit immédiatement visite à Lembke dans sa cellule. Celui-ci passa finalement aux aveux et révéla la localisation exacte des 33 caches d'armes dont seules quelques-unes avaient alors été découvertes. Lembke confia à son interlocuteur qu'il lui avouerait le lendemain qui était censé utiliser les armes et les explosifs. Le jour suivant, le 1^{er} novembre 1981, Lembke fut découvert pendu au moyen d'une corde accrochée au plafond de sa cellule. ⁶⁵

La police locale de Basse-Saxe fut alors dessaisie du dossier Lembke au profit des autorités nationales de Bonn. Cette manœuvre judiciaire fut qualifiée de «magouille policière» ⁶⁶ par le ministre de l'Intérieur de Basse-Saxe Möcklinghoff. Un an plus tard, le 3 décembre 1982, Bonn

décida de clore l'enquête sans avoir pu établir de liens entre les arsenaux secrets et l'attentat de Munich en déclarant que l'affaire Lembke était une « affaire privée ». Dans leur rapport final, les enquêteurs conclurent qu'il « n'existe aucun indice suffisant permettant de déduire que Lembke avait l'intention de perturber l'ordre constitutionnel de la République allemande au moyen d'attentats ou d'assassinats ». Le texte final se contentait de reconnaître que Lembke vivait probablement dans la crainte d'une invasion soviétique contre laquelle il entendait mener une « guerre de partisans » et concluait que « le matériel de combat a été rassemblé et enterré par lui au fil des années afin de mener des opérations de résistance dans l'hypothèse d'une invasion qu'il redoutait ». ⁶⁷

À la surprise générale, la cour conclut finalement « que les activités de Lembke ne représentaient pas un danger aussi important qu'il a d'abord été craint. Ses efforts n'étaient en réalité pas dirigés contre l'ordre actuel du pays. » Dans le même temps, le tribunal semble avoir pris conscience de la stratégie *stay-behind*, il déclara en effet que Lembke avait mené une opération « Werwolf ». Ce terme faisait référence aux réseaux *stay-behind* que les nazis avaient laissés derrière eux dans de nombreux pays à la fin de la seconde guerre mondiale. Ces réseaux disposaient eux aussi de leurs propres caches d'armes secrètes. Créature issue du folklore germanique, le Werwolf, ou loup-garou, désigne un être humain qui se transforme soudain en un loup sanguinaire qui attaque et tue les gens jusqu'au lever du jour. La cour découvrit que « le garde forestier avait en outre entrepris des préparatifs pour le cas où les communistes accèderaient au pouvoir, afin que le « Werwolf » puisse alors se réveiller ». ⁶⁸ Mort en prison, Lembke ne put commenter ces conclusions. Nombre de ses camarades d'extrême droite furent condamnés à payer des amendes modiques. Sur l'ensemble des armes découvertes dans les arsenaux souterrains, on ne put déterminer l'origine que de trois. Elles provenaient d'une firme privée qui fournissait l'armée allemande et l'OTAN.

En raison des connexions avec l'extrême droite et des implications supposées dans l'attentat de Munich, l'Allemagne eut beaucoup de mal à mener l'enquête et à faire la lumière sur son histoire *stay-behind*. Le 5 novembre 1990, le député Manfred Such des verts déposa une requête officielle auprès du gouvernement d'Helmut Kohl relative à l'existence soupçonnée de structures de type Gladio en Allemagne. Le porte-parole du gouvernement allemand Hans Klein provoqua la stupeur et la colère des parlementaires et des journalistes en déclarant que « le Gladio allemand n'était pas, comme on a pu le dire, un commando secret ou une unité de guérilla » et en ajoutant qu'il ne pouvait entrer dans les détails pour des raisons de confidentialité. ⁶⁹ La déclaration de Klein provoqua

une vague de protestation dans les rangs des sociaux-démocrates et des verts de l'opposition. Le député Hermann Scheer, expert en matière de défense au sein du SPD, assimila le mystérieux réseau d'extrême droite à une sorte de « Ku-Klux-Klan », plus voué à mener des actions antidémocratiques en temps de paix qu'à servir en cas d'invasion soviétique. Afin de faire toute la lumière sur les faits, Scheer demanda l'ouverture immédiate par le procureur général d'une enquête judiciaire approfondie au plus haut niveau de la hiérarchie de l'armée de l'ombre de l'OTAN car « l'existence d'une organisation militaire armée et secrète agissant hors de tout contrôle gouvernemental ou parlementaire est totalement contraire à la loi fondamentale et relève, à ce titre, de la justice pénale ». ⁷⁰ Scheer insistait sur l'urgence de diligenter une enquête « avant qu'on puisse faire disparaître les preuves » ⁷¹

Les voix s'élevant au SPD pour demander l'ouverture d'une enquête approfondie sur Gladio se turent bientôt quand il fut révélé que ses ministres avaient aussi pris part à la conspiration. À l'approche des élections, les sociaux-démocrates redoutèrent le résultat d'éventuelles investigations et seul le parti des verts, fondé en 1980, persista à demander des éclaircissements étant donné que, n'ayant jamais assumé de responsabilités gouvernementales, il n'était en aucun cas compromis dans l'affaire. La demande des verts de voir la question *stay-behind* et les possibles liens avec le terrorisme discutés au Parlement fut rejetée par l'alliance CDU/CSU-FDP-SPD qui redoutait un scandale de grande ampleur et décida le 22 novembre 1990 que le sujet serait traité à huis clos par la PKK (Parlamentarische Kontrollkommission), la commission de contrôle parlementaire tenue au secret. C'est donc dans ce cadre que Volker Förtsch, le dernier directeur *stay-behind* du BND, informa les députés que les unités secrètes allaient être démantelées. Le parti des verts, qui ne disposait d'aucun siège dans cette importante commission chargée de contrôler les agissements du BND, s'en prit à la PKK en déclarant qu'il était bien connu qu'elle « couvrait plus souvent qu'elle ne clarifiait ». ⁷² Lorsque des journalistes tentèrent d'obtenir plus d'informations d'Eberhard Blum, l'assistant de Gehlen et directeur du BND entre 1983 et 1985, celui-ci répondit : « Gladio ? Il n'y a jamais rien eu de ce genre en Allemagne. » ⁷³

Refusant de s'avouer vaincus, les verts déposèrent une nouvelle requête le 29 novembre. « À la fin du mois d'octobre, l'actuel Premier ministre italien Giulio Andreotti a confirmé dans un rapport adressé au Parlement l'existence au sein de l'OTAN d'un service confidentiel, nom de code Gladio », ainsi commençait la requête qui contenait également l'interrogation suivante : « Une telle organisation supranationale secrète liée à l'OTAN a-t-elle opéré en Allemagne ? » Le Dr Lutz Stavenhagen,

surface le 17 août 1995. Ce jour-là, Peter Naumann, un néo-nazi de 43 ans qualifié en chimie et expert en explosifs conduisit, sous l'œil des caméras, des policiers stupéfaits jusqu'à l'emplacement de pas moins de 13 caches qu'il avait, selon lui, aménagées en Basse-Saxe et en Hesse au cours des 17 dernières années. Ces dépôts renfermaient des armes, des munitions et environ 200 kg d'explosifs. Naumann avoua aux policiers qu'il était un ami de Lembke et que la plupart de ces armes et explosifs provenaient des réserves de ce dernier.⁷⁶

Il est étonnant de constater que, malgré la présence avérée dans ses rangs de terroristes néo-nazis et son implication supposée dans des attentats terroristes d'extrême droite, l'armée secrète allemande ne fit l'objet d'aucune enquête parlementaire, à l'exception d'un rapport officiel assez détaillé, il est vrai. «En ce qui concerne la transparence démocratique, l'Allemagne se classe au dernier rang des pays européens», analysa le journaliste d'investigation Leo Müller dans un bref ouvrage publié dans les premiers temps du scandale Gladio.⁷⁷ D'autres journalistes ont enquêté sur l'affaire en Allemagne, comme Ulrich Stoll, reporter à la ZDF, celle-ci est loin d'être classée. Quand il eut accès à des rapports déclassifiés de la Stasi fin 2002, Stoll déclara : «les recherches sur Gladio peuvent reprendre».⁷⁸

16.

La guerre secrète en Grèce

Sous les ordres du dictateur fasciste Benito Mussolini, les troupes italiennes tentèrent d'envahir la Grèce en 1940 mais elles furent repoussées par une résistance populaire massive. L'année suivante, Hitler, qui ne voyait pas d'un bon œil la défaite du Duce, décida d'envoyer ses soldats qui conquièrent le pays et le placèrent sous le contrôle des puissances de l'Axe. Les Grecs n'avaient cependant pas déposé les armes et, pendant toute la durée de la guerre, l'armée allemande, qui devait lutter contre une résistance acharnée, eut beaucoup de mal à garder le contrôle du pays. Comme en Italie et en France, les mouvements de résistance à l'occupation fasciste étaient dominés par la présence des communistes. ELAS, l'Armée Populaire de Libération, avait été fondée à l'initiative du parti communiste grec (KKE) quelques mois après l'invasion allemande. Elle rassemblait des partisans issus de toutes les sensibilités de gauche et des femmes ainsi que des ecclésiastiques, dont même quelques archevêques, combattaient dans ses rangs. L'EAM, l'aile politique d'ELAS était elle aussi dominée par les communistes. Sur les sept millions d'habitants que comptait alors la Grèce, deux millions étaient membres du parti EAM, tandis que 50 000 étaient des combattants actifs d'ELAS.

ELAS était la bête noire des nazis et tentait avant tout de leur reprendre le contrôle du pays. Pour ses opérations, l'Armée de Libération recevait l'appui du SOE britannique dont les officiers apportaient leurs conseils aux résistants grecs sur le terrain et leur fournissaient armes et munitions. De nombreuses amitiés furent tissées entre les combattants d'ELAS et les agents de liaison du SOE. Mais les frères d'armes durent subitement se séparer quand le Premier ministre Winston Churchill décida en mars 1943 de cesser de soutenir ELAS, craignant qu'après la défaite de l'Axe, la Grèce passe sous le contrôle des communistes. Churchill envoya secrètement son ministre des Affaires étrangères Anthony Eden auprès de Staline en octobre 1943 afin de procéder au partage des Balkans. L'accord, scellé à Yalta, laissait aux Américains et aux Britanniques le champ libre en Grèce et prévoyait le passage de la Roumanie et de la Bulgarie sous contrôle soviétique.

Dans le but de réduire l'influence des communistes et des socialistes grecs, Londres prévoyait de réinstaller au pouvoir l'ancien roi de Grèce qui dirigerait le pays avec l'aide d'un gouvernement conservateur. La directive du Foreign Office, le ministère des Affaires étrangères britannique, du 20 mars 1943, mentionnant ce revirement précise que «le SOE devrait systématiquement se tourner vers les groupes disposés à soutenir le roi et le gouvernement et faire bien comprendre aux mouvements antimonarchiques que le roi bénéficie du soutien du gouvernement de Sa Majesté».¹ Seulement le souverain n'était pas véritablement populaire dans le pays, à cause notamment de son choix de collaborer avec le dictateur fasciste Metaxas. Inspiré par Hitler et Mussolini, Metaxas avait instauré, vers la fin des années 1930, le salut fasciste, bras droit tendu vers l'avant, ainsi qu'une police secrète particulièrement brutale. Cependant, Londres poursuivait sa politique de soutien aux conservateurs et, en octobre 1943, le Foreign Office alla jusqu'à envisager «une véritable politique visant à attaquer et à affaiblir l'EAM par tous les moyens disponibles», une stratégie qui fut finalement abandonnée car jugée «susceptible de compromettre les chances de prendre l'avantage militairement et de s'avérer contre-productive en renforçant la légitimité politique de l'EAM».²

Le revirement des Britanniques fut un véritable choc pour les membres d'ELAS qui commencèrent à être la cible de chasses à l'homme menées par d'anciens collaborateurs pro-nazis et des unités spéciales d'extrême droite appuyées par les Britanniques comme les groupes X du soldat chypriote George Grivas. Churchill, qui observait la scène à distance, remarqua toutefois que les groupes X, incapables de susciter l'adhésion populaire, ne comptèrent guère plus de 600 membres, et qu'ELAS constituait donc toujours la principale force de guérilla du pays. C'est dans ce contexte que le Premier ministre britannique décida fin 1944 de prendre des mesures supplémentaires pour empêcher les communistes grecs d'accéder au pouvoir. Il donna l'ordre de créer en Grèce une nouvelle armée secrète d'extrême droite. Comme l'écrivit le journaliste Peter Murtagh : une «nouvelle unité fut créée au sein de l'armée grecque, qui fut appelée tour à tour Brigade Montagnarde Grecque, Force d'Intervention Hellénique ou LOK, son acronyme en grec (Lochos Oreionon Katadromon)». Conçue comme une arme contre les communistes et les socialistes, l'unité était interdite à «tous ceux dont la sensibilité politique oscillait entre le conservatisme modéré et la gauche véritable. Sous la supervision des officiers britanniques appliquant les ordres exprès de Churchill, l'unité fut constituée de royalistes et d'antirépublicains.»³

Le maréchal Alexandre Papagos fut choisi pour être le premier directeur de la LOK et, avec le soutien des Britanniques, il entreprit de recruter

des militants d'extrême droite et de combattre ELAS.⁴ Alors que l'Armée de Libération Populaire devait lutter à la fois contre l'occupant nazi et contre la Force d'Intervention Hellénique, Churchill craignit le scandale qui risquerait d'éclater s'il devait être révélé à la population britannique que Londres soutenait secrètement les fascistes en lutte contre les communistes grecs. En août 1944, il ordonna donc à la BBC de ne faire «aucune mention d'aucune sorte» d'ELAS en traitant de la libération de la Grèce.⁵ Mais quelques semaines plus tard, la résistance grecque parvint finalement à vaincre l'occupant allemand et Hitler fut contraint de retirer ses troupes du pays. Winston Churchill exigea immédiatement que la résistance dépose les armes, ce qu'ELAS était disposée à accepter à condition que son dernier ennemi, la LOK, en fit autant.

La Grande-Bretagne refusant que l'armée secrète rende les armes, l'EAM organisa à Athènes une vaste manifestation démocratique pour dénoncer l'ingérence britannique dans les affaires politiques de la Grèce d'après-guerre. Celle-ci eut lieu le 3 décembre 1944, soit six semaines à peine après le départ des forces d'occupation allemandes. Les organisateurs de la manifestation avaient bien précisé leur intention de s'opposer aux Britanniques par des moyens pacifiques, la marche de protestation devant être le prélude à une grève générale. Peu après 11 h 00 ce matin-là, un groupe de 200 à 600 manifestants investit la Place Syntagma, qui donne sous les fenêtres du Parlement. Ce petit groupe, constitué pour partie de femmes et d'enfants rassemblés dans une ambiance festive, devait être rejoint par une foule de 60 000 personnes qui avaient été retardées par des barrages policiers. Tandis que les quelques centaines de personnes s'avançaient sur la place, une rangée d'hommes en armes, constituée de policiers et de miliciens, parmi lesquels figuraient vraisemblablement des membres de la LOK, se dressa sur leur passage. Des soldats britanniques et des policiers équipés de mitraillettes avaient pris position sur les toits alentour. La tension était palpable.

L'ordre fut donné de «tirer sur ces enfoirés» et la manifestation pacifique tourna soudain au bain de sang. Une pluie de balles s'abattit sur les manifestants qui se dispersèrent dans toutes les directions. D'après des témoins, la fusillade dura près d'une heure. 25 manifestants trouvèrent la mort, dont un enfant de 6 ans, et 148 autres furent blessés. Quelques minutes plus tard, le cortège principal arriva sur les lieux. Faisant preuve d'un calme et d'une retenue étonnants, les 60 000 manifestants se rassemblèrent dans la solennité et le recueillement autour des dépouilles de leurs camarades abattus. Sur les bannières souillées du sang des morts, les slogans demandaient la fin de l'ingérence britannique dans les affaires grecques. De nombreux manifestants brandissaient des drapeaux améri-

cains et grecs, d'autres le drapeau rouge du socialisme. Très peu arboraient l'Union Jack. À Londres, Churchill dut affronter la colère des Communes qui demandaient des explications sur les atrocités commises à Athènes. Tout en reconnaissant le caractère « choquant » des faits, le Premier ministre britannique qualifia néanmoins de stupide la décision de faire défiler autant d'enfants dans une ville remplie d'hommes en armes. Le rôle de l'armée secrète d'extrême droite dans le massacre de la Place Syntagma ne fit l'objet d'aucune enquête.⁶

Suite à cette démonstration de force, les Britanniques restaurèrent la monarchie en Grèce et obtinrent d'ELAS que celle-ci rende les armes en échange de la promesse d'élections nationales démocratiques, lesquelles eurent lieu en mars 1946. Le parti communiste grec et le centre gauche ayant pris la décision maladroite de boycotter les urnes pour protester contre l'occupation du pays par les Britanniques, la droite remporta une victoire sans appel. On assista dès lors à une succession de gouvernements fantoches de droite à la botte de Londres. Convaincu que la Grèce ne manquerait pas de tomber sous l'autorité brutale de Staline si la gauche grecque accédait au pouvoir, le gouvernement continua à ordonner l'arrestation des membres d'EAM dont beaucoup furent torturés dans les camps de prisonniers de sinistre mémoire, bâtis sur les îles grecques.

En 1945, la plupart des États célébrèrent la fin de la seconde guerre mondiale et, afin d'éviter qu'une telle tragédie ne se reproduise à l'avenir, ils fondèrent l'Organisation des Nations Unies. Mais la Grèce était toujours en proie aux combats et, un après l'armistice, la guerre froide débuta. À force de frustration, une fraction de la gauche grecque résolut de reprendre les armes et le maquis et, à l'automne 1946, elle engagea une guerre civile contre les Britanniques et la droite locale. Exsangue au sortir de la guerre, le Royaume-Uni n'était plus en mesure d'assurer le contrôle du pays, au début de l'année 1947, il demanda donc de l'aide aux États-Unis. Le spécialiste de la CIA William Blum raconte que « les responsables à Washington savaient parfaitement que leur nouveau "gouvernement-client" était si vénal et si négligent en matière de droits de l'Homme que même les anticommunistes américains les plus fervents en étaient outrés ».⁷ Cependant, comme la Yougoslavie communiste fournissait la gauche grecque en armes et vu que le pays semblait sur le point de basculer dans le communisme, le Président Truman parvint en exposant sa fameuse doctrine à convaincre le Congrès de la nécessité d'une intervention officielle en Grèce. La Grèce fut ainsi le premier pays à être envahi par les USA dans le cadre de leur politique de lutte contre le communisme à l'échelle mondiale. Au cours des décennies qui suivirent, Washington se servit de l'exemple grec pour justifier ses invasions

ouvertes ou clandestines en Corée, au Guatemala, en Iran, à Cuba, au Cambodge, au Nicaragua, au Panama et dans plusieurs autres pays.

Par une étrange manœuvre idéologique, Truman qualifia le gouvernement conservateur corrompu d'Athènes de « démocratique » et assimila ses opposants de gauche à des « terroristes », tandis que les forces américaines débarquaient en Grèce avec de l'équipement lourd. Associées à la force d'intervention hellénique et aux autres unités paramilitaires locales, celles-ci disposaient d'effectifs six fois plus nombreux que les quelque 20 000 hommes et femmes réfugiés dans les montagnes grecques. Quand Staline comprit en 1948 que la guerre civile en Grèce pourrait déboucher sur un affrontement entre les deux superpuissances, la Yougoslavie fut exclue du bloc soviétique et l'approvisionnement en armes des partisans grecs commença à décroître. Leur situation s'aggrava encore à mesure que la LOK, à présent sous contrôle américain, était de mieux en mieux équipée et gagnait en puissance. Les USA lancèrent alors secrètement l'« Opération Torch » [“to torch” signifie incendier] au cours de laquelle des milliers de litres de napalm furent déversés sur les montagnes grecques. Fin 1948, la résistance grecque, après avoir battu sur son propre terrain les nazis puis les troupes britanniques, s'inclina finalement. « La guerre civile s'acheva sur une victoire totale de la droite grecque et de son protecteur américain. »⁸

L'armée secrète anticommuniste LOK ne fut pas démantelée à la fin de la guerre civile, elle demeura opérationnelle afin de contrôler l'opposition grecque. Quand la Grèce fut admise au sein de l'OTAN en 1952, elle « était devenue un parfait allié, client de confiance pour les USA. Elle était farouchement anticommuniste et très bien intégrée au système de l'OTAN. »⁹ Clandestinement, la CIA et l'armée grecque dirigeaient, entraînaient et équipaient conjointement la LOK placée sous le commandement du maréchal Alexandre Papagos. L'armée secrète anticommuniste était pour la CIA un outil de premier choix pour influencer sur la vie politique dans le pays. La coopération clandestine entre les services secrets américains, l'armée et le gouvernement grec fut confirmée par une série de documents confidentiels dont la population grecque n'apprit l'existence que lors des révélations de 1990. Parmi ceux-ci figurait un document sur l'armée secrète grecque daté du 25 mars 1955 et signée par le général Truscott pour la CIA, par Konstantin Dovas, chef d'État-major de l'armée grecque, ainsi que par le Premier ministre du pays Alexandre Papagos.¹⁰ Les signataires confirmèrent une nouvelle fois leurs engagements sur l'armée secrète le 3 mai 1960.¹¹

D'après le journaliste Peter Murtagh, la CIA avait fait de la LOK un programme prioritaire en Grèce. « Au milieu des années 1950, la CIA aidait au financement et à l'approvisionnement de la Force d'intervention,

elle l'a même minutieusement restructurée sur le modèle des unités d'élites américaines et britanniques, les Delta Forces et le Special Air Service ou SAS. Sous le commandement de la CIA, les membres de la Force d'intervention se virent distribuer des bérets verts bien avant que ne soit créée l'unité du même nom. » Comme dans tous les autres pays d'Europe de l'Ouest, les relations entre les combattants locaux et les forces spéciales britanniques et américaines étaient très cordiales. Après avoir subi un entraînement spécial à l'étranger, les officiers grecs étaient particulièrement fiers d'avoir été choisis pour rejoindre l'unité spéciale. Murtagh précise à juste titre que, par l'intermédiaire de la CIA, l'armée secrète grecque était elle aussi en liaison avec l'OTAN et son comité directeur *stay-behind*, l'ACC de Bruxelles. « La Force d'intervention devint la branche grecque du réseau paneuropéen de guérilla mis en place par l'OTAN et la CIA dans les années 1950 et contrôlé depuis le quartier général de l'OTAN, à Bruxelles, par l'ACC, le Comité de Coordination Allié. » Parallèlement à sa mission de contrôle intérieur, la LOK fut aussi entraînée pour sa fonction *stay-behind* plus classique. « Le réseau était spécialement conçu pour agir comme une force "*stay-behind*" après l'invasion de l'Europe par les Soviétiques. Il coordonnerait les actions de guérilla menées dans les différents pays occupés et assurerait la liaison avec les gouvernements en exil. Il devait impliquer les agents des polices secrètes et des services de renseignement des pays conquis, ainsi que des civils volontaires. La branche grecque de ce programme était aussi appelée "Opération *Sheepskin*" [peau de mouton]. »¹² La LOK ayant été créée dès 1944 par les Britanniques, cela en fait la plus ancienne des toutes les armées secrètes *stay-behind* actives en Europe pendant la guerre froide.

L'existence de l'armée secrète avait déjà été révélée en 1987 par l'ancien agent de la CIA Philip Agee dans son livre *Dirty Work : The CIA in Western Europe*, ouvrage qui valut à son auteur de vives critiques de la part de l'Agence de renseignement et du Pentagone. Agee, qui avait travaillé pour la CIA en Amérique latine durant les années 1950, quitta l'Agence en 1969 pour des raisons d'éthique et commença dès lors à dénoncer les opérations terroristes et les violations des droits de l'Homme perpétrées par la CIA dans de nombreux pays en révélant le contenu de ces opérations et le nom des agents impliqués. Des années avant que le scandale Gladio n'éclate en Italie, Agee révéla que « des groupes paramilitaires dirigés par des agents de la CIA avaient agi en Europe pendant les années 1960 ». Il souligna que « de toutes les activités de la CIA, aucune n'était aussi directement liée au développement d'un potentiel de subversion interne ». ¹³

Selon Agee, le rôle joué par la CIA en Grèce fut véritablement décisif. « L'agent gréco-américain travaillant pour la CIA recruta plusieurs

groupes de citoyens pour constituer ce que la CIA appelait "un noyau voué à lever une véritable armée de citoyens pour contrer la menace d'un coup d'État de la gauche". Chacun des groupes ainsi formés était entraîné et équipé afin d'opérer comme une unité de guérilleros autonomes, capables de mobiliser des hommes et de mener des actions de guérilla et ne nécessitant qu'une très légère, voire aucune supervision extérieure. » Le contrôle de l'armée secrète demeurait entre les mains de la CIA et de quelques officiers grecs à qui les services secrets américains accordaient leur confiance. « Les membres de chacun de ces groupes étaient initiés aux procédures militaires par la CIA. D'après les informations disponibles, la plupart de ces unités paramilitaires s'entraînaient dans deux camps : l'un situé aux abords de Volos et le second près du Mont Olympe. Après une formation de base, les unités partaient ensuite s'entraîner dans des zones reculées du Pinde et dans les montagnes près de Florina. » À l'instar de toutes les armées secrètes dirigées par la CIA en Europe de l'Ouest, ces unités disposaient d'un armement léger entreposé dans des caches d'armes. « Ces groupes de partisans étaient équipés d'armes automatiques ainsi que de mortier léger. Les armes étaient stockées dans divers endroits. La majeure partie du matériel militaire était dissimulée sous terre et dans des grottes. Chaque membre de ces groupes paramilitaires connaissait l'emplacement de ces arsenaux clandestins, afin de pouvoir s'y rendre sans avoir besoin des instructions de ses supérieurs. »¹⁴

En raison du grand nombre de personnes impliquées, plusieurs cercles devaient être mis dans la confidence ce qui rendait par conséquent plus difficile de protéger le secret entourant l'armée *stay-behind* et ses liens avec la CIA. « Il est devenu de plus en plus difficile de tenir le projet secret. Un agent de la CIA a qualifié la situation de "cauchemar", raconta Agee avant d'ajouter : « Pour autant qu'on le sache, le groupe paramilitaire n'a jamais été démantelé. Aux yeux des hauts responsables de la CIA, les groupes placés sous le commandement de la branche paramilitaire sont comme une "assurance" à long terme sur les intérêts américains en Grèce, ils peuvent être utilisés pour appuyer ou pour diriger le possible renversement d'un gouvernement "antipathique". "Antipathique" du point de vue de la stratégie de manipulation américaine, bien entendu. »¹⁵ La CIA investit des millions de dollars dans l'armée secrète grecque et bâtit un véritable complexe de refuges et de centres d'entraînement aux abords du Mont Olympe dans le nord-est du pays où les membres de la LOK étaient formés par des instructeurs de la CIA à diverses pratiques telles que le ski, le saut en parachute et la plongée sous-marine. ¹⁶ Environ 800 caches d'armes furent aménagées sur l'ensemble du territoire et l'on estime les effectifs de l'armée secrète à près de 1 500

hommes qui, en cas de besoin, pouvaient en recruter 2 000 autres, portant ainsi le nombre total de ces soldats d'élite à près de 3 500.¹⁷

L'agent gréco-américain de la CIA mentionné par Agee et qui joua un rôle central dans la création et la direction de l'armée secrète grecque était Thomas Karamessines. Comme bon nombre de ses collègues de l'Agence, Karamessines avait travaillé pour les services secrets américains OSS (Office of Strategic Services) pendant la seconde guerre mondiale. En raison de son anticommunisme radical et de ses racines grecques, il fut affecté à l'ambassade américaine à Athènes en janvier 1946, officiellement comme attaché militaire. Pendant la guerre civile, il établit des contacts avec des responsables de la sécurité britanniques et grecs et des membres de la Force d'intervention hellénique. Quand la CIA fut créée pour remplacer l'OSS en 1947, Karamessines installa le quartier général de l'Agence au cinquième étage du Tamion Building qui donne sur la Place Syntagma. En quelques années, l'antenne de la CIA compta plus d'une centaine d'agents, des Gréco-Américains comme Karamessines pour la plupart. Athènes devint alors la base arrière des activités de la CIA dans la péninsule balkanique et au Moyen-Orient, y compris jusqu'en Iran.

Prenant une part active aux opérations spéciales et à la création des armées anticommunistes de la CIA, Karamessines fut transféré à Rome en 1958 où, en tant que chef de station, il dirigea le Gladio italien et la lutte engagée contre les communistes locaux. En 1962, il fut contraint de quitter l'Italie suite à des rumeurs sur son implication dans la mort de l'industriel et patron d'ENI Enrico Mattei, survenue dans des circonstances troubles. De retour aux États-Unis, le soldat de l'ombre Karamessines prit la tête du département des opérations spéciales de la CIA en étant nommé directeur adjoint aux Plans. Il semble qu'il ait aussi mené le combat sur le sol américain : en effet, suite à l'assassinat du Président Kennedy en 1963, il fut accusé d'avoir fait disparaître certains indices et d'avoir détruit des documents compromettants.

Karamessines veilla à ce que la CIA non seulement finance mais également contrôle le service de renseignement militaire KYP, en dépit du fait que celui-ci ait régulièrement recours à la torture. « Grâce à nos objectifs communs, et bien sûr à l'argent que nous fournissions, collaborer avec eux était assez facile », se souvint un ancien agent de la CIA qui avait été stationné en Grèce. « Les hommes du KYP s'y entendaient assez bien pour faire parler les communistes et tous ceux qui flirtaient avec les Soviétiques. »¹⁸ Les agents grecs écoutaient les communications radio des Bulgares et des Roumains et envoyaient les bandes aux États-Unis où elles étaient décodées par les experts de la NSA. En espionnant l'opposition grecque, le KYP et la CIA amassèrent pas moins de 15 tonnes de données

et constituèrent 16,5 millions de dossiers individuels sur les citoyens grecs considérés comme une menace pour l'État. Quand le stockage des archives commença à poser un sérieux problème, la CIA fournit au KYP un système informatique. Ironie de l'Histoire, la première démocratie moderne, les USA, offrit à la première démocratie de l'Antiquité, la Grèce, les premiers ordinateurs destinés au contrôle de la population. Le chef du KYP se montra particulièrement enthousiaste devant cette nouvelle machine, il invita même la presse à venir la contempler. Posant fièrement à côté du très imposant appareil, il déclara : « Les Grecs peuvent dormir sur leurs deux oreilles car cette merveille de technologie américaine, elle, reste toujours en éveil », sur quoi, afin de démontrer l'efficacité du système, il appuya sur un bouton « ennemi du pays », ce qui eut pour effet de faire apparaître le dossier personnel d'un journaliste présent sur les lieux et d'embarrasser quelque peu les agents du KYP.¹⁹

La CIA et l'oligarchie locale contrôlant la gauche et les communistes grecs par l'intermédiaire de la LOK et du KYP, la seule menace pour l'équilibre du pouvoir provenait des élections démocratiques. Laughlin Campbell, chef de station de la CIA de 1959 à 1962, craignait une victoire de la gauche aux élections nationales d'octobre 1961, de nombreux électeurs furent donc incités, par la menace ou par l'argent, à voter conformément aux directives du KYP. Dans certains villages, les candidats soutenus par l'armée et la CIA obtinrent même plus de voix qu'il n'y avait d'habitants en âge de voter. Tout fonctionna comme prévu et l'union du centre dont l'inclination à gauche était redoutée n'obtint qu'un peu plus du tiers des suffrages, ce qui lui garantit 100 sièges au Parlement. Son leader, George Papandreou cria à la fraude électorale et obtint qu'une commission indépendante mène l'enquête. Quand celle-ci confirma ses allégations, Papandreou promit au gouvernement une lutte sans merci.

Bénéficiant d'un réel soutien populaire, Papandreou trouva le courage de défier la CIA et le KYP et, en 1963, il contraignit le Premier ministre pro-américain Konstantin Karamanlis à la démission. Les tensions s'accrochèrent aux élections de 1963, où l'Union du Centre obtint 42 % des suffrages et 138 des 300 sièges du Parlement. À la tête du premier parti de l'union, Papandreou fut nommé Premier ministre en février 1964. Pour la première fois depuis l'occupation allemande, la droite grecque se voyait en situation de perdre une grande partie de son poids politique. Papandreou tenait les rênes du pays pour quatre ans, une évolution qui « ébranla l'establishment conservateur. Pour beaucoup, y compris pour certains conseillers de premier plan, cela laissait présager une prise de pouvoir imminente par les communistes, et cela, ils étaient bien décidés à l'enrayer. »²⁰ Il fallait renverser le Premier ministre George Papandreou.

Jack Maury, qui avait remplacé Campbell à la tête de l'antenne athénienne de la CIA, reçut l'ordre de se débarrasser de Papandreou. Le chef de station aimait faire étalage de son pouvoir : il portait des costumes voyants, d'énormes chevalières et conduisait une grosse voiture américaine, « plus grande que celle de l'ambassadeur », comme il se plaisait à le souligner. Il complota en secret avec le roi Constantin et des officiers royalistes et conservateurs de l'armée grecque et, en 1965, il parvint à démissionner George Papandreou par prérogative royale.²¹ La période qui suivit ce coup silencieux fut caractérisée par des gouvernements éphémères et les efforts clandestins entrepris par le KYP, sur les conseils de l'agent Constantin Plevris, pour conditionner le climat politique. Il y eut à cette époque plusieurs attentats dans le pays. En 1965, le pont de Gorgopotamos fut détruit par une explosion au moment précis où l'ensemble de la classe politique commémorait la résistance au nazisme. Le choix du lieu était hautement symbolique puisque les Grecs étaient particulièrement fiers d'avoir empêché les Allemands de le détruire pendant l'occupation. L'attentat fit cinq morts et une centaine de blessés, dont beaucoup grièvement. « Après tout, nous étions officiellement formés au terrorisme », commenta par la suite un agent impliqué dans des opérations *stay-behind*, soulignant ainsi le puissant soutien dont ces hommes avaient bénéficié.²²

Ce soutien provenait de l'administration de Lyndon Johnson, à Washington, qui avait déjà eu l'occasion à Chypre de signifier au gouvernement grec qui était aux commandes. À l'été 1964, le Président Johnson convoqua l'ambassadeur grec Alexandre Matsas à la Maison Blanche et lui dit que les problèmes de Chypre devaient être résolus par la partition de l'île en deux zones, l'une grecque, l'autre turque. Matsas refusa, provoquant la fureur de Johnson : « Écoutez-moi bien, M. l'Ambassadeur. Je me fous de votre Parlement et de votre Constitution. L'Amérique est un éléphant. Chypre est une puce. La Grèce est une puce. Si ces deux puces continuent à chatouiller l'éléphant, il pourrait bien les écraser d'un coup de trompe, et pour de bon ! » Comme le soulignait Johnson, le gouvernement grec devait se conformer aux ordres de la Maison Blanche. « Les Grecs profitent largement des dollars américains, M. l'Ambassadeur. Si votre Premier ministre continue à me parler de Démocratie, de Parlement et de Constitution, il se pourrait bien que lui, son Parlement et sa Constitution n'en aient plus pour très longtemps. »²³

Quand Matsas, outré, tenta de protester : « Je ne peux tolérer de telles manières », Johnson continua : « N'oubliez pas de répéter à votre vieux Papa-je-ne-sais-plus-quoi ce que je viens de vous dire. N'oubliez pas de lui dire, vous m'entendez ? », sur quoi Matsas câbla la conversation au

Premier ministre George Papandreou. Quand la NSA intercepta le message, le téléphone de Matsas sonna. C'était le Président Johnson : « Vous cherchez les ennuis, M. l'Ambassadeur ? Vous voulez vraiment que je me mette en rogne ? Il s'agissait d'une conversation privée. Vous n'étiez pas censés répéter les termes que j'ai employés devant vous. Faites attention. »²⁴ Clic. Fin de la communication.

Andreas Papandreou, le fils du Premier ministre, observait avec un certain dégoût le jeu de manipulations et la guerre secrète qui se livraient dans son pays. Après avoir fréquenté un mouvement trotskiste alors qu'il était étudiant, Andreas avait quitté la Grèce pour l'Amérique dans les années 1930, afin d'échapper à la répression du régime dictatorial de Metaxas. Naturalisé américain, il avait embrassé une brillante carrière d'économiste et d'universitaire, dirigeant le département d'économie de l'université de Californie, à Berkley. Pendant la seconde guerre mondiale, il avait servi dans la Navy et, après 1945, il fut approché par la CIA afin de rejoindre le bureau politique de la zone méditerranéenne. Quand, vers la fin des années 1950, il comprit le rôle que jouaient les États-Unis en Grèce, il coupa les ponts avec la CIA et regagna son pays natal où il devint l'un des plus virulents détracteurs de la politique américaine. Dans un style démagogique rappelant celui de Castro, le jeune Papandreou s'en prenait dans ses discours enflammés à l'ingérence des USA dans les affaires grecques, à l'OTAN, à la corruption du roi, aux partis conservateurs et aux élites grecques en général.

Le Pentagone et la CIA enragèrent de voir qu'un deuxième Papandreou osait défier la présence américaine en Grèce. Pour le journaliste Peter Murtagh, « on peut à peine imaginer la haine qu'éprouvaient la droite conservatrice et la CIA pour le fils du Premier ministre ». ²⁵ En 1964, Andreas Papandreou, qui assumait des fonctions ministérielles, découvrit que le KYP espionnait régulièrement les conversations des membres du gouvernement et transmettait les informations ainsi obtenues à la CIA. De colère, il révoqua deux hauts responsables du service et les remplaça par deux agents jugés plus fiables à qui il ordonna de mettre un terme à toute forme de coopération avec la CIA. Cependant, comme le raconta Papandreou lui-même, le nouveau directeur du KYP « reparut en s'excusant, expliquant qu'il ne pouvait le faire. Tout le matériel était américain, contrôlé par la CIA ou par des Grecs eux-mêmes sous les ordres de la CIA. Il n'était plus possible de faire la distinction entre les deux services. Ils étaient bâtis selon la même structure et chaque responsable avait son homologue. Concrètement, ils formaient une seule et même agence. » ²⁶

Alors qu'Andreas Papandreou continuait à défier le KYP, Norbert Anshutz, l'adjoint du chef de mission de l'ambassade américaine, le

rencontra et lui conseilla d'annuler les ordres qu'il avait transmis au KYP. Papandreou refusa et ordonna au représentant américain de quitter son bureau, à la suite de quoi, Anshutz, très en colère, l'avertit qu'«il y aurait des conséquences».²⁷ Le coup d'État militaire survint la nuit du 20 au 21 avril 1967, un mois avant la tenue des prochaines élections pour lesquelles toutes les enquêtes, y compris celles de la CIA, prévoyaient un triomphe de l'union du centre, l'alliance de gauche de George et Andreas Papandreou. La LOK déclencha le putsch, basé sur le plan Prométhée, un programme conçu par l'OTAN qui devait être mis en œuvre en cas d'insurrection communiste. En cas d'opposition, le plan était très clair : «Écraser sans la moindre hésitation toute résistance de l'ennemi».²⁸ Vers minuit, la LOK prit le contrôle du ministère de la Défense grec qui, signe de l'admiration vouée aux Américains, avait été baptisé le Pentagone. Les hommes de la LOK ne rencontrèrent qu'une très faible résistance et, sous le commandement du colonel Costas Aslanides, un parachutiste aguerri, le bâtiment fut sécurisé. Une fois le Pentagone investi par les putschistes, la deuxième phase fut déclenchée : à la faveur de l'obscurité, des blindés entrèrent dans la capitale et, emmenés par le général Syllianos Pattakos, ils encerclèrent le Parlement, le palais royal, les bâtiments de la radio et les centres de communication. À la tête de sa colonne de blindés, Pattakos emprunta le même itinéraire que celui pris par les Allemands quand ils avaient conquis Athènes en avril 1941. De temps à autre les blindés s'arrêtaient et cherchaient du regard le signe d'une éventuelle résistance. Mais il n'y en eut pas. Athènes était endormie.

Cette nuit-là, George Papandreou, alors âgé de 78 ans, était lui aussi endormi dans sa modeste maison aux murs blanchis de Kastri, à quelques kilomètres de la capitale. Comme dans tous les coups d'État, le plan était effroyablement simple. Des hommes en armes frappèrent à sa porte, Papandreou fut arrêté et emmené dans l'un des deux véhicules militaires qui avaient cerné la maison. Au même moment, 8 hommes firent irruption au domicile d'Andreas Papandreou, 7 portaient des baïonnettes au canon, le huitième une mitraillette. Dans la confusion qui s'en suivit, Andreas parvint à s'échapper par le toit, mais, l'un des soldats le força finalement à se rendre en pointant une arme sur la tête de son fils de 14 ans. Conformément aux plans très précis établis à l'avance, au cours des 5 heures qui suivirent, plus de 10 000 citoyens furent arrêtés par des escadrons militaires et conduits vers des «centres d'accueil».

Lors d'un entretien qu'il accorda un an plus tard, le colonel Yannis Ladas, le directeur de la police militaire grecque, alors âgé de 47 ans, souligna avec fierté la précision et la rapidité avec laquelle le plan de l'OTAN avait été appliqué. «En seulement 20 minutes, tous les politiciens,

tous les individus, tous les anarchistes figurant sur les listes ont pu être raflés (...) c'était un plan très simple, un plan diabolique.»²⁹ À son réveil, la population grecque s'aperçut tout d'abord que le téléphone avait été coupé, avant de réaliser que les militaires avaient pris le pouvoir. À six heures, le colonel George Papadhopoulos annonça dans les médias qu'il avait pris le pouvoir afin de défendre la démocratie, la liberté et le bonheur. Onze articles de la Constitution furent suspendus. Les citoyens pouvaient à présent être arrêtés sur-le-champ et sans mandat et traînés devant un tribunal militaire. Les manifestations et les grèves furent interdites et les comptes bancaires gelés. Le nouvel homme fort d'Athènes, George Papadhopoulos, servait comme officier de liaison du KYP auprès de la CIA depuis 1952 et il était connu au sein de son service comme l'homme de confiance du chef de station Maury. À Washington cependant, tout le monde n'approuvait pas les méthodes brutales de la CIA. Quelques jours après le putsch, le sénateur Lee Metcalf critiqua vivement l'administration Johnson et dénonça devant le Congrès la junte grecque qu'il qualifia de «régime militaire de collaborateurs et de sympathisants du nazisme (...) bénéficiant du soutien américain».³⁰ Une semaine après le coup d'État, l'ambassadeur américain à Athènes, Phillips Talbot, se plaignit auprès de Maury, assimilant l'opération menée par les États-Unis à «un viol de la démocratie». Maury répondit simplement : «Comment voulez-vous violer une pute ?»³¹

À cause de l'implication de la Force d'intervention hellénique, le coup d'État militaire en Grèce fut qualifié de «coup Gladio». Or on ne trouve qu'un seul autre pays où les armées secrètes anticommunistes se sont livrées à des putschs : la Turquie. En Italie, le réseau Gladio avait réalisé un «coup silencieux» en juin 1964, lors de l'opération «Piano Solo» au cours de laquelle le général De Lorenzo, l'homme de confiance de la CIA, était entré dans Rome avec chars, transports de troupes blindés, jeeps et lance-grenades tandis que les forces de l'OTAN effectuaient de grandes manœuvres militaires dans la région. L'opération avait abouti à la démission des ministres socialistes. L'historien américain Bernard Cook a souligné à juste titre que «Piano Solo ressemble au plan Prométhée mis en œuvre par le Colonel George Papadhopoulos en 1967 pour instaurer un gouvernement militaire en Grèce. Avec pour but de déstabiliser l'Italie et d'enrayer la progression de la gauche, le plan n'était rien de plus qu'une "copie conforme de Gladio"».³² Collin, un expert en questions militaires, convient que «le projet de De Lorenzo était similaire par ses aspects techniques à celui par lequel le colonel Papadhopoulos a pris le pouvoir en Grèce quelques années plus tard».³³

La junte militaire grecque consolida son pouvoir en généralisant les emprisonnements et l'usage de la torture, des pratiques que l'on n'avait

plus observées en Europe de l'Ouest depuis la fin de la seconde guerre mondiale. La plupart des personnes arrêtées dans les heures qui suivirent le coup d'État furent ensuite transférées vers des prisons civiles ou militaires. Des communistes, des socialistes, des artistes, des universitaires, des journalistes, des étudiants, des femmes engagées en politique, des ecclésiastiques et leurs familles et amis furent torturés. On leur arrachait les ongles. On leur frappait les pieds à coups de bâton jusqu'à ce que la peau se déchire et que les os se brisent. On introduisait des objets tranchants dans le vagin des femmes. On enfonçait des linges souillés, souvent avec de l'urine ou des excréments, dans la gorge des victimes pour les asphyxier, on insérait des tubes dans leur anus et on y injectait de l'eau à très haute pression, on leur faisait subir des électrochocs.³⁴ « Nous sommes tous des démocrates ici », tenait à préciser l'inspecteur Basil Lambro, le chef de la police secrète d'Athènes. « Tous ceux qui sont amenés ici parlent. Vous n'allez pas gâcher nos statistiques. » Le tortionnaire exposait clairement la situation à ses victimes : « Nous sommes le gouvernement. Vous n'êtes rien. Le gouvernement n'est pas seul. Il est soutenu par les Américains. » S'il était d'humeur, Lambro pouvait également livrer son analyse géopolitique : « Le monde se divise en deux camps : les Russes et les Américains. Nous sommes les Américains. Estimez-vous heureux qu'on ne vous ait qu'un peu torturés. En Russie, ils vous auraient tués. »³⁵

La droite italienne et ses combattants secrets étaient admiratifs de l'efficacité avec laquelle les Grecs étaient parvenus, avec l'aide de la CIA, à vaincre la gauche. En avril 1968, les colonels grecs invitèrent une cinquantaine de fascistes italiens, dont le célèbre Stefano Delle Chiaie, à se rendre en Grèce pour observer par eux-mêmes. À leur retour en Italie, les Gladiateurs franchirent un cap dans la violence et commencèrent à poser des bombes dans des endroits publics. Ces attentats, qui tuèrent et mutilèrent des centaines de personnes, furent imputés aux communistes italiens. Les militaires de la junte grecque furent à leur tour impressionnés de voir avec quelle efficacité leurs camarades italiens avaient amené leur pays au bord du coup d'État et le 15 mai 1969, Papadhopoulos leur envoya ce télégramme de félicitations : « Son excellence le Premier ministre constate que les efforts mis en œuvre depuis quelque temps en Italie par le gouvernement grec commencent à porter leurs fruits. »³⁶

La dictature militaire finit par imploser à cause d'une absence quasi-totale de soutien populaire après que les colonels se soient engagés dans une aventure impérialiste en finançant en 1974 un coup d'État à Chypre visant à remplacer le gouvernement légitime de gauche de l'archevêque Makarios par un régime fantoche qui aurait permis l'annexion de l'île. Au lieu de cela, en réponse au putsch, les troupes turques envahirent Chypre.

Cela donna lieu à de violents affrontements qui firent plusieurs milliers de morts et provoquèrent finalement la partition de l'île entre le Nord turc et le Sud grec. Les colonels furent arrêtés et traduits en justice. Papadhopoulos fut condamné à mort en 1975 pour haute trahison, sa peine fut par la suite commuée en emprisonnement à vie. L'abolition de la monarchie fut votée par référendum et une nouvelle Constitution fut adoptée.

Après avoir été libéré de prison, Andreas Papandreou passa quelques années en exil au Canada et en Suède. Il regagna son pays à la chute du régime des colonels et reprit sa carrière politique. Il fonda le Mouvement Socialiste panhellénique (PASOK) qui remporta les élections de 1981. Nommé Premier ministre, il forma le premier gouvernement socialiste de la Grèce d'après-guerre. La même année, le pays devint un membre à part entière de la Communauté Européenne, mais Papandreou ne se départit pas de son style radical et menaça à plusieurs reprises de se retirer de l'OTAN. Il ne mit jamais sa menace à exécution, mais, six mois avant sa mort, lors des révélations sur le Gladio italien, Andreas Papandreou fut le premier ex-chef de gouvernement à confirmer qu'une armée secrète du même type avait aussi existé dans son pays. C'est cette révélation qui donna au scandale son ampleur internationale et provoqua l'embarras des responsables politiques du continent. Le 30 octobre 1990, Andreas Papandreou déclara dans un entretien accordé au journal grec *Ta Nea* que c'est en 1984, alors qu'il était Premier ministre, qu'il avait découvert en Grèce une armée secrète commandée par l'OTAN très semblable au Gladio italien et qu'il avait ordonné son démantèlement. L'ancien ministre de la Défense Nikos Kouris confirma que l'armée secrète grecque avait été active pendant la guerre froide. « Notre projet de structure clandestine a été lancé en 1955 », prétendit-il « par un accord conclu entre le chef de services secrets grecs et la CIA. Quand j'ai appris l'existence de ce pacte inacceptable (...) j'en ai informé Andreas Papandreou (...) et l'ordre a été donné de dissoudre *Red Sheepskin*. »³⁷

Fin 1990, des voix s'élevèrent dans les rangs de l'opposition socialiste pour exiger l'ouverture d'une enquête parlementaire, mais la demande fut rejetée par le gouvernement conservateur d'alors et par le nouveau parti démocrate. Le ministre de la Défense Ioannis Varvitsiotis dut reconnaître devant le Parlement que l'information fournie par Papandreou était exacte et que la CIA et des commandos locaux avaient bien bâti un réseau secret, dans le cadre d'une opération baptisée *Sheepskin*, qui avait apparemment été « démantelé en 1988 ». ³⁸ Le ministre de l'Ordre public grec, Yannis Vassiliadis, indiqua cependant que la police n'enquêterait pas sur des « fantasmes » de liens entre l'opération *Sheepskin* et les actes de terrorisme perpétrés sur le territoire national. Comme bon nombre de ses

homologues européens, le ministre insista sur la fonction *stay-behind* de l'armée secrète grecque, en démentant catégoriquement toute tentative de contrôle de la politique intérieure : « *Sheepskin* était l'un des plans conçus par l'OTAN dans les années 1950 et né de l'idée que lorsqu'un pays est victime d'une occupation ennemie, il est préférable qu'il dispose d'un réseau de résistance organisé. Il prévoyait que soient répartis sur le territoire des caches d'armes et des agents qui formeraient le noyau combattant de la guérilla. En d'autres termes, c'était un acte défendable au nom de l'intérêt national. »³⁹ Comme malgré tout l'opposition continuait à réclamer une enquête officielle, le ministre de la Défense Varvitsiotis souligna qu'il n'y avait aucun besoin d'ouvrir une enquête parlementaire sur l'armée secrète puisque lui-même allait régler cette affaire délicate au sein de son ministère. Il confia cette investigation potentiellement explosive à un général qui avait servi à l'OTAN et comme attaché militaire à Washington. Avant même que soit bouclé le rapport sur le *stay-behind* grec, Varvitsiotis put donc garantir à ses collègues que « le gouvernement [n'avait] absolument rien à craindre ». ⁴⁰

17.

La guerre secrète en Turquie

L'histoire de l'armée secrète turque est plus violente qu'aucune autre en Europe de l'Ouest. Étroitement liée au mouvement nationaliste turc, l'origine de cette violence remonte au début du xx^e siècle. Au cours de la première guerre mondiale, le vaste Empire ottoman implosa et donna naissance en 1923 à la République Turque au territoire moins étendu. Si la majorité de la population était de confession musulmane, de violents heurts survinrent entre les communautés turques, kurdes et arméniennes. Représentant 80 % de la population du pays et constituant l'élite au pouvoir dans la nouvelle capitale, Ankara, l'ethnie turque tenta de créer un État homogène en se débarrassant des deux autres groupes ethniques. Avec le nouveau découpage des frontières, le territoire de la communauté kurde, forte de 12 millions d'hommes, se trouva partagé entre la Syrie, l'Iran, l'Irak et le sud-est de la Turquie, où les Kurdes représentaient près de 20 % de la population de la jeune république. Au cours de la première guerre mondiale, les Arméniens, bien moins nombreux, furent victimes d'un génocide orchestré par les Turcs. Sur les 2 millions de membres de la communauté, seuls 200 000 survécurent. Dans le même temps, les Kurdes eurent eux aussi à subir d'importantes pertes. Mais les Turcs ne parvinrent pas à éliminer toute la population kurde et un conflit oppose encore aujourd'hui les deux groupes ethniques.

Cette violence qui caractérisa la naissance de l'État turc n'épargna pas les communistes locaux. En 1921, tous les membres de la direction du jeune parti communiste turc furent assassinés et le parti fut officiellement interdit pendant tout le xx^e siècle. Les nationalistes turcs continuaient à dénoncer le fait que, suite à la chute de l'Empire ottoman après la première guerre mondiale, de nombreux Turcs aient été contraints de vivre, en « captivité » hors des frontières du nouvel État. Leur idéologie était fondée sur le mouvement panturquiste qui depuis le xix^e siècle rêvait de voir tous les peuples turcs enfin réunis au sein d'une même nation dont le territoire s'étendrait de la Chine occidentale à l'Espagne. Après la chute de l'Empire ottoman, beaucoup de ces « Turcs captifs » vivaient en Union

soviétique et à Chypre. La destruction de l'URSS et du communisme devint donc une priorité pour les Turcs qui souhaitaient voir ces captifs intégrés au sein d'un vaste État turc.

Bien que la Turquie ait officiellement adopté la neutralité au cours de la seconde guerre mondiale et n'ait déclaré la guerre à l'Allemagne qu'en 1945 afin de s'associer aux vainqueurs, les nationalistes du mouvement panturquiste soutinrent massivement Hitler et Mussolini. Sous l'influence des thèses nazies, ce mouvement attachait une importance croissante à l'origine raciale commune du peuple turc et commença à prêcher la supériorité de la race turque.¹ Il se réjouit ouvertement de l'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne en 1941. L'année suivante, les organisations panturquistes, qui anticipaient la chute de Stalingrad, massèrent des troupes le long de la frontière caucasienne, bien décidées à profiter de l'effondrement de l'URSS.² La déception fut grande quand, loin de disparaître, les Soviétiques sortirent vainqueurs de la seconde guerre mondiale. Mais après la chute du bloc de l'Est en 1991, les organisations panturquistes prirent soin d'installer dans l'Azerbaïdjan voisin un régime favorable à leur idéologie.³

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la priorité pour les États-Unis fut d'intégrer la Turquie au système de défense anticommuniste occidental. En raison de sa situation géographique, le pays constituait un enjeu stratégique majeur. Pendant la guerre froide et dans les années qui suivirent, la Turquie servit de base arrière pour les opérations menées par les USA et l'OTAN dans les pays pétroliers du Moyen-Orient et dans les républiques du Caucase, notamment lors de la guerre du Golfe en 1991. En outre, le pays constituait l'avant-poste le plus à l'Est de l'OTAN pendant la guerre froide. Aucun autre territoire, pas même la Norvège au Nord, n'était aussi proche de Moscou, l'Alliance Atlantique installa donc du matériel de pointe dans le pays qui servit dès lors de poste d'écoute.

Comme la Turquie devait veiller sur le tiers des frontières directes de l'OTAN avec les pays du Pacte de Varsovie, ses élites devinrent des partenaires de premier choix pour l'industrie militaire américaine et reçurent des États-Unis plusieurs milliards de dollars d'aide. Armée par les USA, la Turquie réunit pendant la guerre froide les plus importantes forces d'Europe, et les deuxièmes de l'OTAN après les États-Unis. En 1961, dans un pari insensé, les Américains allèrent jusqu'à déployer dans le pays des missiles nucléaires dirigés vers l'Union soviétique. Quand l'homme fort du Kremlin, Nikita Khrouchtchev, voulut faire de même un an plus tard en installant à Cuba des missiles pointés vers les USA, la fameuse crise des missiles qui s'en suivit faillit déclencher une guerre nucléaire. Le Président Kennedy désamorça la situation en promettant de retirer les

missiles Jupiter de Turquie en échange de l'engagement de Khrouchtchev d'en faire autant à Cuba.⁴

Afin d'intégrer totalement la Turquie au sein de l'OTAN, les USA n'eurent d'autre choix que d'exploiter la mouvance dominante, mais violente du panturquisme. Dans ce processus, dont le mouvement panturquiste sut tirer parti, le colonel Alparslan Türks, un officier proche de l'extrême droite, joua un rôle central. Au cours de la seconde guerre mondiale, Türks avait été le contact des nazis en Turquie. Il apparut pour la première fois sur le devant de la scène en 1944, quand lui et trente de ses camarades furent arrêtés pour avoir participé à une manifestation anticommuniste. Convaincu de la supériorité de certaines races en général et de la race turque en particulier, le colonel Türks citait régulièrement des passages de *Mein Kampf* dans ses discours. En 1948, il entra en contact avec la CIA et c'est à peu près à cette époque qu'il entreprit sur ordre de l'agence américaine de constituer une armée *stay-behind* anticommuniste en Turquie. À mesure que s'intensifiait la collaboration avec les Américains, le charismatique colonel Türks effectua des voyages de plus en plus fréquents aux États-Unis au cours desquels il se fit des amis parmi les responsables du Pentagone et de la CIA. Entre 1955 et 1958, il servit à Washington, à la mission militaire du gouvernement turc à l'OTAN.⁵

Quand la Turquie intégra l'OTAN le 4 avril 1952, le colonel Türks y avait déjà constitué une armée secrète. Son quartier général, baptisé Groupe de mobilisation tactique (Seferberlik Taktik Kurulu, STK), était situé dans le bâtiment d'une organisation de la CIA, l'American Yardim Heyeti (American Aid Delegation –JUS-MATT) dans le quartier de Bahcelievler, à Ankara. Après sa restructuration en 1965, le Groupe de mobilisation tactique prit le nom de Ozel Harp Dairesi, ou OHD, (Département des opérations spéciales), nom par lequel fut désigné le centre de commandement des combattants secrets turcs lors des révélations de 1990. Une fois son existence dévoilée, le Département des opérations spéciales dut une nouvelle fois changer d'appellation, il porte aujourd'hui le nom de Commandement des Forces Spéciales (Ozel Kuvvetler Komutanligi, OKK).⁶

Sous le titre *Les origines de "Gladio" en Turquie*, la publication parisienne *Intelligence Newsletter* rapporta en 1990 qu'elle avait pu se procurer «l'un des documents stratégiques récemment déclassifiés à l'origine du réseau *stay-behind* d'Europe de l'Ouest ou réseau Gladio : les Overall Strategic Concepts (concepts stratégiques généraux) de l'État-major des États-Unis, datés du 28 mars 1949 et classés "top-secret"». Un document joint, le JSPC 891/6, section «Tab B», fait spécifiquement référence à la Turquie. Il y est précisé de quelle manière le mouvement

panturquiste peut être utilisé stratégiquement par les USA. D'après ce document interne du Pentagone, la Turquie est «un terrain extrêmement favorable à la création d'unités de guérilla et de réserves d'armées secrètes. Politiquement, les Turcs sont profondément nationalistes et anticommunistes et la présence de l'Armée rouge dans la région ne fera qu'exacerber leur sentiment national.» L'*Intelligence Newsletter* précisait ensuite que l'armée secrète turque baptisée contre-guérilla était dirigée par le Département des opérations spéciales et se composait de cinq branches : «le Groupe d'entraînement, aux techniques d'interrogatoire et de guerre psychologique notamment; l'Unité spéciale, affectée depuis 1984 aux opérations anti-kurdes; la Section spéciale, chargée des opérations spéciales à Chypre; le Groupe coordination, également appelé le Troisième bureau; et la Section administrative».⁷

Si le nom qu'il prit changea à plusieurs reprises au cours de la guerre froide, le Département des opérations spéciales financé par la CIA conserva toujours la même fonction et les mêmes méthodes imposées par ses responsables et consistant notamment en des opérations clandestines particulièrement brutales. Exemple type d'une opération visant à créer un climat de tension : le 6 septembre 1955, des agents du réseau *stay-behind* turc lancèrent une bombe dans une maison de Thessalonique qui abritait un musée consacré à Mustafa Kemal et revêtait à ce titre une importance particulière aux yeux des Turcs. Les agents ne laissèrent quasiment aucun indice et accusèrent la police grecque d'avoir commis l'attentat. Cette opération de terrorisme sous fausse bannière fonctionna parfaitement et le gouvernement et la presse turque attribuèrent aux Grecs la responsabilité de l'attentat. Rapidement, les 6 et 7 septembre 1955, des mouvements fanatiques turcs galvanisés par la contre-guérilla détruisirent des centaines de maisons et de locaux d'entreprises grecques à Istanbul et Izmir, tuant 16 ressortissants Grecs, en blessant 32 et violant au passage environ 200 femmes grecques.⁸

Officiellement, la mission du Département des Opérations Spéciales et de son réseau contre-guérilla consistait à : «utiliser des techniques de guérilla et toutes les activités clandestines possibles pour mettre un terme à l'occupation soviétique ou à une éventuelle insurrection».⁹ Cependant, la fonction *stay-behind* se confondant avec les missions de contrôle intérieur et les opérations sous fausse bannière, il devint de plus en plus difficile de distinguer les agents de la contre-guérilla des terroristes classiques. Un accord militaire conclu en 1959 entre la CIA et le gouvernement turc d'Adnan Menderes insistait sur la fonction intérieure de l'armée secrète en précisant que les soldats de l'ombre devaient aussi être mobilisés «en cas d'une insurrection intérieure contre le pouvoir en place».¹⁰

Si cette armée secrète avait été conçue dans le but d'empêcher un coup d'État, on ne peut pas dire que ce fut une réussite. En effet, le 27 mai 1960, la Turquie fut le théâtre d'un putsch militaire au cours duquel 38 officiers, dont l'agent de liaison de la CIA, le colonel Türks, renversèrent le gouvernement et arrêtaient le Premier ministre Adnan Menderes. L'expert en opérations clandestines Selahattin Celik analysa plus tard que, loin d'être une unité vouée à protéger la démocratie turque, le Département des opérations spéciales constituait en réalité l'une des plus graves menaces pour la démocratie puisque l'armée turque avait toujours eu une certaine tendance à conspirer contre le gouvernement élu. Avant d'être nommé au Département des opérations spéciales, il était d'usage que les généraux de l'armée turque se «retirent», officiellement du moins, afin de mieux assumer dans l'ombre leurs nouvelles fonctions de commandement top-secret.¹¹ «Les plus hauts faits d'armes du Département des opérations spéciales», conclut Celik, «furent les trois coups d'État militaires».¹²

Si le rôle exact joué par les États-Unis dans le putsch de 1960 reste flou, les preuves dont nous disposons aujourd'hui suggèrent que la Maison Blanche a autorisé l'opération après avoir reçu des garanties que la présence de la Turquie au sein de l'OTAN ne serait pas remise en cause. «Bien qu'ils aient été informés du projet de coup d'État et que les accords bilatéraux spéciaux leur donnent la possibilité d'intervenir, les Américains n'ont rien fait», écrivirent Fikret Aslan et Kemal Bozay, auteurs d'une analyse du mouvement panturquiste. «Ils savaient que la plupart des putschistes n'étaient pas hostiles aux États-Unis et à l'OTAN.»¹³ Les putschistes turcs tinrent leurs engagements et, immédiatement après la prise du pouvoir, le général Gürsel déclara publiquement : «La Turquie demeure fidèle à l'Alliance occidentale».¹⁴ Selahattin Celik confirma lui aussi que les États-Unis avaient été informés du projet de coup d'État bien avant que celui-ci n'ait lieu. «En 1957, un officier du nom de Samet Kuscü contacta l'ambassade américaine à Istanbul pour annoncer qu'un coup d'État se préparait, il donna même les noms des militaires impliqués.»¹⁵

Après le putsch, le contact de la CIA en Turquie, le colonel Türks, devint le bras droit et l'assistant personnel du général Gürsel. Il supervisa personnellement le processus de destruction des institutions démocratiques. Le Premier ministre Adnan Menderes qui avait été arrêté fut assassiné en même temps que quatre autres responsables politiques et 449 personnalités politiques et magistrats furent mis aux arrêts et condamnés à de lourdes peines de prison. C'est alors que des désaccords apparurent entre les 38 officiers qui avaient fomenté le putsch sur la manière de procéder. Alors que le colonel Türks souhaitait promouvoir une conception panturquiste et prônait, avec une dizaine d'autres officiers, un régime

autoritaire, la majorité des putschistes étaient convaincus de la nécessité d'adopter une nouvelle Constitution et d'organiser des élections afin de restaurer la loi et l'ordre dans le pays. En raison de ses positions trop radicales, le colonel Türks fut finalement évincé de la scène politique et envoyé à New Delhi comme attaché militaire. Les officiers rédigèrent une nouvelle Constitution qui fut adoptée par référendum en juillet 1961.

À son retour d'Inde en mai 1963, le colonel Türks, incapable de renier les convictions panturquistes qui l'animèrent toute sa vie durant, tenta une nouvelle fois de renverser le gouvernement avec l'aide d'un autre officier, Talat Aydemir. La tentative de putsch échoua et Aydemir fut condamné à mort tandis que le colonel Türks dut être relâché, « faute de preuves ». ¹⁶ L'homme fit son retour en politique en prenant la tête du parti de la droite traditionaliste, le parti national des paysans républicains. En 1965, il fonda le parti de l'action nationale (Millietci Hareket Partisi), un mouvement d'extrême droite. La création du MHP fournit à Türks l'assise nécessaire à sa conquête du pouvoir dans les décennies à venir. Au mépris total des procédures démocratiques et des méthodes non violentes de résolution de conflits, le colonel mit sur pied en fait d'organisation de la jeunesse une véritable force armée d'extrême droite, les célèbres Loups Gris (Bozkurt). Se revendiquant ouvertement du panturquisme, les Loups Gris tiraient leur nom et leur emblème, une tête de loup grise, d'une légende selon laquelle des loups gris auraient conduit les Turcs d'Asie jusqu'à leur terre d'Anatolie. 80 % de la population du pays étant d'origine turque, l'idéologie nationaliste et ultra-conservatrice du colonel Türks trouva un écho auprès de millions de citoyens. Ceux qui n'admiraient pas les Loups Gris les craignaient.

Les Loups Gris n'avaient rien d'une organisation de jeunesse, il s'agissait d'un réseau particulièrement violent d'hommes armés et entraînés et prêts à utiliser la force pour promouvoir la cause du panturquisme. « Le credo des Loups Gris », est le titre d'un article paru à l'époque dans *Bozkurt*, l'organe officiel de l'organisation. « Qui sommes-nous ? Nous sommes les membres du Loup Gris (Bozkurtcu). Quelle est notre idéologie ? Le turquisme du Loup Gris (Bozkurt). Quel est le credo des Bozkurtcu ? Ils croient à la supériorité de la race turque et la nation turque. Quelle est la source de cette supériorité ? Le sang turc. » En remontant à la chute de l'Empire ottoman et à la dispersion des Turcs, l'article définissait le combat panturquiste : « Les Bozkurtcu sont-ils panturquistes ? Oui ! C'est la mission sacrée des Turcs Bozkurt de voir un jour l'État turc s'étendre jusqu'à compter 65 millions d'âmes. Quelles raisons à cela ? Les Bozkurtcu ont il y a longtemps déjà énoncé leurs principes à ce sujet : un droit ne se reçoit pas, il se prend. » Afin de remplir leurs missions, les

Loups Gris s'exerçaient à user de violence : « La guerre ? Oui, la guerre, si nécessaire. La guerre est un grand principe sacré de la nature. Nous sommes des fils de guerriers. Les Bozkurtcu croient que la guerre, le militarisme et l'héroïsme doivent être respectés et loués. » ¹⁷

C'est ce mouvement fasciste que la CIA décida d'exploiter et de soutenir en dirigeant son armée secrète en Turquie. En 1990, suite à la découverte des armées secrètes *stay-behind* de l'OTAN dans toute l'Europe, il fut révélé en Turquie que Türks, l'agent de liaison de la CIA, avait recruté massivement parmi les Loups Gris pour garnir les rangs de l'armée secrète *stay-behind* qui opérait dans le pays sous le nom de contre-guérilla. Cependant, en raison du large soutien populaire dont bénéficiaient les Loups Gris et de leur réputation de brutalité, peu de gens, en Turquie et à l'étranger, eurent le courage d'aborder ouvertement la question et ce, malgré les années. Le général Talat Turhan fut l'un d'eux. En 1960, Turhan avait participé au coup d'État aux côtés de plusieurs autres officiers. Quatre ans plus tard, il avait été renvoyé de l'armée alors qu'il avait le grade de général. Suite au putsch de 1971, les militaires tentèrent de se débarrasser de lui car il avait la fâcheuse tendance de révéler les secrets les plus noirs de l'appareil sécuritaire turc, il fut donc remis entre les mains de la contre-guérilla qui le soumit à la torture. Déjà à l'époque, il déclara : « C'est l'unité secrète des pays de l'OTAN », mais dans le contexte des années 1970, en pleine guerre froide, personne ne fut disposé à l'écouter. ¹⁸

Turhan survécut aux séances de torture et il consacra le reste de sa vie à enquêter sur cette armée secrète et sur les opérations clandestines menées en Turquie, publiant même trois ouvrages sur le sujet. ¹⁹ « Lorsqu'on a découvert en 1990 que l'Italie abritait une organisation secrète baptisée Gladio, dirigée par l'OTAN, financée par la CIA, et impliquée dans plusieurs actes de terrorisme qui avaient frappé le pays », se souvint Turhan, « des journalistes turcs et étrangers m'ont approché et ont publié mes travaux, ils savaient que j'enquêtais sur l'affaire depuis 17 ans ». ²⁰ Pour l'ex-général, une succession d'assassinats non résolus perpétrés en Turquie rendait d'autant plus urgente l'ouverture d'une enquête approfondie sur les activités de la contre-guérilla et sur ses liens avec la CIA, les services secrets turcs et le ministère de la Défense. Cela dit, après trois putschs successifs, l'influence excessive dont disposent l'armée, les groupes paramilitaires et les services secrets sur la société turque ne fait plus le moindre doute, rien d'étonnant donc à ce qu'aucune enquête de ce genre n'ait jamais été menée. « En Turquie, les forces spéciales de type Gladio sont communément appelées contre-guérilla », expliqua Turhan avant d'appeler de ses vœux l'ouverture d'une enquête

par l'Union Européenne. Et de déplorer : « malgré tous mes efforts et les initiatives des partis politiques, des organisations démocratiques et des médias, la contre-guérilla n'a jamais fait l'objet d'aucune investigation ». ²¹

C'est Turhan qui constata le premier la présence de membres des Loups Gris dans les rangs de la contre-guérilla, dans les tristement célèbres salles de torture de la villa Ziverbey, dans le quartier d'Erenköy, à Istanbul. Dès les années 1950, la villa fut utilisée pour « interroger » les ressortissants des républiques socialistes, et notamment de Yougoslavie et de Bulgarie. C'est lors de ces interrogatoires que les membres de la contre-guérilla anticommuniste furent initiés aux techniques de torture. Dans les années qui suivirent, ils utilisèrent abondamment la villa pour assassiner ou mutiler à vie des centaines de prisonniers. « Dans la villa d'Erenköy, à Istanbul, l'équipe de tortionnaires de l'officier Eyüp Ozalkus, le responsable de la brigade d'interrogatoire du MIT pour la lutte anticommuniste, m'a d'abord bandé les yeux et attaché les mains et les pieds », raconta Turhan. « Puis ils m'ont dit que j'étais à présent "entre les mains d'une unité agissant sous le haut commandement de l'armée et en marge de la Constitution et des lois". Ils m'ont dit qu'ils "me considéraient comme leur prisonnier de guerre et que j'étais condamné à mort". » ²² Raconter son expérience était pour Turhan un moyen d'évacuer le traumatisme : « Dans cette villa, je suis resté enchaîné à un lit pendant un mois à subir des tortures que l'on peut à peine imaginer ». « C'est dans ces circonstances que j'ai entendu pour la première fois parler de la contre-guérilla », c'est aussi à ce moment qu'il prit conscience de l'implication des Loups Gris : « Les bourreaux, qui prétendaient appartenir à la contre-guérilla, étaient pour la plupart membres du service de renseignement MIT et des Loups Gris. Bien que ces questions aient figuré à l'ordre du jour du Parlement, elles n'ont toujours pas été clarifiées [1997] ». ²³

Séduits par les thèses raciales et panturquistes, de nombreux membres du service de renseignement militaire MIT (Milli İstihbarat Teskilatı, Organisation Nationale du Renseignement) servaient dans la contre-guérilla et il était très difficile de les distinguer de leurs collègues des Loups Gris. Les recherches effectuées sur le *stay-behind* en Turquie ont permis de découvrir que le MIT et les unités de la contre-guérilla avaient structurellement fusionné puisqu'ils étaient tous placés sous le commandement du fameux mais obscur Département des opérations spéciales d'Ankara, lequel était lui-même financé par la CIA. Les techniques de combat enseignées et prônées par le Département et mises en œuvre par le MIT et la contre-guérilla incluaient : « les assassinats, les attentats à la bombe, les attaques à main armée, la torture, les agressions, les enlèvements, les menaces, les provocations, l'entraînement de miliciens, les

prises d'otages, les incendies criminels, le sabotage, la propagande, la désinformation, la violence et l'extorsion ». ²⁴

Le MIT avait remplacé en 1965 le MAH (Milli Amele Hizmeti, Organisation pour les Affaires de Sécurité Nationale). Les deux services étaient majoritairement constitués de militaires et dépendaient étroitement de la CIA. Pendant la guerre froide, un tiers des fonctionnaires du MIT étaient des membres actifs des forces armées tandis que la plupart des autres étaient des officiers à la retraite. La loi prévoyait que le directeur du MIT, nommé par l'État-major ou par le Département des opérations spéciales, soit membre des forces armées. Les fonctionnaires turcs se plaignaient régulièrement de l'influence dominante de la CIA sur le MIT et les autres services secrets du pays, ainsi que de son habitude bien connue d'intervenir clandestinement dans les affaires politiques.

Des manuels d'instructions du Pentagone, dont le FM 30-31 classé top-secret, soulignaient explicitement qu'une coopération renforcée entre les services secrets américains et turcs était essentielle pour l'influence américaine sur le pays. « Le succès des opérations de stabilisation intérieure, qui sont promues par les services secrets militaires américains dans le cadre de stratégies de défense intérieure, dépend en grande partie de la bonne entente entre le personnel US et celui du pays hôte », expliquait le manuel destiné aux forces spéciales et aux agents secrets américains. Le document détaillait comment la CIA et ses homologues pouvaient conserver un profil bas dans le pays hôte en laissant les services locaux effectuer les sales besognes : « Quelles que soient les relations entre le personnel américain et celui du pays hôte, il est toujours plus sûr de faire appel aux agents autochtones pour résoudre les problèmes rencontrés par les services secrets militaires américains. Le recrutement à long terme des responsables des services secrets du pays hôte est donc particulièrement important. » ²⁵

Conformément aux directives du FM 30-31, les contacts entre les membres des armées et des services secrets turcs et américains furent donc soigneusement entretenus et, dans le cadre du Programme d'Assistance Militaire et du Programme International d'Instruction et d'Entraînement Militaire, 19 193 Turcs bénéficièrent d'une instruction américaine entre 1950 et 1979. ²⁶ « Au même titre que les agents recrutés à long terme, les membres des catégories suivantes doivent bénéficier d'une attention particulière : les officiers ayant eu l'occasion de se familiariser avec les programmes d'entraînement militaire américains, et notamment ceux ayant été formés aux États-Unis », précisait le FM 30-31. ²⁷ La CIA réussit à tel point son infiltration des services secrets turcs que même les officiers responsables du MIT reconnaissaient qu'ils dépendaient de la Maison Blanche. Le directeur adjoint du MIT Sabahattin Savasman, qui

comparaissait pour avoir coopéré avec la CIA, déclara en 1977 qu'une telle accusation était ridicule et témoignait d'une ignorance totale des aspects les plus fondamentaux de l'appareil sécuritaire turc.

« Il existe au sein de la CIA un groupe d'une vingtaine d'agents au moins qui collaborent avec le MIT et agissent dans les plus hautes instances du service », expliqua Savasman. « Ils contrôlent le partage des informations aussi bien que la coopération lors des opérations conjointes menées en Turquie et à l'étranger. » La coopération, insista-t-il, n'avait pas débuté sous sa direction : « Notre service collabore avec la CIA depuis les années 1950 (...) tous les équipements technologiques que nous utilisons nous ont été fournis par la CIA. Bon nombre de nos employés ont été formés à l'étranger par la CIA. Le quartier général du MIT a été construit par la CIA. » Fait intéressant, c'est encore l'agence américaine qui fournit aux Turcs leurs instruments de torture : « Tout l'équipement destiné aux interrogatoires, des appareils les plus simples aux plus sophistiqués, provient de la CIA. Je le sais pour l'avoir moi-même utilisé. » Le MIT était totalement dépendant de l'Agence, pour la bonne raison que c'est elle qui fournissait l'argent, comme l'indiqua Savasman : « Le coût des opérations en Turquie et à l'étranger était couvert par le budget de la CIA ». ²⁸

Pour démontrer à quel point les « services secrets turcs ont pénétré le tissu social du pays », le spécialiste des opérations secrètes Celik explique que « le réseau des services de renseignement est le pouvoir le plus influent de Turquie (...) le nombre de personnes y travaillant n'a jamais été rendu public. Les estimations laissent toutefois penser qu'il s'agit d'un ensemble de plusieurs centaines de milliers d'employés. » ²⁹ À cause de l'influence considérable des États-Unis sur l'appareil sécuritaire turc, peu d'enquêtes ont été menées sur les opérations conjointes de la CIA et du MIT. Né en 1932, Duane Clarridge fut peut-être le plus puissant chef de station de la CIA en poste à Istanbul. Dans ses mémoires intitulées *An Agent for All Seasons*, il remercie particulièrement l'agent du MIT Hiram Abas pour les services rendus. D'après son témoignage, il était « plus proche d'Abas que de son propre frère ». Clarridge souligne que « Hiram était unique en son genre. En son temps, il était le meilleur agent de renseignement de toute la Turquie. Dans le milieu du renseignement international, tous ceux qui le connaissaient pensaient ainsi. Il finit sa carrière comme assistant du président des services de renseignement turcs, c'était la première fois qu'un civil était nommé à ce poste. »

Abas avait été formé aux opérations spéciales aux États-Unis et avait gagné ses galons d'agent du MIT à Beyrouth, où entre 1968 et 1971 il avait collaboré avec le Mossad israélien et mené de nombreuses attaques sanglantes contre les Palestiniens. Sabahattin Savasman, le directeur

adjoint du MIT, confirma lors de son procès qu'Hiram Abas « avait pris part à des opérations menées conjointement avec la CIA au Liban, opérations dont il avait tiré des revenus considérables ainsi que des récompenses en argent, et qui consistaient à prendre pour cible des jeunes gauchistes dans les camps de réfugiés palestiniens, il recevait en outre des primes pour ses bons résultats sur le terrain ». ³⁰ À son retour en Turquie, Abas ne cessa de grimper dans la hiérarchie du MIT grâce à ses excellentes relations à la CIA et il continua de mener ses opérations terroristes. Son ascension ne fut même pas freinée par la mutation à Rome de son mentor, le chef de station Clarridge. Celui-ci garda le contact avec Abas quand il servit dans l'administration Reagan, sous les ordres du directeur de la CIA Bill Casey en 1981. À cette époque, Clarridge travaillait au siège de l'Agence, au département Amérique latine, et il fut impliqué dans l'affaire du financement américain des Contras, au Nicaragua, affaire au sujet de laquelle il n'hésita d'ailleurs pas à mentir devant le Congrès lorsqu'il fut entendu au moment du scandale de l'Irangate.

Parmi les opérations secrètes dans lesquelles l'agent de la CIA Abas joua un rôle déterminant, figure notamment le massacre de Kizildere, le 30 mars 1972. Abas effectua cette mission avec l'agent du MIT Mehmet Eymür, qui fut par la suite promu directeur du contre-espionnage au MIT, et qui fit de cette opération le récit suivant : « Nous sommes arrivés à Unye dans l'après-midi, il y avait Nurettin Ersin, un général travaillant pour le MIT, le chef du bureau d'Ankara ainsi que 6 ou 7 autres agents de la capitale ». Par la torture, les agents parvinrent à se faire révéler l'endroit exact où se cachaient les militants gauchistes. « Le représentant du MIT alors en service a mené les négociations nécessaires puis il a ordonné aux membres du MIT de se charger des interrogatoires. Une fois les réponses obtenues, il a laissé à la gendarmerie le soin de procéder aux arrestations et aux perquisitions. »

Un militant gauchiste du nom de Cayan fut arrêté ce jour-là. « Cayan et ses amis n'en finissaient pas de chanter et, de temps à autre, ils tentaient de provoquer les soldats », témoigna Eymür. « Ils nous avaient reconnus à nos vêtements civils. Ils essayaient de nous provoquer en nous traitant d'« agents de l'Oncle Sam » ou de « fascistes du MIT ». Nous nous tenions à 150 ou 200 mètres d'eux. Nous leur répondions également. Ils tentaient d'influencer les soldats en leur disant qu'ils ne devaient pas obéir aux ordres de généraux fascistes. » ³¹ Neuf des militants de gauche furent assassinés dans les heures qui suivirent. Convaincu que la violence était la seule réponse à apporter aux plus grands problèmes de la Turquie, l'agent du MIT Eymür se vanta fièrement dans ses mémoires de ses aptitudes de tortionnaire qu'il mettait à profit lors des interrogatoires conduits avec la

contre-guérilla dans la villa de Ziverbey.³² En représailles, des militants de gauche assassinèrent l'«agent de l'oncle Sam» Abas; l'ancien chef de station de la CIA Clarridge se rendit d'ailleurs en Turquie pour se recueillir sur sa tombe.³³

Le spécialiste de la contre-guérilla turque Celik précise toutefois que, bien que les USA aient commandité la création du *stay-behind* turc et financé le MIT et le Département des opérations spéciales, il serait exagéré de conclure que la Maison Blanche contrôlait totalement les forces militaires secrètes de Turquie pendant la guerre froide. «Il est abusif de considérer la contre-guérilla comme une création des États-Unis obéissant à la moindre décision américaine.»³⁴ En raison de la nature très complexe de l'idéologie panturquiste, que partageaient les soldats clandestins turcs, le *stay-behind* turc ne peut être comparé aux autres *stay-behind* européens. «La définition de la contre-guérilla turque ne s'applique à aucun autre réseau de l'OTAN», souligna Celik. «On aurait tort d'utiliser la même, interprétation car elle est ici bien en deçà de la réalité» et nous amènerait à sous-estimer la brutalité de l'unité et l'importance de son influence sur les institutions étatiques, or «en Turquie, la contre-guérilla est une mécanique qui a pénétré tous les organes de l'État».³⁵ Le ministre de la Défense turc, le général Hasan Esat Isik, insista quant à lui sur l'influence de la Maison Blanche et dénonça vivement l'affaiblissement de la souveraineté turque par la contre-guérilla financée par les USA : «L'idée est venue des Américains. Tout comme le financement... Il est incompréhensible qu'on en soit venu à permettre à une nation étrangère de contrôler à ce point les organisations turques, de les influencer et de les façonner.»³⁶

L'entraînement de l'armée secrète turque était dispensé dans de nombreux centres répartis sur le territoire national ainsi qu'à l'étranger. Les centres de formation paramilitaire étaient situés à Ankara, Bolu, Kayseri, Buca, près d'Izmir, Canakkale et, à partir de 1974, également à Chypre. Dans le camp de montagne de Bolu, les forces spéciales américaines, dont les Bêrets Verts qui se préparaient pour la guerre du Vietnam, s'entraînaient aux côtés de la contre-guérilla. Certains cadres de l'armée secrète turque triés sur le volet étaient formés aux États-Unis, à la School of the Americas (SOA). Le célèbre centre d'entraînement destiné aux forces spéciales et aux terroristes avait ouvert en 1946 au Panama avant de s'installer au Fort Benning, à 120 km au sud-est d'Atlanta, en Géorgie. Ce camp qui, parallèlement aux agents *stay-behind*, forma aussi quelque 60 000 combattants d'Amérique latine acquit une réputation mondiale d'école de la violence. Le major Joseph Blair de l'armée des États-Unis, qui fut instructeur à la SOA pendant trois ans, se souvint avec une certaine

nostalgie : «Les agents y apprenaient à ramasser [des gens], à les coller au fond d'un bus et à leur tirer une balle dans la nuque».³⁷

L'entraînement des combattants de l'ombre européens à la SOA incluait aussi des séances d'endoctrinement idéologique au cours desquels on projetait aux agents *stay-behind* «des films montrant toute la brutalité et la perfidie des communistes», raconte Celik. En ce qui concerne les techniques enseignées, le centre d'entraînement américain pour terroristes de la SOA était finalement assez semblable aux camps d'al-Qaïda en Afghanistan : «Ils apprennent à manipuler les explosifs sous la supervision des Bêrets Verts à Matamoros, près de la frontière mexicaine, et on leur enseigne comment tuer, poignarder ou étrangler quelqu'un sans faire de bruit».³⁸ Parmi les manuels d'instructions distribués aux recrues, figuraient le fameux FM 30-31 et ses appendices FM 30-31A et FM 30-31B, rédigés par les experts en terrorisme de la DIA, le service de renseignement du Pentagone, et traduits dans de nombreuses langues.³⁹ Sur environ 140 pages, ce manuel fournit, dans un langage cru et sans détour, des conseils sur la manière de mener diverses actions sur le terrain : sabotage, attentats à la bombe, assassinats, torture, terrorisme et truchage d'élections.

Le plus intéressant des conseils contenus dans le manuel porte sur les actes de violence à commettre en temps de paix et à porter au crédit des communistes afin d'instaurer un climat de peur et de vigilance. Dans une autre rubrique, le document explique aux agents comment infiltrer les mouvements gauchistes et les inciter à recourir à la violence : «Il peut arriver que le gouvernement du pays hôte fasse preuve de passivité ou d'indécision face à la subversion communiste et que les services secrets américains estiment qu'il ne se montre pas assez efficace». Le manuel décrivait ainsi les conditions dans lesquelles devaient être montées les opérations sous fausse bannière. «Le renseignement militaire américain doit être en mesure de lancer des opérations spéciales destinées à convaincre le gouvernement et la population du pays hôte de la réalité des risques d'insurrection. Dans cette optique, le renseignement militaire américain doit essayer d'infiltrer cette insurrection grâce à des agents en mission spéciale chargés de constituer des groupes d'action en recrutant parmi les éléments les plus radicaux de l'insurrection.» Les agents infiltrés dans les rangs de l'ennemi devaient ensuite provoquer une escalade de la violence qui devait à son tour entraîner une réaction des forces régulières et de la contre-guérilla. «S'il n'est pas possible d'infiltrer ces agents à la tête des mouvements de rebelles, il peut s'avérer utile d'instrumentaliser les organisations d'extrême gauche afin de remplir les objectifs énoncés plus haut.»⁴⁰

Le manuel FM 30-31 établissait comme une priorité absolue que l'implication du Pentagone soit à tout prix tenue secrète : «Ces opérations

spéciales doivent demeurer strictement confidentielles. Seuls les individus agissant contre les soulèvements révolutionnaires doivent être informés de l'implication de l'armée des États-Unis dans les affaires internes d'un pays allié. L'implication plus profonde des forces armées américaines ne doit être révélée sous aucun prétexte.»⁴¹ Afin de garantir une confidentialité maximale, les exemplaires du FM 30-31 et de ses appendices devaient être lus «uniquement par les personnes dont le nom figure sur la liste de distribution». Dans la mesure du possible, tous les documents écrits devaient être détruits. «Quand cela est possible, les instructions contenues dans cet appendice doivent être transmises oralement. Il convient d'insister sur le caractère confidentiel de ces questions.»⁴²

Mais aucun secret ne peut être gardé éternellement. En 1973, alors qu'une série de mystérieux actes de violence frappait la Turquie, le quotidien turc *Baris* annonça la publication du manuel FM 30-31. Peu après, le journaliste qui était entré en possession du document disparut de la circulation sans qu'on entende plus jamais parler de lui. Malgré le danger apparent, Talat Turhan publia deux ans plus tard une traduction turque du manuel top-secret, dont des versions apparurent bientôt en Espagne et en Italie.⁴³ Après la découverte du réseau européen des armées secrètes de l'OTAN, des chercheurs commencèrent à enquêter sur les liens existant entre le FM 30-31 et les organisations *stay-behind*. Dans son documentaire diffusé sur la BBC, Allan Francovich présenta une copie du manuel à de hauts responsables américains. Ray Cline, qui avait été le directeur adjoint du renseignement à la CIA pendant les années 1960, confirma : «C'est un document authentique». William Colby, qui fut directeur de la CIA de 1973 à 1976 et prit une part active à l'opération Gladio et au travail des *stay-behind* dans de nombreux pays d'Europe de l'Ouest, préféra nier cet aspect sombre de la politique étrangère de son pays et déclara devant les caméras : «Je n'en ai jamais entendu parler». Mickael Ledeen, l'expert en propagande de la CIA, repoussa le document confidentiel en prétendant qu'il s'agissait d'un faux fabriqué par les Soviétiques. En revanche, Licio Gelli, le franc-maçon italien directeur de la loge anticomuniste P2, répondit sans ambages à Francovich : «La CIA m'a remis ce document».⁴⁴

Des violences d'une ampleur jamais observée depuis les années 1920 frappèrent le pays suite au nouveau coup d'État de l'armée turque, le 12 mars 1971, le second depuis la fin de la seconde guerre mondiale. La décennie qui suivit fut marquée par des affrontements extrêmement intenses au cours desquels la contre-guérilla, les Loups Gris et le MIT, bénéficiant de la protection de l'armée et de la droite, s'en prirent aux mouvements politiques de gauche et mirent le pays en situation de guerre

civile. On estime le nombre des victimes de la terreur des années 1970 à 5 000, dont la plupart furent assassinées par les commandos d'extrême droite. Une statistique fait état pour la seule année 1978 de 3 319 attentats fascistes, dont le bilan s'élève à 831 morts et 3 121 blessés.⁴⁵

Des observateurs relatèrent que le corps le plus réactionnaire de l'armée turque, l'armée de l'Air, avait envoyé un représentant à Washington avant le coup de 1971 et qu'il en fit de même avant le troisième putsch qui survint neuf ans plus tard. En 1971, il s'agissait de Muhsin Batur, le commandant en chef de l'aéronavale turque. En 1980, ce fut le commandant Tahsin Sahinkaya.⁴⁶ Le ministre des Affaires étrangères Ihsan Caglayangil, qui fut en fonction entre 1965 et 1971 et entre 1975 et 1978, relata ainsi le coup d'État : «Le 12 mars, la CIA était présente, et même massivement présente». Sans accuser directement la CIA de l'avoir renversé, lui et d'autres ministres du gouvernement, Caglayangil évoqua les liens étroits qu'entretenait l'agence américaine avec le MIT et la contre-guérilla : «Comment la CIA s'y prend-elle ? Elle fait jouer ses liens organiques. Je veux parler de l'influence psychologique qu'elle exerce sur le monde du renseignement. La CIA peut utiliser mon service de renseignement sans rien demander à personne.»⁴⁷

Le général Talat Turhan accusa les USA d'avoir encouragé la violence qui ensanglanta la Turquie dans les années 1970 en créant le Département des opérations spéciales, l'armée secrète contre-guérilla et le MIT en entraînant leurs membres conformément aux instructions du FM 30-31. «Les suggestions contenues dans ce document, dont la plupart me semblent en totale contradiction avec la Constitution et les lois, furent presque toutes mises en application à la suite des putschs du 12 mars 1971 et du 12 septembre 1980», dénonça-t-il en soulignant que ces «directives violent notre Constitution et illustrent clairement la politique d'ingérence des services secrets américains».⁴⁸

Alors que l'organisation *stay-behind* contre-guérilla intensifiaient ses opérations, Bulent Ecevit, qui devint Premier ministre en 1973, remarqua lui aussi la présence d'une force clandestine. D'après son propre témoignage, il fut frappé de stupeur en entendant parler pour la première fois en 1974 de l'existence d'un Département des opérations spéciales. Et il fut encore plus étonné lorsque ce département clandestin lui demanda des fonds, apparemment destinés à la construction d'un nouveau quartier général. Quand Ecevit demanda depuis quand existait ce département et qui l'avait financé jusqu'alors, le commandant en chef des armées turques, le général Semih Sancar, lui répondit que les États-Unis finançaient l'unité depuis l'immédiat après-guerre et lui conseilla de ne pas y regarder de trop près car on touchait là aux plus grands secrets d'État.⁴⁹

Ecevit décida de ne pas suivre le conseil du général Sancar et passa au crible le budget de l'État. Mais il n'y trouva trace d'aucun service portant le nom de Département des Opérations Spéciales. À force d'insister, il obtint d'être briefé sur le *stay-behind* : « Un certain nombre de patriotes, dont l'identité est tenue secrète, sont engagés à vie dans ce département spécial. Ils disposent de caches d'armes secrètes en différents points du territoire. » Ecevit perçut immédiatement la menace et craignit que ces soi-disant patriotes décident d'adopter une politique d'extrême droite et d'utiliser leurs armes contre des cibles intérieures. Mais il lui fallait reconnaître la réalité turque, à savoir l'ascendant qu'exerçait l'appareil militaire sur la société civile, il approuva donc à regret la poursuite de l'opération, accorda les fonds demandés et n'aborda jamais la question avec les Américains.⁵⁰

Les craintes du Premier ministre étaient toutefois bien fondées. La contre-guérilla donnait effectivement dans le terrorisme intérieur. Un très grave attentat eut lieu en 1977. Pendant les années de terreur de la décennie 1970, les principaux syndicats du pays avaient pris l'habitude d'organiser, le 1^{er} mai, un rassemblement sur la place Taskim, la plus grande d'Istanbul. En 1976, 100 000 personnes s'étaient ainsi réunies pour protester contre les actes de terrorisme toujours plus nombreux. L'année suivante, ils étaient 500 000 à occuper la place. Au coucher du soleil, des snipers commencèrent à faire feu sur la tribune où s'exprimaient les leaders de la manifestation. La foule fut prise de panique. 38 personnes furent tuées, des centaines d'autres blessées. La fusillade dura une vingtaine de minutes sans qu'à aucun moment, les milliers de policiers présents n'interviennent.

L'agent de la CIA Hiram Abas, que le chef de station Clarridge disait « plus proche de lui que son propre frère », était lui-même présent lors de la tuerie du 1^{er} mai.⁵¹ L'hôtel International, d'où étaient partis les coups de feu, appartenait à la compagnie ITT, déjà impliquée dans le financement du coup d'État militaire contre le Président chilien Salvador Allende en 1973 et connue pour être proche de la CIA. Trois jours avant la manifestation, l'hôtel avait été vidé et toutes les demandes de réservation refusées. Le 1^{er} mai, un groupe d'étrangers avait investi le bâtiment. Après le massacre, l'hôtel fut racheté par une autre chaîne et rebaptisé « Hôtel Marmara ». Lors de l'enquête qui s'en suivit, des documents audio et vidéo capitaux disparurent mystérieusement.⁵²

Quand Bulent Ecevit fut informé des événements, il rencontra le Président Fahri Koruturk et lui confia qu'il soupçonnait la contre-guérilla d'être impliquée dans le massacre. « Koruturk fit part de [ces] craintes au Premier ministre d'alors, Süleyman Demirel », qui avait succédé à Ecevit et qui « réagit avec inquiétude » mais fut incapable d'affronter le Département des opérations spéciales.⁵³ Ecevit resta très vigilant à l'égard

de la contre-guérilla. Un soir, alors qu'il assistait à un dîner en présence d'un général de l'armée turque dans l'Est du pays, il apprit que celui-ci avait travaillé pour le Département des opérations spéciales. Ecevit profita de l'occasion et dit au général : « J'ai de très forts soupçons à l'égard de la branche civile de ce service ». Le gradé lui assura : « Les employés civils sont très honnêtes, très loyaux. Il n'y a rien à craindre. » Ecevit insista : « Simple hypothèse : il est très possible, Général, que l'un de ces patriotes à vie puisse à un moment ou à un autre rejoindre le parti de l'action nationale MHP, qui est lui-même impliqué dans des actes de terrorisme d'extrême droite, ici même. » « Oui, c'est le cas », répliqua le général, « Mais c'est un homme tout à fait charmant ». ⁵⁴

Dogan Oez, le procureur adjoint d'Ankara, décida de suivre la piste suggérée par Ecevit et d'enquêter sur les liens existant entre le MHP du colonel Türks, la contre-guérilla, le Département des opérations spéciales et le terrorisme qui frappait la Turquie depuis le début des années 1970. Dans son rapport final, il conclut que « les services de sécurité civils et militaires sont derrière tout ça. La contre-guérilla est subordonnée au Département des opérations spéciales (Oezel Harp Dairesi). » En outre, le MIT était lui aussi impliqué dans les attentats, tandis que « toutes ces activités étaient dictées par des membres et des cadres du MHP ». ⁵⁵ Le procureur venait de découvrir le secret et il le décrivait avec exactitude. Il ne tarda pas à être assassiné, le 24 mars 1978. Son meurtrier, un membre des Loups Gris du nom d'Ibrahim Ciftci, avoua son crime, mais ridiculisa la justice en se prétendant intouchable, et, en effet, chaque fois qu'une cour civile le condamnait, une juridiction militaire supérieure cassait le premier verdict. Les tribunaux civils ne purent que conclure : « Le meurtre du procureur Dogan Oez est un fait établi. Nous ne pouvons cependant pas faire appel de la décision de la Cour martiale. L'accusé est relaxé. » ⁵⁶

Plus encore que Ciftci, le Loup Gris Abdullah Catli fut une figure emblématique de la contre-guérilla durant les années 1970. Formé aux combats de rue, Catli devint un exécutant brutal des Loups Gris et un membre de la contre-guérilla agissant sous la direction du Département des opérations spéciales. Suite au putsch de 1971, Catli progressa rapidement au sein de l'organisation, jusqu'à être nommé commandant en second en 1978. Cette même année, il dut entrer dans la clandestinité après que la police eut établi sa responsabilité dans le meurtre de 7 militants gauchistes. Soutenu par d'autres terroristes d'extrême droite, Catli se lia au célèbre fasciste italien Stefano Delle Chiaie et les deux hommes partirent pour l'Amérique latine puis pour les États-Unis.⁵⁷ Lourdemment impliqué dans des opérations terroristes en Turquie et à l'étranger, Catli entretenait d'excellentes relations avec l'élite de la

société turque. Il mourut près de Susurluk le 3 novembre 1996, dans un accident de voiture où périrent également plusieurs hauts responsables de l'État.⁵⁸

Un autre Loup Gris, Haluk Kirci, inspirait lui aussi la terreur. Ses collègues le surnommaient «Idi Amin», en référence au dictateur ougandais qui fit tuer des milliers de personnes dans les années 1970. À l'âge de 20 ans, il étudiait à l'université d'Ankara et était un partisan de l'idéologie panturquiste anticomuniste d'Alparslan Türks. Le 8 octobre 1978, il perpétra le massacre de Bahcelievler, tuant 7 étudiants membres du parti des travailleurs turcs. Faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international pour meurtre de masse, Kirci raconta dans ses mémoires : «Je suis arrivé, j'en ai sorti deux de la voiture et je les ai étendus, face contre terre. Je leur ai ensuite tiré trois balles dans la tête. Puis nous sommes retournés dans cet appartement. Les 5 autres gisaient inconscients sur le sol (...) J'avais d'abord tenté d'en étrangler un avec un fil mais ça n'a pas marché. Alors je l'ai étouffé avec une serviette.»⁵⁹ Quand le leader des Loups Gris Abdullah Catli mourut dans l'accident de Susurluk en 1996, Kirci et un groupe de gardes du corps se trouvaient dans la voiture qui suivait sa Mercedes. En voyant le corps mutilé de Catli dans la voiture, Kirci fut pris de panique et téléphona à plusieurs responsables des Loups Gris, leur demandant de l'aide et hurlant : «Le chef est gravement blessé ! Il est en train de mourir !» En vain. Catli mourut et Kirci lui succéda à la tête des Loups Gris.⁶⁰

Aux côtés de Catli, l'autre grande figure des Loups Gris et de la contre-guérilla était son ami Ali Ağça, qui devint célèbre dans le monde entier le 13 mai 1981, en tirant sur le Pape Jean-Paul II sur la Place St Pierre de Rome. Le Pape fut gravement blessé, mais il survécut. Durant ses études, à la fin des années 1970, Ağça s'était fait connaître en tant que militant fasciste, l'une de ses opérations les moins violentes avait notamment consisté à tirer dans les jambes de deux étudiants lors de l'attaque d'un foyer de gauchistes. Sa réputation dans les milieux terroristes était telle que des activistes d'extrême gauche tentèrent à plusieurs reprises de l'éliminer. Le 1^{er} février 1979, il participa avec Catli à l'assassinat du plus célèbre rédacteur en chef de Turquie, Abdi İpekçi. İpekçi s'inquiétait de la terreur que faisait régner dans le pays la droite turque avec le soutien de la CIA et il aurait demandé au chef de station Paul Henze de mettre un terme à la violence. İpekçi était de ces journalistes turcs qui n'hésitaient pas à risquer leur vie en révélant les plus sombres des secrets d'État et l'origine de nombreux actes de violence. Ugur Mumcu en faisait également partie. Lors des séances de torture qu'on lui infligea, ses bourreaux l'informèrent : «Nous sommes la contre-guérilla. Même le Président de la République ne

peut rien contre nous.» Mumcu persista malgré tout à révéler des secrets sur la contre-guérilla dans les colonnes du quotidien *Cumhuriyet*, jusqu'à ce qu'une bombe placée dans sa voiture le tue en 1993.⁶¹

Après l'assassinat du journaliste İpekçi, Ağça fut arrêté et passa rapidement aux aveux. Mais en menaçant au cours de son procès de nommer «les vrais responsables», il envoya un message clair et, le lendemain, un commando de Loups Gris organisa son évvasion de la prison de haute sécurité en lui faisant franchir pas moins de 8 postes de contrôle. Après son attentat contre le Pape, il fut une nouvelle fois arrêté. Témoignant à Rome en 1985, Catli révéla avoir fourni à Ağça de faux papiers d'identité ainsi que le pistolet avec lequel il avait blessé le souverain pontife. Si on avait pris la peine d'enquêter sérieusement sur les Loups Gris suite à leur tentative d'assassinat sur le Pape, le secret de la contre-guérilla turque aurait certainement été révélé au grand jour. Mais cela n'arriva pas, la CIA ayant préféré faire diversion en accusant le KGB d'avoir chargé les Loups Gris de commettre l'attentat.⁶²

Quand Ecevit, qui s'inquiétait depuis longtemps des opérations violentes menées par le *stay-behind* turc, fut nommé Premier ministre en 1977, il se plaignit auprès du général Kenan Evren, membre de l'État-major : «Durant les incidents de Kizildere, on aurait, paraît-il, fait appel au Département des opérations spéciales. Je m'inquiète au sujet de cette organisation civile. Il n'y a aucun moyen de contrôler ou simplement d'imaginer ce que peut devenir une jeune recrue après 20 ans passés dans une telle organisation.» Ce à quoi Evren lui aurait répondu : «Il n'y a aucune raison de s'inquiéter. Nous allons nous en occuper.» Suite à cela, Ecevit déclara publiquement : «Nous devons tous nous montrer respectueux envers les forces armées turques et les aider à mener à bien leur mission en dehors de la sphère politique».⁶³

Le général Evren tint son engagement. Il s'empara du pouvoir lors du coup d'État du 12 septembre 1980 pendant que la Force mobile de l'OTAN effectuait un exercice Anvil Express.⁶⁴ Au cours de son procès, un activiste d'extrême droite prétendit plus tard que les massacres et les attentats perpétrés dans les années 1970 avaient fait partie d'une stratégie visant à permettre l'accession au pouvoir d'Evren et de la droite militaire : «Les massacres étaient une provocation du MIT, qui avec celle de la CIA ont préparé le terrain pour le coup du 12 septembre.»⁶⁵ On découvrit par la suite qu'au moment du putsch, le général Evren avait dirigé le Département des opérations spéciales et commandait à présent l'armée secrète contre-guérilla. Quand celui-ci troqua sa tenue de camouflage contre un costume cravate et se proclama Président de la République, tous les attentats terroristes cessèrent soudainement.⁶⁶

Le Président américain Jimmy Carter était à l'opéra lorsque survint le coup d'État en Turquie. Dès qu'il apprit la nouvelle, il appela Paul Henze, l'ancien chef de station qui avait quitté Ankara juste avant le putsch pour devenir conseiller à la sécurité auprès du Président à Washington, au département Turquie de la CIA. Au téléphone, Carter lui annonça ce qu'il savait déjà : « Vos gars viennent de réaliser un coup d'État ! »⁶⁷ Carter avait vu juste. Le lendemain du putsch, Henze déclara triomphalement à ses collègues de la CIA : « Nos gars l'ont fait ! »⁶⁸ Pour le spécialiste de la contre-guérilla Celik, Paul Henze « fut le cerveau de putsch du 12 septembre 1980 ». ⁶⁹ Quelques années plus tard, Jimmy Carter fit le commentaire suivant : « Avant le mouvement du 12 septembre [sic], la défense de la Turquie était dans une situation critique. Après l'intervention en Afghanistan et le renversement de la monarchie iranienne, le mouvement de stabilisation en Turquie fut pour nous un soulagement. »⁷⁰

Zbigniew Brzezinski, le conseiller à la sécurité nationale du Président Carter, appuya la position d'Henze. Lors d'une discussion au Conseil National de Sécurité portant sur l'Iran, où Khomeiny avait pris le pouvoir en 1979, il expliqua que, selon lui : « Pour la Turquie et pour le Brésil, un gouvernement militaire serait la meilleure solution ». ⁷¹ Le lendemain du coup, la presse internationale rapporta qu'un porte-parole du ministère des Affaires étrangères américaines avait « confirmé que les États-Unis avaient été informés avant le coup d'État par les militaires que ceux-ci allaient s'emparer du pouvoir ». Les officiers turcs déclarèrent qu'ils ne seraient jamais intervenus sans avoir reçu l'aval de Washington. ⁷²

Au moment du putsch, il existait en Turquie près de 1 700 organisations de Loups Gris qui comptaient au total environ 200 000 membres inscrits et un million de sympathisants. ⁷³ Les Loups Gris avaient constitué un formidable instrument dans la stratégie de la tension qui avait préparé la voie pour le coup d'État. À présent, ils représentaient un risque pour la sécurité, c'est pourquoi, afin de consolider son pouvoir, le général Evren interdit le MHP et fit arrêter le colonel Türks et d'autres membres de son parti ainsi que de nombreux Loups Gris. Dans l'acte d'accusation rédigé contre le MHP en mai 1981, le gouvernement militaire turc inculpa 220 membres du parti et de ses différentes organisations pour un total de 694 meurtres. ⁷⁴

Malgré son arrestation, la popularité du colonel Türks ne faiblit pas et, après son décès le 4 avril 1997 d'un arrêt cardiaque dans un hôpital turc, un demi-million de personnes assistèrent à ses funérailles, les Loups Gris affrétèrent même des avions pour s'y rendre. Le Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan déclara que Türks avait apporté une formidable contribution à l'histoire récente de la Turquie et que « jusqu'au jour

de sa mort, il avait considérablement marqué la vie politique et méritait d'être loué pour les services rendus à son pays ». La ministre des Affaires étrangères Tansu Ciller ajouta au concert d'éloges en déclarant : « Türks était une personne historique. Il mérite de tenir une place à part dans notre histoire démocratique. J'ai toujours eu d'excellents rapports avec lui. » Et l'ancien chef de la police Kemal Yazicioglu de se lamenter : « Mon chef loup ! C'est toi qui m'a tout appris ! »⁷⁵

Suite aux vagues d'arrestations, les prisons turques se remplirent de terroristes des Loups Gris. Ceux-ci reçurent la visite de leurs anciens frères d'armes du MIT qui leur firent une proposition alléchante : la liberté et la garantie d'un salaire s'ils acceptaient de combattre la minorité kurde dans le sud-est du pays. ⁷⁶ Beaucoup acceptèrent et commencèrent à lutter contre le mouvement gauchiste kurde PKK qui avait pris les armes en 1984 après que des milliers de kurdes eurent été torturés par le régime. La haine et la violence croissant dans les deux camps, le conflit s'éternisa. Il semble que la contre-guérilla ait elle aussi prit part aux combats qui firent 25 000 morts de part et d'autre et provoquèrent l'exode de millions de Kurdes fuyant les armes, hélicoptères et chasseurs fournis à Ankara par les USA. Les familles des victimes ne furent pas particulièrement amusées d'entendre le Président Bill Clinton qualifier la Turquie de « brillant exemple pour le monde entier des vertus de la diversité culturelle ». ⁷⁷

Aujourd'hui encore, l'implication du réseau *stay-behind* de l'OTAN dans les massacres de Kurdes demeure l'un des secrets les mieux gardés en Turquie et à Washington. Dans son livre publié quelques années après les faits, le major Cem Ersever, un ancien commandant d'unités paramilitaires engagées dans la lutte contre le PKK, décrit sans ambages comment la contre-guérilla et d'autres unités paramilitaires avaient employé des méthodes clandestines et terroristes contre le PKK. Ersever expliquait aussi comment ses unités terroristes s'étaient enrichies en levant des impôts privés le long de l'« autoroute de l'héroïne », l'itinéraire emprunté pour passer la drogue d'Afghanistan en Occident via la Turquie. Parmi d'autres missions effectuées par la contre-guérilla, Ersever évoquait notamment les opérations sous fausse bannière au cours desquelles les agents *stay-behind* déguisés en combattants du PKK attaquaient des villages, violaient et exécutaient les civils au hasard. Si le déguisement était suffisamment crédible, ce genre d'actions affaiblissait dans la région le soutien populaire au PKK et permettait de retourner les partisans contre leur mouvement. Le major confirmait que de nombreux anciens Loups Gris et d'autres militants d'extrême droite avaient été recrutés directement en prison pour rejoindre les escadrons de la mort *stay-behind*, lesquels comptaient également dans leur rangs des déserteurs du PKK et des islamistes. Ersever avait décrit la

situation très fidèlement et, suite à la publication de son livre en novembre 1993, il fut exécuté selon la méthode typique de la contre-guérilla : portant des traces de sévices et un impact de balle à la tête, son corps fut retrouvé avec les mains attachées dans le dos.⁷⁸

L'armée secrète contre-guérilla demeura active même après la découverte du réseau *stay-behind* de l'OTAN. À l'image d'un cancer, les paramilitaires avaient tellement métastasé dans le système turc qu'il était devenu impossible de les dissoudre purement et simplement. Suite aux révélations du Premier ministre italien Giulio Andreotti, le gouvernement militaire turc dut prendre position. Le 3 décembre 1990, le général Dogan Beyazit, président du Département des opérations (Harekat Dairesi) de l'armée turque, et le général Kemal Yilmaz, le chef des forces spéciales du pays (Ozel Kuvvetler), réagirent aux pressions du public et publièrent un communiqué de presse. Ils reconnaissaient l'existence en Turquie d'unités secrètes de l'OTAN, expliquaient qu'elles étaient commandées par le Département des opérations spéciales (Ozel Harp Dairesi) et qu'elles avaient pour mission « d'organiser la résistance en cas d'occupation communiste ». ⁷⁹

Les généraux soulignaient que les membres du Gladio turc étaient tous de bons « patriotes ». Ce communiqué confirmait les conclusions du journaliste Mehmet Ali Birand, qui, dès le 13 novembre 1990, avait rapporté dans le quotidien indépendant *Milliyet* que la Turquie entretenait elle aussi une armée secrète Gladio. Birand reprenait les propos de l'ancien Premier ministre Bulent Ecevit en expliquant que cette unité secrète avait été fondée à l'origine par les États-Unis et que « le groupe était notamment constitué de volontaires patriotes. Ils étaient spécialement entraînés pour lancer une opération de contre-guérilla si le pays devait se trouver sous occupation ennemie ». ⁸⁰ Jacques Santer, le Premier ministre luxembourgeois, avait lui aussi révélé le 13 novembre : « Le nom de l'organisation secrète en Turquie est contre-guérilla ». ⁸¹ Cela fut également confirmé par le directeur de la CIA William Colby : « Puisque la Turquie est un membre de l'OTAN, l'existence d'une telle organisation est très probable ». ⁸² Comme toujours, Colby souligna que le but premier était la lutte contre le communisme et ce, en dépit du fait que le parti communiste turc ait été interdit pendant toute la guerre froide : « Afin d'empêcher que la Turquie ne tombe aux mains des communistes, nous soutenons les organisations anticommunistes ». ⁸³

En Suisse, le *Neue Zürcher Zeitung* titra : « Des doutes planent sur la crédibilité de l'État : une armée secrète démasquée en Turquie » et relata que le quartier général de la contre-guérilla était hébergé dans le bâtiment de la DIA, le service de renseignement militaire américain. ⁸⁴ L'hebdomadaire allemand d'information *Der Spiegel* développa dans un

long article les similitudes existant entre les Gladio grec et turc, précisant notamment que, dans les deux pays, les forces secrètes *stay-behind* avaient été impliquées dans des coups d'État militaires. Le magazine soulignait que les escadrons de la contre-guérilla du Département des opérations spéciales avaient directement pris part au putsch de 1980, tout comme le Gladio grec en 1967.

Mais pendant que la presse internationale cherchait à savoir dans quelle mesure l'OTAN et le Pentagone avaient financé les massacres en Turquie, le gouvernement militaire mit en 1990 un terme à toutes les investigations. Aucune commission parlementaire ne fut nommée pour enquêter sur la contre-guérilla ou sur le Département des opérations spéciales. La junte refusa également de répondre aux questions de la représentation nationale et des ministres du gouvernement. Le ministre de la Défense Giray, limogé un mois avant le scandale de 1990, déclara que : « Ecevit aurait mieux fait de fermer sa gueule ! [sic] » ⁸⁵

En 1992, le commandant du Département des opérations spéciales, le général Kemal Yilmaz assura aux journalistes que : « Le Département est toujours actif dans des opérations de sécurité contre des membres armés du PKK dans les provinces du sud-est ». ⁸⁶ Alors que la contre-guérilla poursuivait des opérations, le Département d'État remarqua dans son rapport sur les droits de l'Homme de 1995 qu'en Turquie « des sources fiables au sein d'organisations humanitaires, des représentants de la communauté kurde et des Kurdes présents sur place prétendent que le gouvernement autorise, voire organise, le meurtre de civils ». Ce rapport précisait que « les associations de défense des droits de l'Homme relaient une thèse répandue et crédible selon laquelle un groupe de contre-guérilla associé aux forces de sécurité auraient perpétré des "tueries secrètes" ». ⁸⁷ Quand la journaliste Lucy Komisar tenta de mener l'enquête aux États-Unis, elle découvrit bien vite que, s'agissant de secrets militaires, son gouvernement ne valait pas mieux que les généraux turcs. « Le Pentagone a refusé de me dire si Washington fournissait toujours des fonds ou une aide quelconque au Département des opérations spéciales ; en fait, ils ont éludé toutes mes questions à ce sujet. » Komisar fut régulièrement éconduite : « Les représentants que j'ai rencontrés m'ont répondu soit qu'ils n'en savaient rien, soit que les faits étaient trop anciens pour qu'il en reste des traces dans les archives, soit que je décrivais une opération de la CIA sur laquelle ils ne pouvaient me renseigner ». Un historien du Pentagone lui répondit : « Ah, vous voulez parler de l'organisation "*stay-behind*" ? C'est confidentiel. » ⁸⁸

Si le Pentagone avait espéré que la délicate affaire des armées secrètes d'Europe de l'Ouest en général, et de Turquie en particulier, se dissiperait

d'elle-même, il s'était bien trompé. En effet, l'affaire refit surface d'une manière assez inattendue. Le 3 novembre 1996, une Mercedes noire percuta un tracteur sur une autoroute, aux abords du village reculé de Susurluk, à un peu plus de 150 kilomètres au sud d'Istanbul. Trois des quatre passagers furent tués : Husseyin Kocadag, un haut responsable de la police qui commandait les unités de répression des insurrections turques, Abdullah Catli, le fugitif recherché pour meurtre et trafic de stupéfiants qui dirigeait l'organisation des Loups Gris et sa petite amie, Gonca Us, une ancienne Miss Turquie devenue tueuse pour le compte de la mafia. L'unique survivant était Sedat Bucak, député conservateur et baron de la drogue dont la milice était armée et financée par le gouvernement turc pour combattre les Kurdes. Un policier, un parlementaire, un baron de la drogue et une tueuse à gages, voilà qui constituait un équipage pour le moins inhabituel, comme le remarqua immédiatement la presse. L'ex-Premier ministre Bulent Ecevit déclara devant le Parlement : « Cet accident met en lumière les connexions les plus troubles existant au sein de l'État ». ⁸⁹

L'accident déclencha en Turquie le plus grand mouvement de protestation envers la contre-guérilla et la corruption des responsables du régime. Chaque soir à 21 h, des foules en colère réclamaient que l'on « purge le pays des gangs ». Des semaines durant, la presse et la télévision ne parlèrent quasiment que du scandale et des dernières révélations sur l'« État de Susurluk » si corrompu. À Ankara, près de 100 000 travailleurs participèrent à la marche de protestation pour exiger la vérité sur les soldats *stay-behind* tandis que les enquêtes d'opinion révélaient une perte totale de confiance du peuple turc en son système judiciaire jugé inefficace et en son gouvernement corrompu. Les gens déclaraient en avoir plus qu'assez de la violence et des opérations secrètes. Des millions de Turcs participèrent à l'action « Une minute d'obscurité pour faire toute la lumière » en éteignant toutes les lumières chaque soir à 21 h pendant près d'un mois, plongeant ainsi des villes entières dans le noir. ⁹⁰

Le *Washington Post* se fit l'écho de l'histoire de Susurluk et des connexions avec la contre-guérilla et rapporta que « certaines personnes ici ont vécu de véritables cauchemars : des histoires de meurtres, de torture, d'enlèvements et d'autres crimes commis contre eux ou contre leur famille » avant d'ajouter, dans un style plus prosaïque, que les États-Unis « ont dénoncé des violations des droits de l'Homme perpétrées par le gouvernement ». ⁹¹ Dans le même temps, le *New York Times* commenta : « Aujourd'hui, alors que les révélations se succèdent et que la presse et la population ne parlent que de ça, les preuves semblent indiquer que la criminalité orchestrée par l'État a atteint des proportions inimaginables ». ⁹²

Le Président turc Suleyman Demirel confirma l'évidence aux journalistes en déclarant qu'il existe des « éléments très crédibles » indiquant qu'il existe au sein de l'État « une section des opérations spéciales dépendant de la Direction Générale de la Sécurité. Certains employés de cette section ont été impliqués dans le trafic de stupéfiants, les jeux d'argent, l'extorsion et le meurtre (...) Il s'agit de meurtriers travaillant sous les ordres de l'État. » ⁹³ Le Premier ministre Erbakan souligna quant à lui : « Il ne peut exister de mafia au sein de l'État. Personne sans exception n'est autorisé à faire quoi que ce soit d'illégal. Absolument rien, ni même la lutte contre le PKK, ne peut justifier le crime. Si de telles choses se produisent, ces gangs, quoi qu'ils fassent, doivent être démantelés. » ⁹⁴ La presse s'en prit avec virulence aux services secrets et déclara que le « MIT ne pratique pas uniquement la répression et la terreur contre la population. Il trempe dans toutes les affaires louches, comme le trafic de drogue, le racket, la prostitution (...) le MIT est responsable des disparitions, des massacres et de la torture. » ⁹⁵

En même temps que le MIT, la CIA fut elle aussi vivement critiquée par la presse qui souligna l'étroite relation existant entre les deux services. Au cœur de la tempête, le sous-secrétaire du MIT Sonmez Koksall demanda : « Pourquoi le MIT devrait-il s'excuser ? Le MIT n'aurait jamais commis ce genre d'actions sans l'autorisation et la protection de l'autorité politique. Le MIT est un organe de l'État. » ⁹⁶ Au Parlement, Fikri Saglar du parti populaire républicain (CHP) insista : « Les liens entre les organisations clandestines d'extrême droite et les services de sécurité turcs sont à replacer dans le contexte du programme Gladio. Tant qu'il n'y aura pas d'enquête sur les opérations de Gladio, l'organisation internationale de répression des insurrections mise en place par l'OTAN et intégrée à l'appareil sécuritaire turc, on ne pourra découvrir la véritable origine de la corruption des services de sécurité. Il est indispensable d'enquêter sur le Commandement des forces spéciales, anciennement Département des opérations spéciales, de l'État-major. » ⁹⁷

Le conseil était bien judicieux, mais il fut ignoré. Le Parlement décida d'enquêter uniquement sur le scandale de Susurluk. En janvier 1998, le nouveau Premier ministre Mesut Yilmaz eut le plaisir de révéler à des millions de téléspectateurs les résultats de 7 mois d'enquête parlementaire. « Ceci est l'anatomie d'un chaos scandaleux », commença-t-il avant de reconnaître qu'un « escadron de la mort avait été entretenu au sein de l'État » tandis que « tous les organes du pouvoir avaient connaissance de la situation ». ⁹⁸ Tandis que le gouvernement fournissait des réponses évasives, l'IHD, l'association turque de défense des droits de l'Homme, conclut : « Les éléments qui ont émergé suite à l'accident de Susurluk

indiquent qu'environ 3 500 crimes commis par la contre-guérilla avec le soutien de l'État sont aujourd'hui encore couverts par celui-ci», suite à quoi le Président de l'IHD Akin Birdal fut victime d'une tentative d'assassinat en mai 1998. Il s'en sortit avec des blessures graves.⁹⁹ En se focalisant sur l'étude des mouvements fascistes, le chercheur Martin Lee découvrit que : «les agents *stay-behind* financés par les USA en Turquie et dans plusieurs autres pays d'Europe ont utilisé leurs compétences pour attaquer les opposants intérieurs et déclencher des troubles violents. Certaines de ces attaques visaient à provoquer des coups d'États militaires.» Constatant l'incapacité des Turcs à éradiquer le terrorisme sans l'aide de la Maison Blanche et du Pentagone, Lee conclut : «De l'autre côté de l'Atlantique, à Washington, le gouvernement américain doit maintenant reconnaître sa responsabilité dans la création du Frankenstein turc que la stratégie adoptée par les États-Unis durant la guerre froide a contribué à engendrer. Interrogé sur l'affaire de Susurluk, un porte-parole du Département d'État a déclaré qu'il s'agissait d'"une affaire interne à la Turquie". Il a refusé d'en dire plus.»¹⁰⁰

Conclusion

«Sage précaution ou source de terreur?», s'interrogea la presse internationale quand furent découvertes dans toute l'Europe occidentale les armées secrètes *stay-behind* de l'OTAN suite aux révélations faites en Italie en 1990.¹ Après plus de dix ans de recherche et d'enquête sur le sujet, la réponse est à présent claire : les deux.

Les armées secrètes *stay-behind* de l'OTAN constituaient une mesure de précaution comme le démontrent les documents et témoignages aujourd'hui disponibles. Tirant les enseignements de la seconde guerre mondiale et de la rapide et traumatisante occupation de la majeure partie du continent par les troupes allemandes et italiennes, les stratèges militaires craignaient l'Union soviétique et acquirent la conviction qu'une armée *stay-behind* pourrait s'avérer un atout majeur dans la phase de libération des territoires occupés. Derrière les lignes ennemies, l'armée secrète aurait pu entretenir l'instinct de résistance de la population, aider à la direction d'une résistance nationale armée et organisée, harceler l'occupant par des actes de sabotage notamment, exfiltrer des pilotes abattus et collecter des renseignements pour le compte du gouvernement en exil.

Partageant la crainte d'une invasion au lendemain de la seconde guerre mondiale, certains hauts responsables des gouvernements nationaux européens, de leurs services secrets militaires, de l'OTAN, de la CIA et du MI6 convinrent donc de la nécessité de bâtir un réseau de résistance secret avant le début d'un éventuel conflit. Plus bas dans la hiérarchie, des citoyens et des officiers militaires de nombreux pays d'Europe de l'Ouest partageant cette conception se joignirent au complot et se préparèrent dans la clandestinité en vue d'une grave crise. Ces préparatifs ne se limitèrent pas aux 16 pays membres de l'OTAN, ils furent étendus aux 4 pays neutres d'Europe occidentale : l'Autriche, la Finlande, la Suède et la Suisse, laquelle fera l'objet d'un autre ouvrage. Rétrospectivement, ces craintes s'avèrent infondées et ces mesures inutiles car l'invasion de l'Armée rouge n'eut pas lieu. Mais à l'époque, les choses étaient loin d'être aussi évidentes. Il est d'ailleurs assez symptomatique que, malgré des révélations survenues régulièrement au cours de la guerre froide, le secret entourant le réseau ne vola finalement en éclats qu'au moment précis où celle-ci prit fin, avec l'effondrement de l'URSS.

Mais les armées secrètes *stay-behind* de l'OTAN contribuèrent aussi à instaurer la terreur, comme en attestent les preuves à présent disponibles. C'est sur ce second aspect de la guerre secrète que se sont focalisées l'attention et les critiques aux cours des 10 dernières années et qu'il conviendra d'enquêter en profondeur à l'avenir. Les faits nous indiquent aujourd'hui que les gouvernements des États-Unis et de Grande-Bretagne ne redoutaient pas uniquement une invasion soviétique mais également l'influence des partis communistes et, dans une moindre mesure, celles des partis socialistes. La Maison Blanche et Downing Street craignaient que dans plusieurs pays d'Europe, particulièrement en Italie, en France, en Belgique, en Finlande et en Grèce, les communistes parviennent à dominer l'exécutif et détruisent l'Alliance Atlantique de l'intérieur en révélant à Moscou certains secrets militaires. C'est dans cette optique que le Pentagone, la CIA, le MI6 et l'OTAN livrèrent une guerre secrète dont les instruments, les armées *stay-behind*, furent employés à manipuler et à contrôler de l'intérieur les démocraties d'Europe de l'Ouest, à l'insu des peuples et de leurs Parlements. Cette stratégie engendra la terreur et la psychose, ainsi que « l'humiliation et la mise à mal des institutions démocratiques », comme le dénonça à juste titre la presse européenne.²

Les spécialistes de la guerre froide observeront que l'opération Gladio et les armées *stay-behind* font apparaître sous un jour nouveau la question de la souveraineté de l'Europe occidentale. Il est à présent établi que dans l'Europe divisée par la guerre froide, la violence et le terrorisme furent employés des deux côtés du Rideau de Fer afin de mieux contrôler les populations. En ce qui concerne l'Europe de l'Est, c'était déjà une quasi-certitude, avant même d'être officiellement reconnu. Après que l'Armée rouge eut violemment réprimé en 1968 une tentative de progrès social amorcée à Prague, le Premier secrétaire Leonid Brejnev avait proclamé sa sinistre doctrine, déclarant ouvertement que les pays d'Europe de l'Est n'étaient autorisés à jouir que d'une « souveraineté limitée ». En Europe de l'Ouest, les illusions de souveraineté et d'indépendance furent balayées plus récemment. Les données relatives à l'opération Gladio et aux armées *stay-behind* de l'OTAN révèlent la mise en œuvre d'une stratégie plus subtile et plus pernicieuse visant à altérer et à limiter la souveraineté, et différant fortement en fonction du pays. Il n'en demeure pas moins qu'il s'agit là aussi de souveraineté limitée. Et dans chaque cas où, en l'absence d'invasion soviétique, le réseau *stay-behind* servit à lier les mains des démocraties d'Europe occidentale, l'opération Gladio peut être considérée comme la « doctrine Brejnev » de Washington.

La logique stratégique consistant à protéger l'OTAN de l'intérieur ne doit pas être rejetée en bloc. Toutefois la manipulation des démocraties

d'Europe de l'Ouest par Washington et Londres, dans des proportions que de nombreux citoyens de l'Union Européenne ont encore du mal à concevoir, constituait une violation manifeste de la loi et appelle l'ouverture de débats publics et d'enquêtes officielles. Dans le cadre de certaines opérations, les soldats *stay-behind* aidés des services secrets militaires surveillaient des personnalités politiques de gauche, constituaient des dossiers sur elles et répandaient de la propagande anticommuniste. D'autres missions plus violentes entraînaient de véritables bains de sang. Les guerriers de l'ombre s'allièrent pour le pire aux terroristes d'extrême droite, une combinaison qui déboucha, notamment en Belgique, en Italie, en France, au Portugal, en Espagne, en Grèce et en Turquie, sur des sévices, des massacres, des coups d'État et d'autres actes de violence. La plupart de ces opérations terroristes financées par l'État bénéficièrent, comme nous le révélèrent les dissimulations et les parodies de procès qui s'en suivirent, de l'encouragement et de la protection de certains hauts responsables du gouvernement et de l'armée en Europe et aux États-Unis. Des deux côtés de l'Atlantique, les membres des gouvernements et des services de sécurité qui refusent toute compromission avec le terrorisme d'extrême droite auront à charge de lever le voile sur ces aspects tragiques et secrets de la guerre froide en Europe de l'Ouest.

En rassemblant des informations supplémentaires sur le réseau *stay-behind* de l'OTAN, les spécialistes de la guerre froide permettront aux experts en droit international et aux analystes des dysfonctionnements de la démocratie de mieux comprendre les causes de cette rupture de l'équilibre des pouvoirs. Les données disponibles sur Gladio indiquent que le législateur n'a pas été en mesure de surveiller l'action des branches les plus secrètes de l'exécutif et que le contrôle des services secrets par le Parlement a souvent été inexistant ou défectueux des deux côtés de l'Atlantique. Les régimes totalitaires sont depuis longtemps connus pour agir par l'intermédiaire de diverses unités et services secrets échappant à tout contrôle et à toute autorité. Mais constater des dysfonctionnements aussi graves dans un si grand nombre de démocraties est pour le moins surprenant.

Dans le cadre du débat sur l'équilibre des pouvoirs qui suivit la découverte de l'opération Gladio et du réseau secret de l'OTAN, des représentants des forces armées firent valoir à juste titre qu'il ne peut exister d'« armée *stay-behind* transparente » car une telle organisation serait immédiatement exposée en cas d'invasion et ses membres aussitôt éliminés par l'envahisseur. D'un autre côté, parlementaires et spécialistes en droit constitutionnel ont aussi raison de souligner qu'en démocratie, les forces armées et les services secrets doivent en permanence agir en toute

transparence, rendre compte de leurs actes et se soumettre au contrôle et à la surveillance des représentants du peuple étant donné qu'ils représentent les plus puissants instruments de l'État.

Ce conflit entre le besoin de discrétion et les exigences de transparence, qui est au cœur du phénomène Gladio, pose la question plus générale du degré de confidentialité à accorder au pouvoir exécutif dans une démocratie. À en juger par l'affaire Gladio, où le manque de transparence et de responsabilité a conduit à la corruption, au crime et au terrorisme, la réponse semble évidente : l'exécutif ne doit bénéficier d'aucune tolérance en matière de secret et doit être placé sous le contrôle permanent du pouvoir législatif. En effet, un gouvernement secret, tel qu'il s'est manifesté aux États-Unis et dans certaines régions d'Europe de l'Ouest, peut mener à des abus et même au terrorisme d'État. «La multiplication des abus commis par nos services de renseignement révèle un échec plus général de nos institutions fondamentales», observa dès les années 1970 le sénateur américain Frank Church en conclusion d'une enquête approfondie sur les opérations clandestines conduites par la CIA. Gladio nous offre un second avertissement plus menaçant encore.

On ne saurait surestimer les risques majeurs qu'entraînent l'entretien d'une armée secrète et le financement d'un service de renseignement non justiciable, dangers contre lesquels toute démocratie devrait chercher à se prémunir. Ces risques n'incluent pas seulement l'usage incontrôlé de la force contre des groupes de citoyens mais également la manipulation des masses à l'échelle de pays ou de continents. L'une des révélations les plus inquiétantes de ce travail est l'utilisation, faute d'invasion étrangère, du réseau *stay-behind* dans le but de semer la terreur parmi les populations. Dans certains cas, les armées secrètes fonctionnaient comme un système de conditionnement quasi parfait destiné à transmettre aux Européens les craintes des hauts responsables du Pentagone et de l'OTAN. Pour les stratèges de Washington, les citoyens européens, en raison de leur compréhension limitée, étaient incapables de percevoir la menace réelle et imminente que représentait le communisme, d'où la nécessité de les manipuler. En tuant des innocents sur la place du marché ou dans les supermarchés et en imputant ces crimes aux communistes, les armées secrètes et leurs complices de l'extrême droite traduisirent efficacement les peurs du Pentagone en une terreur très concrète dans l'esprit des citoyens européens.

Cet engrenage destructeur de manipulation, de peur et de violence ne prit pas fin avec l'effondrement de l'Union soviétique et la découverte des armées secrètes en 1990, bien au contraire, il s'accéléra même. Depuis les attentats du 11 septembre 2001 dirigés contre le peuple américain et le déclenchement de la « guerre contre le terrorisme », la peur et la violence

ne dominent pas seulement l'actualité médiatique mais également l'esprit de millions de citoyens. En Occident, au « péril communiste » de la guerre froide a succédé le « péril islamiste » de la guerre contre le terrorisme. Avec les quelque 3 000 civils morts dans les attentats du 11 septembre et les autres milliers de victimes de la croisade américaine contre le terrorisme, qui ne semble pas près de s'achever, une nouveau cap été franchi dans la violence.

Un tel contexte de peur, comme nous l'enseigne l'histoire de Gladio, est propice à la radicalisation des masses dans un camp comme dans l'autre. Oussama ben Laden et son réseau terroriste al-Qaida ont poussé des millions de musulmans, en particulier des jeunes hommes, sur la voie de l'Islam radical et de la guerre sainte. De l'autre côté, la Maison Blanche et l'administration de George W. Bush ont nourri cette spirale de la violence et de la peur et convaincu des millions de chrétiens et d'athées en Amérique et en Europe de la légitimité et de la nécessité de tuer d'autres êtres humains pour garantir leur propre sécurité. Une telle atmosphère de manipulation, de violence et de peur ne rend cependant pas le monde plus sûr, bien au contraire. Il est très complexe de discerner l'origine de la manipulation et de la violence et d'en prédire les conséquences. Hitler et les nazis avaient très largement joué sur la peur suscitée par l'incendie du Reichstag en 1933, s'en étaient suivies la fondation du III^e Reich et la seconde guerre mondiale. En 2001 a été déclenchée la guerre contre le terrorisme et une fois encore des voix se sont élevées pour accuser la Maison Blanche d'avoir utilisé le 11 Septembre, le plus grand attentat terroriste de l'Histoire, à des fins géostratégiques.³

Alors que de par le monde, les hommes sentent bien que « ça ne peut pas continuer comme ça », beaucoup cherchent un moyen de sortir de cette logique de violence, de peur et de manipulation. En Europe, un consensus émerge autour de l'incapacité de la guerre à enrayer le terrorisme, puisque celle-ci ne fait qu'alimenter la spirale de violence. Selon ce raisonnement, la guerre contre le terrorisme n'est donc pas la solution mais un élément du problème. Par ailleurs, les technologies de pointe, de l'empreinte rétinienne aux conteneurs intelligents, semblent incapables de protéger efficacement les cibles potentielles du terrorisme. Au contraire, la technologie pourrait même constituer une menace, une fois exploitée à des fins terroristes et de guerre non conventionnelle, une évolution constamment observée depuis l'invention de la dynamite au XIX^e siècle. On peut donc raisonnablement en déduire que plus de technologie et plus de violence ne nous aideront pas à surmonter les épreuves qui s'annoncent.

Une autre issue possible pourrait passer par l'individu et un changement de mentalité. Son libre arbitre offre à l'homme le choix de privilégier

les solutions pacifiques à un problème donné et de tenter par un dialogue compréhensif et tolérant d'atténuer les positions les plus radicales. L'individu peut se soustraire à la manipulation et à la peur en orientant ses sentiments, ses pensées, ses paroles et ses actes vers la recherche de solutions non violentes. Puisqu'il semble que plus de secret et de violence ne nous permettront pas de surmonter les prochains défis, ce nouveau millénaire semble le moment idéal pour entamer cette prise de conscience qui peut produire des effets bénéfiques sur le monde et sur chacun de nous individuellement.

CHRONOLOGIE

1940

En Angleterre, le Premier ministre Winston Churchill crée l'armée secrète *stay-behind* Special Operations Executive (SOE) qui doit embraser l'Europe en appuyant les mouvements de résistance et en menant des opérations de subversion en territoire occupé. Après 1945, les armées *stay-behind* sont fondées selon un modèle inspiré de l'expérience du SOE, avec l'aide d'anciens agents.

1944

Londres et Washington conviennent de l'importance de préserver l'Europe occidentale du communisme. En Grèce, la première armée secrète *stay-behind* est mise en place sous le sigle LOK. À Athènes, une grande manifestation communiste contre l'ingérence britannique dans le gouvernement d'après-guerre est réprimée dans le sang, le bilan est de 25 morts et 148 blessés.

1945

En Finlande, le ministre de l'Intérieur Leino révèle l'existence d'un *stay-behind* qui est aussitôt démantelé.

1947

Aux USA, le Président Harry Truman crée le NSC et la CIA, le service des opérations spéciales de la CIA, l'OPC de Frank Wisner, lève des armées *stay-behind* en Europe occidentale.

En France, le ministre de l'Intérieur Édouard Depreux révèle l'existence d'une armée secrète en France, nom de code « Plan Bleu ».

En Autriche est révélée l'existence d'un *stay-behind* secret bâti par les partisans d'extrême droite Soucek et Rössner. Le Chancelier Körner les gracie dans des circonstances mystérieuses.

1948

En France, le « Comité Clandestin de l'Union Occidentale » (CCUO) est créé avec pour mission de coordonner la guerre anticommuniste secrète. Après la création de l'OTAN, un an plus tard, le CCUO est intégré à l'alliance militaire sous le nom de « Comité de Planification Clandestin » (CPC).

1949

L'OTAN est fondée et établit son quartier général européen en France.

1951

En Suède, l'agent de la CIA William Colby, basé à Stockholm, encadre la formation des armées *stay-behind* en Suède et en Finlande, pays neutres, et en Norvège et au Danemark, pays membres de l'OTAN.

1952

En Allemagne, un ancien officier SS, Hans Otto, révèle à la police criminelle de Francfort l'existence de l'armée *stay-behind* fasciste allemande BDJ-TD. Étrangement, les extrémistes arrêtés sont jugés non coupables.

1953

En Suède, la police arrête le fasciste Otto Hallberg et découvre l'existence de l'armée *stay-behind* suédoise. Hallberg est libéré et les charges contre lui sont mystérieusement abandonnées.

1957

En Norvège, le directeur du service de renseignement NIS, Vilhelm Elang, proteste énergiquement contre la subversion exercée dans son pays par les USA et l'OTAN. Le *stay-behind* norvégien se retire temporairement des réunions du CPC.

1958

En France, l'OTAN fonde l'ACC chargé de coordonner la guerre secrète et les armées *stay-behind*. Quand (en 1966) l'OTAN est expulsée du territoire français et établit son nouveau quartier général à Bruxelles, l'ACC est camouflé au sein du service secret militaire SGR, sous le nom de code SDRA 11, et installe son siège près des bâtiments de l'OTAN.

1960

En Turquie, les militaires fomentent un coup d'État avec l'appui des armées secrètes et assassinent le Premier ministre Adnan Menderes.

1961

En Algérie, des membres du *stay-behind* français et des officiers ayant combattu en Indochine fondent l'organisation clandestine OAS et organisent à Alger le putsch des généraux contre le gouvernement de de Gaulle. Malgré le soutien de la CIA, la tentative de coup d'État échoue.

1964

En Italie, l'armée secrète *stay-behind* Gladio est impliquée l'opération Piano Solo, un coup d'État silencieux par lequel le général Giovanni de Lorenzo obtient le départ des ministres socialistes du gouvernement.

1965

En Autriche, la police découvre une cache d'armes *stay-behind* dans une mine désaffectée près de Windisch-Bleiberg et force les autorités britanniques à leur communiquer l'emplacement de 33 autres dépôts installés dans le pays par le MI6.

1966

Au Portugal, la CIA fonde Aginter Press qui, sous la direction du capitaine Yves Guérin Serac, assure la direction d'une armée secrète *stay-behind* et la formation de ses membres aux techniques d'intervention clandestine : attentats à la bombe, assassinats silencieux, subversion, communication clandestine, infiltration et guerre coloniale.

En France, le Président Charles de Gaulle expulse l'OTAN du territoire national. Au moment où l'Alliance s'installe à Bruxelles, des protocoles secrets sont révélés qui assurent l'immunité aux militants d'extrême droite membres des armées *stay-behind* anticomunistes.

1967

En Grèce, l'armée *stay-behind* locale, la Force d'Intervention Hellénique, s'empare du ministère de la Défense et déclenche un coup d'État qui installe une dictature d'extrême droite.

1968

En Suède, un agent du MI6 britannique impliqué dans l'opération Gladio révèle l'existence du réseau secret au KGB.

1969

Au Mozambique, l'armée *stay-behind* portugaise Aginter Press assassine Eduardo Mondlane, président du parti de libération du Mozambique et leader du mouvement FRELIMO.

En Italie, l'attentat de la Piazza Fontana de Milan qui fait 16 morts et 80 blessés est imputé aux communistes. Trente ans plus tard, lors du procès de militants d'extrême droite, le général Giandelio Maletti, ancien directeur du contre-espionnage italien, prétend que l'attentat fut l'œuvre de l'armée *stay-behind* italienne et de terroristes fascistes ayant agi sur ordre de la CIA dans le but de discréditer les communistes italiens.

1970

En Espagne, des terroristes d'extrême droite membres du Gladio, dont Stefano Delle Chiaie, sont engagés par la police secrète de Franco. Ils ont fui l'Italie à la suite d'un putsch avorté durant lequel le fasciste Valerio Borghese a ordonné à l'armée secrète d'occuper le ministère de l'Intérieur, à Rome.

1971

En Turquie, l'armée prend le pouvoir grâce à un coup d'État. L'armée *stay-behind* contre-guérilla instaure la terreur dans le pays en tuant des centaines de civils.

1972

En Italie, une voiture piégée explose près du village de Peteano, tuant trois carabinieri. L'enquête sur cet attentat d'abord imputé à la gauche permettra finalement de remonter jusqu'au terroriste fasciste Vincenzo Vinciguerra et fera apparaître le réseau *stay-behind* italien, nom de code Gladio.

1974

En Italie, l'explosion d'une bombe lors d'une manifestation anti-fasciste à Brescia fait 8 morts et 102 blessés, un autre attentat dans le train « Italicus Express » ralliant Rome à Munich fait 12 morts et 48 blessés.

Au Danemark, l'armée secrète *stay-behind* Absalon tente en vain d'empêcher un groupe d'universitaires de gauche d'entrer au comité de direction de l'université d'Odense, son existence est ainsi révélée au public.

En Italie, le général Vito Miceli, le chef du renseignement militaire, est arrêté pour avoir conspiré contre l'État et révèle au cours de son procès l'existence de l'armée secrète *stay-behind* de l'OTAN.

1976

En Allemagne, Heidrun Hofer, une secrétaire du service de renseignement BND est arrêtée après avoir révélé les secrets de l'armée *stay-behind* allemande à son mari qui était en réalité un espion du KGB.

1977

En Turquie, lors d'une manifestation rassemblant 500 000 personnes, l'armée *stay-behind* contre-guérilla ouvre le feu sur la tribune des orateurs, faisant 38 morts et des centaines de blessés.

En Espagne, l'armée secrète *stay-behind* épaulée par des terroristes fascistes italiens commet l'attentat d'Atocha, à Madrid, et attaque le cabinet d'un avocat lié au parti communiste espagnol, bilan : 5 morts.

1978

En Norvège, la police découvre une cache d'armes *stay-behind* et arrête Hans Otto Meyer qui révèle l'existence de l'armée secrète norvégienne.

En Italie, l'ex-Premier ministre et chef de la DCI Aldo Moro est enlevé à Rome par un groupe armé secret et tué 55 jours plus tard. Il s'apprêtait à intégrer des communistes au sein de la coalition gouvernementale.

1980

En Italie, une bombe explose dans le hall d'attente de la gare de Bologne faisant 85 morts et 200 blessés graves. Les indices conduisent les enquêteurs sur la piste de terroristes d'extrême droite.

En Turquie, le commandant de l'armée *stay-behind* contre-guérilla, le général Kenan Evren, s'empare du pouvoir par un coup d'État.

1981

En Allemagne, un important arsenal *stay-behind* est découvert à proximité du village d'Ulzen, dans les landes de Lüneburg. C'est de là que proviendraient les explosifs utilisés par un groupe terroriste d'extrême droite lors de l'attentat de la fête de la bière à Munich qui fit 13 morts et 213 blessés.

1983

Aux Pays-Bas, des promeneurs découvrent dans la forêt une importante cache d'armes, près du village de Velp. Le gouvernement est contraint de confirmer que les armes sont liées au programme de guerre non conventionnelle de l'OTAN.

1984

En Turquie, l'armée *stay-behind* de contre-guérilla combat les Kurdes ; elle en tuera et en torturera des milliers dans les années à venir.

En Italie, le terroriste fasciste Vincenzo Vinciguerra révèle au cours de son procès l'existence de Gladio et l'implication de l'armée *stay-behind* de l'OTAN dans des actes de terrorisme en Italie destinés à discréditer les communistes. Il est condamné à la prison à perpétuité.

1985

En Belgique, une armée secrète ouvre le feu sur les clients de plusieurs supermarchés dans la région du Brabant, faisant 28 morts et de nombreux blessés. L'enquête met en lumière un complot ourdi par le *stay-behind* SDRA 8, la Gendarmerie SDRA 6, le mouvement d'extrême droite WNP et le service de renseignement du Pentagone, la DIA.

1990

En Italie, le juge Felice Casson découvre des documents relatifs à l'opération Gladio dans les archives du renseignement militaire à Rome et oblige le Premier ministre Andreotti à reconnaître devant le Parlement l'existence d'une armée secrète. Andreotti souligne que l'Italie n'était pas le seul pays impliqué dans la conspiration, ce qui entraîne, dans toute l'Europe, la révélation de l'existence des armées *stay-behind* anticommunistes.

En Suisse, le colonel Herbert Alboth, un ancien commandant du *stay-behind* local P26 déclara dans une lettre confidentielle adressée au ministère de la Défense qu'il souhaitait révéler « toute la vérité ». Il est découvert peu après à son domicile poignardé avec sa propre baïonnette. Le rapport parlementaire détaillé sur l'armée secrète suisse est présenté au public le 17 novembre.

En Belgique, l'ACC, le comité de coordination *stay-behind*, se réunit les 23 et 24 octobre, sous la présidence du général belge Van Calster, directeur du service de renseignement militaire belge SGR.

En Belgique, le 5 novembre, l'OTAN nie catégoriquement les allégations du Premier ministre Andreotti concernant l'implication de l'OTAN dans l'opération Gladio et dans une guerre secrète en Europe de l'Ouest. Le lendemain, l'OTAN explique que le démenti de la veille était erroné mais refuse d'en dire plus.

En Belgique, une résolution du Parlement européen condamne vivement l'OTAN et les USA pour avoir manipulé la politique européenne avec leurs armées *stay-behind*.

1991

En Suède, les médias révèlent que la Finlande, pays neutre, entretenait une armée secrète *stay-behind* disposant d'une base d'exil à Stockholm. La ministre de la Défense finlandaise Elisabeth Rehn parle d'une « histoire à dormir debout », et ajoute prudemment « ou au moins une histoire incroyable dont je ne sais rien ».

Aux USA, les Archives de la Sécurité Nationale à l'université George Washington de Washington déposent auprès de la CIA une requête invoquant le FOIA concernant les armées secrètes *stay-behind*, dans l'intérêt de l'information publique et de la recherche scientifique. La CIA rejette la requête et fournit la réponse standard : « La CIA ne peut ni confirmer ni infirmer l'existence ou la non-existence d'archives correspondant aux critères de votre requête ».

1995

En Angleterre, une exposition permanente de l'Imperial War Museum est consacrée aux « Guerres secrètes ». À côté d'une caisse d'explosifs, une légende révèle que le MI6 et les SAS ont levé des armées *stay-behind* dans toute l'Europe occidentale.

En Italie, la commission parlementaire présidée par le sénateur Giovanni Pellegrino et chargée d'enquêter sur l'opération Gladio et sur l'assassinat du Premier ministre Aldo Moro dépose une requête invoquant le FOIA auprès de la CIA. La CIA rejette cette requête et fournit la réponse standard : « La CIA ne peut ni confirmer ni infirmer l'existence ou la non-existence d'archives correspondant aux critères de votre requête ».

1996

En Autriche, des caches d'armes *stay-behind* mises en place par la CIA sont découvertes. Au nom du gouvernement autrichien, Oliver Rathkolb, de l'université de Vienne, dépose auprès de la CIA une requête invoquant le FOIA et portant sur les armées *stay-behind*. La CIA rejette la requête : « La CIA ne peut ni confirmer ni infirmer l'existence ou la non-existence d'archives correspondant aux critères de votre requête ».

2001

Nous demandons à l'OTAN l'accès à des documents relatifs aux armées secrètes *stay-behind* et particulièrement aux minutes des réunions de l'ACC et du CPC. Le responsable du service des relations presse et médias de l'OTAN Lee McClenny nie que cette organisation ait été impliquée dans l'opération Gladio et prétend qu'il n'existe aucune retranscription des réunions de l'ACC et du CPC.

Nous déposons auprès de la CIA une requête invoquant le FOIA et recevons la réponse habituelle : « La CIA ne peut ni confirmer ni infirmer l'existence ou la non-existence d'archives correspondant aux critères de votre requête ». Nous faisons appel de cette décision et faisons valoir qu'il serait imprudent de « priver la CIA de la possibilité de prendre position dans le débat sur Gladio, qui aura lieu que la CIA décide d'y participer ou non ». L'agence accepte l'appel et nous informe que le comité de divulgation, qui traite les demandes en fonction de leur date de dépôt, a en ce moment une pile d'environ 315 appels à examiner et qu'il répondra en temps voulu.

NOTES

INTRODUCTION

- 1 Quotidien britannique *The Times* du 19 novembre 1990.
- 2 Quotidien britannique *The Observer* du 18 novembre 1990.

1. UN ATTENTAT TERRORISTE EN ITALIE

- 1 Quotidien britannique *The Observer* du 18 novembre 1990.
- 2 Hugh O'Shaughnessy, « Gladio : Europe's best kept secret ». Ces agents étaient censés rester derrière les lignes ennemies en cas d'invasion de l'Europe de l'Ouest par l'Armée rouge. Mais ce réseau mis en place avec les meilleures intentions dégénéra dans certains pays en instrument du terrorisme et de l'agitation politique d'extrême droite dans le quotidien britannique *The Observer*, du 7 juin 1992.
- 3 Les chercheurs Fabrizio Calvi et Frédéric Laurent, spécialistes des services secrets, ont probablement réalisé le meilleur documentaire sur l'attentat de la Piazza Fontana : *Piazza Fontana : Storia di un Complotto* diffusé le 11 décembre 1997 à 20 h 50 sur la chaîne publique Rai Due. Une adaptation en français intitulée : *L'Orchestre Noir : La Stratégie de la tension* fut diffusée en deux parties sur la chaîne franco-allemande Arte les mardi 13 et mercredi 14 janvier 1998 à 20 h 45. Dans leur film, ils interrogent un grand nombre de témoins y compris des juges ayant enquêté pendant des années sur l'affaire, Guido Salvini et Gerardo D'Ambrosio, des activistes fascistes comme Stefano Delle Chiaie, Amos Spiazzi, Guido Giannettini, Vincenzo Vinciguerra et le capitaine Labruna, l'ancien Premier ministre Giulio Andreotti ainsi que Victor Marchetti et Marc Wyatt de la CIA.
- 4 Extrait de l'ouvrage de Giovanni Fasanella et Claudio Sestieri avec Giovanni Pellegrino : *Segreto di Stato. La verità da Gladio al caso Moro* (Einaudi Editore, Turin, 2000), introduction.
- 5 Allan Francovich, *Gladio : The Puppeteers*. Second des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé sur la BBC2 le 17 juin 1992.
- 6 Philip Willan, « Terrorists 'helped by CIA' to stop rise of left in Italy » dans le quotidien britannique *The Guardian* du 26 mars 2001. Willan est un spécialiste des interventions secrètes américaines en Italie. Il a publié l'ouvrage de référence : *Puppetmasters. The Political Use of Terrorism in Italy* (Constable, Londres, 1991).
- 7 *Senato della Repubblica Italiana. Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi : Il terrorismo, le stragi ed il contesto storico-politico*. Le rapport final de la commission fut publié sous ce titre en 1995.
- 8 Émission d'informations quotidienne britannique *Newsnight* sur BBC1 le 4 avril 1991.
- 9 Quotidien britannique *The Observer* du 7 juin 1992.
- 10 Ed. Vulliamy, « Secret agents, freemasons, fascists... and a top-level campaign of political 'destabilisation' : 'Strategy of tension' that brought carnage and cover-up » dans le quotidien *The Guardian* du 5 décembre 1990.
- 11 Magazine politique britannique *Statewatch*, janvier 1991.

- 12 Jean-Francois Brozzu-Gentile, *L'Affaire Gladio* (Editions Albin Michel, Paris, 1994), p. 105.
- 13 Magazine politique italien *Europeo* du 16 novembre 1990.
- 14 Ed. Vulliamy, « Secret agents, freemasons, fascists... and a top-level campaign of political 'destabilisation' : 'Strategy of tension' that brought carnage and cover-up » dans le quotidien *The Guardian* du 5 décembre 1990.
- 15 Aucun auteur spécifié, « Spinne unterm Schafsfell. In Südeuropa war die Guerillatruppe besonders aktiv – auch bei den Militärputschen in Griechenland und der Türkei ? » dans le magazine d'informations allemand *Der Spiegel*, N° 48, 26 novembre 1990.
- 16 Mario Coglitore (ed.), *La Notte dei Gladiatori. Omissioni e silenzi della Repubblica* (Calculus Edizioni, Padoue, 1992), p. 131.
- 17 Extrait de Coglitore, *Gladiatori*, p. 132.
- 18 Voir la remarquable biographie d'Andreotti par Regine Igel, *Andreotti. Politik zwischen Geheimdienst und Mafia* (Herbig Verlag, Munich, 1997).
- 19 Quotidien britannique *The Guardian*, du 5 décembre 1990.
- 20 Leo Müller, *Gladio – das Erbe des Kalten Krieges. Der Nato-Geheimbund und sein deutscher Vorläufer* (Rowohlt, Hambourg, 1991), p. 26.
- 21 Pour un récit détaillé des événements, voir les quotidiens italiens *La Repubblica*, *Corriere della Sera* et *La Stampa* du 24 octobre 1990.
- 22 Aucun auteur spécifié, « 50 000 seek truth about secret team » dans le quotidien canadien *The Toronto Star*, du 18 novembre 1990.
- 23 Franco Ferraresi, « A secret structure codenamed Gladio » dans *Italian Politics. A Review*, 1992, p. 30. Ferraresi cite directement le document transmis par Andreotti à la commission parlementaire. Le quotidien italien *L'Unità* publia la première et la seconde version du document d'Andreotti dans une édition spéciale le 14 novembre 1990. Also Jean-Francois Brozzu-Gentile publie lui aussi l'intégralité du texte d'Andreotti « Il SID parallelo – Operazione Gladio » (traduit en français). Voir Brozzu-Gentile, *Gladio*, Appendice.
- 24 Ferraresi, *Gladio*, p. 30, contient des citations du document d'Andreotti.
- 25 Le père Giuciano témoigne devant son église dans le documentaire d'Allan Francovich, *Gladio : The Puppeteers*. Second des trois documentaires consacrés par Francovich au Gladio, diffusé sur la BBC2 le 17 juin 1992.
- 26 Ferraresi, *Gladio*, p. 31, contient des citations du document d'Andreotti.
- 27 Ibid.
- 28 Citation de Ferraresi, *Gladio*, p. 31.
- 29 Norberto Bobbio cité par Ferraresi, *Gladio*, p. 32.
- 30 Müller, *Gladio*, p. 27.
- 31 Quotidien britannique *The Observer* du 18 novembre 1990.
- 32 Agence de presse *Reuters* 12 novembre 1990.
- 33 Ferraresi, *Gladio*, p. 32.
- 34 Périodique britannique *The Economist*, 30 mars 1991.
- 35 « Senato della Repubblica. Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi : Stragi e terrorismo in Italia dal dopoguerra al 1974. Relazione del Gruppo Democratici di Sinistra l'Ulivo. Roma June 2000 ». Philip Willan : « US 'supported anti-left terror in Italy'. Report claims Washington used a strategy of tension in the cold war to stabilise the centre-right » dans le quotidien britannique *The Guardian*, du 24 juin 2000.

2. UN SCANDALE SECOUE L'EUROPE DE L'OUEST

1 La coalition regroupait le Koweït, les États-Unis, l'Arabie Saoudite, la Grande-Bretagne, la France, les Pays-Bas, l'Égypte, Oman, la Syrie, le Qatar, Bahreïn, les Émirats Arabes Unis, Israël, l'Afghanistan, le Bangladesh, le Canada, la Belgique, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne, le Honduras, l'Italie, le Niger, la Roumanie et la Corée du Sud. Le 29 novembre 1990, le conseil de sécurité de l'ONU adopta la résolution 678 autorisant, à expiration de l'ultimatum, les alliés du Koweït à employer « tous les moyens nécessaires (...) afin de restaurer la paix mondiale et la stabilité internationale dans la région », si l'Irak ne se retirait pas du Koweït avant le 15 janvier 1991. Saddam Hussein n'ayant pas respecté l'ultimatum de l'ONU, l'opération Tempête du Désert commandée par les USA débuta par des bombardements aériens massifs le 17 janvier 1991, suivis le 24 février par le déclenchement l'invasion terrestre. Les forces irakiennes furent rapidement vaincues et, le 27 février, Koweït City fut libérée. Le lendemain, la coalition annonçait la fin des combats. On estime le nombre de soldats tués à 100 000 du côté irakien et seulement 370 dans les rangs de la coalition. Le 3 mars 1991, l'Irak accepta un cessez-le-feu et Saddam Hussein se maintint au pouvoir.

2 Leo Müller, *Gladio. Das Erbe des Kalten Krieges. Der NATO Geheimbund und sein deutscher Vorläufer* (Rowohlt, Hambourg, 1991), p. 27.

3 Aucun auteur spécifié, « Spinne unterm Schafsfell. In Südeuropa war die Guerillatruppe besonders aktiv – auch bei den Militärputschen in Griechenland und der Türkei ? » dans le magazine d'informations allemand *Der Spiegel*, N° 48, du 26 novembre 1990.

4 Presse- und Informationsamt der Bundesregierung. Pressemitteilung N° 455/90, d'Hans Klein, 14 novembre 1990. Voir également Müller, *Gladio*, p. 30.

5 Aucun auteur spécifié, « Das blutige Schwert der CIA. Nachrichten aus dem Kalten Krieg : In ganz Europa gibt es geheime NATO Kommandos, die dem Feind aus dem Osten widerstehen sollen. Kanzler, Verteidigungsminister und Bundeswehrgenerale wussten angeblich von nichts. Die Spuren führen nach Pullach, zur 'stay-behind organisation' des Bundesnachrichtendienstes » dans l'hebdomadaire d'informations allemand *Der Spiegel* du 19 novembre 1990.

6 Extrait de Müller, *Gladio*, p. 14.

7 Ibid., p. 75.

8 Aucun auteur spécifié, « Das blutige Schwert der CIA. Nachrichten aus dem Kalten Krieg : In ganz Europa gibt es geheime NATO Kommandos, die dem Feind aus dem Osten widerstehen sollen. Kanzler, Verteidigungsminister und Bundeswehrgenerale wussten angeblich von nichts. Die Spuren führen nach Pullach, zur 'stay-behind organisation' des Bundesnachrichtendienstes » dans l'hebdomadaire d'informations allemand *Der Spiegel* du 19 novembre 1990.

9 Extrait de Jan de Willems, *Gladio* (Editions EPO, Bruxelles, 1991), p. 13.

10 Willems, *Gladio*, p. 13.

11 Sénat de Belgique : Enquête parlementaire sur l'existence en Belgique d'un réseau de renseignement clandestin international. Rapport fait au nom de la commission d'enquête par MM. Erdman et Hasquein. Bruxelles. 1^{er} octobre 1991.

12 Willems, *Gladio*, p. 14.

13 Agence de presse internationale *Associated Press*, 11 novembre 1990.

14 Müller, *Gladio*, p. 30.

15 Quotidien français *Le Monde*, du 13 novembre 1990. Voir également l'hebdomadaire suisse *Wochenzeitung*, du 14 décembre 1990.

16 Jean-François Brozzu-Gentile, *L'Affaire Gladio* (Editions Albin Michel, Paris, 1994), p. 140.

17 Quotidien français *Le Monde* du 14 novembre 1990. Agence de presse internationale *Reuters*, 12 novembre 1990. Quotidien britannique *The Guardian* du 14 novembre 1990.

18 Gentile, *Gladio*, p. 141.

19 Quotidien britannique *The Guardian* du 14 novembre 1990.

20 Richard Norton Taylor, « Secret Italian unit 'trained in Britain' » dans le quotidien britannique *The Guardian* du 17 novembre 1990.

21 Hugh O'Shaughnessy, *Gladio* : « Europe's best kept secret ». Ces agents étaient censés rester derrière les lignes ennemies en cas d'invasion de l'Europe de l'Ouest par l'Armée rouge. Mais ce réseau mis en place avec les meilleures intentions dégénéra dans certains pays en instrument du terrorisme et de l'agitation politique d'extrême droite dans le quotidien britannique *The Observer*, du 7 juin 1992.

22 Agence de presse internationale *Associated Press*, 14 novembre 1990. L'intégralité de la lettre de Lubber au Parlement fut publiée en néerlandais dans le quotidien *NRC Handelsblatt* édition du 14 novembre 1990 : « Brief premier Lubbers "geheime organisatie" ». Elle figure aussi sous l'immatriculation Kamerstuk N° 21895 parmi les archives du Parlement néerlandais.

23 Agence de presse internationale *Associated Press*, 14 novembre 1990.

24 Retranscrit dans son intégralité dans le quotidien luxembourgeois *Luxemburger Wort* du 15 novembre 1990.

25 Quotidien britannique *The Guardian* du 10 novembre 1990.

26 Quotidien portugais *Diário De Noticias* du 17 novembre 1990.

27 Joao Paulo Guerra, « 'Gladio' actuou em Portugal » dans le quotidien portugais *O Jornal* du 16 novembre 1990.

28 « Calvo Sotelo asegura que Espana no fue informada, cuando entro en la OTAN, de la existencia de Gladio. Moran sostiene que no oyo hablar de la red clandestina mientras fue ministro de Exteriores » dans le quotidien espagnol *El Pais* du 21 novembre 1990.

29 Quotidien danois *Berlingske Tidende* du 25 novembre 1990.

30 Agence de presse internationale *Associated Press*, 14 novembre 1990.

31 Serdar Celik, « Turkey's Killing Machine : The Contra Guerrilla Force ». Disponible en ligne : <http://www.ozgurluk.org/mhp/0061.html> - Sa source : un entretien avec le chef de l'État-major turc Dogan Gures dans Quotidien turc *Milliyet* du 5 septembre 1992.

32 Lucy Komisar, « Turkey's terrorists : A CIA legacy lives on » dans *The Progressive*, avril 1997.

33 Ibid.

34 Hugh Pope, « Turkey Promoted Death Squads and Drug Trafficking. Prime Minister's Probe of 1996 Car Crash Scandal Excoriates Rival Mrs Ciller » dans le quotidien américain *Wall Street Journal*, 26 janvier 1998.

35 Les membres de l'Union Européenne étaient en 1990 : la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, le Danemark, l'Irlande, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Espagne et le Portugal.

36 Débats du Parlement Européen, 22 novembre 1990. Retranscriptions officielles.

37 Ibid.

38 Ibid.

39 Ibid.

40 Ibid.

41 Résolution du Parlement Européen sur l'affaire Gladio, 22 novembre 1990.

3. LE SILENCE DE L'OTAN, DE LA CIA ET DU MI16

- 1 Quotidien britannique *The European* du 9 novembre 1990.
- 2 Ibid. Il semble que le représentant de l'OTAN qui apporta le rectificatif soit Robert Stratford. Voir Regine Igel, *Andreotti. Politik zwischen Geheimdienst und Mafia* (Herbig Verlag, Munich, 1997), p. 343.
- 3 Quotidien britannique *The Observer* du 18 novembre 1990.
- 4 Quotidien britannique *The Guardian* du 10 novembre 1990.
- 5 Ibid., 30 janvier 1992.
- 6 Ibid., 16 janvier 1991.
- 7 Agence de presse internationale *Reuters*, 15 novembre 1990.
- 8 Aucun auteur spécifié, « Gladio. Un misterio de la guerra fria. La trama secreta coordinada por mandos de la Alianza Atlantica comienza a salir a la luz tras cuatro decadas de actividad » dans le quotidien espagnol *El Pais* du 26 novembre 1990.
- 9 Aucun auteur spécifié, « El servicio espanol de inteligencia mantiene estrechas relaciones con la OTAN. Serra ordena indagar sobre la red Gladio en Espana » dans le quotidien espagnol *El Pais* du 16 novembre 1990.
- 10 Erich Schmidt Eenboom, *Schnüffler ohne Nase. Der BND. Die unheimliche Macht im Staate* (Econ Verlag, Düsseldorf, 1993), p. 365.
- 11 Quotidien portugais *Expresso* du 24 novembre 1990.
- 12 Ibid.
- 13 Agence de presse internationale *Reuters*, 13 novembre 1990. Quotidien britannique *The Independent* du 16 novembre 1990.
- 14 Agence de presse internationale *Associated Press*, 14 novembre 1990. Agence de presse internationale *Reuters*, 12 novembre 1990. Agence de presse internationale *Reuters*, 15 novembre 1990.
- 15 Hebdomadaire britannique *The Independent on Sunday* du 21 juin 1998. Critique d'un ouvrage sur Nixon (*Nixon in Winter*) par l'ancienne assistante de Nixon : Monica Crowley.
- 16 Ils furent : 1951–1952 Gén. Dwight D Eisenhower, US Army ; 1952–1953 Gén. Matthew B Ridgway, US Army ; 1953–1956 Gén. Alfred M Gruenther, US Army ; 1956–1962 Gén. Lauris Norstad, US Air Force ; 1963–1969 Gén. Lyman L Lemnitzer, US Army ; 1969–1974 Gén. Andrew J Goodpaster, US Army ; 1974–1979 Gén. Alexander M Haig Jr, US Army ; 1979–1987 Gén. Bernard W Rogers, US Army ; 1987–1992 Gén. John R Galvin, US Army ; 1992–1993 Gén. John M Shalikashvili, US Army ; 1993–1997 Gén. George A Joulwan, US Army ; 1997–2000 Gén. Wesley K. Clark, US Army.
- 17 Jonathan Kwitny, « The CIA's Secret Armies in Europe » dans *The Nation*, 6 avril 1992, p. 445.
- 18 Hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, N° 47, p. 20, 19 novembre 1990.
- 19 Pietro Cedomi, « Services Secrets, Guerre Froide et 'stay-behind' Part III. Répertoire des réseaux S/B » dans le périodique belge *Fire! Le Magazine de l'Homme d'Action*, novembre/décembre 1991, p. 82.
- 20 Commission d'enquête parlementaire sur Gladio, tel que résumé dans le périodique britannique *Statewatch*, janvier/février 1992.
- 21 Philip Willan, *Puppetmasters : The Political Use of Terrorism in Italy* (Constable, Londres, 1991), p. 27.
- 22 Arthur Rowse, « Gladio : The Secret US War to subvert Italian Democracy » dans *Covert Action Quarterly*, N° 49, Été 1994, p. 3.
- 23 Extrait de Willan, *Puppetmasters*, p. 27.
- 24 Mario Coglitore (ed.), *La Notte dei Gladiatori. Omissioni e silenze della Repubblica* (Calusca Edizioni, Padoue, 1992), p. 34. « L'existence des protocoles secrets

- de l'OTAN est un fait avéré car de Gaulle les a dénoncés explicitement le 7 mars 1966 et le Parlement de la RFA a récemment admis qu'ils existaient » (ibid.).
- 25 Périodique britannique *Searchlight*, janvier 1991.
 - 26 Paolo Inzerilli, *Gladio. La Verità negata* (Edizioni Analisi, Bologne, 1995), p. 61.
 - 27 Inzerilli, *Gladio*, p. 62.
 - 28 Gerardo Serravalle, *Gladio* (Edizione Associate, Rome, 1991), p. 78.
 - 29 Ibid., p. 79.
 - 30 Ibid., p. 78.
 - 31 Commission d'enquête parlementaire sur Gladio, tel que résumé dans le périodique britannique *Statewatch*, janvier/février 1992.
 - 32 Inzerilli, *Gladio*, p. 63.
 - 33 Ibid.
 - 34 Michel Van Ussel : *Georges 923. Un agent du Gladio belge parle. Témoignage* (Éditions La Longue Vue, Bruxelles, 1991), p. 139.
 - 35 Inzerilli, *Gladio*, p. 64.
 - 36 Courriel d'Anne-Marie Smith du service des archives de l'OTAN à l'auteur, 18 août 2000.
 - 37 Lettre du chef de la mission suisse à l'OTAN, l'ambassadeur Anton Thalmann, à l'auteur, datée du mai 2001.
 - 38 Lettre de Lee McClenny, responsable du service de relation presse et médias de l'OTAN, à l'auteur, datée du 2 mai 2001.
 - 39 Ibid.
 - 40 *Presidential Directive, National Security Decision Memorandum 40, Responsibility for the Conduct, Supervision and Coordination of Covert Action Operations, Washington February 17 1970. Signed : Richard Nixon.*
 - 41 Pour découvrir un historique complet des opérations secrètes de la CIA dans le monde depuis 1945, voir William Blum : *Killing Hope. US Military and CIA interventions since World War II* (Common Courage Press, Maine, 1995).
 - 42 Source : www.terrorism.com
 - 43 Les trois commissions étaient la Commission du Sénat présidée par Frank Church, la Commission de la Chambre des Représentants présidée par Otis Pike et la Commission Murphy du Président Ford.
 - 1 *Report of the House Select Committee on Intelligence [Pike Committee], Ninety-fourth Congress, Publié par Village Voice, New York City, février 1976.*
 - 2 *Report of the Commission on the Organization of the Government for the Conduct of Foreign Policy [Murphy Commission], US Government Printing Office, Washington DC, June 1975.*
 - 3 *Final Report, of the United States Senate Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities [Church Committee], US Government Printing Office, Washington DC, April 1976.*
- Celui qui peut être considéré comme le meilleur des trois rapports, le *Rapport final de la Commission Sénatoriale d'Enquête sur les Opérations du Gouvernement en matière de Renseignement*, se compose de six volumes. Le premier traite du *Renseignement Extérieur et Militaire*, de la CIA, des opérations secrètes et la question du contrôle démocratique des services secrets. Dans le second volume, intitulé *Activités de Renseignement et Droits des Citoyens Américains*, le rapport Church révèle de quelle manière la NSA et le FBI ont violé la vie privée des citoyens américains. Le troisième volume, intitulé *Rapports Internes Complémentaires sur les Activités de Renseignement et les Droits des Citoyens Américains*, prolonge l'analyse du précédent et affirme que « contre-espionnage » est une appellation impropre pour « opération clandestine intérieure ». Le quatrième volume, intitulé *Rapports Internes Complémentaires sur le Renseignement Extérieur et Militaire* présente un historique de la CIA de 1946 à 1975.

Le cinquième volume, intitulé *L'Assassinat du Président John F. Kennedy et le Travail des Agences de Renseignement*, tente d'établir si les services secrets américains ont ou non conspiré pour entretenir le secret autour de l'assassinat de JFK. Le dernier volume, intitulé *Rapports Complémentaires sur les Activités de Renseignement*, traite de l'évolution historique et de l'organisation de la capacité de renseignement nationale de 1776 à 1976.

44 Kathryn Olmsted, *Challenging the Secret Government : The Post-Watergate Investigations of the CIA and FBI* (University of North Carolina Press, Chapelhill, 1996), p. 9.

45 Quotidien britannique *The Independent* du 1^{er} décembre 1990.

46 Jonathan Kwitny, « The CIA's Secret Armies in Europe » dans *The Nation*, 6 avril 1992, p. 445.

47 Arthur Rowse, « Gladio. The Secret US War to Subvert Italian Democracy » dans *Covert Action Quarterly*, N° 49, Été 1994.

48 Requête FOIA : « L'Operation 'Gladio' de la CIA », déposée par Malcolm Byrne le 15 avril 1991. Requête FOIA N° 910113.

49 Quotidien italien *Corriere della Sera* du 29 mai 1995.

50 Magazine politique autrichien *Zoom*, N° 4/5, 1996 : « Es muss nicht immer Gladio sein. Attentate, Waffenlager, Erinnerungslücken », p. 6.

51 Bericht betreff US Waffenlager. Oesterreichisches Bundesministerium für Inneres. Generaldirektor für die öffentliche Sicherheit. Mag. Michael Sika. 28 novembre 1997. Vienne, p. 10.

52 Lettre datée du 28 décembre 2000 et adressée par la CIA à l'auteur concernant la requête FOIA F-2000-02528 portant sur l'opération Gladio.

53 Lettre datée du 23 janvier 2001 et adressée par l'auteur à Mme Dyer de la CIA.

54 Lettre datée du 7 février 2001 et adressée par la coordinatrice des questions d'information et de respect de la vie privée Kathryn I. Dyer à l'auteur.

55 Agence de presse internationale *Associated Press*, 14 novembre 1990.

56 Télévision britannique. BBC Newsnight, 4 avril 1991, 22 h 30. Reportage du journaliste Peter Marshall sur Gladio.

57 Ibid.

58 Imperial War Museum, Londres. Exposition sur les Guerres Secrètes. Visitée par l'auteur le 20 mai 1999. Le 4 juin 1999, l'auteur rencontre Mark Siemens, du département de recherche du musée et en charge de l'exposition sur les Guerres Secrètes, qui souligna que l'unité secrète SOE, créée pendant la seconde guerre mondiale, était le prédécesseur des *stay-behinds* Gladio. L'auteur ne parvint à obtenir du MI6 aucune information supplémentaire sur le phénomène.

59 Michael Smith, *New Cloak, Old Dagger : How Britain's Spies Came in from the Cold* (Gollancz, Londres, 1996), p. 117. Basé sur des entretiens avec Simon Preston le 11 octobre 1995 et Michael Giles le 25 octobre 1995.

60 Smith, *Dagger*, p. 117.

61 Ibid., p. 118.

4. LA GUERRE SECRÈTE EN GRANDE-BRETAGNE

1 Denna Frank Fleming, *The Cold War and its Origins 1917-1960* (New York, 1961), p. 4.

2 Voir Fleming : *Cold War*.

3 Chiffres indiqués par Andrew Wilson, *Das Abrüstungshandbuch : Analysen, Zusammenhänge, Hintergründe* (Hoffmann und Campe, Hambourg, 1984), p. 38. Pertes américaines : 300 000 soldats tués, 600 000 blessés. Aucune victime civile. Bilan total des morts de la seconde guerre mondiale : 60 millions (ibid.).

4 Valentin Falin, *Die Zweite Front* (Bömer Knauer, Munich, 1995).

5 Mackenzie, W. J. M., *History of the Special Operations Executive : Britain and the resistance in Europe* (British Cabinet Office, Londres, 1948), p. 1153 and 1155. L'original du Bureau des Archives Publiques de Londres n'a toujours pas été publié, il le sera prochainement chez Frank Cass.

6 Mackenzie, *Special Operations Executive*, p. 2.

7 Un vétéran du SOE, le lieutenant-colonel Holland, « un agent doté d'une expérience en matière d'opérations clandestines en Irlande et en Inde... et d'une conviction profonde de leur utilité et de leur intérêt ». Extrait de Mackenzie, *Special Operations Executive*, p. 9.

8 Parallèlement à la section D du MI6, deux autres organisations de subversion furent fondées en 1938. L'une était rattachée au haut commandement du ministère de la Guerre : le GS(R), plus tard rebaptisé MI(R), qui se consacrait à l'étude des techniques de guerre non-conventionnelle. La seconde, baptisée EH d'après le nom du bâtiment abritant son quartier général londonien, Electra House, était spécialisée dans la propagande « noire » (anonyme) en Europe. Voir David Stafford, *Britain and European Resistance 1940-1945 : A survey of the Special Operations Executive* (St Antony's College, Oxford, 1980), p. 19-21.

9 Tony Bunyan, *The History and Practice of the Political Police in Britain* (Quartet Books, Londres, 1983), p. 265.

10 Peter Wilkinson, *Foreign Fields : The Story of an SOE Operative* (London Tauris Publishers, Londres, 1997), p. 100.

11 Imperial War Museum London, visité par l'auteur en mai 1999.

12 Wilkinson, *Fields*, p. 101.

13 Stafford, *Resistance*, p. 20.

14 Lettre du ministre Hugh Dalton au ministre des Affaires étrangères Halifax datée du 2 juillet 1940. Extrait de M. R. D. Foot, *An outline history of the Special Operations Executive 1940-1946* (British Broadcasting Cooperation, Londres, 1984), p. 19.

15 « Statewatch Background Document File N° 0391 : GLADIO ». Janvier 1991. Disponible en ligne : <http://users.patra.hol.gr/~cgian/gladio.html> - Sur le rôle de Gubbins, voir également le périodique belge *Fire! Le Magazine de l'Homme d'Action*, septembre/octobre 1991, p. 77.

16 E. H. Cookridge, *Inside SOE. The Story of Special Operations in Western Europe 1940-45* (Arthur Barker Limited, Londres, 1966), p. 13.

17 Mackenzie, *Special Operations Executive*, p. 1152.

18 Ibid., p. 1153 and 1155.

19 Stafford, *Resistance*, épilogue p. 203.

20 Frans Kluiters, *De Nederlandse inlichtingen en veiligheidsdiensten* (1993), p. 309.

21 Stafford, *Resistance*, conclusion p. 211.

22 Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Les maîtres espions. Histoire mondiale du renseignement. Volume 2. De la guerre froide à nos jours* (Editions Laffont, Paris, 1994), p. 53.

23 Michael Smith, *New Cloak, Old Dagger : How Britain's Spies Came in from the Cold* (Gollancz, Londres, 1996), p. 117. Basé sur des entretiens avec Simon Preston le 11 octobre 1995 et Michael Giles le 25 octobre 1995.

24 Allan Francovich, *Gladio : The Ringmasters*. Premier des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé sur BBC2 le 10 juin 1992.

25 Michael de la Billière, *Looking for Trouble* (HarperCollins, Londres, 1994), p. 150. Cette autobiographie de Billière comporte le récit de son expérience au SAS.

26 Agence de presse internationale *Associated Press*, 14 novembre 1990.

27 *The Unleashing of Evil*, réalisé par Richard Norton Taylor, qui couvrit les révélations de 1990 sur Gladio pour le *Guardian*. Diffusé le 29 juin 1988 sur la BBC. Révélation du *Guardian* le même jour : « 'British soldiers used torture' ».

28 Un officier du SAS à l'éminent journaliste d'investigation John Pilger. Quotidien britannique *The Guardian*, du 16 octobre 1990. En 1986, l'avocat au Congrès Jonathan Winer révéla que les USA avaient financé Pol Pot à hauteur de 85 millions de dollars entre 1980 et 1986 selon la logique voulant que les ennemis de mes ennemis sont mes amis, provoquant la fureur de l'administration Reagan. (John Pilger dans le quotidien britannique *The Guardian*, 6 octobre 1990). L'embarras était comparable en Grande-Bretagne. En 1990, le Premier ministre Margaret Thatcher nia toute implication britannique dans la formation des escadrons de Khmers rouges, malgré les témoignages apportés par des officiers du SAS. En 1991, au cours d'un procès en diffamation intenté impliquant John Pilger, le ministère de la Défense dut finalement reconnaître que la Grande-Bretagne avait contribué à l'entraînement des partisans des Khmers rouges (Le quotidien britannique *The Guardian* du 20 avril 1993).

29 Joseph Paul de Boucherville Taillon, *International Cooperation in the Use of elite military forces to counter terrorism : The British and American Experience, with special reference to their respective experiences in the evolution of low intensity operations* (1992), p. 200 (Thèse de doctorat à la London School of Economics and Political Science, non publiée). Lettre de Carver à Boucherville Taillon, datée du 24 décembre 1985.

30 Périodique britannique *Lobster*, décembre 1995.

31 Mensuel britannique *Searchlight*, janvier 1991.

32 Richard Norton-Taylor, « UK trained secret Swiss force » dans le quotidien britannique *The Guardian* du 20 septembre 1991.

33 Urs Frieden, « Die England Connection. PUK EMD : P26 Geheimarmist Hürlimann im Manöver » dans l'hebdomadaire suisse *Wochenzeitung*, 30 novembre 1990.

34 *Schweizer Bundesrat : Schlussbericht in der Administrativuntersuchung zur Abklärung der Natur von allfälligen Beziehungen zwischen der Organisation P26 und analogen Organisationen im Ausland. Kurzfassung für die Öffentlichkeit*. 19 septembre 1991, p. 4-5.

35 Ibid., p. 2.

36 Périodique britannique *Searchlight*, janvier 1991.

37 La lettre de Broccoli datée du 1^{er} octobre 1951 et intitulée « Organizzazione informativa operativa nel territorio nazionale suscettibile di occupazione nemica » est un document essentiel dans l'affaire Gladio. La commission parlementaire italienne y fait référence. On y trouve un bon résumé dans Mario Cogliatore, *La notte dei Gladiatori. Omissioni e silenzi della Repubblica* (Calusca Edizioni, Padoue, 1992), p. 132-133. Le magazine politique italien *Espresso*, qui s'est procuré le document original, en cite de nombreux passages dans son édition du 18 janvier 1991.

38 Cogliatore, *Gladiatori*, p. 133.

39 Pietro Cedomi, « Service secrets, guerre froide et 'stay-behind. 2^e partie' : La mise en place des réseaux » dans le périodique belge *Fire! Le Magazine de l'Homme d'Action*, septembre/octobre 1991, p. 80.

40 Allan Francovich, *Gladio : The Ringmasters*. Premier des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 10 juin 1992 sur BBC2.

41 *Enquête parlementaire sur l'existence en Belgique d'un réseau de renseignements clandestin international, rapport fait au nom de la commission d'enquête par MM. Erdman et Hasquin*. Document Sénat, session de 1990-1991. Bruxelles, p. 212-213.

42 Ibid., p. 213. Également cité dans le quotidien britannique *The Observer* du 7 juin 1992.

43 Extrait de Olav Riste, *The Norwegian Intelligence Service 1945-1970* (Frank Cass, Londres, 1999), p. 16.

44 Thomas Kanger et Oscar Hedin, « Erlanders hemliga gerilla. I ett ockuperat Sverige skulle det nationella motståndet ledas från Äppelbo skola i Dalarna » dans le quotidien suédois *Dagens Nyheter* du 4 octobre 1998.

45 Quotidien britannique *The Guardian* du 14 novembre 1990.

46 Hugh O'Shaughnessy, *Gladio : Europe's best kept secret*. Ces agents étaient censés rester derrière les lignes ennemies en cas d'invasion de l'Europe de l'Ouest par l'Armée rouge. Mais ce réseau mis en place avec les meilleures intentions dégénéra dans certains pays en instrument du terrorisme et de l'agitation politique d'extrême droite dans le quotidien britannique *The Observer*, du 7 juin 1992.

47 Télévision britannique. *BBC Newsnight*, 4 avril 1991, 22h30. Reportage sur Gladio par le journaliste Peter Marshall.

48 Ibid.

49 Rubrique nécrologique du quotidien britannique *The Independent* du 28 avril 1997.

50 Allan Francovich, *Gladio : The Ringmasters*. Premier des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 10 juin sur la BBC; *Gladio : The Puppeteers*. Second des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 17 juin 1992 sur BBC2; *Gladio : The Foot Soldiers*. Dernier des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 24 juin 1992 sur BBC2.

51 Allan Francovich, *Gladio : The Ringmasters*. Premier des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 10 juin 1992 sur BBC2.

52 Quotidien britannique *The Times* du 28 juin 1992.

5. LA GUERRE SECRÈTE AUX ÉTATS-UNIS

1 William Colby, *Honorable Men : My life in the CIA* (Simon & Schuster, New York, 1978), p. 100.

2 Walter Trohan dans le quotidien américain *The Chicago Tribune* du 9 février 1945.

3 Rapporté dans Christopher Andrew, *For the President's Eyes Only : Secret Intelligence and the American Presidency from Washington to Bush* (HarperCollins, New York, 1995), p. 164.

4 Christopher Shoemaker, *The NSC staff : counselling the council* (1991), p. 1.

5 John Prados, *Keepers of the Keys : A history of the National Security Council from Truman to Bush* (William Morrow, New York, 1991), p. 567. John Prados était déjà l'auteur d'un très intéressant *Presidents' Secret Wars : CIA and Pentagon Covert Operations since World War II* (William Morrow, New York, 1986). Écrit avant la découverte des armées secrètes d'Europe de l'Ouest, l'ouvrage ne contient aucune référence au Gladio.

6 Thomas Etzold et John Gaddis, *Containment : Documents on American Policy and Strategy 1945-1950* (Columbia University Press, New York, 1978), p. 12.

7 Philip Willan, *Puppetmasters : The Political Use of Terrorism in Italy* (Constable, Londres, 1991), p. 20.

8 Extrait de Andrew, *Eyes Only*, p. 171.

9 Andrew, *Eyes Only*, p. 171.

10 Arthur Darling, *The Central Intelligence Agency : An Instrument of Government. To 1950* (Pennsylvania State University Press, University Park, 1990), p. 245.

11 Darling, *Agency*, p. 246.

12 NSC 10/2 : *National Security Council Directive on Office of Special Projects*, 18 juin 1948. Anciennement classé top-secret. Texte dans son intégralité dans Etzold and Gaddis, *Containment*, p. 125. L'importance fondamentale du NSC 10/2 pour les armées secrètes anti-communistes d'Europe de l'Ouest a été établie par tous historiens ayant enquêté sur le sujet. Voir Jan de Willems (ed.), *Gladio* (Editions EPO, Bruxelles, 1991), p. 145 ; Jens Mecklenburg (ed.), *Gladio : Die geheime Terror organisation der Nato* (Elefanten Press, Berlin, 1997), p. 17 et 51 ; Leo Müller, *Gladio – das Erbe des Kalten Krieges. Der Nato-Geheimbund und sein deutscher Vorläufer* (Rowohlt, Hambourg, 1991), p. 63.

13 Extrait de Andrew, *Eyes Only*, p. 171. Allen Dulles, directeur de la CIA de 1953 à 1961, rappela en privé à Truman qu'il ne pourrait fuir sa responsabilité dans les opérations spéciales conduites en Grèce, en Turquie, en Italie ou aux Philippines. Dulles écrivit à un conseiller juridique de la CIA : « À aucun moment, M. Truman n'a manifesté une opinion contraire à la mienne » (ibid).

14 Andrew, *Eyes Only*, p. 198.

15 Moscow Embassy Telegram N° 511 : 'The Long Telegram', 22 février 1946 dans Etzold et Gaddis, *Containment*, p. 63.

16 George Kennan cité par Etzold et Gaddis, *Containment*, p. 125.

17 United States Senate. *Final Report of the Select Committee to Study Governmental Operations with respect to Intelligence activities. Book IV : Supplementary detailed staff reports on foreign and military intelligence*, p. 36.

18 Harris Smith, *OSS. The Secret History of America's First Central Intelligence Agency* (University of California Press, Berkeley, 1972), p. 240.

19 Thomas Powers, *The Man Who Kept the Secrets : Richard Helms and the CIA* (Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1980), p. 37. Il n'existe apparemment aucune biographie de Frank Wisner. Le texte le mieux documenté sur lui est donc la biographie de Richard Helms par Powers. Helms servit d'abord au département des opérations clandestines de Wisner avant de remplacer celui-ci en 1958 en prenant la tête des opérations spéciales.

20 Powers, *Helms*, p. 32.

21 Darling, *Agency*, p. 279.

22 Pietro Cedomi, « Service secrets, guerre froide et 'stay-behind. 2^e partie' : La mise en place des réseaux » dans le périodique belge *Fire! Le Magazine de l'Homme d'Action*, septembre/octobre 1991, p. 78.

23 Powers, *Helms*, p. 48. Andrew indique les mêmes chiffres dans *Eyes Only*, p. 193.

24 Ludwell Montague, *General Walter Bedell Smith as Director of Central Intelligence* (Pennsylvania University Press, University Park, 1992), p. 209. Ce livre aurait été intéressant sans les coupes massives opérées par la CIA. La moitié des paragraphes comporte la mention « [une ligne supprimée], [trois paragraphes supprimés], [sept lignes supprimées] » etc... Il y a un siècle, le brillant écrivain américain Mark Twain écrivit à ce propos dans *Following the Equator* (1897) : « Grâce à Dieu, nous disposons dans notre pays de trois biens inestimables : la liberté de parole, la liberté de pensée et la prudence de n'user ni de l'une ni de l'autre. »

25 Montague, *Smith*, p. 213.

26 Colby, *Honorable Men*, p. 83.

27 Ibid., p. 81 et 82.

28 Ibid., p. 83.

29 Ce document, découvert par l'auteur, n'a pas été évoqué lors des révélations sur Gladio, il présente toutefois un intérêt incontestable dans le cadre des enquêtes sur l'organe de commandement de Gladio, le CPC. Note de service du général Leon W. Johnson, le représentant des États-Unis au comité militaire actif de l'OTAN, datée du 3 janvier 1957 et adressée au Conseil d'État-major Inter-armes sur le renseignement clandestin. Anciennement top-secret. Déclassifié en 1978. Découvert dans les archives informatisées du *Declassified Documents Reference System* au LSE de Londres.

30 La contre-insurrection devenant très en vogue dans l'administration Kennedy, tous les services de l'armée américaine s'empressèrent de créer leurs « unités pour les opérations spéciales », c'est par exemple à cette époque que la Navy créa les unités SEAL (pour « Sea, Air, Land », Mer, Air, Terre) entraînées à sauter en parachute au-dessus de l'eau, en combinaison de plongée, équipées pour faire sauter des navires et capables de combattre sur terre une fois sorties de l'eau.

31 Colonel Aaron Bank, *From OSS to Green Berets : The Birth of Special Forces* (Presidio Press, Novato, 1986), p. 175–176.

32 Bank, *Special Forces*, p. 168–169.

33 Périodique belge *Fire! Le Magazine de l'Homme d'Action*, p. 84. Magazine politique autrichien *Zoom*, N° 4/5, 1996 : « Es muss nicht immer Gladio sein ». Attentate, Waffenlager, Erinnerungslücken, p. 61.

34 Mecklenburg, *Gladio*, p. 50.

35 Gerardo Serravalle, *Gladio* (Edizioni Associate, Rome, 1991), p. 90.

36 Powers, *Helms*, p. 89.

37 Mensuel britannique *Searchlight*, janvier 1991.

38 Pietro Cedomi, « Service secrets, guerre froide et 'stay-behind. 2^e partie' : La mise en place des réseaux » dans le périodique belge *Fire! Le Magazine de l'Homme d'Action*, septembre/octobre 1991, p. 77.

39 Powers, *Helms*, p. 77.

40 Christopher Simpson, *Blowback. America's Recruitment of Nazis and its Effects on the Cold War* (Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1988), p. 289. Powers, *Helms*, p. 77.

41 Discours Richard Helms, directeur de la CIA, aux funérailles de Frank Gardiner Wisner, 1909–1965. Découvert dans les archives informatisées du *Declassified Documents Reference System*.

42 Jonathan Kwitny, « An International Story. The CIA's Secret Armies in Europe » dans le périodique américain *The Nation* du 6 avril 1992, p. 444–448, p. 445.

43 Quotidien britannique *The Times* du 7 mai 1996.

44 Ramsey Clark, *The Fire this Time : US War Crimes in the Gulf* (Thunder's Mouth Press, New York, 1992), p. 31.

45 Clark, *Fire*, p. 32.

46 Résolution du Parlement européen sur l'affaire Gladio du 22 novembre 1990.

47 Quotidien américain *The Washington Post* du 14 novembre 1990. Le seul autre article du *Washington Post* où apparaisse le mot Gladio fut publié le 8 août 1993 et ne traitait que de l'Italie. La couverture médiatique fut plus importante en Europe. Le *Post* ne publia que deux articles contre 39 abordant le cas de nombreux pays pour *The Guardian* dans la même période.

48 Quotidien britannique *The Independent* du 1^{er} décembre 1990.

6. LA GUERRE SECRÈTE EN ITALIE

1 S'il est avéré que le PCI a reçu un important soutien financier de Moscou, les relations exactes entre celui-ci et le Parti Communiste Soviétique pendant la guerre froide font toujours débat parmi les historiens. Sergio Romano, ambassadeur d'Italie en URSS de 1985 à 1989, rapporta que jusqu'à la fin des années 1970, la plupart des ressources financières du PCI provenaient du Parti Communiste Soviétique. Parmi les enquêtes menées sur ces liens entre le PCI et Moscou figurent : Joan Barth Urban, *Moscow and the Italian Communist Party : From Togliatti to Berlinguer* (Cornell University Press, Ithaca, 1986), Gianni Cervetti, *L'Oro di Mosca : La Verità sui Finanziamenti Sovietici al PCI Raccontata dal Diretto Protagonista* (Baldini & Castoldi, Milan, 1993, réédité en 1999) et Valerio Rima, *Oro da Mosca. I Finanziamenti Sovietici al PCI dalla Rivoluzione d'Ottobre al Crollo dell'URSS* (Mondadori, Milan, 1999).

2 *Senato della Repubblica. Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi : Il terrorismo, le stragi ed il contesto storico politico. Redatta dal presidente della Commissione, Senatore Giovanni Pellegrino*. Rome, 1995, p. 20. Ce rapport du Sénat italien constitue l'un des documents de référence sur Gladio et plus généralement sur les actions clandestines menées par les États-Unis en Italie. Il traite de Gladio, du terrorisme et d'attentats non résolus. Afin d'éviter toute confusion avec le second rapport sénatorial, lui aussi très intéressant, présenté en 2000, le premier document sera appelé le *Rapport de l'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats*.

3 Magazine italien *Panorama* du 10 février 1976. Cité dans le *Rapport de l'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats*, p. 13.

4 Roberto Faenza, *Gli americani in Italia* (Editore Feltrinelli, Milan, 1976), p. 10–13. Les connexions entre les USA et la mafia avaient déjà été révélées en 1951 par une enquête du Sénat américain dirigée par le sénateur Kefauver. Voir les *US Senate Special Committee, Hearings on Organised Crime and Interstate Commerce*, part 7, p. 1181 (1951). L'historien italien Roberto Faenza fut l'un des premiers à prendre la mesure de l'impact considérable des opérations clandestines américaines en Italie. Son premier ouvrage sur le sujet, écrit avec Marco Fini et paru en 1976, se concentrait sur les années d'après-guerre et s'intitulait sobrement : *Gli Americani in Italia*. On pouvait lire dans la préface : « Pour de nombreuses personnes dans le monde entier, y compris pour le citoyen américain moyen, il fut difficile et douloureux d'admettre que les États-Unis constituent la force la plus conservatrice et la plus contre-révolutionnaire du monde. C'est pourtant ce que démontre ce livre en révélant les interventions secrètes du gouvernement américain dans les affaires internes du peuple italien (...) la situation est comparable à ce qu'ont révélé d'autres enquêtes en Grèce, en Iran, au Guatemala, en République Dominicaine et dans de nombreux autres pays (...) Il est particulièrement difficile de regarder cette vérité en face. »

5 Quotidien britannique *The Observer* du 10 janvier 1993. Référence au documentaire *Allied to the Mafia*, diffusé en janvier 1993 sur la chaîne BBC2.

6 Mackenzie, W. J. M., *History of the Special Operations Executive : Britain and the resistance in Europe* (British Cabinet Office, Londres, 1948), p. 842 and 853. Les USA ont appliqué dans la zone Pacifique, et notamment aux Philippines, cette stratégie consistant à appuyer puis à affaiblir des guérillas d'extrême gauche pendant la seconde guerre mondiale. Le Japon avait envahi les Philippines en janvier 1942. Les États-Unis soutenaient et entraînaient des partisans aux orientations politiques diverses en lutte contre l'opposition japonaise, dont le mouvement gauchiste Huk qui représentait un puissant levier pour la révolution sociale. Mais, tout comme en Italie et en Grèce, les anciens frères d'armes furent sacrifiés. Une fois le Japon vaincu, les USA confisquèrent les armes de la guérilla et les Huks furent massacrés en présence d'officiers américains,

une opération qui dura au moins jusqu'en 1945. L'historien américain Gabriel Kolko commente : « Les dirigeants Huks croyaient naïvement que les Américains les toléreraient ». Voir Gabriel Kolko, *Century of War Politics, Conflict, and Society since 1914* (The New Press, New York, 1994), p. 363.

7 Geoffrey Harris, *The Dark Side of Europe : The Extreme Right Today* (Edinburgh University Press, Édimbourg, 1994), p. 3 and 15.

8 Allan Francovich, *Gladio : The Ringmasters*. Premier des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 10 juin 1992 sur BBC2.

9 William Blum, *Killing Hope : US Military and CIA Interventions since World War II* (Common Courage Press, Maine, 1995), p. 28.

10 Martin Lee, *The Beast Reawakens* (Little Brown and Company, Boston, 1997), p. 100.

11 Jonathan Dunnage, « Inhibiting Democracy in Post-War Italy : The Police Forces, 1943–48 » dans *Italian Studies*, N° 51, 1996, p. 180.

12 Stuart Christie, *Stefano delle Chiaie* (Anarchy Publications, Londres 1984), p. 6.

13 Ibid., p. 4.

14 Tom Mangold, *Cold Warrior : James Jesus Angleton ; The CIA's Master Spy Hunter* (Simon & Schuster, Londres, 1991), p. 20. Mangold, le biographe d'Angleton ne fournit malheureusement aucun détail sur la collaboration de l'agent avec les fascistes après 1945 et ne relate pas le sauvetage de Borghèse par Angleton.

15 William Corson, *The Armies of Ignorance : The Rise of the American Intelligence Empire* (The Dial Press, New York, 1977), p. 298 and 299. Du fait de sa nature clandestine, l'opération fut financée par de l'argent sale qu'il fallut blanchir. Corson explique que 10 millions de dollars furent d'abord retirés en espèces du Fond de Stabilisation Économique avant de transiter par des comptes personnels pour être finalement reversé sous forme de dons à des organismes écrans de la CIA.

16 Christie, *delle Chiaie*, p. 175.

17 Denna Frank Fleming, *The Cold War and Its Origins 1917–1960* (Doubleday, New York, 1961), p. 322.

18 Thomas Powers, *The Man Who Kept the Secrets : Richard Helms and the CIA* (Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1980), p. 30.

19 Quotidien britannique *The Guardian* du 15 janvier 1992.

20 Sous la Première République italienne le service de renseignement militaire dut changer son nom à de nombreuses reprises en raison des multiples scandales qu'il traversa. De sa création en 1949 à la première grande affaire en 1965, il porta le nom de SIFAR, il fut ensuite rebaptisé SID, tout en conservant la majeure partie de son personnel. En 1978, à la suite d'un nouveau scandale, le SID fut divisé en deux services qui sont toujours actives aujourd'hui. La branche civile fut placée sous le contrôle du ministère de l'Intérieur et baptisée SISDE (Servizio Informazioni Sicurezza Democratica) alors que la branche militaire demeura rattachée au ministère de la Défense sous le nom de SISMI. Sous la Première République, les services secrets militaires furent dirigés successivement par : le général Giovanni Carlo (1949–1951, SIFAR), le général Umberto Broccoli (1951–1953, SIFAR), le général Ettore Musco (1953–1955, SIFAR), le général Giovanni De Lorenzo (1956–1962, SIFAR), le général Egidio Viggiani (1962–1965, SIFAR), le général Giovanni Allavena (1965–1966, SID), le général Eugenio Henke (1966–1970, SID), le général Vito Miceli (1970–1974, SID), le général Mario Casardi (1974–1978, SID), le général Giuseppe Santovito (1978–1981, SISMI), le général Nino Lugaresi (1981–1984, SISMI), l'amiral Fulvio Martini (1984–1991, SISMI), Sergio Luccarini (1991, SISMI), le général Luigi Ramponi (1991–1992, SISMI), le général Cesare Pucci (1992–1993, SISMI).

21 Philip Willan, *Puppetmasters : The Political Use of Terrorism in Italy* (Constable, Londres, 1991), p. 34.

- 22 Mario Coglitore (ed.), *La Notte dei Gladiatori. Omissioni e silenze della Repubblica* (Calusca Edizioni, Padoue, 1992), p. 34.
- 23 Quotidien britannique *The Observer* du 18 novembre 1990
- 24 Rapport de l'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats, p. 49.
- 25 Coglitore, *Gladiatori*, p. 133.
- 26 Pietro Cedomi, «Service secrets, guerre froide et 'stay-behind. 2^e partie' : La mise en place des réseaux» dans le périodique *Fire! Le Magazine de l'Homme d'Action*, septembre/octobre 1991, p. 80.
- 27 Quotidien britannique *The Observer* du 7 juin 1992.
- 28 Le document fut déclassifié en 1994 et provoqua une vague de protestation en Italie. Voir le quotidien italien *La Stampa* du 27 novembre 1994.
- 29 William Colby, *Honourable Men : My Life in the CIA* (Simon & Schuster, New York, 1978), p. 110.
- 30 Roberto Faenza, *Il malaffare. Dall'America di Kennedy all'Italia, a Cuba, al Vietnam* (Editore Arnoldo Mondadori, Milan, 1978), p. 312.
- 31 L'existence de ce document fut révélée au moment des révélations sur Gladio en 1990. Le rapport de l'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats, p. 25.
- 32 Périodique italien *Europeo* du 18 janvier 1991. La commission d'enquête parlementaire n'apprit l'existence du document de 1956 sur Gladio qu'en entrant en possession d'un texte daté du 1^{er} juin 1959 qui y faisait référence en termes précis, précisant qu'il était daté du 26 novembre 1956 et intitulé 'Accordo fra il Servizio Informazioni Italiano ed il Servizio Informazioni USA relativo alla organizzazione ed all'attività della rete clandestina post-occupazione (stay-behind) italo-statunitense.' [Accord conclu entre le SIFAR et la CIA concernant l'organisation et l'activité d'un réseau post-occupation italo-américain secret (stay-behind).] Le contenu du document original figure dans Coglitore, *Gladiatori*, p. 118-130.
- 33 Périodique belge *Fire*, janvier 1992, p. 59.
- 34 Ibid., p. 62.
- 35 Allan Francovich, *Gladio : The Puppets*. Second des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé sur BBC2 le 17 juin 1992.
- 36 Colby, *Honourable Men*, p. 128.
- 37 Ibid., p. 109-120.
- 38 Le document est cité dans Faenza, *Malaffare*, p. 313. Dans les années 1970, l'historien italien Roberto Faenza obtint en vertu du FOIA l'accès au document *Demagnetize* révélant pour la première fois «cette grave dérive des services secrets italiens».
- 39 *Stato Maggiore della Difesa. Servizio Informazioni delle Forze Armate. Ufficio R – Sezione SAD : Le forze speciali del SIFAR e l'operazione GLADIO. Roma, 1 Giugno 1959*. Ce document fut découvert par le juge Casson dans les archives du SIFAR à Rome en 1990 et fut à l'origine des révélations en Italie et dans toute l'Europe. Le document est retranscrit dans Coglitore, *Gladiatori*, p. 118-130.
- 40 Cobly, *Honourable Men*, p. 136.
- 41 Télégramme envoyé par le secrétaire d'État à l'ambassade américaine à Rome le 18 octobre 1961. Retranscrit dans Faenza, *Malaffare*, p. 311. Faenza livre une analyse très pertinente du projet de Kennedy de favoriser l'ouverture à gauche en Italie. Voir Faenza, *Malaffare*, p. 307-373 ("L'apertura a sinistra").
- 42 Extrait de Regine Igel, *Andreotti. Politik zwischen Geheimdienst und Mafia* (Herbig Verlag, Munich, 1997), p. 49. Sa source non datée est le magazine américain *New Statesman*.
- 43 Faenza, *Malaffare*, p. 310.
- 44 Igel, *Andreotti*, p. 50.
- 45 Faenza, *Malaffar*, p. 356.

- 46 Jens Mecklenburg (ed.), *Gladio : Die geheime Terrororganisation der Nato* (Elefant Press, Berlin, 1997), p. 30. Et Coglitore, *Gladiatori*, p. 185. C'est un ancien général du SID qui, entendu dans les années 1980 dans le cadre de l'affaire Propaganda Due, révéla que ces criminels étaient des Gladiateurs.
- 47 Jean Francois Brozzu-Gentile : *L'Affaire Gladio* (Editions Albin Michel, Paris, 1994), p. 77. Et Faenza, *Malaffare*, p. 315. Voir également Willan, *Puppetmasters*, p. 84.
- 48 Rapport de l'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats, p. 85.
- 49 Ibid.
- 50 *Stato Maggiore della Difesa. Servizio Informazioni delle Forze Armate. Ufficio R – Sezione SAD : Le forze speciali del SIFAR e l'operazione GLADIO. Roma, 1 Giugno 1959*. Le contenu du document est retranscrit dans Coglitore, *Gladiatori*, p. 118-130. Les investigations conduites sur l'opération Piano Solo indiquent que 731 personnes devaient être déportées, la commission d'enquête sénatoriale a elle établit que le chiffre était plus près de 1 100 à 1 200 citoyens influents qui devaient être emprisonnés au CAG, le quartier général sarde du Gladio. Les services secrets militaires refusèrent de transmettre à la commission la liste des proscriptions. «La situation est très grave car on peut raisonnablement penser que la liste contient des noms de parlementaires et de responsables politiques et que la divulgation de cette liste permettrait d'infirmier définitivement la thèse selon laquelle les événements de 1964 étaient des opérations de prévention menées afin d'éviter des troubles de l'ordre public», conclurent les sénateurs. Voir le Rapport de l'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats, p. 89.
- 51 Une très bonne description du coup est livrée dans Richard Collin, *The De Lorenzo Gambit : The Italian Coup Manque of 1964* (Sage, Beverly Hills, 1976). Diplômé d'Harvard, ce spécialiste des questions militaires a donné des conférences dans le Maryland avant de travailler pour le ministère de la Défense puis en tant que conseiller de l'attaché militaire de l'ambassade américaine à Rome et de devenir finalement consultant auprès des forces armées saoudiennes. En une soixantaine de pages, il offre un excellent récit de l'opération Piano Solo. Hélas, il occulte presque totalement le rôle joué par les USA dans les événements.
- 52 Collin, *Coup*, p. 60.
- 53 Ibid. Sa source est le magazine italien *Avanti!* Du 26 juillet 1964.
- 54 Coglitore, *Gladiatori*, p. 186. See also Willan, *Puppetmasters*, p. 85.
- 55 Rapport d'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats 1995, p. 87.
- Bernard Cook, *The Mobilisation of the Internal Cold War in Italy* dans *History of European Ideas*. Vol.19, 1994, p. 116.
- 56 Franco Ferraresi, *A Secret Structure Codenamed Gladio*. dans *Italian Politics. A Review*, 1992, p. 41. Le coup d'État silencieux du Gladio n'aurait jamais été rendu public sans le travail des journalistes d'investigation. Dès le printemps 1967, Raffaele Jannuzzi (qui deviendra plus tard député socialiste) informa les lecteurs du magazine *Espresso* qu'ils avaient échappé de peu à un coup d'État («Complotto al Quirinale», *Espresso* du 14 mai 1967). La tentative de De Lorenzo de faire taire Jannuzzi en lui intentant un procès en diffamation s'avéra contre-productive car l'instruction mit en lumière une telle quantité de preuves que le gouvernement n'eut d'autre choix que d'autoriser l'ouverture d'une enquête parlementaire sur «les événements de 1964».
- (*Italian Senate. Commissione parlamentare d'inchiesta sugli eventi del giugno-luglio 1964*. Rapport de deux volumes publié à Rome en 1971.
- 57 *Relazione della Commissione parlamentare d'inchiesta sugli eventi del giugno-luglio 1964, Roma 1971*, p. 67. Cité dans Igel, *Andreotti*, p. 51. Et dans Willan, *Puppetmasters*, p. 38.
- 58 *Commissione parlamentare d'inchiesta sugli eventi del giugno-luglio 1964, Relazione di minoranza, Roma 1971*, p. 307. Voir Igel, *Andreotti*, p. 53.
- 59 Extrait de Igel, *Andreotti*, p. 52.

59. Extrait de Igel, *Andreotti*, p. 52.
60. Ayant établi le lien entre Licio Gelli et des terroristes d'extrême droite, le juge italien Carlo Palermo ordonna à la section anti-terroriste du SISMI de l'aider dans son enquête. Le 16 avril, celle-ci fournit des informations sur l'intervention américaine en Italie. C'était peut-être la première fois que la section s'acquitta de sa mission, elle fut d'ailleurs immédiatement fermée. La carrière prometteuse d'Emilio Santillos, le directeur de la section anti-terroriste du SISMI, fut soudainement interrompue et plusieurs de ses collaborateurs connurent un sort tragique. Le colonel Florio, du SISMI, mourut dans un mystérieux accident de voiture, le colonel Serrentonio quitta les services pour « raisons de santé », le major Rossi mit quant à lui fin à ses jours. Seul le major Antonio de Salvo quitta la section indemne pour rejoindre la franc-maçonnerie. Source : Igel, *Andreotti*, p. 232.
61. Quotidien britannique *The Observer* du 21 février 1988.
62. *Senato della Repubblica Italiana. Relazione della Commissione Parlamentare d'Inchiesta Sulla Loggia P2, Roma 1984.*
63. Tiré d'un entretien avec Willan. Extrait de Willan, *Puppetmasters*, p. 55.
64. Igel, *Andreotti*, p. 229.
65. Cité dans le périodique britannique *The New Statesman* du 21 septembre 1984.
66. Hugh O'Shaughnessy, *Gladio : Europe's best kept secret*. Ces agents étaient censés rester derrière les lignes ennemies en cas d'invasion de l'Europe de l'Ouest par l'Armée rouge. Mais ce réseau mis en place avec les meilleures intentions dégénéra dans certains pays en instrument du terrorisme et de l'agitation politique d'extrême droite. Dans le quotidien britannique *The Observer*, du 7 juin 1992.
67. Gentile, *Gladio*, p. 28.
68. Ibid.
69. Télévision britannique *Newsnight* sur BBC1 le 4 avril 1991.
70. Willan, *Puppetmasters*, p. 41.
71. Rapport d'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats, p. 97.
72. Ibid., p. 164.
73. Willan, *Puppetmasters*, p. 97. Buscetta fit des révélations au juge Falcone en décembre 1984. Ce courageux magistrat fut plus tard assassiné par la Mafia.
74. Liggio devant la Cour d'assises de Calabre en 1986. Rapporté dans Willan, *Puppetmasters*, p. 97.
75. Willan, *Puppetmasters*, p. 94.
76. Colby, *Honourable Men*, p. 395.
77. Voir par exemple McNamara, Robert, *Retrospect : The Tragedy and Lessons of Vietnam* (Random House, New York, 1995).
78. Willan, *Puppetmasters*, p. 93.
79. Magazine politique britannique *Statewatch*, janvier 1991.
80. Gentile, *Gladio*, p. 105.
81. Magazine politique britannique *Statewatch*, janvier 1991. Et Gentile, *Gladio*, p. 19.
82. Magazine politique italien *Europeo* du 16 novembre 1990.
83. Allan Francovich, *Gladio : The Puppeteers*. Second des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 17 juin 1992 sur la BBC.
84. Ibid.
85. Résultats obtenus par les trois principales formations politiques DCI, PCI et PSI aux élections législatives de 1968 à 1994 : Source : www.aitec.it/paradisi/costitutuz/c_app3.htm

	1968	1972	1976	1979	1983	1987	1992	1994
DCI (%)	39,1	38,7	38,7	38,3	32,9	34,3	29,7	dissoute
PCI (%)	26,9	27,1	34,4	30,4	29,9	26,6	23,6	28,3
PSI (%)	14,5	9,6	9,6	9,8	11,4	14,3	13,6	2,2
PCI + PSI (%)	41,4	36,7	44,0	40,2	41,3	40,9	37,2	30,5

- 86 *Pike Report : Report of the House Select Committee on Intelligence [Pike Committee]. Ninety-fourth Congress* (Village Voice, New York, 1976), p. 193 et 195.
- 87 Joe Garner, *We Interrupt this broadcast. The Events that stopped our lives. From the Hindenburg Explosion to the Death of John F. Kennedy Jr* (Sourcebooks, Naperville, 2000), p. 87.
- 88 Extrait de Willan, *Puppetmasters*, p. 220.
- 89 Willan, *Puppetmasters*, p. 325.
- 90 Extrait de Willan, *Puppetmasters*, p. 219.
- 91 *Rapport de l'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats*, p. 294 et 295.
- 92 Ibid., p. 294
- 93 Quotidien britannique *The Guardian*, du 16 janvier 1991.
- 94 Agence de presse internationale *Associated Press*, 20 novembre 1990.
- 95 Interview de Serravalle par Peter Marshall de la BBC dans le cadre d'un reportage spécial sur Gladio diffusé dans l'émission *Newsnight* du 4 avril 1991.
- 96 Allan Francovich, *Gladio : The Puppeteers*. Second des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 17 juin 1992 sur la BBC.
- 97 *Rapport de l'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats*, p. 242 and 364.
- 98 *Senato della Repubblica. Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi : Stragi e terrorismo in Italia dal dopoguerra al 1974. Relazione del Gruppo Democratici di Sinistra l'Ulivo. Rome juin 2000.* Appelé ci-dessous le *Rapport de l'enquête sénatoriale de 2000 sur Gladio et les attentats*. Les 8 membres de la commission étaient : dép. Valter Bielli, dép. Antonio Attili, dép. Michele Cappella, dép. Piero Ruzzante, sénateur Alessandro Pardini, sénateur Raffaele Bertoni, sénateur Graziano Cioni, sénateur Angelo Staniscia. Indiqué par Philip Willan, « US 'supported anti-left terror in Italy'. Report claims Washington used a strategy of tension in the cold war to stabilise the centre-right » dans le quotidien britannique *The Guardian* du 24 juin 2000.
- 99 *Le rapport de l'enquête sénatoriale de 2000 sur Gladio et les attentats*, p. 41.
- 100 Ibid.
- 101 Ibid., p. 42.
- 102 Philip Willan, « US 'supported anti-left terror in Italy'. Report claims Washington used a strategy of tension in the cold war to stabilise the centre-right. » Dans le quotidien britannique *The Guardian* du 24 juin 2000.
- 103 Ibid.

7. LA GUERRE SECRÈTE EN FRANCE

- 1 La Première République Française fut proclamée au lendemain de la Révolution de 1789, elle dura de 1792 à 1799. Naissant suite aux révolutions européennes, la Seconde République dura, elle, de 1848 à 1852. La Troisième, proclamée en 1871, prit fin avec la défaite de 1940.
- 2 Edward Rice-Maximin, *Accommodation and Resistance : The French Left, Indochina and the Cold War 1944-1954* (Greenwood Press, New York, 1986), p. 12.
- 3 Philip Agee et Louis Wolf Louis, *Dirty Work : The CIA in Western Europe* (Lyle Stuart Inc., Secaucus, 1978), p. 182.
- 4 Extrait de Rice-Maximin, *Resistance*, p. 95. Le discours fut prononcé le 28 janvier 1950.
- 5 Hoyt S. Vandenberg, *Memorandum for the President Harry S. Truman. Central Intelligence Group, Washington*, 26 novembre 1946. D'abord classé top-secret, il peut aujourd'hui être consulté à la Bibliothèque Harry Truman.

- 6 Roger Faligot et Pascal Krop, *La Piscine. Les Services Secrets Français 1944–1984* (Editions du Seuil, Paris, 1985), p. 84.
- 7 Roger Faligot et Rémi Kaufer, *Les Maîtres Espions. Histoire Mondiale du Renseignement. Tome 2. De la Guerre Froide à nos jours* (Editions Laffont, Paris, 1994), p. 56.
- 8 Faligot et Krop, *Piscine*, p. 85.
- 9 Rice-Maximin, *Resistance*, p. 53.
- 10 Faligot et Krop, *Piscine*, p. 85.
- 11 Ibid., p. 86.
- 12 Faligot et Kaufer, *Espions*, p. 56.
- 13 Faligot et Krop, *Piscine*, p. 86.
- 14 Hoyt S. Vandenberg, *Memorandum for the President Harry S. Truman. Central Intelligence Group, Washington*, 26 novembre. D'abord classé top-secret, il peut aujourd'hui être consulté à la Bibliothèque Harry Truman.
- 15 Trevor Barnes, «The Secret Cold War : The CIA and American Foreign Policy in Europe, 1946–1956» dans *The Historical Journal*, Vol.24, N° 2, 1981, p. 413.
- 16 Extrait de Jan de Willems, *Gladio* (Editions EPO, Bruxelles, 1991), p. 35.
- 17 Jean-François Brozzu-Gentile, *L'Affaire Gladio* (Editions Albin Michel, Paris, 1994), p. 190.
- 18 Christopher Simpson, *Blowback : America's Recruitment of Nazis and its Effects on the Cold War* (Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1988), p. 127.
- 19 *Senato della Repubblica. Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi : Il terrorismo, le stragi ed il contesto storico politico. Redatta dal presidente della Commissione, sénateur Giovanni Pellegrino*. Rome 1995, p. 36.
- 20 Irwin Wall, *The United States and the Making of Postwar France, 1945–1954* (Cambridge University Press, Cambridge, 1991), p. 150.
- 21 Faligot et Krop, *Piscine*, p. 88. Et Jacques Baud : *Encyclopédie du renseignement et des services secrets* (Lavauzelle, Paris, 1997), p. 546.
- 22 Aucun auteur spécifié, «Spotlight : Western Europe : Stay-Behind» dans le périodique français *Intelligence Newsletter. Le Monde du Renseignement* du 5 décembre 1990.
- 23 Faligot et Krop, *Piscine*, p. 90.
- 24 Ibid., leur entretien avec Louis Mouchon. Ibid., *Piscine*, p. 89.
- 25 Faligot et Kaufer, *Espions*, p. 57.
- 26 Hebdomadaire britannique *The Economist*, 16 avril 1994.
- 27 Jonathan Kwitny, «The CIA's Secret Armies in Europe : An International Story» dans *The Nation* du 6 avril 1992, p. 446 et 447.
- 28 Ibid.
- 29 Ibid.
- 30 Périodique italien *Europeo* du 18 janvier 1991.
- 31 Le quotidien italien *L'Unità* publia une version italienne du document dans son édition spéciale du 14 novembre 1990.
- 32 Il est fait référence au document dans Roberto Faenza, *Il malaffare. Dall'America di Kennedy all'Italia, a Cuba, al Vietnam* (Editore Arnoldo Mondadori, Milan, 1978), p. 313.
- 33 Faenza, *Malaffare*, p. 313.
- 34 Gentile, *Gladio*, p. 144.
- 35 Quotidien français *Le Monde* du 16 novembre 1990. Et Pietro Cedomi : «Service secrets, guerre froide et 'stay-behind. 2è Partie' : La mise en place des réseaux» dans le périodique belge *Fire! Le Magazine de l'Homme d'Action*, septembre/octobre 1991, p. 74–80.

- 36 Faligot et Krop : *Piscine*, p. 165.
- 37 Quotidien français *Le Monde* du 12 janvier 1998.
- 38 Douglas Porch : *The French Secret Services : From the Dreyfus Affair to the Gulf War* (Farrar, Straus and Giroux, New York, 1995), p. 395.
- 39 Porch, *Secret Services*, p. 395.
- 40 Il s'agit de la description de l'opération Ressurrection que donne Ph. Bernert dans son livre : *Roger Wybot et la bataille pour la DST*. Cité dans Gentile, *Gladio*, p. 286.
- 41 Porch, *Secret Service*, p. 396.
- 42 Ibid.
- 43 Ibid., p. 408.
- 44 Jonathan Kwitny, «The CIA's Secret Armies in Europe : An International Story» dans *The Nation* du 6 avril 1992, p. 446 et 447.
- 45 William Blum, *Killing Hope : US Military and CIA interventions since World War II* (Common Courage Press, Maine, 1995), p. 149.
- 46 Ibid.
- 47 Ibid.
- 48 Porch, *Secret Services*, p. 398.
- 49 Révélé par exemple par l'ancien officier supérieur de la 11^e Demi-Brigade du Choc Erwan Bergot dans ses mémoires : *Le Dossier Rouge. Services Secrets Contre FLN* (Grasset, Paris, 1976).
- 50 Erich Schmidt Eenboom écrivit dans les années 1990 un essai non publié de neuf pages sur Gladio et les opérations terroristes menées par les services secrets français intitulé *Die 'Graue' und die 'Rote' Hand. Geheimdienste in Altstadt*. Les deux citations en sont extraites (p. 3 et 7). Les opérations terroriste françaises menées contre le FLN en Allemagne comprenaient : l'assassinat à l'arme automatique du secrétaire général du FLN Ait Acène à Bonn le 5 novembre 1958, l'assassinat d'une seule balle à bout portant du membre du FLN Abd el Solvalar dans une gare de Sarrebruck le 19 janvier 1959 et l'assassinat de Lorenzen, un ami du fabricant d'armes de Hambourg Otto Schlüter dans l'explosion d'une bombe dans un entrepôt de Schlüter le 28 septembre 1956. Le 3 juin 1957, Schlüter lui-même échappa à une tentative d'assassinat, mais sa mère fut tuée dans l'opération. (ibid.).
- 51 Quotidien britannique *Sunday Times* du 12 octobre 1997. Et le quotidien français *Le Monde* du 17 octobre 1996.
- 52 Jean-Luc Einaudi, *La Bataille de Paris* (Seuil, Paris, 1991).
- 53 Hebdomadaire suisse *Wochenzeitung*, du 14 décembre 1990.
- 54 Quotidien britannique *Sunday Times* du 12 octobre 1997. Et le quotidien français *Le Monde* du 17 octobre 1996.
- 55 Ibid.
- 56 Jeffrey M. Bale, «Right wing Terrorists and the Extraparliamentary Left in Post World War 2 Europe : Collusion or Manipulation?» Dans *Lobster Magazine* (UK), N° 2, octobre 1989, p. 6.
- 57 Jonathan Kwitny, «The CIA's Secret Armies in Europe : An International Story» dans *The Nation* du 6 avril 1992, p. 446 et 447.
- 58 Porch, *Secret Services*, p. 409.
- 59 Ibid., p. 419.
- 60 *Stato Maggiore della Difesa. Servizio Informazioni delle Forze Armate. Ufficio R – Sezione SAD : Le forze speciali del SIFAR e l'operazione GLADIO*. Roma, 1^{er} juin 1959. Retranscription du document dans Mario Coglitore (ed.), *La Notte dei Gladiatori. Omissioni e silenzio della Repubblica* (Calusca Edizioni, Padoue, 1992), p. 118–130.
- 61 Commission d'enquête parlementaire belge sur Gladio, résumé dans le périodique britannique *Statewatch*, janvier/février 1992.
- 62 Jan de Willems, *Gladio* (Editions EPO, Bruxelles, 1991), p. 24.

- 63 Willems, *Gladio*, p. 81.
 64 Extrait de Willan, op. cit., p. 27.
 65 Arthur Rowse, *Gladio*. «The Secret US War to subvert Italian Democracy» dans *Covert Action Quarterly*, N° 49, été 1994, p. 3.
 66 Baud, *Encyclopedie*, p. 546.
 67 Porch, *Secret Services*, p. 439.
 68 Ibid., p. 438.
 69 Ibid., p. 395.
 70 Ibid., p. 439.
 71 Ibid., p. 437.
 72 Ibid., p. 438, basé sur la biographie de Foccart par Pierre Péant.
 73 Ibid., p. 439.
 74 Baud, *Encyclopedie*, p. 546 et le quotidien français *Le Monde* du 16 novembre 1990.
 75 Porch, *Secret Services*, p. 446. Le rapport de la commission d'enquête parlementaire française sur le SAC est intitulé : *Rapport de la commission d'enquête sur les activités du Service d'Action Civique*, Assemblée Nationale. Seconde session ordinaire de 1981-1982, N° 955, Alain Moreau, Paris 1982.
 76 *Intelligence Newsletter*, 21 novembre 1990.
 77 Porch, *Secret Service*, p. 590.
 78 Ibid., p. 446.
 79 Ibid., p. 404.
 80 Jonathan Kwitny, «The CIA's Secret Armies in Europe : An International Story» dans *The Nation* du 6 avril 1992, p. 446 et 447.
 81 Quotidien français *Le Monde* du 14 novembre 1990. Agence de presse internationale *Reuters*, 12 novembre 1990. Quotidien britannique *The Guardian* du 14 novembre 1990.
 82 Extrait de Gentile, *Gladio*, p. 141. Également relevé par l'agence *Associated Press*, le 13 novembre 1990.

8. LA GUERRE SECRÈTE EN ESPAGNE

- 1 Dans sa préface de l'ouvrage de Ian Mac Dougall, *Voices from the Spanish Civil War. Personal Recollections of Scottish Volunteers in Republican Spain, 1936-1939* (Polygon, Édimbourg, 1986).
 2 Paul Vallely, «Romancing the past : Sixty years ago, thousands of men and women went to fight in the Spanish Civil War. Are there any ideals for which we would take up arms today?» dans le quotidien britannique *The Independent* du 22 juillet 1996.
 3 Brian Catchcart, «They kept the red flag flying : It is 60 years since General Franco launched his assault on the Spanish Republic and thousands of young Britons joined the International Brigades to defend it. What drove them to leave homes, jobs and families, risking their lives? And what did they find when they returned?» dans l'hebdomadaire britannique *The Independent on Sunday* du 21 juillet 1996.
 4 Quotidien américain *The New York Times* du 16 octobre 1936.
 5 James Hopkins, *Into the Heart of Fire. The British in the Spanish Civil War* (Stanford University Press, Stanford, 1998), p. 294.
 6 Exemple tiré du quotidien britannique *The New Statesman* du 26 avril 1958.
 7 «Calvo Sotelo asegura que Espana no fue informada, cuando entro en la OTAN, de la existencia de Gladio. Moran sostiene que no oyo hablar de la red clandestina mientras fue ministro de Exteriores» dans le quotidien espagnol *El Pais* du 21 novembre 1990.
 8 Roger Faligot et Remi Kaufer, *Les Maîtres Espions. Histoire mondiale du renseignement. De la Guerre Froide à nos jours* (Robert Laffont, Paris, 1994), p. 282.

- 9 Faligot et Kaufer, *Espions*, p. 284.
 10 Voir la bonne biographie de Franco par Paul Preston, *The Folly of Appeasement : Franco : A Biography* (HarperCollins, Londres, 1993).
 11 Faligot et Kaufer, *Espions*, p. 281-285.
 12 «Calvo Sotelo asegura que Espana no fue informada, cuando entro en la OTAN, de la existencia de Gladio. Moran sostiene que no oyo hablar de la red clandestina mientras fue ministro de Exteriores» dans le quotidien espagnol *El Pais* du 21 novembre 1990.
 13 Faligot et Kaufer, *Espions*, p. 55.
 14 Angel Luis de la Calle, «Gladio : Ligacoes obscuras em Espanha» dans le quotidien portugais *Expresso* du 8 décembre 1990.
 15 Josef Manola, «Spaniens Geheimdienste vor der Durchleuchtung. Nahe zu Rechtsradikalen» dans le quotidien allemand *Der Standard* du 17 novembre 1990.
 16 Le juge Cornu en charge du dossier Gladio indiqua simplement que Moyen n'était pas une source digne de foi.
 17 «Calvo Sotelo asegura que Espana no fue informada, cuando entro en la OTAN, de la existencia de Gladio. Moran sostiene que no oyo hablar de la red clandestina mientras fue ministro de Exteriores» dans le quotidien espagnol *El Pais* du 21 novembre 1990.
 18 Faligot et Kaufer, *Espions*, p. 285.
 19 Pietro Cedomi, «Services Secrets, Guerre Froide et 'stay-behind' Part III. Répertoire des réseaux S/B» dans le périodique belge *Fire! Le Magazine de l'Homme d'Action*, novembre/décembre 1991, p. 83.
 20 Stuart Christie, Martin Lee et Kevin Coogan, «Protected by the West's Secret Services, Hired by South American's Drug Barons, the Man they called 'Shorty' Terrorised Two Continents.» dans le périodique britannique *News on Sunday Extra* du 31 mai 1987. Voir l'excellente biographie de Stefano Delle Chiaie : Stuart Christie, *Stefano Delle Chiaie* (Anarchy Publications, Londres, 1984).
 21 Miguel Gonzalez, «Un informe oficial italiano implica en el crimen de Atocha al 'ultra' Cicuttini, relacionado con Gladio. El fascista fue condenado en el proceso que ha sacado a la luz la estructura secreta de la OTAN» dans le quotidien espagnol *El Pais* du 2 décembre 1990.
 22 *Senato della Repubblica. Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi : Il terrorismo, le stragi ed il contesto storico politico*. Redatta dal presidente della Commissione, Senatore Giovanni Pellegrino. Roma 1995, p. 203.
 23 Angel Luis de la Calle, «Gladio : ligacoes obscuras em Espanha» dans le quotidien portugais *Expresso* du 8 décembre 1990. Et Miguel Gonzalez, «Un informe oficial italiano implica en el crimen de Atocha al 'ultra' Cicuttini, relacionado con Gladio. El fascista fue condenado en el proceso que ha sacado a la luz la estructura secreta de la OTAN» dans le quotidien espagnol *El Pais* du 2 décembre 1990.
 24 Agence de presse internationale *Agence France Press*, 17 avril 1998.
 25 Gerardo Serravalle, *Gladio* (Edizione Associate, Rome, 1991). Un autre général italien qui commanda l'armée Gladio de 1974 à 1986, Paolo Inzirelli, écrivit lui aussi un livre à la gloire de l'armée secrète, Paolo Inzerilli, *Gladio. La Verità negata* (Edizioni Analisi, Bologne, 1995).
 26 Serravalle, *Gladio*, p. 81.
 27 Ibid., p. 82.
 28 Ibid., p. 82.
 29 Pietro Cedomi, «Services Secrets, Guerre Froide et 'stay-behind' 3^e Partie. Répertoire des réseaux S/B» dans le périodique belge *Fire! Le Magazine de l'Homme d'Action*, novembre/décembre 1991, p. 83.
 30 Josef Manola, «Spaniens Geheimdienste vor der Durchleuchtung. Nahe zu Rechtsradikalen» dans le quotidien allemand *Der Standard* du 17 novembre 1990.

31 «Spain says it never joined Gladio. TV says agents trained there». *Reuters*, agence de presse internationale, 23 novembre 1990. voir également Leo Müller, *Gladio. Das Erbe des Kalten Krieges. Der NATO Geheimbund und sein deutscher Vorläufer* (Rowohlt, Hambourg, 1991), p. 53.

32 «Calvo Sotelo asegura que Espana no fue informada, cuando entro en la OTAN, de la existencia de Gladio. Moran sostiene que no oyo hablar de la red clandestina mientras fue ministro de Exteriores» dans le quotidien espagnol *El Pais* du 21 novembre 1990.

33 Ibid.

34 «Germany to dissolve Gladio resistance network». *Reuters* agence de presse internationale, 16 novembre 1990.

35 «IU recabara en Bruselas informacion sobre la red Gladio en Espana» dans le quotidien espagnol *El Pais* du 20 novembre 1990.

36 «El servicio espanol de inteligencia mantiene estrechas relaciones con la OTAN. Serra ordena indagar sobre la red Gladio en Espana» dans le quotidien espagnol *El Pais* du 16 novembre 1990

37 «Spain says it never joined Gladio. TV says agents trained there». *Reuters* agence de presse internationale, 23 novembre 1990.

38 «IU recabara en Bruselas informacion sobre la red Gladio en Espana» dans le quotidien espagnol *El Pais* du 20 novembre 1990.

39 «Calvo Sotelo asegura que Espana no fue informada, cuando entro en la OTAN, de la existencia de Gladio. Moran sostiene que no oyo hablar de la red clandestina mientras fue ministro de Exteriores» dans le quotidien espagnol *El Pais* du 21 novembre 1990.

9. LA GUERRE SECRÈTE AU PORTUGAL

1 John Palmer, «Undercover NATO Group 'may have had terror links'» dans le quotidien britannique *The Guardian* du 10 novembre 1990.

2 Michael Parenti, *Against Empire* (City Light Books, San Francisco, 1995), p. 143.

3 Joao Paulo Guerra, «'Gladio' actuou em Portugal» dans le quotidien portugais *O Jornal* du 16 novembre 1990.

4 *Senato della Repubblica. Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi : Il terrorismo, le stragi ed il contesto storico politico. Redatta dal presidente della Commissione, sénateur Giovanni Pellegrino. Rome 1995, p. 204 and 241.*

5 *Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi. 12^e session, 20 mars 1997. URL : www.parlamento.it/parlam/bicam/terror/stenografici/steno12.htm -*

6 *Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi. 9^e session, 12 février 1997. URL : www.parlamento.it/parlam/bicam/terror/stenografici/steno9.htm -*

7 Jeffrey M. Bale, «Right wing Terrorists and the Extraparlimentary Left in Post World War 2 Europe : Collusion or Manipulation?» Dans le périodique britannique *Lobster Magazine*, N° 2, octobre 1989, p. 6.

8 Hebdomadaire français *Paris Match*, novembre 1974. Cité dans Stuart Christie, *Stefano delle Chiaie* (Anarchy Publications, Londres, 1984), p. 27.

9 Egmont Koch et Oliver Schröm, *Deckname Aginter. Die Geschichte einer faschistischen Terror Organisation*, p. 4. (Essai non publié de 17 pages. Non daté, vers 1998).

10 Voir Christie, *delle Chiaie*, passim.

11 Ibid., p. 29.

12 Ce document a apparemment été découvert dans l'ancien bureau de Guérain-Sérac après la révolution portugaise. Il figure dans le dictionnaire du terrorisme en Belgique de

Manuel Abramowicz. Cf. l'entrée «Guérain-Sérac» dans : Le dictionnaire des années de plomb belges. Version en ligne : www.users.skynet.be/avancees/idees.htm -

13 Extrait de Christie, *delle Chiaie*, p. 32. Également dans *Lobster*, octobre 1989, p. 18.

14 Ibid., p. 30.

15 Joao Paulo Guerra, «'Gladio' actuou em Portugal» dans le quotidien portugais *O Jornal* du 16 novembre 1990.

16 Ibid. Et Christie, *delle Chiaie*, p. 30.

17 *Senato della Repubblica. Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi : Il terrorismo, le stragi ed il contesto storico politico. Redatta dal presidente della Commissione, sénateur Giovanni Pellegrino. Rome 1995, p. 157.*

18 Les chercheurs Fabrizio Calvi et Frédéric Laurent, spécialistes des services secrets, ont probablement réalisé le meilleur documentaire sur l'attentat de la Piazza Fontana : *Piazza Fontana : Storia di un Complotto* diffusé le 11 décembre 1997 à 20h50 sur la chaîne publique Rai Due. Une adaptation en français intitulée : *L'Orchestre Noir : La Stratégie de la tension* fut diffusée en deux parties sur la chaîne franco-allemande Arte les mardi 13 et mercredi 14 janvier 1998 à 20h45. Dans leur film, ils interrogent un grand nombre de témoins y compris des juges ayant enquêté pendant des années sur l'affaire, Guido Salvini et Gerardo D'Ambrosio, des activistes fascistes comme Stefano Delle Chiaie, Amos Spiazzi, Guido Giannettini, Vincenzo Vinciguerra et le capitaine Labruna, l'ancien Premier ministre Giulio Andreotti ainsi que Victor Marchetti et Marc Wyatt de la CIA.

19 *Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi. 9^e session, 12 février 1997. URL : www.parlamento.it/parlam/bicam/terror/stenografici/steno9.htm -*

20 Philip Willan, «Terrorists 'helped by CIA' to Stop Rise of Left in Italy» dans le quotidien britannique *The Guardian* du 26 mars 2001. Willan est un spécialiste des interventions secrètes américaines en Italie. Il a signé le très intéressant *Puppetmasters. The Political Use of Terrorism in Italy* (Constable, Londres, 1991).

21 Quotidien italien *La Stampa* du 22 juin 1996.

22 Peter Dale Scott, «Transnational Repression : Parafascism and the US» dans le périodique britannique *Lobster Magazine*, N° 12, 1986, p. 16.

23 Joao Paulo Guerra, «'Gladio' actuou em Portugal» dans le quotidien portugais *O Jornal* du 16 novembre 1990.

24 Koch et Schröm, *Aginter*, p. 8.

25 Extrait de Christie, *delle Chiaie*, p. 28.

26 *Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi. 9^e session, 12 février 1997. URL : www.parlamento.it/parlam/bicam/terror/stenografici/steno9.htm -*

27 Koch et Schröm, *Aginter*, p. 11-12.

28 Quotidien portugais *Expresso* du 17 novembre 1990.

29 Quotidien portugais *Diario de Noticias* du 17 novembre 1990.

30 Aucun auteur spécifié, «Ministro nega conhecimento da rede Gladio. Franco Nogueira disse ao DN que nem Salazar saberia da organizacao» dans le quotidien portugais *Diario de Noticias*, du 17 novembre 1990.

31 Ibid.

32 Aucun auteur spécifié, «Manfred Woerner explica Gladio. Investigadas ligacoes a extrema-direita» dans le quotidien portugais *Expresso* du 24 novembre 1990.

33 Joao Paulo Guerra, «'Gladio' actuou em Portugal» dans le quotidien portugais *O Jornal* du 16 novembre 1990.

10. LA GUERRE SECRÈTE EN BELGIQUE

1 *Enquête parlementaire sur l'existence en Belgique d'un réseau de renseignements clandestin international, rapport fait au nom de la commission d'enquête par MM. Erdman et Hasquin*. Document Sénat, session de 1990-1991. Bruxelles, p. 24. Appelé ci-dessous le *Rapport du Sénat belge de 1991 sur Gladio*. Suite à la découverte des armées secrètes stay-behind d'Europe de l'Ouest en 1990, le député socialiste Dirk van der Maelen avait déposé une requête auprès du Parlement belge pour obtenir la création d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur le réseau secret. Le Sénat adopta la proposition par 143 voix pour, 1 voix contre et 5 abstentions. Composée de 19 sénateurs et présidée par Roger Lallemand, la commission tint 57 séances et procéda à l'audition de 37 témoins. Parmi eux figuraient trois ministres, le chef de l'État-major des armées, le chef de la police, le patron du service de renseignement SGR et des agents des sections Gladio SDRA 8 et STC/Mob du SGR. S'ils le souhaitaient, les témoins étaient libres de parler sous couvert de l'anonymat. « Certaines auditions ont duré 5 ou 6 heures. Elles se déroulaient dans le plus grand calme. » Le 1^{er} octobre 1991, la Commission d'enquête sur la Gladio belge acheva sa mission en présentant un rapport de 250 pages. À l'image du rapport du Sénat italien et du rapport suisse sur le P26, le rapport belge constitue la preuve d'un véritable effort démocratique et l'une des meilleures enquêtes sur le réseau stay-behind.

2 *Rapport du Sénat belge de 1991 sur Gladio*, p. 33.

3 Ibid., p. 148 and 149.

4 Ibid., p. 29.

5 Ibid.

6 Ibid., p. 24 and 25.

7 Mackenzie, W. J. M., *History of the Special Operations Executive : Britain and the resistance in Europe* (British Cabinet Office, Londres, 1948), p. 1153 and 1155. L'original du Bureau des Archives Publiques de Londres n'a toujours pas été publié, il le sera prochainement chez Frank Cass.

8 Mackenzie, *Special Operations Executive*, p. 981.

9 Allan Francovich, *Gladio : The Ringmasters*. Premier des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 10 juin 1992 sur BBC2.

10 Ibid.

11 Pour plus d'informations sur l'assassinat de Lahaut, voir l'enquête d'Étienne Verhoyen et Rudi Van Doorslaer, *L'assassinat de Julien Lahaut. Une histoire de l'anticommunisme en Belgique* (EPO Press, Anvers, 1987).

12 L'intégralité de cette lettre figure dans le *Rapport du Sénat belge de 1991 sur Gladio*, p. 212-213.

13 *Rapport du Sénat belge de 1991 sur Gladio*, p. 213. Également cité dans le quotidien britannique *The Observer* du 7 juin 1992.

14 Ibid., p. 18.

15 Frans Kluiters, *De Nederlandse inlichtingen en veiligheidsdiensten* (1993), p. 311.

16 Jan de Willems, *Gladio* (Editions EPO, Bruxelles, 1991), p. 147.

17 Kluiters, *Nederlandse*, p. 311. Willems, *Gladio*, p. 147.

18 *Rapport du Sénat belge de 1991 sur Gladio*, op. cit., p. 18.

19 Extrait de Willems, *Gladio*, p. 147.

20 Ibid., p. 148.

21 Ibid., p. 149.

22 *Rapport du Sénat belge de 1991 sur Gladio*, p. 22.

23 Ibid., p. 20 et 21.

24 Michel Van Ussel, *Georges 923. Un agent du Gladio belge parle. Témoignage* (Éditions la Longue Vue, Bruxelles, 1991), p. 150.

25 Périodique britannique *Stewatch*, janvier 1992.

26 *Rapport du Sénat belge de 1991 sur Gladio*, p. 22.

27 Périodique britannique *Stewatch*, juillet/août 1992.

28 *Rapport du Sénat belge de 1991 sur Gladio*, p. 6, 29, 30. Et Van Ussel, *Georges 923*, p. 19-27.

29 Ibid., p. 38.

30 Ibid., p. 58.

31 Ibid., p. 55.

32 Ibid.

33 Extrait du *Rapport du Sénat belge de 1991 sur Gladio*, p. 25.

34 Ibid.

35 Ibid., p. 137.

36 Ibid., p. 62.

37 Van Ussel, *Georges 923*, p. 141.

38 *Rapport du Sénat belge de 1991 sur Gladio*, p. 57.

39 Van Ussel, *Georges 923*, p. 81.

40 *Rapport du Sénat belge de 1991 sur Gladio*, p. 61.

41 Allan Francovich, *Gladio : The Ringmasters*. Premier des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 10 juin 1992 sur BBC2.

42 Van Ussel, *Georges 923*, p. 79.

43 Ibid., p. 59.

44 Ibid., p. 86.

45 Ibid., p. 51 and 107.

46 *Rapport du Sénat belge de 1991 sur Gladio*, p. 28.

47 Ibid., p. 33.

48 Ibid., p. 37.

49 Ibid., p. 45.

50 Ibid., p. 59.

51 Ibid., p. 47.

52 Ibid., p. 45.

53 Ibid., p. 66.

54 Ibid., p. 44.

55 Ibid., p. 47.

56 Van Ussel, *Georges 923*, p. 43.

57 Ibid., p. 57.

58 *Rapport du Sénat belge de 1991 sur Gladio*, p. 78.

59 Hugh O'Shaughnessy, « Gladio : Europe's best kept secret ». Ces agents étaient censés rester derrière les lignes ennemies en cas d'invasion de l'Europe de l'Ouest par l'Armée rouge. Mais ce réseau mis en place avec les meilleures intentions dégénéra dans certains pays en instrument du terrorisme et de l'agitation politique d'extrême droite. Dans le quotidien britannique *The Observer*, du 7 juin 1992.

60 *Rapport du Sénat belge de 1991 sur Gladio*, p. 47-48.

61 Allan Francovich, *Gladio : The Foot Soldiers*. Dernier des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 24 juin 1992 sur BBC2.

62 Ibid.

63 Ibid.

64 Ibid.

65 Ibid.

66 Hugh O'Shaughnessy, « Gladio : Europe's best kept secret ». Ces agents étaient censés rester derrière les lignes ennemies en cas d'invasion de l'Europe de l'Ouest par l'Armée rouge. Mais ce réseau mis en place avec les meilleures intentions dégénéra dans

certain pays en instrument du terrorisme et de l'agitation politique d'extrême droite. Dans le quotidien britannique *The Observer*, du 7 juin 1992.

67 Manuel Abramowicz, *Le dictionnaire des 'années de plomb' belges*. Version en ligne : www.users.skynet.be/avancees/idees.html - Pour plus d'informations sur les CCC, voir également Jos Vander Velpen, *Les CCC - L'État et le terrorisme* (EPO Dossier, Anvers, 1988).

68 Allan Francovich, *Gladio : The Foot Soldiers*. Dernier des trois documentaires de Francovich consacrés à Gladio, diffusé le 24 juin 1992 sur BBC2.

69 Extrait de Willems, *Gladio*, p. 13.

70 Chronologie des crimes attribués aux tueurs du Brabant :

Date	Lieu	Bilan	Cible
14/08/1982	Maubeuge, France	1 blessé	attaque d'une épicerie
30/09/1982	Wavre, Brabant	1 tué, 3 blessés	attaque d'une armurerie
30/09/1982	Hoeilaart, Brabant	2 blessés	fusillade du BSR
23/12/1982	Bruxelles, Brabant	1 mort	attaque de l'Hôtel des Chevaliers
09/01/1983	Mons, Brabant	1 mort	meurtre d'un chauffeur de taxi
25/02/1983	Uccle, Brabant	1 blessé	attaque d'un supermarché Delhaize
03/03/1983	Hal, Brabant	1 mort, 1 blessé	attaque d'un magasin Colruyt
10/09/1983	Temse, Brabant	1 mort, 1 blessé	attaque d'une boutique de vêtements
17/09/1983	Nijvel, Brabant	3 morts, 1 blessé	attaque d'un magasin Colruyt
17/09/1983	Braine-l'Alleud, Brabant	1 blessé	échange de coups de feu avec la police
02/10/1983	Ohain, Brabant	1 mort	attaque d'un restaurant
07/10/1983	Beersel, Brabant	1 mort, 3 blessés	attaque d'un supermarché Delhaize
01/12/1983	Anderlues, Brabant	2 morts	attaque d'une bijouterie
27/09/1985	Braine-l'Alleud, Brabant	3 morts, 1 blessé	attaque d'un supermarché Delhaize
27/09/1985	Overijse, Brabant	5 morts, 1 blessé	attaque d'un supermarché Delhaize
09/11/1985	Alost, Brabant	8 morts, 9 blessés	attaque d'un supermarché Delhaize

D'après la *Chambre des Représentants de Belgique : Enquête parlementaire sur les adaptations nécessaires en matière d'organisation et de fonctionnement de l'appareil policier et judiciaire, en fonction des difficultés survenues lors de l'enquête sur 'les tueurs du Brabant'*. Rapport fait au nom de la commission d'enquête par MM. Renaat Landuyt et Jean-Jacques Viseur. Bruxelles, 14 octobre 1997, p. 21-22.

71 Allan Francovich, *Gladio : The Foot Soldiers*. Dernier des trois documentaires de Francovich consacrés à Gladio, diffusé le 24 juin 1992 sur BBC2.

72 Marcus Warren, «The Slaughter that still Haunts Belgium» dans l'hebdomadaire britannique *Sunday Telegraph* du 26 novembre 1995.

73 Rapport du Sénat belge de 1991 sur *Gladio*, p. 100.

74 Ibid., p. 153.

75 Ibid., p. 141.

76 Ibid., p. 53.

77 Ibid., p. 54. Voir également Boris Johnson, «Secret war over identities of Gladio agents» dans le quotidien britannique *The Daily Telegraph* du 29 mars 1991.

78 Rapport du Sénat belge de 1991 sur *Gladio*, p. 54.

79 Ibid., p. 51.

80 Périodique britannique *Statewatch*, mai/juin 1996.

81 *Chambre des Représentants de Belgique : Enquête parlementaire sur les adaptations nécessaires en matière d'organisation et de fonctionnement de l'appareil policier et judiciaire, en fonction des difficultés survenues lors de l'enquête sur 'les tueurs du Brabant'*. Rapport fait au nom de la commission d'enquête par MM. Renaat Landuyt et Jean-Jacques Viseur. Bruxelles, 14 octobre 1997.

82 John Palmer, «Trial Fuels Claims of Right-Wing Belgian Terrorist Conspiracy» dans le quotidien britannique *The Guardian* du 28 janvier 1988.

83 Allan Francovich, *Gladio : The Foot Soldiers*. Dernier des trois documentaires de Francovich consacrés à Gladio.

84 Ibid.

85 Ibid.

86 Ibid.

87 Phil Davison, «A Very Right-Wing Coup Plot Surfaces in Belgium» dans l'hebdomadaire britannique *The Independent on Sunday*, du 24 janvier 1990.

88 Ed. Vulliamy, «Secret agents, freemasons, fascists... and a top-level campaign of political 'destabilisation' : 'Strategy of tension' that brought carnage and cover-up» dans le quotidien britannique *The Guardian* du 5 décembre 1990.

89 Willems, *Gladio*, p. 151.

90 Agence de presse internationale *Reuters*, 1^{er} octobre 1990 et 25 janvier 1988.

91 Allan Francovich, *Gladio : The Foot Soldiers*. Dernier des trois documentaires de Francovich consacrés à Gladio, diffusé le 24 juin 1992 sur BBC2.

92 Ibid.

93 Phil Davison, «A Very Right-Wing Coup Plot Surfaces in Belgium» dans l'hebdomadaire britannique *The Independent on Sunday*, 24 janvier 1990.

94 Manuel Abramowicz, *Le dictionnaire des 'années de plomb' belges*. Version en ligne : www.users.skynet.be/avancees/idees.html

95 Allan Francovich, *Gladio : The Foot Soldiers*. Dernier des trois documentaires de Francovich consacrés à Gladio, diffusé le 24 juin 1992 sur BBC2.

96 Manuel Abramowicz, *Le dictionnaire des 'années de plomb' belges*. Version en ligne : www.users.skynet.be/avancees/idees.html

97 Allan Francovich : *Gladio : The Foot Soldiers*. Dernier des trois documentaires de Francovich consacrés à Gladio, diffusé le 24 juin 1992 sur BBC2.

98 Ibid.

99 Ibid.

100 Ibid.

101 Ibid.

102 Ibid.

103 Ibid.

104 Hugh O'Shaughnessy, «Gladio : Europe's best kept secret». Ces agents étaient censés rester derrière les lignes ennemies en cas d'invasion de l'Europe de l'Ouest par l'Armée rouge. Mais ce réseau mis en place avec les meilleures intentions dégénéra dans certains pays en instrument du terrorisme et de l'agitation politique d'extrême droite. Dans le quotidien britannique *The Observer*, du 7 juin 1992.

105 Allan Francovich, *Gladio : The Foot Soldiers*. Dernier des trois documentaires de Francovich consacrés à Gladio, diffusé le 24 juin 1992 sur BBC2.

106 Ibid.

107 Manuel Abramowicz, *Le dictionnaire des 'années de plomb' belges*. Version en ligne : www.users.skynet.be/avancees/idees.html

11. LA GUERRE SECRÈTE AUX PAYS-BAS

1 Paul Koedijk, «De Geheimste Dienst. Gladio in Nederland. De geschiedenis van een halve eeuw complot tegen de vijand» dans *Vrij Nederland*, 25 janvier 1992, p. 9. Les informations disponibles sur le stay-behind néerlandais proviennent presque exclusivement de deux articles écrits par Paul Koedijk pour l'Institut de documentation militaire d'Amsterdam. Grâce à des entretiens avec d'anciens membres du réseau et à l'étude de documents d'archives, Koedijk est parvenu à retracer une partie de l'histoire de l'armée secrète I&O, même si la très secrète branche O requiert des recherches supplémentaires.

2 Koedijk, «Geheimste Dienst», p. 9.

3 Frans Kluiters, *De Nederlandse inlichtingen en veiligheidsdiensten* (Sdu, La Haye, 1993), p. 304.

4 Koedijk, «Geheimste Dienst», p. 9.

5 Officiellement, le BVD fut créé en août 1949 par décret royal. Durant les quatre premières années de l'après-guerre, il y eut une profonde refonte des structures du renseignement intérieur. Le BNV (Bureau Nationale Veiligheid) fut d'abord créé en 1945 avec pour principale mission de démasquer les agents allemands restés postés infiltrés après la reconquête alliée. Le BNV fut ensuite restructuré au printemps 1946, opérant un bref moment sous le nom de CVD (Central Veiligheidsdienst) avant d'être remplacé par un nouveau service de renseignement intérieur, le BVD.

6 Pendant la majeure partie de son histoire, l'IDB travailla dans l'ombre et n'attira que très rarement l'attention du public, des parlementaires, des chercheurs et des médias. Cette situation changea brusquement quand, suite à l'échec d'une mission d'espionnage dans les années 1960, deux «touristes» néerlandais, Evert Reydon et Louw de Jager, soient arrêtés et emprisonnés en URSS. Quelques années plus tard, une série de scandales impliquant le renseignement intérieur suscita un tel mécontentement parmi la population que le Premier ministre Lubbers décida finalement de fermer le service. Pour plus d'informations sur l'IDB, voir Cees Wiebes et Bob de Graaf, *Villa Maarheeze. The Netherlands Foreign Intelligence Service* (Dutch Government Printing Office, La Haye, 1992). Wiebes et Graaf ont fait face à de nombreuses difficultés lors de leurs recherches. Des responsables du renseignement, actuels et anciens, ont reçu la consigne claire de ne pas parler aux auteurs. Wiebes et Graaf ont dû aller plusieurs fois en justice, en invoquant la loi néerlandaise sur la liberté d'information pour vaincre les résistances du gouvernement des Pays-Bas, afin d'obtenir l'accès à certains documents et la publication de leur ouvrage. Après plus de 150 entretiens avec des agents des services secrets, ils ont écrit ce qui est probablement la plus complète histoire de l'IDB. Wiebes et Graaf sont également entrés en possession de documents datant des premiers temps du Gladio néerlandais et ont publié sur le sujet aux Pays-Bas. Voir Bob de Graaff et Cees Wiebes, *Gladio der vrije jongens : een particuliere geheime dienst in Koude Oorlogstijd* (Sdu, La Haye, 1992).

7 Koedijk, «Geheimste Dienst», p. 10.

8 Paul Koedijk, «Dossier Gladio. Nederland was voorbereid op een nieuwe oorlog» dans *Vrij Nederland*, du 11 juillet 1992, p. 34.

9 Kluiters, *Nederlandse*, p. 306.

10 Koedijk, «Geheimste Dienst», p. 13.

11 Kluiters, *Nederlandse*, p. 310.

12 Koedijk, «Dossier Gladio», p. 36.

13 Ibid.

14 Ibid.

15 Ibid.

16 Kluiters, *Nederlandse*, p. 314.

17 Koedijk, «Geheimste Dienst», p. 10.

18 Ibid., p. 11.

19 Koedijk, «Dossier Gladio», p. 34.

20 Kluiters, *Nederlandse*, p. 306.

21 Ibid.

22 Koedijk, «Geheimste Dienst», p. 12.

23 Kluiters, *Nederlandse*, p. 308.

24 Koedijk, «Dossier Gladio», p. 35.

25 Ibid.

26 Koedijk, «Geheimste Dienst», p. 11.

27 Ibid., p. 12.

28 Kluiters, *Nederlandse*, p. 311.

29 Koedijk, «Geheimste Dienst», p. 12.

30 Kluiters, *Nederlandse*, p. 311.

31 Koedijk, «Geheimste Dienst», p. 12.

32 Ibid., p. 11.

33 Ibid.

34 Ibid., p. 12.

35 Ibid., p. 13.

36 Kluiters, *Nederlandse*, p. 308.

37 Koedijk, «Dossier Gladio», p. 34.

38 Ibid., p. 35.

39 Koedijk, «Geheimste Dienst», p. 12.

40 Ibid.

41 Ibid.

42 Ibid.

43 Koedijk, «Dossier Gladio», p. 37.

44 Koedijk, «Geheimste Dienst», p. 13.

45 Tous 2 citent Koedijk, «Dossier Gladio», p. 36.

46 Ibid.

47 Koedijk, «Geheimste Dienst», p. 8.

48 Agence de presse *Associated Press*, 14 novembre 1990. L'intégralité de la lettre de Lubbers fut publiée dans le quotidien néerlandais *NRC Handelsblad* du novembre 1990 : «Brief premier Lubbers "geheime organisatie"». Elle est aussi archivée dans la documentation officielle du Parlement néerlandais sous le matricule Kamerstuk N° 21895.

49 Agence de presse internationale *Associated Press*, 14 novembre 1990.

50 Ibid.

51 Ibid., 21 novembre 1990.

52 Quotidien britannique *The Guardian* du 5 décembre 1990.

53 Magazine politique britannique *Stewatch*, septembre/octobre 1993 reprenant le quotidien néerlandais *Dagblad* du 7 septembre 1993.

54 Agence de presse internationale *Reuters*, 14 décembre 1993, reprenant le quotidien néerlandais *NCR Handelsblad*.

12. LA GUERRE SECRÈTE AU LUXEMBOURG

1 Toutes les informations proviennent de la déclaration du Premier ministre luxembourgeois Jacques Santer au Parlement le 14 novembre 1990. Publiée dans son intégralité dans le quotidien luxembourgeois *Luxemburger Wort* du 15 novembre 1990.

13. LA GUERRE SECRÈTE AU DANEMARK

1 Iver Hoj, «Ogsa Danmark havde hemmelig haer efter anden verdenskrig» dans le quotidien danois *Berlingske Tidende* du 25 novembre 1990. L'article du journaliste Iver Hoj demeure aujourd'hui encore la description la plus complète de l'armée stay-behind danoise.

2 Iver Hoj, «Ogsa Danmark havde hemmelig haer efter anden verdenskrig» dans le quotidien danois *Berlingske Tidende* du 25 novembre 1990.

3 Ibid.

4 Ibid.

5 William Colby, *Honorable Men : My life in the CIA* (Simon & Schuster, New York, 1978), p. 82 and 83.

6 Iver Hoj, «Ogsa Danmark havde hemmelig haer efter anden verdenskrig» dans le quotidien danois *Berlingske Tidende* du 25 novembre 1990.

7 Ibid.

8 Ibid.

9 Ibid.

10 Extrait de Jacob Andersen, «Mere mystik om dansk Gladio» dans le quotidien danois *Information* du 26 novembre 1990.

11 Iver Hoj, «Ogsa Danmark havde hemmelig haer efter anden verdenskrig» dans le quotidien danois *Berlingske Tidende* du 25 novembre 1990.

12 Jacob Andersen, «Mere mystik om dansk Gladio» dans le quotidien danois *Information* du 26 novembre 1990.

13 Iver Hoj, «Ogsa Danmark havde hemmelig haer efter anden verdenskrig» dans le quotidien danois *Berlingske Tidende* du 25 novembre 1990.

14 Ibid.

15 Jacob Andersen, «Mere mystik om dansk Gladio» dans le quotidien danois *Information* du 26 novembre 1990.

16 Iver Hoj, «Ogsa Danmark havde hemmelig haer efter anden verdenskrig» dans le quotidien danois *Berlingske Tidende* du 25 novembre 1990.

17 Ibid.

18 Henrik Thomsen, «CIA sendte vaben til Danmark» dans le quotidien danois *Jyllands Posten* du 22 avril 1991.

19 Quotidien danois *Extra Bladet*, repris dans Jacob Andersen, «Mere mystik om dansk Gladio» dans le quotidien danois *Information* du 26 novembre 1990.

20 Iver Hoj, «Ogsa Danmark havde hemmelig haer efter anden verdenskrig» dans le quotidien danois *Berlingske Tidende* du 25 novembre 1990.

21 Ibid.

22 Ibid.

23 Ibid.

24 Jacob Andersen, «Mere mystik om dansk Gladio» dans le quotidien danois *Information* du 26 novembre 1990.

25 Henrik Thomsen, «CIA sendte vaben til Danmark» dans le quotidien danois *Jyllands Posten* du 22 avril 1991.

26 Jacob Andersen, «Mere mystik om dansk Gladio» dans le quotidien danois *Information* du 26 novembre 1990.

27 Ibid.

28 Ibid.

29 Ibid.

30 Iver Hoj, «Ogsa Danmark havde hemmelig haer efter anden verdenskrig» dans le quotidien danois *Berlingske Tidende* du 25 novembre 1990.

31 Agence de presse internationale *Associated Press*, 14 novembre 1990.

32 Iver Hoj, «Ogsa Danmark havde hemmelig haer efter anden verdenskrig» dans le quotidien danois *Berlingske Tidende* du 25 novembre 1990.

33 Ibid.

34 Ibid.

35 Ibid.

36 Ibid.

14. LA GUERRE SECRÈTE EN NORVÈGE

1 Ronald Bye et Finn Sjøe, *Norges Hemmelige Haer – Historien om Stay Behind* (Tiden Norsk Verlag, Oslo, 1995), p. 39.

2 Le 14 septembre 1965, Mme Lygren, secrétaire à l'ambassade de Norvège à Moscou, fut arrêtée par la Police de sécurité norvégienne d'Asbjørn Bryhn qui la soupçonnait d'avoir travaillé pour les Soviétiques. L'interpellation survint après qu'un agent du KGB passé à l'Ouest, Anatoly Golitsyn, ait parlé à James Jesus Angleton, le chasseur de taupes en chef de la CIA, de la présence d'une agent double à l'ambassade de Norvège à Moscou, sans toutefois donner son nom. Le directeur de la police Bryhn, qui n'avait jamais été en bons termes avec Evang, le directeur du NIS, attendit pour l'en informer que l'opération fut achevée et que les premiers détails aient filtré dans la presse. Cela provoqua la fureur d'Evang, qui était convaincu de l'innocence de Lygren, et il y vit un manque grave de coordination entre les services de police et ceux du renseignement. Les charges pesant sur Lygren s'avérèrent infondées et la secrétaire fut libérée le 15 décembre 1965. Les informations de Golitsyn, que les Américains avaient transmises aux Norvégiens, avaient apparemment entraîné une confusion d'identité. Une autre femme, Gunvor Galtung Haavik, qui avait travaillé à l'ambassade de Norvège à Moscou par le passé, fut placée sous surveillance. En 1977, elle fut arrêtée à Oslo alors qu'elle remettait des documents à un agent du KGB. Mais ce problème ne concernait plus Evang. L'erreur dont avait été victime Lygren les avait discrédités, Bryhn et lui, et ils avaient été contraints de démissionner en 1966.

3 Extrait de Olav Riste, *The Norwegian Intelligence Service 1945–1970* (Frank Cass, Londres, 1999), p. 16.

4 Riste : *Norwegian Intelligence Service*, p. 226.

5 Ibid., p. 17.

6 D'après l'auteur et ancien agent secret norvégien Christian Christensen, dont les propos furent rapportés par l'agence de presse internationale *Reuters* le 4 novembre 1988. En 1997, il fut révélé et confirmé que l'agent de la CIA Alf Martens Meyer avait aussi recruté des capitaines de vaisseaux norvégiens pour participer à des missions clandestines au Nord-Vietnam au cours des années qui précédèrent l'intervention militaire américaine dans le pays. Jørgen Kosmo, ministre de la Défense norvégien en 1997, déclara que si les hommes de Meyer avaient effectivement assisté les troupes sud-vietnamiennes et les commandos formés par les Américains dans leurs raids contre le Viêt-cong, ces missions constituaient une violation claire de la loi norvégienne. (Quotidien britannique *The Guardian* du 1^{er} mai 1997).

7 Bye et Sjøe, *Hemmelige Haer*, p. 67.

8 Riste, *Norwegian Intelligence Service*, p. 16.

9 Bye et Sjøe, *Hemmelige Haer*, p. 56.

- 10 Riste, *Norwegian Intelligence Service*, p. 28.
- 11 Ibid., p. 16.
- 12 Ibid., p. 19.
- 13 Ibid., p. 34.
- 14 Ibid., p. 19.
- 15 Ibid., p. 20.
- 16 Ibid.
- 17 Ibid., p. 40.
- 18 Comme le résume Riste, Ibid., p. 37.
- 19 Ibid., p. 37 and 53.
- 20 Ibid., p. 35.
- 21 Ibid., p. 36.
- 22 Ibid.
- 23 Ibid., p. 43.
- 24 Ibid.
- 25 Cité par Riste. Ibid., p. 43.
- 26 Ibid., p. 44.
- 27 Ibid.
- 28 Ibid., p. 46.
- 29 Ibid., p. 47.
- 30 Ibid., p. 48.
- 31 Bye et Sjøe, *Hemmelige Haer*, p. 145.
- 32 Leo Müller, *Gladio. Das Erbe des Kalten Krieges. Der NATO Geheimbund und sein deutscher Vorläufer* (Rowohlt, Hambourg, 1991), p. 46. Et Jean-François Brozzu-Gentile, *L'affaire Gladio* (Editions Albin Michel, Paris, 1994), p. 199. Le document confidentiel de l'OTAN s'intitule : *Supplement N° 3 to the documents of the Civil Affairs Oplan N° 100-1*. Rien n'est précisé mais il date selon toute logique d'avant 1968.
- 33 Riste, *Norwegian Intelligence Service*, p. 45.
- 34 Roger Faligot et Rémi Kaufer, *Les Maîtres Espions. Histoire Mondiale du Renseignement. Tome 2. De la Guerre Froide à nos jours* (Editions Laffont, Paris, 1994), p. 62.
- 35 Bye et Sjøe, *Hemmelige Haer*, p. 62. Ils se basent sur l'autobiographie de Sven Blindheim : *Offiser i krig og fred* [Agent de guerre et de paix].
- 36 Riste, *Norwegian Intelligence Service*, p. 33.
- 37 Agence de presse internationale *Associated Press*, 14 novembre 1990. Différents textes publiés dans des magazines, des journaux et dans des ouvrages consacrés à la (re)découverte du réseau Gladio en 1990 relatent les révélations de 1978 en Norvège. Voir : le quotidien britannique *The Guardian* du 15 novembre 1990. *Searchlight* N° 187, janvier 1991, p. 4. Müller, *Gladio*, p. 59.
- 38 Agence de presse internationale *Associated Press*, 14 novembre 1990.
- 39 William Colby, *Honorable Men : My life in the CIA* (Simon & Schuster, New York, 1978), p. 82 et 83.
- 40 Colby, *Honorable Men*, p. 82 et 83.
- 41 Agence de presse internationale *Associated Press*, 14 novembre 1990.
- 42 Ibid.
- 43 Ibid.
- 44 Ronald Bye et Finn Sjøe, *Norges Hemmelige Haer – Historien om Stay Behind*. (Tiden Norsk Verlag, Oslo, 1995).
- 45 Olav Riste et Arnfinn Moland publièrent leur ouvrage *Strengt Hemmelig : Norsk etterretningsteneste 1945–1970* en 1997, dans lequel ils retracent l'histoire du Gladio norvégien jusqu'en 1970, date à partir de laquelle les recherches auraient risqué de compromettre des responsables toujours en activité. En 1999, le livre fut publié en

anglais par Olav Riste chez Frank Cass, Londres, sous le titre *The Norwegian Intelligence Service 1945–1970*, c'est aujourd'hui encore l'ouvrage de référence sur le *stay-behind* norvégien.

15. LA GUERRE SECRÈTE EN ALLEMAGNE

- 1 En ce qui concerne le débat sur les véritables auteurs de l'incendie du Reichstag, consulter Alexander Bahar et Wilfried Kugel, *Der Reichstagsbrand. Wie Geschichte gemacht wird* (Quintessenz Verlag, Berlin, 2000).
- 2 *Bericht der Bundesregierung über die Stay-Behind Organisation des Bundesnachrichtendienstes*. Un document de quatre pages rédigé par Lutz Stavenhagen à Bonn le 3 décembre 1990. Il y est fait référence ci-après sous le nom de *Rapport allemand de 1990 sur le stay-behind*.
- 3 Périodique français *Intelligence Newsletter* du 19 décembre 1990.
- 4 Périodique britannique *Searchlight* de janvier 1991.
- 5 Christopher Simpson, *Blowback : America's Recruitment of Nazis and Its Effects on the Cold War* (Weidenfeld et Nicolson, Londres, 1988), Prologue. Il convient de remarquer que la presse américaine s'aligne sur la stratégie de dissimulation du ministère de la Justice et rendit compte du phénomène comme d'une exception. *United Press International* titra par exemple le lendemain : 'BARBIE L'EXCEPTION, PAS LA RÈGLE' Et la chaîne ABC invita dans son édition du soir Allan Ryan, qui expliqua que les États-Unis avaient "recruté Barbie en toute bonne foi, sans se douter du rôle qu'il avait joué en France... [et que] son cas n'était en rien significatif" Répondant aux questions des journalistes, Ryan poursuivit sur le même thème en indiquant qu'il était "hautement improbable que d'autres dignitaires nazis aient bénéficié de la même confiance que Barbie... et que l'affaire [était] donc close". (ibid.).
- 6 Simpson, *Blowback*, p. 44.
- 7 Ibid., p. 42.
- 8 Ibid., p. 40.
- 9 Allan Francovich, *Gladio : The Ringmasters*. Premier des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 10 juin 1992 sur BBC2.
- 10 Ibid.
- 11 Périodique britannique *Searchlight* de janvier 1991.
- 12 Ibid.
- 13 Leo Müller, *Gladio. Das Erbe des Kalten Krieges. Der NATO Geheimbund und sein deutscher Vorläufer* (Rowohlt, Hambourg, 1991), p. 72. Le journaliste allemand Leo Müller a sûrement fourni la meilleure description des événements de 1952 en Allemagne dans ce livre paru dans les premiers temps de l'affaire Gladio. L'extrait du témoignage d'Hans Otto figure dans le *rapport BDJ-TD* que le gouvernement local de Hesse a rendu public suite au scandale.
- 14 Dieter von Glahn, *Patriot und Partisan für Freiheit und Einheit* (Grabert, Tübingen, 1994), p. 58.
- 15 D'autres camps militaires comme le centre d'entraînement des unités parachutistes situé près d'Altenstadt, en Bavière, furent utilisés pour l'entraînement des unités *stay-behind* allemandes. Voir Erich Schmidt Eenboom, *Die 'Graue' und die 'Rote' Hand. Geheimdienste in Altenstadt*, années 1990. Non publié.
- 16 Müller : *Gladio*, p. 123.
- 17 Ibid., p. 124, citant le *rapport BDJ-TD*.
- 18 Ibid., citant le *rapport BDJ-TD*.
- 19 Ibid., p. 130, citant le *rapport BDJ-TD*.
- 20 Ibid., p. 128, citant le *rapport BDJ-TD*.
- 21 Ibid., p. 129 et 130, citant le *rapport BDJ-TD*.

22 Ibid., p. 133.

23 Simpson, *Blowback*, p. 181. Et Jens Mecklenburg (ed.), *Gladio : Die geheime Terrororganisation der Nato* (Elefant Press, Berlin, 1997), p. 74. Mecklenburg fut l'un des premiers à prendre conscience, après 1995, des implications considérables du phénomène Gladio et à publier des essais sur le sujet en Europe.

24 Müller, *Gladio*, p. 94, citant le rapport du BDJ-TD.

25 Ibid., p. 107, citant le rapport du BDJ-TD.

26 Ibid., p. 136 et 143.

27 William Blum, *Killing Hope. US Military and CIA interventions since World War II* (Common Courage Press, Maine, 1995), p. 64 dans son enquête approfondie sur la CIA, Blum remarque avec justesse que "cette opération en Allemagne... s'inscrivait dans le cadre d'un réseau bien plus vaste, nom de code 'Opération Gladio', créé par la CIA et d'autres services de renseignement européens et comptant des armées secrètes dans toute l'Europe de l'Ouest".

28 Discours de Zinn devant le Landtag (Parlement régional) de Hesse le 8 octobre 1952. Retranscrit dans Müller, *Gladio*, p. 146-152.

29 Cité dans Glahn, *Patriot*, p. 67. L'agent du TD Glahn a jugé cette déclaration de l'Américain « insultante à l'égard du TD ».

30 Intitulé *Der Technische Dienst des Bundes Deutscher Jugend* (Le TD du BDJ), le rapport d'enquête présenté en 1953 par le ministre de l'Intérieur de Hesse se composait de trois volumes : un long développement de 121 pages (le premier volume), et deux appendices, l'une de 200 et l'autre de 300 pages contenant des copies de lettres, de registres, de rapports et de décisions (volumes 2 et 3). Sans dénigrer les travaux effectués en Belgique, en Suisse et en Italie, on peut considérer que le *Rapport sur le BDJ-TD* est peut-être la seule enquête satisfaisante menée suite à la découverte d'un réseau *stay-behind* Gladio.

31 Allan Francovich, *Gladio : The Ringmasters*. Premier des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 10 juin 1992 sur BBC2.

32 Magazine politique autrichien *Zoom*, N° 4/5, 1996 : *Es muss nicht immer Gladio sein. Attentate, Waffenlager, Erinnerungslücken*, p. 97. Et Klaus Harbart : « Gladio – ein Schwert in rechter Hand », dans *Der Rechte Rand*, N° 10, janvier 1991, p. 4.

33 Glahn : *Patriot*, p. 41-42.

34 Ibid., p. 43-47.

35 Simpson, *Blowback*, p. 260.

36 Aucun auteur spécifié, « Schnüffler ohne Nase. Die Pannen und Pleiten des Bundesnachrichtendienstes in Pullach » dans l'hebdomadaire d'informations allemand *Der Spiegel*, N° 17, 1995.

37 *Rapport allemand de 1990 sur le stay-behind*.

38 Müller, *Gladio*, p. 109.

39 Glahn, *Patriot*, p. 48.

40 Ibid., p. 74.

41 *Rapport allemand de 1990 sur le stay-behind*.

42 Ibid.

43 Ibid.

44 Ibid.

45 Mecklenburg, *Gladio*, p. 64.

46 Périodique britannique *The Economist* du 27 octobre 1990.

47 Aucun auteur spécifié « Schnüffler ohne Nase. Die Pannen und Pleiten des Bundesnachrichtendienstes in Pullach » dans l'hebdomadaire d'informations allemand *Der Spiegel*, N° 17, 1995.

48 Müller, *Gladio*, p. 20. Et Erich Schmidt Eenboom, *Schnüffler ohne Nase. Der BND. Die unheimliche Macht im Staate* (Econ Verlag, Düsseldorf, 1993), p. 376.

49 Quotidien britannique *The Observer* du 6 décembre 1990.

50 *MfS Hauptabteilung III. Report of General Major Männchen to Genosse Generalleutnant Neiber*, Berlin, 3 août 1984. Déclassifié.

51 *MfS Hauptabteilung III. Report of General Major Männchen to Genosse Generalleutnant Neiber*, Berlin, 6 novembre 1984. Déclassifié.

52 *MfS Streng Vertraulich. Information G/02069/13/02/84. Relevante Funkverbindungen von Sonderagenten und der Partnerdienste des BND sowie der NATO Geheimdienste*. Déclassifié.

53 *MfS Hauptabteilung III. Schnellautomatische Funksendungen im Funknetz der Ueberrollagenten des BND mit einer neuen Uebertragungsapparatur*. Berlin, 22 mai 1984. Déclassifié.

54 *MfS Hauptabteilung III. Gegenwärtiger Stand bei der Bearbeitung des Funkverbindingssystems des BND zu Ueberrollagenten*. Berlin, 5 juillet 1985. Déclassifié.

55 *Rapport allemand de 1990 sur le stay-behind*.

56 Anonyme. Périodique autrichien *Oesterreichische Militärische Zeitschrift*, N° 2, 1991, p. 123.

57 Jonathan Kwitny, « The CIA's Secret Armies in Europe » dans *The Nation* du 6 avril 1992, p. 446.

58 Mecklenburg, *Gladio*, p. 78.

59 Klaus Harbart, « Gladio – ein Schwert in rechter Hand » dans *Der Rechte Rand*, N° 10, janvier 1991, p. 5.

60 Quotidien allemand *Sueddeutsche Zeitung* du 27 septembre 1996.

61 Mecklenburg, *Gladio*, p. 82.

62 Ibid.

63 Transcription des séances du Parlement allemand. Deutscher Bundestag.

66. Sitzung, Bonn. 25 novembre 1981.

64 Extrait de Mecklenburg : *Gladio*, p. 79.

65 Klaus Harbart, « Gladio – ein Schwert in rechter Hand » dans *Der Rechte Rand*, N° 10, janvier 1991, p. 5.

66 Ibid.

67 Ibid., p. 6.

68 Mecklenburg, *Gladio*, p. 83.

69 Presse- und Informationsamt der Bundesregierung. *Pressemitteilung* N° 455/90, d'Hans Klein, 14 novembre 1990. Voir aussi Müller, *Gladio*, p. 30.

70 Extrait de Müller, *Gladio*, p. 14.

71 Aucun auteur spécifié, « Das blutige Schwert der CIA. Nachrichten aus dem Kalten Krieg : In ganz Europa gibt es geheime NATO Kommandos, die dem Feind aus dem Osten widerstehen sollen. Kanzler, Verteidigungsminister und Bundeswehrgenerale wussten angeblich von nichts. Die Spuren führen nach Pullach, zur 'stay-behind organisation' des Bundesnachrichtendienstes » dans l'hebdomadaire d'informations allemand *Der Spiegel* du 19 novembre 1990.

72 Ibid.

73 Mecklenburg, *Gladio*, p. 48.

74 « Kleine Anfrage der Abgeordneten Such, Frau Birthler, Hoss, Frau Dr Vollmer und der Fraktion DIE GRUENEN. Tätigkeit eines NATO-Geheimdienstes auch in der Bundesrepublik Deutschland? » Drucksache 11/8452. Inklusive Antworten von Dr Lutz G. Stavenhagen, MdB, Staatsminister beim Bundeskanzler, Beauftragter für die Nachrichtendienste. Bonn, 30 novembre 1990.

75 *Rapport allemand de 1990 sur le stay-behind*.

76 Magazine politique autrichien *Zoom*, N° 4/5, 1996 : « Es muss nicht immer Gladio sein. Attentate, Waffenlager, Erinnerungslücken », p. 110. Et *Reuters*, 17 août 1995.

77 Müller, *Gladio*, p. 19.

78 Ulrich Stoll, *Gladio : Späte Spuren einer NATO-Geheimarmee* dans Thomas Leif (ed.), *Mehr Leidenschaft Recherche. Skandal-geschichte und Enthüllungsberichte. Ein Handbuch zur Recherche und Informationsbeschaffung* (Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 2003), p. 184.

16. LA GUERRE SECRÈTE EN GRÈCE

1 Mackenzie, W. J. M., *History of the Special Operations Executive : Britain and the resistance in Europe* (British Cabinet Office, Londres, 1948), p. 703. L'original du Bureau des Archives Publiques de Londres n'a toujours pas été publié, il le sera prochainement chez Frank Cass.

2 Mackenzie, *Special Operations Executive*, p. 722–723.

3 Le journaliste du *Guardian* Peter Murtagh a écrit un récit passionné de la trahison de la résistance grecque et de la confiscation de la démocratie en Grèce par les Anglo-Saxons durant la guerre froide. Basé sur des documents récemment déclassifiés et sur des entretiens avec plusieurs diplomates américains et britanniques et des employés de la CIA, son livre porte le titre éloquent : *The Rape of Greece. The King, the Colonels, and the Resistance* (Simon & Schuster, Londres, 1994), p. 29. [Le Viol de la Grèce. Le Roi, les Colonels et la Résistance]

4 Aucun auteur spécifié, «Spinne unterm Schafsfell. In Südeuropa war die Guerillatruppe besonders aktiv – auch bei den Militärputschen in Griechenland und der Türkei?» Dans le magazine d'informations allemand *Der Spiegel*, N° 48, du 26 novembre 1990. Et Leo Müller, *Gladio. Das Erbe des Kalten Krieges. Der NATO Geheimbund und sein deutscher Vorläufer* (Rowohlt, Hambourg, 1991), p. 55.

5 Murtagh, *Rape*, p. 30.

6 Ibid., p. 24. Voir aussi *The Concise History of Greece* (Cambridge University Press, 1992) du professeur Richard Clogg, qui écrit que : «Des policiers indisciplinés ont ouvert le feu sur une manifestation sur la Place de la Constitution, au cœur de la ville, faisant une quinzaine de morts», p. 137.

7 William Blum, *Killing Hope : US Military and CIA interventions since World War II* (Common Courage Press, Maine, 1995), p. 36.

8 Murtagh, *Rape*, p. 39.

9 Blum, *Killing Hope*, p. 38.

10 Müller, *Gladio*, p. 55. Et Jens Mecklenburg (ed.), *Gladio : Die geheime Terrororganisation der Nato* (Elefant Press, Berlin, 1997), p. 19.

11 Jacques Baud, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets* (Lavauzelle, Paris, 1997), p. 546.

12 Murtagh, *Rape*, p. 41.

13 Philip Agee et Louis Wolf, *Dirty Work : The CIA in Western Europe* (Lyle Stuart Inc., Secaucus, 1978), p. 154.

14 Agee, *Dirty Work*, p. 155 and 156.

15 Ibid.

16 Murtagh, *Rape*, p. 42.

17 Magazine politique autrichien *Zoom*, N° 4/5, 1996, «Es muss nicht immer Gladio sein. Attentate, Waffenlager, Erinnerungslücken», p. 73.

18 Murtagh, *Rape*, p. 43.

19 Ibid., p. 44.

20 Ibid., p. 71.

21 Blum, *Killing Hope*, p. 216.

22 Aucun auteur spécifié, «Spinne unterm Schafsfell. In Südeuropa war die Guerillatruppe besonders aktiv – auch bei den Militärputschen in Griechenland und der

Türkei?» dans l'hebdomadaire d'informations allemand *Der Spiegel*, N° 48, du 26 novembre 1990.

23 Murtagh, *Rape*, p. 90.

24 Ibid.

25 Ibid., p. 102.

26 Cité dans Blum, *Killing Hope*, p. 217.

27 Ibid., p. 218.

28 Murtagh, *Rape*, p. 114.

29 Ibid., p. 118.

30 Christopher Simpson, *Blowback : America's Recruitment of Nazis and its Effects on the Cold War* (Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1988), p. 81.

31 Agee, *Dirty Work*, p. 154.

32 Bernard Cook, *The Mobilisation of the Internal Cold War in Italy* dans *History of European Ideas*. Vol. 19, 1994, p. 116. Cook écrit «une copie conforme de Gladio» entre guillemets car il cite Paul Grinsborg, *A History of Contemporary Italy : Society and Politics, 1943–1988* (Penguin, New York, 1990), p. 277.

33 Richard Collin, *The De Lorenzo Gambit : The Italian Coup Manque of 1964* (Sage, Beverly Hills, 1976), p. 40.

34 Voir Amnesty International, *Torture in Greece : The First Torturer's Trial in 1975*. Londres, 1977. Passim. Et Blum, *Killing Hope*, p. 218–220, Murtagh, *Rape*, p. 1–9.

35 Murtagh, *Rape*, p. 6.

36 Jean-François Brozzu-Gentile, *L'affaire Gladio* (Editions Albin Michel, Paris, 1994), p. 41, 42 and 90. Le quotidien britannique *The Observer* a apparemment publié dans l'une de ses éditions le message câblé le 15 mai 1969 par les colonels grecs à leurs amis italiens. Brozzu-Gentile ne précise toutefois pas de quelle édition il s'agit. Le voyage effectué par les fascistes italiens chez les colonels grecs dans le cadre de l'opération Gladio est également rapporté dans le rapport parlementaire italien sur Gladio et les attentats : *Senato della Repubblica. Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi : Il terrorismo, le stragi ed il contesto storico politico*. Redatta dal presidente della Commissione, Senatore Giovanni Pellegrino. Rome, 1995, p. 206.

37 Gentile, *Gladio*, p. 137.

38 John Palmer, «Undercover NATO Group 'may have had terror links'» dans le quotidien britannique *The Guardian* du 10 novembre 1990.

39 Agence de presse internationale *Associated Press*, le 14 novembre 1990.

40 Aucun auteur spécifié, «Spinne unterm Schafsfell. In Südeuropa war die Guerillatruppe besonders aktiv – auch bei den Militärputschen in Griechenland und der Türkei?» Dans l'hebdomadaire d'informations allemand *Der Spiegel*, N° 48, 26 novembre 1990.

17. LA GUERRE SECRÈTE EN TURQUIE

1 Edward Herman et Frank Brodhead, *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection* (Sheridan Square Publications, New York, 1986), p. 45 dans leur remarquable enquête sur l'opération de propagande réussie de la CIA visant à accuser à tort le KGB de l'attentat de 1981 contre le Pape, Herman et Brodhead livrent une brillante analyse du mouvement des Loups Gris et de son fondement idéologique.

2 Ibid., *Bulgarian Connection*, p. 45.

3 En 1992, Alparslan Türks effectua une visite chez ses frères turcs d'Azerbaïdjan, le voisin de l'Est de la Turquie devenu indépendant après le récent effondrement de l'ennemi soviétique. Il fut accueilli en héros à Bakou. Il apporta son soutien à la

candidature du sympathisant des Loups Gris Abulfex Elcibey qui fut élu Président de l'Azerbaïdjan et nomma un autre proche allié des Loups Gris au ministère de l'Intérieur.

4 Devenus obsolètes, les missiles Jupiter déployés en Turquie furent remplacés par des sous-marins Polaris équipés de missiles nucléaires. Voir Daniele Ganser, *Reckless Gamble. The Sabotage of the United Nations in the Cuban conflict and the missile crisis of 1962* (University Press of the South, La Nouvelle Orléans, 2000), p. 138.

5 Fikret Aslan et Kemal Bozay, *Graue Wölfe heulen wieder. Türkische Faschisten und ihre Vernetzung in der BRD* (Unrast Verlag, Münster, 1997), p. 69. L'Allemagne étant la plus importante communauté turque et kurde, les ouvrages les plus intéressants sur la guerre secrète en Turquie ont été publiés en allemand. Aslan et Bozay ont probablement consacré le meilleur ouvrage en langue étrangère de ces dernières années aux Loups Gris et au fascisme à la turque. Le livre comporte également deux essais, l'un de Serdar Celik, l'autre de Talat Turhan.

6 Selahattin Celik, *Türkische Konterguerilla. Die Todesmaschinerie* (Mesopotamien Verlag, Cologne, 1999), p. 44. Avec Talat Turhan, Celik fait autorité en matière de recherche sur la contre-guérilla turque. Ses travaux furent publiés pour la première fois en 1995 en Turquie sous le titre : *Olüm Makinasi Türk Kontrgerillasi*. D'origine kurde, Celik a étudié à l'université d'Ankara et travaillé comme journaliste et auteur. Sa sœur, son frère et trois de ses cousins ont été tués par la contre-guérilla et sa propre sécurité est également menacée. S'il respecte scrupuleusement les faits, il admet toutefois que le meurtre de ses proches a provoqué chez lui une certaine objectivité et une approche particulièrement critique du *stay-behind* turc : « Je n'ai pas écrit ce livre comme n'importe quelle personne étrangère au problème. Je ne suis pas objectif. J'ai écrit ce livre en tant que fils du peuple kurde qui lutte pour survivre face à la machine de guerre du régime turc et se bat pour son droit à vivre en paix... comment traiter du crime que constitue l'élimination systématique des intellectuels kurdes ? Un crime d'une ampleur jamais observée, hormis au Chili. » (*Türkische Konterguerilla*, p. 354). Sous le nom de plume Serdar Celik, il a également mis en ligne, en anglais, un résumé de 10 pages de son livre, intitulé : *Turkey's Killing Machine : The Contra Guerrilla Force* (<http://www.ozgurluk.org/mhp/0061.html>). Les citations qui suivent sont extraites du livre (*Türkische Konterguerilla*) et de l'article (*Turkey's Killing Machine*).

7 No author specified, *The Origins of 'Gladio' in Turkey* dans le périodique français *Intelligence Newsletter. Le Monde du Renseignement*, 19 décembre 1990.

8 Celik, *Die Todesmaschinerie*, p. 50.

9 Journal turc *Cumhuriyet* du 17 novembre 1990.

10 Celik, *Türkische Konterguerilla*, p. 44. La même information a été publiée dans le magazine politique autrichien *Zoom*, N° 4/5, 1996 : « Es muss nicht immer Gladio sein. Attentate, Waffenlager, Erinnerungslücken », p. 74-75. Voir aussi la remarquable contribution d'Olaf Goebel, *Gladio in der Türkei* dans Jens Mecklenburg, *Gladio. Die geheime Terrororganisation der NATO*, (1997), p. 122-130. Goebel a été le premier chercheur à consacrer un chapitre à la Turquie dans un ouvrage sur Gladio. Voir également : Aucun auteur spécifié, « Spinne unterm Schafsfell. In Südeuropa war die Guerillatruppe besonders aktiv – auch bei den Militärputschen in Griechenland und der Türkei ? » Dans l'hebdomadaire d'informations allemand *Der Spiegel*, N° 48, 26 novembre 1990.

11 Celik, *Türkische Konterguerilla*, p. 45.

12 Ibid., *Turkey's Killing Machine*.

13 Aslan et Bozay, *Graue Wölfe*, p. 55.

14 Ibid.

15 Celik, *Türkische Konterguerilla*, p. 51.

16 Aslan et Bozay, *Graue Wölfe*, p. 59.

17 Ibid., p. 50.

18 Leo Müller, *Gladio. Das Erbe des Kalten Krieges. Der NATO Geheimbund und sein deutscher Vorläufer* (1991), p. 57 ; et Olaf Goebel in Jens Mecklenburg, *Gladio*, p. 128. Également Celik, *Türkische Konterguerilla*, p. 151.

19 Les trois ouvrages sont en turc, il semble qu'il n'y ait aucune traduction disponible pour le moment. (1) Talat Turhan, *Doruk Operasyonu*. (Cagloglu, Istanbul, 1989). Ce livre de 170 pages est consacré au service de renseignement turc MIT. (2) Talat Turhan, *Ozel Savas, Teror ve Kontrgerilla*. (Kadkoy, Istanbul, 1992). L'ouvrage traite de la contre-guérilla, du Département des opérations spéciales (Ozel Harp Dairesi), de la CIA, du MIT et du terrorisme. (3) Talat Turhan, *Kontrgerilla cumhuriyeti : aklamalar, belgeler, gercekler*. (Tumzamanlaryayincilik, Istanbul 1993). Dans ce troisième livre, Turhan aborde une nouvelle fois la contre-guérilla. Le journaliste Semih Hicyilmaz a également un ouvrage très intéressant sur le sujet : *Susurluk ve Kontrgerilla gercegi*, (Evensel Basim Yayin, Istanbul, 1997).

20 Un essai en allemand de Talat Turhan intitulé *Die Konterguerilla Republik* figure dans Aslan et Bozay, *Graue Wölfe*, p. 101-111.

21 Aslan et Bozay, *Graue Wölfe*, p. 106.

22 Extrait de Celik, *Türkische Konterguerilla*, p. 151.

23 Essai de Talat Turhan, *Die Konterguerilla Republik* dans Aslan et Bozay, *Graue Wölfe*, p. 102 et 103.

24 Celik, *Turkey's Killing Machine*. Celik cite la *Directive ST 31/15 for Operations Against Irregular Forces*.

25 Regine Igel, *Andreotti. Politik zwischen Geheimdienst und Mafia* (Herbig Verlag, Munich, 1997), p. 354.

26 Herman Brodhead, *Bulgarian Connection*, p. 61.

27 Igel, *Andreotti*, p. 354.

28 Tiré de Celik, *Türkische Konterguerilla*, p. 147.

29 Ibid., p. 145.

30 Les citations proviennent du magazine politique turc de gauche *Kurtulus*, N° 99, 19 septembre 1998. *Kurtulus* (Libération) fut publié une première fois en 1971, suite au coup d'État, et a continué à délivrer une information critique sur la guerre secrète en Turquie. Il a ensuite été interdit. Ses journalistes ont fait l'objet de menaces, d'arrestations et de torture. Ses locaux ont été plastiqués à plusieurs reprises et les presses qui imprimaient *Kurtulus* ont été sommées de ne plus collaborer avec le magazine. La version en ligne du magazine a également rencontré des problèmes.

31 Magazine turc *Kurtulus*, reprise de Mehmet Eymür, *Analiz*, p. 90-96.

32 Magazine turc *Kurtulus* N° 99, 19 septembre 1998.

33 Lucy Komisar, « Turkey's Terrorists : A CIA Legacy Lives On » dans *The Progressive*, avril 1997.

34 Celik, *Türkische Konterguerilla*, p. 46.

35 Ibid., p. 45.

36 Cité par Talat Turhan dans Aslan et Bozay, *Graue Wölfe*, p. 110.

37 Quotidien britannique *The Guardian* du 25 novembre 1998. Parmi les « diplômés » de la SOA figurent l'ancien homme fort du Panama Manuel Noriega, l'ex-dictateur argentin Leopoldo Galtieri, le leader du putsch d'Haïti Raoul Cedras, l'instigateur des escadrons de la mort salvadoriens Robert d'Aubuisson et le général Hector Gramajo, l'artisan présumé de la politique génocidaire de la « terre brûlée » au Guatemala. Au sein du commandement de la DINA, la très redoutée agence de renseignement et de torture de Pinochet, un homme sur sept avait été formé à la SOA. Suite à une vague de protestations populaires, la SOA fut rebaptisée 'Western Hemisphere Institute for Security Cooperation'.

38 Celik, *Turkey's Killing Machine*.

39 Le nombre 30 indique qu'il s'agit d'un document confidentiel de la DIA, le service de renseignement militaire américain. La DIA est subordonnée au Conseil d'État-major Inter-armes, son quartier général est situé au Pentagone, à Washington. La DIA travaille en étroite collaboration avec la CIA et, avec un budget annuel d'environ 4,5 milliards de dollars, elle fait partie des plus grands services secrets du pays. Voir Baud, Jacques, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets* (Lavauzelle, Paris, 1997), p. 174.

40 Igel, *Andreotti*, p. 356–357.

41 Ibid., p. 346.

42 Ibid., p. 347.

43 Après la chute de la dictature en 1976, le périodique espagnol *Triunfo*, bravant les pressions, publia des extraits du FM 30-31, comme le fit, le 27 octobre 1978, le magazine politique italien *L'Europeo*. Quand le mensuel italien *Controinformazione* imprima le manuel terroriste, les exemplaires furent immédiatement confisqués. Lorsque fut révélé le secret de la loge maçonnique secrète anti-communiste P2 de Licio Gelli, le manuel d'instruction fit à nouveau surface et la commission d'enquête parlementaire sur P2 osa le publier dans son rapport de 1987, mais les révélations sur Gladio n'allaient survenir que trois ans plus tard. Dans son livre consacré à Giulio Andreotti et à la subversion américaine en Italie, Regine Igel fait figurer une traduction en allemand du texte intégral du FM 30-31 (Igel, *Andreotti*, Appendice, p. 345–358). Elle cite comme source la version anglaise originale contenue dans le rapport d'enquête parlementaire sur la loge P2 et ses connexions américaines : *Commissione parlamentare d'inchiesta sulla loggia massonica P2. Allegati alla Relazione Doc. XXIII, n. 2-quater/7/1 Serie II, Vol. VII, Tome I, Roma 1987*, p. 287–298. Le document FM 30–31B est daté du 18 mars 1970, Quartier Général de l'armée des États-Unis, Washington DC, et signé par le général américain W. C. Westmoreland.

44 Allan Francovich, *Gladio : The Foot Soldiers*. Dernier des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 24 juin 1992 sur BBC2.

45 Magazine politique britannique *Searchlight*, N° 47, mai 1979, p. 6. Cité dans Herman et Brodhead, *Bulgarian Connection*, p. 50.

46 Celik, *Türkische Konterguerilla*, p. 51 and 53. Quand il quitta ses fonctions en 1974, Muhsin Batur se fit élire au Parlement et se trouva ainsi à l'abri des poursuites.

47 Quotidien turc *Milliyet* du 23 mars 1976. Citation : *Kurtulus* du 19 septembre 1998.

48 Turhan dans Aslan et Bozay, *Graue Wölfe*, p. 109.

49 Komisar, *A CIA Legacy*.

50 Ibid.

51 Magazine turc *Kurtulus* N° 99, 19 septembre 1998.

52 Périodique turc d'extrême gauche *Devrimci Sol* (Gauche Révolutionnaire), mai 1998.

53 Celik, *Türkische Konterguerilla*, p. 41 et Komisar, *A CIA Legacy*.

54 Komisar, *A CIA Legacy*.

55 Périodique turc d'extrême gauche *Devrimci Sol* (Gauche Révolutionnaire), mai 1998.

56 Ibid.

57 Celik, dans son essai dans Aslan et Bozay, *Graue Wölfe*, explique : « Le public sait à présent que Catli était un membre dirigeant du Gladio turc et qu'il avait probablement aussi des contacts avec le réseau international. En 1992, il put franchir la frontière et entrer aux États-Unis sans encombre, avec Delle Chiaie. » (ibid., p. 134). Celik s'est probablement trompé de date, ce n'était pas en 1992 mais en 1982.

58 L'un des ouvrages les plus intéressants sur le Gladio turc est la biographie du terroriste Catli par l'universitaire Dogan Yurdakul et le journaliste Soner Yalcin. Catli était surnommé « Reis », chef en turc : *Reis. Gladio nun Türk Tetikcisi* (Oteki Yay Nevi, Ankara, 1997). Après la mort de Catli, sa propre fille, Gokcen Catli, annonça son

intention d'écrire un livre sur son père, Gladio, la collaboration de Catli avec la CIA et « les événements capitaux qui se déroulent dans l'ombre ».

59 Citation : l'hebdomadaire berlinois *Jungle World* du 20 janvier 1999. Kirici fut à nouveau arrêté le 10 janvier 1999 à Istanbul. Il publia ses mémoires en mai 1998.

60 Quotidien turc *Yeniyuzyl* du 18 décembre 1996.

61 Komisar, *A CIA Legacy*.

62 La meilleure enquête sur le sujet et certainement le livre d'Herman and Brodhead, *Bulgarian Connection*. Lorsqu'il témoigna à Rome en 1985, Catli révéla qu'il avait été approché par les services secrets allemands BND qui lui avait promis beaucoup d'argent s'il acceptait de compromettre les services secrets bulgares et le KGB en déclarant qu'ils avaient financé l'attentat des Loups Gris contre le Pape. En 1990, l'ex-analyste de la CIA Melvin Goodman reconnut devant la Commission du Renseignement du Sénat américain que : « La CIA ne disposait d'aucune preuve de l'implication du KGB dans le complot » et que les pressions de la hiérarchie les avait poussés à modifier leurs rapports de manière à étayer la théorie selon laquelle les Soviétiques étaient derrière la tentative d'assassinat contre le Pape. Au cours de leur enquête, Herman et Brodhead découvrirent la présence du Gladio turc : « L'intermédiaire le plus probable pour établir le lien entre la CIA et l'extrême droite turque semble être la "contre-guérilla", une branche du Département des Opérations Spéciales de l'État-major turc... son quartier général était hébergé dans le même bâtiment que le siège de la mission militaire américaine et l'entraînement des agents affectés à cette unité "débuta aux USA et se poursuit ensuite en Turquie sous la direction d'agents de la CIA et de conseillers militaires" » (ibid., p. 61). Cette intuition précoce concernant l'existence du gladio turque leur vint en découvrant le très bon ouvrage de Jürgen Roth et Kamil Taylan, *Die Türkei – Republik unter Wölfen* (Lamur Verlag, Bornheim, 1981). Voir également Martin Lee, « On the Trail of Turkey's Grey Wolves ». Un article de six pages disponible sur internet : <http://www.ozgurluk.org/mhp/story33.html> -

63 Komisar, *A CIA Legacy*. À la fin des années 1990, Bülent Ecevit fut nommé Premier ministre pour la troisième fois de sa carrière, sous la présidence de Süleyman Demirel.

64 Jens Mecklenburg (ed.), *Gladio : Die geheime Terrororganisation der Nato* (Elefanten Press, Berlin, 1997), p. 128.

65 Magazine turc *Kurtulus* N° 99, 19 septembre 1998. Reprise de Günes, 3 septembre 1987.

66 Hebdomadaire d'informations allemand *Der Spiegel* : « Spinne unterm Schafsfell : In Südeuropa war die Guerrilla truppe besonders aktiv – auch bei den Militärputschen in Griechenland und der Türkei ? », 26 novembre 1990, p. 173–177.

67 Celik, *Turkey's Killing Machine*, citant Cuneyit Arcayurek, *Coups and the Secret Services*, p. 190.

68 Kurkcü Ertugrul, « Turkey : Trapped in a web of covert killers » dans *Covert Action Quarterly* N° 61, été 1997. Également disponible en ligne : <http://caq.com/CAQ/caq61/CAQ61turkey.html> - La source d'Ertugrul est Mehmet Ali Birand, *12 Eylül Saat 04 :00 [12 septembre 1980, 12h04]* (Milliyet Publishers, Istanbul, 1985), p. 1.

69 Celik, *Türkische Konterguerilla*, p. 58.

70 Magazine turc *Kurtulus* N° 99, 19 septembre 1998, reprenant le quotidien turc *Cumhuriyet* du 21 juillet 1988.

71 Celik, *Türkische Konterguerilla*, p. 53.

72 Hebdomadaire allemand *Zeitung am Sonntag* du 14 septembre 1980. Cité dans Aslan et Bozay, *Graue Wölfe*, p. 78.

73 Herman and Brodhead, *Bulgarian Connection*, p. 50.

74 Ibid.

75 Aslan et Bozay, *Graue Wölfe*, p. 74 et 75.

76 Ibrahim Ciftci dans un entretien accordé au quotidien turc *Milliyet* du 13 octobre 1996.

77 Cité par Vera Beaudin Saeedpour, rédactrice en chef de *Kurdish Life* et de l'*International Journal of Kurdish Studies*. URL :

<http://www.lbbs.org/Kurdish.htm> -

78 Mecklenburg, *Gladio*, p. 125.

79 Celik, *Turkey's Killing Machine*. Sa source est un entretien accordé par le responsable de l'État-major turc Dogan Gures au quotidien turc *Milliyet* 5/6 septembre 1992.

80 Quotidien turc *Milliyet* du 13 novembre 1990.

81 Celik, *Türkische Konterguerilla*, p. 40.

82 Ibid.

83 Aslan et Bozay, *Graue Wölfe*, p. 15.

84 Quotidien suisse *Neue Zürcher Zeitung* du 5 décembre 1990.

85 Komisar, *A CIA Legacy*.

86 Ibid.

87 Ibid.

88 Ibid.

89 Ibid.

90 Aslan et Bozay, *Graue Wölfe*, p. 139.

91 Kelly Couturier, «Security Forces Allegedly Involved in Turkish Criminal Gang». Quotidien américain *Washington Post* du 27 novembre 1996.

92 Stephen Kinzer, «Scandal links Turkish Aides to deaths, drugs and terror». Quotidien américain *New York Times* du 10 décembre 1996.

93 Quotidien turc *Sabah* du 12 décembre 1996.

94 Quotidien américain *New York Times* du 10 décembre 1996.

95 Magazine turc *Kurtulus* du 19 septembre 1998.

96 Quotidien turc *Radikal* du 10 janvier 1997.

97 Kurkcu Ertugrul, «Turkey : Trapped in a web of covert killers» dans *Covert Action Quarterly* N° 61, été 1997.

98 Hugh Pope, «Turkey Promoted Death Squads and Drug Trafficking. Prime Minister's Probe of 1996 Car Crash Scandal Excoriates Rival Mrs. Ciller» dans le quotidien américain *Wall Street Journal* du 26 janvier 1998. L'article ne mentionne ni le rôle des USA dans la création des escadrons de la mort en Turquie ni le scandale Gladio.

99 Quotidien suisse *Neue Zürcher Zeitung* du 13 mai 1998. Et «Eine Aktion der Kotterguerilla. Der stellvertretende IHD Vorsitzende Rechtsanwalt Osman Baydemir zum Anschlag auf Akin Birdal». URL :

www.nadir.org/nadir/periodika/kurdistan_report/9891/07.html -

100 Martin Lee, *On the Trail of Turkey's Grey Wolves*. Document de 6 pages disponible sur internet : <http://www.ozgurluk.org/mhp/story33.html> - Le chercheur américain Martin Lee a enquêté en profondeur sur le néo-fascisme et a publié un ouvrage sur le sujet : *The Beast Reawakens* (Little Brown, Boston, 1997).

CONCLUSION

1 Agence de presse internationale *Reuters Western Europe*, 15 novembre 1990.

2 Juan Arias, «El laberinto Italiano. Commocion por el descubrimiento de un 'ejercito paralelo' de anticomunistas pagado por la CIA» dans le quotidien espagnol *El Pais* du 11 novembre 1990.

3 Après les attentats du 11 Septembre 2001, l'avocat américain Stanley Hilton a émis une théorie édifiante selon laquelle l'administration du Président George Bush aurait délibérément laissé al-Qaida perpétrer ses attentats terroristes contre les USA afin de terrifier la population américaine, de limiter les libertés civiles, de persuader le pays de la réalité du risque lié au terrorisme islamiste et de convaincre la communauté internationale de la nécessité des "guerre préventives". Cette théorie baptisée "LIHOP" (Let IT Happen On Purpose ou Laisser-faire délibéré) n'a dès lors cessé de s'opposer à l'idée la plus communément admise, celle dite de la "SURPRISE", et a même donné lieu au déclenchement de procédures judiciaires. En juin 2002, l'avocat de San Francisco Stanley Hilton réclama, au nom des familles des victimes du 11 Septembre, 7 milliards de dollars de dommages et intérêts en déclarant que seule la voie juridique permettrait de connaître la vérité sur les opérations secrètes menées par l'État. Voir Nafeez M. Ahmed, *Geheimsache 9/11. Hintergründe über den 11. September und die Logik amerikanischen Machtpolitik* (Riemann Verlag, Munich, 2002), p. 229 la traduction en allemand de l'ouvrage original : *The War on Freedom* (Tree of Life Publications, Joshua Tree, 2002). S'appuyant sur une enquête approfondie, Ahmed avance la thèse que l'administration Bush a délibérément laissé commettre les attentats du 11 Septembre afin de rassembler le peuple américain en vue d'une campagne de guerres préemptives à l'étranger.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Note : Toutes les sources utilisées dans ce livre sont indiquées dans les notes de fin d'ouvrage. Cette bibliographie sélective ne mentionne que les livres qui traitent de l'Opération Gladio ou d'autres armées stay-behind.

- Agee, Philip et Wolf Louis, *Dirty Work: The CIA in Western Europe* (Lyle Stuart Inc., Secaucus, 1978).
- Bale, Jeffrey McKenzie, *The 'Black' Terrorist International: Neo-Fascist Paramilitary Networks and the 'Strategy of Tension' in Italy, 1968-1974*. UMI Dissertation Services. UMI n° 9529217 (Ann Arbor, Michigan, 1996).
- Barbacetto, Gianni, *Il Grande vecchio. Dodici giudici raccontano le loro inchieste sui grandi misteri d'Italia da piazza Fontana a Gladio* (Baldini & Castoldi, Milan, 1993).
- Baud, Jacques, *Encyclopédie du Renseignement et des services secrets* (Lavauzelle, Paris, 1997).
- Bellu, Giovanni Maria, *I giorni di Gladio* (Sperling & Kupfer Editori, Milan, 1991).
- Bettini, Emanuele, *Gladio. La repubblica parallela* (Ediesse, Milan, 1996).
- Blum, William, *Killing Hope: US Military and CIA interventions since World War II* (Common Courage Press, Maine, 1995).
- Brozzu-Gentile, Jean-Francois, *L'Affaire Gladio* (Éditions Albin Michel, Paris, 1994).
- Bye, Ronald et Finn Sjøe, *Norges Hemmelige Haer – Historien om Stay Behind* (Tiden Norsk Verlag, Oslo, 1995).
- Celik, Selahattin, *Die Todesmaschinerie. Türkische Konterguerilla* (Mesopotamien Verlag, Cologne, 1999).
- Colby, William, *Honorable Men: My life in the CIA* (Simon & Schuster, New York, 1978).
- Collin, Richard, *The De Lorenzo Gambit: The Italian Coup Manqué of 1964* (Sage, Beverly Hills, 1976).
- De Lutiis, Giuseppe, *Il lato oscuro del potere. Associazioni politiche e strutture paramilitari segrete dal 1946 a oggi* (Editori Riuniti, Rome, 1996).
- Fasanella, Giovanni e Sestieri et Giovanni Claudio con Pellegrino, *Segreto di Stato. La verità da Gladio al caso Moro* (Einaudi Editore, Turin, 2000).
- Gijssels, Hugo, *Network Gladio* (Uitgeverij Kritak, Louvain, 1991).
- Graaff, Bob de et Cees Wiebes, *Gladio der vrije jongens: een particuliere geheime dienst in Koude Oorlogstijd* (Sdu, Gravenhage, 1992).
- Igel, Regine, *Andreotti. Politik zwischen Geheimdienst und Mafia* (Herbig Verlag, Munich, 1997).
- Inzerilli, Paolo, *Gladio. La Verità negata* (Edizioni Analisi, Bologna, 1995).
- Laurent, Frédéric, *L'Orchestre noir* (Éditions Stock, Paris, 1978).
- Mecklenburg, Jens (ed.), *Gladio: Die geheime Terrororganisation der Nato* (Elefant Press, Berlin, 1997).
- Moroni, Primo, Mario Coglitore et Sandro Scarso (eds), *La notte dei Gladiatori. Omissioni e silenzi della Repubblica* (Calusca Edizioni, Padoue, 1992).
- Müller, Leo, *Gladio – das Erbe des Kalten Krieges. Der Nato-Geheimbund und sein deutscher Vorläufer* (Rowohlt, Hambourg, 1991).
- Pansa, Giampaolo, *Il Gladio e l'alloro: l'Esercito di Salò* (Mondadori, Milan, 1991).
- Peterlini, Hans Karl, *Bomben aus zweiter Hand. Zwischen Gladio und Stasi – Suedtirols missbrauchter Terrorismus* (Édition Raetia, Bozen, 1992).
- Prados, John, *President's Secret Wars: CIA and Pentagon Covert Operations since World War II* (William Morrow Inc., New York, 1986).
- Rowse, Arthur, *Gladio: The Secret US War to Subvert Italian Democracy*. Dans *Covert Action Quarterly*, n° 49, été 1994, p. 3.
- Serravalle, Gerardo, *Gladio* (Edizioni Associate, Rome, 1991).
- Van Ussel, Michel, *Georges 923 : Un agent du Gladio Belge parle. Témoignage* (Éditeurs La Longue Vue, Bruxelles, 1991).
- Vinciguerra, Vincenzo, *Ergastolo per la libertà: Verso la verità sulla strategia della tensione* (Arnaud, Florence, 1989).
- Willan, Philip, *Puppetmasters: The Political Use of Terrorism in Italy* (Constable, Londres, 1991).
- Willems, Jan de (ed.), *Gladio* (Éditions EPO, Bruxelles, 1991).
- Yalc, Soner et Doğan Yurdakul, *Reis. Gladio nun Türk tetikçisi* (Oteki Yay Nevi, Ankara, 1997).

INDEX

- 11 Septembre : 100, 336-7, 387-88
 11^e Demi-Brigade Parachutiste du Choc (11^e Choc) : 138-40, 142-3, 146-7, 168
- A.**
 Abas, Hiram : 316-18, 322
 Absalon (réseau Gladio/*stay-behind* danois) : 23, 233-42, 250, 341
 ACC : 20, 23, 36, 39, 43, 44, 55, 59, 60, 61, 64, 95, 106, 145, 149, 160, 183-85, 188, 219-20, 223, 230, 255-6, 278-9, 296, 340, 342-3
 ACCG : 255
 Adenauer, Konrad : 58, 266, 271-2, 274
 AEM : 155
 Afghanistan : 62, 319, 326-7, 347
 Afrique : 62, 77, 88, 98, 116, 138, 147, 166-7, 170-1, 174, 191
 Agca, Ali : 324-5
 Agee, Philip : 128, 296-8, 362, 381-2, 389
 Aginter Press : 157, 166-75, 340-1
 Alberto Pollio (Institut) : 116
 Albrecht (unité hollandaise de renseignement en temps de guerre) : 213, 223
 Algérie : 79, 138-40, 142-3, 168-9, 171, 340
 Allason, Rupert (*pseudo* Nigel West) : 67, 78, 366
 Allavena, Giovanni : 114, 358
 Allemagne, voir aussi BDJ-TD (réseau allemand Gladio/*stay-behind*) : 11, 18, 20-2, 39, 41-2, 53, 55, 58-9, 64, 76-7, 87, 96, 98, 106, 115, 119, 136-7, 142, 153, 169, 175-6, 224, 254, 256, 261-9, 271-90, 308, 339, 341, 342, 347, 348, 364, 378, 379, 383
 Allemagne de l'Est : 87
 Allende, Salvador : 62, 98, 173, 234, 322
 Allied Clandestine Committee (ACC) : 20, 23, 36, 61, 180, 184
 Allied Clandestine Co-operation Groups (ACCG) : 255
 Al-Qaida : 62, 319, 337, 388
 Alto Estado Mayor (AEM) : 155
 Amérique Latine : 62, 88, 98, 155, 165, 167-8, 175, 296, 317-8, 323
 Amnesty International : 100, 382
 Andersen, Général : 241, 375
 Andreotti, Giulio : 23, 32-9, 41, 44, 53, 111, 120, 122, 125, 137, 149, 166, 176, 226, 262, 288, 328, 342-6, 349, 359-61, 368, 384-5, 389
 Andrew, Christopher : 18-9, 91, 349, 352, 354-5
 Angelini, Cardinal Fiorenzo : 34
 Angleton, James : 103, 117, 358, 376
 Anselmi, Tina : 115
 Anshutz, Norbert : 301-2
 Antonini, Ange : 132
 Arbenz, Jakobo : 62, 97, 109
 Archives de la Sécurité Nationale (USA) : 15, 343
 Armée rouge : 13, 24, 27, 30, 72, 87, 97, 116, 183, 236, 262, 274-5, 310, 333-4, 345, 348, 354, 361, 370, 372
 Asie du Sud-Est : 88, 96-7, 167
 Aslan, Fikret : 311, 383-7
 Aslanides, Costas : 302
 Autriche : 17-9, 21, 68-9, 73, 76, 136-7, 176, 264, 333, 339-40, 343
 Avanguardia Nazionale : 20, 32, 172
 Azana, Manuel : 151
- B.**
 Badalamenti : 34
 Bad Tölz (Bavière) : 96-7
 Banana : 154
 Bank, Colonel Aaron : 96, 356
 Barbachetto, journaliste italien : 174
 Barbie, Klaus : 169, 262-3, 265-6, 378
 Barnes, Edward : 135-6, 363
 Bastien-Thiry, Jean-Marie : 143
 Batur, Muhsin : 321, 385
 Baud, Jacques : 146, 363, 365, 381, 385, 389
 Baudouin, Roi : 181
 BBC : 30, 67-8, 79, 85-6, 120, 123, 181, 197, 293, 320, 351-4, 361-2
 BDJ : 20, 263, 266-72, 275, 283, 286, 379
 BDJ-TD (réseau Gladio/*stay-behind* allemand) : 22, 266-72, 275, 277, 283, 339, 378-9 voir aussi Bundesnachrichtendienst (BND)
 Beaurir, Général : 205
 Bedell Smith, Walter : 93, 264, 355
 Beel, Louis : 212
 Belgique, voir aussi STC/Mob (services secrets civils belges); SDRA 8 (services secrets militaires belges) : 11, 20-3, 39, 43-4, 52-60, 67, 81-2, 84, 98, 106, 129, 136-7, 145, 156, 169, 176, 179-206, 209, 220, 224, 226, 229-30, 233, 238, 244, 256, 267, 278, 282, 334, 335, 342, 343, 347-8, 354, 367, 369, 371-2, 379
 Bellorgey, Jean-Michel : 148
 Benet, Commandant : 130
 Ben Laden, Oussama : 62, 337
 Bérêts Verts : 23, 77-9, 96-7, 173, 230, 255, 296, 318-9
 Berlusconi, Silvio : 34, 115
 Bernhard, Prince : 213, 216
 Beyazit, Dogan : 47, 328
 Bidault, Georges : 134
 Bielli, Sénateur : 125, 362
 Birand, Mehmet Ali : 328, 386
 Blake, George : 222
 Blanco, Carrero : 154, 156, 158
 Blum, William : 18, 288, 294, 350, 358, 364, 379, 381-2, 389
 Bologne, massacre de (1980) : 28, 54, 123, 158, 207, 342, 350, 366, 389
 Borghese, Prince Junio Valerio (Le Prince Noir) : 103, 117-120, 157, 341, 358
 BOSS (South Africa) : 174
 Brabant, massacres du (années 1980) : 43, 185, 196-207, 213, 342, 371, 372
 Brabant Reserve Officers Club (BROC) : 204
 Brandt, Willy : 276
 Brejnev, Leonid : 334
 Brescia, bombe de (1974) : 28, 341
 Brigades Internationales : 152-3
 Brigades Rouges : 25-8, 65, 122-3
 Broccoli, Umberto : 81-2, 105, 136, 353, 358
 Brozzu-Gentile, Jean-François : 137, 346-7, 360, 363, 377, 382, 389
 Brzezinski, Zbigniew : 326
 Bund Deutscher Jugend (BDJ) voir BDJ-TD : 20, 263, 266, 274
 Bundesamt für Verfassungsschutz (BVJ) (Alliance de la Jeunesse Patriotique) : 20, 275, 286
 Bund Vaterländischer Jugend (BfV) : 20, 275, 286
 Bundesnachrichtendienst (BND) voir aussi BDJ-TD (réseau Gladio/*stay-behind* allemand) : 20, 142, 174, 264, 276-83, 285, 288-9, 341, 349, 379, 380, 386
 Bureau Bijzondere Opdrachten (BBO) : 210, 212-3
 Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA) : 20, 127, 135-6
 Bureau de Coordination Politique (USA) voir Office of Policy Coordination : 76, 90, 244, 264
- Bureau Inlichtingen (BI) : 20, 98, 155-6, 210-2, 215-6, 224, 233
 Buro Segundo Bis : 156
 Buscetta, Tommaso : 118, 361
 Bush, George W. : 41, 52, 99-100, 337, 354, 387-8
 Bush Sr, George H.W. : 100
 BVD (services secrets intérieurs hollandais) : 20, 212-4, 217, 223, 226, 373
 Bye, Ronald : 243, 245, 254-5, 258, 376-7, 389
 Byrne, Malcolm : 64-5, 351
- C.**
 C4 (explosifs) : 25-6, 175
 Caffery, Jefferson : 130-1, 133
 Caglayangil, Ihsan : 321
 Canaries, îles : 155-6, 161
 Cap Marragiu : 77, 108
 Capriata, Manlio : 125
 Carter, Jimmy : 114, 326
 Carver, Maréchal Lord Michael : 79, 353
 Casey, Bill : 317
 Casson, Felice : 25-7, 30, 32-3, 39, 86, 157, 159, 342, 359
 Castro, Fidel : 62, 97, 141, 301
 Catli, Abdullah : 323-5, 330, 385-6
 Celik, Selahattin : 311, 316-9, 326, 348, 383-7, 389
 Cellules Communistes Combattantes (CCC) : 20, 195, 371
 Central Intelligence Agency voir CIA
 Central Intelligence Group (CIG) : 20, 89, 130, 362-3
 Centre d'Entraînement au Sabotage (CAG) (Sardaigne) : 20, 77, 108, 112, 125, 360
 Centro Superior de Informacion de la Defensa (CESID) : 20, 159-61, 163
 Challe, Général : 140-1
 Chamberlain, Sir Neville : 152
 Charlier, José : 185, 191, 196
 Chevènement, Jean-Pierre : 44, 149
 Chili : 98, 109, 117-8, 158, 173, 175, 205, 234, 383
 Chirac, Jacques : 148-9
 Christensen, Christian : 245, 376
 Church, Frank : 9, 63, 336, 350
 Churchill, Winston : 13, 74, 101, 291-4, 339
 Chypre : 79, 300, 304, 308, 310, 318
 CIA : 5, 11, 13, 15-8, 20-1, 23, 29, 36-8, 46-7, 49-50, 53, 55-7, 59, 61-7, 69, 76-7, 79, 82-94, 97-124, 128, 130-7, 140-4, 154-9, 166-74, 181-2, 189, 200, 204, 213-15, 218-

21, 225, 230-41, 244-45, 248-59, 264-71, 274-7, 279, 283, 294-305, 309-11, 313-18, 320-29, 331-36, 339-51, 354-59, 362-5, 368, 375-90
 CIC : 20, 262-5
 Ciciomessere, Roberto : 35
 Cicuttini, Carlo : 157, 159, 366
 Ciller, Tansu : 327, 348, 387
 Cinquième Colonne : 108, 153, 183
 Clandestine Committee of the Western Union (CCWU) : 57, 83
 Clandestine Planning Committee (CPC) : 20, 23, 36, 61-2, 145, 184
 Cline, Ray : 79, 86, 90, 102, 274, 320
 Clinton, Bill : 125, 327
 Coëme, Guy : 43, 82, 191, 196, 198
 Colby, William : 86-8, 93, 94, 98-9, 107-9, 119, 234-6, 257, 258, 320, 328, 339, 354-5, 359, 361, 375, 377, 389
 Comité Clandestin de l'Union Occidentale (CCUO) : 20, 183-4, 219-20, 339
 Communistes, Communisme : 20, 24-5, 27-30, 35, 38, 57-8, 64, 71-2, 87-8, 90, 93, 95, 97, 98, 101, 102, 103, 104, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 114, 116, 117, 119, 120-3, 125, 128-38, 146-8, 151-6, 160, 162, 165, 167, 169-72, 180-1, 184, 195, 218, 220, 225-6, 233, 236-7, 239, 245, 247, 261-2, 264-5, 267, 270, 273-5, 287, 291, 292, 293, 298, 299, 304, 307, 319, 328, 334, 336, 341-2
 Connell, J.P. Mc. : 254
 Conseil National de Sécurité (NSC) (USA) : 21, 89-3, 103, 106, 248, 326, 339, 354-5
 Constantin, Roi : 44, 142, 300
 Cook, Bernard : 112, 303, 360, 382
 Coordination and Planning Committee (CPC) : 59
 Corée, guerre de : 88, 138, 166, 168-9, 171, 211, 271, 275, 295, 347
 Cornu (Juge suisse) : 80-1, 366
 Corse : 138, 146, 191-2
 Cossiga, Francesco : 38-9, 104, 106
 Costa Gomes, Maréchal : 176
 Coty, René : 139
 Counter Intelligence Corps (CIC) (USA) : 20, 262
 CPC : 20, 23, 36, 57-61, 64, 95, 106, 109, 144-5, 159-60, 183-5, 219-20, 223, 230, 250-6, 278, 339, 340, 343, 356
 Craxi, Bettino : 38
 Cuba : 141, 222, 295, 308-9, 359, 363
 Curcio, Alberto : 27

D.

Dabringhaus, Erhard : 264-5
 Daladier, Edouard : 152
 Dalton, Hugh : 74, 352
 Danemark, voir aussi Forsvarets Efterretningstjeneste (FE) (services secrets militaires danois) : 11, 19, 20, 23, 39, 46, 53, 55, 59, 81, 106, 136-7, 176, 192, 233-41, 254, 257, 278, 339, 341, 348, 375
 David, Jean-Paul : 8, 133, 352
 De Boer, M. : 223
 De Donnea, Eurodéputé belge : 49
 De Gasperi, Alcide : 102
 De Gaulle, Charles : 44, 57, 58, 127-9, 132, 139-47, 168, 184, 234, 340, 349, 350
 De Greef, Ministre belge de la Défense : 187
 De Lorenzo, Giovanni : 107, 109-14, 303, 340, 358, 360, 382, 389
 Decima MAS (XMAS) : 103
 Defense Intelligence Agency (DIA) (USA) : 20, 168, 204, 319, 328, 342, 385
 Delle Chiaie, Stefano : 24, 117, 157-8, 169, 175, 304, 323, 341, 345, 358, 366-8, 385
 Depreux, Edouard : 132, 339
 Deutsche Aktionsgruppen (groupe) : 286
 Dides, Jean : 133
 Dijkstal, Hans : 45, 228
 Direction de la Surveillance du Territoire (DST) : 20, 139
 Direction General de Seguridad DGS : 20, 155
 Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE) : 20, 148
 Direction Générale des Études et Recherches (DGER) : 20, 130-1
 Dislaire, Agent belge : 193, 194
 Donovan, William : 88-9, 264
 Dovas, Konstantin : 295
 DST : 20, 139, 364
 Dulles, Allen : 93, 97-8, 107, 140, 154, 264, 276, 355
 Dulles, John Foster : 154
 Dyer, Kathryn I. : 66, 351

E.

EAM (aile politique de l'ELAS) : 291-4
 Ecevit, Bulent : 47, 321-3, 325, 328-30, 386
 École des Amériques (School of the Americas) (SOA) : 175, 318-9, 384
 Economides, Mike : 153
 Edmé de Vulpien, Comte : 132
 Einthoven, Louis : 213-4, 217-9, 223
 Eisenhower, Dwight D. : 56, 109, 110, 240, 349

ELAS (Armée de Libération du Peuple) (Grèce) : 291-4
 Enggaard, Knud : 238, 241
 Ephremidis, Eurodéputé grec : 49
 Erbakan, Necmettin : 326, 331
 Ersever, Cem : 327
 Espagne : 11, 19, 20, 22, 24, 46, 53, 55, 67, 114-5, 142, 151-64, 168-9, 175-6, 219, 224, 230, 240, 307, 320, 335, 341, 348, 365
 ETA : 20, 157, 158, 175
 États-Unis (d'Amérique) : 9, 11, 13, 15, 17, 18, 23, 26-7, 29-32, 36, 39, 41, 47, 52-3, 57-8, 62-6, 71-2, 78, 82-3, 87, 89-96, 99-111, 113-23, 125, 128, 131, 133, 137, 141, 144, 145, 151, 154, 160, 165, 166-7, 181, 189, 192, 206-7, 218, 220, 237, 238, 244, 245, 249, 250, 252, 254-5, 263-74, 277-8, 285, 294, 298, 301, 303, 308-9, 311, 315-6, 318, 320-1, 323, 326, 328-36, 347, 354-7, 378, 385
 Europe de l'Est : 14, 67, 87-8, 96, 221, 237
 Evang, Vilhelm : 84, 243-5, 247, 249-53, 256, 376
 Evren, Kenan : 325-6, 342, 384
 Exercices Oesling : 193
 Extrême-Orient : 75, 215
 Eymür, Mehmet : 317, 384

F.

Falcone, Giovanni : 118, 361
 Faligot, Roger : 76, 132, 138, 155, 352, 363-6, 377
 Fanfani, Amintore : 113
 Faure, Edgar : 139
 FBI : 20, 63, 88-9, 250, 275, 350-1
 Federal Bureau of Investigation (FBI) : 20
 Feltrinelli, Giangiacomo : 28, 172, 357
 FM 30-31 : 315, 319-21, 385
 FO 4 (Haut Commandement militaire norvégien) : 246-7
 Foccart, Jacques : 146-7, 365
 Fock, C.L.W. : 210, 212, 216-7, 222-3
 Foertsch, Volker : 288
 Force d'Intervention Hellénique (Brigade Montagnarde Grecque) (LOK) : 21, 292-9, 302, 339
 Force Ouvrière : 133-4
 Forces spéciales allemandes, voir Schutzstaffel (SS)
 Ford, Gerald : 99, 114, 121, 350
 Forsvarets Efterretningstjeneste (FE) : 20, 86, 236, 238-9, 293
 Fort Bragg (USA) : 78-9, 96-7, 238, 255
 Fort Monckton (RU) : 68, 77, 82, 106, 255

Fourcaud, Pierre : 134
 Fournais, Erik : 238
 France : 9, 11, 15, 20-2, 27, 38-9, 41, 44, 53, 55, 57, 59, 64, 67, 74, 81, 84, 94, 104, 106, 109, 115, 127-49, 156, 159, 168, 175-6, 181-4, 192-3, 196, 220, 224, 230, 235, 238-40, 244, 254, 267, 278, 291, 334-5, 339-40, 347-8, 362-3, 366, 371, 378
 Franceschini, Alberto : 27
 Franco, Général Francisco : 28, 72, 151-61, 164-5, 168, 175-6, 219, 341, 346, 360, 365-6, 368
 Francovich, Allan : 86, 116, 200-1, 203, 206, 320, 345-6, 353-4, 358-9, 361-2, 369-72, 378-9, 385
 Francs-maçons : 114-5, 320, 361, 385
 Frankfurter (Gestapo de) : 89, 270
 Freda, Franco : 28
 Freedom of Information Act (FOIA) (USA) : 17, 64-6, 343, 351, 359
 Fremde Heere Ost (FHO) : 20, 263
 Front de la Jeunesse (FJ) : 20, 200-1
 Front de Libération Nationale (FLN) (Algérie) : 138 FLN : 138, 140, 142-3, 364

G.

G7 (services secrets militaires néerlandais) : 212-3, 216-7
 Garau, Decimo : 77, 86, 108
 Garot, Jean-Claude : 205
 Garwood, Sterling : 267-70
 Gates, Robert : 63
 Gehlen, Reinhard : 21, 174, 263-4, 266, 276-7, 288
 Gelli, Licio : 86, 114-6, 320, 361, 385
 George Washington (Université) (USA) : 64, 343
 Gestapo : 21, 89, 261-2
 Giles (agent du MI6) : 68-9, 77, 351, 353
 Giray, Ministre turc de la Défense : 329
 Giuciano, Padre : 37, 346
 Gladio, (contexte historique) : 1, 3-4, 8, 14-9, 23-69, 73-86, 91-125, 134-8, 142, 144-9, 15-66, 174-7, 180-99, 201-3, 206, 212, 214, 219-30, 232, 235-43, 255-8, 262, 265-6, 270, 274-5, 277, 280, 283-8, 290, 296, 298, 303, 305, 309, 313, 320, 328-9, 331, 334-7, 340-90 voir aussi Central Intelligence Agency (CIA) ; MI6 ; OTAN
 Glavin, John : 54, 49
 Gleditzch, Nils : 240, 257-8
 Goering, Hermann : 114
 Golfe : 41, 44, 78, 99, 308

- Gonzalez, Felipe : 161-2, 164, 366
 Göring, Hermann : 261
 Grèce, voir Force d'Intervention Hellénique (Brigade Montagnarde Grecque, LOK) : 11, 21, 24, 39, 41-2, 53, 55, 67, 76, 87, 93, 102, 104, 106, 115, 118, 131-2, 140, 151, 176, 230, 254, 291-305, 334-5, 339, 340, 348, 355, 357, 381
 Greenpeace : 79, 148
 Grossouvre, Francois de : 134-5
 Groupe de Mobilisation Tactique (STK) : 309
 GS III (services secrets militaires néerlandais) : 211, 212
 Guadeloupe : 146
 Gualtieri, Libero : 29, 33, 35-6
 Guardia Civil : 155
 Guatemala : 97, 109, 173, 295, 357, 384
 Gubbins, Sir Colin : 74-6, 352
 Guérain Serac, Yves (*pseudo* Yves Guillon) : 138, 157, 166, 168-75, 340, 367
 Guernica : 152
 Guerre du Golfe : 41, 44, 78, 99, 308
 Guerre froide : 13-7, 23, 25, 27, 32-4, 38, 46, 49, 54-6, 62-4, 71, 75, 77, 87, 99, 101, 103, 109, 114, 116, 125, 133, 148, 153-8, 163, 168, 176, 179, 191, 203, 207, 212, 214, 236, 239, 243, 248, 253-4, 257, 278-9, 294-96, 305, 308, 310, 313-5, 318, 328, 332-7, 349, 352-59, 363-6, 377, 381
 Guerre mondiale, deuxième (ou seconde) : 5, 13, 23-4, 41, 43, 49, 57, 68, 72-8, 87, 91-3, 96, 98, 101, 114, 116, 127, 133-7, 146, 152, 153, 165, 168, 179-82, 195, 209, 213, 218, 221-4, 229, 233-5, 237, 243, 246, 257-8, 261-2, 273-75, 284, 287, 294, 298, 301, 304-9, 320, 333, 337, 351-2, 357
 Guevara, Che : 62
 Guillon, Yves voir Guérain Serac, Yves
 Gürsel, Général : 311
- H.**
 Haig, Alexander : 114, 349
 Hans (espion du KGB) : 6, 42, 45, 228, 236, 257, 263-70, 280, 287, 339, 342, 347, 378, 380, 390
 Hansen, Rolf : 46, 234, 240, 257-8
 Haquin, René : 193-5, 204, 206-7
 Harder, E.J. : 233-5, 238, 239-40
 Harpoon, transmetteurs radio : 60, 81, 188, 230, 278-9, 282
 Harvey : 111
 Hasselman, BRPF : 221-2
 Hauge, Jens Christian : 243-50
- Helms, Richard : 98-9, 117, 355-6, 358
 Hereford (RU) «Nursery» du SAS : 77-8
 Hernu, Charles : 148
 Hillenkoetter, Roscoe H. : 90, 93
 Himmeler, Heinrich : 77
 Hitler, Adolf : 28, 42, 72-3, 87, 101, 127, 152-4, 165, 243, 261-2, 265-6, 291-3, 308, 337
 Hofer, Heidrun : 279-80, 341
 Hoover, J. Edgar : 88-90
- I.**
 IDB (services secrets extérieurs hollandais) : 21, 212-3, 217, 373
 Imperial War Museum : 68, 73, 343, 351-2
 Inde : 19, 73, 75, 88, 130, 171, 312, 352
 Indochine : 88, 129, 138, 168-9, 171, 340
 Indonésie : 115, 171, 212, 215, 217, 224
 Ingebristen, Jan : 46, 258
 Intelligence en Operations (I&O) (Pays-Bas) : 21, 217-28, 373
 Intelligence Services Act, (1994) : 67
 Inzerilli, Général : 58, 60-1, 350, 366, 389
 Ipekci, Abdi : 324-5
 IRA : 73, 80-1, 216
 Irak : 45, 73, 100, 307, 347
 Iran : 62, 78, 86, 88, 109, 295, 298, 307, 326, 357
 Iran Contra, (scandale Irangate) (1986) : 63-4, 79, 317
 Isik, Hasan Esat : 318
 Italicus Express, bombe dans (1974) : 28, 341
 Italie, voir SISMI (services secrets militaires italiens); SID (services secrets italiens) : 11, 15-6, 20-41, 44, 52-5, 58-9, 63-5, 68, 76, 82, 85, 87, 90-1, 96, 99-116, 118, 121-5, 128-9, 132-3, 137, 145, 155-60, 166-76, 181, 191-2, 207, 230, 236, 238, 244, 254, 267, 278, 284, 291, 296, 298, 303-4, 313, 320, 333-35, 340-48, 355-61, 368, 379, 385
- J.**
 Jahn, Hans : 270
 Jean-Paul II, Pape : 324
 Jellicoe, Earl : 130-1
 Johnson, Leon : 95
 Johnson, Lyndon Baines : 57, 116, 300
- K.**
 Karamessines, Thomas : 93, 99, 110, 113-4, 298
 Kennan, George F. : 90-3, 104, 355
 Kennedy, John F. : 78, 97, 110-1, 116, 141, 298, 308, 351, 356, 359, 362-3

- KGB : 21, 87, 279-80, 325, 341, 376, 382, 386
 Khmers Rouges : 79, 353
 Khrouchtchev, Nikita : 308-9
 Kissinger, Henry : 114, 121
 Kizildere, massacre de (1972) : 317, 325
 KLA (Armée de Libération du Kosovo) : 78
 Klein, Hans : 42, 287, 347, 380
 Koedijk, Paul : 211, 226, 373-4
 Kohl, Helmut : 42, 287, 289
 Kominform : 82, 134
 Komisar, Lucy : 47, 329, 348, 384-7
 Koweït : 41, 99-100, 347
 Kruls, J. : 210-2, 217, 221
 Kurdes : 47, 307, 327-30, 342, 383
 Kwitny, Jonathan : 140, 283, 349, 351, 356, 363-5, 380
 KYP (Grèce) : 93, 174, 298-303
- L.**
 Lacoste, Pierre : 144, 148
 Ladas, Yannis : 302
 Lallemand, Roger : 86, 206, 207, 369
 Latinus, Paul : 203-7
 Legiao Portuguesa (Légion Portugaise) : 168, 174, 176-7
 Legrand, Bernard : 198-200
 Lekeu, Martial : 86, 201, 206
 Lembke, Heinz : 282-7, 290
 Libert, Michel : 203-4, 206
 Ligue (occidentale) de Lutte contre le Marxisme : 169
 LIHOP : 388
 Lindsay, Frank : 93
 LOK (Lochos Oreionon Katadromon) voir Force d'Intervention Hellénique (Brigade Montagnarde Grecque)
 Loups Gris (Bozkurt) voir aussi Special Warfare Department (OHD) : 312-4, 320, 323-7, 330, 382-3, 386
 Lubbers, Ruud : 45, 213, 227-8, 348, 373-4
 Luciano, Charles 'Lucky' : 102, 118
 Lüth, Paul : 271-2
 Lutiis, Giuseppe de : 58, 145, 389
 Luxembourg : 11, 45, 53, 55, 59, 106, 176, 183, 193, 220, 229-31, 254, 267, 278, 348, 374-5
 Lygren : 244, 376
- M.**
 Machete, Rui : 176
 Mackenzie, W. J. M. : 72, 352, 357, 369, 381
 Mafia : 34, 101-2, 118, 174, 330-1, 346, 349, 357-61, 384, 389
 Major, John : 45, 85, 228, 244, 255, 318, 327, 361, 380
 Makarios, Archevêque : 304
 Maletti, Giandelio : 29, 172, 341
 Malouines, guerre des (Falklands) (1982) : 78
 Mandela, Nelson : 62
 Männchen, Horst : 281, 380
 Manuels d'instruction (FM 30-31) : 315, 319-21, 385
 Mao Zedong : 87
 Marcotta, Jean : 53, 62
 Margarethe, Reine : 236
 Marras, Efisio : 81-2, 105, 136
 Marshall (plan) : 85, 129, 351, 354, 362
 Martens, Wilfried : 43, 244-5, 376
 Martin, Graham : 19, 120, 157, 196, 332, 358, 366, 386-7
 Martinez, Amadeo : 161
 Martos, Général : 156
 Matsas, Alexander : 300-1
 Maury, Jack : 300, 303
 McCloy, Haut Commissaire US : 274
 McClure, Général : 96
 Melnik, Constantin : 44, 142-3
 Mendès France, Pierre : 139
 Menzies, Sir Stewart : 75, 82-3, 181-2, 244
 Metaxas, Yanni : 292, 301
 Metcalf, Lee : 303
 Meyer, Alf Martens : 245, 257, 285, 342, 376
 Meyer, Hans Otto : 257, 342
 Meynen, J. : 211
 MI5 : 21, 73
 MI6 : 5, 11, 13, 15, 21-3, 53, 57, 67-9, 73-7, 80-4, 109, 132, 137, 154, 181-2, 189, 200, 213-5, 219-20, 230-32, 237, 244-5, 248-52, 255-6, 279, 333-4, 340-3, 351-2
 Miceli, Vito : 31-2, 119-20, 341, 358
 Middle East Watch : 100
 Milan : 27-8, 35, 118, 120, 133, 171-2, 341, 357-9, 363, 389
 Miller, Gerry : 93-4, 107, 108
 MIT (Organisation Nationale du Renseignement) (Turquie) : 21, 314-5, 318, 321, 323, 325, 327, 329
 Mitterrand, François : 9, 44, 135, 139, 148-9
 Moch, Jules : 133, 139, 156, 267
 Mola, Emilio : 153
 Moro, Aldo : 34, 65, 110, 112, 121-3, 342-5, 389
 Moro, Eleonora : 121-2
 Mossad (Israël) : 316
 Mossadegh, gouvernement (Iran) : 62, 88, 97, 109, 220

Mot Dag, mouvement : 243
 Mouvement panturquiste : 307-11
 Moyen, André : 155-56
 Moyersoén, Ministre de la Justice belge : 187
 Müller, Leo : 18, 270, 277, 290, 346-7, 355, 367, 377-81, 384, 389
 Munich, massacre à la bombe (1980) : 284-5, 342
 Murtagh, Peter : 292, 295-6, 301, 381-2
 Musco, Ettore : 82, 105-6, 358
 Mussolini, Benito : 72, 87, 101, 152-4, 165, 291-2, 308
 Mustafa Kemal, musée : 310

N.
 National Security Act (1947) (USA) : 65, 89
 Naumann, Peter : 290
 Nazis : 74, 127, 129, 195, 221, 224, 226, 262-9, 271, 274, 280, 287, 291, 295, 309, 337, 356, 363, 378, 382
 Neave, Airey : 216
 NEFIS (services secrets militaires hollandais en Indonésie) : 215
 Nenni, Pietro : 111-2
 Nicaragua : 62, 99, 206, 295, 317
 Nixon, Richard : 29, 56, 62, 99, 107, 114, 117-23, 172, 349-50
 Nogueira, Fernando : 46, 176, 368
 Nordlie, Jens : 248-50
 Norstad, Général Lauris : 95, 349
 Norvège : 11, 19, 21-3, 46, 53, 55, 59, 81, 84, 94, 106, 136, 137, 153, 176, 191-2, 234-7, 240, 243-58, 278, 308, 339-42, 376-77
 Norwegian Intelligence Service (NIS) : 21, 84, 243-6, 249-53, 256, 340, 376-8

O.
 Office of Policy Coordination (OPC) (USA) : 21, 76-7, 90-4, 97, 103, 244, 264, 339
 Office of Strategic Services (OSS) (USA) : 21, 88, 92-8, 101, 103, 133, 154, 264, 298, 355-6
 Oliart, Alberto : 46, 154
 Ollestad, Sven : 254-5
 Oman : 78-9, 347
 ONU : 21, 347
 Opération *Banana* (1947) : 154
 Opération Demagnetize, (1952) : 109, 137, 359
 Opération *Phoenix* : 99
 Opération Prométhée/Prometheus : 302-3
 Opération *Red Quantum* : 160-1
 Opération (*Red*) *Sheepskin* : 296, 305, 306

Opération Résurrection, (1958) : 139
 Opération SATURN : 245, 247
 Opération Tora Tora, (1970) : 117, 119-21
 Opération *Torch*, (1948) : 295
 Opération *Werwolf* : 287
 Opérations O (réseau Gladio/*stay-behind* hollandais) : 214-16, 224-8
 Opus Dei : 235
 Ordedienst (OD) (mouvement de résistance hollandais) : 213, 224
 Ordine Nuovo : 21, 25-8, 32, 157, 172
 Ordre et Tradition : 175
 ORG : 264, 276-7 voir aussi Bundesnachrichtendienst (BND)
 Organisation Armée contre le Communisme International (OACI) : 21, 166, 175
 Organisation Armée Secrète (OAS) : 21, 140-7, 157, 168, 340
 Organisation des Nations Unies (ONU) : 21, 154, 294
 Organisation Gehlen (ORG) : 21, 174, 264, 276-7
 Organisation Peters : 271, 275
 O'Shaughnessy, Hugh : 45, 85, 195, 345, 348, 354, 361, 370, 372
 Oslo (+ Institut de Recherche sur la Défense) : 84, 240, 243-8, 251-4, 257-9, 376-7, 389
 OTAN : 1, 3-5, 8, 11, 13, 16-7, 20-6, 30-47, 49-59, 61-9, 78, 80-3, 92-5, 98-100, 104-6, 108-14, 117-21, 125, 134, 137, 140-5, 148, 153-4, 159-66, 171, 176-7, 180-89, 192, 195, 202-4, 219-20, 223, 227-34, 237-46, 249-58, 262, 266, 274, 277-82, 285, 287-89, 295-6, 301-13, 318-20, 325-9, 331-6, 339-43, 348-50, 356, 365-67, 377
 Otto, Hans : 157, 257, 263, 267-71, 339-42, 364, 378

P.
 P2 (loge Propaganda Due) : 22, 86, 114-6, 320, 361, 385
 P26 (Gladio suisse) : 80, 171, 342, 353, 369
 Pacte de Varsovie : 49, 281, 308
 Paix et Liberté : 133-4
 Papadopoulos, George : 301-302
 Papandreou, Andreas : 41, 299-302, 305
 Papandreou, George : 299-302
 Papon, Maurice : 142
Parco dei Principi conference, (1965) : 116-7
 Parenti, Michael : 166, 367
 Paris, massacre à : 141-45
 Parlement européen : 48-52, 100, 343, 348, 356

Parti Communiste Français (PCF) : 22, 127-33
 PASOK, Mouvement Socialiste Panhellénique : 305
 Paul VI, Pape : 122
 Pays-Bas : 11, 18, 20-2, 41, 45, 53-5, 59, 67, 81, 84, 106, 136-7, 155, 176, 183, 192, 209-29, 244, 254, 267, 342, 347-8, 373 voir aussi BVD; GS III; IDB
 Pétain, Maréchal Philippe : 127
 Peteano, bombe (1972) : 25-8, 30, 33, 159, 341
 Peters, Gerhard : 152, 269, 271-2, 275
 Peters, Robert James : 152
 Peugeot (frères) : 131
 Phillips Talbot, Ambassadeur US : 303
 Piano Solo, coup d'État de (1964) : 111-3, 116-7, 121, 303, 340, 360
 Piazza Fontana (Milan) massacre de (1969) : 27, 28-9, 169-2, 341, 345, 368, 389
 Picasso, Pablo : 152
 Pilger, John : 353
 Pindsvinet (opération) : 240
 Pinochet, Augusto : 62, 117, 158, 173, 205, 234, 384
 PKK : 22, 42-3, 288, 327, 329, 331
 Plan Bleu : 130-4, 339
 Plevris, Konstantin : 300
 Ploncard d'Assac, Jacques : 168
 Pol Pot : 62, 79, 353
 Polgar, Thomas : 56, 63-4, 274
 Pompidou, Georges : 144
 Portugal : 11, 19-24, 45-6, 53, 81, 157, 165-77, 230, 335, 340, 348, 367-8
 Portugal Policia Internacional e de Defesa do Estado (PIDE) : 22, 165-8, 170-1, 174-7
 Preston (agent du MI6) : 68-9, 77, 351-3, 366
 Programme d'Assistance Militaire (USA) : 315
 Programme International d'Instruction et d'Entraînement Militaire (USA) : 315
 Propper, Amiral : 223

Q.
 Q (agent des services secrets danois) : 234-42
Quantum : 160, 161
 Quartier Général des Forces Alliées d'Europe du Nord (HQ AFNORTH) : 252-3

R.
 Raes, M. : 186, 198-200
Rainbow Warrior (Greenpeace) : 79, 148
 Ramadier, Paul : 131, 134

Rapport Un SID Parallèle - Le Cas Gladio (Andreotti) : 35-6, 38-9, 137
 Reagan, Ronald : 79, 99, 114-5, 206, 317, 353
 Reinhardt, Frederick : 110
 Revers, Général : 131
 Ribière, Henri Alexis : 131-2, 134, 156
 Ricci, Mario : 157
 Ridgeway, Matthew : 274
 Riste, Olav : 244, 247, 255-6, 259, 354, 376-8
 ROCAMBOLE (ROC) : 22-3, 171, 247-50, 252-58
 Rocca, Renzo : 107, 111-2, 116
 Roeder, Manfred : 286
 Rome : 27-8, 32, 34-6, 41, 103, 105, 107-8, 110-2, 116-7, 120-2, 125, 171-2, 298, 303, 317, 324-5, 341-2, 350, 356-63, 366-8, 382, 386, 389-90
 Romero, Antonio : 162-3
 Roosevelt, Franklin D. : 88-9, 101
 Rose des Vents (Rose of the Winds) : 134-5, 137, 146-7, 168
 Rote Armee Fraktion (RAF) : 22, 27
 Rowse, Arthur : 58, 64, 145, 349, 351, 365, 390
 Royaume-Uni : 19, 21-2, 53-5, 59-60, 80-2, 85, 105, 176, 182-3, 187-9, 192, 213, 218-9, 294
 Ruperez, Javier : 161
 Ruppert, Dr Marius : 223
 Rusk, Dean : 110
 Ryan, Allan : 262, 378

S.
 Sablonsky, Jay : 173
 SACEUR (Supreme Allied Commander for Europe) : 22, 56, 59-60, 95, 114, 250-2, 278
 Saddam Hussein : 41, 100, 347
 Salazar, Antonio : 46, 165-70, 173, 176, 368
 Salvini, Guido : 167, 172-3, 175, 345, 368
 San Martin Lopez, Jose Ignacio : 157
 Sandinistes : 206
 Santer, Jacques : 45, 229-32, 328, 374-5
 Sardaigne : 77, 86, 106-7, 111, 117, 124-5, 228, 282
 Sartre, Jean-Paul : 143
 SAS, Special Forces : 22-3, 67-9, 77-80, 95, 97, 130, 137, 185, 216, 230, 255-6, 296, 343, 353
 Savasman, Sabahattin : 315-6
 Scelba, Mario : 103, 133, 156
 Scheer, Hermann : 42, 288
 Scherer, Lou : 94
 Schutzstaffel (SS) : 22, 42, 77, 96, 114, 206, 261-7, 273, 339

- SDCI : 174
 SDRAS (branche belge du Gladio/*stay-behind*) : 179-80, 184-93, 198, 201, 205, 226, 342, 369
 SEAL (Sea, Air, Land) : 356
 Secret Intelligence Service (SIS) : 13, 21-3, 76, 105
 Sectie Algemene Zaken (SAZ) : 22, 217-9, 222-4
 Sednaoui, Mike : 124
 Senstad, Erik : 46, 258
 Serra, Ministre portugais de la Défense : 162-3, 349, 367
 Serravalle, Gerardo : 59, 85-6, 96-7, 123-4, 159-60, 350, 356, 362, 366, 390
 SAC (Service d'Action Civique) : 22, 146-8, 197, 365
 Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage (SDECE) : 22, 79, 131-9, 147-8, 156, 168
 Service Général du Renseignement (SGR) : 22, 43, 61, 179, 184-5, 190, 201, 340-2, 369
 Servicio Central de Documentación de la Presidencia del Gobierno (SECED) : 22, 157-60
 Servicio de Información del Alto Estado Mayor (SIAEM) : 155-6
 Servizio di Informazioni delle Forze Armate (SIFAR) : 16, 22, 36, 81-2, 104-16, 125, 145, 358-60, 364
 Servizio per le Informazioni e la Sicurezza Militare (SISMI) : 22, 32, 108, 160, 358, 361
 SHAPE, (Supreme Headquarters Allied Powers Europe) : 22-3, 36, 49-59, 95, 100, 109, 144-5, 185, 252-6, 278 *voir aussi* Clandestine Planning Committee (CCP) :
 Siber, Edwin Luther : 264
 Sicile : 102, 106
 SID (services secrets italiens) : 22, 26, 31-2, 35-9, 111, 114, 119-20, 123, 137, 171-2, 346, 358, 360
 Signals Intelligence (SIGINT) : 154, 156
 Simon, Général : 253, 351-4, 358-9, 375, 377, 381, 389
 Simpson, Christopher : 18, 67, 133, 263-4, 270, 356, 363, 378-9, 382
 Six, P.J. : 224
 Six Powers Lines Committee : 220
 Sjue, Finn : 243, 245, 254-5, 258, 376-7, 389
 SOA (School of the Americas) *voir* École des Amériques
 Sogno, Edgardo : 133
 Somer, J. M. : 210-7, 219, 221, 224
 Sotelo, Calvo : 154, 163-4, 348, 365-7
 Spaak, Paul Henri : 82-4, 181-2
 Spadolini, Giovanni : 38
 Special Operations Executive (SOE) (RU) : 22, 24, 75, 209, 339, 352, 357, 369, 381
 Special Warfare Department (OHD) (Turquie) : 309 *voir aussi* Loups Gris (Bozkurt)
 Spiazzi, Amos : 118, 120, 345, 368
 Spinola, Général : 173
 Spoor, Général : 215
 SS *voir* Schutzstaffel
 Staline, Joseph : 44, 72, 87, 101, 128, 151, 291, 294-5
 Stasi : 21, 67, 279-82, 290, 390
 Stavenhagen, Lutz : 278, 282, 378, 380
stay-behind : 8, 13, 16, 22-6, 31, 39, 41-3, 47-9, 53, 57-64, 67-8, 73, 76-81, 84-7, 92-8, 102, 105-7, 110, 125, 134-7, 140-8, 151, 154-5, 157, 160-8, 171-2, 176, 179-202, 205, 209-59, 262-72, 275-89, 296-7, 300, 306, 309-10, 313-4, 318-22, 325-30, 332-6, 339-43, 347, 349, 351, 353-6, 359, 363, 366, 369, 373, 375, 378-80, 383, 389 *voir aussi* Central Intelligence Agency (CIA); Gladio; MI6; OTAN
 STC/Mob (branche belge du Gladio/*stay-behind*) : 179-80, 186-9, 191, 198, 369
 STK : 309
 Stoll, Ulrich : 290, 381
 Stone, Howard : 103, 123-4
 Such, Manfred : 42, 287, 380
 Suez : 95
 Suisse : 5-6, 17-9, 21-2, 52, 61, 67, 80-1, 98, 129, 142, 156, 171, 176, 256, 328, 333, 342, 347, 350, 353, 364, 369, 379, 387
 Sukarno, Président : 97
 T.
 Tamburino, Giovanni : 31, 119
 Taviani, Paolo Emilio : 105, 107
 Technischer Dienst (TD) *voir* BDJ-TD (réseau Gladio/*stay-behind* allemand)
 Ter Beek, Relus : 45, 227-8
 Terroristes, terrorisme : 24, 27-9, 31-3, 38, 44, 49, 51-4, 68, 74, 80, 85, 97, 100-1, 109, 123, 144, 157-60, 166-74, 193, 196, 204, 206, 235-6, 267, 285, 290, 295-6, 310, 317-9, 323-7, 335-7, 341-2, 361, 364, 388
 Thalmann, Anton : 61, 350
 Thatcher, Margaret : 79, 353
 Thomsen, Gustav : 239, 375

- Tiers Monde : 88
 Trieste : 13, 26
 Tripartite Committee Holland (TCH) : 183, 219-20
 Tripartite Meeting Belgian/Brussels (TMB) : 182-3
 Truman, doctrine (1947) : 91, 103-6
 Truman, Harry : 58, 87-91, 103-6, 110, 130, 133, 165, 264, 267, 295, 339
 Turhan, Talat : 313-4, 320-1, 383-5
 Türks, Alparsan : 309-13, 323-7, 382
 Turquie, *voir aussi* Loups Gris (Bozkurt); Special Warfare Department (OHD) : 11, 19, 21, 24, 47, 53, 67, 76, 106, 132, 140, 176, 230, 249, 254, 303, 307-18, 320-32, 335, 340-2, 355, 382-4, 386, 387
 U.
 Union Européenne (UE) : 51-2, 100, 165, 314, 335, 348
 Union soviétique : 13, 64, 71-2, 75-6, 92, 152, 165, 214, 234, 244, 248, 257, 308, 333, 336
 Us, Gonca : 60, 86-7, 184, 188-92, 315, 330, 346, 349-51, 356-8, 362-5, 368-70, 379, 381, 389-90
 V.
 Van Borssum Buisman (agent secret hollandais) : 222, 224
 Van Calster, Raymond : 43, 55, 61, 184, 230, 342
 Van der Lubbe, Marinus : 261
 Van Dienderen, Agalev Hugo : 202
 Van Houten, Premier ministre belge : 210
 Van Lynden, J.J.L. Baron : 216-22, 224-5
 Van Ussel, Michel (Georges 923) : 60, 184, 188-92, 350, 369-70, 390
 Vandemeulebroucke, Eurodéputé belge : 50
 Vandenberg, Hoyt : 130, 133, 362-3
 Varvitsiotis, Ionnis : 42, 305-6
 Vassiliadis, Yannis : 305
 Verhoyen, Etienne : 181, 369
 Vermeersch, Jeannette : 129
 Vichy : 127, 132, 135
 Vielsalm, opération (1984) : 192-5
 Vietnam : 26-7, 63, 79, 88, 99, 109, 114, 117-9, 129, 138, 167, 254, 318, 359, 361, 363
 Vinciguerra, Vincenzo : 26, 28, 30-2, 37, 86, 138, 159, 202-3, 341-2, 345, 368, 390
 Vleeschauwer, Ministre belge de l'Intérieur : 156
 Voigt, Pelle : 46, 241
 Vorderbrügge, Sibylle : 285
 W.
 Waldmichelbach, centre d'entraînement (Wamiba) : 268-9, 273, 275
 Wall, Irwin : 134, 223, 348, 363, 387
 Walter, Dr : 110-1, 264, 270, 354-5
 Wathélet, Ministre belge de la Justice : 186, 188, 198
 Wehrsportgruppe Hoffmann : 284-5
 West, Nigel *voir* Allason Rupert (*pseudo* Nigel West)
 Western Union Clandestine Committee (WUCC) *voir* Comité Clandestin de l'Union Occidentale (CCUO)
 Westland New Post (WNP) : 22, 200-7, 342
 Wilhelmine, Reine : 210, 216
 Willems, Jan : 145, 183-4, 347, 355, 363-5, 369, 371-2, 390
 Wisner, Frank : 76, 92-3, 97-8, 103, 244, 264, 266, 339, 355-6
 Wörner, Manfred : 52, 54-6
 X.
 X (Groupes X) (Grèce) : 292
 Y.
 Yalta : 101, 291
 Yilmaz, Kemal Mesuf : 47, 328-9
 Yougoslavie : 93, 102, 294-5, 314
 Z.
 Zinn, August (Georg) : 272-5, 379
 Zinnkann, Heinrich : 270, 273

Collection **RÉSISTANCES**

Donner les clés pour comprendre les événements qui façonnent le monde.
Proposer des essais sur des sujets de société, de politique et de géopolitique
parce que le monde ne s'arrête pas à nos frontières...

Pour démarrer cette collection, pour entrer en Résistances,
nous avons choisi le terrorisme au sens large
et le 11-Septembre en particulier...

Nous avons réuni pour vous les meilleurs livres sur le sujet,
des ouvrages de fond toujours aussi pertinents et d'actualité,
qui permettent à chacun, au-delà du médiatiquement consensuel,
d'entamer une nécessaire réflexion sur la réalité du terrorisme.

Nous terminons cette série, une sélection des ouvrages de référence
disponibles, par le livre de David R. GRIFFIN.

Place aux faits, priorité aux analyses.

Nous souhaitons maintenant aborder d'autres sujets,
tout aussi passionnants et importants,
mais également passés sous silence
par le monde très politiquement correct de l'édition hexagonale.

Il est temps de reprendre conscience.

*Avec la collection Résistances,
vous n'êtes pas au bout de vos surprises...*

www.editionsdemilune.com

DÉJÀ PARUS DANS LA COLLECTION RÉSISTANCES

Le Nouveau Pearl Harbor
de David R. GRIFFIN

***Omissions et Manipulations
de la Commission d'enquête sur le 11-Septembre***
de David R. GRIFFIN

Le Procès du 11-Septembre
de Victor THORN

La Guerre contre la Vérité
de Nafeez M. AHMED

La Terreur Fabriquée, Made in USA
de Webster G. TARPLEY

L'Effroyable Imposture & Le Pentagate
de Thierry MEYSSAN

11-Septembre, la Faillite des Médias
de David R. GRIFFIN

Guerre Biologique et Terrorisme
de Francis A. BOYLE

Les Dessous du TERRORisme
de Gerhard WISNEWSKI

Les Armées Secrètes de l'OTAN
de Daniele GANSER

Pétrole : la fête est finie !
de Richard HEINBERG

Yasser Arafat, intime
d'Isabel PISANO

La Conquête des Amériques vue par les Indiens du Nouveau Monde
d'Hernan HORNA

Agent Orange, Apocalypse Viêt Nam
d'André BOUNY

***La Colonie française en Algérie
200 ans d'inavouable. Rapines & pécunats***
de Lounis AGGOUN.

La Route vers le Nouveau Désordre Mondial
de Peter Dale SCOTT

Chroniques de Gazaz, 2001-2011
de Christophe OBERLIN

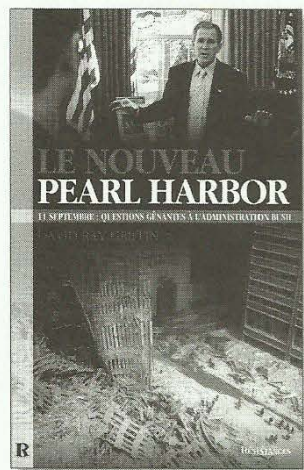
10 ans après : un autre regard sur le 11-Septembre
de David R. GRIFFIN

Le Nouveau Pearl Harbor

11-Septembre : questions gênantes à l'Administration Bush

de David Ray GRIFFIN

RIGOUREUX



Partant de l'idée que ceux qui profitent d'un crime devraient faire l'objet d'une enquête, l'éminent universitaire David Ray GRIFFIN passe au crible les attentats du 11-Septembre. S'appuyant sur les déclarations contradictoires de membres de l'Administration Bush, les articles de presse et des travaux d'autres chercheurs, il arrive à la conclusion que, pris ensemble, ces éléments mettent sérieusement à mal la version officielle sur cette tragique journée.

Les questions gênantes sont nombreuses : elles émergent de chaque partie du tableau, sous quelque angle que l'on se place, jusqu'à ce qu'il s'avère impossible de ne pas soupçonner les architectes de la version officielle d'avoir édifié une énorme tromperie.

Enseignant l'éthique et la théologie, GRIFFIN écrit avec une logique irrésistible, encourageant ses lecteurs à tirer leurs propres conclusions à partir des preuves. *Le Nouveau Pearl Harbor* est un vibrant appel à une investigation approfondie sur ce qui s'est réellement passé le 11-Septembre. Ce livre porte la conviction qu'il est encore possible de rechercher la vérité dans la vie politique américaine.

**Préface de Michael MEACHER,
Avant-propos de Richard FALK.**

« Ce livre est le plus convaincant que je connaisse pour demander l'ouverture d'une enquête plus poussée sur la relation de l'Administration Bush à cet événement aussi troublant qu'historique. »

- Howard ZINN,
professeur émérite de Sciences
politiques à l'université de Boston,
et auteur de *Une histoire populaire
des États-Unis*.

David Ray GRIFFIN est professeur émérite de philosophie des religions et de théologie à la Claremont Graduate University. Il est également, codirecteur du Center for Process Studies, qui diffuse le courant philosophique d'Alfred Whitehead, lequel se fonde sur les sciences. Il a publié une trentaine de livres dont 10 sur le 11-Septembre, parmi lesquels 4 ont été traduits en français. Dès sa parution, son dernier ouvrage, *10 ans après, Un autre regard...*, fut élu parmi les 50 meilleurs livres de l'année, par la revue professionnelle *Publishers Weekly* (comparable aux États-Unis à *Livres Hebdo* en France).

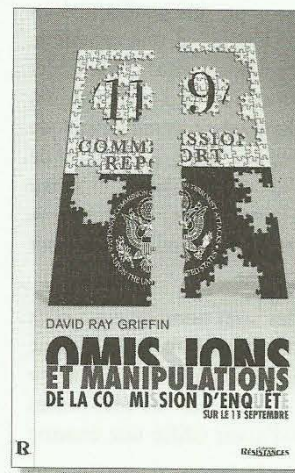
ISBN 978-2-952557-12-2 – Prix : 20 euros

Omissions & manipulations

de la Commission d'enquête sur le 11-Septembre

de David Ray GRIFFIN

LOGIQUE



Aux États-Unis, les leaders politiques et les médias se sont empressés d'adopter le *Rapport officiel de la Commission d'enquête* comme la réponse définitive sur les événements dramatiques et insensés du 11-Septembre. Auteur du *Nouveau Pearl Harbor* (ouvrage qui examine les questions soulevées par des reporters, des témoins et des observateurs politiques), David Ray GRIFFIN démontre que la volonté première de la Commission n'a jamais été d'établir la vérité sur la tragédie, ni de savoir comment elle aurait pu être évitée, mais bien au contraire de défendre coûte que coûte la version officielle des faits.

Best-seller dans sa catégorie, le *Rapport de la Commission*, a donné le change de par sa taille et une narration agréable. Mais sous l'examen méticuleux de GRIFFIN, le *Rapport Kean-Zelikow* perd rapidement son vernis de crédibilité.

Le travail critique de GRIFFIN montre clairement que la Commission a tout mis en œuvre pour masquer la vérité, alors que son rôle était de l'exposer au grand jour. Pour l'auteur, il s'agit d'un travail « au mieux plein de vices de forme, au pire d'un ensemble de mensonges audacieux. »

Ce livre argumenté démontre de façon implacable la partialité de la commission d'enquête. Il devient difficile de croire que l'Administration Bush n'a pas, au minimum, délibérément laissé se produire le 11-Septembre, ainsi qu'en sont désormais convaincus plus de la moitié des habitants de New-York.

« Avec ce nouveau livre, GRIFFIN établit sa réputation, aux côtés de Seymour HERSH, comme le principal vecteur de vérités publiques aussi déplaisantes que nécessaires. »

- Richard FALK, professeur émérite
de droit international
à l'université de Princeton.

Universitaire américain, David Ray GRIFFIN a enseigné la philosophie et la théologie pendant plus de 30 ans en Californie. Il est également l'auteur d'une trentaine de livres. *Le Nouveau Pearl Harbor*, succès de librairie aux États-Unis, remet en cause la version officielle du 11-Septembre. Le plus récent, *10 ans après, Un autre regard...*, apporte les dernières informations disponibles sur cet événement fondateur d'une nouvelle ère de guerres sans fin.

ISBN 978-2-952557-11-5 – Prix : 19 euros

11-Septembre, La Faillite des médias

Une conspiration du silence

de David Ray GRIFFIN

STUPÉFIANTE



Grâce à ses précédents livres, David Ray GRIFFIN est largement reconnu comme le principal porte-parole du mouvement pour la vérité sur le 11-Septembre. Bien que ce mouvement ait longtemps été ignoré par le gouvernement US et les médias dominants, des études d'opinion récentes ont révélé que le rejet de la version officielle est devenu, comme l'a écrit le magazine *Time* « un phénomène politique incontestable ». Il n'est donc pas surprenant que le gouvernement et les grands médias aient changé de tactique. Choisisant la contre-attaque, ils ont publié en rafale des articles et des « rapports » destinés à discréditer ces critiques.

Dans cet ouvrage, GRIFFIN montre à quel point il est facile d'invalider ces tentatives. Il répond aussi aux critiques émises par des publications de gauche, ou chrétiennes, dont on aurait pu s'attendre à ce qu'elles soient positives. D'un bout à l'autre, GRIFFIN démontre que l'accusation portée à l'encontre des critiques de la version gouvernementale – à savoir qu'ils utilisent des méthodes irrationnelles et non scientifiques pour parvenir à leurs conclusions qui seraient basées sur des croyances – s'applique en réalité bien plus à ceux qui défendent la version officielle. Ce livre, raisonné, établit que la thèse de la complicité des autorités reste la seule explication possible en accord avec les faits.

« Étant donnée la manière répétée et récurrente dont l'Administration Bush a instrumentalisé la tragédie du 11-Septembre pour nous lancer dans des guerres immorales, ... les questions posées par GRIFFIN doivent être prises en compte et il est nécessaire d'y répondre... »

- Howard ZINN,
professeur émérite de Sciences
politiques à l'université de Boston.

ISBN 978-2-952557-17-7 – Prix : 21 euros

Universitaire américain, David Ray GRIFFIN a enseigné la philosophie et la théologie pendant plus de 30 ans en Californie. Il est également l'auteur d'une trentaine de livres. *Le Nouveau Pearl Harbor*, succès de librairie aux États-Unis, remettait sérieusement en cause la version officielle du 11-Septembre. *La Faillite des médias*, porte un jugement dévastateur sur le traitement médiatique de cet événement fondateur du nouvel ordre mondial.

L'Effroyable Imposture & Le Pentagate

de Thierry MEYSSAN

INDISPENSABLES



Lorsqu'il parut en mars 2002, *L'Effroyable Imposture* fit l'effet d'une bombe. Premier ouvrage sur les attentats du 11-Septembre remettant en cause la version officielle, qui pointait la responsabilité de ben Laden et d'al-Qaïda, il a atteint une très vaste audience partout dans le monde. Le nombre de traductions en langues étrangères indique bien en effet que son succès ne s'est pas limité au seul monde arabe, comme les médias en France ont tenté de le faire croire... Ostracisé, ridiculisé, voire démonisé par l'ensemble de la presse hexagonale, Thierry MEYSSAN n'a plus été invité à s'exprimer sur quelque sujet que ce soit dans notre pays. Pourtant, d'innombrables personnalités de par le monde l'ont écouté et sont convaincues que ses analyses sont bien plus proches de la vérité que ne l'est le récit officiel.

Il est impossible de dresser la liste complète des hommes d'influence qui ont développé un discours reprenant tout ou partie des « thèses » du politologue français. Des hommes politiques (députés, sénateurs, ministres et jusqu'à des chefs d'État) ont publiquement soutenu ses idées sur le 11-Septembre.

Ces deux livres réunis en un seul ouvrage ne se résument pas à la question de savoir ce qui a frappé le Pentagone : bien plus riches, ils décryptent la politique étrangère états-unienne de la « guerre contre la terreur », qui continue, affublée d'un nouveau nom, sous l'Administration Obama. Vous aussi, comprenez maintenant, avec le recul, le dessous des cartes d'une imposture effroyable aux dimensions et enjeux planétaires...

**Préface du général Leonid IVASHOV,
chef d'État-major des armées russes
le 11-Septembre.**

Nouvelle réédition, entièrement réactualisée
et annotée, des 2 ouvrages les PLUS
CONTROVERSÉS AU MONDE !

En cette année du 10^e anniversaire,
les questions posées, et les points soulevés
sont PLUS QUE JAMAIS d'actualité....

ISBN 978-2-917112-15-1 – Prix : 19 euros

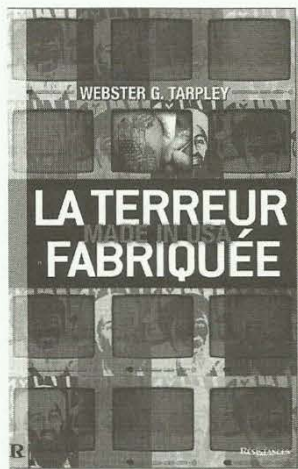
Thierry MEYSSAN, journaliste français, est président-fondateur du Réseau Voltaire, une association internationale qui fédère des agences de presse et des médias non-alignés en Europe, en Amérique latine et dans le monde arabe. Ses ouvrages sur les attentats du 11-Septembre, traduits en 26 langues, ont inspiré la politique de nombreux États et ont bouleversé les relations internationales.

La Terreur fabriquée, Made in USA

11-Septembre : le mythe du *xx^e* siècle

de Webster G. TARPLEY

RADICAL



Révolutionnaire, d'une écriture brillante, *La Terreur fabriquée : made in USA* révèle comment fonctionne le terrorisme sous fausse bannière. Sur Amazon.com, les lecteurs s'extasient : « Un livre-phare qui dépasse largement tout ce qui a été écrit sur le 11/9 ».

Expert des opérations sous faux pavillon, (son premier livre traitait des Brigades rouges), TARPLEY démolit la théorie du complot élaborée par le gouvernement. Son analyse percutante et personnelle du 11/9 lui a valu des réactions enthousiastes de la part des auditeurs de radio dans tout le pays. *La Terreur fabriquée* sidère le lectorat par son modèle de travail impliquant un réseau de taupes, de lampistes, de professionnels du secteur paramilitaire et de médias corrompus. Ce n'est pas un livre

de plus sur le 11/9 : c'est une analyse en profondeur des relations géopolitiques internationales, mais aussi du comportement de l'oligarchie au pouvoir.

« Je ne connais personne d'autre qui dénonce sans aucune crainte le terrorisme d'État comme [le fait] Webster G. TARPLEY, une référence pour de nombreux journalistes d'investigation. Il déploie sa vision globale d'historien avec la précision d'une vigie de nos sombres élites actuelles. »

- Barrie ZWICKER, journaliste canadien primé, auteur de documentaires, et critique des médias.

« La Terreur fabriquée est brillamment écrit ; on ne peut s'arrêter de le lire. TARPLEY rend un jugement dévastateur. Mes félicitations ! Je le recommande de tout cœur. »

- Andréas von BULOW, ancien ministre allemand de la Recherche et de la Technologie, auteur de *La CIA et le 11-Septembre..*

Historien spécialisé dans le terrorisme après la seconde guerre mondiale, journaliste, Webster G. TARPLEY, s'est fait connaître en 1978 par son enquête sur l'assassinat d'Aldo Moro, à la demande de parlementaires italiens. Sa biographie de George W. Bush père et ses essais sur les dérives fascistes du gouvernement américain en font un opposant farouche du gouvernement des États-Unis, et un auteur visionnaire.

ISBN 978-2-952557-14-6 – Prix : 22 euros

Les Armées secrètes de l'OTAN

Réseaux Stay-Behind, Opération Gladio et Terrorisme en Europe de l'Ouest

de Daniele GANSER

HISTORIQUE



Ce livre raconte comment, après la seconde guerre mondiale, la CIA et le MI-6 britannique mirent en place des armées secrètes anti-communistes dans tous les pays d'Europe de l'Ouest, et par quels processus ces réseaux Stay-Behind de l'OTAN s'allièrent dans certains pays à des groupes terroristes d'extrême droite, avec des conséquences particulièrement tragiques.

L'existence de « Gladio », l'armée secrète italienne, fut révélée par le Premier ministre Giulio Andreotti en 1990 ; à la suite de quoi la presse parla du « secret politico-militaire le mieux gardé... depuis la fin de la deuxième guerre mondiale » et nota que : « L'histoire semble tout droit sortie des pages d'un thriller politique ». Depuis, ces armées secrètes de l'OTAN, ont été découvertes dans tous les pays d'Europe occidentale. Au niveau international, leurs actions étaient coordonnées par le Pentagone et l'OTAN.

À l'heure de la menace de « l'hyperterrorisme », ce livre de référence revient sur les attentats de la gare de Bologne, de la Piazza Fontana, les attaques des tueurs fous du Brabant, l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro et demande s'il s'agit d'actes de terrorisme sous fausse bannière, fabriqués pour accroître la stratégie de la tension...

Préface de John PRADOS, analyste aux archives de la Sécurité nationale à Washington.

« Cette étude méticuleuse et soignée, incisive, révèle pour la première fois l'ampleur, la noirceur et les implications menaçantes des armées secrètes créées par l'OTAN. La lecture de ce livre important de Ganser s'avère une urgence, particulièrement dans la période que nous traversons. »

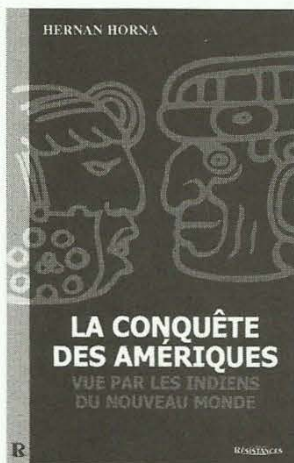
- Noam CHOMSKY, professeur au MIT

ISBN 978-2-917112-00-7 – Prix : 22 euros

Historien spécialisé dans l'histoire contemporaine et les relations internationales depuis 1945, Daniele GANSER enseigne à l'université de Bâle. Ses travaux actuels portent sur la prétendue « guerre contre la terreur » et le pic pétrolier. Invité à maintes reprises par le Parlement et la télévision nationale suisses pour partager son expertise en matière de politiques étrangère et de sécurité, Ganser voit ses livres, articles scientifiques, articles de journaux et interviews publiés dans de nombreux pays.

La Conquête des Amériques vue par les Indiens du Nouveau Monde de Hernan HORNA

NOVATEUR



L'historien Hernan HORNA est un investigateur hors pair dans son domaine. Son érudition se fonde sur un savoir encyclopédique des archives documentaires laissées par les chroniqueurs des conquérants espagnols, disséminées et conservées en divers musées du monde. C'est cette histoire écrite par les Européens qui a marqué notre connaissance historique et notre conscience de la découverte et de la conquête du Nouveau Monde.

HORNA confronte cette connaissance à une autre, également historique et scientifique, léguée par les peuples autochtones amérindiens mais qui avait sombré dans l'oubli. Il ressuscite enfin les passés inca, maya et aztèque d'une manière qui correspond mieux à la réalité de ces peuples, pour les resituer dans un contexte fort différent de la vision faussée, car largement

teintée d'incompréhension et de préjugés, du vainqueur européen. S'appuyant sur le travail d'archéologues, d'anthropologues, de linguistes et d'autres spécialistes qui ne cessent d'annoncer de nouvelles découvertes, il fait émerger des éléments qui contestent les vieilles notions présentant les Aborigènes américains comme de « nobles sauvages » vivant dans un paradis perdu, ou des peuples primitifs et isolés, rapidement vaincus par des Européens « supérieurs ».

Grâce à ce choc de la confrontation des faits historiques, dans une remise en question des anciennes visions du passé de la *Conquista* espagnole, HORNA nous offre une synthèse historique, aussi belle que nouvelle, de ces magnifiques civilisations trop méconnues.

« Un regard nouveau sur la nature du monde des peuples amérindiens ainsi que sur leurs adaptations, coexistences et leurs luttes contre la domination coloniale, et leur assujettissement par l'Église catholique et l'État après la Conquête. »

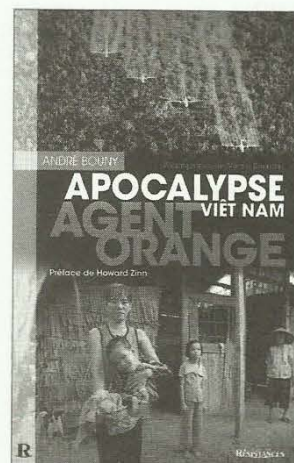
- *Hispanic Outlook*

Né au Pérou en 1942, Hernan HORNA a obtenu son doctorat d'histoire à l'université américaine de Vanderbilt, avant d'enseigner à celle de Western Illinois. Depuis 1977, il est professeur et chercheur à la prestigieuse université d'Uppsala en Suède, où il a fondé le département interdisciplinaire d'Histoire latino-américaine, qu'il dirige et qui s'intéresse à une vaste période, de l'Amérique précolombienne à nos jours

ISBN 978-2-917112-07-6 – Prix : 18 euros

Agent Orange, Apocalypse Viêt Nam Les crimes impunis des marchands de mort d'André BOUNY

EFFROYABLE



Si l'histoire de l'utilisation des poisons remonte à la nuit des temps, la synthèse chimique a permis d'en démultiplier les effets maléfiques. Ainsi la guerre du Viêt Nam fut la plus grande guerre chimique de l'histoire de l'Humanité. L'objet de ce livre est d'expliquer précisément comment et pourquoi. On y apprend de quelle façon, aujourd'hui encore, un demi-siècle après le début des épandages, la dioxine pénètre dans l'organisme, quelles maladies elle engendre, et les terribles effets tératogènes qu'elle inflige aux enfants.

La description des agents chimiques utilisés est aussi précise que la technologie méthodique mise en œuvre. Celle de l'effroyable catastrophe écologique fait prendre conscience que la destruction du règne végétal précède et précipite une dévastation plus terrible encore.

Cartes géographiques et photographies illustrent l'ampleur de la tragédie actuelle. Documents d'archives inédits et témoignages états-uniens viennent démontrer l'*intentionnalité* de ce véritable écocide. L'auteur propose en outre un nouveau calcul renversant du volume des agents chimiques déversés au Viêt Nam. Dans cet ouvrage exhaustif, il aborde la partie juridique avec les procédures intentées au nom des victimes vietnamiennes dans un lourd silence médiatique.

Ce livre souhaite informer le public, premier pas d'une prise de conscience sur la route de la réparation des torts et des souffrances, car il existe aussi un espoir... Un document bouleversant, comme l'Histoire officielle ne la raconte jamais, pour comprendre la tragédie que vivent au quotidien une multitude de victimes de l'Agent Orange.

Iconographie exceptionnelle, avec de grands noms du photojournalisme : Philip Jones Griffiths, Jan Banning, Alexis Duclos et Olivier Papegnies.

Préface de Howard ZINN, Avant-propos de William BOURDON.

ISBN 978-2-917112-11-3 – Prix : 23 euros

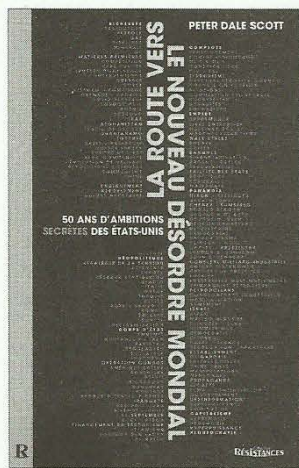
Né avec un handicap, André BOUNY étudie l'odontologie à Paris, où il proteste contre la guerre qui dévaste le Viêt Nam. Ému par la découverte de ce pays ravagé, il fonde l'association caritative D.E.F.I. Viêt Nam en 1997. Il a constitué le Comité International de Soutien aux victimes vietnamiennes de l'Agent Orange (CIS), et explique les conséquences de ce poison dans tous les médias qui osent en parler, pour mobiliser l'opinion publique. Son livre se fonde sur 40 ans d'expérience et d'intérêt porté au peuple et à la culture du Viêt Nam.

La Route vers le Nouveau Désordre Mondial

50 ans d'ambitions secrètes des États-Unis

de Peter Dale SCOTT

STUPÉFIANT



Depuis les années 1960, les choix en matière de politique étrangère états-unienne ont conduit à la mise en œuvre d'activités criminelles, et à leur dissimulation, tantôt partielle parfois totale.

Dans ses précédents essais, Peter Dale SCOTT a témoigné de l'implication de la CIA dans différents coups d'État, ou dans la mise en place d'une véritable géopolitique de la drogue et des guerres qu'elle permet de financer. Il sonde ici la manière dont les décisions prises depuis Nixon ont engendré une plus grande insécurité dans le monde, notamment en renforçant les réseaux terroristes responsables des attentats de 2001. L'auteur montre comment l'expansion de l'Empire américain a conduit à ce processus de décisions dangereuses dans le plus grand secret, souvent à l'insu des responsables démocratiquement élus.

À partir d'exemples précis, il illustre comment ces décisions furent l'apanage de petites factions très influentes au sein d'un « supramonde » qui agit sur l'État public à travers des institutions secrètes (comme la CIA), au détriment de l'État démocratique et de la société civile.

L'analyse de l'implémentation de ces programmes établit la longue collaboration des principaux services de renseignement des États-Unis avec des groupes terroristes, qu'ils ont à la fois aidés à créer et soutenus, dont la fameuse organisation al-Qaïda. Dans un autre registre, parallèle et fascinant, SCOTT explique clairement le danger que fait peser sur la démocratie l'instauration, sous l'administration Reagan, du plan ultra secret de « continuité du gouvernement », qui perdure...

« Un des écrivains politiques et historiques les plus brillants, créatifs et intellectuellement stimulants du dernier demi-siècle... »

- Roger MORRIS, ancien membre du Conseil National de Sécurité..

ISBN 978-2-917112-16-8 – Prix : 22 euros

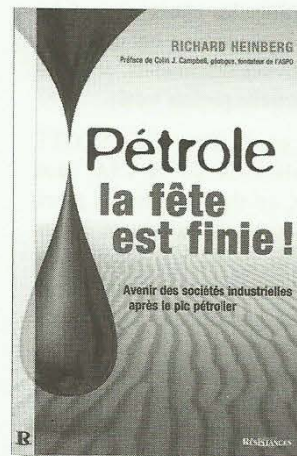
Docteur en sciences politiques et ancien diplomate, Peter Dale SCOTT est l'auteur de nombreux ouvrages analysant la politique étrangère américaine, les narcotrafics et les opérations secrètes. Ses recherches et écrits mettent en lumière le concept de ce qu'il définit comme le « supramonde » (l'État profond dissimulé au sein de l'État public). Porte-parole du mouvement antiguerre lors du conflit vietnamien, il cofonda le programme d'études « Paix et Conflit » de la prestigieuse Université de Berkeley, où il enseigna la littérature anglaise durant près de 30 ans.

Pétrole, la fête est finie !

Avenir des sociétés industrielles après le pic pétrolier

de Richard HEINBERG

DÉGRISANT



Le monde voit ses réserves en pétrole bon marché s'épuiser, avec les changements dramatiques que cela implique. La plupart des observateurs, y compris ceux issus des milieux de la finance pourtant qualifiés jusqu'à présent d'« optimistes », conviennent que nous avons atteint le pic de production globale. Désormais, même si les pays industrialisés entament une conversion à des sources d'énergies alternatives, ils auront chaque année à leur disposition moins d'énergie nette pour effectuer le travail essentiel au maintien de sociétés humaines complexes. Nous entrons dans une nouvelle ère, aussi différente de l'ère industrielle que cette dernière fut différente de l'époque médiévale.

Dans ce livre, Richard HEINBERG replace cette transition décisive dans son contexte historique. Il démontre comment l'industrialisation

s'est développée sur la base de la maîtrise de l'énergie fossile ; à quel point la compétition pour le contrôle de l'accès au pétrole fut centrale dans la géopolitique du XX^e siècle ; comment enfin les tensions provoquées par l'amenuisement des ressources énergétiques au XXI^e siècle entraîneront des guerres de prédation au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Amérique du Sud. Il anticipe l'impact probable de la déplétion du pétrole ainsi que celui que pourraient offrir toutes les énergies alternatives. Prédissant un chaos certain à moins que les États-Unis, premier consommateur mondial, ne consentent à rejoindre les autres pays pour mettre en place un programme global de conservation et de partage, il recommande par ailleurs une « chute contrôlée » susceptible d'ouvrir la voie à une société plus modérée, moins gourmande en énergie et durable.

« L'ouvrage le plus important de ces 40 dernières années, depuis la parution de Silent Spring de Rachel Carson. »

- Pierre LANCE, rédacteur en chef de L'Ère Nouvelle.

ISBN 978-2-917112-05-2 – Prix : 20 euros

Richard HEINBERG est mondialement reconnu comme l'un des principaux et des meilleurs communicants sur la question du pic-pétrolier. Journaliste, conférencier et enseignant du New College of California où il dispense un cours sur l'écologie et la collectivité durable, il est l'auteur de plusieurs livres, dont *Powerdown*, *Blackout*, et celui-ci, véritable ouvrage de référence sur le sujet.

La Colonie française en Algérie

200 ANS D'INAVOUABLE

de Lounis AGGOUN

RENVERSANT



En 1962, une nouvelle forme de colonisation commence en Algérie, qui conserve les aspects les plus sombres de la précédente. La révolution à peine née, débute l'élimination des dirigeants, compétents et intègres : une petite clique d'officiers profite de la confusion de la guerre pour s'emparer graduellement du pouvoir. D'éliminations politiques en assassinats, se concentre au sommet de l'État ce que le pays nourrit de plus néfaste. Aux deux bouts de la chaîne, en amont et en aval de la spoliation à grande échelle, émerge un homme, Larbi Belkheir, l'un des architectes de la confiscation du pouvoir en 1962, et le promoteur en 1999 du régime présidé par Bouteflika.

En décidant d'envahir l'Algérie, la France a-t-elle apporté Les Lumières ou l'incendie ? La colonisation a-t-elle eu un caractère positif ou génocidaire ? De Gaulle a-t-il offert l'Indépendance ou plongé le pays

dans un cauchemar dont celui-ci n'arrive pas à sortir ? Boumediene a-t-il succombé à une mort naturelle ou fut-il empoisonné ? Le pouvoir qui lui succéda était-il souverain ou contrôlé en sous-main par un « clan français » derrière Chadli ? L'assassinat d'Ali Mécili s'est-il accompli en dépit des forces de l'ordre dirigées par Charles Pasqua ? Quel rôle la France a-t-elle joué lors de la descente aux enfers de l'Algérie des années 1990 ? Le terrorisme islamiste est-il, comme le présentent les médias, un fléau menaçant l'Algérie de talibanisation ? Qui sont les véritables maîtres de l'Algérie ?

Voilà quelques-unes des nombreuses questions auxquelles l'auteur répond sans peur de briser les tabous, en dévoilant certains des aspects les plus noirs de la relation entre les deux pays.

De Napoléon à Sarkozy, de Talleyrand à Pasqua, du dey d'Alger à Larbi Belkheir, ce livre retrace près de deux siècles d'une histoire complexe et tumultueuse.

Au fil des pages, les mythes implosent.

**Le nouveau livre incendiaire
du coauteur de FRANÇALGÉRIE,
Crimes et mensonges d'État.**

Ardent défenseur de la vérité, Lounis AGGOUN est un militant assidu des droits de l'homme. Journaliste indépendant, fin connaisseur des relations entre la France et l'Algérie, il a coécrit, *Françalgérie, Crimes et mensonges d'États*, un livre majeur qui révèle les dessous de la « sale guerre ». Le présent ouvrage jette un regard novateur sur quelques-uns des épisodes les plus sombres de l'histoire commune de ces deux pays, de la conquête coloniale jusqu'à aujourd'hui.

ISBN 978-2-917112-14-4 – Prix : 23 euros

« Le livre d'Avner Cohen présente un intérêt exceptionnel. Première étude universitaire sur l'histoire du projet, richement documentée, elle dévoile certains des principaux mystères entourant les événements, à la lumière de nombreuses sources jusqu'ici inexploitées. »

- Uri Bar-Joseph, *Jewish History*

« Un ouvrage d'érudition, comprenant plus de 1 200 notes, et qui pourtant se lit comme un roman. (...) [Cohen] analyse en détail la façon dont cette politique d'"opacité nucléaire" a évolué, et ce qui l'a rendue possible. »

- Lawrence Kolb, *New York Times Book Review*

« Le livre de Cohen heurte la sensibilité des nations. »

- Dan Ephron, *Washington Times*

« Le professeur Cohen nous offre un récit complet et convaincant de la mise au point de ce qu'il appelle la doctrine israélienne d'"opacité nucléaire". »

- Paul C. Warnke,

ancien assistant du ministre de la Défense US

« Cette histoire parfaitement documentée des deux premières décennies du programme nucléaire israélien éclaire les forces complexes, à la fois nationales et internationales, qui l'ont forgé. Elle offre au lecteur une pénétration, profonde et fascinante, de la pensée des responsables israéliens, français et américains sur ce sujet sensible entre tous, dont seul un petit nombre avait à l'époque connaissance. »

- Spurgeon Keeny,

président et directeur exécutif de l'Association pour le contrôle des armes.

« Cohen expose l'interaction complexe des politiques de Tel Aviv / Jérusalem, Paris, Washington et de leurs diplomaties, officielles et officieuses, qui ont pavé la voie du programme nucléaire israélien. Israël et la Bombe est une contribution inédite et indispensable à la compréhension de l'ère nucléaire dans laquelle nous vivons, et ses enseignements s'avèrent particulièrement pertinents dans le contexte de l'élargissement du cercle des nations dotées de l'armement nucléaire. »

- Carl Kaysen,

ancien conseiller adjoint à la Sécurité nationale de John F. Kennedy.

« Avner Cohen a réussi à accéder à l'intégralité des correspondances entre Kennedy et Ben Gourion d'une part, et entre Kennedy et Eshkol d'autre part. Il est donc en mesure de présenter pour la première fois un épisode de l'histoire du jeune État d'Israël (et de ses relations avec les États-Unis) dont seules quelques personnes, dans ces deux pays, avaient jusqu'ici connaissance. Un des véritables thrillers de l'histoire moderne. »

- Professeur Yuval Ne'eman,

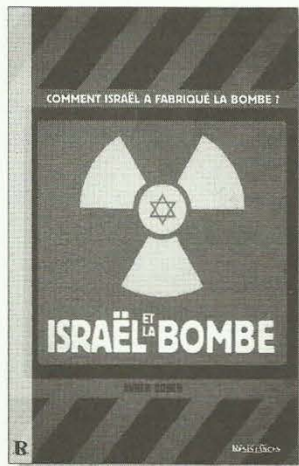
ancien ministre israélien des Sciences.

Israël & la Bombe

L'histoire du nucléaire israélien

d'Avner COHEN

À paraître prochainement... (peut-être !)



« Israël et la Bombe est *une lecture obligée* pour ceux qui s'intéressent aux questions nucléaires en général et aux complexités des relations américano-israéliennes en particulier. Pour les responsables américains, ce livre est *un guide parfait* sur la façon de ne pas traiter les cas de prolifération nucléaire à venir. »

- Michael Rubner, *Middle East Policy*

« Pour quiconque s'intéresse aux conflits sans fin au Moyen-Orient, et à la vie à l'aube de l'ère nucléaire, *ce livre est incontournable*. »

- Miami Herald

« Cet ouvrage important mérite l'attention des étudiants et spécialistes du Moyen-Orient, des relations extérieures, de la prolifération nucléaire et de la politique israélienne. »

- A.R. Norton, *Choice*

« *Ce livre est d'une extrême importance. Cohen a produit un étonnant travail de recherche historique sur un sujet délibérément entouré de mystères et de désinformation, pour de légitimes raisons d'État, à la fois par le gouvernement israélien et américain.* »

- Samuel W. Lewis,
ambassadeur des États-Unis en Israël
(1977-1985)

« *L'ouvrage de Cohen entraînera la nécessaire réécriture de l'histoire d'Israël, celle des guerres, des relations internationales, des crises politiques internes, tout comme celle de l'économie, de la psychologie et de la fierté nationales. Tout devra être vu sous un angle différent.* »

- Tom SEGEV, *Ha'aretz*.

ISBN 978-2-917112-10-6 – Prix : 23 euros

Chercheur universitaire de renom, Avner COHEN travaille aux Archives de la Sécurité Nationale de l'Université George Washington. Il a enseigné et mené des recherches dans différentes universités américaines (dont Harvard et le MIT) et israéliennes, et a publié de nombreux articles sur des sujets divers comme la prolifération et l'éthique nucléaires, ou l'histoire d'Israël. Il est le co-auteur de *Nuclear Weapons and the Future of Humanity* et *The Institution of Philosophy*.

Éditions Demi-Lune, c'est aussi la Collection Voix du Monde, des biographies de grands artistes de la World Music :

Nusrat FATEH ALI KHAN

Ravi SHANKAR,

Youssou N'DOUR,

Salif KEITA,

Cesaria EVORA,

Caetano VELOSO,

Astor PIAZZOLLA

et prochainement

FELA Kuti, Gilberto GIL...

Retrouvez tous nos livres sur l'Internet !

Pour plus de renseignements,
(présentations des auteurs, des ouvrages parus et à venir,
nouvelautés, extraits gratuits en PDF, liens, photos, vidéos...)

Visitez le site :

www.editionsdemilune.com

Achevé d'imprimer sur les presses

de l'imprimerie Jouve

53100 Mayenne

N° d'impression : 749585U

Dépôt légal : août 2011

Imprimé en France